

Rapport de gestion 2025



Rapport de la Municipalité de Lausanne au Conseil communal sur sa gestion pendant l'année 2025

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères communales, Messieurs les Conseillers communaux,

Conformément aux articles 4 et 93c de la loi sur les communes, 20, 23, 66, 74 et 112 du règlement du Conseil communal et 30 du règlement pour la Municipalité, cette dernière vous soumet, ci-après, le rapport sur sa gestion pendant l'année 2025.

Le rapport contient les divisions suivantes:

- Conseil communal et Municipalité;
- Direction de la culture et du développement urbain;
- Direction de la sécurité et de l'économie;
- Direction des sports et de la cohésion sociale;
- Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture;
- Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers;
- Direction des finances et de la mobilité;
- Direction des services industriels;
- Registre des représentations;
- Glossaire.

Table des matières

Conseil communal et Municipalité	7
Conseil communal	8
Municipalité	8
Cellule d'aide à la résolution des conflits (ARC)	28
Direction de la culture et du développement urbain	31
Secrétariat municipal (SMUN)	34
Secrétariat général culture et développement urbain (SGCD)	42
Service de la culture (CULT)	49
Service des bibliothèques et des archives (BAVL)	58
Service de l'urbanisme (URB)	72
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne (CFL)	79
Direction de la sécurité et de l'économie	83
Secrétariat général (SGSE)	87
Corps de police (CP)	91
Service de protection et sauvetage (SPSL)	98
Service du contrôle des habitants (CH)	111
Service de l'économie (ECO)	116
Service de l'eau (EAU)	125
Direction des sports et de la cohésion sociale	141
Secrétariat général (SGSCS)	144
Service des sports (SPORTS)	147
Service social Lausanne (SSL)	156
Service du travail (ST)	164
Inclusion et actions sociales de proximité (SISP)	171
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture	183
Secrétariat général (SGLEA)	186
Service du cadastre (CADA)	194
Service des gérances (GER)	200
Service d'architecture et du logement (ARLO)	208
Service des parcs et domaines (SPADOM)	215
Service d'organisation et d'informatique (SOI)	223
Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers	231
Secrétariat général (SGEJQ)	234
Service quartiers, jeunesse et familles (QJF)	237
Service de la petite enfance (SPE)	245
Service des écoles et du parascolaire (SEP)	254
Service de santé et prévention (SSPR)	263
Service de psychologie scolaire (SPS)	270

Direction des finances et de la mobilité	277
Secrétariat général (SGFIM)	280
Service des finances (SFIN)	283
Service du personnel (SPEL)	286
Mobilité et aménagement des espaces publics (MAP)	296
Service de la propreté urbaine (PUR)	305
Achat et logistique Ville (SALV)	311
Direction des services industriels	319
Secrétariat général (SGSIL)	322
Services partagés (SPAR)	329
Service commercial (COM)	333
Service patrimoine (PAT)	338
Service production et solutions énergétiques (PSE)	344
Service réseaux (RES)	347
SI-REN S.A.	353
LFO S.A.	355
Registre des représentations	359
Glossaire	413



Conseil communal et Municipalité

Conseil communal

Le Conseil communal a tenu, en 2025, 24 séances, dont 21 dites longues (23 séances ordinaires en 2024, dont 21 dites longues). Il a reçu 13 pétitions et 124 postulats. 2 projets de règlement ont été déposés. 77 interpellations et 18 questions écrites ont été adressées à la Municipalité par des membres du Conseil. Pour plus de détails, consulter la page web du Conseil communal (<https://www.lausanne.ch/officiel/conseil-communal/seances/depots-enregistres.html>) ou le rapport de gestion du Bureau du Conseil communal, intégré dans les rapports des Commissions permanentes de gestion et des finances.

Municipalité

Composition

du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

	Titulaires	Suppléant-e-s
Culture et développement urbain	M. Grégoire Junod	M ^{me} Florence Germond
Sécurité et économie	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M. Xavier Company
Sports et cohésion sociale	M ^{me} Émilie Moeschler	M. David Payot
Logement, environnement et architecture	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Pierre-Antoine Hildbrand
Enfance, jeunesse et quartiers	M. David Payot	M ^{me} Émilie Moeschler
Finances et mobilité	M ^{me} Florence Germond	M. Grégoire Junod
Services industriels	M. Xavier Company	M ^{me} Natacha Litzistorf

La Municipalité a tenu 43 séances en 2025.

Délégations municipales pour la législature 2021–2026

Délégation	Présidence	Membres
Délégation Métamorphose	M. Grégoire Junod	M ^{me} Natacha Litzistorf M ^{me} Florence Germond
Commission immobilière	M. Grégoire Junod	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf
Délégation au personnel	M. Grégoire Junod	M. David Payot M ^{me} Florence Germond
Comité d'audit	M. Grégoire Junod	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Florence Germond
Délégation à l'économie et au commerce	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M. Grégoire Junod M. Xavier Company
Délégation à l'observatoire de la sécurité et des discriminations	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M ^{me} Emilie Moeschler M ^{me} Florence Germond
Délégation réforme du Corps de police (créée en 2025)	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M. Grégoire Junod M ^{me} Emilie Moeschler
Délégation Pôle Gare	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Florence Germond
Délégation informatique	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. David Payot M. Grégoire Junod
Délégation climat, environnement, biodiversité et assainissement énergétique	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Grégoire Junod M ^{me} Florence Germond M. Xavier Company
Délégation à la politique des quartiers	M. David Payot	M ^{me} Emilie Moeschler M ^{me} Natacha Litzistorf
Délégation à l'urbanisme et à la mobilité	M ^{me} Florence Germond	M. Grégoire Junod M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf

Délégation aux chantiers	M ^{me} Florence Germond	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf M. Xavier Company
Délégation deal et consommation dans l'espace public	M ^{me} Emilie Moeschler	M. Grégoire Junod M ^{me} Florence Germond M. Pierre-Antoine Hildbrand
Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)	Délégués de La Municipalité: M. Grégoire Junod, M. Pierre-Antoine Hildbrand, M ^{me} Florence Germond	

Préavis et rapports-préavis adressés au Conseil communal

La Municipalité a présenté 57 préavis ou rapports-préavis au Conseil communal, détaillés ci-après.

Culture et développement urbain (14 préavis ou rapports-préavis)

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
08.04.2025	03	Place de la Riponne – demande d'un crédit d'ouvrage pour le renforcement de la portance de l'ouvrage du parking souterrain
20.05.2025	04	Prolongation de la zone réservée communale selon l'article 46 LATC, concernant les secteurs de Pra Roman, Vers-chez-les-Blanc, Chalet-à-Matthey, Flon Morand, Montblesson
20.05.2025	05	Chemin Praz-Lau 3 – Lausanne, biens-fonds N° 14'022, 14'031 et 14'039, droits distincts et permanents (DDP) de superficie nos 14'040 et 14'042 – Mutation parcellaire, prolongation et modification du DDP 14'040 inscrit au profit de la société FIM Management S.A.
24.06.2025	07	Réponse au postulat de M. Valéry Beaud et crts «Conservation du stade olympique de la Pontaise: de la contrainte à l'opportunité»
04.11.2025	08	Réponse à la pétition au CC de M. Christophe Dubois et crts «Pour la sauvegarde du bâtiment du café-restaurant 'Les Alliés' ainsi que pour la pérennisation d'une activité de restauration dans ces locaux»
30.09.2025	12	Réponse à la motion de M. Ilias Panchard et crts «Pour la transparence du financement de l'élection du Conseil communal» et au postulat de M. Arnaud Thiery et crts «Pour la transparence de la vie politique»
18.11.2025	17	Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) – Revente en droits de superficie de 7 bâtiments acquis par voie de préemption
04.11.2025	22	Route de Forel 6 – Puidoux, bien-fonds 501, constitution d'un droit distinct et permanent (DDP) de superficie au profit de MM. Fabien Hegnauer et Dylan Germanier
En cours	25	Réponse au postulat de M ^{me} Françoise Piron «Journaux locaux, préservons ce lien local précieux!»
En cours	31	Modification du Règlement du Plan général d'affectation (MPGA)
En cours	40	Plan d'affectation «Alpha Palmiers»
En cours	48	Réponse au postulat de M ^{me} Céline Misiego «Pour des nouvelles places profondément lausannoises?»
En cours	50	Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) – Revente en droits de superficie de 3 bâtiments acquis par voie de préemption à la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement SILL S.A.
En cours	57	Route de Chavannes 27c-d, bien-fonds N° 4'220 de la commune de Lausanne, droit distinct et permanent de superficie DDP 17'620 – Prolongation du droit de superficie et cession en faveur de la société Inter bowling S.A.

Sécurité et économie (7 préavis ou rapports-préavis)

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
26.08.2025	02	Lutte contre les microplastiques – Extension du laboratoire du Contrôle de l'eau (Lutry)
En cours	23	Règlement communal des ports, des infrastructures portuaires et des rives du lac de la Commune de Lausanne
En cours	24	Création de Proveyse SA afin de gérer et valoriser les sources de Thierrens
En cours	30	Renaturation des cours d'eau lausannois – Première étape
En cours	38	Réponse au postulat de M ^{me} Anaïs Timofte «Création d'un bureau lausannois dédié à l'étude prospective démographique»
En cours	52	Rénovation du Centre funéraire de Montoie – Evolution du projet et augmentation des coûts d'investissement – Crédit complémentaire au préavis N° 2020/47
En cours	54	Création d'une Association de communes en charge de la gestion des eaux urbaines du bassin versant de la STEP de Vidy et des installations intercommunales y afférentes – approbation des statuts

Sports et cohésion sociale (3 préavis ou rapports-préavis)

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
24.06.2025	06	Stade de la Tuilière – remplacement du terrain de football en matière synthétique – crédit d'ouvrage
En cours	16	Réponse au postulat de M ^{me} Françoise Piron «Récoltons la parole de nos aînés»
En cours	43	Réponse au postulat de M. Louis Dana et crts «Élargissements des horaires d'ouverture de l'espace de consommation sécurisé de le Riponne: un projet à envisager sous conditions» et réponse au postulat de M ^{me} Mathilde Maillard «Accueil à bas seuil: il faut définir le seuil»

Logement, environnement et architecture (12 préavis ou rapports-préavis)

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
En cours	13	Réponse au postulat de M ^{me} Séverine Graff «Lavons nos bouteilles: pour un vin lausannois plus durable»
En cours	14	Réponse au postulat de M. Samuel de Vargas et crts «Un coup de neuf pour la balade de la Vuachère»
30.09.2025	15	Consolidation de l'Observatoire de l'environnement
30.09.2025	19	Une politique d'agriculture urbaine 2025–2030 pour renouer les liens entre la ville et la campagne
18.11.2025	26	Octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 48'400'000.– pour le 2 ^e lot d'assainissement énergétique et réorientation de la stratégie
03.12.2025	34	Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2026
03.12.2025	35	Autorisations d'achats informatiques
En cours	42	Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL) – Construction d'un immeuble de 105 logements d'utilité publique (LUP) à la rue de la Borde 45–49/chemin des Crêtes 26–28, dont 71 logements à loyer abordable (LLA) et 34 logements à loyer modéré (LLM) – Octroi des aides publiques prévues par la loi du 9 septembre 1975 sur le logement (LL) pour les 34 LLM
En cours	46	Camping de Vidy – chemin du Camping 3 à Lausanne: attribution, organisation, investissements et constitution d'un droit distinct et permanent (DDP) de superficie
En cours	47	Réponse au postulat de M. Mathias Paquier et crts «Généralisation du télétravail: donnons-nous les moyens»
En cours	49	Réponse au postulat de M. Loris Socchi «Dépollution de la dioxine par les plantes»
En cours	56	Création d'un règlement communal du patrimoine arboré détaillant les modalités de protection, d'atteinte et de compensation touchant les arbres, arbustes, bosquets et cordons boisés non-forestiers sur le territoire lausannois

Enfance, jeunesse et quartiers (6 préavis ou rapports-préavis)

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
10.06.2025	01	Réponse aux postulats de M. Johann Dupuis et crts «Pour une politique d'animation socioculturelle au service du vivre ensemble et de l'intégration dans les quartiers» et de Mme Eliane Aubert et crts «Animation socioculturelle lausannoise: Faut-il municipaliser la FASL? Définir une véritable politique publique avec des outils de pilotage»
04.11.2025	21	Réponse au postulat de M ^{me} Pauline Blanc «Pour que les adolescents ne s'endorment plus sur leur table d'école»
03.12.2025	28	Collège de Grand-Vennes – Agrandissement: Demande de crédit d'étude
03.12.2025	29	Réponse au postulat de M. Fabrice Moscheni et crts «Créons un terrain multisport football/basket pour les quartiers de Montchoisi, Chandieu, Jurigoz et alentours»
03.12.2025	33	Collège de Montriond – Crédit d'études pour la rénovation et la transformation du collège et pour la création d'une extension pour l'APEMS – Crédits d'études et d'investissement pour la création d'un pavillon provisoire durant les travaux
En cours	53	Réponse au postulat de M ^{me} Céline Misiegot et crts «Favorisons des camps scolaires écologiques»

Finances et mobilité (12 préavis ou rapports-préavis)

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
10.06.2025	09	Comptes de l'exercice 2024 – Ventes des sous-stations du m2 – Modification du règlement pour la Municipalité
10.06.2025	10	Crédits supplémentaires pour 2025 (1 ^{re} série)
30.09.2025	18	Rénovation/transformation du Centre intercommunal de gestion des déchets (CID) de Malley
03.12.2025	32	Autorisations d'achats pour l'exercice 2026
03.12.2025	36	Crédits supplémentaires pour 2025 (2 ^e série)
03.12.2025	37	Budget de fonctionnement de l'exercice 2026
En cours	39	Réaménagement de diverses places de jeux – 5 ^e étape – Règlement concernant l'aménagement des places de jeux et de rencontre
En cours	41	Métros m2 et m3: Octroi de deux cautionnements aux TL

En cours	44	Réponse aux postulats M. Vincent Rossi et crts «Circuler au pas, ou pas: une stratégie pour piétonner la Ville de Lausanne», de M ^{me} Françoise Piron «Des pentes aménagées pour le bien-être de toutes et tous!», de M. Samuel De Vargas et crts «Un train de mesures en faveur du vélo», de M. Paulraj Kanthia «Pour une meilleure accessibilité piétonne et cycliste du quai Jurigoz durant et après les travaux de la gare de Lausanne», de M ^{me} Christine Goumaz et crts «Plus qu'un carrefour, plus qu'un plateau: une place pour Béthusy!», de Mme Christine Goumaz «Pour la transformation du haut du chemin du Levant (Béthusy)», de M. Henri Klunge et crts «Sous le pavé-gazon, le sol!», de M. Benjamin Rudaz et crts «Quartier Fourmi-Fiches, les habitant-e-s sont là, les infrastructures et espaces publics doivent rapidement suivre», de M ^{me} Anouck Saugy et crts «A m'asseoir sur un banc, cinq minutes, avec toi», de M. Sevgi Koyuncu «Manque d'infrastructures dans le quartier de Praz-Séchaud, Boveresses, Eterpeys-Grangette» et de M ^{me} Tatiana Taillefert «Des terrains de pétanque au pied des immeubles» et aux pétitions de M. Daniel Gehringer et crts «Sécurité et impact à long terme des travaux prévus à Montétan sur le chemin de Villardin» et de M. Alexander Daniel et crts «Pour un réaménagement de la route du Chalet-Vieux»
En cours	45	Réponse aux postulats de M. Paulraj Kanthia «Instauration d'un système de signalement pour une meilleure gestion des déchets publics à Lausanne», de M ^{me} Marlène Bérard «Pour un accès à pied au Centre intercommunal de gestion des déchets (déchetterie de Malley», de M. Jacques Pernet «Economie circulaire! Pour des déchets encombrants 'circulaires'», de M ^{me} Gaëlle Mieli «Récupération et recyclage des vêtements en ville de Lausanne: pour une amélioration des pratiques et une prise de conscience collective!» et de M ^{me} Constance von Braun «Donner c'est valoriser: pour des boîtes d'échange(s) entre voisin-e-s aux Ecopoints»
En cours	51	Requalification de l'avenue de Tivoli, du carrefour de Montelly et de Chauderon Sud
En cours	55	Passerelle de Bois Gentil – En Bugnon, commune de Lausanne et du Mont-sur-Lausanne

Services industriels (3 préavis ou rapports-préavis)

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
10.06.2025	11	Modification de la structure tarifaire de l'électricité et mise à jour du règlement sur les indemnités communales liées à la distribution d'électricité
04.11.2025	20	Remise à niveau des infrastructures de production et de distribution sur le site de Pierre-de-Plan pour la sécurisation de la fourniture de chaleur. Création de surfaces de bureau
18.11.2025	27	Financement des installations et infrastructures des SIL pour la deuxième étape de réalisation de l'écoquartier des Plaines-du-Loup

Initiatives en attente de réponse, renvoyées à la Municipalité avant le 31 décembre 2025

Motions en attente de réponse

Culture et développement urbain

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Klunge Henri	Quand la ville se plie en quinze!	16.01.2024	30.01.2024	31.03.2025

Logement, environnement et architecture

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Bloch Olivier	3-30-300, Faisons verdier Lausanne	10.09.2024	01.10.2024	31.10.2025

Postulats en attente de réponse

Culture et développement urbain

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Evéquoq Séverine	Quel avenir pour le Pavillon Rousseau et l'herbier vivant de Rosalie de Constant au domaine de la Chablière	24.05.2016	07.06.2016	30.06.2021
Payot David	Pour une médiation administrative communale	16.02.2016	07.03.2017	30.06.2021
Beetschen Véronique	Une plateforme 'last minute' pour l'offre culturelle lausannoise	07.03.2017	04.04.2017	30.06.2021
Carrel Matthieu	Protection du patrimoine et densification: plus de sécurité et de prévisibilité	05.09.2017	09.10.2018	30.06.2021
Company Xavier	Amélioration énergétique pour tou-te-s, avec privilèges!	12.03.2019	09.04.2019	30.06.2021
Chenaux Mesnier Muriel	Pour un nouveau projet de Maison du Livre et du Patrimoine	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Dana Louis	Carte Cultissime et PassSport: marions-les!	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020

Raedler David	Un marché culinaire pour Lausanne	04.12.2018	03.11.2020	31.05.2021
Dakkus Sima	Urbanisme et qualité de vie	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Chenau Mesnier Muriel	Halte aux discriminations dans les milieux culturels: égalité salariale et rejet de toute forme de harcèlement sexuel	24.11.2020	25.01.2022	31.07.2022
Brayer Vincent	Pour une médiation culturelle coordonnée, ciblée et innovante	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Gaudard Guy	Pour la mise à disposition de zones artisanales à Lausanne	08.06.2021	08.03.2022	30.09.2022
Morin Ariane	Encourager la parité hommes-femmes dans les institutions culturelles subventionnées par la ville	08.02.2022	13.09.2022	31.03.2023
Yemane Samson	Histoire coloniale – Lausanne: pour une ville inclusive et non discriminante	07.06.2022	13.09.2022	31.03.2023
Mendy Angèle Flora	Rendre la place culturelle lausannoise accessible à toute la population lausannoise, c'est aussi la sortir des quatre murs	08.11.2022	22.11.2022	31.05.2023
Neumann Sarah	Précarité des artistes: envisager le portage salarial	08.11.2022	22.11.2022	31.05.2023
Carrel Matthieu	Lausanne considère-t-elle vraiment les étudiants comme des touristes?	22.11.2022	07.12.2022	30.06.2023
Depallens Sarah	Les Halles sportives: un projet provisoire à Beaulieu jusqu'en 2026. Et après?	22.11.2022	07.12.2022	30.06.2023
Zecca Manon	Une culture lausannoise foisonnante et accessible!	06.12.2022	17.01.2023	31.07.2023
Beaud Valéry	Pour des rentes de droit distinct et permanent de superficie (DDP) dépendantes de la qualité sociale, écologique et économique des projets développés	12.01.2021	17.01.2023	31.07.2023
Carrel Matthieu	Sauvons le Théâtre du Vide-Poche	08.12.2020	31.01.2023	31.07.2023
Jaffar Mountazar	Pour mettre fin au croissant doré lausannois	28.03.2023	02.05.2023	31.10.2023
Paquier Mathias	Un laboratoire d'innovation collaborative pour créer la ville de demain	12.10.2021	07.06.2023	31.12.2023
Kanthia Paulraj	Pour la promotion des commerces historiques de Lausanne	03.10.2023	07.11.2023	31.05.2024
Thorens Olivier	Pour un site internet de la Ville accessible aux allophones	05.12.2023	16.01.2024	31.07.2024
Chenau Mesnier Muriel	Pour un accès libre aux musées lausannois...	30.08.2022	06.02.2024	31.08.2024
Gafner Oleg	Pas de piscine, pas de piscine...	08.11.2022	05.03.2024	30.09.2024
Koyuncu Sevgi	Pas d'extension du quartier des Boveresses sans infrastructures et services publics adéquats	23.04.2024	07.05.2024	30.11.2024
Blanc Pauline	Pour des conventions avec les institutions culturelles, dès CHF 100'000.- de subvention	31.01.2023	21.05.2024	30.11.2024
Mieli Gaele	Faisons le mur!	19.11.2024	10.12.2024	31.05.2025
Zecca Manon	Le Vide-Poche, un lieu oublié de la Municipalité?	03.10.2023	04.02.2025	31.08.2025
Fahmy Olivia	Pour une exigence de formation contre le harcèlement et les discriminations et des procédures claires pour la prévention et la prise en charge de situations discriminantes au sein des institutions (sportives, culturelles, sociales) subventionnées par la Ville de Lausanne	18.03.2025	08.04.2025	31.10.2025
Koyuncu Sevgi	La mise en place de guichet unique de l'administration décentralisé dans les quartiers de la ville	08.04.2025	06.05.2025	30.11.2025
Panchard Ilias	Poursuite de la politique sociale du logement à la CPCL: la balle est entre les mains des membres de la Municipalité au comité	23.04.2024	20.05.2025	30.11.2025
Piron Françoise	Passé vivant: les trésors des petits musées lausannois	06.05.2025	20.05.2025	30.11.2025
Khémisa Nawel	Logement d'abord: Son Nom sur la porte" – Pour une stratégie qui marque des buts à la Pontaise"	27.02.2024	27.05.2025	30.11.2025
Audergon Marlyse	Pour la création d'une Commission consultative de la culture	20.05.2025	10.06.2025	07.12.2025
Socchi Loris	+ de boîtes à livres	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Socchi Loris	A propos de l'insalubrité	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Damergi Lana	Apprentissage de la musique à Lausanne – accompagner la croissance de l'EML	26.08.2025	09.09.2025	31.03.2026
Zecca Manon	Des institutions plus transparentes, des employé-x-e-s mieux protégé-x-e-s!	21.05.2024	30.09.2025	31.03.2026
Kyriakopoulos Virginie	Une formation professionnelle en danse classique pour Lausanne	18.03.2025	04.11.2025	03.05.2026
Panchard Ilias	Renforcer le soutien à l'improvisation théâtrale et à l'humour	18.11.2025	09.12.2025	30.06.2026
Jaffar Mountazar	Pour une Ville qui lutte activement contre les violences administratives	18.11.2025	09.12.2025	30.06.2026
Jaffar Mountazar	Garantir la dignité et la confidentialité des échanges dans les guichets lausannois	18.11.2025	09.12.2025	30.06.2026

Sécurité et économie

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Bettschart-Narbel Florence	Pour une redynamisation du commerce lausannois	14.02.2017	21.03.2017	30.06.2021
Gaudard Guy	'Métamorphose' de la sécurité, renforçons la police de proximité!	31.01.2017	21.03.2017	30.06.2021
Carrel Matthieu	Des bains d'hiver à Lausanne	04.04.2017	02.05.2017	30.06.2021
Company Xavier	Moins de sachets dans les marchés, et recyclables!	09.04.2019	07.05.2019	30.06.2021

Piguet Antoine Gösta	Un marché végétal à la Riponne	23.06.2020	08.09.2020	31.03.2021
Perrin Sarra	Lausanne, ville de fontaines?	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Gaillard Benoît	Améliorer l'information et l'accompagnement des personnes qui s'estiment victimes de mauvais traitements par la police	12.02.2019	09.03.2021	30.09.2021
Bettens Eric	Le couperet tombe sur le plastique à usage unique	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Klunge Henri	De l'espace pour nos commerçants	07.05.2019	15.02.2022	30.11.2019
De Vargas Samuel	Un plan de mesures pour davantage d'inclusion des personnes non-binaires et trans	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Thièry Arnaud	La gestion des taxis doit-elle rester du domaine de l'intercommunal?	24.11.2020	07.02.2023	31.08.2023
Panchard Ilias	Pour une passerelle piétonne côté lac à Bellerive	22.03.2022	04.04.2023	31.10.2023
Rudaz Benjamin	Pour une démocratie vivante, crédible, citoyenne, militante et transparente	08.06.2021	30.05.2023	30.11.2023
Gaillard Benoît	Robotisation de la vente et de la restauration: taxer les caisses automatiques, assurer l'égalité de traitement	09.03.2021	30.05.2023	30.11.2023
Fahmy Olivia	Pour une adhésion de la Ville de Lausanne au projet trans welcome	08.02.2022	19.09.2023	31.03.2024
Gafner Oleg	Pour une suppression de l'annonce systématique du genre	25.01.2022	07.11.2023	31.05.2024
Carvalho Arruda Carolina	Pour une meilleure prise en charge des personnes transgenres et des personnes non-binaires par la police municipale	03.10.2023	07.11.2023	31.05.2024
Brayer Vincent	Vers des radars sonores contraignants	12.10.2021	12.12.2023	30.06.2024
Moscheni Fabrice	Un vade-mecum pour plus de sécurité des cyclistes	23.11.2021	12.12.2023	30.06.2024
Mayoraz Maimouna	Eviter des morts inutiles – interdisons le plaquage ventral	07.06.2022	05.03.2024	30.09.2024
Gerber Alexandra	Pour une renaissance à ciel ouvert de quelques cours d'eau lausannois	19.03.2024	23.04.2024	31.10.2024
Gerber Alexandra	L'utilisation de l'eau du réseau: un bilan complet comme base indispensable pour une stratégie d'économie de l'eau	17.01.2023	21.05.2024	30.11.2024
Goumaz Christine	Modifications de la directive pour les artistes de rue	28.02.2023	21.05.2024	30.11.2024
Kulmiye Yusuf	Introduction de la Bodycam au sein du Corps de police à Lausanne	22.11.2022	21.05.2024	30.11.2024
Jaffar Mountazar	Pour une remise systématique de récépissé de la PML aux personnes contrôlées	22.11.2022	21.05.2024	30.11.2024
Teuscher Joël	Un guide communal pour les funérailles des Lausannois-e-s	27.08.2024	10.09.2024	31.03.2025
Meinherz ranziska	Une aire d'accueil à Lausanne pour les gens du voyage	02.05.2023	08.10.2024	30.04.2025
Curnier Daniel	Stationnement: réprimer pour mieux inciter	02.05.2023	08.10.2024	30.04.2025
D'Acremont Valérie	Pour un poste de délégué-e au commerce afin de favoriser le dialogue entre la ville et nos commerçant-es	29.08.2023	05.11.2024	31.05.2025
Panchard Ilias	Projet pilote pour une police de proximité sans arme à feu	12.09.2023	14.01.2025	31.07.2025
Panchard Ilias	Déposer plainte contre la police... à la police? Pour une instance réellement indépendante en matière de plaintes	12.09.2023	14.01.2025	31.07.2025
Pernet Jacques	Prends soin de ton eau!	14.01.2025	04.02.2025	31.08.2025
Bonillo Isabelle	Soutenir les artisans-créateurs locaux	21.11.2023	18.03.2025	14.09.2025
Panchard Ilias	Être puni pour avoir dormi dehors: halte aux amendes pour «camping sauvage»	16.01.2024	18.03.2025	14.09.2025
Neumann Sarah	Des familles sans chef-fes	18.03.2025	08.04.2025	31.10.2025
Neumann Sarah	Maintenir la vie commerciale en ville: une vision stratégique et des mesures articulées	03.12.2024	20.05.2025	30.11.2025
Yemane Samson	Police: renforcer et valoriser les compétences transculturelles	02.05.2023	27.05.2025	23.11.2025
Thorens Olivier	Eaux secours du Léman! Pour un plan d'action fort contre les déchets plastiques et les mégots de cigarettes sur les rives du lac	20.05.2025	10.06.2025	07.12.2025
Kulmiye Yusuf	Pour des nuits lausannoises plus inclusives	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Audergon Marlyse	Pour une stratégie municipale globale dans les quartiers rue de Genève – Sébeillon – Sévelin	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Kanthia Paulraj	Pour un accès élargi à l'eau potable dans les zones sportives et de loisirs de Lausanne	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Audergon Marlyse	Pour un renforcement de la présence de la police de proximité et des équipes socio-sanitaires dans les quartiers rue de Genève – Sébeillon – Sévelin – Malley	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
D'Acremont Valérie	Pour un lac apaisé: et si nous voguions vers une mobilité lacustre douce?	21.05.2024	30.09.2025	31.03.2026
Thorens Olivier	Pour des loisirs lacustres préservant le climat	01.10.2024	30.09.2025	31.03.2026
Bloch Olivier	Police-Population: pour plus de lien et de sérénité dans nos quartiers	30.09.2025	04.11.2025	03.05.2026
Marmy Olivier	Pour l'installation d'un columbarium au cimetière de Vers-Chez-les-Blanc	04.11.2025	18.11.2025	31.05.2026
Bérard Marlène	Mieux vaut prévenir qu'amender	18.11.2025	09.12.2025	30.06.2026
Caruel Nathalie	Pour un recrutement diversifié et inclusif du Corps de Police de Lausanne	18.11.2025	09.12.2025	30.06.2026

Sports et cohésion sociale

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Rebeaud Jean Laurent	Demande d'une étude sur la faisabilité et l'opportunité d'une expérience pilote dans la perspective du revenu de base inconditionnel (RB)	06.10.2015	12.04.2016	30.06.2021
Michaud Gigon Sophie	Le sport pour tous commence dans les quartiers	23.05.2017	15.01.2019	30.06.2021
Genoud Alice	Pour que les 20–30 ans puissent aussi monter dans les bus	20.03.2018	28.05.2019	30.06.2021
Piron Françoise	Pour une politique inclusive de la mobilité en ville en termes de genre et d'intergénération	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021
Manzoni Laura	Pour une nouvelle affectation des montants de l'Allocation d'aide au logement afin d'assurer l'accès à des logements abordables pour les lausannois-e-s	03.11.2020	24.11.2020	31.05.2021
Klunge Henri	Une prime aux clubs sportifs méritants	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Carrel Matthieu	Un avenir pour les compétitions d'athlétisme internationales à Lausanne: quel plan de course?	12.01.2021	26.01.2021	31.07.2021
Dana Louis	Grimpons!	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Rastorfer Jacques-Etienne	Pour une allée des étoiles du sport à Lausanne	11.05.2021	25.05.2021	30.11.2021
Klunge Henri	On se lève tous pour le Stand Up Paddle!	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Conscience Pierre	Formatrices et formateurs pour adultes: un métier précaire à revaloriser rapidement	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Wild Diane	Lausanne, capitale du sport associatif	19.11.2019	22.03.2022	30.09.2022
De Vargas Samuel	Un état des lieux sur l'accès au logement	04.10.2022	22.11.2022	31.05.2023
Kamenica Musa	Favoriser les cours de langue et de culture d'origine	09.03.2021	04.04.2023	31.10.2023
Zecca Manon	Pour un règlement des piscines qui ne soit ni discriminatoire ni sexiste	12.10.2021	07.06.2023	31.12.2023
Manzoni Laura	Pour la reconnaissance des plus précaires, pour la solidité de notre société: favorisons l'intégration des personnes sans titre de séjour par une City Card	12.10.2021	07.06.2023	31.12.2023
Gafner Oleg	En route pour la gratuité	24.05.2022	12.12.2023	30.06.2024
Gemesio Denise	Lausanne la sportive néglige la natation	23.11.2021	12.12.2023	30.06.2024
Kulmiye Yusuf	Pour un droit de citoyenneté active fort!	07.12.2021	05.03.2024	30.09.2024
Dana Louis	Pratique du sport à Lausanne – plus de flexibilité dans la location des infrastructures sportives	07.05.2024	21.05.2024	30.11.2024
Bloch Olivier	Lausanne, comme sur des roulettes!	05.11.2024	19.11.2024	31.05.2025
Marmy Olivier	Favoriser l'action de Nightlife à Lausanne et renforcer la prévention de la toxicomanie	05.11.2024	19.11.2024	31.05.2025
Pain Johan	Distribution de chèques à la consommation aux ménages à faibles revenus valables dans tous les commerces de Lausanne ainsi que pour les manifestations culturelles	12.09.2023	11.02.2025	31.08.2025
Kanthia Paulraj	Favoriser le développement d'installations de fitness urbain à Lausanne pour promouvoir l'exercice physique chez les jeunes et les seniors	04.02.2025	04.03.2025	30.09.2025
Timofte Anaïs	FLAT: une fondation fantôme? Améliorons la visibilité et la dotation de la Fondation Lausannoise pour l'Aide au Travail	21.11.2023	18.03.2025	14.09.2025
Panchard Ilias	Pour un café-restaurant inclusif à Lausanne	19.11.2024	06.05.2025	30.11.2025
Dupuis Johann	Des installations sportives de qualité, accessibles au grand public dans les quartiers avoisinants les plaines du Loup!	26.08.2025	09.09.2025	31.03.2026
Mieli Gaëlle	Impact de la consommation récréative de substances psychoactives illégales par les personnes intégrées socialement. Sortons de la banalisation!	30.09.2025	04.11.2025	03.05.2026

Logement, environnement et architecture

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Knecht Evelyne	Pour du logement social partagé	08.05.2012	15.05.2013	30.06.2020
Knecht Myrèle Sylvie	Pour que figure un paragraphe concernant la mise en œuvre spécifique de l'accessibilité universelle dans tout rapport-préavis concernant le domaine bâti (nouvelles constructions, rénovations) concerné par la LHand	19.01.2016	07.12.2016	30.06.2021
Nsengimana Nkiko	Pour une étude et des mesures relatives à la sous-location abusive via les plateformes d'hébergement telle qu'Airbnb	12.04.2016	13.12.2016	30.06.2021
Gaudard Guy	Hôtellerie des Chevreuils	19.09.2017	03.10.2017	30.06.2021
Evéquoq Séverine	Pour des mesures d'accompagnement nature, paysage et espace public au sein du Projet d'agglomération Lausanne-Morges, en particulier pour les Axes forts de transports urbains (AFTPU)	24.05.2016	03.10.2017	30.06.2021
Michaud Gigon Sophie	Pour favoriser une optimisation de l'utilisation des surfaces habitables	17.01.2017	30.01.2018	30.06.2021
Pascuas Zabala Esperanza	Pour une mixité sociale à La Bourdonnette	15.01.2019	12.02.2019	30.06.2021

Philippos Roland	Adapter les logements pour favoriser le maintien à domicile des seniors	11.06.2019	10.09.2019	30.06.2021
Moscheni Fabrice	Un restaurant de la Ville dédié à l'intégration des personnes handicapées	22.05.2018	08.10.2019	30.06.2021
Gaillard Benoît	Un mécanisme dynamique pour réduire les nuisances de l'aéroport de la Blécherette	14.01.2020	28.01.2020	31.07.2020
Pernet Jacques	Quelles seraient les conséquences d'une suppression de l'aéroport de la Blécherette sur l'économie lausannoise et vaudoise	14.01.2020	28.01.2020	31.07.2020
Beaud Valéry	Pour une évaluation des impacts économiques et des coûts sociétaux de l'aéroport de la Blécherette	10.12.2019	28.01.2020	31.07.2020
Conscience Pierre	Aéroport de la Blécherette: en finir avec un vestige du passé	10.12.2019	28.01.2020	31.07.2020
Carrel Matthieu	Planification des rénovations des établissements de la Ville	03.03.2020	19.05.2020	30.11.2020
Gnoni Sara	Limites planétaires: prenons nos décisions pour le bien-être de chacune et chacun	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Tripet Nicolas	Transformation digitale: la Ville de Lausanne concernée	06.11.2018	12.01.2021	31.07.2021
Panchard Ilias	Des alternatives locales et écologiques au béton	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Manzoni Laura	Pour des matériaux durables en alternative au béton en ville de Lausanne	09.02.2021	09.03.2021	30.09.2021
Crole-Rees Anna	Durabilité: pour des débats éclairés au Conseil communal	09.02.2021	09.03.2021	30.09.2021
Bettschart-Narbel Florence	Pour une véritable planification des rénovations des immeubles lausannois	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Crole-Rees Anna	Plan Climat – soyons réalistes!	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Chenau Mesnier Muriel	Mise en œuvre du Plan climat: et les immeubles de la CPCL?	12.10.2021	23.11.2021	31.05.2022
Racine Joëlle	Pour une gérance de la ville plus humaine en matière de logements	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Brayer Vincent	Priorisation des rénovations énergétiques de bâtiments, emprunts et calculs d'opportunité	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Pernet Jacques	Plus d'égards pour nos fidèles compagnons à quatre pattes	02.10.2018	23.11.2021	31.05.2022
Devallonné Dinbali Caroline	Quel avenir pour la Tour de Sauvabelin?	03.11.2020	25.01.2022	31.07.2022
Vouillamoz Vincent	La Ville de Lausanne se chauffe de façon 100% renouvelable	19.05.2020	25.01.2022	31.07.2022
Schaller Graziella	Un site internet pour favoriser la colocation pour les seniors	10.09.2019	22.03.2022	30.09.2022
Gaillard Benoît	Bonnes pratiques en cas de rénovation thermique d'un immeuble en location: Lausanne pionnière!	22.03.2022	05.04.2022	31.10.2022
Beaud Valéry	Pour une valorisation écologique d'une partie des surfaces comprises dans le périmètre de l'aéroport de la Blécherette	19.05.2020	12.04.2022	31.10.2022
Dupuis Johann	Pour la constitution «d'assises lausannoises du climat»	06.10.2020	24.05.2022	30.11.2022
Dubas Daniel	Pour une stratégie et un plan d'action contre les îlots de chaleur urbains	22.09.2020	24.05.2022	30.11.2022
Gerber Alexandra	Pour réduire l'impact énergétique et écologique de la construction	24.05.2022	07.06.2022	31.12.2022
Gemesio Denise	Faisons la nique au courrier électronique	13.09.2022	04.10.2022	30.04.2023
Conscience Pierre	Pour donner un vrai tournant écologique et social à la politique lausannoise en matière de logement	06.10.2020	11.10.2022	30.04.2023
Beaud Valéry	Pour un renforcement de la politique communale en faveur des coopératives d'habitants	09.03.2021	31.01.2023	31.07.2023
Saugy Anouck	Vitrines de la Barre – Quand la lumière n'est plus au bout du Tunnel	31.01.2023	28.02.2023	30.09.2023
Blanc Pauline	Pour des éléments concrets sur le bilan carbone de la Ville!	31.01.2023	28.02.2023	30.09.2023
Conscience Pierre	Pour plus de transparence, d'équité et de renouvellement dans la composition des jurys de concours d'architecture	02.05.2023	16.05.2023	30.11.2023
Chatton Angélique	Pour de vrais fonds de rénovation!	12.09.2023	03.10.2023	30.04.2024
Gaillard Benoît	Lutter efficacement contre la soustraction de logements au marché locatif: stratégie municipale de contrôle et de sanction contre les locations de courte durée illégales	02.05.2023	07.11.2023	31.05.2024
Reymond Onai	Chasseurs d'appartements, stop aux abus!	30.08.2022	12.12.2023	30.06.2024
D'Acremont Valérie	Stratégie de résilience territoriale	04.10.2022	26.03.2024	30.09.2024
Klunge Henri	Les jeunes entreprises à la LUPE	11.06.2024	27.08.2024	28.02.2025
Teuscher Joël	Des fontaines à eau pour Lausanne	27.08.2024	10.09.2024	31.03.2025
Taillefert Tatiana	Des zones de silence	27.08.2024	10.09.2024	31.03.2025
Pernet Jacques	Pérenniser la piscine en eau ouverte au large du quai d'Ouchy	27.08.2024	10.09.2024	31.03.2025
Crole-Rees Anna	Palud: plus qu'un arbre de la liberté!	27.08.2024	10.09.2024	31.03.2025
Graff Séverine	Contre une future coulée grise: créons des espaces verts et frais aux abords du tram	19.03.2024	01.10.2024	30.04.2025
Devallonné Dinbali Caroline	Pour un renforcement de l'engagement de la Ville de Lausanne en faveur du commerce équitable	10.09.2024	01.10.2024	30.04.2025
Beaud Valéry	Pour des quotas de logements d'utilité publique (LUP) dans les nouveaux plans d'affectation	10.09.2024	01.10.2024	30.04.2025
Carrel Matthieu	Mettre fin à l'apathie municipale en matière de crise du logement. Pour des quotas de LUP dans les instruments d'aménagement du territoire	10.09.2024	01.10.2024	30.04.2025
Jaffar Mountazar	La fin des quartiers populaires, le début d'une meilleure justice sociale	30.05.2023	08.10.2024	30.04.2025

Gnoni Sara	Pour la création d'une assemblée citoyenne lausannoise pour une politique climatique juste, efficace et ambitieuse	06.12.2022	14.01.2025	31.07.2025
Kanthia Paulraj	Pour un programme communal d'économie d'énergie au service de la transition énergétique	14.01.2025	04.02.2025	31.08.2025
Dupuis Johann	Pour une stratégie ambitieuse d'assainissement énergétique du patrimoine immobilier administratif de la Ville de Lausanne	04.02.2025	04.03.2025	30.09.2025
Socchi Loris	Dépollution de la dioxine par les plantes	04.02.2025	04.03.2025	30.09.2025
Aubert Eliane	Développer une plateforme collaborative numérique pour renforcer la participation citoyenne et les échanges locaux à Lausanne	04.02.2025	04.03.2025	30.09.2025
Kanthia Paulraj	Les arbres bicentenaires, témoins vivants de Lausanne: préservation et découverte	04.03.2025	18.03.2025	14.09.2025
Panchard Ilias	Pour renforcer la prévention du tabagisme: des actions à destination des adultes fumeurs et non-fumeurs	18.03.2025	08.04.2025	31.10.2025
de la Baume Charlotte	Non aux espèces menacées de poisson dans les assiettes lausannoises! Pour une restauration protégeant les ressources halieutiques	29.08.2023	06.05.2025	30.11.2025
Roch Karine	Souffleuses à feuilles: et si Lausanne s'inspirait de Zurich?	18.11.2025	09.12.2025	30.06.2026

Enfance, jeunesse et quartiers

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Knecht Myrèle Sylvie	Pour que Lausanne adopte une stratégie d'élimination des inégalités et d'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap	19.11.2013	25.11.2014	30.06.2021
Bergmann Sylvianne	Pour des mesures visant à favoriser l'engagement de personnes handicapées	03.12.2013	25.11.2014	30.06.2021
Bettschart-Narbel Florence	Pour une communication moderne entre les parents, l'école, l'accueil de jour et les services de l'administration	02.10.2018	06.11.2018	30.06.2021
Brayer Vincent	Pour chaque nouveau quartier, une ludothèque!	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021
Brayer Vincent	Vers une politique municipale spécifique pour les ludothèques lausannoises	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021
Kamenica Musa	Plages accessibles	09.03.2021	30.03.2021	30.09.2021
Fonte Giuseppe	Pour une accessibilité vraiment universelle à Lausanne	23.03.2021	27.04.2021	31.10.2021
Ho Ngoc Huy	Pour une location des locaux des collèges destinés aux associations	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Jaffar Mountazar	Pour un budget véritablement participatif et démocratique	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Misiego Céline	Un billet de bus pour tous les enfants!	12.03.2019	11.01.2022	30.06.2022
Kilani Feryel	Pour un droit d'accès à des informations minimales aux parents en attente d'une place de crèche	07.12.2021	11.01.2022	30.06.2022
Michaud Gigon Sophie	Une Maison des associations: pour une meilleure prise en compte des associations à Lausanne	05.11.2019	15.02.2022	31.05.2020
Vouga Maurane	Santé mentale des jeunes après ces longs mois de pandémie, où en est-on?	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Gafner Oleg	Soigner l'épidémie d'éponymies	17.01.2023	31.01.2023	31.07.2023
Curnier Daniel	Ça va pas la crèche?	14.03.2023	04.04.2023	31.10.2023
Bérard Marlène	Aidons les jeunes en difficulté à sortir de la délinquance	02.05.2023	16.05.2023	30.11.2023
Kulmiye Yusuf	L'appui scolaire à Lausanne: constats et solutions pour éducation pour tous	16.05.2023	30.05.2023	30.11.2023
Neumann Sarah	Fêter le travail, prendre les enfants au boulot?	30.05.2023	20.06.2023	31.12.2023
Timofte Anaïs	Une vision globale pour le développement de l'enfant et l'équilibre familial: Garantir des places d'accueil pour tous et promouvoir l'encouragement précoce	21.11.2023	06.12.2023	30.06.2024
Yemane Samson	Pour des commissions d'établissement «inclusives»	08.03.2022	12.12.2023	30.06.2024
Aubert Alix	Aide à la sociabilisations des familles via les crèches	17.01.2023	05.03.2024	30.09.2024
Koyuncu Sevgi	Harcèlement scolaire	19.03.2024	23.04.2024	31.10.2024
Jaffar Mountazar	Pour des interventions de sensibilisation au racisme au sein des écoles lausannoises	30.05.2023	01.10.2024	30.04.2025
Fahmy Olivia	Une nourriture végétarienne dans les crèches et les autres lieux d'accueil des enfants	14.03.2023	08.10.2024	30.04.2025
Panchard Ilias	Création d'un Conseil consultatif des personnes handicapées	03.12.2024	14.01.2025	31.07.2025
Gafner Oleg	Protéger les adolescent-e-s et les jeunes adultes – tests gratuits pour les infections sexuellement transmissibles	03.10.2023	18.03.2025	14.09.2025
Pain Johan	Encourager l'engagement de personnes en situation de handicap au sein du personnel de la Ville de Lausanne	04.03.2025	18.03.2025	14.09.2025
Graff Séverine	Contre la culture du silence autour de l'inceste	18.03.2025	08.04.2025	31.10.2025
Neumann Sarah	Le bus pour l'école et pour l'APEMS, depuis mes deux maisons	06.05.2025	20.05.2025	30.11.2025
De Vargas Samuel	Garantir l'accès aux transports publics à toutes et tous les élèves lausannois-es	20.05.2025	10.06.2025	07.12.2025
Koyuncu Sevgi	Devoirs Accompagnés – un accompagnement pour toutes et tous	19.03.2024	24.06.2025	31.12.2025
Koyuncu Sevgi	Pour une éducation inclusive: Inscrire l'égalité des chances au programme scolaire	19.03.2024	24.06.2025	31.12.2025

Blanc Pauline	Agenda des vacances scolaires de jeunes lausannois: incluons également les enfants neuroatypiques!	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Socchi Loris	Art de rue pour et par la population	26.08.2025	09.09.2025	31.03.2026
Kovaliv Léonie	Conditions matérielles des lieux d'accueil parascolaire	09.09.2025	30.09.2025	31.03.2026
Maurer Putallaz Marisa	Loin de la Palud, loin du cœur: pour un développement coordonné et favorable à la vie de quartier des Râpes	30.09.2025	04.11.2025	03.05.2026
Marmy Olivier	Pour un mobilier scolaire ergonomique et adapté	04.11.2025	18.11.2025	31.05.2026
Jaffar Mountazar	Diagnostiquer les inégalités entre quartiers	08.04.2025	18.11.2025	31.05.2026

Finances et mobilité

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Beaud Valéry	Pour une liaison piétonne efficace entre la gare du Flon et la gare CFF	19.05.2020	09.03.2021	30.09.2021
Henchoz Jean-Daniel	Pour l'aménagement d'une place majeure et centrale à Chauderon	27.04.2021	25.05.2021	30.11.2021
Crole-Rees Anna	Gouvernance moderne: aussi à Lausanne!	24.11.2020	25.01.2022	31.07.2022
Beaud Valéry	Pour que la requalification de l'avenue du Grey ne soit pas éternellement reportée	04.10.2022	22.11.2022	31.05.2023
Beaud Valéry	Pour une révision rapide de la hiérarchie du réseau routier lausannois	23.11.2021	22.11.2022	31.05.2023
Dana Louis	La rue Centrale rendue aux piétons, à un tram et à une voie verte!	03.03.2020	07.02.2023	31.08.2023
de Haller Xavier	Rue centrale – centre-ville apaisé: agissons	09.06.2020	07.02.2023	31.08.2023
Moscheni Fabrice	Création d'une provision pour les risques liés aux coûts de la pollution à la dioxine à Lausanne	02.05.2023	16.05.2023	30.11.2023
Panchard Ilias	Pour une utilisation accrue des "nudges" dans l'espace public	25.05.2021	30.05.2023	30.11.2023
Meinherz Franziska	Lausanne sans publicité commerciale	08.03.2022	05.03.2024	30.09.2024
Saugy Anouck	Grand-Pont et TIM: on va s'aimer?	31.01.2023	26.03.2024	30.09.2024
De Vargas Samuel	Un centre-ville qui s'adapte aux mobilités d'aujourd'hui et du futur	10.05.2022	26.03.2024	30.09.2024
Meinherz Franziska	Un concept cohérent pour la zone Chauderon – Terreaux – Bel-Air: créons un lieu de passage et de séjour attractif, écologique et accueillant!	10.05.2022	26.03.2024	30.09.2024
Piron Françoise	Un macaron multi-zones pour les personnes proches-aidantes	19.03.2024	27.08.2024	28.02.2025
Saugy Anouck	Soutenons la SCCL et nos commerçants!	03.10.2023	27.08.2024	28.02.2025
Petoud Audrey	Projet pilote pour un congé menstruel	14.03.2023	01.10.2024	30.04.2025
Benvenuti Romane	Semaine de 4 jours: un projet pilote pour travailler moins et vivre mieux	02.05.2023	19.11.2024	31.05.2025
Piron Françoise	Pour en finir avec le macaron de stationnement papier	19.11.2024	10.12.2024	31.05.2025
Yemane Samson	Pas à pas vers une énergie durable: pavés connectés et parcs énergétiques pour une Lausanne innovante	14.01.2025	04.02.2025	31.08.2025
Curnier Daniel	Bus TL: baisser le ton d'un (é)cran	29.08.2023	11.02.2025	31.08.2025
Dupuis Johann	Lausanne doit passer au 30 km/h au plus vite!	20.06.2023	18.03.2025	14.09.2025
Pernet Jacques	La Municipalité achète local... et montre l'exemple	04.03.2025	18.03.2025	14.09.2025
Bloch Olivier	Feu vert pour des abris de transport public végétalisés	18.03.2025	08.04.2025	31.10.2025
Jaffar Mountazar	Développement d'un dispositif d'information en ville et dans les quartiers	08.04.2025	06.05.2025	30.11.2025
Pain Johan	Pour une enquête annuelle de satisfaction auprès du personnel communal	16.05.2023	06.05.2025	30.11.2025
Yemane Samson	Mise en place d'un dispositif d'information vocale dans les arrêts de bus	06.05.2025	20.05.2025	30.11.2025
Meinherz Franziska	Un tarif spécifique pour le stationnement des SUV de grande taille	27.02.2024	27.05.2025	23.11.2025
Marmy Olivier	Faciliter l'intervention des artisans en leur permettant l'usage des places de livraison	10.06.2025	24.06.2025	31.12.2025
Socchi Loris	Vélos cargos et taxi: Vers une ville sans voiture	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Taillefert Tatiana	Un peu de place pour le cinéma: quand le Capitole sort du cadre!	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Thorens Olivier	Pour une place du Vieux-Port attractive, conviviale et aménagée en îlot de fraîcheur	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Maillard Mathilde	TGV Lausanne – Paris: maintenir la cadence	24.06.2025	26.08.2025	28.02.2026
Piron Françoise	Pour une mobilité réellement inclusive à Lausanne	26.08.2025	09.09.2025	31.03.2026
Pain Johan	Plus de radars pédagogiques dans les zones de rencontre avec transmission de données plus pertinentes (statistiques) afin d'améliorer la sécurité des piétons dans leur mobilité	26.08.2025	09.09.2025	31.03.2026
Socchi Loris	Grisélidis Réal	26.08.2025	09.09.2025	31.03.2026
Marmy Olivier	Pour une place ou une rue Adélaïde à Lausanne	30.09.2025	04.11.2025	03.05.2026
Koyuncu Sevgi	Pour une amélioration de l'offre de transports publics dans les quartiers de Praz-Séchaud, Boveresses, Éterpeys et Valmont	04.11.2025	18.11.2025	31.05.2026
Blanc Pauline	Feux jaunes clignotants aux abords des passages pour piétons: misons sur la sécurité avant tout	18.11.2025	09.12.2025	30.06.2026
Blanc Pauline	Un secteur Benjamin-Constant sécurisé pour les piétons	18.11.2025	09.12.2025	30.06.2026

Services industriels

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Teuscher Joël	Changer la ville pour préserver le climat: du stockage pour l'électricité communale	07.05.2019	21.05.2019	30.06.2021
Stauber Philipp	Accord-cadre avec l'Union européenne: quel impact sur la commune?	24.04.2018	10.09.2019	30.06.2021
Brayer Vincent	Changer la ville pour préserver le climat: projet pilote de captation de CO ₂ à l'usine TRIDEL	07.05.2019	23.06.2020	31.12.2020
Longchamp Françoise	De la lumière pour les aînés	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Sangra Marie-Thérèse	Utiliser les potentialités du solaire thermique pour concrétiser la transition énergétique lausannoise	23.06.2020	25.01.2022	31.07.2022
Cavalli Virginie	Du soleil participatif pour le financement de la transition énergétique	25.01.2022	08.02.2022	31.08.2022
Stauber Philipp	Evaluation des techniques de captage du carbone en vue d'une installation pilote à Lausanne, par exemple à l'usine de Tridel ou par Gaznat	10.09.2019	15.02.2022	31.08.2022
Vouillamoz Vincent	Lausanne démocratise la production locale d'électricité en encourageant les centrales solaires participatives	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Cavalli Virginie	Un plan d'action pour la sobriété énergétique de Lausanne	08.03.2022	22.03.2022	30.09.2022
Cavalli Virginie	Stop à l'hypocrisie de la promotion des énergies fossiles par les SIL	05.04.2022	10.05.2022	30.11.2022
Dupuis Johann	Des techniques de dernières générations et à basse entropie pour le développement du chauffage à distance lausannois	10.05.2022	24.05.2022	30.11.2022
Gnoni Sara	Accélération du remplacement des chaudières fossiles: Pour un renforcement de la dynamique de remplacement des chaudières fossiles par des chaudières à énergies renouvelables.	24.05.2022	07.06.2022	31.12.2022
Maillard Mathilde	Des panneaux solaires le long des autoroutes	04.10.2022	22.11.2022	31.05.2023
Vouillamoz Vincent	Pour une planification énergétique territoriale lausannoise	22.11.2022	07.12.2022	30.06.2023
Panchard Ilias	Pour une augmentation du tarif de rachat de l'électricité solaire	31.01.2023	28.02.2023	30.09.2023
Béguin Jean-Marc	Economiser l'électricité, un challenge gagnant!	21.11.2023	06.12.2023	30.06.2024
Brayer Vincent	Sans électricité en hiver? Est-ce encore possible?	08.03.2022	12.12.2023	30.06.2024
Panchard Ilias	Participer à la transition énergétique sur son balcon	30.01.2024	27.02.2024	31.08.2024
Marmy Olivier	De l'ombre et du courant sur les parkings	05.11.2024	19.11.2024	31.05.2025
Marmy Olivier	Pour des candélabres polyvalents au service de la mobilité électrique	03.12.2024	14.01.2025	31.07.2025

Règlement en attente de réponse**Finances et mobilité**

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Blanc Pauline	Pour une justice restaurative dans le cadre de conflit pénal touchant le personnel communal	12.09.2023	03.10.2023	30.04.2024

Pétitions renvoyées par le Conseil communal en attente de réponse**Renvoi pour examen et rapport-préavis (art. 73, let. a RCCL)**

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Capelli Jean-Pierre	Pour maintien du parc public situé sur toit de la Migros Bergières: contre construction de 3 immeubles de 4 étages de logements (84) sur ce parc	30.05.2017	24.04.2018	30.04.2021
Corthésy Bruno	Pour la réalisation d'un passage piéton direct entre la gare du Flon et la gare CFF parallèle au tunnel du m2	30.01.2018	28.05.2019	30.06.2021
Urwyler Christoph	Pour la préservation du patrimoine et de l'identité du quartier Dufour/Fontenay/Reposoir/Mont-d'Or/Fleurettes	11.06.2019	06.10.2020	30.04.2021
Oliveira Luis	Pour la préservation des témoins d'une agriculture urbaine et d'un marché permanent de proximité	25.08.2020	12.10.2021	30.04.2022
Frateschi Simona	Pour un accueil de vacances adapté aux besoins des familles lausannoises	14.03.2023	30.05.2023	31.12.2023
Amaya Gonzalo	Une terrasse pour tous les lieux de consommation	20.06.2023	07.05.2024	30.11.2024
Karakas Monique	Non à la couverture de l'autoroute et à la construction de 350 logements aux Boveresses!	30.01.2024	05.11.2024	31.05.2025
Testuz Muriel	Pour une Ville respectueuse de ses commerçants – Pour un poste de délégué aux commerces	20.06.2023	05.11.2024	31.05.2025

Voggensperger Karl	Un stade pour tous-tes: Changeons le nom honteux du stade Juan-Antonio Samaranch!	07.11.2023	04.02.2025	31.08.2025
Chanson François	Sauvons la biodiversité sur les rives de la Vuachère	07.05.2024	04.02.2025	31.08.2025
Blanc Lya	Pour une desserte en transports publics sans interruption les jours de match à Lausanne	21.05.2024	04.02.2025	31.08.2025
Wilhem Véronique	Pour la préservation du caractère particulier du site Primerose – av. des Bains-ch. de Grande-Rive	08.10.2024	04.03.2025	31.08.2025
Bolomey Olivier	Pour une liaison piétonne souterraine directe entre la gare CFF et la gare du Flon	26.03.2024	06.05.2025	30.11.2025
Schwab Julien	Logement de la CPCL: pour protéger les droits des locataires et du personnel!	04.02.2025	09.09.2025	31.03.2026

Renvoi pour examen et communication (art. 73, let b RCCL)

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Bögli Josiane	Pour la préservation du jardin agrémentant les immeubles du chemin de Levant 1, 3 et 5 à Lausanne	06.12.2016	19.09.2017	30.06.2021
Frey Pierre	Projets d'aménagement du port d'Ouchy	31.08.2021	08.03.2022	30.09.2022
Guérin Régis	Sauvons le Domaine des Fiches pour les générations futures	11.01.2022	10.05.2022	30.11.2022
Christinet Olivier	Non à l'APEMS en sous-sol pour les enfants des écoles de Montoie et Figuiers	08.03.2022	22.06.2022	31.12.2022
Bron Alain	Pour politique énergétique solaire	22.06.2022	17.01.2023	31.07.2023
Federici Andrée	Pour demander le maintien des barrières et palissades aux abords de la terrasse du Carrousel de Vidy: NON aux suppressions des barrières et palissades	30.08.2022	28.02.2023	30.09.2023
Morel Nicolas	La culture accessible à toutes et tous, partout au Théâtre de Vidy	28.02.2023	20.06.2023	31.12.2023
Richon Nadine	Collectif Grève féministe Vaud	23.04.2024	04.02.2025	31.08.2025
Sarukhanyan Anoushavan	Respect de la vie des animaux – Pour une opacification des vitrines des commerces et étals présentant des produits d'origine animale dans la commune de Lausanne	27.08.2024	04.03.2025	30.09.2025
Bron Alain	Une piste de bus à Béthusy	04.02.2025	30.09.2025	31.10.2025
Brunner Nicolas	Pour prolonger la mobilité active sur les quais	14.01.2025	30.09.2025	31.10.2025
Lausanne Sports aviron et Rowing Club de Lausanne	Vidy pour tous - Gardons la baie de Vidy comme lieu de détente et de vie!	04.03.2025	18.11.2025	31.05.2026
Garnier Cornélia	Absence d'ascenseur dans certaines écoles lausannoises	20.05.2025	18.11.2025	31.05.2026

Pétitions directement adressées à la Municipalité ayant reçu une réponse en 2025

Les pétitions directement adressées aux directions de l'administration communale ne sont pas prises en compte dans ce bilan annuel.

Liste des mandats de représentation et délégation des membres de la Municipalité (situation au 31 décembre 2025)

La présente liste fait état de tous les mandats de représentation (avec lettre de mission) et de toutes les délégations (sans lettre de mission) des membres de la Municipalité au sein d'organes de personnes morales ou d'entités externes sans personnalité juridique au 31.12.2025.

M. Grégoire JUNOD, directeur de la culture et du développement urbain

Mandats de représentation dans des conseils d'administration, de fondation ou dans des comités

Conseils d'administration (sociétés anonymes et établissement de droit public)
— S.I. Conservatoire de Lausanne S.A./président du conseil d'administration;

- Beaulieu S.A./vice-président du conseil d'administration;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administrateur et membre du comité de direction;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)/administrateur.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fondation Béjart Ballet Lausanne/vice-président du conseil de fondation;
- Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)/vice-président du conseil de fondation;
- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)/vice-président du conseil de fondation et vice – président du comité de direction;
- Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)/vice-président du conseil de fondation;
- Fondation Capitole/membre du conseil de fondation;
- Fondation de l'Hermitage Donation Famille Bugnion/membre du conseil de fondation;
- Fondation du Théâtre Kléber-Méleau/membre du conseil de fondation;
- Fondation pour le commerce lausannois/membre du conseil de fondation.

Comités (associations de droit privé)

- Union mondiale des villes olympiques/président du comité;
- Lausanne Tourisme/vice-président du comité.

Délégations au sein d'associations, d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Commission intercommunale de la taxe de séjour, fonds d'équipement touristique/président;
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM/membre du comité de pilotage et comité élargi;
- Schéma directeur du Centre (SDCL)/membre du bureau exécutif;
- Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)/membre du groupe de pilotage et groupe décisionnel du Plan directeur localisé intercommunal Lausanne-Vernand – Romanel-sur-Lausanne;
- Association internationale des maires francophones/secrétaire général adjoint;
- Union des communes vaudoises (UCV)/vice-président du comité;
- Union des villes suisses (UVS)/membre du comité;
- Lausanne Région/membre du bureau de coordination.

M. Pierre-Antoine HILDBRAND, directeur de la sécurité et de l'économie

Mandats de représentation dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration (sociétés anonymes et établissement de droit public)

- Epura S.A./président du conseil d'administration;
- Biopôle S.A./vice-président;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)/administrateur;
- Gedrel S.A./administrateur;
- Parkings-Relais lausannois S.A./membre du conseil d'administration;
- Etablissement Cantonal d'Assurance, membre du conseil d'administration, à titre personnel.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fondation pour le commerce lausannois/président *ad interim* du conseil de fondation;
- Fondation d'entraide et de soutien du Corps de la police municipale de Lausanne/président du conseil de fondation;
- Fondation Bédart Ballet Lausanne/membre du conseil de fondation.

Délégations au sein d'associations, de fondations, d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis/président du comité de direction;
- Comité directeur des organisations régionales de protection civile (CODIR ORPC)/ORPC Lausanne-District/président du comité;
- Conférence des directeurs des polices municipales vaudoises/vice-président du comité;
- Union des villes suisses (UVS)/conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)/membre du comité;
- Commission internationale pour la protection des eaux du Léman CIPEL;
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/membre du conseil intercommunal;
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées – STEP Vidy (CISTEP);
- Lausanne Région/président de la commission promotion économique;
- Lausanne Tourisme/membre du conseil des délégués;
- Partenariat Lutry-Lausanne/membre du COPIL;
- Partenariat Pully-Paudex-Belmont-Lausanne/membre du COPIL;
- Institut suisse de Police/membre du conseil de fondation;
- Cann-L/membre du comité.

M^{me} Emilie MOESCHLER, directrice des sports et de la cohésion sociale

Mandats de représentation dans des conseils d'administration, de fondation ou dans des comités

Conseils d'administration (sociétés anonymes)

- Maison du sport international S.A./présidente du conseil d'administration;
- Centre sportif de Malley S.A./administratrice.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fonds Edouard et Hortense Pache/présidente du conseil de fondation;
- Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)/présidente du conseil de fondation;
- Fondation Centre Sport-Etudes/vice-présidente du conseil de fondation;
- Fondation Lausanne Capitale Olympique (FLOC), co-présidente du conseil de fondation;
- Fondation olympique pour la culture et le patrimoine/membre du conseil de fondation;
- Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)/membre du conseil de fondation.

Comités (associations de droit privé)

- Union mondiale des villes olympiques/membre du comité;
- Association «Tour de Romandie – épreuve de Lausanne»/présidente du comité;
- Association «des volontaires sportifs lausannois»/présidente du comité;

- Association du Triathlon de Lausanne/présidente du comité;
- Association du Lausanne Marathon/présidente du comité;
- Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne/présidente du comité;
- Association 3×3 FIBA World Tour/membre du comité;
- Association Athletissima/membre du comité;
- Association Cann-L/Présidente du comité;
- Association FFG Lausanne/Vice-présidente du comité;
- Association Lausanne-Jeux internationaux des écoliers/présidente du comité;
- Association courses cyclistes Lausanne (ACCL)/présidente du comité.

Délégations au sein d'associations, associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Union des villes suisses (UVS), section Initiative des villes pour la politique sociale/vice-présidente;
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent/membre suppléante du comité;
- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis/membre suppléante du comité;
- Comité de coordination et de contrôle/membre (niveau cantonal);
- Conseil de politique sociale/membre;
- Conseil des régions d'action sociale du canton de Vaud (RAS)/membre du bureau;
- Lausanne Région/membre de la commission Activités sportives, de la commission Dépendances prévention et de la commission Seniors;
- Association vaudoise pour l'aide et les soins à domicile (AVASAD)/membre de l'assemblée des délégués;
- Cellule permanente du sport international/membre;
- Association suisse des Services des sports ASSA-ASSS/membre du comité.

M^{me} Natacha LITZISTORF, directrice du logement, de l'environnement et de l'architecture

Mandats de représentation dans des conseils d'administration, de fondation ou dans des comités

Conseils d'administration (sociétés anonyme et société coopérative)

- Société immobilière lausannoise pour le logement (SILL S.A.)/présidente du conseil d'administration;
- Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV)/administratrice.

Conseil de fondation (fondation de droit privé)

- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)/membre du conseil de fondation.

Comité (association de droit privé)

- Association Jorat parc naturel/présidente du comité.

Délégations au sein d'associations, associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/membre du conseil intercommunal, suppléante;
- Commission cantonale consultative du logement (CCCL)/membre;

- Lausanne Région/membre de la délégation secteur nord;
- Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)/membre du groupe décisionnel du Plan directeur localisé intercommunal Lausanne-Vernand – Romanel-sur-Lausanne;
- Association Jardin Urbain/vice-présidente du comité;
- Lausanne Tourisme/membre du conseil des délégués (jusqu'au 6 mars 2025).

M. David PAYOT, directeur de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers

Mandats de représentation dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration (sociétés anonymes)

- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A./administrateur.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fondation de l'Espace des inventions/membre du conseil de fondation;
- Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil/membre du conseil de fondation.

Délégations au sein d'associations, de fondations, d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Ecole technique – Ecole des métiers (ETML);
- Lausanne Région/membre de la commission Enfance, de la commission Formation et emploi des jeunes et de la délégation secteur ouest;
- Faîtière des Réseaux d'Accueil de Jour des Enfants (FRAJE)/membre du bureau;
- Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE)/vice-président du conseil de fondation sur mandat de l'Etat de Vaud;
- EPSIC (Ecole professionnelle Lausanne)/membre du conseil de l'école;
- Commission consultative sur les constructions scolaires (CCCS)/membre de la commission;
- Initiative des villes pour la formation/membre de l'exécutif;
- Pro Enfance/membre du bureau.

M^{me} Florence GERMOND, directrice des finances et de la mobilité

Mandats de représentation dans des conseils d'administration

Conseils d'administration (sociétés anonymes et établissement de droit public)

- Gedrel S.A./présidente du conseil d'administration;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)/vice-présidente du conseil d'administration;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administratrice et membre du comité de direction.

Délégations au sein d'associations, associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Axes forts de transports publics de la région lausannoise S.A./membre de la DEPOL;
- Métro M3/membre de la DEPOL;
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM/membre du comité élargi.

M. Xavier COMPANY, directeur des services industriels

Mandats de représentation dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration (sociétés anonymes)

- SI-REN S.A./président du conseil d'administration;
- LFO S.A./président du conseil d'administration;
- Epura S.A./vice-président du conseil d'administration;
- Forces motrices de l'Aboyeu S.A./administrateur;
- Gaznat S.A./administrateur – vice-président du conseil d'administration (dès juin 2024);
- Cadouest S.A./administrateur;
- EOS Holding S.A./administrateur.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fondation pour le commerce lausannois/membre du conseil de fondation.

Délégations au sein d'associations, de sociétés anonymes, d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/membre du conseil intercommunal;
- Lausanne Région /membre de la délégation secteur est;
- Union des villes suisses (UVS)/membre de la commission de politique énergétique et climatique;
- Commission cantonale de l'énergie (COMEN)/membre;
- Conseil intercommunal des taxis/membre;
- Petrosvibri S.A./administrateur sur mandat de Gaznat S.A.;
- EOS NER S.A./administrateur sur mandat de EOS Holding S.A.;
- Romande Energie Holding S.A./administrateur sur mandat de l'Etat de Vaud;
- Romande Energie S.A./administrateur sur mandat de Romande Energie Holding S.A.

Autorisations générales

Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers.

Par décision du 8 décembre 2021 (préavis N° 2021/53 «Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers») le Conseil communal a accordé à la Municipalité un crédit du patrimoine financier de CHF 80 millions jusqu'au 31 décembre 2026, dans les limites prévues par l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal et, par le préavis susmentionné, l'autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers.

Dans sa séance du 28 mars 2023, le Conseil communal a accordé (préavis N° 2023/08 «Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers – Augmentation du crédit d'acquisition») un crédit complémentaire du patrimoine financier de CHF 50 millions, s'ajoutant au crédit d'acquisition initial de CHF 80 millions.

En 2025, la Municipalité a fait l'usage suivant de cette autorisation:

Acquisitions d'immeubles ou de droits réels immobiliers

- Parcelle 1224: avenue Glayre 15–17, acquisition d'une emprise de forêt.

Vente d'immeubles ou de droits réels immobiliers

- Parcelle 1417: rue de la Grotte 2, constitution d'une servitude de passage;
- Parcelle 20304: route de Praz-Gilliard 1, régularisation foncière, vente d'emprises hors-ligne;
- Le Mont-sur-Lausanne, parcelle 3072, constitution d'un droit distinct et permanent de superficie.

Etat du crédit pour la législature 2021–2026

Crédit accordé pour la législature	130'000'000.00
Etat du crédit au 01.01.2025	1'492'462.35
Dépensé du 01.01.2025 au 31.12.2025	120'651.44
Encaissé du 01.01.2025 au 31.12.2025	127'750.00
Etat au 31.12.2025	1'499'560.91

Autorisation générale de plaider, application de l'article 20 alinéa premier lettre i du règlement du Conseil communal

Par décision du 14 décembre 2021, (préavis 2021/46), «Autorisation générale de plaider 2021–2026», le Conseil communal a accordé à la Municipalité, jusqu'au 30 juin 2026, l'autorisation de plaider devant toutes les autorités judiciaires, administratives ou arbitrales.

En 2025, la Municipalité a été engagée dans plusieurs procédures administratives par-devant le Tribunal cantonal, particulièrement, en lien avec l'octroi de permis de construire ou de mesures prises en rapport avec d'importants travaux sur la voie publique. En matières civiles, ainsi qu'en matière de bail, la plupart des quelques rares litiges se concluent par des transactions au bénéfice des deux parties. Il convient également de rappeler que la Municipalité plaide régulièrement devant la CCRI, organe chargé des recours contre les décisions relatives aux taxes et impôts communaux.

L'unité Conseil juridique du Secrétariat municipal est intervenue dans des procédures principalement administratives, par-devant la CCRI et le Tribunal cantonal, dans des causes qu'il est possible de résumer ainsi:

- Près de 140 recours ont été formés à l'encontre de décisions communales de taxation. Ces actes ne donnent pas toujours lieu à des procédures complètes, dans la mesure où un certain nombre de recours sont retirés après que les parties ont pu prendre connaissance des déterminations de la Commune, ou encore lorsque les explications du recourant ont entraîné une modification de la décision entreprise. On peut constater comme en 2024 une prévalence des problématiques liées aux frais d'intervention de police au sens large ainsi qu'à la gestion des déchets. On constate également que l'assistance de mandataires professionnels dans de nombreux dossiers est constante, également en phase préprocédurale;
- 15 nouvelles procédures de recours concernant des permis de construire ont été ouvertes devant la Cour de droit administratif et public (CDAP) du Tribunal cantonal (contre 17 en 2024) et 4 dossiers ont fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral. S'y ajoutent les procédures qui étaient encore pendantes devant ces instances (une petite vingtaine supplémentaire). Ces procédures sont en principe gérées par le conseiller juridique du Service de l'urbanisme, en collaboration avec les différents responsables de chaque dossier (techniciennes et techniciens, architectes, assistantes et assistants administratifs);
- Les décisions en matière de marchés publics peuvent également faire l'objet de recours au Tribunal cantonal, ce qui s'est produit à quatre reprises. Deux recours ont été admis, et deux recours ont été retirés après que la Commune a pu expliquer sa décision.

En matière civile, l'activité judiciaire de la Commune est plus rare. Elle se manifeste principalement en droit du bail, où la Commune est impliquée en général en sa qualité de bailleuse par devant la Commission de conciliation, bien plus rarement devant le Tribunal des baux. En matière purement civile, soit dans le cas de contestations pécuniaires, c'est en sa qualité de

maître d'ouvrage et dans des litiges relevant du droit de la construction (contrat d'entreprise et de mandat) que la Commune peut être appelée à plaider. A cet égard, il faut préciser que la collectivité privilégie des solutions négociées. Aucun jugement n'a été rendu en 2025 en matière civile.

Enfin, en matière pénale, la Commune est régulièrement plaignante, notamment en cas de déprédations sur le domaine public. Son activité consiste alors principalement à déposer plainte et se constituer partie civile. Cette démarche est assumée par chaque service concerné et ne fait pas l'objet d'une centralisation auprès de l'unité Conseil juridique du secrétariat municipal.

Rapport sur la gestion municipale 2024

En sa séance du 3 décembre 2025, le Conseil communal a décidé d'accepter les réponses de la Municipalité aux 25 observations formulées dans le contexte de l'examen de la gestion 2024 de la Municipalité.

Activité des commissions consultatives permanentes et assimilées

Conformément à l'engagement pris en réponse à la 3^e observation de la Commission permanente de gestion pour l'exercice 2011, la Municipalité présente désormais dans le rapport de gestion une brève information sur l'activité des commissions consultatives permanentes et assimilées, au sens des articles 49 du règlement du Conseil communal et 15 du règlement pour la Municipalité.

Commission consultative de l'urbanisme et des transports (CCUT)

La CCUT est un espace de dialogue entre la Municipalité et son administration, d'une part, et les partis et les associations représentant la société civile, d'autre part. Ses membres sont renseignés sur les différentes planifications en cours. Trois séances ont eu lieu en 2025.

Commission consultative d'urbanisme et d'architecture (CCUA)

La CCUA a pour mission de préavisier les demandes de permis de construire ayant un fort impact sur la ville et les quartiers. La commission entrée en fonction en 2021 est composée de 5 expertes et experts indépendants (délégués par les associations professionnelles) et d'une secrétaire. En 2025, elle a siégé à 10 reprises et rendu 28 préavis (contre respectivement 23 en 2024, 16 en 2023, 17 en 2022, et 20 en 2021).

Commission lausannoise pour l'intégration (CLI)

La commission lausannoise pour l'intégration se réunit 4 fois par année. Elle a notamment évalué les dossiers présentés au Fonds lausannois d'intégration et décidé de l'octroi de subsides pour les projets dont les coûts totaux sont supérieurs à CHF 5'000.- (projets A) ou ne dépassant pas CHF 5'000.- (Projets B). En 2025, sur les 60 projets soumis, 35 projets ont été soutenus (22 projets A et 13 projets B).

La CLI désigne également l'entreprise lauréate du Prix Diversité-Emploi-Formation. Ce prix, doté d'un montant de CHF 10'000.-, récompense une entreprise lausannoise qui contribue à l'intégration professionnelle des personnes migrantes. En 2025, c'est l'entreprise RDR architectes S.A. qui a été récompensée, pour son engagement en faveur de l'intégration professionnelle de jeunes migrantes et migrants.

Commission consultative municipale seniors

La commission consultative seniors a siégé à 3 reprises durant l'année 2025. Les thèmes suivants ont été abordés: «seniors et culture», une analyse statistique de l'évolution des seniors, une présentation et discussion sur le bilan des «31 mesures municipales» et une présentation du projet du tram.

Commission consultative des sports (CCS)

La CCS est constituée de la conseillère municipale en charge des sports et la cheffe du Service des sports et de 13 membres du Conseil communal. Elle s'est réunie le 20 mars 2025. Elle a également participé au Forum des clubs sportifs lausannois 2025 ainsi qu'à une visite des coulisses du meeting international Athletissima Lausanne.

Commission intercommunale des services industriels

La Commission intercommunale réunit des représentants des communes desservies par les SIL, ainsi que des représentants des groupes politiques lausannois. Elle permet un échange sur les projets et prestations des SIL, les changements tarifaires et les modifications réglementaires. Le rythme de convocation de la Commission a été modifié. Elle se réunira dorénavant deux fois par législature. La dernière séance a eu lieu en 2024 et la prochaine devrait ainsi avoir lieu début 2027.

Conseil des établissements (CEL) et commissions d'établissement (CET)

En 2025, les 15 CET lausannoises ont mis en œuvre de nombreux événements et projets, contribuant à renforcer les liens entre l'école, les familles et les quartiers. Ces actions ont notamment pris la forme de conférences, cafés-parents, accueils de rentrée, assemblées de parents ainsi que de projets en lien avec l'alimentation ou la mobilité. Pour rappel, les CET réunissent des déléguées et délégués des parents, des professionnelles et professionnels de l'école, des autorités communales ainsi que des organisations ou milieux intéressés. En parallèle, deux séances plénières du CEL ainsi que deux séances de coordination des présidentes et présidents des CET ont été organisées. Afin de renforcer la représentation parentale, deux nouveaux ateliers ont été proposés en collaboration avec l'Association des parents d'élèves (APE Vaud – Projet Quarto). Des logos et des modèles de documents personnalisés ont également été élaborés pour soutenir la communication des CET. Par ailleurs, plusieurs CET ont poursuivi leurs réflexions autour de l'éponymie des collèges et établissements scolaires, parfois dans le cadre de démarches participatives, en lien avec le postulat de M. Oleg Gafner «Soigner l'épidémie d'éponymies». Enfin, à la suite du rapport-préavis répondant au postulat de Mme Pauline Blanc «Pour que les adolescents ne s'endorment plus sur leur table d'école», un projet pilote a été lancé au collège de Béthusy à la rentrée d'août avec une pause de midi raccourcie et des horaires adaptés au sommeil des jeunes, dont l'évaluation est menée par le Service des écoles et du parascolaire en collaboration avec le groupe de travail concerné

Commission consultative des naturalisations

Dans le contexte de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 de la nouvelle loi fédérale sur la nationalité ainsi que celle de la révision de la loi cantonale sur le droit de cité, la Municipalité a délégué à la Commission consultative des naturalisations les auditions des candidates et candidats à la naturalisation. Le nouveau régime prévoit que tous les dossiers font l'objet d'un préavis de la commission sur la base du dossier, sans audition systématique sauf sur demande du Service cantonal de la population ou de la Commission consultative des naturalisations; il n'a pas été fait usage de cette possibilité en 2025.

Commission consultative d'informatique (CCI)

Deux séances de la Commission consultative d'informatique ont eu lieu en 2025.

En mai 2025, la première séance a permis de présenter aux membres de la commission la nouvelle gouvernance mise en place pour la gestion des projets informatiques, suivie d'un point de situation sur le programme de l'environnement de travail numérique «Digital Workplace», et enfin d'un rapport sur l'évolution du déploiement du programme Système de gestion de la protection des données (SGPD) à la Ville.

En novembre 2025, après une première partie de la séance de commission consacrée à la protection des données, avec un état de situation sur l'avancement de la mise en conformité au sein de la Ville, la commission a abordé la thématique de l'e-ID pour faire suite au résultat des votations du 28 septembre 2025. Le dernier sujet de la commission a été consacré à la démarche mise en œuvre pour établir la Stratégie numérique de la Ville.

Commission consultative de la petite enfance

La commission a été conviée à une séance le 19 novembre 2025 pour traiter des chiffres du Réseau-L, d'un point de situation du Programme de législation et de son bilan, et d'inclusion.

Commission consultative des ports

Cette commission n'a pas tenu de séance en 2025.

Commission consultative du logement

En 2025, la Commission consultative du logement s'est réunie à deux reprises pour approfondir les enjeux majeurs de la politique lausannoise du logement.

La première séance (en juin) était consacrée au contexte général du logement à Lausanne. Elle a rappelé les principaux défis auxquels la Ville fait face: une pénurie persistante de logements, la hausse des loyers, ainsi que la problématique de la sous-occupation et de la suroccupation du parc locatif. Les intervenants ont présenté les divers instruments légaux et opérationnels à disposition de la Municipalité – promotion, préservation, régulation et information – ainsi que les publics-cibles prioritaires.

La deuxième séance (en novembre) portait spécifiquement sur les logements à loyer modéré (LLM). Elle a présenté leur cadre légal, leur fonctionnement, le profil des locataires, ainsi que les mécanismes d'accès, de contrôle et de maintien dans ces logements. La séance a également abordé les futurs renouvellements de l'aide à la pierre, essentiels pour assurer la rénovation du parc et maintenir un nombre suffisant de LLM sur le territoire lausannois.

Commission consultative sur l'accessibilité universelle

La Commission consultative de l'accessibilité universelle réunit une dizaine d'acteurs régionaux du handicap. Elle représente la société civile et permet de faire remonter les besoins des personnes en situation de handicap à l'administration. Une personne référente par direction y est présente afin d'alimenter les thèmes et de suivre les affaires dans sa direction.

En 2025, la Commission s'est réunie une fois afin de co-construire les axes stratégiques de l'accessibilité universelle pour les prochaines années. La séance a été menée sous forme d'ateliers de travail interactifs autour de thèmes comme la participation sociale, l'emploi, la circulation de l'information, l'urbanisme, etc. Ainsi, les personnes concernées peuvent aider à prioriser les nombreuses mesures nécessaires afin d'assurer un traitement égalitaire d'accès aux prestations communales pour l'ensemble de la population.

Commission consultative de la politique des 4 piliers (nouvelle en 2025)

Afin de renforcer le dialogue avec le Conseil communal autour de la politique des drogues et de son évolution, la Municipalité a décidé de créer une «Commission consultative de la politique des 4 piliers (CC4P)». 13 membres du Conseil Communal y siègent et la présidence est assurée par la directrice SCS. Cette commission s'est réunie 5 fois durant l'année 2025. Les thèmes suivants ont été abordés: contexte général du domaine des drogues à l'échelle internationale, nationale et régionale; organisation du dispositif addiction et les relations avec les partenaires; résultats préliminaires de l'évaluation menée par Unisanté; dispositifs cantonaux en lien avec les soins et la prévention. La CC4P a également traité le Rapport-préavis N° 2025/43 «Stratégie en matière de drogue et de qualité de vie dans l'espace public».

Cellule d'aide à la résolution des conflits (ARC)

Principales tâches de la cellule ARC

ARC est une unité indépendante des services, rattachée directement à la Municipalité, dont les missions et moyens d'action sont définis dans les «Dispositions réglementaires municipales relatives à la prévention et à la gestion des conflits et au harcèlement psychologique ou sexuel», ci-après DR-ARC.

ARC est chargée de prévenir et aider à la résolution des situations conflictuelles qui surviennent dans les différents services, que cela soit sur le plan des relations interpersonnelles, au sein des collectifs de travail ou à un niveau organisationnel.

Depuis décembre 2024, elle est également l'instance interne habilitée à recevoir et prendre en charge les plaintes formelles du personnel (comportements abusifs, harcèlement psychologique ou harcèlement sexuel).

La consultation d'ARC est ouverte à l'ensemble du personnel de l'administration communale, quels que soient le type de contrat et le niveau hiérarchique des personnes concernées.

Les principes suivants régissent les activités de la cellule ARC:

- confidentialité;
- indépendance;
- neutralité.

Effectif du personnel

Figure sous Secrétariat municipal.

Evènements marquants

En 2025, ARC a reçu 141 nouvelles demandes, dont 2 plaintes formelles. Des démarches d'intervention et de résolution de conflits à l'amiable (conseil, médiation, concertation) ont été mises en œuvre dans ces situations, en impliquant si nécessaire les collectifs de travail ou les hiérarchies et spécialistes RH. Aucune enquête n'a été ouverte en 2025. Des statistiques plus détaillées seront publiées dans le rapport annuel d'activités de l'unité.

	2024	2025
Nombre de situations prises en charge	148	141
Nombre de plaintes formelles reçues (notion introduite en décembre 2024)	-	2
Ouvertures d'enquêtes	3	0

ARC a poursuivi activement sa contribution à la campagne de la Municipalité sur la prévention du harcèlement au travail, par sa participation aux séances de sensibilisation des cadres et du personnel.

Compte tenu d'une augmentation importante des demandes à la cellule ARC, la Municipalité avait décidé en 2024 d'augmenter les ressources en personnel de la structure au moyen de 0.9 EPT. Cette augmentation a été concrétisée en 2025 par la création d'un poste et l'embauche d'une adjointe aux deux coresponsables. L'unité a déménagé dans des locaux plus spacieux, permettant de réaliser un plus grand nombre d'interventions simultanées.

© Mathilde Imesch | Ville de Lausanne

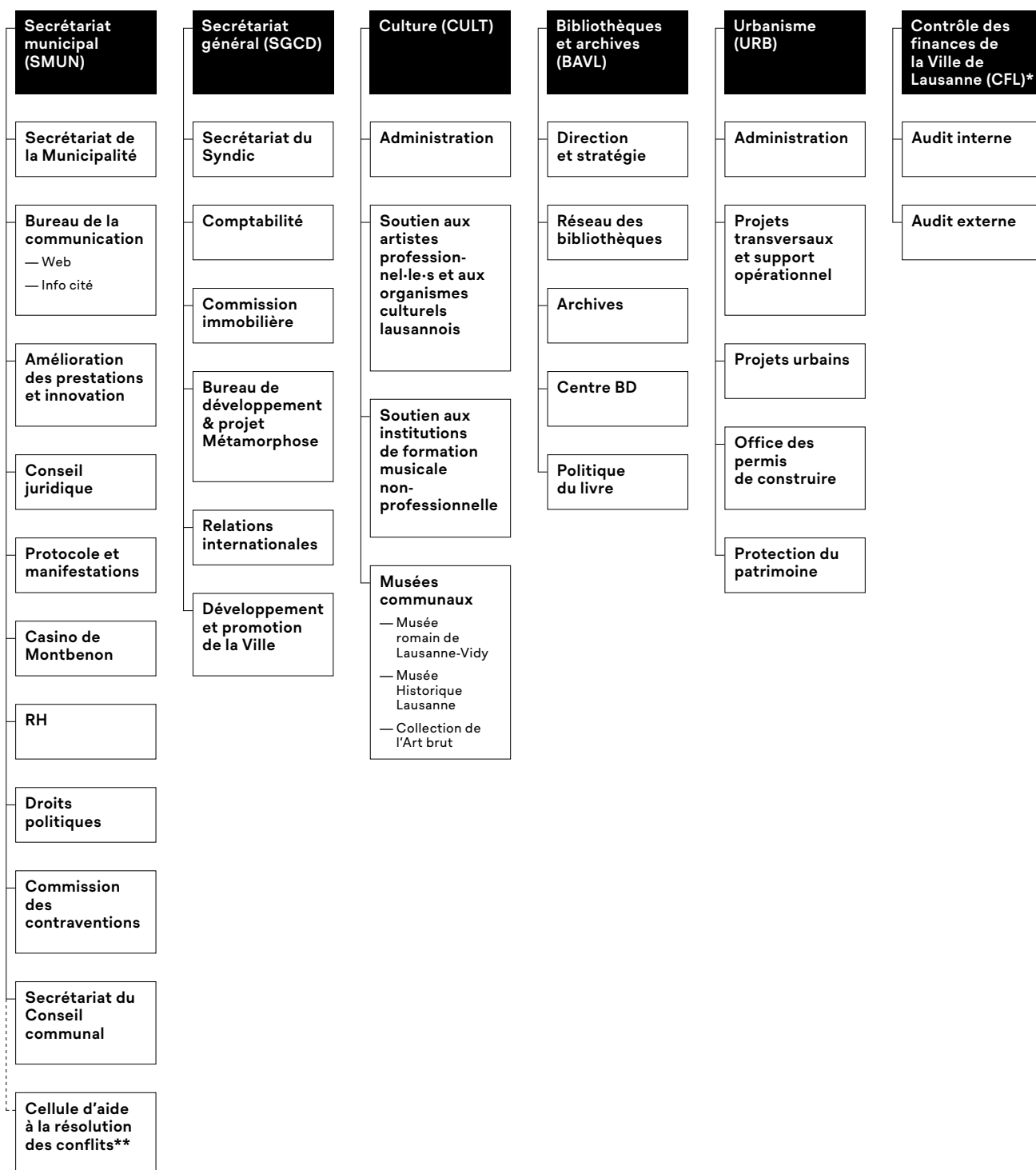


Direction de la culture et du développement urbain



Direction de la culture et du développement urbain (CD)

Syndic



* rattachement administratif à la Direction, mais dépend de la Municipalité

** rattachement administratif au SMUN, mais dépend de la Municipalité

En 2025, la Direction CD a été impliquée dans plusieurs événements ou dossiers majeurs. La 1^{re} étape du quartier des Plaines-du-Loup est terminée et a été inaugurée en septembre. La révision du plan général d'affectation de la Commune poursuit son avancée avec la soumission à l'adoption du Conseil communal, en septembre, de la modification des dispositions communes. Le réaménagement de la place de la Riponne a fait l'objet d'un mandat d'études parallèles qui a abouti début 2025 au choix d'un projet lauréat.

L'année 2025 a également été marquée par une grande vitalité culturelle sur l'ensemble du territoire lausannois, marquée par une fréquentation massive du public. La réouverture de la salle de concerts Le Romandie, accompagnée de l'ouverture d'un second club dans le même bâtiment, La Brèche, a renforcé l'offre de musiques actuelles.

Les bibliothèques municipales ont fait la fête à l'occasion de leurs 90 ans, en proposant de nombreuses animations à la population ainsi qu'une fête officielle le 7 juin sur le site de Chauderon. La nouvelle *Bibliothèque Bellevaux: publique et scolaire* a également ouvert ses portes le 24 septembre après 4 mois de fermeture pour une refonte complète.

Le Secrétariat municipal a piloté la démarche de bilan de la législature 2021–2026 de la Municipalité, qui a été publié le 4 décembre. Il a également coordonné la remise de la Médaille d'or de Lausanne par la Municipalité à M. Thomas Bach, Président du Comité International Olympique, le 26 février.

Enfin, des changements importants ont eu lieu dans les services de la Direction. Sa secrétaire générale a été nommée Déléguée de la Municipalité à la sécurité urbaine et au climat de travail 2030 afin d'accompagner les réformes du Corps de police à compter du 1^{er} novembre, alors que le Service de la culture a accueilli sa nouvelle cheffe dès le 1^{er} août.

Secrétariat municipal (SMUN)

Principales missions du service

Le SMUN est l'état-major de la Municipalité. A ce titre, sa mission centrale est la planification, la préparation, le déroulement et le suivi de l'activité de la Municipalité. Plusieurs unités à vocation transversale sont également rattachées au service. Le SMUN est composé des 10 unités suivantes:

- Secrétariat de la Municipalité;
- Protocole et manifestations;
- Conseil juridique;
- Bureau de la communication;
- Unité RH;
- Casino de Montbenon;
- Amélioration des prestations et innovation;
- Droits politiques;
- Commission des contraventions;
- Secrétariat du Conseil communal (uniquement système de gestion RH et budgétaire).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Admin., finances et droits politiques	–	–	2.40	2.40
Amélioration prest. & innov.	2.00	2.00	2.00	2.00
Bureau de la communication	8.90	8.80	8.90	8.80
Cellule ARC	1.70	1.70	2.70	2.60
Commission des contraventions	9.10	6.90	9.10	8.90
Conseil juridique	3.80	4.60	3.80	4.50
Direction SMUN	4.10	3.50	4.20	3.60
Droits politiques	2.10	2.10	–	–
Municipalité	7.00	7.00	7.00	7.00
Organisation & prestations	9.40	9.50	–	–
Protocole et manifestations	16.30	15.10	23.10	20.90
Secrétariat Conseil communal	5.05	4.55	4.75	4.60
Secrétariat de la Municipalité	–	–	3.70	3.60
Unité RHCD	5.00	5.00	5.00	5.00
Unité web et multimédia	4.90	4.90	4.90	4.90
Total service	79.35	75.65	81.55	78.80

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	2.20

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Admin., finances et droits politiques	–	–	3	2.40
Amélioration prest. & innov.	2	2.00	2	2.00
Bureau de la communication	11	8.80	11	8.80

Cellule ARC	2	1.70	3	2.60
Commission des contraventions	8	6.90	10	8.90
Conseil juridique	5	4.60	5	4.50
Direction SMUN	4	3.50	4	3.60
Droits politiques	3	2.10	-	-
Municipalité	7	7.00	7	7.00
Organisation & prestations	12	9.50	-	-
Protocole et manifestations	18	15.10	25	20.90
Secrétariat Conseil communal	6	4.55	6	4.60
Secrétariat de la Municipalité	-	-	5	3.60
Unité RHCD	6	5.00	6	5.00
Unité web et multimédia	6	4.90	6	4.90
Total service	90	75.65	93	78.80

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Direction SMUN	1	1
Droits politiques	2	-
Protocole et manifestations	2	3
Secrétariat Conseil communal	1	1
Secrétariat de la Municipalité	-	2
Unité RHCD	1	1
Total service	7	8

Le service a accueilli trois apprenti·e·s (rattaché·e·s au SPEL) en 2024, ainsi qu'en 2025

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	6	8
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	2
Total service	7	10

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	41	2.88	33	2.16
Auxiliaires mensualisé·e·s	6	1.63	10	4.08
Auxiliaires payé·e·s au forfait	1	*	-	*
Total service	48	4.51	43	6.23

* information indéterminée car à la tâche

Le personnel auxiliaire engagé pour les différents scrutins ne sont pas compris dans les totaux.

Evénements marquants

En 2025, le SMUN a été impliqué dans plusieurs événements ou dossiers majeurs. Il a notamment piloté la démarche de bilan de la législature 2021–2026 de la Municipalité, qui a été publiée le 4 décembre. Une version condensée de ce bilan a paru dans le Journal communal du 10 décembre alors que la version longue est disponible sur le site web de la Ville.

Par ailleurs, le SMUN a coordonné la remise de la Médaille d'or de Lausanne par la Municipalité à M. Thomas Bach, Président du Comité International Olympique, le 26 février. La cérémonie officielle et la réception ont eu lieu à l'Ecole hôtelière de Lausanne, qui a également accueilli le 18 décembre la réception présidentielle en l'honneur de M. Guy Parmelin, organisée conjointement par la Chancellerie d'Etat et le Secrétariat municipal.

Principales activités 2025

Secrétariat de la Municipalité

Missions du secrétaire municipal

Les missions principales du Secrétaire municipal sont fixées aux articles 52a et 52b de la loi sur les communes (LC). Selon ces dispositions, le Secrétaire municipal est le premier collaborateur du Syndic et de la Municipalité. Il participe aux séances de la Municipalité avec voix consultative et tient le procès-verbal des séances. Il est notamment en charge:

- de la coordination entre la Municipalité et l'administration communale;
- de la co-signature des actes de la Municipalité;
- de la transmission des informations entre la Municipalité et le Conseil communal et entre celle-ci et les services de l'Etat;
- de la liaison avec le bureau du Conseil communal;
- de l'exécution des décisions de la Municipalité;
- des tâches que lui attribue la Municipalité;
- de l'organisation de l'installation des autorités.

Organisation des séances et suivi des décisions de la Municipalité

Le Secrétaire municipal s'appuie sur son adjointe et un secrétariat dans l'organisation des séances de la Municipalité, la rédaction du procès-verbal ainsi que la diffusion des décisions de la Municipalité. En 2025, le service a organisé 43 séances ordinaires de Municipalité.

Liaison avec le Secrétariat du Conseil communal

Le SMUN assure la coordination entre la Municipalité et le Conseil communal. Outre la coordination des relations entre la Municipalité et le Bureau du Conseil communal, il gère le suivi des dossiers du Conseil communal au sein de l'administration (suivi des dépôts, préparation des demandes de traitement prioritaire, etc.).

Tâches attribuées par la Municipalité

La Municipalité peut confier des mandats spécifiques au SMUN. Il a par exemple la charge de la coordination et du suivi des participations et subventions de la Ville ainsi que du programme de législature. Le SMUN préside aussi le groupe de travail (GT) permanent chargé de la coordination des affaires municipales, des projets transversaux et prioritaires et d'appui à la conduite de l'administration. Ce GT est composé des secrétaires générales et généraux, ainsi que des cheffes et chefs des services transversaux (finances, personnel, informatique et achat & logistique). Cette plateforme d'échange et de coordination se réunit mensuellement. Ce GT est l'organe qui seconde la Municipalité pour la coordination de l'administration. Il participe à la coordination de la planification, de la préparation et de la mise en œuvre des affaires de la Municipalité.

Dans le domaine des relations extérieures, Le SMUN est responsable du suivi des grands dossiers de l'Union des villes suisses, de l'Union des Communes Vaudoises et de Lausanne Région, organisations au sein desquelles le Syndic siège au comité. En 2025, il a par exemple été

question de répondre à la consultation sur le projet de loi cantonale sur les communes ainsi que celle sur le paquet Suisse-Union européenne.

Le SMUN est également chargé de la coordination en matière de consultations cantonales et fédérales. Au cours de l'année, au niveau fédéral, la Ville a répondu à 23 consultations, venues de l'Union des villes suisses. Elles concernent des thèmes aussi variés que le budget de la Confédération, la digitalisation des prestations de l'administration, la mobilité ou l'économie. Les réponses aux consultations sont publiées sur le site internet de la Ville, sous les actualités municipales. Au niveau cantonal, 2 réponses à des consultations ont été rendues dans les domaines des institutions et de la mobilité.

La rencontre annuelle entre la Municipalité et la Députation lausannoise au Grand Conseil a eu lieu le 9 septembre 2025. Les impacts des décisions budgétaires cantonales sur la Ville de Lausanne ont notamment été discutés à cette occasion.

Bureau de la communication (BCom)

Le Bureau de la communication assure le développement et la mise en œuvre de la politique de communication de la Municipalité. Il s'occupe aussi d'harmoniser la communication externe des différentes directions et d'assurer le suivi de la communication générale tout comme des grands projets. Le Bureau de la communication est aussi en charge de nombreuses prestations disponibles pour toute la Ville, qu'elles soient photographiques, numériques, d'accueil pour la population ou de communication interne.

L'année 2025 aura vu:

- l'accueil de 7 stagiaires longue durée dans le cadre d'études ou de mesures du chômage et 6 stagiaires écoles;
- la formation de 3 apprenties et apprentis (commerce, médiamatique, polygraphie);
- la production de 21 numéros du Journal communal;
- la refonte intégrale de l'agenda web de la Ville de Lausanne;
- la formation du personnel de la Ville à:
 - la communication accessible;
 - la contribution aux sites de la Ville;
- la production d'un grand nombre de contenus pour les réseaux sociaux, notamment avec la mise en valeurs d'archives de la Ville et de lieux inaccessibles à la population;
- la production et l'archivage de plus de 3'851 photos.

Tout comme les années précédentes, Info cité et la Centrale téléphonique ont accompagné la population lausannoise et les personnes de passage dans leurs démarches administratives, l'achat de cartes CFF «communes», l'achat de cartes tl «zones foraines», ainsi que la recherche d'informations sur la vie associative, culturelle et sportive lausannoise. Les équipes, avec notamment 2'000 appels par mois en moyenne, ont été à l'écoute de chacune et chacun, personnifiant la volonté municipale de maintenir un contact direct entre la population et l'administration.

Amélioration des prestations et innovation (API)

L'unité a été essentiellement impliquée dans les projets suivants:

- mise en œuvre d'un guichet famille en soutien du Service quartiers, jeunesse et familles;
- amélioration des processus et du pilotage du Service du patrimoine des Services industriels;
- définition de documents pilotes pour unifier la mise en œuvre et le suivi des grands projets mandatés par la Municipalité;

- soutien dans l'amélioration du suivi financier d'une entité subventionnée par le Service de la culture.

Conseil juridique

Les principales tâches de l'unité sont les suivantes:

- fourniture de conseils juridiques à la Municipalité ainsi qu'aux différents services communaux;
- examen et validation des actes juridiques élaborés par les services, qu'il s'agisse de contrats relevant du droit privé ou du droit administratif;
- rôle de pôle de compétences en matière de marchés publics;
- collaboration à la conception de la réglementation communale, avec centralisation et mise à disposition officielle de celle-ci;
- traitement des recours internes adressés à la Municipalité et rédaction des décisions y relatives;
- représentation de la Commune dans les contentieux de droit administratif et fiscal, notamment devant la Commission communale de recours ad hoc, la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, le Tribunal fédéral, ainsi que, le cas échéant, le Tribunal administratif fédéral;
- défense des intérêts communaux dans diverses procédures civiles, notamment devant la Justice de paix, le Tribunal des baux et le Tribunal des prud'hommes.

Evénements marquants

A l'instar des exercices précédents, les transformations majeures de l'espace public et certains projets d'envergure ont requis une approche juridique globale. Ces dossiers soulèvent des questions relevant tant du droit public (notamment en matière d'aménagement du territoire et de circulation routière) que du droit privé, en particulier en lien avec les droits réels et le droit des contrats. Dans ce contexte, l'unité assure un accompagnement transversal des services, en particulier pour des dossiers caractérisés par un degré élevé de complexité.

En matière de marchés publics, le Conseil juridique veille à l'application harmonisée et conforme du droit par l'ensemble des services, étant relevé que les procédures contentieuses demeurent marginales.

L'unité a également été fortement mobilisée par la supervision de la rédaction de textes réglementaires, notamment dans le cadre de la procédure d'adoption du nouveau plan d'affectation et de l'entrée en vigueur du nouveau droit cantonal relatif à la protection du patrimoine bâti et naturel. L'imbrication de ces deux domaines requiert une analyse particulièrement attentive et approfondie. Il s'agit d'un travail qui nécessite une grande profondeur d'analyse ainsi qu'une certaine finesse.

Comme en 2024, les risques juridiques et procéduraux demeurent globalement maîtrisés.

En 2025, le nombre de nouveaux recours déposés auprès de la Commission permanente de recours en matière d'impôts (CCRI) a à nouveau connu une augmentation marquée par rapport à l'année précédente, atteignant près de 140 dossiers.

Axes prioritaires de l'unité

- le volume des recours administratifs adressés à la Municipalité, pour lesquels l'unité agit en qualité de greffe et d'autorité d'instruction, demeure élevé;
- l'unité a été sollicitée de manière intensive pour la relecture et l'analyse de textes normatifs, qu'il s'agisse de règlements, de tarifs ou de directives communales;
- le Conseil juridique a également été amené à se prononcer sur des questions liées tant à la transparence de l'action administrative qu'à la protection des données. En particulier, en matière de droit à l'information (LInfo), on constate une nette augmentation du nombre de demandes, dans des domaines variés. Cette charge est partagée semble-t-il par l'ensemble des

communes vaudoises et se traduit également par une nette augmentation des procédures menées jusqu'au Tribunal cantonal.

Protocole et manifestations

Dans le cadre de ses relations avec les villes vaudoises et suisses, la Municipalité a rencontré les exécutifs de Pully le 3 mars, de Nyon le 31 mars et de Montreux et Vevey le 2 juin 2025.

Le SMUN organise par ailleurs chaque année diverses manifestations officielles, auxquelles la Municipalité participe *in corpore* ou en délégation: nouvelles et nouveaux habitantes et habitants, 1^{er} août, ou encore jubilaires de l'administration et journée d'accueil du nouveau personnel de l'administration. Il collabore étroitement avec le Service inclusion et actions sociales de proximité et son Bureau lausannois pour les immigrés BLI pour l'organisation de la réception annuelle des nouvelles et nouveaux bourgeois.

L'unité Protocole et manifestations et les huissières et huissiers de la Municipalité appuient aussi les services de l'administration dans l'organisation de leurs événements et manifestations. Il s'agit en particulier de l'organisation des parties officielles ou encore d'appui logistique pour l'organisation d'apéritifs.

Le 26 février 2025, la Médaille d'or de Lausanne a été décernée par la Municipalité à M. Thomas Bach, Président du Comité International Olympique conjointement avec le Mérite cantonal vaudois remis par le Conseil d'Etat. La cérémonie officielle et la réception ont eu lieu à l'École hôtelière de Lausanne (EHL). La célébration officielle du 1^{er} août s'est déroulée à Ouchy, en présence de l'animateur de radio/télévision Jean-Marc Richard.

A signaler également la réception présidentielle en l'honneur de M. Guy Parmelin, organisée conjointement par la Chancellerie d'Etat et le Secrétariat municipal à l'EHL le 18 décembre.

En outre, la réception en l'honneur des jubilaires de l'administration, organisée avec les apprenties et apprentis de la direction, et l'accueil des nouvelles habitantes et habitants, organisé avec les productrices et producteurs locaux, ont rencontré un vif succès.

Enfin, en collaboration avec l'unité Promotion et développement et le Service de l'économie, le Secrétariat municipal organise des rencontres entre la Municipalité et des partenaires venant des milieux économiques et institutionnels (tourisme et hautes écoles, par exemple).

Forum de l'Hôtel de Ville

Avec 14 expositions qui se sont déroulées au Forum, l'espace a affiché complet de janvier à décembre.

Nonagénaires et 18 ans

Durant l'année écoulée, des cadeaux (3 bouteilles de vin de la Ville et 1 boîte du chocolat de la Ville) ont pu être livrés au domicile de 347 nonagénaires (326 nonagénaires en 2024).

Les jeunes Lausannoises et Lausannois ayant atteint leur 18^e année reçoivent un message de félicitations de la Municipalité, accompagné du livre officiel de la Ville de Lausanne. Le SMUN a adressé cet envoi à 1'368 jeunes ayant atteint leur majorité en 2025 (1'412 jeunes en 2024).

Casino de Montbenon

Chaque année, le Casino accueille de nombreuses manifestations et près de 250'000 personnes, aussi bien pour les spectacles que pour la restauration.

Les principales tâches du Casino sont:

- l'exploitation et location de la salle Paderewski, de la salle des Fêtes et du Salon;
- la coordination des locations au plan administratif et logistique;
- l'accueil d'événements et spectacles organisés par les sociétés locales, services communaux et entreprises;
- la collaboration avec les locataires pour une bonne cohabitation des événements et des clientèles respectives.

Le chiffre d'affaires est en légère baisse par rapport à 2024 mais reste dans la ligne de 2022 et 2023.

	2021	2022	2023	2024	2025
Facturation (CHF)	173'704	230'906	237'319	318'205	226'071
Gratuités (CHF)	247'920	227'520	224'915	261'605	211'600

En outre, le Casino de Montbenon assure la formation de 2 apprenties et apprentis (une employée de commerce, un agent d'exploitation).

Ressources humaines (RH)

Les principales missions de l'unité sont:

- la mise en œuvre des décisions municipales en matière de gestion du personnel;
- l'application de la politique du personnel et la mise en œuvre des processus RH au sein de la direction;
- le soutien et le conseil aux services pour les questions de gestion des ressources humaines;
- l'appui aux cadres de la direction et le pilotage en matière de recrutement, d'organisation et de gestion des dossiers sensibles du personnel;
- l'accompagnement et le développement du personnel y compris les apprenties et apprentis.

Durant l'année 2025, l'unité a engagé 33 salariées et salariés fixes et 127 auxiliaires. En parallèle, 29 départs ont été traités, dont 9 départs à la retraite, soit deux fois plus qu'en 2024. Au niveau de la mobilité, 15 transferts ont été réalisés au sein de la direction (dont 6 en lien avec une réorganisation interne). Le nombre de places d'apprentissage est resté stable, à 18.

Depuis le 1^{er} décembre 2024, les activités RH au sein de la direction sont toutes regroupées au sein d'une seule et même unité RHCD. Ceci a permis d'améliorer la cohérence et la qualité des activités et d'aborder les questions stratégiques de manière uniforme et harmonisée.

En juillet 2025, une réorganisation interne du Secrétariat municipal a été nécessaire pour optimiser les prestations et le fonctionnement de l'unité Protocole et manifestations. L'augmentation des demandes d'événements internes et externes à la Ville et l'accroissement de la charge de travail au Casino de Montbenon a nécessité de repenser l'organisation, revoir les postes, promouvoir un collaborateur et régulariser deux salariés auxiliaires.

En termes de projets RH, deux projets prioritaires transversaux au sein de la Ville ont été déployés et finalisés:

- la mise à jour de toutes les descriptions de poste de la direction, en appliquant le nouveau référentiel des compétences de la Ville;
- le déploiement du nouveau modèle d'entretien de collaboration.

En parallèle, un travail conséquent a été réalisé suite à la validation des plans d'actions internes, en lien avec le suivi de l'enquête de satisfaction:

- création et déploiement de 3 nouvelles formations internes à la direction: «Formation ATT» (toute la direction formée), «Gestion d'équipe» (46 personnes formées), «Gérer sa carrière» (18 personnes formées);
- création et déploiement de 5 ateliers «refresh» permettant d'harmoniser et améliorer les pratiques internes à la direction en termes de gestion administrative et comptable.

Enfin, l'unité RH constate une augmentation attendue des départs à la retraite, en lien avec la génération des «baby-boomer», et met une priorité sur la gestion de la relève, l'anticipation des besoins organisationnels des services, et la formation du personnel de la direction.

Droits politiques

Au 1^{er} décembre 2025, le corps électoral lausannois comptait 91'984 électrices et électeurs (1^{er} décembre 2024: 91'144), dont 68'009 Suissesses et Suisses ainsi que 23'975 ressortissantes et ressortissants étrangers; en outre, 25'726 personnes (1^{er} décembre 2024: 24'981) étaient inscrites au Registre Central des Suisses de l'étranger.

Nature du scrutin	Inscrits	Votants	Participation (%)
Votation populaire du 9 février 2025	67'890	23'043	33,93%
Objets votation fédérale: 1. Initiative populaire du 21 février 2023 «Pour une économie responsable respectant les limites planétaires (initiative pour la responsabilité environnementale)»			
Votation populaire du 28 septembre 2025	68'067	27'242	40,02%
Objets votation fédérale: 1. Arrêté fédéral du 20 décembre 2024 relatif à l'impôt immobilier cantonal sur les résidences secondaires 2. Loi fédérale du 20 décembre 2024 sur l'identité électronique et d'autres moyens de preuves électroniques (Loi sur l'e-ID, LeID)			
Objets votation cantonale: 1. Initiative populaire «Pour une sauvegarde du patrimoine naturel et des ressources» dite «Initiative Sauvons le Mormont» et son contre-projet 2. Modification de l'article 93 al.4 de la Constitution du Canton de Vaud visant à préciser le champ d'application du quorum dans le cadre des élections communales et cantonales 3. Modification de l'article 142 de la Constitution du Canton de Vaud visant à faciliter l'accès aux droits politiques communaux pour les étrangères et les étrangers			
Votation populaire du 30 novembre 2025	68'107	26'057	38,25%
Objets votation fédérale: 1. Initiative populaire «Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen)» 2. Initiative populaire «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)»			
Objets votation cantonale: 1. Modification des articles 74 et 75 de la Constitution du Canton de Vaud pour que toutes les Vaudoises et tous les Vaudois, y compris les Vaudoises et les Vaudois de l'étranger, puissent élire les conseillères et les conseillers aux États 2. Modification des articles 74 et 142 de la Constitution du Canton de Vaud ainsi que l'ajout de l'article 179d visant à mettre un terme aux discriminations en matière de droits politiques contre les personnes atteintes de troubles psychiques 3. Initiative populaire «Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici»			

Contrôle de signatures

Des contrôles de signatures ont été opérés à l'occasion de 3 référendums fédéraux, de 12 initiatives fédérales, d'une initiative cantonale et de l'initiative communale «Créons une halle gourmande à la Riponne», qui a au final été retirée par le comité d'initiative, faute de signatures suffisantes. Au total 42'684 signatures ont été contrôlées (contre 57'171 en 2024).

Commission des contraventions

En 2025, 66'469 rapports ont été saisis sur le domaine public (72'808 en 2024). Le nombre d'ordonnances pénales s'est élevé à 41'033 (28'989 en 2024), avec des recettes se chiffrant à CHF 5'614'454.- (CHF 5'514'006.- en 2024). Le nombre de cas en attente a continué à augmenter à 42'199 à fin 2025, contre 39'901 en 2024. Le retard accumulé en 2024 en raison du manque d'effectifs s'est répercuté en 2025. Toutefois, la situation au secrétariat s'est désormais améliorée et le retard pourra donc progressivement être rattrapé. Actuellement, il n'existe aucun risque de prescription, un délai de 3 ans étant requis depuis la commission de l'infraction.

Pour les infractions sur domaine privé, une diminution a été constatée avec 10'433 dénonciations (11'356 en 2024), qui ont donné lieu à 6'822 ordonnances pénales (9'321 en 2024). La baisse du nombre d'ordonnances pénales s'explique par la restriction de certains accès informatiques (InfoCar), ce qui oblige les secrétaires à passer par la police et à cumuler le nombre de cas en attente. De plus, beaucoup de dénonciations doivent être renvoyées pour compléments

ou précisions, ce qui génère une charge de travail supplémentaire. Les revenus ont en conséquence diminué à CHF 1'006'361.– (CHF 1'267'452.– en 2024). A noter que la priorité n'est actuellement pas mise sur le domaine privé.

Le cumul des infractions reçues sur les domaines public et privé a diminué à 76'902 (84'164 cas en 2024). Sur 956 oppositions traitées (790 en 2024), 153 ont donné lieu à des audiences (172 en 2024).

Le Tribunal d'arrondissement de Lausanne a statué sur 5 affaires (10 en 2024) dont 2 condamnations, 2 libérations et 1 retrait d'opposition (en 2024, 2 condamnations, 1 irrecevable, 7 retraits d'opposition). Le Tribunal cantonal a jugé 1 affaire irrecevable (0 en 2024) et le Tribunal fédéral n'a été saisi d'aucune affaire (0 en 2024). La Commission des contraventions n'a versé aucune indemnité en 2025.

Concernant les conversions des amendes en jours de peine privative de liberté de substitution, 3'394 décisions ont été rendues, contre 4'711 en 2024. L'encaissement a diminué à CHF 636'341.– contre CHF 912'430.– en 2024. Le Juge d'application des peines n'a statué sur aucun recours en 2025.

Secrétariat général culture et développement urbain (SGCD)

Principales missions du service

Secrétariat

- gère le secrétariat du syndic, les séances de Municipalité pour la direction et les affaires du Conseil communal;
- coordonne l'administration transversale au sein de la direction et du service et participe à des groupes de travail transversaux;
- propose et met en œuvre des actions permettant de renforcer la cohérence des politiques communales ainsi que des projets stratégiques ou transversaux;
- assure et coordonne la communication du service et de la direction.

Unité de développement et promotion de la Ville (UDPV)

- défend les intérêts de la Ville et met en œuvre les relais de valorisation de Lausanne;
- est responsable de développer et promouvoir la Ville en tant que destination économique, touristique et gastronomique.

Comptabilité de direction

- établit, pour la direction et en collaboration avec ses services, le budget de fonctionnement, le plan des investissements et les comptes;
- effectue le contrôle budgétaire, la passation des écritures, l'enregistrement des factures et la gestion comptable du personnel de la direction.

Commission immobilière (CI)

- assure la gestion de toutes les transactions immobilières de la Ville (achats, ventes, droit distinct et permanent de superficie (DDP), servitudes, etc.);
- gère la valorisation des immeubles du patrimoine financier et celle du patrimoine immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL);
- analyse les transactions soumises au droit de préemption octroyé aux communes par la loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) et fait des propositions en la matière à la Municipalité;

— représente la Commune à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne.

Bureau de développement et projet Métamorphose (BDM)

- développe les projets immobiliers favorables à la mise à disposition de logements de qualité en veillant à la durabilité et l'économicité des projets de construction et de rénovation;
- planifie les étapes de développement des grands projets urbains et coordonne les partenaires;
- veille à la coordination générale des avant-projets et des projets ainsi qu'à l'émergence d'interfaces de qualité entre les domaines privés et publics sur les différents sites Métamorphose.

Relations internationales de la Ville (RIV)

- assure les relations internationales de Lausanne, en particulier dans le cadre de l'Association internationale des maires francophones (AIMF);
- gère les actions de solidarité internationale;
- favorise le partage d'expériences entre villes autour de l'héritage olympique.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bur. dvlpt et projet Métamorphose	12.30	11.40	12.10	10.80
Commission immobilière	3.80	3.80	3.80	3.80
Comptabilité CD	4.20	4.00	4.00	4.00
Dév. et promotion ville (udpv)	5.30	5.10	5.30	4.30
Direction SGCD	2.50	2.50	3.60	2.20
Relations internationales	4.10	3.30	4.90	4.10
Total service	32.20	30.10	33.70	29.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	1.50

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Bur. dvlpt et projet Métamorphose	13	11.40	12	10.80
Commission immobilière	4	3.80	4	3.80
Comptabilité CD	5	4.00	5	4.00
Dév. et promotion ville (udpv)	6	5.10	5	4.30
Direction SGCD	3	2.50	3	2.20
Relations internationales	4	3.30	5	4.10
Total service	35	30.10	34	29.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Relations internationales	1	–
Total service	1	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	3	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	4	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	3

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	8	0.23	13	0.23
Auxiliaires mensualisé·e·s	5	1.11	7	3.14
Auxiliaires payé·e·s au forfait	6	*	4	*
Total service	19	1.34	24	3.37

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants

2025 a vu la nomination de la Secrétaire générale du SGCD en tant que Déléguée de la Municipalité à la sécurité urbaine et au climat de travail 2030, à compter du 1^{er} novembre. Son poste a été mis au concours en fin d'année, l'intérim étant assurée par le Secrétaire municipal.

La 1^{re} étape des Plaines-du-Loup a également été inaugurée après plusieurs années de planification et la mise en service complète du nouveau quartier. La Maison de quartier sera quant à elle inaugurée mi-2026 et couronnera ainsi la réalisation de cette phase de la transformation des Plaines-du-Loup. Une importante campagne de communication en faveur de l'attractivité du centre-ville pendant les fêtes de fin d'année, offrant la gratuité des transports publics sur les samedis de décembre jusqu'à Noël, a été mise sur pied en fin d'année.

Lausanne a enfin accueilli, en septembre 2025, la conférence annuelle de l'Observatoire mondial pour l'égalité des genres et le sport, rassemblant plus de 100 expertes et experts, membres du monde académiques et du sport.

Principales activités 2025

Médiation administrative

Le projet pilote de médiation administrative favorise l'écoute des citoyennes et citoyens dans un esprit de conciliation promouvant un service public basé sur la qualité du service et du lien avec

les habitantes et habitants, ainsi que la confiance générale dans les institutions. En 12 mois, 50 contacts ont été établis.

Unité de développement et promotion de la Ville (UDPV)

En 2025, l'UDPV, placée sous la responsabilité du Conseiller stratégique à la syndiculture, a notamment travaillé sur les projets suivants:

- Beaulieu S.A.: consolidation de l'équipe de direction avec l'arrivée d'une directrice générale adjointe, confirmation de l'activité événementielle record en additionnant congrès, salons, expositions, manifestations et le théâtre dont la saison est pleine en termes de rendez-vous avec un taux de remplissage élevé pour chaque événement. Une cheffe de projet a été engagée par Beaulieu S.A. pour reprendre le développement du Food court et incubateur gastronomique (Les Halles – Beaulieu). 2025 aura été aussi marquée par le lancement du travail opérationnel impliquant la Ville, la Fondation La Source et Beaulieu S.A. en vue de la création d'un Hub d'innovation Sport/Santé/Alimentation du futur sur les superficies des actuelles Halles Nord et du Front Jomini. Un groupe «Hub» a été institué pour faire converger les 3 axes de développement: urbanistique, immobilier, programme.
- Tourisme: soutien renforcé à Lausanne Tourisme dans le domaine du marketing avec la mise à disposition d'une ressource afin d'accompagner plus directement la conception et la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie touristique par Lausanne Tourisme et les acteurs de l'offre touristique sur les axes de l'offre et des produits, de l'accueil, de la promotion et du marketing. Poursuite de l'animation d'une organisation sous la bannière «Destination Lausanne!» comprenant un conseil consultatif représentatif de tous les acteurs de l'offre touristique, des groupes de travail thématiques et une rencontre annuelle de tout l'écosystème du tourisme. La plénière qui s'est tenue au mois de novembre a confirmé que la dynamique n'a pas faibli. Important travail de coordination avec le canton (SPEI) et Vaud Promotion.
- Événementiel: réflexions sur la contribution de l'événementiel pour l'attractivité de la ville qui seront formalisées dans une stratégie en 2026. Création d'un fonds permettant de favoriser dans la durée la venue de grands événements à Lausanne dès lors qu'ils contribuent au rayonnement et à l'attractivité de la ville et génèrent de substantielles retombées économiques locales. Développement et conduite d'un appel à projet pour les fêtes de fin d'année 2026–2029 venant remplacer l'actuel Bô Noël.
- Gastronomie: animation du COPIL FOOD rassemblant les acteurs-clés. Conception et réalisation, avec les 15 communes du Grand Lausanne et du FERL, de la 2^e édition du «Guide Délicieux», un guide gastronomique imprimé (50'000 exemplaires) et digital, regroupant une centaine de pépites culinaires de Lausanne et sa région. Aide au recrutement de la cheffe de projet des «HALLES» et suivi du projet. Suivi des demandes de financement du Bocuse d'Or – sélection européenne.
- Commerces: intégration du comité de pilotage de l'événement «Les Vaudoiseries», implication dans la création et la réalisation du projet, soutien à l'évolution et à la pérennisation du programme de fidélisation Enjoy Lausanne, conception et conduite d'une importante campagne de communication en faveur de l'attractivité du centre-ville pendant les fêtes de fin d'année offrant la gratuité des transports publics sur les samedis de décembre jusqu'à Noël. Une enveloppe d'environ CHF 2'000'000.– a été réservée afin de soutenir le commerce de centre-ville.
- Fonds pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL): consolidation du fonctionnement de la commission à la suite de l'arrivée des nouvelles communes, traitement d'un nombre record de demandes de soutiens. Au cours de l'exercice, 44 projets ont bénéficié d'un soutien, pour un montant total de CHF 2'202'000.–.

- Lausanne Région: participation aux diverses séances de la commission de promotion économique.

Commission immobilière (CI)

Les activités de la Commission immobilière ont été soutenues en 2025, comme lors des années précédentes. Conformément à ses objectifs, en plus d'assurer le suivi des affaires courantes, elle a offert un support aux autres directions et services dans le cadre de nombreux projets transversaux, soumis des projets de décisions à la Municipalité et au Conseil communal et continué à assurer l'analyse et le traitement des transactions soumises au droit de préemption octroyé aux communes par la loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL).

La CI a siégé en séance plénière à 3 reprises en 2025 et traité 11 affaires. La CI a aussi rédigé 5 préavis présentés au Conseil communal:

- préavis N° 2025/05 «Chemin Praz-Lau 3 – Lausanne, biens-fonds N° 14'022, 14'031 et 14'039, droits distincts et permanents (DDP) de superficie nos 14'040 et 14'042 – Mutation parcellaire, prolongation et modification du DDP 14'040 inscrit au profit de la société FIM Management S.A.»;
- préavis N° 2025/17 «Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) – Revente en droits de superficie de 7 bâtiments acquis par voie de préemption»;
- préavis N° 2025/22 «Route de Forel 6 – Puidoux, bien-fonds 501, constitution d'un droit distinct et permanent (DDP) de superficie au profit de MM. Fabien Hegnauer et Dylan Germanier»;
- préavis N° 2025/50 «Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) – revente en droits de superficie de trois bâtiments acquis par voie de préemption à la Société Immobilière Lausannoise pour le Logement SILL S.A.»;
- préavis N° 2025/57 «Route de Chavannes 27 c–d, bien-fonds 4220 de la commune de Lausanne, droit distinct et permanent de superficie DDP 17620 – Modification, prolongation du droit de superficie et cession en faveur de la société Inter bowling S.A.».

Par ailleurs, la CI a traité 38 affaires par voie de note à la Municipalité, en dehors des cas de préemption LPPPL qui sont mentionnés plus bas.

Opérations foncières réalisées hors préavis

La liste des principales opérations foncières réalisées en 2025 figure sous «Préambule – Autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, en application de l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal».

Droit de préemption LPPPL

Suite à l'entrée en vigueur du droit de préemption LPPPL en janvier 2020, la CI a analysé systématiquement les transactions immobilières qui ont été portées à sa connaissance par les notaires. En 2025, 113 transactions ont ainsi été analysées.

La Commune n'a pas exercé son droit de préemption durant l'année 2025. Le nombre total de cas d'exercices du droit de préemption demeure donc à 15, représentant 327 logements d'utilité publique créés.

L'ensemble des bâtiments acquis par voie de préemption a fait l'objet d'une décision de reconnaissance d'utilité publique des autorités cantonales. De plus, la Commune de Lausanne a prévu de revendre une partie des bâtiments acquis sous forme de droit de superficie à des maîtres d'ouvrages d'utilité publique. Un premier préavis, cité plus haut, permettant de procéder à ces ventes, a été adopté par le Conseil communal et le second préavis est en cours de traitement.

Bureau de développement et projet Métamorphose (BDM)

En 2025, le BDM a poursuivi ses interventions dans la mise en œuvre de la stratégie de développement urbain de la Ville. Le BDM a pour mission principale de développer les parcelles en mains de la Ville. Il pilote et met en œuvre le programme Métamorphose à travers le développement de plusieurs sites.

Plaines-du-Loup: transformation par étape

- En 2025, la première étape des Plaines-du-Loup a été inaugurée. Après plusieurs années de planification et un défi majeur dans la réalisation relevé, le quartier a été complètement mis en service. Demeure uniquement la réalisation de la Maison de quartier dont la mise en service est attendue pour le printemps 2026. Le BDM a conduit de nombreuses actions de communication avec l'organisation de nombreuses visites destinées aux Lausannoises et Lausannois, mais également aux personnes extérieures à la commune. Au total, plus de 700 personnes ont été accueillies dans le quartier marquant ainsi l'intérêt prononcé pour cette expérience réussie et singulière de développement urbain;
- La planification de la 2^e étape des Plaines-du-Loup se poursuit et a été marquée par la poursuite des travaux de planification des espaces publics et l'aboutissement des démarches de recherche d'investisseurs. Au terme d'un processus conduit au cours de l'année, les investisseurs qui construiront des bâtiments dans le quartier ont été désignés;
- Les études sur l'avenir du stade de la Pontaise et de ses abords se sont poursuivies et ont permis à la Municipalité de fixer des orientations stratégiques pour la transformation du site et de stabiliser la perspective d'un concours portant sur le stade et l'ensemble du périmètre. Les études préalables à cette démarche, attendues au cours de l'année 2026, ont été engagées avec notamment des expertises en cours qui permettront de préciser les possibilités d'intervention sur la structure de l'ouvrage et les qualités patrimoniales qui devront être conservées.

Prés-de-Vidy: planification de 2 secteurs de développement

- Dans le secteur de Jardins de Vidy, les études de planification urbaine ont abouti et ont permis d'adresser en septembre le projet de plan d'affectation à l'examen préalable cantonal. Parallèlement, un concours portant sur les espaces publics a été initié. Les études de projet de collège se poursuivent;
- Dans le secteur de «Vidy La Romaine», une fouille archéologique d'une ampleur unique a débuté au cours de l'été 2024. Elle préfigure la construction d'un quartier mixte qui comportera notamment des logements, des activités économiques et une école.

Stade Pierre-de-Coubertin

En mars 2025, un rapport-préavis a été soumis au Conseil communal. Il a décidé la poursuite des études de variantes. Le BDM a donc conduit ces études en soumettant régulièrement leur avancement à la commission du Conseil communal désignée pour les piloter.

Malley-Gazomètre: finalisation des études géologiques et du plan d'affectation

Le BDM assure le pilotage du projet et la représentation du propriétaire du développement de ce site qui se trouve sur le territoire des communes de Renens et de Prilly. La révision du plan d'affectation a abouti et le dossier a été transmis à l'examen préalable du Canton en février 2025. Dans l'intervalle, les études se sont concentrées sur la préparation des prochaines étapes de développement.

Beaulieu: planification du nouveau du site

Le BDM conduit les activités de développement immobilier du site en étroite relation avec l'UDPV et URB. Le plan d'affectation qui fixe les nouvelles conditions-cadre de

développement du site a été soumis à l'examen préalable du Canton. Parallèlement, les conditions-cadres qui vont guider le développement immobilier du site sont en cours de stabilisation notamment en ce qui concerne la dimension patrimoniale du site. En 2026, un concours d'architecture sera initié.

Relations internationales de la Ville (RIV)

Les Relations internationales de la Ville (RIV)

- assurent les relations internationales de Lausanne, en particulier dans le cadre de l'Association internationale des maires francophones (AIMF);
- favorisent le partage d'expériences entre villes autour de l'héritage olympique;
- soutiennent le développement de l'Observatoire pour l'égalité des genres et le sport;
- gèrent les actions de solidarité internationale.

Principales activités 2025

Les RIV sont en charge de coordonner les activités internationales de la Ville. Cela implique notamment les relations extérieures et la promotion de Lausanne dans le cadre de réseaux internationaux ou en bilatérale, les événements d'ampleur internationale, ainsi que la solidarité internationale.

- La Ville de Lausanne est membre de l'AIMF et co-préside – depuis 2025 avec la Région de Nouakchott en Mauritanie – la commission Villes et Développement durable qui favorise l'échange d'expériences et l'implémentation de projets pour faire face aux dérèglements climatiques. En 2025, la Commission s'est réunie à Nouakchott;
- La Ville préside également l'Union Mondiale des Villes Olympiques qui valorise l'héritage olympique au service des politiques publiques de santé, d'inclusion sociale, d'intégration, d'éducation, de sport ainsi que de développement économique et touristique. Le réseau a été consolidé, avec une adhésion étendue à l'ensemble des entités chargées de l'héritage olympique. Il réunit désormais 96 membres au total. En octobre 2025, la rencontre annuelle des Villes olympiques, l'Assemblée générale de l'association ainsi que le smartcities & sport summit, se sont tenus en République de Corée dans les villes de Séoul et PyeongChang;
- Les RIV ont renforcé leur soutien au développement de l'Observatoire mondial pour l'égalité des genres et le sport, qui vise à centraliser les connaissances pour atteindre l'égalité des genres dans le sport et le monde sportif. Un évènement annuel a été organisé en septembre 2025, rassemblant plus de 100 expertes et experts, membres du monde académiques et du sport. ONU Femmes, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et l'UNESCO ont rejoint le comité en tant que membres observateurs et un «Knowledge Hub» – plateforme centralisant données, statistiques et ressources clé – a été publié en septembre 2025;
- Le budget de solidarité internationale, augmenté à CHF 625'000.–, a permis de soutenir une vingtaine projets en 2025, s'inscrivant dans les quatre axes prioritaires définis: lutte contre le changement climatique, eau, sport pour l'inclusion sociale ainsi que biens culturels en plus de l'aide d'urgence, menés notamment avec l'aide de la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO) et de l'AIMF. En 2025, une aide d'urgence a été octroyée à Gaza, en Iran, au Liban et en République du Congo.

Service de la culture (CULT)

Principales missions du service

- définition et application de la politique culturelle;
- décisions sur la répartition et le suivi des subventions;
- suivi des institutions culturelles, de la scène artistique indépendante et des écoles de musique;
- représentation de la Ville dans les conseils de fondation et comités d'association des principales institutions culturelles subventionnées;
- gestion et promotion des 3 musées communaux;
- gestion de la Collection d'art de la Ville de Lausanne;
- définition et application de la politique d'accès à la culture et de participation culturelle.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Collection de l'Art Brut	12.10	12.00	13.30	13.30
Musée historique de Lausanne	17.60	17.10	17.60	16.40
Musée Romain de Lausanne-Vidy	7.00	7.00	7.00	7.00
Unité administrative	8.70	8.80	8.90	8.80
Total service	45.40	44.90	46.80	45.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	1.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Collection de l'Art Brut	16	12.00	18	13.30
Musée historique de Lausanne	22	17.10	21	16.40
Musée Romain de Lausanne-Vidy	11	7.00	12	7.00
Unité administrative	11	8.80	11	8.80
Total service	60	44.90	62	45.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	8	10
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	8	10

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	72	6.20	70	6.16
Auxiliaires mensualisé·e·s	17	4.94	18	3.20
Auxiliaires payé·e·s au forfait	21	*	23	*
Total service	110	11.14	111	9.36

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

L'année 2025 a été marquée par une grande vitalité culturelle sur l'ensemble du territoire lausannois, ainsi que par plusieurs évolutions importantes au sein des institutions culturelles. Elle a d'abord été ponctuée par des nominations déterminantes pour le paysage culturel lausannois, avec l'entrée en fonction d'Isabelle Gattiker en tant que cheffe du Service de la culture, la nomination de Régina Zwahlen à la direction du Bèjart Ballet Lausanne dès le 1^{er} janvier 2026, ainsi que celles de Vinzenz Hediger à la direction de la Cinémathèque suisse, de Gilles Dupuis à la direction du Jumeaux Jazz Club et d'Alex Iordachescu à la direction de la Fondation pour la création numérique.

En 2025, la Ville a établi des conventions avec les structures recevant une subvention annuelle au moins égale à CHF 100'000.– afin d'assurer une certaine stabilité aux institutions qu'elle subventionne: 16 conventions sont actuellement en cours de signature.

L'année 2025 a été marquée par le fort rayonnement des arts de la scène lausannois, avec des tournées internationales majeures, une présence accrue dans les réseaux professionnels et de nombreuses créations issues des institutions et compagnies soutenues par la Ville.

Dans le domaine de la musique, la réouverture de la salle de concerts Le Romandie, accompagnée de l'ouverture d'un second club dans le même bâtiment, La Brèche, a renforcé l'offre de musiques actuelles. L'année a également été marquée par le lancement d'un nouveau dispositif de soutien commun de la Ville de Lausanne avec les Cantons de Vaud et de Genève, ainsi qu'avec la Ville de Genève, à destination de l'industrie musicale, par le soutien pluriannuel à plusieurs musiciennes lausannoises, ainsi que par la célébration des 20 ans des Docks.

Une médiation dans la prison de Bois-Mermet, portée par Destination vingt-sept en collaboration avec la Collection d'art de la Ville de Lausanne, a donné lieu à une exposition au CALM (Centre d'Art La Meute) aux Plaines-du-Loup rassemblant 5 œuvres de la collection et des réalisations des détenus.

Enfin, la 6^e édition de *Lausanne Méditerranées*, consacrée à la Dalmatie, est venue ponctuer l'année en confirmant le rôle de cette manifestation dans la promotion de l'interculturalité et de la participation culturelle.

Financement régional

La participation financière de l'Etat de Vaud aux institutions et organismes culturels lausannois ou actifs sur le territoire lausannois s'est élevée à CHF 33'766'060.– (dont CHF 22'693'000.– attribués à Plateforme 10 pour ses musées MCBA, mudac et Photo Elysée) sans compter les aides ponctuelles octroyées au travers des fonds cantonaux des activités culturelles, de sensibilisation à la culture, des arts de la scène et du patrimoine mobilier et immatériel

Le Fonds intercommunal de soutien aux institutions culturelles de la région lausannoise a versé aux 4 grandes institutions culturelles lausannoises (Béjart Ballet Lausanne, Théâtre Vidy-Lausanne, Opéra de Lausanne et Orchestre de Chambre de Lausanne) un montant de CHF 850'000.–.

Le Théâtre Kléber-Méleau et la C^{ie} Linga bénéficient de conventions de subventionnement pluripartites et régionales.

Musées communaux et Collection d'art de la Ville de Lausanne

Collection de l'Art Brut (CAB)

36'654 personnes ont visité la CAB (3 expositions temporaires, 1 exposition en itinérance, exposition permanente, 391 œuvres en prêt au total en Suisse et à l'étranger, 262 visites guidées, 10 animations). L'exposition *A Walk on the Wild Side* à la Power station of Art de Shanghai, première exposition d'Art Brut dans un musée étatique en Chine, a rassemblé 233 œuvres issues des collections du musée.

Musée Historique Lausanne (MHL)

20'425 personnes ont visité le MHL (3 expositions temporaires, exposition permanente, événements particuliers et animations). 137 visites guidées ont été organisées par le musée en 2025. L'exposition *Placés. Internés. Oubliés?* a été inaugurée en présence du Conseiller fédéral Beat Jans.

Musée romain de Lausanne-Vidy

11'912 personnes ont visité le Musée romain de Lausanne-Vidy (3 expositions, 1 exposition en itinérance, 5 événements particuliers et animations). Le musée a inauguré un nouvel espace d'exposition, accompagné d'un programme culturel, *L'Archéologie à la une*, autour de l'archéologie et de l'actualité de la recherche sur *Lousonna*. Le musée a été victime d'un brigandage en novembre. Un important dispositif policier a été engagé, une instruction pénale contre inconnus a été ouverte et un soutien psychologique pour l'ensemble du personnel du musée a été mis en place.

Collection d'art de la Ville de Lausanne (CAL)

En 2025, la Commission des arts visuels a proposé l'acquisition de 8 œuvres de 4 artistes. A cela s'ajoute une donation de la Fondation Nouky et Pierre Bataillard d'un dessin au pastel de Pierre Bataillard représentant le lac de Sauvabelin.

143 œuvres ont été déplacées en 2025, dont 6 restaurations, 23 numérisations, 23 nouveaux prêts internes, 14 prêts externes (MCBA, Musée de Morat, Centre Dürrenmatt, Musée de Bagnes et Centre d'Art La Meute).

Plus de 60 œuvres ont été retournées dans les dépôts dus aux déménagements de bureaux et aux travaux dans la Villa Mon Repos, ainsi qu'en vue de la préparation de l'exposition de la CAL prévue au MHL au printemps 2026. Certaines de ces œuvres seront accrochées à nouveau courant 2026.

9 médiations ont été menées sous forme d'enquêtes artistiques auprès d'élèves du secondaire de divers établissements scolaires lausannois donnant lieu à quelques capsules vidéo visibles sur le site web de la CAL. 20 promenades artistiques ont eu lieu également pour des classes du primaire.

La question des dépôts d'œuvres devient de plus en plus problématique vu l'augmentation du nombre d'œuvres, de leur taille et des impératifs de conservation, dont l'avancée des

connaissances implique un traitement qui demande plus d'espace et des normes atmosphériques plus strictes.

Arts de la scène

Théâtre Vidy-Lausanne

47'590 personnes ont assisté aux 318 représentations (de 47 spectacles, dont 8 créations) et 10 manifestations présentées à Vidy. 43'147 personnes ont assisté aux 247 représentations (de 20 spectacles) données par le Théâtre de Vidy en tournée en Suisse et à l'étranger. Parmi les temps forts de la saison, 3 spectacles proposés dans le cadre du festival *Lausanne Méditerranées* consacré à la Dalmatie, 2 éditions des parcours de spectacles *Tempo Forte*, le projet de rencontres et d'expérimentations collectives *Théâtre des futurs possibles* et la soirée de soutien *Ecoutez Gaza!*

Béjart Ballet Lausanne (BBL)

15'364 personnes ont assisté aux 12 représentations données par le BBL à Lausanne. 6 d'entre elles ont eu lieu en juin autour du programme de reprises *Béjart 3 Regards* et 6 en décembre avec les créations *Oskar* de Riva et Repele et *Real Love* d'Andonis Foniadakis, clôturées avec *L'Oiseau de feu* de Béjart.

54'290 personnes ont assisté aux 42 représentations données en tournée à l'étranger (Turquie, Allemagne, Hollande, Italie, Espagne, Belgique, France et Grèce) et en Suisse (Lugano, Bâle, Morges, Verbier, Genève et Zürich).

Arsenic – Centre d'art scénique contemporain

11'138 personnes ont assisté aux 149 représentations (de 40 spectacles) et 13 événements présentés à Lausanne. Avec 27 coproductions romandes (dont 18 lausannoises), l'Arsenic est le lieu qui coproduit le plus grand nombre de créations romandes. L'Arsenic jouit d'une forte aura au niveau national et international, ses coproductions se retrouvent notamment aux Swiss Dance Days 26, aux Prix suisses des arts de la scène et à la Sélection Suisse en Avignon. En plus du réseau européen LLB mené par Impulstanz, il a rejoint Ailleurs et Ici (partenaires en France et Belgique).

Théâtre Kléber-Méleau (TKM)

15'969 personnes ont assisté aux 84 représentations (de 14 spectacles dont 3 créations) et 2 événements au TKM. 9'874 personnes ont assisté aux 26 représentations des 2 créations proposées en tournée. Le *Te Quiero Mucho Orchestra* a été lancé sous l'impulsion de Roberto Negro. Réunissant une dizaine de participantes et participants encadrés par des professionnels, le projet a donné lieu à 10 concerts gratuits touchant près de 900 personnes. Fort d'un large engouement, il sera en résidence au TKM en 2025–26 avec 2 concerts prévus en mars 2026, affirmant une démarche inclusive et fédératrice.

Le Petit Théâtre

27'855 personnes ont assisté aux 250 représentations de 15 spectacles et aux 72 manifestations proposées par Le Petit Théâtre. 27'959 personnes ont assisté aux 169 représentations des 6 spectacles en tournée. Les activités de médiation culturelle ont augmenté de manière significative grâce à la mise en place d'ateliers dans leurs nouveaux locaux. Un développement de l'éveil artistique a été possible grâce à une collaboration accrue avec le Service de la Petite Enfance.

Autres subventions ordinaires

5'289 personnes ont assisté aux 119 représentations des 25 spectacles et 5 manifestations présentées au Théâtre 2.21 et 12'508 personnes ont assisté aux 262 représentations du Pulloff Théâtres. Le Centre culturel des Terreaux n'a pas eu de programmation en raison de travaux de mise à niveau et de sécurisation.

10'890 personnes ont assisté aux 68 représentations (de 14 spectacles) et 3 manifestations présentées au Théâtre Boulimie.

4'620 personnes ont assisté aux 37 représentations (de 7 spectacles) présentées par le Théâtre de Marionnettes de Lausanne.

4'176 personnes ont participé aux 47 spectacles et autres manifestations organisés au Théâtre Sévelin 36. 13'070 personnes ont assisté aux 128 représentations données par la Cie Philippe Saire, à Lausanne et en tournée. Le Prix de Lausanne a accueilli 5'405 personnes lors des sélections, de la finale et du gala.

Subventions casuelles

En 2025, sur recommandation de la Commission des arts de la scène, la Ville a soutenu 21 projets de création scénique de compagnies indépendantes (sur 50 dossiers déposés). Les conventions de subventionnement triennales des compagnies Marielle Pinsard, La Bocca della Luna (Muriel Imbach), SNAUT (Joël Maillard) et K7 Productions (Tomas Gonzalez et Igor Cardellini) ont été renouvelées.

Parallèlement, des conventions avec les compagnies 2b Company, Numero23Prod (Massimo Furlan et Claire de Ribaupierre), Nicole Seiler, Emilie Charriot, Arts mouvementés (Yasmine Hugonnet), Jours Tranquilles (Fabrice Gorgerat), Zoothéâtre (Aurélien Patouillard), Moost (Marc Oosterhoff), Lausanne Impro, ILKA (Maud Blandel) et Linga (Katarzyna Gdaniec et Marco Cantalupo) se sont poursuivies.

La Ville de Lausanne et le Canton de Vaud ont attribué conjointement la 17^e bourse de compagnonnage théâtral à Nina Negri.

15 projets de tournée de compagnies indépendantes (théâtre et danse) ont été soutenus en 2025. La Sélection Suisse en Avignon a présenté 2 compagnies lausannoises.

3'000 personnes ont participé à la 20^e édition de la Fête de la danse à Lausanne.

16'831 personnes ont assisté aux 45 représentations de la Revue de Lausanne 2025 à Lausanne et en tournée.

Lieux de répétitions

En collaboration avec le Canton de Vaud, 2 salles, le Martinet et le 5bis, sont proposées aux compagnies indépendantes dans le domaine des arts de la scène. L'une est louée pour des répétitions, la seconde est mise à disposition gratuitement pour du travail de recherche. Leur gestion est confiée à l'association Les Compagnies Vaudoises.

Musique

Opéra de Lausanne

36'554 personnes ont assisté aux 58 représentations, concerts et manifestations de la programmation de l'Opéra de Lausanne, mêlant productions conçues spécialement pour le public lausannois, spectacles accueillis d'autres maisons d'opéra, propositions originales pour le jeune public, le retour du ballet et l'accueil du prestigieux *Ensemble Pygmalion*.

Orchestre de Chambre de Lausanne

31'583 personnes ont assisté aux 67 concerts donnés par l'Orchestre de Chambre de Lausanne (OCL) à Lausanne, présentés à la Salle Métropole et au Théâtre de Beaulieu. L'OCL a également donné 18 concerts à l'Opéra de Lausanne, 2 concerts au BCV Hall, 1 concert exceptionnel au Théâtre de Beaulieu, 1 récital à l'HEMU, 1 concert au Temple de Chailly, 2 concerts au Beau-Rivage Palace et collaboré avec les sociétés chorales vaudoises à l'Eglise St François et à la Cathédrale de Lausanne.

20'800 personnes ont également assisté aux 21 concerts donnés par l'OCL en tournée. Sous la direction de Renaud Capuçon, la saison a été rythmée par plusieurs concerts d'exception, chacun porté par un invité prestigieux: la pianiste Martha Argerich, la star française Jean Reno et le grand violoncelliste Yo-Yo Ma. Toutes ces soirées ont affiché complet.

Les Docks

55'863 personnes ont assisté aux 101 concerts et événements présentés aux Docks. 216 artistes s'y sont produits, dont 32% de Suisses. La salle a également accueilli 12 artistes suisses

en résidence. L'année a été marquée par la célébration des 20 ans de la salle, par le concert création de The Two à la Cathédrale dans le cadre de son 750^e anniversaire, par la tenue de 2 expositions et de 2 soirées burlesques années 20, exceptionnellement en configuration assise ainsi que la soirée officielle Gala Proxima, une création pour la mise en valeur de la scène émergente locale.

Autres subventions ordinaires

23'949 personnes ont assisté aux 81 concerts organisés par Le Romandie depuis sa réouverture en février 2025. L'Association du Salopard a inauguré sa nouvelle salle, La Brèche, et organisé 86 concerts auxquels 2'493 personnes ont assisté.

27'721 personnes ont assisté aux 122 soirées organisées par le Jumeaux Jazz Club. 9'275 personnes ont assisté aux 94 concerts proposés à Chorus.

15'790 personnes ont assisté aux 62 concerts et spectacles proposés par ou avec le Sinfonietta de Lausanne.

9'295 personnes ont assisté aux 19 représentations des 15 concerts donnés à Lausanne et en tournée par l'Ensemble Vocal de Lausanne (EVL).

Le Quatuor Sine Nomine a donné des concerts. L'Orchestre Amabilis a proposé 4 concerts pour 437 personnes. L'Orchestre Symphonique et Universitaire de Lausanne (OSUL) a donné 4 concerts pour 3'685 personnes et l'Orchestre des Collèges et des Gymnases Lausannois (OCGL) a proposé 4 concerts réunissant plus de 1'100 personnes.

978 personnes ont assisté aux 24 concerts proposés par la Société de Musique Contemporaine (SMC).

La Conférence des Sociétés Chorales Vaudoises de Concert (CSCVC) a soutenu les concerts de 18 chœurs d'oratorio de la Ville de Lausanne en proposant des garanties de déficit et organisé 3 concerts dans le cadre du 750^e anniversaire de la Cathédrale de Lausanne.

35'000 personnes ont assisté aux 240 concerts donnés sur 65 scènes par plus de 1'500 musiciennes et musiciens lors de la 30^e Fête de la musique. Le festival Jazz Onze+ a accueilli 4'631 personnes à l'occasion des 31 concerts et 14 événements proposés alors que les 10 concerts du 27^e Festival Bach ont accueilli 2'663 personnes. Le festival biennal Label Suisse n'a pas eu lieu en 2025.

Subventions casuelles

Les conventions de soutien triennales se poursuivent pour les artistes Billie Bird, Yilian Cañizares, Nathalie Froehlich et Nnavy. Par ailleurs, 49 projets de création (dont 37 projets d'enregistrement) et 27 tournées ont été soutenus.

Les saisons de concerts de l'association Art-en-ciel, de l'association Percu.ch (5 concerts vus par 195 personnes) ainsi que des ensembles musicaux Eustache (14 concerts suivis par 1'750 personnes) et ensemble baBel (8 concerts pour 255 personnes) ont été soutenues.

L'association des Amis de l'Abbaye de Montheron a proposé 45 concerts pour 2'113 personnes. L'Association des Concerts de Montbenon (ACM) a présenté 8 concerts suivis par 1'575 personnes lors de sa 44^e saison. L'Association de concerts de musique ancienne Les Goûts Réunis et la Société des Concerts de la Cathédrale de Lausanne ont également donné des concerts.

6 concerts ont été présentés dans le cadre du 29^e Festival de Musique Improvisée de Lausanne.

Locaux de répétition et espaces de travail

27 locaux de répétition sont mis à la disposition de 32 artistes et groupes musicaux dans le bâtiment des Jumeaux au Flon. 2 locaux avaient été réattribués sur appel à candidatures en 2024. Gérés par le Jumeaux Jazz Club, 2 locaux de répétition sont mis à disposition de la scène musicale pour des courtes durées.

5 structures émergentes travaillent avec 2 structures expérimentées dans les espaces de bureaux partagés dédiés à l'industrie musicale.

Arts visuels

Subventions ordinaires

69'060 personnes ont visité les 2 expositions *Trésors du Petit Palais de Genève* et *La Pologne rêvée. 100 chefs-d'œuvre du musée national de Varsovie* présentées à la Fondation de l'Hermitage.

1'723 personnes ont participé aux 13 expositions et manifestations et 5 visites commentées organisées par le centre d'art Circuit.

L'Association des Musées de Lausanne et Pully (AMLP) a organisé la 24^e Nuit des musées de Lausanne et Pully. Près de 15'000 personnes ont pu découvrir les expositions et la centaine d'animations originales proposées par les 27 musées partenaires.

Subventions casuelles

Sur recommandation de la Commission des arts visuels, la Ville a soutenu des artistes lausannoises et lausannoises et une galerie d'art pour 24 expositions et 14 publications. 11 programmations et manifestations dans le domaine des arts visuels ont également bénéficié de soutiens, dont 6 par le biais de conventions.

Ateliers et résidences artistiques

20 ateliers sont mis à la disposition de 32 artistes du domaine des arts visuels à tarif préférentiel, sur 3 sites (Ecuries du Parc Mon-Repos, anciens abattoirs de Malley et chemin du Cap).

22 artistes bénéficient d'ateliers mis à disposition par la coopérative SCALA, créée sous l'impulsion du Service de la culture et qui bénéficie d'un soutien financier pour son travail de gestion d'ateliers.

2 résidences artistiques ont été attribuées à Belgrade et à Gênes dans le cadre des lieux gérés par la Conférence des villes en matière culturelle. Un artiste de l'international a été accueilli à Lausanne dans le cadre du programme de résidence Enter the Hyperscientific, qui vise notamment à promouvoir la recherche et l'expérimentation artistiques et qui est proposé en partenariat avec l'EPFL. Ce programme de résidence s'est terminé en 2025.

Cinéma

Cinémathèque suisse

56'351 personnes ont assisté aux 847 séances (pour 399 œuvres projetées, dont 44 films lausannoises et 16 avant-premières) organisées. Un ciné-concert a été organisé pour la projection de *The Kid* de Chaplin et 3 projections open air au Château de Prangins ont également réuni 645 cinéphiles.

Autres subventions ordinaires

14'073 personnes ont assisté aux 60 projections, 32 concerts, 10 performances et 13 manifestations présentées dans le cadre de la 24^e édition du Lausanne Underground Film Festival (LUFF).

4'919 personnes ont suivi la 19^e édition du festival Cinémas d'Afrique qui a présenté 58 films, 2 concerts et 3 dj-sets.

12'789 personnes ont assisté aux 770 séances et 17 avant-premières proposées par le Cinématographe. Parmi leurs événements spéciaux, peut être mentionnée une projection spéciale de *Conversation secrète* de Francis Ford Coppola suivie d'un échange avec l'écrivain Douglas Kennedy.

Subventions casuelles

11'599 personnes ont assisté aux 818 projections des 125 films, 5 avant-premières et divers événements au Cinéma Bellevaux. 4'410 personnes ont assisté aux projections et manifestations organisées par le Zinéma. 1'261 personnes ont assisté aux 27 films et 17 événements présentés au cinéma Oblò.

15'983 personnes se sont rendues à la 8^e édition des Rencontres 7^e Art Lausanne. 6'300 personnes ont participé aux 89 projections et aux 50 ateliers présentés dans le cadre de la 11^e édition du Festival Cinéma Jeune Public. Les Bobines de Valency ont proposé 4 projections en

plein-air pour 1'500 personnes ainsi que 4 ateliers. La 28^e Nuit du Court à Lausanne organisée par l'Association Base-Court a présenté 63 court-métrages pour plus de 1'500 personnes lors de 19 séances de projection.

Festivals et manifestations

Festival de la Cité

La 53^e édition du festival a attiré plus de 150'000 personnes venues découvrir 137 propositions artistiques, comprenant 74 représentations de 37 spectacles (dont 6 lausannois) et 100 concerts (dont 15 lausannois).

Autres subventions ordinaires

11'500 personnes ont profité des 37 spectacles, 28 concerts et 45 projections, balades et ateliers proposés dans les parcs de la ville à l'occasion des Garden-Parties de Lausanne.

7'729 personnes ont assisté aux 47 propositions de la 29^e édition des Urbaines.

Associations et structures professionnelles

Pyxis, maison de la culture et de l'exploration numérique

Pyxis a accueilli dans ses murs une nouvelle association résidente, Les Nouveaux Sons (Prémices Festival), et proposé de nombreux événements portés par ses membres, notamment BDFIL et Lausanne Méditerranées, ainsi que des résidences de création et des spectacles du Festival de la Cité. Le lieu a également accueilli des entités culturelles externes telles que les Journées du Matrimoine, le Comet Comic Market ou plusieurs événements organisés dans le cadre du mois d'action et de visibilité LGBTIQ+, tout en hébergeant les activités logistiques du Prémices Festival et de Lausanne Jardins. De nombreux événements ont également été proposés dans le domaine du numérique, avec notamment la présentation du livre-événement *Hypnocracy* de Andrea Colamedici. Le café-restaurant a été rouvert avec succès sous gestion externe par Mosaic Cuisine, qui offre une formation professionnelle de qualité à des personnes en reconversion professionnelles ou issues de parcours migratoires.

Autres subventions ordinaires

Le Bureau culturel Vaud livre ses prestations dans les domaines de la location de matériel, mise à disposition de ressources et consulting.

L'Association romande technique organisation spectacle (artos) a été soutenue pour ses activités liées à la formation dans les domaines de la technique, de l'administration ou encore de la santé et sécurité au travail. L'association a notamment développé 2 nouvelles formations courtes.

La Commission Romande de Diffusion des Spectacles (Corodis) a été subventionnée pour son soutien à la diffusion des compagnies lausannoises.

L'Association vaudoise de danse contemporaine (AVDC) a été soutenue pour ses activités de médiation, formation, sensibilisation, prévention ainsi que ses rencontres et ateliers.

La Fondation SAPA a organisé 25 événements auxquels ont participé 650 personnes, notamment dans le cadre des *Journées du Matrimoine* et de la *Nuit des musées*.

La Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles (FCMA) a été subventionnée pour son travail de formation, de sensibilisation, de diffusion, d'échange, de réseautage et de structuration de la scène musicale romande. Parmi ses activités, son programme FCMA Musique + a récompensé 5 artistes de Suisse romande, son programme de résidence a soutenu 12 artistes, un nouveau programme de focus «Musique à l'image» a été lancé et le programme d'échanges TransHelvetiQ a encadré 3 échanges.

La Ville de Lausanne a contribué à Cinéforum, structure romande de soutien à la production cinématographique. Son Conseil de fondation a acté plusieurs mesures, notamment un resserrement des critères d'accès pour les sociétés non-romandes et la suppression prochaine de

mécanismes non-prioritaires. La structure a également lancé le projet pilote *Slate de courts-métrages pour la relève*.

Visarte Vaud a été soutenu pour ses expositions à l'Espace vaudois d'art contemporain V V et en extérieur.

Participation culturelle

La 6^e édition de *Lausanne Méditerranées* consacrée à la Dalmatie a rassemblé près de 3'500 personnes, confirmant l'intérêt de ce focus interculturel ouvert sur la participation et la diversité culturelle. Parallèlement, les mesures facilitant l'accès à la culture se sont poursuivies et renforcées: visites guidées gratuites dans les 3 musées communaux pour les écoles, les structures du parascolaire et du préscolaire; dispositif *Empruntez un musée!* en bibliothèque; gratuité des musées communaux étendue pour les jeunes jusqu'à 18 ans; élargissement des partenaires de la carte Cultissime. Des actions conjointes, notamment avec la Délégation seniors ou le Secteur de la petite enfance, ont également permis de toucher de nouveaux publics. Enfin, 2 rencontres professionnelles ont offert des espaces d'échange et de partage de pratiques autour de la participation culturelle, soulignant que la co-construction, l'accueil et l'expérimentation constituent des leviers essentiels pour faire des lieux culturels des espaces plus ouverts, inclusifs et partagés.

En 2025, la Ville de Lausanne a également poursuivi et consolidé ses actions en faveur d'une participation culturelle élargie, inclusive et durable. Le projet pilote *Penser la diversité autrement*, lancé fin 2021, s'est achevé après 4 années d'expérimentations menées avec 4 institutions culturelles partenaires. Structuré autour des «4P» – publics, programmation, partenariats et politique du personnel – il a encouragé la mutualisation des pratiques, le partage d'outils et l'émergence de démarches concrètes visant à mieux intégrer la diversité au sein des structures. Les enseignements ont été présentés lors d'un Rendez-vous de la participation culturelle à Pyxis. Le rapport d'évaluation, mettant en perspective ces expériences avec les indicateurs de suivi, sera diffusé au 1^{er} semestre 2026.

L'appel à projets Participation culturelle a permis de soutenir 5 initiatives dans les domaines du social, de l'intégration, de la jeunesse et des quartiers, favorisant l'accès à la culture pour des publics éloignés. Par ailleurs, sur la période 2024–2026, en collaboration avec le Bureau lausannois pour les immigrés, le dispositif Culture et intégration soutient et accompagne 3 festivals interculturels dans leur développement et leurs actions de médiation.

Ecoles de musique

Conservatoire de Lausanne

La Fondation de la Haute Ecole de Musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne abrite sous un même toit institutionnel l'HEMU, qui offre une formation professionnelle dans le cadre de la HES-SO, et le Conservatoire de Lausanne, qui offre une formation classique non professionnelle. En 2025, le Conservatoire de Lausanne a dispensé des cours à 1'341 élèves et a délivré 1 certificat supérieur, 7 certificats de cheffe ou chef de chœur CH1, 32 certificats FEM et 4 attestations de fin d'études. Il a notamment organisé un concert à l'occasion des 20 ans de la structure musique-école qui a réuni près de 120 élèves et anciens élèves.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
1'270	71	735	25	2'034	930	1'104

Ecole de Jazz et de Musique Actuelle (EJMA)

L'EJMA a dispensé une formation musicale non professionnelle à 1'135 élèves. Son cursus de comédie musicale a été validé par la FEM. L'école a accueilli 10 nouveaux élèves Jeunes Talents

Musique, développé des jam sessions avec l'HEMU, proposé trois concerts Pré-HEM au Cully Jazz Festival et organisé une masterclass d'Eric Serra aux Rencontres 7^e Art Lausanne.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
661	474	421	250	1'632	942	690

Ecole de Musique Lausanne (EML)

L'EML a dispensé une formation musicale non professionnelle à 1'858 élèves.

La direction de l'école a été confiée à Marie Reymond et Christophe Descamps. Sa subvention a été augmentée de CHF 150'000.– afin de permettre à l'école de rénover, d'entretenir et de mettre aux normes ses locaux actuels. Un montant de CHF 15 millions a été inscrit au plan d'investissements de la Ville pour un futur nouveau bâtiment principal. L'EML a réalisé 24 concerts et spectacles, notamment en collaboration avec l'EVL, l'OCL, le Chœur Pro Arte, le Chœur Ardito, l'Ecole de Cirque Renens–Lausanne et l'Opéra de Lausanne.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
1'648	210	1'406	144	2'829	1'219	1'610

Service des bibliothèques et des archives (BAVL)

Principales missions du service

Réseau des bibliothèques de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de lecture publique par le réseau des bibliothèques (6 sites et le bibliobus). Cette politique consiste à garantir une offre documentaire (y compris numérique) pour tous les publics. Elle veille à offrir un accueil de qualité (horaire, soutien du personnel, services d'information et de communication) et à proposer un programme culturel et de médiation, y compris par des accueils de groupe, notamment scolaires.

Archives de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire, y compris audiovisuel, issu de l'administration communale comme de personnes physiques ou morales privées de Lausanne ou de la région. Cette politique est complétée par la gestion d'une bibliothèque et d'une documentation de référence sur Lausanne et sa région. De plus, les archives veillent à garantir un accès aisé à leurs fonds tant par la rédaction d'inventaires que par l'accès en ligne à des archives numériques ou numérisées.

Centre BD de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire touchant la bande dessinée. Celle-ci passe par la constitution d'archives historiques et de collections de référence, notamment suisses. Elle doit également se déployer par la mise en valeur des fonds à travers des recherches, des expositions et des manifestations publiques, notamment à l'occasion du festival lausannois BDFIL.

Politique du livre: mise en œuvre de la politique municipale en matière de politique du livre et de la lecture, par le soutien à l'édition, aux auteurs, aux libraires et l'organisation de manifestations publiques.

Acteur social et culturel à part entière, le Service bibliothèques et archives de la Ville de Lausanne répond à plusieurs missions conformes à la législation:

- une mission d'information et de conservation;
- une mission sociale;
- une mission culturelle;

- une mission de formation;
- une mission pour un imaginaire vivant, soit la «Lecture-plaisir», «loisirs» ou «divertissement» illustrant l'importance de l'imaginaire comme élément d'épanouissement personnel.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bibliothèque Chauderon	15.28	15.38	15.48	15.28
Bibliothèque Jeunesse	5.20	5.20	5.20	5.20
Centre BD de la Ville	1.30	1.50	1.30	1.60
Direction et stratégie	8.10	7.90	8.25	7.90
Expertise métier et support	8.10	7.60	7.90	8.10
Les Archives de la Ville	5.15	4.35	5.15	4.35
Sites de quartier	11.50	11.75	11.35	11.50
Total service	54.63	53.68	54.63	53.93

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Bibliothèque Chauderon	23	15.38	23	15.28
Bibliothèque Jeunesse	9	5.20	9	5.20
Centre BD de la Ville	2	1.50	2	1.60
Direction et stratégie	9	7.90	9	7.90
Expertise métier et support	9	7.60	10	8.10
Les Archives de la Ville	5	4.35	5	4.35
Sites de quartier	19	11.75	17	11.50
Total service	76	53.68	75	53.93

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Bibliothèque Chauderon	1	1
Bibliothèque Jeunesse	1	1
Les Archives de la Ville	–	2
Sites de quartier	1	–
Total service	3	4

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	4	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	4

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	19	2.22	9	0.53
Auxiliaires mensualisé·e·s	6	1.57	3	1.10
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	25	3.79	12	1.63

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

Les bibliothèques municipales ont fait la fête à l'occasion de leurs 90 ans. De nombreuses animations ont été proposées à la population ainsi qu'une fête officielle le 7 juin sur le site de Chauderon, sous la pluie. Une jolie couverture médiatique a accompagné l'événement tout au long de l'année. Des autrices et auteurs lausannois ont aussi été mis en valeur à l'occasion des festivités grâce à des collaborations avec notamment Le Cabaret Littéraire et Caractères mobiles, organisées dans le cadre de la politique du livre.

La nouvelle *Bibliothèque Belleaux: publique et scolaire* a ouvert ses portes le 24 septembre après quatre mois de fermeture. Une refonte complète du lieu permettant d'intégrer la scolaire au premier étage, ainsi qu'une modification générale du bâtiment offrant de nouveaux espaces à l'APEMS et au Centre socio-culturel permettent de réfléchir à une mutualisation des pratiques, à un échange entre différents partenaires dans le but d'offrir un lieu de rencontre aux habitantes et habitants du quartier.

Le Centre BD a vécu une année difficile en raison d'une dégradation des conditions de conservation dans les locaux de la Tour Galfetti. Une analyse sanitaire a montré la nécessité de déménager les collections patrimoniales en toute urgence. Une solution intermédiaire a été trouvée dans les locaux des archives en attendant de nouveaux espaces dédiés au Centre BD.

Dans les nouvelles collaborations de la politique du livre, citons celle avec les Rencontres 7^e Art Lausanne, où 6 autrices et auteurs lausannois ont pu s'essayer à l'écriture d'un scénario. Une collaboration avec le festival Ecotopiales a permis à des enfants de s'essayer à l'art du calligramme lors d'un atelier et d'un concours.

Réseau des bibliothèques

Prêt étendu – prêt d'objets

L'offre s'est étoffée cette année encore avec la mise à disposition de casques anti-bruit à Chauderon. Des chargeurs, trousse, loupes et lampes liseuses sont disponibles dans les sites.

Dans l'ensemble du réseau des bibliothèques, les partenariats – toujours plus nombreux – avec les autres services de la Ville (SPORTS, SPADOM, BCom, CULT, SSL, etc.) ainsi qu'avec les institutions telles que les maisons de quartier, le jardin botanique ou encore avec les associations (Mouvement des aînés, Pro Senectute etc.) permettent des collaborations fructueuses en proposant de nombreuses animations pour les usagères et usagers.

Qui emprunte où?

Lieu d'inscription:	Lieu de prêt						
	BJ	BUS	CH	CY	EB	MT	SZ
Bibliothèque jeunesse (BJ)	148'539	2'147	19'151	8'405	6'894	16'675	18'722
Bibliobus (BUS)	1'288	3'449	706	1'061	405	777	1'034
Chauderon (CH)	55'255	2'698	232'675	11'531	11'092	29'472	36'542
Chailly (CY)	1'903	194	1'444	29'416	129	146	5'265
Entre-Bois (EB)	5'933	205	7'430	642	26'425	565	3'435
Montriond (MT)	14'473	562	14'688	2'029	2'100	79'297	4'065
Sallaz (SZ)	7'471	863	12'089	7'184	2'465	2'962	70'215

A noter que pendant la fermeture de la Bibliothèque Entrebois, ses lectrices et lecteurs ont principalement emprunté des documents à la Bibliothèque Jeunesse (+1743 prêts par rapport à 2024) et la Sallaz (+1174). Malgré ce report, la perte des prêts des lecteurs d'Entrebois s'élève à 3406 documents en raison des travaux dus à la fusion (ouverture le 23 septembre).

Nouvelles abonnées et abonnés

- 5'191 nouvelles et nouveaux inscrits (4866 en 2024) en hausse de 325 abonnées et abonnés;
- Chauderon conserve son statut de lieu privilégié pour les inscriptions (50.07%) suivi de la BJ (19.55%) et de MT (10.15%);
- 29.25% des nouvelles inscrites et inscrits sont des jeunes de moins de 14 ans;
- les inscriptions des enfants se font davantage entre 5 et 9 ans (13.7%) qu'entre 0 et 4 ans (6.93%). Cette situation reste constante;
- les nouvelles inscriptions des jeunes adultes représentent toujours une part importante (24.72% pour les 15–29 ans). La part des 30–50 ans représente 33.33% des inscriptions (en très légère augmentation);
- 59.94% des nouvelles et nouveaux inscrits sont des femmes;
- 67.12% des nouvelles et nouveaux inscrits habitent à Lausanne;
- 55.20% des nouvelles et nouveaux inscrits sont Suisses, suivis par les Français (13.13%).

Collections

- les BVL possèdent 224'605 documents hors e-books et périodiques sur Press-Reader (202'631 sans la Réserve);
- les BVL mettent également à disposition:
 - 10'854 livres électroniques et livres audio (e-bibliomedia);
 - 8'287 titres de revues électroniques via Press-Reader;
- les livres imprimés représentent 86.49% des collections (libre accès et réserve hors presse électronique et e-books). La réserve représente 9,51% des collections;
- le public des sites a un nombre moyen de documents par personne plus élevé dans les sites qu'à Chauderon ou BJ;
- après Chauderon et la BJ, la collection de jeux vidéo a été déployée dans les sites le 1^{er} octobre;
- en excluant la Réserve, le taux de renouvellement est de 11.69% pour l'ensemble des collections hors périodiques. La recommandation CLP suggère 10–20%, la DLL en France 7%;
- le nombre de prêts et de prolongations moyen des actifs est de 36.58 prêts (sans comptes CHOIX). Il est à noter que la baisse de prêts et prolongations

par abonnée et abonné se poursuit, et elle n'est plus compensée par l'augmentation du nombre d'actifs pour la première fois cette année.

Abonnées et abonnés

Lieu d'inscription	Actifs	% du total	Evolution 2024-2025	Nouveaux	% du total	Evolution 2024-2025	Inscrits	% du total
Bibliothèque jeunesse (BJ)	4423	17.74%	3.95%	1015	19.55%	0.89%	15'523	18.24%
Bibliobus (BUS)	232	0.93%	6.91%	62	1.19%	34.78%	879	1.03%
Chauderon (CH)	13095	52.52%	6.48%	2599	50.07%	19.00%	47'123	55.36%
Chailly (CY)	567	2.27%	7.79%	141	2.72%	46.88%	1385	1.63%
Entre-Bois (EB)	1329	5.33%	10.29%	331	6.38%	34.55%	5009	5.88%
Montriond (MT)	2733	10.96%	6.47%	527	10.15%	13.58%	8135	9.56%
Sallaz (SZ)	2552	10.24%	7.27%	516	9.94%	6.83%	7061	8.30%
Total	24931	100.00%	6.27%	5191	100.00%	14.54%	85'115	100.00%

- 24'921 comptes actifs en 2025, soit une augmentation dans tout le réseau. A noter que l'augmentation marquée des nouvelles et nouveaux inscrits à Bellevaux est une conséquence de la fusion des bibliothèques publique et scolaire;
- les abonnées et abonnés actifs sont des femmes à 63.19% et des hommes à 36.81%;
- les enfants (0–14 ans) représentent 23.22% des actifs, les jeunes adultes (15–24 ans) 8.75% et les 25–49 ans 39.54%. Les BVL touchent ainsi une large palette au niveau des âges;
- les abonnées et abonnés actifs sont majoritairement de nationalité suisse (67.70%) suivi des ressortissants français (12.56%), italiens, espagnols et portugais. A elles seules, ces nationalités constituent plus de 86.49% des abonnées et abonnés actifs;
- les abonnées et abonnés actifs sont majoritairement lausannoises et lausannois (70.36%);
- le nombre d'abonnées et abonnés actifs lausannois représentent 9.26% de la population lausannoise.

Fréquentations moyennes mensuelles par site

Pour l'ensemble du réseau, on constate une hausse de fréquentation en 2025 (469'727 visiteurs) par rapport aux indicateurs 2024 (436'073 visiteurs), soit environ +8%.

- Jeunesse: 104'247 entrées, contre 83'365 en 2024;
- Chauderon: 158'447 entrées, contre 152'883 en 2024;
- Bellevaux (anciennement Entrebois): 52'438 entrées, contre 47'471 en 2024;
- La Sallaz: 72'785 entrées, contre 68'948 en 2024;
- Montriond: 81'810 entrées, contre 81'406 en 2024.

Périodiques

La plateforme d'analyses statistiques permet depuis 2024 de distinguer les connexions et consultations offline (via le compte de la bibliothèque) de celles faites avec le Wi-Fi (hotspot). La communication autour de l'accès à distance semble avoir porté ses fruits. La très grande majorité des abonnées et abonnés utilisent cette possibilité. Dans l'ensemble:

- l'ajout (payant) du *Wall Street Journal* en 2024 au bouquet de titres fut une bonne décision. En effet, c'est le 7^e titre quotidien le plus consulté par notre public (3'620 numéros et 91'939 articles consultés au total);
- le *New York Times*, ajouté au catalogue standard par PressReader sans frais supplémentaires, est également bien usité: 2'157 numéros et 35'197 articles consultés. (1'652 numéros et 28'764 articles consultés en 2024);
- PressReader propose 8'287 titres, chiffre stable par rapport à l'an dernier (calculé à partir du nombre de titres par pays);
- *Le Temps* est de loin le titre le plus consulté;

- 6'113 utilisateurs et utilisatrices uniques sur l'année, soit une augmentation de 9% par rapport à l'année précédente;
- une augmentation du nombre de numéros consultés (196'802, +0.3%);
- les publications suisses sont celles qui sont le plus consultées (près de 40%, avec largement en tête *Le Temps*, puis *L'Illustré* et la *NZZ*, suivis des publications françaises (28%). Les publications italiennes (11%) et britanniques (6%) sont également passablement consultées;
- la langue de consultation préférée est le français (64%), devant l'italien (12%), l'anglais (12%) l'allemand et l'espagnol.

Ressources en ligne – E-bibliomedia

Nombre de prêts: livres numériques

Période	Nombre de prêts	Nombre de téléchargements	Nombre de retours anticipés
Janvier	1'143	1'125	663
Février	1'095	1'078	656
Mars	1'166	1'145	701
Avril	1'244	1'225	739
Mai	1'224	1'213	704
Juin	1'330	1'311	726
Juillet	1'631	1'611	872
Août	1'308	1'297	803
Septembre	1'219	1'198	694
Octobre	1'239	1'223	673
Novembre	1'126	1'111	687
Décembre	1'269	1'255	748
Total	14'994	14'792	8'666

Nombre de prêts: livres audio

Période	Nombre de prêts	Nombre de téléchargements	Nombre de retours anticipés
Janvier	279	262	191
Février	260	247	192
Mars	299	285	206
Avril	289	271	183
Mai	243	228	153
Juin	297	272	194
Juillet	317	298	199
Août	313	290	208
Septembre	305	293	187
Octobre	285	270	159
Novembre	256	246	172
Décembre	275	255	178
Total	3'418	3'217	2'222

- 781 nouveaux abonnés (718 en 2024), 370 nouvelles et nouveaux abonnés actifs (322 en 2024); total abonnés actifs: 1300 (1'185 en 2024);
- 10'189 livres numériques (9'538 en 2024);
- 665 livres audio (708 en 2024).

Atelier de reliure

- 521 heures (300 en 2024) regroupant principalement divers travaux de signalétiques, cartonnages, reliures/créations spéciales, formation de stagiaires, etc., soit une augmentation de 73.67%;
- 363 heures pour les AVL consistant à la nouvelle activité transversale en matière de conservation/restauration (51h en 2024) et donc une augmentation de 611.76%. Ce travail a permis la restauration de 54 documents;
- 21h pour le CBD (41 en 2024) consistant uniquement aux décadrages d'anciens encadrements, pliage, etc., soit une diminution de 50%.

A noter la récupération d'un meuble à plans en bois massif qui va permettre un meilleur stockage sécurisé des documents sensibles confiés par les AVL le temps de leur traitement.

Politique du livre

Prix du livre de la Ville de Lausanne – 11^e édition

La 11^e édition du Prix du livre de la Ville de Lausanne a récompensé l'auteur lausannois Marc Agron pour son roman «La vie des choses». Lancée en août 2024, cette 11^e édition a un succès grandissant auprès du public, appelé à voter pour son roman favori: plus de 700 personnes ont donné leur voix à l'un des 5 ouvrages en lice, sélectionnés par un comité de lecture au sein du Service BAVL: «La vie des choses» de Marc Agron (éd. La Veilleuse); «Une singularité» de Bastien Hauser (éd. Actes sud); «Le Lotus jaune» d'Hélène Jacobé (éd. Favre & Héloïse d'Ormeson) «histoire de l'homme qui ne voulait pas mourir» de Catherine Lovey (éd. Zoé); «Au cœur de la bête» de Lorrain Voisard (éd. d'en bas). La cérémonie de remise du Prix s'est déroulée au Théâtre Vidy-Lausanne le 20 janvier 2025, en présence du Syndic. Les 5 autrices et auteurs de la sélection reçoivent un prix doté de CHF 5'000.– et le lauréat bénéficie d'une résidence d'écriture de 4 semaines au Château de Lavigny.

Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2025

André Ourednik remporte la Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2025 avec son projet «Altermondes». Avec un ton légèrement ironique, l'auteur lausannois – dont le travail se fonde sur la perméabilité entre art et science – nous emmène au sein des «mondes autres», qu'ils soient numériques ou alternatifs. La commission d'attribution était composée d'Olivier Babel, ancien secrétaire général de Livre Suisse, de Béatrice Demenet, secrétaire générale de Plateforme 10, de Sophie Pujol, adjointe responsable du Centre BD, de Fanny Meyer, déléguée à la politique du livre et de Nadia Roch, cheffe du service BAVL. La Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2025 est dotée d'un montant de CHF 15'000.– et Lausanne Région y est associée depuis 2019, permettant aux candidates et candidats d'être domiciliés dans l'une des 27 communes de Lausanne Région.

Soutien aux maisons d'édition, à la médiation littéraire et aux auteurs

Le soutien aux maisons d'édition lausannoises et à la vie littéraire à Lausanne se poursuit selon les objectifs de la politique du livre. Plus de 80 projets d'édition (romans, traductions, livres documentaires, revues littéraires, bandes dessinées, etc.) ont bénéficié d'une aide à la publication, allant de CHF 500.– à 3'000.–. Par ailleurs, environ 45 projets de médiation littéraire ont bénéficié d'un soutien financier, allant de CHF 300.– à 6'000.–. Ces projets émanent d'associations, de collectifs, de librairies ou de festivals. A noter que les demandes de soutien à des projets d'édition ou de médiation augmentent de manière régulière. Le budget à disposition n'offre que des aides très subsidiaires, sans effet sur le long terme pour les structures éditoriales et associations. C'est pourquoi un appel à projet de conventionnement a été lancé en automne pour la période 2026 à 2028 afin de permettre à 3 maisons d'édition lausannoises d'obtenir une aide structurelle.

«Lire à Lausanne» au Forum de l'Hôtel de Ville

La manifestation Lire à Lausanne – opération de valorisation des maisons d'édition et des autrices et auteurs lausannois de la rentrée – s'est tenue du 24 au 27 septembre au Forum de l'Hôtel de Ville. Sa librairie éphémère (en collaboration avec la librairie Basta) a réuni plus de 30 labels d'édition de Lausanne dans tous les domaines (chiffre stable en rapport à 2024). L'opération «2 livres achetés, 1 livre offert» a été reconduite avec succès. Près de 30 autrices et auteurs ont dédié leur nouveauté le samedi matin. Le mercredi après-midi était consacré aux dédicaces d'autrices et auteurs jeunesse et une lecture de livre jeunesse a été proposée pour les enfants en collaboration avec La Limonade Littéraire. Deux soirées littéraires ont été organisées: 3 structures éditoriales lausannoises se sont rassemblées pour fêter leur anniversaire (30 ans pour les éditions Antipodes, 25 ans pour art&fiction et 10 ans pour le collectif La bûche). La deuxième soirée a permis d'entendre des lectures d'extraits des autrices et auteurs lausannois de la rentrée. Un moment professionnel a également été organisé et a réuni

éditrices et éditeurs lors d'une matinée d'échanges, qui ont porté notamment sur les aides à la publication et à la médiation littéraire.

Prix du Polar suisse romand 2025

Après une année de pause, le Prix du Polar suisse romand a été remis en 2025 à l'auteur Gérald Brizon, pour «Une balle dans le bide» (éd. Cousu Mouche) lors d'une cérémonie le 18 octobre 2025 à Berne. Afin de faire rayonner ce Prix, une collaboration est née avec l'Association Polar suisse pour remettre les 2 Prix du polar suisse: l'un en langue allemande, l'autre en langue française. Ce prix vise à valoriser la scène du polar, très dynamique et populaire auprès du public. La chargée de communication du service (voir aussi chapitre ci-dessous) a initié une collaboration graphique avec Nicolas Di Meo, qui devrait se poursuivre en 2026.

Communication

Nouveautés 2025

Afin d'accompagner les célébrations des 90 ans des Bibliothèques de la Ville de Lausanne, sept articles présentant les différentes unités du service ont été rédigés, ainsi que deux contributions écrites par Anaïs Valentine Sancha, pour présenter le travail artistique – la confection d'une tortue végétalisée avec des essences locales, présente d'avril à fin octobre – d'Isabelle Monnier et de Sybil Groux, bénéficiaire de Cery. Cette dernière a illustré les bâches entourant la tortue sur la place Chauderon, le flyer des célébrations d'avril à juin 2025, l'agenda d'été Lire à Lausanne, et a également pu exposer ses œuvres dans la salle de lecture. Pour lancer les festivités d'avril à juin 2025, une conférence de presse a été organisée le 7 avril 2025 en salle de lecture de la Bibliothèque Chauderon par le BCom, avec la présence du Syndic et de l'artiste Isabelle Monnier. Des documents et photos d'archives ont été présentés à cette occasion aux journalistes.

Pour la fusion de la Bibliothèque Belleaux: publique et scolaire

Un flyer pour l'inauguration du 24 septembre 2025 a été créé conjointement par deux services de la Ville, avec l'accord du Canton. La signalétique externe du bâtiment a également été actualisée. La chargée de communication de direction a été intégrée dès le début aux séances de communication, ce qui a grandement facilité par la suite la collaboration à l'interne de la Ville.

Statistiques newsletter Lire à Lausanne

Un léger fléchissement des personnes abonnées (27'210 en décembre 2025 au lieu de 29'582 en décembre 2024) est à relever. Le taux de couverture 2025 est un bon score, à savoir 47.92% (45,93% en 2024), avec également un très bon taux de clic de 4,32% (4,41% en 2024). La situation est de très bonne et stable.

Statistiques site web

La page Lire à Lausanne, regroupant les contenus éditoriaux qualitatifs de la newsletter Lire à Lausanne, est la page la plus visitée (29'847 vues) après celles des Bibliothèques axée sur les horaires et les infos pratiques (62'463), représentant le double de consultations en regard de 2024 (30'644 en 2024). Les personnes restent plus longtemps sur Lire à Lausanne (1 minute et 4 secondes) que sur les Bibliothèques (44 secondes). On voit que pour le Prix du livre, les AVL et le CBD, les personnes sont moins nombreuses mais restent également assez longtemps (2 minutes 1 seconde pour le Prix du livre, 1 minutes 36 secondes pour les AVL, 50 secondes pour le CBD).

Statistiques Facebook «Lire à Lausanne»

	2024	2025	Évolution
Nombre d'abonnés au 31 décembre («Followers»)	4'517	4'717	+4%
Nombre de publications	397	457	+15%
Nombre de vues (fois où le contenu a été affiché)	nd	378'772	-
Interactions avec le contenu	5'324	4'441	-16%

Le nombre de followers est de 4'720 (4'615 en 2024), donc en augmentation de même que les publications. Une baisse des interactions du public avec le contenu est à souligner, due au manque de ressources en interne pour en faire la promotion.

Médiation culturelle

Evénements marquants

Eurofoot féminin

En partenariat avec le service des sports, des lectures par des bibliothécaires de la Bibliothèque Jeunesse et Chauderon ont été organisées dans la fan-fun zone place de la Navigation du 2 au 27 juillet.

Inauguration de la Bibliothèque Bellevaux: publique et scolaire

Le mercredi 24 septembre, le site a réouvert ses portes lors de cette journée inaugurale. Cette dernière s'est articulée autour d'un spectacle de contes familiaux suivi d'une partie officielle orchestrée par un magicien. Différents ateliers ont habillé ce moment magique: tournoi de jeux vidéo, bricolage à l'APEMS, goûter festif, etc., dans l'esprit de valorisation de la fusion de la bibliothèque publique et de la bibliothèque scolaire Entre-Bois, en harmonie avec les autres structures du Centre Bellevaux (Centre Socio-culturel, APEMS) pour créer un espace culturel et éducatif unique.

La partie officielle a accueilli des allocutions du Syndic de Lausanne, du Municipal de la Direction enfance, jeunesse et quartiers (DEJQ), de Nathalie Jaunin, Directrice générale adjointe chargée de l'organisation et de la planification scolaires à la Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO), de Martine Terribilini, Directrice de l'établissement primaire d'Entre-Bois, de la Cheffe du Service des écoles et du parascolaire et de la Cheffe du Service des bibliothèques & archives, qui ont reçu un magnifique ouvrage de dessins réalisés par les enfants du quartier. Vanessa Besson (responsable de la bibliothèque publique d'Entrebois) et Coralie Abt (responsable de la bibliothèque scolaire) ont été largement félicitées pour avoir mené le projet avec les services concernés et le Canton. Les publics et les partenaires ont été fortement mobilisés, la journée a rencontré un franc succès.

90 ans des bibliothèques

De septembre 2024 à juin 2025, un programme de 45 animations s'est déroulé. Les événements ayant rencontré le plus fort succès au sein du réseau sont ceux à destination du jeune public et des familles, confirmant l'attractivité des propositions grand public. A l'inverse, les activités littéraires destinées aux publics adultes ont rencontré une fréquentation plus limitée, confirmant une tendance observée dans les bibliothèques publiques non universitaires. Cette tendance rejoint les analyses développées en sociologie de la lecture publique, qui soulignent que, dans les bibliothèques publiques non universitaires, les publics adultes sont majoritairement des usagers autonomes, peu enclins à participer à des animations prescriptives ou formelles, à l'exception des formats familiaux.

Animations par semestre et par public

Fréquentation

La part des animations jeunesse représente un peu plus de la moitié de la programmation.

Ce choix s'explique par la demande des publics selon leur disponibilité hors temps scolaires et les missions mêmes des bibliothèques.

De manière générale:

— 380 actions ont été mises en œuvre s'adressant à tous les publics, de la naissance aux seniors;

— les bibliothèques ont accueilli 4539 personnes lors de ces animations dans l'ensemble du réseau.

	Adulte	Jeunesse	Total
Semestre 2	45	139	184
Semestre 1	47	149	196
Total	92	288	380

Une partie de la fréquentation n'est toutefois pas mesurable comme par exemple dans le cas des expositions. De même pour les lectures dans les parcs, le public est fluctuant et parfois difficile à quantifier.

Jeunesse et adulte 2025

	Adulte	Jeunesse	Total
Semestre 2	566	1'677	2'243
Semestre 1	296	2'000	2'296
Total	862	3'677	4'539

La part importante de la participation des jeunes publics se confirme chaque année et corréle aussi avec la place nouvelle des médiations régulières autour des jeux vidéo jeunesse à la Bibliothèque Jeunesse et à La Sallaz.

Partenariats

- CPHV fondation Asile des aveugles: médiation inclusive. Projet pilote en partenariat avec Bibliomedia: Histoires à ressentir est un projet d'animation de lecture à voix haute accompagnée d'une exploration sensorielle, dispositifs sonores, matières à toucher, en bibliothèque ou en institution;
- L'animation est conçue pour le jeune public déficient visuel afin de l'inviter à rejoindre le monde de la lecture et des récits. Les animations sont aussi adaptées à d'autres publics, avec ou sans handicap. Ce projet vise à donner accès à la lecture et aux livres mais également à sensibiliser tous les publics à l'importance des histoires partagées;
- Empruntez un musée: 420 contremarques distribuées dans l'ensemble du réseau (Tous les sites, ainsi que le Bibliobus);
- Empruntez un concert: en partenariat avec l'Orchestre de Chambre de Lausanne, 10 billets de concerts ont été offerts. Il existe des coffrets dédiés aux animations, permettant d'atteindre des publics plus éloignés des établissements culturels. Ces derniers rencontrent dans ce cadre un franc succès (cafés casette, 1001 histoires);
- Empruntez un opéra: en partenariat avec l'Opéra de Lausanne: 10 billets distribués pour une générale du spectacle Don Quichotte de Jules Massenet;
- Empruntez un spectacle: avec le théâtre Lausanne-Vidy et l'Arsenic: 50 billets ont été distribués dans le réseau, dont 10 pour un spectacle pour les familles à Vidy. 20 billets ont également trouvé preneur avec enthousiasme pour des spectacles à l'Arsenic;
- Budget participatif: 7^e année de participation: la déléguée au budget participatif a sollicité les bibliothèques pour communiquer et valoriser le budget participatif auprès des publics;
- Urnes de collecte de smartphones pour recyclage ou réparation: une action proposée par la déléguée de la Ville au développement durable. Des urnes sont désormais définitives à CH, SZ et EB;
- Lectures mensuelles dans les Maisons de quartier/Centres socio-culturels à la Pontaise et à la Bourdonnette: une vingtaine de sorties ont été organisées avec du matériel varié: livres, périodiques, kamishibaï, tablettes, pour 200 enfants environ sur l'année. A noter également la présence d'un stand avec

- un kamishibai sur la place de la Bourdonnette organisé dans le cadre des Places au soleil en juin et dans le cadre de la fête de la courge en octobre;
- Lausanne Méditerranées, sur la Croatie: une présence des BVL dans le programme a permis la valorisation de collections liées à la thématique et des lectures exceptionnelles de contes en Bosnien-croate-serbe-monténégrin dans le cadre des 1001 histoires à la BJ et CH. Ces lectures n'ont malheureusement pas rencontré leur public, communauté non mobilisée;
- Soirées des nouveaux habitants en juin, soirée des nouveaux retraités en juillet et novembre, soirée d'information pour les parents des futurs 1P en mai, rencontre de la Municipalité avec la communauté kurde en novembre: ces accueils/échanges avec les publics, organisés par les différents services de la ville, rencontrent de francs succès. Le stand des BVL y est particulièrement fréquenté, permettant de rencontrer des nouveaux usagers et de leur présenter l'offre globale du service;
- SACR Semaine d'actions contre le racisme, le BLI assurant la coordination avec la Ville: au programme, des projections, une exposition sonore, la valorisation des collections autour de la thématique de l'année «Racisme et Travail»;
- Lutte contre l'exclusion numérique: le renouvellement du partenariat avec la déléguée aux seniors de la Ville et Pro Senectute Vaud permet de maintenir 9 permanences de cafés numériques pour les seniors itinérants à CH, MT, EB, SZ. A noter un nouveau partenariat avec la Police municipale qui assure des conférences sur la sécurité numérique auprès des seniors en salle de lecture. La demande est forte, 25 personnes ayant assisté à la première séance en novembre à Chauderon;
- 2^e édition du Festival Booklovers à Plateforme 10: ce partenariat permet d'aller à la rencontre du public, de présenter les prestations et l'offre culturelle du service BAVL, notamment avec la population entre 13 et 20 ans, une population que «nous perdons» durant cette tranche d'âge. Quatre bibliothécaires ont participé au jury du concours de nouvelles, dont la remise des prix a eu lieu à Plateforme 10.

Nouveautés

- Comet festival: La deuxième édition de COMET – Comic Market a eu lieu le 18 octobre, à Pyxis. Au programme: des expositions et des ateliers autour de la bande dessinée indépendante et de la microédition locale (tables animées des micro-éditions, les ateliers de reliure entièrement réservés). L'événement a réuni 32 artistes. Les bibliothèques Chauderon et Jeunesse ont accueilli 2 ateliers «crée ta BD» très qualitatifs animés par des artistes lausannoises. Les jeunes participants ont pu concourir par la suite au concours Jeunes Talents;
- Ateliers «Livres pliés»: ces ateliers créés et assurés en interne (formation des collègues également) sous l'impulsion de l'année thématique Agenda 2030, permettent de communiquer de manière positive et pédagogique autour du recyclage des livres désherbés, offrant ainsi un levier pour aborder une question parfois sensible auprès des publics. Ils s'inscrivent également dans une démarche cohérente avec les objectifs de développement durable, en valorisant la réutilisation créative des ressources et la sensibilisation à l'économie circulaire. Les ateliers «Livres pliés» ont rencontré un succès immédiat et ont su fédérer des publics jeunes à la Bibliothèque Jeunesse et à Montriond, comme adultes à Chauderon. Sur inscription nous enregistrons des listes d'attente;
- Campagnes de jeux de rôle: ce dispositif, en phase avec les pratiques culturelles actuelles, répond aux enjeux de lien social et de participation en bibliothèque publique. Ces jeux narratifs favorisent l'imaginaire et la création collective. Instaurés en cycles pour adultes et cycles familles, ils appellent et fidélisent de nouveaux publics à La Sallaz;

- Atelier «Ikigai»: cet atelier testé en septembre 2025 s'inscrit dans une démarche de veille sur les pratiques culturelles émergentes. Il a rencontré un accueil très favorable, en répondant à des attentes fortes en matière de lien social et de quête de sens, auprès des publics adolescents de 12 à 16 ans. A noter, de nombreuses demandes d'un public trentenaire pour un atelier similaire.

Archives de la Ville de Lausanne (AVL)

Événements marquants

L'année 2025 a été marquée par la poursuite de la migration des données d'inventaire de l'ancienne vers l'actuelle plateforme de description et de diffusion appelée Vidy. La quasi-totalité des inventaires des fonds privés et une bonne partie des inventaires des fonds administratifs sont ainsi à nouveau accessibles en ligne.

En outre, une apprentie agente en information documentaire a démarré sa formation sous la supervision de l'archiviste qui est devenu formateur. Et une archiviste a été engagée pour une prise de fonction au 1^{er} janvier 2026 suite au départ à la retraite de l'archiviste adjoint fin 2024 après 36 années au sein du service.

Migration des données d'inventaires

Avec la migration des inventaires de 29 fonds privés, la section des fonds privés est pour ainsi dire complète, tandis que la migration des inventaires des fonds administratifs s'est poursuivie avec 13 fonds. Cette section administrative s'est aussi vue enrichie de la description de la série des plans/sous-série des plans généraux et des plans cadastraux. A cette occasion, un travail de réévaluation, reclassement et reconditionnement a été entrepris. La description du fonds du Conseil communal a par ailleurs été complétée avec des données sur les conseillers communaux. Enfin, le bibliothécaire-documentaliste qui participe activement à cette migration, s'est formé au langage Python et a travaillé sur la production d'un référentiel d'adresses. Grâce à ce référentiel, les AVL pourront notamment migrer leur base des plans de la police des constructions, des documents hautement consultés aussi bien par l'administration communale que par le public.

Consultation

- 819 personnes (2024: 1'146), dont 626 nouvelles et nouveaux inscrits (2024: 631) ont eu recours aux Archives;
- 1'188 prestations ont été fournies (2024: 1'055), dont 110 pour l'administration communale (2024: 124).

Médiation, valorisation et formation

- Présentation générale sur les archives à l'invitation du responsable de projets LGBTIQ+ et queer pour la Ville, le 8 février dans le cadre du lancement de la galerie LGBTIQA sur le site notreHistoire.ch (30 personnes environ);
- Table-ronde sur l'histoire de l'intégration canine en ville de Lausanne, dans le cadre du Festival Histoire et Cité le 5 avril, avec la participation d'un conducteur de la Brigade canine et son chien et animée par la déléguée à la politique du livre (20 personnes environ au Palais de Rumine);
- Cours interentreprises «Classer et gérer les archives» pour le CFC d'agent en information documentaire sur deux jours en mars (18 personnes);
- Passeport vacances le 4 juillet: atelier de généalogie pour 4 écolières et écoliers;
- Présentation des ressources documentaires et des outils de recherche disponibles aux AVL au Guide d'accueil de Lausanne le 26 septembre (10 personnes);
- Événement sur les 30 ans de la place de la Navigation avec projection d'un film documentaire de Bertrand Nobs conservé aux AVL, suivie d'une table-ronde incluant le Syndic et le chef du Service d'urbanisme et animée par la

chefe du service BAVL, le 13 novembre (100 personnes env. accueillies dans la salle de lecture);

- Atelier de généalogie au Groupe Connaissance 3 du Mouvement des Aînés le 14 novembre (7 personnes).

Programme de gouvernance documentaire

Le service BAVL et le SOI ont procédé au recrutement du responsable de la gouvernance documentaire pour la Ville; ce poste sera à nouveau pourvu au 1^{er} mars 2026 et le titulaire répondra directement aux 2 chefs de service selon une configuration inédite.

La responsable des Archives a par ailleurs poursuivi sa participation au groupe de travail des Archives cantonales vaudoises (ACV) pour élaborer un référentiel de conservation type qui devrait mettre mis à disposition des communes vaudoises au printemps 2026.

Archives historiques (versements et inventaires)

- 36 versements (2024: 17) ont été effectués dont 10 en provenance de l'administration communale hors Conseil communal (2024: 5). Parmi ces versements, signalons des archives de l'ancienne Ecole supérieure de jeunes filles et du Gymnase communal du Belvédère conservées au Gymnase Auguste Piccard, et les dossiers de plans de la police des constructions pour l'année 2017;
- comme beaucoup d'efforts ont été investis dans le reconditionnement de fonds non traités, seulement 2 inventaires ont été réalisés mais l'un mérite d'être signalé: il s'agit du fonds de la Galerie Paul Vallotton (1871-2009), qui comprend 261 boîtes et qui a été réalisé par la responsable des AVL et une stagiaire étudiante en information documentaire de 2^e année à la HEG;
- la révision du fonds Poncer menée depuis 2016 s'est poursuivie: 180 documents ont été révisés en 2025; à ce jour, un peu plus de 50% du fonds a été traité;
- les AVL ont donné 7 drapeaux au Musée Historique Lausanne en charge de la conservation de ce type d'objet.

Restauration et numérisation

- 4 registres et 28 parchemins ont été restaurés;
- la numérisation de documents originaux tout support confondu a nécessité 63'236 prises de vue (2024: 7'398), avec en particulier la numérisation du fichier parcelles du Service du cadastre et 2'365 prises pour des plans de la police des constructions;
- la collection numérique représente un total de 2'813'208 images (2024: 2'749'972);
- la collaboration avec l'Institution de Lavigny pour la numérisation du Bulletin du Conseil communal s'est achevée, tandis que l'atelier a poursuivi son travail de contrôle, modification et production de fichiers PDF pour leur mise en ligne sur Vidy – les bulletins sont disponibles jusqu'en 1962.

Archives audiovisuelles

- Aux 36 versements reçus en 2025 dont 9 pour des documents audiovisuels, il faut ajouter les versements en flux tendus représentés par les séances du Conseil communal et La Télé; parmi ces versements, mentionnons des enregistrements sur cassettes du journal du soir de Radio Acidule entre 1986 et 1988 qui complètent le fonds existant;
- en ligne (Web TV): fréquentation en baisse avec 503'856 vidéos vues (2024: 487'704) dont 16'153 en 2025 contre 32'591 en 2024. 11'516 documents disponibles au public (2024: 11'494);
- vidéos, films et sons cotés en 2025: 1'602 vidéos, 32 films argentiques et aucun document sonore;
- vidéos, films et sons numérisés et téléchargés sur la Web TV: 696 vidéos, 84 films argentiques et aucun document sonore;

- sauvegarde des données sur bandes LTO: 8 bandes enregistrées, regroupant 102 To de données (2024: 101 To).

Bibliothèque et documentation

Comme les années précédentes, le temps de travail alloué à la migration a encore très fortement impacté la gestion de la bibliothèque, de la documentation et de l'indexation du bulletin du Conseil communal. Par ailleurs, en raison d'un changement de pratiques concernant la gestion du prêt entre bibliothèques dès le mois d'octobre, le nombre de documents prêtés – principalement via le système de prêt Rapido – a quant à lui augmenté de manière significative.

Acquisition, catalogage et indexation

- Acquisitions: 56 achats (2024: 79), 75 dons (2024: 53), soit 131 entrées au total (2024: 131);
- nombre d'ouvrages catalogués dans Renouvaud: 27 (2024: 147) dont 2 nouvelles notices;
- arrêt temporaire de l'indexation de la base Argus qui compte 41'868 articles;
- légère reprise de l'indexation de la base du Bulletin du Conseil Communal qui compte 12'286 fiches. Les différents objets traités lors des séances du Conseil communal sont indexés individuellement jusqu'à la séance du 14 juin 2017;
- prêts entre bibliothèques: 69 (2024: 18).

Centre BD de la Ville de Lausanne

Evénements marquants

Le congé maternité de la responsable a débuté en septembre. Pour la remplacer, l'équipe a augmenté son temps de travail de 30% d'EPT, une personne a été engagée à 40% en soutien en CDD, et l'intérim du poste d'adjointe responsable, qui se terminera en février 2026, a été assuré en interne.

La vie du Centre BD a été chamboulée par une fuite d'eau dans son principal local de stockage, qui a favorisé la pousse rapide de moisissures dans le faux-plancher des étagères roulantes. Des quantités significatives de spores se sont disséminées, mettant les collections et le personnel en danger. Un équipement de protection s'est avéré obligatoire pour y travailler. Une évacuation urgente des collections les plus précieuses a occupé l'équipe durant toute l'année. Ainsi 1500 planches originales, 1240 œuvres graphiques et 1400 boîtes de périodiques anciens et rares ont été mis peu à peu à l'abri aux Plaines-du-Loup, après conditionnement et inventaire.

Activités

Le Fonds André Jobin, déposé en 2019, a été reconditionné, pré-inventorié et déménagé aux Plaines-du-Loup (PdL). Toutes les collections du Centre BD entreposées à la cave de la bibliothèque de Chauderon ont été triées, réorganisées pour une partie. Les planches originales qui s'y trouvaient (plusieurs centaines) ont été reconditionnées et partiellement cataloguées. Elles ont été transférées aux PdL.

Le Centre BD a produit une exposition patrimoniale, dans le cadre du festival BDFIL. L'exposition «MANGAFIL: une aventure éditoriale en Francophonie», qui présentait plus de 70 objets issus des collections CBD, a été un franc succès. Imaginée et commissionnée par Sophie Pujol et Estelle Gautschi, l'exposition a mis en avant la première adaptation française de mangas pour adultes, produite dans le canton de Vaud, jusqu'au succès du manga que l'on sait. 4 visites guidées ont été menées par les commissaires, suivies par 60 personnes. 1 article sur le site du «Monde», un podcast «Dans ma bulle» en ligne.

Acquisitions

La collection s'est développée grâce à des dons et des achats d'ouvrages, 2282 nouveautés BD et ouvrages de littérature secondaire ont été acquis chez nos fournisseurs de la place, et en grande partie catalogués.

Conservation et catalogage

Le Centre BD a engagé deux grandes réflexions sur ses outils de catalogage et leur accessibilité. Dans cette optique, le projet de migration du catalogue des imprimés a débuté.

Consultation et mises à disposition

Suite au sinistre de janvier et la contamination du local de stockage des collections, les consultations ont été déclarées fermées au public. Néanmoins, quelques exceptions ont été faites pour des chercheurs et chercheuses, qui ont donné lieu à 17 consultations.

Le CBD a également été sollicité par la Bibliothèque cantonale et universitaire, le Château de Saint-Maurice, le Cartoon Museum de Bâle et l'Espace Horloger de la vallée de Joux pour des recherches et des prêts d'objets et planches originales pour leurs expositions

Soutien et collaborations

Le CBD a coordonné l'attribution de la bourse à la création en bande dessinée 2025 de la Ville de Lausanne et le soutien aux maisons d'édition lausannoises pour l'édition de bandes dessinées. La vainqueur de la bourse, Sûria Dudler, reçoit CHF 10'000.– pour développer son projet «La petite chapardeuse» et CHF 5'000.– pour son édition.

Service de l'urbanisme (URB)

Principales missions du service

Mise en œuvre des compétences communales découlant de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), de la loi cantonale sur la protection du patrimoine culturel immobilier (LPrPCI) et de la loi cantonale sur la protection du patrimoine naturel et paysager (LPrPNP) dans le but de:

- planifier le territoire communal en établissant des outils d'urbanisme et d'aménagement du territoire (études urbaines, plans directeurs, schémas directeurs, plans d'affectation);
- coordonner le développement communal avec celui des communes voisines, en représentant la Ville dans les structures de gouvernance et études du projet d'agglomération Lausanne-Morges;
- assurer la protection du patrimoine;
- contrôler la conformité des projets de construction aux bases légales et aux plans d'affectation, jusqu'aux permis d'habiter ou d'utiliser, et aux dispositions réglementaires de salubrité et d'hygiène de l'habitat.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (Urbanisme)	4.10	3.20	4.70	4.50
Office Permis Construire	20.90	21.10	21.80	21.10
Patrimoine (Urbanisme)	2.70	2.80	2.60	2.50
Projets-urbains	7.30	7.10	7.20	7.10
PTSO	7.80	6.10	7.00	6.10
Total service	42.80	40.30	43.30	41.30

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.50

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Administration (Urbanisme)	4	3.20	6	4.50
Office Permis Construire	24	21.10	24	21.10
Patrimoine (Urbanisme)	4	2.80	3	2.50
Projets-urbains	9	7.10	9	7.10
PTSO	7	6.10	7	6.10
Total service	48	40.30	49	41.30

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Administration (Urbanisme)	-	-
Office Permis Construire	1	-
PTSO	1	1
Total service	2	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	1	2

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.02	1	0.01
Auxiliaires mensualisé·e·s	7	3.60	9	3.77
Auxiliaires payé·e·s au forfait	3	*	3	*
Total service	13	3.62	13	3.78

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

- Le service de l'urbanisme poursuit l'élaboration des nouvelles planifications destinées à remplacer le plan général d'affectation (PGA) de 2006, principal outil d'urbanisme de la commune. Cette démarche concerne tout le territoire communal et s'inscrit dans plusieurs procédures. La première a été soumise à l'adoption du Conseil communal en 2025;
- La planification de plusieurs grands sites de densification, qui nécessitent des règles urbanistiques particulières, a franchi des étapes importantes (enquêtes publiques, mises en adoption, etc.);
- Le réaménagement de la place de la Riponne a fait l'objet d'un mandat d'études parallèles qui a abouti début 2025 au choix d'un projet lauréat. En attendant le réaménagement définitif, des aménagements temporaires ont été réalisés sur l'espace libéré par les travaux liés au parking;
- L'implication du service dans la planification intercommunale a abouti en mars 2025 au dépôt d'une nouvelle génération du projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM 2025), qui sollicite des subventionnements fédéraux en faveur de la mobilité;
- Les demandes d'autorisation de construire soumises à l'Office des permis de construire (OPC) et à la délégation pour la protection du patrimoine poursuivent une hausse constante. Grâce à des simplifications introduites en 2021, une majorité des demandes est désormais traitée par une procédure simplifiée, nettement plus rapide qu'un permis de construire.

Principales activités 2025

Planification du territoire communal et coordinations intercommunales

Nouveau Plan d'affectation communal (PACom) – révision du Plan général d'affectation (PGA)

Le PACom est un document opposable aux tiers qui fixe l'affectation, la constructibilité et l'utilisation du sol sur le territoire communal. Ce projet de grande ampleur, qui vise à redéfinir le cadre urbanistique, mobilise fortement le service.

Afin de tenir compte des spécificités du territoire communal, la révision est séparée en plusieurs démarches distinctes:

- une procédure portant sur les territoires forains (PACom TF) dont la zone à bâtir doit être redimensionnée. A la suite de la première enquête publique en 2024, certaines modifications ont été apportées au dossier. Celles-ci feront l'objet d'une nouvelle enquête publique en début 2026;
- une procédure de modification partielle des dispositions communes du PGA de 2006 (MPGA), afin de bénéficier rapidement de bases réglementaires adaptées aux besoins actuels (notamment urgence climatique et préservation du patrimoine bâti et naturel), en attendant la mise en vigueur des futures règles détaillées par quartier. Mis à l'enquête publique en avril 2024, le projet de MPGA a été transmis pour adoption au Conseil communal en septembre 2025;
- une révision des règles urbanistiques pour le territoire urbain *via* plusieurs PACom de quartier, élaborés par étapes selon des périmètres déterminés par une analyse fine des enjeux et des besoins d'établissement d'une nouvelle planification. Pour le premier secteur prioritaire (Nord-Est), un projet de plan est en cours d'élaboration. Parallèlement, un projet de règlement ainsi que les dispositions générales valables pour tout le territoire urbain sont cours de rédaction. Leur envoi au Canton pour examen préalable est prévu pour mi-2026.

Plans d'affectation sur le territoire communal

Le nombre de procédures LATC en cours s'élevait à 37 à fin 2025. A relever notamment cette année:

- l'ouverture d'une nouvelle procédure de zone réservée «Ours/Bugnon/Mathurin-Cordier»;
- les examens préalables des PA «Cour-Square», «Rasude», «Plaines du Loup étape 2», «PACom TF», «Jardins de Vidy» et de la zone réservée Ours/Bugnon/Mathurin-Cordier;
- les mises à l'enquête publique des PA «Montolivet», «Manufacture», «Cèdres», «Rasude» et de la zone réservée «Ours/Bugnon/Mathurin-Cordier»;
- la transmission au Conseil communal des préavis «MPGA» et «Alpha Palmier» pour adoption.

Projets liés au projet Métamorphose

En collaboration étroite avec le Bureau de développement et projet Métamorphose (BDM), le service fournit les prestations-métiers pour la planification des projets suivants:

- l'écoquartier des Plaines-du-Loup: le PA de l'étape 2 est en voie de finalisation pour enquête publique. Pour le PA de l'étape 3, des réflexions quant à l'avenir du stade de la Pontaise sont en cours;
- l'écoquartier des Prés-de-Vidy: le PA «Les jardins de Vidy» est à l'examen préalable. Le PA «Vidy La Romaine» est en cours de finalisation pour envoi à l'examen préalable.

Projets liés à Pôle Gare (PG) et Léman 2030

Le service collabore avec le bureau PG pour l'élaboration du PA «La Rasude». Ce dossier a été mis à l'enquête publique à fin 2025.

Plans d'affectation sur des communes voisines

Un plan d'affectation portant sur des propriétés communales sises sur des communes de Prilly et Renens est établi par le service sur le site de Malley-Gazomètre, en appui du BDM. Celui-ci a été envoyé à l'examen préalable au début de 2025.

Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM)

En déléguant des représentants en charge du Schéma directeur du Centre Lausanne (SDCL), le service participe à la direction technique du PALM, sous pilotage du Canton. Il assure le suivi et la coordination des études de planifications menées à l'échelle du PALM:

- le suivi et le monitoring des mesures des PALM 2007, PALM 2012 (2^e génération) et PALM 2016 (3^e génération), dont la réalisation est en cours ou planifiée;
- l'élaboration du PALM 2025 (5^e génération), notamment par la participation à l'équipe de projet et la coordination interne avec les services communaux concernés. Le PALM 2025 a été déposé auprès de la Confédération en mars 2025 avec des demandes de subventionnement pour de nombreuses mesures de mobilité sur le territoire lausannois.

Schéma directeur Centre Lausanne (SDCL)

Le service assure le pilotage du SDCL pour les communes de Lausanne et d'Epalinges. Cette structure veille aux collaborations intercommunales et permet de défendre les intérêts des 2 communes concernées dans les structures du PALM. Dans ce cadre, une séance du bureau exécutif a été planifiée afin de valider le dossier du PALM 2025 en vue de son envoi à la Confédération.

Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)

Le service assure le suivi et la coordination des études élaborées dans le cadre de ce schéma, en particulier la planification du secteur de Vernand, consistant en l'élaboration d'un plan d'affectation cantonal (PAC) dédié aux activités économiques.

Projet de réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel

Le service poursuit son rôle pilote dans le projet de réaménagement de la place de la Riponne. Dans la continuité du processus participatif, 2 démarches distinctes sont développées:

- projet définitif: un projet lauréat a été désigné en mars 2025 à l'issue du mandat d'études parallèles (MEP) pour le projet de réaménagement de la place;
- projet transitoire: un projet d'aménagement transitoire a démarré en 2025 de façon coordonnée avec les travaux privés menés sur le parking de la Riponne. Il comprend notamment une fresque géante de l'artiste C. Bourrit, une structure en bois réalisée par les étudiants d'architecture 1^{re} année de l'EPFL ainsi que des îlots de verdure. L'ensemble de ces aménagements seront finalisés en 2026.

Maquettes et expositions

En 2025, l'atelier des maquettes a réalisé et contribué aux expositions suivantes: Lire à Lausanne, Fondation Sentinelles, «50 ans d'Athletissima», «Environnements extrêmes: au-delà des limites», «Les 50 ans de la Ludothèque Pinocchio Lausanne».

La mise à jour de maquettes au 1/500^e et au 1/200^e a occupé la majorité du temps de ses collaboratrices et collaborateurs pour des sites de projets (plans d'affectation: Beaulieu, Rasude, Campagne des Cèdres, Métamorphose, Rouveraie, etc.).

Protection du patrimoine

En application de l'article 73 du règlement du Plan général d'affectation (PGA), la Délégation à la protection du patrimoine a traité plus de 1'100 dossiers d'autorisations d'ampleur variable, concernant des travaux sur des bâtiments figurant au recensement, sur des ensembles bâtis ou des jardins historiques. L'unité a ainsi assuré l'accompagnement des architectes, gérantes et gérants ou propriétaires dans leurs projets de transformation. La conservation de la substance des bâtiments de valeur patrimoniale nécessite souvent l'élaboration de solutions sur mesure avec les partenaires concernés.

Une large part des activités de la délégation est ainsi consacrée aux dossiers d'autorisation. Dans ce domaine, l'année 2025 a été marquée principalement par:

- l'augmentation de plus de 16% du nombre de dossiers traités par l'unité (dossiers de permis de construire, de demandes de travaux et demandes diverses) par rapport à 2024 (et plus de 52% par rapport à 2023). Cette charge supplémentaire résulte notamment de l'augmentation des objets recensés, due à la révision du recensement architectural cantonal;
- la complexification des affaires traitées, notamment avec les projets d'assainissements énergétiques sur des bâtiments figurant au recensement ou les recensements cantonaux ponctuels, en cours de procédure de permis de construire;
- des arrêts de travaux sur des bâtiments recensés ou protégés (18 en 2025);
- malgré cela, une nette amélioration du délai de traitement des demandes de permis de construire par la délégation est à relever, grâce à une optimisation des processus internes (10 jours en moyenne contre 21 jours en 2024).

Par ailleurs, la délégation a également été impliquée dans:

- la stabilisation du dispositif réglementaire destiné à la conservation du patrimoine dans le PACom pour les territoires urbains, avec notamment la définition de la prise en compte de l'ISOS, et l'accompagnement patrimonial des plans d'affectation;
- le suivi de la révision du recensement architectural cantonal, avec le Canton;
- l'organisation pour Lausanne des Journées européennes du patrimoine, sur le thème national «Histoires d'architectures». Plus de 400 personnes ont pu

- découvrir les spécificités des 2 sites lausannois mis en évidence (stade de la Pontaise et fouilles archéologique des Prés-de-Vidy);
- l'organisation des rencontres avec l'association Patrimoine Suisse section Vaud;
- l'apport d'expertise auprès des services de l'administration communale et intervention auprès des Hautes Ecoles ou associations spécialisées.

La Direction des monuments et des sites du Canton est le principal interlocuteur de la délégation communale. La convention qui définit les activités et les responsabilités de chaque entité est en cours de finalisation.

Autorisations de construire

Les missions de l'Office des permis de construire (OPC) consistent principalement à assurer le respect du cadre légal et réglementaire en matière de construction et d'aménagement du territoire. L'OPC assure la gestion des demandes de permis de construire et les renseignements au public ainsi qu'aux professionnelles et professionnels de la branche concernant les droits à bâtir (articles 103 et suivants de la LATC). L'OPC analyse et accompagne les projets également sous l'angle de l'esthétique et de l'intégration (art. 69 PGA et 86 LATC), la sécurité des bâtiments et ses abords (art. 24 du règlement d'application de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC)), ainsi que la suppression des barrières architecturales (art. 36 RLATC). Enfin, il gère le suivi d'exécution des travaux et la délivrance des permis d'habiter et d'utiliser (art. 124 et suivants de la LATC).

L'OPC participe également à la statistique trimestrielle de la construction (STC) par la mise à jour du Registre fédéral des bâtiments et des logements et à l'archivage des plans des projets de construction et de transformation. Ces plans sont à disposition pour consultation durant 5 ans auprès du service, avant d'être transmis aux Archives communales.

Concernant les activités de l'OPC pour 2025, il faut relever en particulier:

- l'augmentation du nombre de demandes soumises à l'OPC; elles sont passées de 993 en 2024 à 1'010 en 2025, ce qui confirme une activité soutenue dans le domaine de la construction et de la rénovation;
- la baisse du nombre des demandes de permis de construire, qui confirme la poursuite de l'inversion du rapport entre les demandes de permis et les demandes de travaux (procédure simplifiée). Les demandes de travaux représentent désormais 66% des affaires traitées en 2025, contre 63% en 2024. Cette évolution va dans le sens d'une simplification des procédures; elle illustre la réussite des mesures engagées, en particulier la décision municipale prise en 2021 d'appliquer plus largement l'article 68a RLATC (travaux non soumis à autorisation). Cette mesure permet aux propriétaires de réaliser rapidement la majorité des rénovations et travaux mineurs sans recourir à une procédure de permis de construire, les demandes étant traitées dans un délai moyen d'environ 6 jours durant lesquels l'OPC opère les vérifications nécessaires, notamment en matière de patrimoine;
- la forte hausse des demandes de renseignements, qui témoigne de l'incitation à renforcer la collaboration avec l'administration avant la dépose d'un permis de construire, favorisant des dossiers mieux préparés et un traitement plus fluide;
- pour les cas nécessitant un permis de construire, le délai moyen de traitement des demandes déposées et octroyées en 2025 est de 6 mois et 21 jours, proche de celui de 2024 (6 mois et 3 jours), traduisant une gestion stable et efficace. En revanche, si l'on considère les décisions positives d'octroi de permis de construire en 2025 (sur 80% des dossiers, afin d'exclure les extrêmes non représentatifs), le délai moyen entre le dépôt et la décision municipale a diminué, passant de 9 mois et 26 jours en 2024

à 9 mois et 7 jours en 2025. Cette évolution illustre l'effort d'amélioration continue dans le traitement des dossiers;

- pour le suivi d'exécution des travaux, le nombre de phases de contrôle de chantiers est resté comparable à celui de 2024, tandis le nombre de permis d'habiter et d'utiliser délivrés a augmenté.

Les tableaux ci-après présentent une synthèse des affaires traitées par l'OPC en 2025, comparativement aux années précédentes:

Demandes déposées à l'OPC: permis de construire ou permis de construire complémentaires et demandes de travaux (dispenses d'autorisation)

Années	2021	2022	2023	2024	2025
Demandes pour nouveaux permis de construire ou permis complémentaires	387	383	474	366	339
— constructions nouvelles (villas, immeubles d'habitation, administratifs et commerciaux, garages enterrés)	44	25	62	35	29
— petites constructions (garages-boxes, couverts, pavillons, installations techniques, etc.)	32	66	107	85	69
— transformations (y compris changement d'affectation)	189	190	218	185	193
— aménagements extérieurs	80	69	38	34	31
— démolitions sans reconstruction	2	3	1	–	–
— permis de construire complémentaires	40	30	48	27	17
Demandes de travaux (rénovation, réfection, autres)	471	518	618	627	671
Total	858	901	1'092	993	1'010

Enquêtes publiques (ouvertes dans l'année) et oppositions/interventions

Années	2021	2022	2023	2024	2025
Enquêtes publiques ouvertes (permis de construire)	328	316	246	282	207
Oppositions/interventions émises	1'593	665	505	947	568

Par ailleurs, en 2025, le service a assuré 7 enquêtes publiques, procédures de consultation ou informations au public pour des projets relevant d'entités fédérales ou cantonales (Office fédéral des transports (OFT), Office fédéral de l'environnement (OFEV), Direction générale de l'environnement (DGE), Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP), ainsi que pour le service communal des SIL.

Permis de construire octroyés/refusés par la Municipalité

Années	2021	2022	2023	2024	2025
Permis de construire octroyés	436	363	328	407	313
Permis de construire refusés	9	3	4	2	5
Total	445	366	332	409	318

Suivi de l'exécution des travaux

Après l'obtention d'une autorisation, les architectes inspectrices et inspecteurs coordonnent divers contrôles en cours de chantier. Le respect de l'ensemble des conditions et charges fixées dans le permis de construire aboutit à l'octroi d'un permis d'habiter ou d'utiliser en vertu de l'article 128 LATC.

Années	2021	2022	2023	2024	2025
Contrôle de chantiers réalisés	1'738	1'183	893	1'069	989
Permis d'habiter et d'utiliser délivrés	525	399	185	277	288

Suivi de l'hygiène et de la salubrité

Les activités de l'unité s'articulent autour du suivi des conditions d'hygiène et de salubrité (habitabilité des logements), aussi bien dans le domaine des constructions, des habitations que des commerces, en particulier des établissements soumis à licence, des locaux publics et des lieux

de réunion (manifestations). L'année 2025 se caractérise par une hausse globale des sollicitations, notamment dans le domaine des établissements publics et des manifestations.

Années	2021	2022	2023	2024	2025
Visites après plaintes liées à l'hygiène des habitations	80	53	57	63	75
Examens permis de construire, sous l'angle de la salubrité	580	502	480	376	423
Inspections d'établissements publics	34	87	62	53	99
Instructions de demandes d'autorisation de manifestations	88	151	204	271	320

Procédures juridiques liées à des permis de construire

Durant l'année 2025, 19 nouvelles procédures de recours concernant des permis de construire ont été ouvertes devant la Cour de droit administratif et public (CDAP) du Tribunal cantonal et le Tribunal fédéral (TF), cumulativement à la quinzaine pendante. En parallèle, 18 procédures ont été terminées. Dans la très grande majorité des cas relevant de la procédure de permis de construire, la CDAP et/ou le TF ont confirmé la décision communale, une seule décision ayant été annulée. A noter que, depuis 2023, ces procédures sont gérées par le conseiller juridique du Service de l'urbanisme, en collaboration avec les responsables de chaque dossier (techniciennes et techniciens, architectes, assistantes et assistants administratifs) et le conseil juridique de la ville. Les procédures qui étaient déléguées à des avocats le sont restées.

Années	2021	2022	2023	2024	2025
Nouvelles procédures de recours à la CDAP	9	21	22	11	15
Nouvelles procédures de recours au TF	1	6	3	5	4
Total	10	27	25	16	19

Gestion de commissions spécifiques et collaborations diverses

Commission permanente de politique régionale (CPPR)

Dans son rôle de responsable des planifications liées au PALM et aux schémas directeurs, le service gère le secrétariat de la CPPR. Elle s'est réunie une fois en 2025 pour une présentation du dossier du PALM 2025.

Collaborations Ville – Hautes Ecoles

Le service collabore régulièrement avec des Hautes Ecoles romandes, en mettant à disposition des cas d'études sur le territoire lausannois et en accompagnant les étudiantes et étudiants dans leurs travaux académiques. Ces échanges sont des sources d'innovation et d'inspiration pour les projets en cours.

Contrôle des finances de la Ville de Lausanne (CFL)

Principales missions du service

En tant qu'organe supérieur de la Ville de Lausanne en matière de surveillance financière et de gestion, le service effectue deux missions principales:

Audit externe

Le CFL dispose de l'agrément d'expert-réviseur délivré par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision. A ce titre il est habilité à conduire des mandats d'audit en tant qu'organe de révision notamment:

- la révision des comptes annuels de la Ville de Lausanne, conformément au règlement sur la comptabilité des communes, de la directive de révision édictées par le Département des institutions et de la sécurité du Canton de Vaud et de la recommandation d'audit suisse 60 (RA 60);
- le contrôle restreint et autres missions d'assurance de diverses entités subventionnées et/ou contrôlées par la Ville de Lausanne.

Audit interne

Le CFL, membre de l'Association suisse d'audit interne, mène ses activités de manière indépendante et objective. Son audit interne vise à fournir une assurance et des conseils permettant d'améliorer les opérations de la Ville de Lausanne, tout en contribuant à l'atteinte de ses objectifs stratégiques.

Son champ d'investigation couvre l'ensemble des directions et services de l'Administration communale ainsi que les organismes qui leur sont rattachés. Il inclut également les entités désignées par les directives sur l'octroi et le suivi des subventions, ainsi que celle relative au suivi des participations de la Ville.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Audit – CFL	5.50	5.50	5.50	5.50
Direction & Secrétariat – CFL	2.00	1.95	2.00	1.95
Total service	7.50	7.45	7.50	7.45

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Audit – CFL	6	5.50	6	5.50
Direction & Secrétariat – CFL	2	1.95	2	1.95
Total service	8	7.45	8	7.45

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	–	–
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	0	0

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	0

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	1	0.75	-	-
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	1	0.75	0	0.00

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

Le CFL a émis deux rapports relatifs à l'audit annuel des comptes communaux. Le plan annuel d'audit interne a entièrement été mis en œuvre, à l'exception de 2 missions qui ont été reportées en 2026 pour des raisons indépendantes de la volonté du CFL.

Principales activités 2025

Le CFL a délivré en 2025:

- 2 rapports relatifs à l'audit annuel des comptes communaux (opinion d'audit et rapport détaillé);
- 6 rapports en tant qu'organe de révision (contrôle restreint) ou autres missions d'assurance;
- 12 rapports d'audit interne.

© Mathilde Imesch | Ville de Lausanne

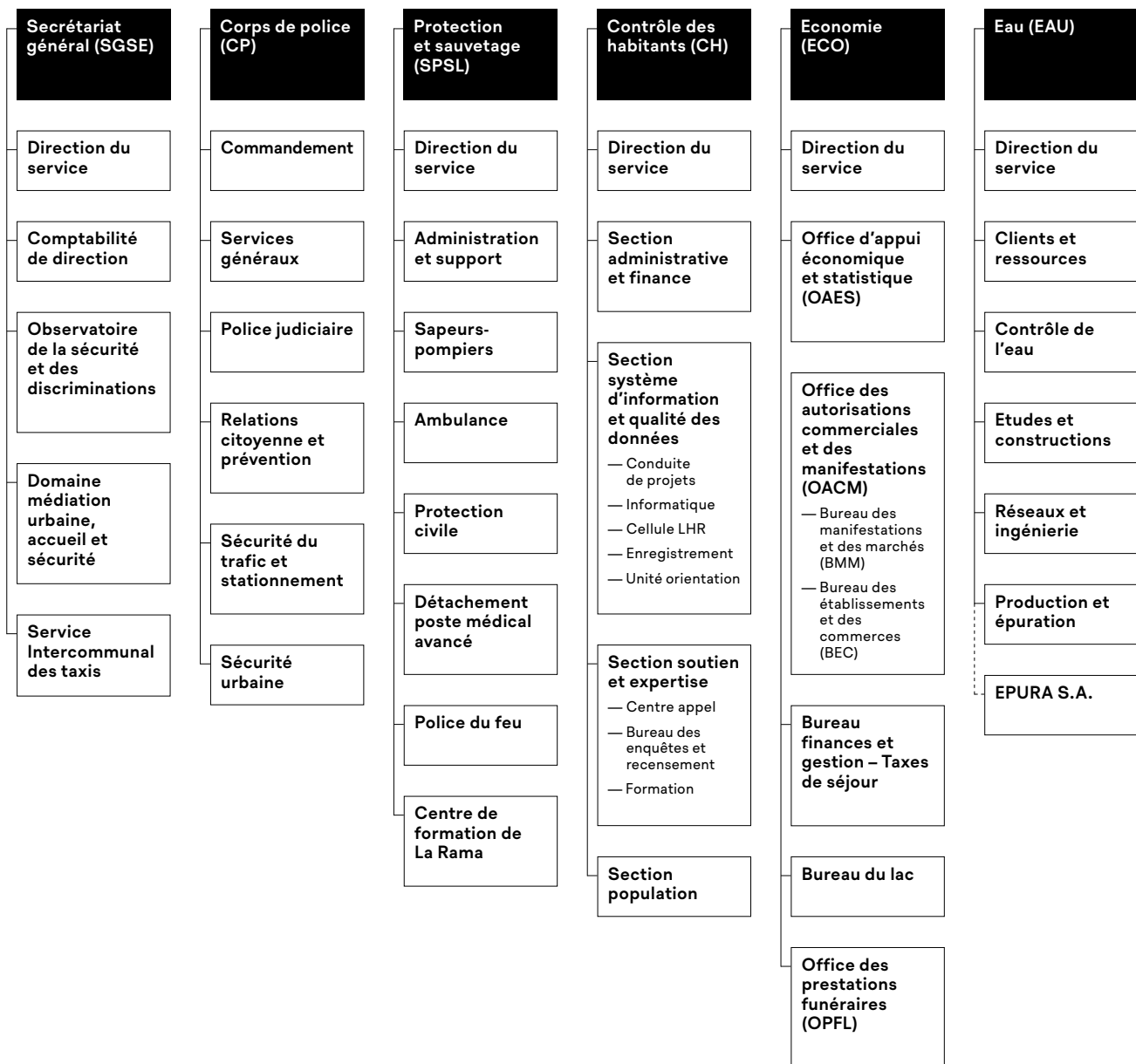


Direction de la sécurité et de l'économie



Direction de la sécurité et de l'économie (SE)

Directeur



L'année 2025 a été marquée pour la Direction de la sécurité et de l'économie (SE) par une période de fortes tensions liées à la révélation, en août, de propos racistes, sexistes et discriminatoires échangés sur des groupes semi-professionnels de messagerie par des membres du Corps de police (CP). Cette situation a provoqué une crise institutionnelle, suscitant un débat approfondi sur la culture interne et l'éthique professionnelle. Un diagnostic externe confié à M. André Duvillard a été initié en fin d'année, dans le cadre du programme de réforme «Horizon 2030». Parallèlement, une présence policière permanente à la Riponne a été assurée afin de réguler la situation liée au deal de rue et de renforcer le sentiment de sécurité au centre-ville.

Secrétariat général

Le service a coordonné le renforcement de l'équipe des agents d'accueil et de sécurité (AAS) afin d'améliorer la qualité de l'accueil et la prévention des situations de tension. Présents notamment aux abords des espaces de consommation sécurisée (ECS) et à Sébeillon, les AAS assurent des missions de sécurisation de l'espace public, contribuant à la régulation des flux, à la médiation et au maintien d'un climat serein dans les lieux particulièrement fréquentés.

En cohérence avec la motion Jobin et afin d'assurer une uniformité professionnelle, la stratégie d'électrification des taxis a été adaptée, reportant au 2030 l'objectif de passage à zéro émission de CO₂. Cette mesure vise à accompagner la transition écologique tout en tenant compte des contraintes de la profession.

La mise en œuvre de la politique communale LGBTIQ+, a été poursuivie par des actions de sensibilisation et de promotion de l'inclusion au sein de l'administration et dans l'espace public.

Corps de police

L'année 2025 a marqué le Corps de police (CP) par plusieurs étapes structurantes et opérationnelles. Une nouvelle organisation a été mise en place en mars, poursuivant l'unification de la conduite opérationnelle initiée en 2024 dans le cadre de la réforme du CP, avec la création de la Division Sécurité urbaine (DSU) regroupant Police-secours, les groupes centre et périphérie de la Division Proximité, partenariats et multiculturalité.

En juin, la Fête fédérale de gymnastique a mobilisé de manière coordonnée les services de secours pour assurer la sécurité d'un public et de participantes et participants très nombreux sur l'ensemble du territoire communal.

Dès le mois d'août, le CP a pleinement appliqué les nouvelles dispositions de la Loi pénale vaudoise interdisant certaines formes de mendicité, notamment dans les zones commerçantes et sur les marchés, afin de préserver la tranquillité, la sécurité et l'attractivité de l'espace public, en réponse aux préoccupations de la population et des acteurs économiques.

Afin de renforcer encore l'accessibilité du dispositif policier, un nouveau poste de police a été ouvert dans le quartier de la Sallaz, offrant un point de contact de proximité supplémentaire pour les habitantes et habitants, tant pour le dépôt de plainte que pour l'obtention d'informations et de conseils.

Service de protection et sauvetage

L'année 2025 a marqué le Service de protection et sauvetage Lausanne (SPSL) par des avancées stratégiques en matière de collaboration et d'adaptation aux besoins urbains. Le SDIS de la Mèbre a intégré une convention intercommunale signée avec Lausanne, Cheseaux-sur-Lausanne, Romanel-sur-Lausanne, le Mont-sur-Lausanne et Jouxten-Mézery, régissant la collaboration opérationnelle avec le SPSL.

Par ailleurs, une étude de relocalisation de la caserne des sapeurs-pompiers, actuellement rue de la Vigie, vers une parcelle communale au Mont-sur-Lausanne a été lancée conjointement par la Ville de Lausanne et le SPSL, afin de garantir un dispositif moderne, efficace et durable face aux évolutions urbaines.

Le SPSL a par ailleurs contribué de manière déterminante à la sécurité lors de la Fête fédérale de gymnastique, mobilisant ses ressources pour assurer le bon déroulement de cet événement d'envergure nationale.

Service du contrôle des habitants

Le Service du contrôle des habitants a simplifié les démarches administratives pour les habitantes et habitants, en développant et en optimisant les prestations en ligne liées aux annonces de déménagement et aux inscriptions. Il a renforcé l'accompagnement des publics spécifiques, notamment les étudiantes et étudiants, afin de faciliter leur installation à Lausanne et de rendre les formalités plus accessibles en se rendant lui-même sur les sites de formation.

Service de l'économie

En 2025, le Service de l'économie a soutenu le tissu commercial lausannois, notamment en permettant aux commerces alimentaires d'avoir une anticipation commerciale avec consommation de maximum 9 places, en abaissant le tarif d'occupation du domaine public pour les terrasses des établissements, ce grâce à un accord avec la Société coopérative des commerçants lausannois (SCCL) et GastroLausanne. Ces ajustements ont permis de mieux concilier animation urbaine, besoins des commerçantes et commerçants et attentes des habitantes et habitants.

Le Service a par ailleurs fortement investi dans l'amélioration de l'accessibilité au bord du lac, en coordonnant la réalisation de différents aménagements destinés à faciliter l'accès au Léman pour toutes et tous, en particulier les personnes à mobilité réduite, comme l'installation du dispositif Seatrac, complétée par divers équipements et cheminements adaptés.

En outre, l'inauguration d'une nouvelle zone de baignade le long des quais d'Ouchy, a contribué à renforcer l'attractivité des rives lausannoises et à en faire un espace de détente plus inclusif.

Service de l'eau

Le Service de l'eau a poursuivi ses efforts pour garantir une eau potable de haute qualité, notamment par le suivi renforcé des substances émergentes comme les PFAS et la mise en œuvre de mesures de protection des ressources en eau, tout en valorisant le patrimoine hydraulique lausannois. L'installation ou la rénovation de nouvelles fontaines à tête de lion a contribué à la fois à l'accès à l'eau potable et à l'embellissement de l'espace public, renforçant la présence de l'eau en ville.

Dans le cadre du préavis N° 25/023 «Rivières vivantes», la Municipalité de Lausanne a amorcé une vaste démarche de revitalisation des rivières communales, bénéficiant d'un financement pouvant atteindre 95% de la part du Canton et de la Confédération. Les premiers travaux ont concerné le ruisseau de Vennes, le Riolet et la Bressonne, avec un double objectif de soutien à la biodiversité et de renforcement de la sécurité face aux crues.

Le Service a suivi attentivement la présence de 1,2,4-triazole dans le lac, relevée par les autorités cantonales. Pour défendre ses intérêts et ceux de la population, une étude d'avocats a été mandatée. Le Service a obtenu la qualité de partie dans la procédure administrative lancée par les autorités valaisannes et a invité les autres distributeurs d'eau vaudois concernés à se joindre à cette démarche commune.

Par ailleurs, Epura SA s'est vu confirmer l'octroi d'une subvention de plus de 35 millions de l'Office fédéral de l'environnement pour soutenir les mesures d'élimination des micropolluants (composants traces organiques), dans le cadre de la reconstruction de la station d'épuration (STEP) de Vidy. Enfin, la mise en service du réservoir de Montalègre a marqué l'achèvement d'une modernisation majeure, doublée de la création d'un nouvel espace vert au bénéfice de la population.

Secrétariat général (SGSE)

Principales missions du service

- gestion du secrétariat du directeur de la sécurité et de l'économie;
- préparation et contrôle des dossiers pour les séances de Municipalité ainsi que des dossiers et des affaires du Conseil communal;
- traitement du courrier et des demandes issues des services transversaux;
- participation aux groupes de travail interdirections;
- apport rédactionnel et rédaction de nombreux documents (préavis, communications, notes à la Municipalité, etc.).

Comptabilité de direction

- élaboration, avec les services concernés, du budget de fonctionnement;
- établissement, sur la base des données fournies par les services, du plan des investissements;
- contrôle budgétaire, gestion de la TVA et gestion des crédits d'investissements;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction (entrées, sorties, changements de statut, etc.);
- gestion comptable de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis;
- conduite d'études et d'analyses diverses.

Observatoire de la sécurité et des discriminations (OSD)

- élaboration des bases de décision dans le domaine de la sécurité;
- gestion de divers dossiers sensibles dans le domaine de la sécurité ou liés au sentiment d'insécurité (vie de nuit, préservation de l'espace public, prostitution, etc.);
- développement de la politique municipale LGBTIQ+;
- participation aux projets locaux, cantonaux ou nationaux en lien avec l'amélioration de la sécurité et la politique LGBTIQ+.

Domaine médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMAS)

- coordination de l'unité des correspondantes et correspondants de nuit (CN);
- coordination de l'équipe des agentes et agents d'accueil et de sécurité (AAS).

Service intercommunal des taxis (SIT)

- assurer le suivi juridique des divers dossiers en lien avec la thématique ainsi que les révisions réglementaires;
- organiser les séances du Comité de direction et de la Commission administrative et contribuer au bon déroulement de celles du Conseil intercommunal;
- renseigner toute personne intéressée à exercer en tant que chauffeuse ou chauffeur et/ou exploitante ou exploitant de taxis;
- délivrer les concessions pour l'exploitation d'un service de taxis;

- gérer et tenir à jour les dossiers des exploitantes ou exploitants de taxis;
- veiller au respect des règlements régissant le service des taxis;
- rédiger les rapports de dénonciation ou de renseignements, les circulaires, les décisions en matière de mesures administratives, etc.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité SE	6.60	6.90	6.60	6.50
Direction SE	10.00	6.10	10.00	7.10
Do. médiation accueil sécurité	11.55	14.70	12.50	15.50
Obs. sécurité discriminations	2.70	2.40	2.40	2.40
Total service	30.85	30.10	31.50	31.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.65

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité SE	8	6.90	7	6.50
Direction SE	7	6.10	8	7.10
Do. médiation accueil sécurité	22	14.70	23	15.50
Obs. sécurité discriminations	3	2.40	3	2.40
Total service	40	30.10	41	31.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	5	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	–
Total service	6	7

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	2
Départ à la retraite	1

Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	5

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	11	0.63	14	0.49
Auxiliaires mensualisé·e·s	4	1.17	32	15.76
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	15	1.80	46	16.25

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2025

Observatoire de la sécurité et des discriminations (OSD)

En 2025, plusieurs dossiers ont occupé l'Observatoire de la sécurité et des discriminations:

— Politique LGBTQI+, notamment:

- 9 projets associatifs ont été subventionnés grâce au Fonds communal pour la politique LGBTQI+. Par ailleurs, grâce à ce Fonds, plusieurs associations ont bénéficié de l'accès à des salles équipées pour organiser des réunions;
- En février, en partenariat notamment avec «notreHistoire.ch», site collaboratif sur l'histoire suisse, la première galerie LGBTQI+ a été inaugurée sur leur page web («Mémoire LGBTQIA+ en Suisse romande»);
- En mai, pour IDAHOBIT, l'exposition «Out of the Box» a été organisée pendant deux semaines au Forum de l'Hôtel de Ville en collaboration avec l'Université de Lausanne. A cette occasion, s'est tenue une soirée sur les vécus LGBTQI+ et leur représentation dans le débat public;
- En juin, la deuxième édition du Mois d'actions et de visibilité LGBTQI+ a été organisée sur le thème Histoire & Archives LGBTQI+ avec plus de 10 événements co-organisés avec des associations et collectifs, dont une exposition présentée par le collectif «Merry Queersmas» à l'espace Gare routière de la place du Tunnel. Une campagne d'affichage sur la manifestation a été réalisée en ville;
- La politique LGBTQI+ s'est associée à la Cinémathèque suisse pour créer le premier Cycle Queer constitué de plus de 40 films;
- Onze bancs aux couleurs arc-en-ciel et trans ont été posés dans la ville;
- L'Aide suisse contre le sida a été soutenue pour l'organisation à Lausanne de la seule représentation romande du spectacle présenté à l'occasion de ses 40 ans; «Elegies for Angels, Punks and Raging Queens»;
- La personne en charge de la politique LGBTQI+ a donné plusieurs formations, à l'interne comme à l'externe. Elle a également pris part à des réunions de travail aux niveaux cantonal, romand, fédéral et international («Rainbow cities network»). Elle co-préside la Conférence romande LGBTQI-OSAIEGCS et a co-organisé à Lausanne, avec le Canton de Vaud et le Bureau fédéral de l'égalité, la Rencontre nationale des entités portant une politique LGBTQI+ en Suisse (communes, cantons et Confédération);

- le suivi régulier des problématiques liées à la consommation de produits stupéfiants dans l'espace public et son impact sur la population riveraine;
- la coordination, l'accompagnement ou l'expertise dans le cadre de projets communaux présentant des enjeux de sécurité publique (par exemple incivilités, travail du sexe, réaménagement de l'espace public) ou encore de projets de recherche externes (Unil, Hautes écoles, EPFL par ex.);
- la coordination de la mise en place de mesures d'améliorations de la qualité de vie dans le quartier de Sévelin, en concertation avec des partenaires externes (CFF, régies, commerces par ex.) et la population résidente. Deux séances de voisinage ont été organisées en 2025.

Domaine médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMas)

Correspondantes et correspondants de nuit (CN)

L'unité des CN a poursuivi son travail de médiation dans les quartiers et le centre-ville. Lors de la période estivale, les CN ont axé leur travail de prévention et de sensibilisation au bord du lac et dans les parcs publics.

Agentes et agents d'accueil et de sécurité (AAS)

L'aspect sécuritaire de l'Espace de consommation sécurisé (ECS) a été pérennisé. L'équipe des AAS a ainsi vécu sa 6^e complète d'activité à l'ECS, ouvert en octobre 2018. Son travail permet à cette structure de fonctionner dans de bonnes conditions et d'accueillir un nombre croissant de bénéficiaires. Depuis l'ouverture de l'Antenne de l'ECS, les AAS y assurent la sécurité. Leur rôle s'est vu élargi avec une mission en lien avec la rue des Deux-Marchés, ce en complément à leur activité à l'Antenne. En outre, de nouvelles missions dans les environs de la Riponne ainsi qu'à Sébeillon leur ont été confiées. La mission au sein de l'Espace à Saint-Martin a quant à elle été pérennisée. En sus, les AAS poursuivent leur mission de pavoiement de la ville.

Service intercommunal des taxis (SIT)

4 collaboratrices et collaborateurs, représentant 3.2 EPT, participent à l'exécution des tâches, pour le compte et aux frais de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (ci-après: l'Association), composée d'Epalinges, Lausanne, Prilly, Pully, Renens, Chavannes-près-Renens, Crissier, Ecublens, Belmont-sur-Lausanne, Paudex, le Mont-sur-Lausanne, Bussigny et Lutry.

Les organes intercommunaux de l'Association sont le Conseil intercommunal et le Comité de direction, ainsi que la Commission administrative. L'administration de l'Association est assurée par le SIT.

Conseil intercommunal

Le Conseil intercommunal des taxis a siégé à 2 reprises.

Durant ces séances, les préavis en lien avec le rapport de gestion, les comptes et le budget ont été adoptés. En outre, il a traité 2 postulats déposés lors de la séance du 4 octobre. A cette occasion, il a décidé de les renvoyer à la commission de gestion pour étudier leur prise en considération.

Comité de direction

Le Comité de direction a tenu 2 séances en présentiel et a pris plusieurs décisions par voie de circulation.

En outre, le Comité de direction a traité les derniers recours interjetés à l'encontre des décisions rendues lors de la procédure d'appel d'offres afin de délivrer 15 concessions individuelles et 10 concessions pour les compagnies, suite à la faillite d'une compagnie de taxis prononcée en 2022.

Le parc automobile affecté à l'activité des taxis est composé de 296 véhicules, dont 166 véhicules hybrides (160 en 2024), 83 véhicules électriques (70 en 2024) et 47 véhicules thermiques (62 en 2024).

Commission administrative

La Commission administrative, organe chargé notamment d'accepter l'octroi d'une concession et de réprimer les infractions au règlement intercommunal sur le service des taxis (RIT), a tenu 3 séances en présentiel et a rendu des décisions allant de la mise en garde au retrait de concession.

Contrôles de police

Le nombre de contrôles de police est de 27 diurnes (48 en 2024) et 12 nocturnes (12 en 2024). Le nombre de rapports de dénonciation établis par la Brigade des taxis s'élève à 103 (101 en 2024). Au total, on dénombre 177 dénonciations dressées (198 en 2024), tous corps de police confondus. Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 50 et celui des réclamations traitées à 10.

Concessions/Autorisations

Concessions – Taxis de place (regroupés au sein de Taxi Services Sàrl)

	Nombre de concessions		Nombre de permis de stationnement et de véhicules	
	2024	2025	2024	2025
Compagnies	5	6	74	80
Exploitants indépendants	117	113	153	153
Total	122	119	227	233

Autorisations – Type B – Taxis sans permis de stationnement

Exploitants regroupés au sein de	Nombre d'autorisations d'exploiter		Nombre de véhicules	
	2024	2025	2024	2025
Taxiphone	22	22	23	23
Allô Taxis!	1	1	2	2
Autres	37	36	40	38
Total	60	59	65	63

Centraux d'appels et stations

Les taxis rattachés à la centrale d'appel de Taxi Services Sàrl ont effectué cette année 761'199 courses, soit 471'078 distribuées, dont 17'057 par l'application, et 290'121 au vol, contre 744'544 en 2024 (+2,24%).

Les stations sont au nombre de 45 et offrent un total de 167 places, sous réserve d'emprises de chantiers.

Corps de police (CP)

Principales missions du service

- assurer la sécurité des personnes et des biens;
- maintenir la tranquillité et l'ordre publics;
- veiller au respect des lois et des procédures;
- répondre aux attentes de la population.

Commandement

- direction du service;
- gestion des réquisitions;
- gestion de la centrale d'appel administrative.

Service généraux (SG)

- gestion administrative et de projets;
- soutien aux divisions opérationnelles et développement des politiques internes;
- gestion de la CVP.

Police judiciaire (PJ)

- gestion des affaires pénales, crimes et délits commis sur le territoire lausannois;
- conduite des enquêtes préliminaires et des investigations à la demande du Ministère public.

Sécurité du trafic et stationnement (STS)

- gestion et prévention des accidents de circulation, formation et sensibilisation des usagères et usagers;
- contrôle du stationnement et dénonciation des infractions de circulation.

Division Sécurité Urbaine (DSU)

- développement de l'offre en sécurité publique au service de la population et en services de proximité;
- résolution de problèmes avec les partenaires concernés et mise sur pied d'actions préventives;
- gestion des interventions d'urgence;
- gestion du groupe d'intervention, de la brigade canine et de la cellule de négociation;
- présence préventive permanente sur l'ensemble du territoire lausannois.

Division Relations Citoyennes et Prévention (DRCP)

- gestion de l'ensemble des entités de prévention et actions en police de proximité;
- assure la communication interne et externe du CP;
- applique et fait respecter les principes déontologiques et le Code de l'Organisation policière vaudoise;
- déploie les répondants de proximité.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction CP	42.20	40.15	45.40	41.05
Nouvelle volée assermentée	-	3.00	-	-
Police Judiciaire	128.05	122.20	134.05	129.60
Police-Secours	149.45	136.50	140.05	128.50
Postes gelés – CP	1.20	-	1.20	-
Proximité, parten. et multicult.	49.70	42.45	51.10	42.70
Sécurité Trafic, Stationnement	153.45	131.69	151.45	140.08
Services généraux CP	93.25	84.20	92.55	82.35
Unité Communication CP-SPSL	6.05	5.05	6.05	6.05
Unité RH du CP	7.60	6.60	7.80	7.80
Unités spéciales	54.25	48.65	53.25	45.90
Volée PEF	-	29.00	-	26.00
Total service	685.20	649.49	682.90	650.03

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-2.30

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Direction CP	46	40.15	48	41.05
Nouvelle volée assermentée	3	3.00	-	-
Police Judiciaire	128	122.20	135	129.60
Police-Secours	140	136.50	132	128.50
Proximité, parten. et multicult.	47	42.45	47	42.70
Sécurité Trafic, Stationnement	149	131.69	159	140.08
Services généraux CP	92	84.20	89	82.35
Unité Communication CP-SPSL	6	5.05	7	6.05
Unité RH du CP	7	6.60	8	7.80
Unités spéciales	51	48.65	48	45.90
Volée PEF	29	29.00	26	26.00
Total service	698	649.49	699	650.03

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Direction CP	-	1
Services généraux CP	1	-
Volée Aspirants – Police	29	38
Total service	30	39

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	67	36

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	3
Décès	1
Démission	45
Départ à la retraite	8
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	2
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	2
Licenciement invalidité totale	-
Licenciement reconversion externe	1
Total service	67

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	10	0.58	9	0.65
Auxiliaires mensualisé·e·s	24	9.33	18	7.75
Auxiliaires payé·e·s au forfait	14	*	17	*
Total service	48	9.91	44	8.40

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants

A Lausanne, durant l'année 2025, 20'475 infractions au Code pénal ont été comptabilisées, soit 5.8% de plus qu'en 2024.

En mars, une nouvelle organisation a été mise sur pied dans la continuité de la logique d'unification de la conduite opérationnelle initiée en 2024 dans le cadre de la réforme du CP, notamment pour les unités principalement affectées à l'intervention. La division Sécurité urbaine (DSU) a notamment vu le jour, décloisonnant ainsi la conduite des ressources de Police-secours, des groupes centre et périphérie de la division Proximité, partenariats et multiculturalité et des unités spéciales (brigade canine, GIPL et brigade cycliste).

Parallèlement, la division Relations Citoyennes et Prévention (DRCP) a été créée et regroupe dorénavant les domaines Communication, Prévention et Déontologie. L'entité Prévention inscrit son développement en lien étroit avec les domaines de la Communication et de la Déontologie, qui sont des partenaires clés pour la mission préventive. Cette division accueille également les répondants de proximité.

Entre la fin mars et le début avril 2025, les habitantes et habitants du secteur du chemin des Bossons ont été confrontés à l'utilisation récurrente par des jeunes de pyrotechnie artisanale. En complément des interventions de répression de ces comportements, un important travail de prévention a été mis en place, notamment avec les écoles.

Entre le 2 et 8 mai, plusieurs emplacements situés dans le secteur de la Bourdonnette ont fait l'objet d'occupations illégales de groupes de gens du voyage en provenance de la France voisine et ce malgré la mise à disposition, pour la deuxième année consécutive, du parking de la RAMA. Cette situation a conduit à la première application de la procédure pénale spécifique en la matière, laquelle a permis la délivrance d'ordonnances pénales dans des délais extrêmement courts.

Le 25 mai, un homme a été interpellé suite à un contrôle et conduit dans les locaux de l'Hôtel de police. Il a fait un malaise et est décédé malgré les tentatives de réanimation. Une instruction pénale a été ouverte par le Ministère public pour déterminer les circonstances précises du décès.

En juin 2025, la Fête fédérale de gymnastique a rassemblé un public et des participantes et participants très nombreux sur l'ensemble du territoire communal. Elle a impliqué une mobilisation importante et coordonnée des services de secours, dont l'engagement a été déterminant pour garantir la sécurité et le bon déroulement de cette manifestation d'ampleur nationale.

Le 30 juin, suite à un signalement d'un rodéo urbain, un accident s'est produit et une jeune participante est malheureusement décédée dans le cadre de l'intervention. Les circonstances de l'intervention ont conduit à l'ouverture de procédures d'examen et d'enquête afin d'établir précisément le déroulement des faits.

Le 24 août 2025, un jeune scootériste a également tenté de se soustraire à un contrôle. Dans ce cadre il a perdu la maîtrise de son engin et a tragiquement perdu la vie. Une enquête pénale a été ouverte. A la suite de cet événement, une nuit d'émeute s'est produite dans le quartier de Prélaz, impliquant environ 200 individus masqués.

Au mois d'août, la justice révélait une série de messages échangés sur des groupes WhatsApp semi-professionnels par des membres du personnel, contenant des propos racistes, sexistes et discriminatoires, qui a provoqué une crise institutionnelle. Cette situation a suscité de vives tensions entre les différentes actrices et acteurs et a relancé un débat de fond sur la culture interne, l'éthique professionnelle et la nécessité de réformes structurelles au sein du CP.

Cette démarche, initiée sous l'appellation «Horizon 2030», a débuté par un diagnostic externe de l'institution fin 2025 par M. André Duvillard.

Le 9 décembre 2025, une personne est décédée à l'hôpital après sa prise en charge médicale dans la zone carcérale de l'Hôtel de police un mois plus tôt. Les faits ont donné lieu à l'ouverture d'une enquête pénale afin d'établir les circonstances exactes du décès.

En 2025, le CP a également été sollicité pour des engagements importants en appui d'autres cantons (WEF, Eurovision, etc...).

Principales activités 2025

Commandement

Le nombre de structures de conduite ad-hoc a particulièrement augmenté en 2025, signe d'une année riche en événements nécessitant un encadrement par les forces sécuritaires.

Chiffres clés

	2024	2025
Rapports de police	33'250	27'300
Courriels «police@lausanne.ch»	8'737	11'063
Courrier postal sortant	44'458	42'260
Dossiers du groupe «saisie»	22'284	28'244
Commandements de payer	18'773	17'682
Objets trouvés	2'644	2'953
Enregistrement des avis de perte de documents d'identité	1'902	2'129
Mandats d'amener pour l'Office des poursuites	948	963
Séquestres de plaques d'immatriculation de véhicules	460	542
Notifications judiciaires	600	830
Autres réquisitions	1'082	1'036
Appels à la Centrale administrative 021 315 15 15	32'232	30'075
Structures de conduite <i>ad hoc</i>	46	82

Division Relations Citoyennes et Prévention (DRCP)

Le nombre de doléances mettant en cause le comportement des policiers est de 28 cas (25 cas en 2024).

L'année sous revue a été particulièrement marquée par le nombre important de demandes média, notamment en lien avec les drames survenus lors d'opération policières et la crise institutionnelle, dont une part de la communication a également été directement assurée par l'entité de la communication Ville (non comptabilisée ci-dessous).

Chiffres clés

	2024	2025
Abonnés Facebook police	23'982	25'736
Abonnés Instagram police	4'538	7'085
Abonnés «X» Lausanne SE	1'910	1'971
Publications Facebook police	145	74
Publications Instagram police	168	213
Publications «X» Lausanne SE	6	23
Demandes médias	229	448
Communiqués de presse	36	26
117 Express	13	12

Services généraux (SG)

En 2025, le CP a procédé au recrutement de 42 aspirantes et aspirants de police (29 hommes et 13 femmes).

Certaines manifestations qui se sont déroulées en 2025 ont révélé un caractère particulièrement virulent à l'égard des forces de l'ordre. Le bâti n'a pas échappé à ces manifestations d'hostilité. Il a donc été nécessaire de mettre en œuvre des mesures complémentaires de sécurisation de l'Hôtel de police, en particulier de ses surfaces vitrées, en veillant à maintenir en tout temps la pleine fonctionnalité du site.

Police judiciaire (PJ)

En 2025, la PJ a eu l'opportunité d'initier des «recherches spéciales» sur les réseaux sociaux pour lutter contre la pédocriminalité.

L'Unité spéciale pour la prise en charge des victimes a suivi 333 personnes, contre 286 en 2024. Aussi, 35 situations, majoritairement liées à des cas de harcèlement obsessionnel, dont quelques-uns survenus dans l'espace public, ont été traitées.

L'activité soutenue de la zone de rétention (ZC) a perduré en 2025. Même si la situation s'est légèrement améliorée, les conditions de détention n'en restent pas moins critiquables. La publication du rapport de la Commission des visiteurs du Grand Conseil a d'ailleurs donné lieu en 2025 à des vives réactions concernant les actes auto-dommageables dans les locaux des zones de rétention cantonale, particulièrement celle de l'Hôtel de police; cette commission ne disposait pas de chiffres ad hoc, en l'absence de statistiques officielles cantonales. Toutefois, le taux d'occupation dans la ZC de l'Hôtel de police est passé de 83.2% en 2024 à 70.39% en 2025. Sur les 972 personnes placées en cellule dans l'ensemble du canton, 306 ont séjourné plus de 48 heures dans la ZC de l'Hôtel de police (330 en 2024) pour une durée médiane de 18 jours (durée moyenne de 21 en 2024) avec un maximum de 61 jours (62 en 2024). Le nombre d'actes auto-dommageables signalé à l'autorité médicale est de 82. Toutes situations confondues, il a dû être fait appel à une ambulance à 50 reprises en 2025.

Chiffres clés

	2024	2025
Numéraires (Kf)	1'190.8	259.7
Cocaïne (kg)	19.1	17.8
Héroïne (kg)	1.1	1.7
Produits cannabiques (kg)	127.7	34.9

Sécurité du trafic et stationnement (STS)

Chiffres clés

	2021	2022	2023	2024	2025
Accidents					
Accidents de circulation (constats)	1'117	1'015	989	953	964
Personnes blessées (légers + graves)	436	473	387	404	373
Personnes tuées	2	4	1	1	5
Fuites après accident	458	367	365	355	422
Piétons victimes	61	70	60	52	65
— dont piétons enfants jusqu'à 15 ans	12	11	12	3	14
Feux et vitesse					
Dénonciations excès de vitesse contrôles mobiles	49'851	57'469	93'658	90'933	95'842
Dénonciations excès de vitesse en zone suburbaine (80km/h)	10'974	8'060	14'401	21'328	14'186
Dénonciations par les appareils de contrôles automatique*	54'236	66'436	67'534	65'179	61'679
Appareils de contrôles automatiques	37	35	35	35	35
Passages devant les appareils de contrôles automatiques (mio)	63.60	69.60	68.73	58.56	74.85

Circulation et stationnement					
Infractions de circulation et de stationnement	298'670	318'146	332'789	321'106	311'076
Infractions de stationnement en soirée	21'566	26'662	21'477	15'511	12'605
Infractions de stationnement sur les trottoirs	3'029	3'070	2'572	2'860	2'117
Amendes d'ordres à l'endroit de vélos	625	646	782	666	841
Ivresse					
Personnes testées à l'éthylomètre (accidents)	1'535	1'438	1'528	1'531	1'592
— dont positifs à l'éthylomètre, accidents	119	101	108	82	98
Personnes testées à l'éthylomètre (contrôles systématiques)	4'949	5'029	5'250	4'710	4'327
— dont positifs à l'éthylomètre, contrôles systématiques	307	355	352	283	309

* dont 3 uniquement dédiés au contrôle de la vitesse

Division Sécurité urbaine (DSU)

Il est à relever que, suite à la mise en place de la DSU, la méthode de comptage des interventions a dû évoluer. Dès lors nous observons une rupture statistique.

Chiffres clés

	2022	2023	2024	2025
Interventions policière	–	–	–	20'675
Demande de préavis pour vols de drones	367	379	367	*0
Enquêtes pour acquisition/restitution d'armes à feu	33	28	35	41
Contrôles BVNPB	1'756	865	887	909
— dont dénonciations	134	74	176	80
Préavis manifestations	1'552	1'712	1'615	1'543
Engagements Cellule de négociation	7	17	14	18
Engagements de la Brigade canine	641	579	793	613
Engagements du GIPL	172	171	182	231

* Mission reprise par la police cantonale pour tout le territoire vaudois

Directives d'intervention en cas d'accident majeur (DIAM)

Les épisodes de chaleurs intenses ont nécessité la mise en place du plan Canicule à deux reprises en 2025. Le premier symposium DIAM traitant des risques sismiques et ses effets s'est tenu à Lausanne.

Evolution de la criminalité

En 2025, le nombre total d'infractions relatives à différentes lois (Code pénal, loi sur les stupéfiants, loi sur les étrangers, etc.) et traitées par le CP se monte à 23'633. Bien qu'en augmentation, les infractions au Code pénal (20'475) sont encore en deçà des pics observés en 2012 (28'168).

	2024		2025		Différence
	Infractions	Élucidations	Infractions	Élucidations	
Code pénal (CP)	19'353	33.5%	20'475	30.0%	+5.8%
— Total vie et intégrité corporelle	1'166	75.9%	956	75.9%	-17.7%
— Total patrimoine	13'389	20.6%	14'279	19.2%	+6.6%
Loi sur les stupéfiants (LStup)	3'060	91.5%	1'970	98.0%	-35.6%
Loi sur les Étrangers (LEtr)	1'189	100%	1'095	100%	-7.9%
Autres lois fédérales annexes	90	90%	93	92%	3%

Service de protection et sauvetage (SPSL)

Principales missions du service

- secourir, protéger et sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens;
- conduire, gérer et coordonner l'activité des différentes entités du service en développant une interactivité opérationnelle en cas d'événements particuliers et/ou d'accidents majeurs.

Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

- assurer la prise en charge sanitaire professionnelle des patientes et patients en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport;
- répondre 24h/24 aux demandes d'interventions de la centrale 144 (ambulance et SMUR);
- mettre sur pied le plus rapidement possible, en cas d'événement particulier, les ressources disponibles et spécifiques telles que le groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP).

Sapeurs-pompiers

- sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens;
- lutter contre les incendies et les éléments naturels;
- lutter contre les effets des pollutions, des fuites d'hydrocarbures ou de produits chimiques, biologiques ou radioactifs;
- assurer ces missions 24h/24 en répondant aux demandes d'intervention de la centrale 118.

Police du feu

- faire appliquer les directives de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), de l'Établissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud (ECA) ainsi que les dispositions légales communales et cantonales en matière de protection incendie.

Détachement poste médical avancé (DPMA)

- mettre en place et exploiter le poste médical avancé;
- assurer le soutien sanitaire opérationnel (SSO) aux sapeuses-pomprières et sapeurs-pompiers vaudois;
- participer à la chaîne de décontamination «Atomique, Biologique et Chimique»;
- collaborer à la mise en place des équipiers sanitaires dans le domaine du maintien de l'ordre (ESMO+) au profit des partenaires de la police lausannoise et de la gendarmerie vaudoise.

Protection civile

- garantir le niveau technique et opérationnel de l'Organisation régionale de protection civile (ORPC);
- organiser et diriger les cours de compétence communale;
- coordonner et conduire les engagements lors de situations d'urgence et d'événements.

Centre de formation de La Rama (CFR)

- exploiter et offrir, à l'interne de la Ville comme à l'externe, un service de mise à disposition d'infrastructures de formation, comprenant des salles de cours, des pistes d'exercices, des simulateurs d'incendie et un restaurant.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Ambulance	45.92	42.91	49.12	48.58
Centre de formation de la RAMA	4.53	4.45	4.53	4.45
Direction SPSL	4.30	4.30	4.30	4.30
DPMA	3.00	3.00	4.00	4.00
Police du feu	5.00	5.00	5.00	5.00
Protection civile	17.20	14.20	16.20	14.20
Sapeurs-pompiers	121.00	113.50	121.00	116.40
Services généraux SPSL	15.08	14.83	15.03	15.03
Unité Communication SPSL-CP	4.30	3.90	3.90	4.10
Unité RH du SPSL	3.90	5.40	3.90	3.40
Volée Aspirants et SP en form.	-	3.00	-	6.00
Total service	224.22	214.49	226.97	225.45

Remarques:

Ambulance

- Augmentation de 3.2 ept, conséquence de deux NM validées;
- Le delta entre les ept provenant de baisses de taux d'activité.

Protection civile (PCi)

- 5 départs en 2024, dont un seul a été repourvu en 2024 et 2 en 2025;
- 2 ept non renouvelés pour utilisation dans projet futur.

Sapeurs-pompiers (SPP)

- 1 promotion et 2 départs = 3 ept vacants en sections d'interventions, complètement comblé dès le 1^{er} semestre 2026;
- 1.6 ept = poste gelé pour projet futur (1 ept) + 0.6 réservé pour utilisation future (autre entité).

Ressources humaines du SPSL

- Suroccupation de 1.5 ept provenant d'un tuilage (durée 1 mois).

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	2.75

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Ambulance	53	42.91	60	48.58
Centre de formation de la RAMA	6	4.45	6	4.45
Direction SPSL	5	4.30	5	4.30
DPMA	4	3.00	5	4.00
Police du feu	5	5.00	5	5.00
Protection civile	15	14.20	15	14.20
Sapeurs-pompiers	114	113.50	117	116.40
Services généraux SPSL	17	14.83	17	15.03
Unité Communication SPSL-CP	5	3.90	5	4.10
Unité RH du SPSL	7	5.40	5	3.40
Volée Aspirants et SP en form.	3	3.00	6	6.00
Total service	234	214.49	246	225.45

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	6	-
Total service	6	0

L'écart provenant de la typologie des contrats (anciennement aspirants sapeurs-pompiers = apprentis)

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	12	18
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	12	18

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	8
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	12

8 départs (2 PCi, 1 Ambulances, 2 SPP et 3 RH) pour des raisons de conditions de travail (possibilité de faire du temps partiel, etc.) ou des possibilités d'évolution.

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	14	1.81	16	1.61
Auxiliaires mensualisé·e·s	2	0.38	5	1.58
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	1	*
Total service	16	2.19	22	3.19

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants

Les partenariats avec les différents partenaires que sont l'ECA pour les sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier et la police du feu, la DGS pour les ambulances et le DPMA, ainsi que les instances dirigeantes de la protection civile ont été renforcés lors de différents événements, ainsi que par la tenue de séances régulières.

Principales activités 2025

Projets organisationnels

77^e Fête fédérale de gymnastique (FFG)

Du 12 au 22 juin, sous la conduite de l'Etat-major DIAM (Directives pour l'engagement des secours en cas d'accident majeur de la Ville de Lausanne), les entités du SPSL ont contribué, avec les partenaires lausannois et vaudois, à la planification et à l'implémentation du dispositif sécuritaire de la FFG.

Journée romande de la recherche clinique (JRRC25)

Le 4 septembre, l'entité Ambulance a assuré l'accueil et l'organisation de la JRRC25 au Casino de Montbenon, réunissant plus de 130 spécialistes de l'urgence médicale venus de toute la

Suisse. Cet événement de référence est dédié à l'innovation et à l'amélioration continue des pratiques paramédicales et contribue ainsi à renforcer la qualité et l'efficacité de la prise en charge des patientes et patients en situation d'urgence.

VIDIS 20–25

L'implémentation du projet relatif à la vision intégrée de la défense incendie de l'agglomération lausannoise (VIDIS 20–25) continue et a vu en décembre les Municipalités de Lausanne, Cheseaux-sur-Lausanne, Romanel-sur-Lausanne, le Mont-sur-Lausanne et Jouxens-Mézery annoncer la signature, par le Service de défense incendie et de secours (SDIS) de la Mèbre, de la convention de droit administratif régissant la collaboration opérationnelle entre les communes et le SPSL dont l'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2026.

Domaines transversaux

Administration et support

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie communale de réduction des émissions de gaz à effet de serre, 6 véhicules à motorisation thermique ont été remplacés par des véhicules à propulsion électrique. En parallèle, une infrastructure de recharge a été déployée, comprenant l'installation d'une armoire de charge dédiée ainsi que de prises électriques 220 V destinées à la recharge des vélos électriques.

Dans le cadre de sa politique de gestion énergétique, le SPSL a atteint de manière anticipée les objectifs fixés par la convention «grand consommateur» de l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC). Depuis 2018, la consommation électrique globale du site est inférieure à 500 MWh par année avec une tendance structurelle et continue à la baisse.

En matière de santé et sécurité au travail, les actions menées demeurent principalement axées sur des thématiques opérationnelles.

Infrastructures

Plusieurs mesures visant à renforcer la sécurité et à optimiser la gestion des accès ont été mises en œuvre au centre de formation de la Rama. Des barrières ont été installées à l'entrée du site afin de mieux maîtriser les flux de circulation et d'améliorer la sécurité des usagers et usagers ainsi que des infrastructures. Le chemin d'accès inférieur a fait l'objet d'un aménagement spécifique destiné à améliorer les conditions d'accès, tant sur le plan fonctionnel que sécuritaire.

Ressources humaines (RH)

La gestion des ressources humaines au sein du SPSL a été particulièrement sollicitée en 2025. La combinaison d'une charge administrative exceptionnellement élevée, de projets importants (implémentation de l'outil de gestion des temps Polypoint PEP pour l'entier du service, développement des règlements horaires, nouveau référentiel de compétences et mise à jour des DP, réorganisation de l'entité Protection civile, etc.) et les changements au sein de l'équipe ont mis celle-ci sous pression. Malgré ces défis, l'engagement de l'équipe est resté constant et a permis d'assurer la continuité des prestations essentielles.

Les cadres du SPSL ont suivi une formation dispensée par la Ville de Lausanne pour prévenir les conflits et lutter contre le harcèlement, qu'il soit sexuel ou psychologique.

Division communication SPSL

Chiffres clés

	2024	2025
Abonnés Facebook SPSL	6'664	6'892
Abonnés Instagram SPSL	4'055	5'648
Publications Facebook SPSL	29	44
Publications Instagram SPSL	66	64

Entités opérationnelles

Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

Evolution de l'effectif

2025 a vu le départ d'un collaborateur qui a présenté sa démission pour une nouvelle orientation professionnelle. L'entité a bénéficié de l'arrivée de 7 nouvelles collaboratrices ou collaborateurs qui ont compensés les postes vacants, soit 5.45 ETP.

Interventions

Le nombre de missions ambulance accuse une très légère diminution et affiche 8'519 courses (-1.22% par rapport à 2024). La moyenne journalière a atteint 23,34 interventions.

Il convient encore d'ajouter 2'256 missions SMUR et 25 missions GRIMP. Dès lors, ce ne sont pas moins de 10'775 interventions d'urgence et de sauvetage qui ont été effectuées par le personnel Ambulance et 119 déplacements stratégiques au bénéfice du Dispositif Cantonal des Urgences Préhospitalières (DisCUP).

Statistiques

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre d'interventions	7'598	8'365	9'046	8'958	8'624	8'519
— personnes transportées	5'984	6'489	6'742	6'733	6'482	6'424
— Interventions sans transport	1'658	1'877	2'304	2'225	2'142	2'095
Nombre de missions SMUR	1'431	1'538	1'677	1'899	2'270	2'256
Total	9'029	9'903	10'723	10'857	10'894	10'775

Incivilités

Les ambulanciers et ambulancières ont fait 64 signalements d'incivilités (contre 63 signalements en 2024).

Sapeuses-pomprières et Sapeurs-pompier (SP)

Evolution de l'effectif

Les tableaux montrent l'évolution de l'effectif des sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier professionnels (sans les aspirantes sapeuses-pomprières et aspirants sapeurs-pompier professionnels, les sapeuses-pomprières et les sapeurs-pompier professionnels en formation et le personnel administratif.

2021	2022	2023	2024	2025
117	113	108.5	113.5	110

Evolution de l'effectif du Corps de sapeuses-pomprières volontaires et sapeurs-pompier volontaires, site de Lausanne (sans les jeunes sapeuses-pomprières et les jeunes sapeurs-pompier)

2021	2022	2023	2024	2025
107	103	90	95	75

Evolution de l'effectif du Corps de sapeuses-pomprières volontaires et sapeurs-pompier volontaires, site d'Epalinges

2021	2022	2023	2024	2025
54	50	48	53	47

Interventions

En 2025, le SDIS Lausanne-Epalinges a effectué 2'352 interventions, chiffre stable par rapport à l'année précédente (+1). Effectuées à raison de 72% sur le territoire du SDIS, de 16% dans la

couronne lausannoise et de 12% sur le reste du canton de Vaud. Les sapeuses-pompières et sapeurs-pompiers du SPSL ont été mobilisés à 9 reprises pour des renforts extra-cantonaux.

Les interventions se répartissent comme suit; le DPS site de Lausanne, composé de sapeuses-pompières et de sapeurs-pompiers professionnels, est intervenu sur 2'270 interventions (-18) et le DPS site d'Epalinges, composé de sapeuses-pompières et de sapeurs-pompiers volontaires, sur 82 interventions (+19).

Le poste de commandement avancé (PCA) a été ouvert à 4 reprises, comme en 2024, pour la gestion de 12 interventions (-22) lors d'événements naturels qui se sont abattus sur l'agglomération lausannoise. Les 33 autres interventions pour des éléments naturels ont été effectuées sans l'ouverture d'un PCA.

Le drone mis à disposition par l'ECA a été engagé à plusieurs reprises dans le cadre d'interventions liées aux éléments naturels qui ont touché le canton. Il a été également mobilisé à multiples reprises pour des feux d'habitations sur l'ensemble du canton.

Grâce la procédure mise en place par l'ECA, permettant de lever le doute sur la nécessité de mobiliser les sapeuses-pompières et sapeurs-pompiers, le nombre de déclenchements d'alarmes automatiques est en diminution (-83).

Types d'interventions

	2024	2025
Déclenchements d'alarmes automatiques	498	415
Incendies	412	526
Sauvetage de personnes et d'animaux	322	403
Désincarcérations	33	24
Protection de l'environnement	483	467
Interventions techniques	489	472
Eléments naturels	114	45
Total	2'351	2'352

Les interventions du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux sont comptabilisées dans la catégorie «sauvetage de personnes et d'animaux» et atteignent 31 (-3) missions.

Répartition géographique des interventions

	2024	2025
Sur le territoire du SDIS Lausanne-Epalinges	1'739	1'698
Sur le territoire d'autres communes	608	645
Hors canton de Vaud	4	9

Mobilisation de personnel complémentaire

Afin maintenir le standard de sécurité cantonal et de renforcer les équipes déjà engagées sur des sinistres conséquents ou multiples, la mise sur pied des détachements du personnel volontaire lausannois a été requise à 21 reprises (-7), du personnel professionnel en formation à 44 reprises en journée et du personnel du corps professionnel en congé à 19 reprises (-1). A 50 reprises (+11), il a été nécessaire de mobiliser un second officier de service pour garantir les missions opérationnelles liées aux interventions ou opérations spéciales.

Fête fédérale de gymnastique (FFG)

Pour permettre d'assurer les standards de sécurité et une conduite coordonnée de la manifestation, l'ECA a mis en place un état-major cantonal SDIS en collaboration avec l'état-major DIAM. Pas moins de 158 sapeuses-pompières et sapeurs-pompiers volontaires et professionnels, issus de tout le canton, ont été nécessaires pour assurer la sécurité des différents sites de fête, dortoirs et campings. Durant toute la manifestation, deux engins d'extinction, un officier SDIS et un inspecteur de la DDIS de l'ECA assuraient une veille permanente sur le secteur de la FFG. Les effectifs du SDIS ont eux aussi été augmentés de deux unités, assurant ainsi un départ spécifique pour le maintien de l'ordre depuis la caserne de la Vigie. Ces mesures ont généré 1'236 heures pour l'ensemble des SDIS engagés au profit de la FFG.

Feux de forêt Monténégro

Déployés dans le cadre d'une mission coordonnée par la Confédération en août dernier, deux inspecteurs de l'ECA, cinq sapeurs-pompiers du SPSL et un sapeur-pompier du SDIS Riviera ont été engagés sur mandat de l'ECA dans la région de Podgorica. Ils ont combattu, aux côtés d'équipes genevoises et valaisannes, des feux de forêt attisés par des vents violents avec pour objectif d'appuyer les secours locaux, protéger les zones habitées et assurer la logistique sur place.

Nouveau réseau radio numérique – Digital mobile radio (DMR)

Le SDIS a participé à la mise en place du nouveau système de radio numérique acquis par l'ECA. Ceci a nécessité le remplacement ou la reprogrammation de l'ensemble du matériel. Après une formation dispensée par 3 collaborateurs, formés au préalable par le service télématique ECA, auprès de notre personnel d'intervention, une mise à l'épreuve du réel (MER) fut effectuée. Cette équipe s'est également chargée de former les sapeuses-pomprières et sapeurs-pompiers volontaires des sites de Lausanne et d'Epalinges. Le déploiement définitif du système DMR sur l'ensemble du canton est prévu pour le premier trimestre 2026.

Forum Horizon

L'Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle (OCOSP) organise chaque année le Forum Horizon. Le 13 février, deux collaborateurs de sections d'intervention ont présenté le métier de sapeuse-pomprière et sapeur-pompier professionnel sur le site de l'Université de Lausanne.

Ordonnance du DETEC sur la participation des gestionnaires d'infrastructure aux frais de mise à disposition des services d'intervention sur les installations ferroviaires (OFSI)

Un groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises sous la direction de l'ECA afin d'établir les prochaines lignes concernant les trains d'alarmes et la doctrine d'engagement, les exercices et la formation, ainsi que le renouvellement du véhicule rail route.

Dossiers d'interventions et accès

La remise à niveau des dossiers d'intervention s'est poursuivie avec la mise à jour de celui de la Cathédrale de Lausanne, incluant un transport d'eau pour le secteur de la vieille-ville. La même démarche a été effectuée pour l'Eglise St-François.

Plusieurs dossiers tels que ceux de la gare de Lausanne, du Vortex de Cossonay, les travaux sur l'usine de Bret ont nécessité des reconnaissances, afin de déterminer les possibilités d'engagement en cas de sauvetage en profondeur.

Formation du corps professionnel

Durant l'année 2025, l'unité de la formation a pu mettre en place de nombreuses sessions dans le cadre de la formation de base (FOBA) et continue (FOCO).

Les principaux thèmes traités:

- BLS/AED;
- Pilotes drone;
- Aquatique eau libre;
- Groupe débriefing (GDSPSL);
- Formations sur les feux pétroliers sur le site du GESIP, Vernon/France;
- Stage caissons feu en Belgique;
- Feux de forêts;
- OFSI – ordonnance qui fixe les exigences en matière de sécurité applicables aux entreprises ferroviaires;
- Triple extinction.

Dans le cadre de la FOBA, un véhicule lourd de lutte contre les feux de forêt (CCF) a été reçu. Afin d'en assurer sa conduite en toute sécurité, les collaboratrices et collaborateurs ont suivi une formation spécifique à la conduite tout-terrain.

Toutes les intervenantes et intervenants ont suivi une formation sur l'élingage, qui permet de répondre à la norme de la SUVA concernant le levage de charge.

Dans le cadre de la formation continue, une visite détaillée du site de l'aéroport de la Blécherette avec toutes les spécificités propres au monde de l'aéronautique a été réalisée.

Le détachement du GRIMP a participé au mois d'octobre à une formation spécifique sur les éoliennes, objet d'envergure avec une très grande hauteur avec un accès difficile et limité dans le volume.

Le thème retenu pour l'exercice d'une section complète a été celui de la triple extinction pour 2025. Afin que l'ensemble du personnel des deux sections puisse être entraîné, 4 exercices d'engagements ont été mis sur pieds sur le site de la compagnie industrielle de Monthey (CIMO). Ces exercices ont permis tant d'entraîner la conduite d'intervention, que l'engagement des moyens d'extinction sur feu de produits pétroliers.

Organisé en collaboration avec l'ECA, le stage de perfectionnement pour les instructeurs du domaine feu s'est déroulé sur le site de la zone RPA Hainaut Sécurité en Belgique, en présence de plusieurs sapeuses-pompières et sapeurs-pompiers vaudois. Le but était de pouvoir bénéficier d'infrastructures inexistantes chez nous, permettant aux intervenantes et intervenants de s'entraîner sur un feu intérieur en conditions réelles en toute sécurité.

Les cadres de section ont eu l'occasion de passer une journée auprès des sapeuses-pompières et sapeurs-pompiers professionnels du groupement SIS Genève.

Afin de mieux comprendre le travail des opératrices et opérateurs téléphoniques, l'ensemble des cadres de sections a effectué une journée en immersion au Centre de traitement des Alarmes (CTA).

Académie latine des sapeurs-pompiers (ALSP)

6 aspirants ont passé le permis poids-lourd catégorie C au mois de février durant leur stage d'observation en caserne. De mars à mi-mai, les 14 aspirants romands sont retournés à la RAMA pour suivre le bloc de consolidation. 12 instructeurs sapeurs-pompiers du SPSL se sont succédés pour dispenser la formation académique.

Les 13 aspirants de la volée 2023, dont 3 Lausannois, ont reçu leur brevet le 17 janvier, lors de la cérémonie organisée par les sapeurs-pompiers professionnels de la Compagnie industrielle de Monthey (CIMO) en collaboration avec le commandant de l'ALSP.

Prestations pour le Tribunal des mineurs du Canton de Vaud

Durant l'année, les sapeuses-pompières et les sapeurs-pompiers ont reçu dans leurs murs 19 mineurs auteurs de départs d'incendies afin de leur expliquer les conséquences de leurs actes. Ils ont participé à des travaux de rétablissement et d'entretien de la caserne.

Visite de la caserne

1'650 personnes ont visité la caserne de Lausanne durant l'année 2025. Il s'agit de classes, entreprises, privés ou partenaires feux bleus, qui ont pu découvrir le métier de sapeuse-pompière et sapeur-pompier, ainsi que les véhicules, le matériel et les locaux.

Sapeurs-pompiers volontaires

Au 1^{er} janvier, pour le SDIS, 7 nouveaux sapeuses-pompières et sapeurs-pompiers volontaires ont été incorporés pour le site de Lausanne et 10 pour le site d'Épalinges.

Les groupes de conduite des détachements d'appui (DAP) des sites de Lausanne et Épalinges ont tenu 14 séances, dont 4 pour Lausanne. Ces séances ont permis de consolider les structures administratives, de formation et de conduite. Ils ont également géré et suivi toutes les missions d'intervention et de prévention qui leur ont été confiées.

Sur le plan opérationnel, dès le 1^{er} janvier, tous les préposés APR du DAP Lausanne ont été formés sur le fonctionnement et l'engagement de la berce protection respiratoire BPRO. Ce changement vise à rendre plus autonome le DAP lausannois et d'être ainsi attitré à des missions secondaires importantes lors d'interventions de grande envergure.

Au niveau de la formation, chaque sapeuse-pompière et sapeur-pompier volontaire a bénéficié de formations internes et cantonales adaptées. Cela représente 188 journées de cours ECA. A cela s'ajoutent 86 journées de formation interne. L'UAPP de Lausanne et le DPS d'Épalinges ont organisé leur formation continue dans tous les domaines de l'intervention et de la protection respiratoire.

Le traditionnel recrutement cantonal s'est déroulé le premier jeudi de novembre. Cette année, le déroulement de cette soirée a été légèrement revisité et un questionnaire à remplir en ligne intègre désormais le processus de recrutement.

Pour la 2^e phase, les critères de sélection restent identiques à l'année précédente et différents tests (vertige, claustrophobie, aptitudes manuelles et physiques) ont été organisés en collaboration avec le SDIS de la Mèbre et de Sorge à fin novembre.

A l'issue de cette phase de sélection, 15 personnes ont été retenues pour le SDIS, 9 recrues pour l'OI d'Epalinges et 6 recrues pour Lausanne.

Jeunes sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier (JSP)

Encadrés par 10 moniteurs professionnels et volontaires, 3 filles et 27 garçons composant le groupe des jeunes sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier (JSP), ont suivi leur formation annuelle en interne.

Le groupement JSP du SDIS Lausanne-Epalinges a participé à une journée d'instruction à Cully sur les terres sur SDIS Cœur de Lavaux. Ils ont également participé aux fêtes du bois des écoles enfantines et primaires.

Les JSP ont également pris part au cortège de la Fête fédérale de gym, accompagnés d'autres JSP du canton, ainsi que des gymnastes de la BSPP (brigade de sapeurs-pompier de Paris).

Afin de permettre aux jeunes de passer les tests permettant d'obtenir les distinctions appelées «flamme 1, 2», des tests ont été mis en place en collaboration avec les JSP des SDIS de la Mèbre et du Gros-de-Vaud. 8 jeunes ont réussi les flammes 1 ou 2. De plus, 7 JSP ont obtenu leur flamme 3, à la suite des tests organisés par le GVJSP. Après avoir obtenu cette distinction, les JSP peuvent intégrer directement un SDIS sans devoir suivre le cours de base, l'année de leurs 18 ans.

Le 6 décembre, le personnel du site d'Epalinges et du DAP site de Lausanne ainsi que les JSP ont participé au Téléthon.

Police du feu

Généralités

La Police du feu compte 5 collaborateurs à plein temps et un autre à 40%. Elle est dotée de 2 véhicules à propulsion entièrement électriques (une voiture et un scooter) et d'un vélo électrique. Elle est amenée à se déplacer quotidiennement sur des lieux de visite de fin de travaux, de manifestations ou encore de sites d'ouverture ou de reprise d'exploitation d'établissements publics. Dans ce contexte, son rôle consiste à vérifier que toutes les mesures de prévention et protection incendie des bâtiments et autres ouvrages aient bien été mises en œuvre et soient fonctionnelles. En amont, la Police du feu conseille les responsables de projet.

La Police du feu forme également des tiers dans le domaine de la prévention et de la protection incendie. Elle est notamment intervenue pour sensibiliser les bénévoles de la FFG 2025 à l'évacuation d'urgence d'un lieu d'hébergement temporaire.

Elle a également participé activement à la consultation technique des nouvelles prescriptions de protection incendie AEA1 2026.

Les 580 dossiers d'intervention des sapeuses-pomprières et sapeurs-pompier, élaborés par la Police du feu sur la base de l'application ECAPLAN 2.0 de l'ECA, ont nécessité une mise à jour constante et scrupuleuse afin de permettre aux intervenants d'opérer dans les meilleures conditions de sécurité possible.

La Police du feu a traité près de 420 dossiers de mise à l'enquête publique, procédé à 1'150 déterminations en lien avec des manifestations et effectué plus de 400 visites de fin de travaux et d'établissements publics.

Détachement poste médical avancé (DPMA)

Effectif

Le Détachement a pu bénéficier d'un poste supplémentaire. Le fort développement du DPMA ces dernières années a démontré la nécessité de renforcer l'état-major professionnel. Il s'agit du poste de responsable des opérations et manifestations.

En plus des 4 officiers professionnels, le DPMA peut compter sur 79 volontaires actifs répartis dans les 3 catégories suivantes: 22 médecins, 35 professionnelles et professionnels de la santé (infirmières, infirmiers, ambulancières et ambulanciers) et 22 secouristes.

2021	2022	2023	2024	2025
	71	73	68	72
				79

Soutien Sanitaire Opérationnel (SSO)

Le SSO a été mobilisé à plusieurs reprises à travers le canton pour assurer le soutien des sapeuses-pomprières et sapeurs-pompiers. Ces missions peuvent fréquemment s'étendre dans la durée, nécessitant de longues heures d'engagement.

Plusieurs évolutions sont à noter dans ce domaine, notamment des essais visant à assurer un suivi des intervenantes et intervenants tout au long de l'intervention via des capteurs biométriques intégrés à l'équipement, ou encore de nouveaux moyens de reconditionnement de la température corporelle.

Poste Médical Avancé (PMA)

Le PMA a été sollicité sur alarme à deux reprises.

Le 28 janvier à Nyon, lors d'un feu de cave impactant une barre d'immeubles locatifs. Une septantaine de personnes a été contrôlée et prise en charge. Le déploiement du véhicule de commandement sanitaire a permis de faciliter la traçabilité des nombreuses personnes impliquées présentes.

Le 16 août à Montreux, dans le cadre d'une possible intoxication dans un hôtel. Heureusement, les contrôles effectués sur des dizaines de personnes se sont révélés rassurants et aucune hospitalisation n'a été nécessaire.

L'Équipe Sanitaire Maintien de l'Ordre (ESMO+)

Les formations des policières, policiers et gendarmes composant le groupe ont été assurées en novembre et ont permis de mobiliser et d'actualiser les connaissances.

Les Dispositifs Médicaux Sanitaires (DMS)

Dans le cadre des événements culturels et sportifs, le DMS reste un acteur incontournable de la gestion médico-sanitaire des manifestations lausannoises (20KM, fête nationale du 1^{er} août, Triathlon et Marathon), en prenant en charge des centaines de patientes et patients.

L'année 2025 a été marquée par la Fête Fédérale de Gymnastique qui s'est déroulée du 12 au 22 juin avec 1'280 patients pris en charge avec un effectif médico-sanitaire quotidien de 80 à 100 personnes (incluant l'armée suisse et d'autres DPMA romands). La phase de planification et la conduite ont également été intégralement effectuées par le Détachement.

Le Chef d'engagement (CE) DPMA

Les missions de premier-répondant confiées au CE DPMA ont permis une intervention rapide et ciblée, notamment lors d'arrêts cardio-respiratoires ou de réactions anaphylactiques. Il a été engagé à 7 reprises pour des missions de premier répondant ou de logistique et 17 fois pour des missions de SSO seul.

Types d'interventions – engagements

	2024	2025
Soutien sanitaire opérationnel (SSO)	26	42
Poste médical avancé (PMA)	4	2
Dispositif médico-sanitaire (DMS)	10	7
Premier répondant et missions particulières (CE DPMA)	6	7
Total	46	58

Matériel et équipement

L'année 2025 a permis au Service, en collaboration avec la Direction générale de la santé, de se munir d'un nouveau véhicule de soutien sanitaire (VSS) en remplacement du premier engin du

concept romand, datant de 2008. Offrant de nombreuses améliorations, il garantit l'accès au site d'un événement sanitaire majeur par une transmission 4x4. Ses capacités en moyens de relevage, oxygène et sacs d'interventions d'urgence notamment sont également renforcées. Jusqu'à une centaine de patientes et patients ainsi que diverses catégories de triage peuvent être pris en charge grâce aux équipements disponibles à bord.

Formation

Grâce à une importante activité de formation, plus de 600 certificats BLS-AED ont été transmis aux différents SDIS du canton.

Ambulancier chef des secours (ACS)

Le binôme de conduite ambulancière-ambulancier et médecin chef des secours a été sollicité à de nombreuses reprises. Les engagements vont du conseil téléphonique à la reprise de la conduite sanitaire de l'intervention.

Pour la seconde fois cette année, une formation continue commune à l'ensemble des cantons romands a été mise sur pied. Celle-ci a été dispensée à la Chaux-de-Fonds et a permis de fructueux échanges entre les ACS des cantons romands.

Statistiques ACS

	2024	2025
Ambulanciers Chefs des Secours (ACS) (sollicitations/déplacements)	51/11	34/5

Protection civile (PCi)

Evolution de l'effectif de la milice et des volontaires

2021	2022	2023	2024	2025
800	819	662	640	599

Convention de collaboration «A-Venir» avec l'ORPC Ouest lausannois

Des départs de personnel en 2024 ont conduit à une réflexion visant à définir un nouveau modèle de fonctionnement à adopter dans le contexte de la réforme cantonale «TETRIS», laquelle n'a pas abouti. Le développement de synergies entre les ORPC en constituait d'ailleurs l'un des axes majeurs mis en avant par l'assemblée des présidentes et présidents des CoDIR des dix ORPC vaudoises. Sur cette base, la vision de renforcer et de matérialiser la collaboration existante avec l'ORPC de l'Ouest lausannois s'est concrétisée avec la ratification de la convention «Avenir», le 8 avril. Elle permet de répondre plus efficacement aux défis communs liés aux ressources humaines (professionnels et de milice) en engageant les parties à partager leurs compétences, leurs infrastructures et leurs moyens opérationnels, tout en respectant leurs structures institutionnelles respectives.

Baisse subvention

Le 27 mai, les présidentes et présidents des CODIR des ORPC vaudoises ont été informés que, compte tenu de la situation financière particulièrement tendue de l'État de Vaud, des mesures d'assainissement devaient déjà être appliquées en cours d'année, en mettant un terme, avec effet immédiat, à la participation financière de l'État de CHF 15.– par jour de service et par astreinte et astreint de la protection civile, conformément à l'art. 19a de la LVLPCi. Ce montant représentait 50% de la contribution destinée aux services d'instruction. En conséquence, la planification annuelle a été réduite tout en garantissant le respect des standards légaux. Les ajustements ont permis de limiter l'impact de cette réduction budgétaire.

Interventions

L'année 2025 a débuté sans aucune intervention au premier semestre. Le second semestre, avec 289 jours d'engagement, met en évidence la forte variabilité de l'activité de la PCi d'une année à l'autre.

Le plan canicule a été activé à deux reprises, en juillet puis en août.

Le 17 août, la PCI a été alarmée et mobilisée pour assurer une prestation de subsistance au profit des sapeusespomprières et sapeurspompiers engagés sur un incendie survenu dans un centre de traitement des déchets au Mont-sur-Lausanne. Une centaine de repas ont été servis aux différents intervenantes et intervenants.

Le samedi 31 août, alors que la compagnie en service était engagée au Triathlon de Lausanne, la PCI a été sollicitée par la Gendarmerie vaudoise pour mettre rapidement en place un dispositif de protection autour du Château SaintMaire, pour répondre à des risques de débordements et de déprédations dans le cadre d'un rassemblement public. Le dispositif a été démonté le lendemain.

Fin novembre, le plan grand froid a été déclenché pour la première fois pour 3 nuits, puis à nouveau déclenché le 27 décembre.

Engagements

Dans le cadre des interventions en faveur de la collectivité (IFC), l'ORPC a apporté son appui à plusieurs événements majeurs, en premier lieu à la Fête Fédérale de Gymnastique. Cet engagement d'envergure a nécessité une coordination étroite avec les autorités cantonales et fédérales ainsi qu'avec les autres ORPC impliquées. 221 astreintes et astreints ont été mobilisés, totalisant 1'019 jours de service, tandis que les professionnels ont consacré 875 heures de travail à cet engagement.

Comme chaque année, un soutien a été assuré aux 20 km, au Triathlon et au Marathon de Lausanne, en devant adapter les prestations aux effectifs disponibles.

Heures réalisées par l'effectif professionnel

	2024	2025
Engagements au profit des collectivités	714	1'464
Engagements en situation d'urgence	225	264
Total	939	1'728

Matériel, équipement et infrastructures

Modernisation des remorques d'intervention

Au cours de l'année, le matériel et les équipements des remorques d'intervention «Battue» et «PBC» ont été mises à jour afin de répondre aux standards actuels d'engagement.

Un investissement dans du matériel d'éclairage moderne a permis de remplacer les systèmes halogènes par des dispositifs LED, plus performants et économes en énergie. Les tire-câbles des abris ont été révisés et sont désormais conformes aux nouvelles normes.

Gestion des génératrices

70 génératrices ont été placées en conservation. Cette mesure supprime la nécessité d'un contrôle électrique annuel tout en garantissant leur disponibilité et leur exploitation en cas de mobilisation, générant également une économie financière.

Optimisation des stocks de vêtements

Dans une logique d'efficacité budgétaire, le SSCM a souhaité regrouper les stocks d'uniformes des différentes ORPC au centre d'instruction de Gollion. Cette centralisation permet d'équiper les nouvelles astreintes et les nouveaux astreints lors des écoles de formation de base cantonales et de limiter les surplus de stock inutilisés. Le bataillon est désormais entièrement doté de la tenue VD-15.

Logiciel LogSSCM

Le logiciel de gestion des stocks fourni par le SSCM a été considérablement amélioré, offrant un gain de temps notable.

Révision du plan de stationnement

La révision décennale du plan de stationnement (cantonnement PCi) est désormais achevée. Elle garantit une place pour chaque astreinte et astreint de la Protection civile. Cela représentera une augmentation de 575 places protégées supplémentaires.

Entretien et modernisation des constructions

Les constructions ont été entretenues par la section logistique et exploitées tout au long de l'année lors des cours PCi. Leur modernisation est prévue dans les prochaines années grâce à des subventions fédérales, ainsi qu'aux comptes des contributions de remplacement, désormais toutes regroupées dans un fonds cantonal. La bascule commune-canton s'est faite conformément à la réglementation au 1^{er} mars. La modernisation de ces infrastructures vieilles de plus de 40 ans, se fera sur les 15 prochaines années, selon des directives fédérales en cours d'élaboration. Une priorisation des sites est en cours, afin de mettre les efforts dans nos bases principales (Prélaz, Bergières, Grand-Vennes).

Essai annuel des sirènes

70 sirènes fixes et mobiles ont été contrôlées en 2025. Celles-ci ont été déclenchées par les centrales d'engagement dédiées et par la présence de la milice. 3 étaient défectueuses et ont été remises en état par le Canton.

Places protégées

- 585 contrôles périodiques ont été effectués (correspondant à 7'076 places) dans notre district;
- 724 nouvelles places protégées ont vu le jour dans notre district, dont 335 pour la seule commune de Lausanne.

Un ancien abri fédéral appartenant précédemment à Swisscom a été converti en un abri privé de 500 places protégées.

Cette conversion porte le total à 1'224 nouvelles places protégées.

Formation

Le programme d'instruction et les entraînements dans les différents secteurs ont été harmonisés par le domaine de l'instruction, désormais commun aux deux ORPC (voir convention A-Venir).

Pour la deuxième année consécutive, les cours de répétition se sont déroulés sur deux semaines. Cette édition s'est distinguée par l'intégration des préparatifs liés aux engagements en faveur de la collectivité, notamment la Fête Fédérale de Gymnastique, les 20 km de Lausanne et le Triathlon.

Le contenu des cours de répétition (CR) était résolument orienté vers la pratique et le soutien aux partenaires en cas d'événement majeur. Le bataillon a été formé à la mise en place de motopompes, à l'utilisation des conteneurs inondation et de protection d'objets de l'ECA, aux barrages anti-crue, aux remorques de barrage et de déviation cantonale, ainsi qu'à l'ensemble des génératrices des ORPC.

Un cours de répétition supplémentaire (CR report) a été organisé conjointement avec l'ORPC de l'Ouest lausannois afin de permettre à chaque astreint de remplir son obligation légale de service. Un entraînement ABC, et plus spécifiquement chimique (C), a été développé en collaboration avec le DPMA pour la section de sauvetage de la compagnie du 1^{er} échelon d'intervention, incluant la mise en œuvre d'un concept de décontamination de masse en piscine.

Les services d'instruction de fin d'année ont permis de rencontrer les nouvelles incorporées et les nouveaux incorporés, de préparer les cadres à la sélection cantonale et d'entraîner les spécialistes antichute, les vérificateurs EPI antichute, les spécialistes PBC ainsi que nos instructeurs BLS.

De nouveaux instructeurs BLS (massage cardiaque et mesures vitales) ont également été formés dans le cadre d'un cours mixte réunissant ambulanciers, sapeurs-pompiers et membres du DPMA, tous issus du SPSL.

Une formation PBC spécifique, destinée au personnel muséal du district de Lausanne, a été conçue et mise en œuvre par le responsable de l'instruction. Cette formation pilote vise à préparer les institutions à exécuter le plan d'évacuation des biens de priorité 1 au profit des

sapeuses-pomprières et sapeurs-pompiers. Sa réalisation a bénéficié du soutien de l'Office cantonal PBC.

Enfin, le travail des cadres et des professionnels dans les domaines du recrutement, du service d'avancement et des spécialités a porté ses fruits, avec 54 personnes ayant validé leur formation.

Nouvelles habitantes et habitants

Pour la première fois, l'ORPC a participé à la séance d'information destinée aux nouvelles habitantes et habitants lausannois, organisée au Casino de Montbenon. Ce stand était animé conjointement avec les autres entités du SPSL, renforçant ainsi la cohérence et la visibilité du service.

Jours de service

	2024	2025
Cours effectués dans le cadre communal	5'106	2'787
Engagements au profit de la collectivité	436	1'239
Engagements en situations d'urgence	171	278
Total	5'713	4'304

Centre de formation de La Rama (CFR)

Locations

La fréquentation du CFR est principalement répartie entre:

- divers services de la Ville et de l'Etat de Vaud;
- les sapeuses-pomprières et sapeurs-pompiers (notamment au travers des formations ECA) avec le plateau technique de formation (PTF);
- les utilisatrices et utilisateurs externes (principalement des organisations œuvrant dans le domaine des secours, de la sécurité et de la prévention).

En 2025, le CFR a fonctionné toute l'année. Le nombre de jours de location est de 250, en légère baisse par rapport à 2024 (287) et 15'452 personnes ont fréquenté le site de La Rama (15'633 en 2024).

Repas

La cuisine du CFR a produit 11'223 repas (14'011 en 2024), dont 1'812 livrés dans les diverses entités du SPSL (3'999 en 2024).

Restauration collective durable (RCD)

Le CFR poursuit l'implémentation du plan de RCD.

Service du contrôle des habitants (CH)

Principales missions du service

- tenir à jour l'ensemble des données relatives à la population, en veillant à respecter les dispositions légales en matière de contrôle des habitantes et habitants et d'harmonisation des registres;
- accueillir le public et renseigner les usagers et les usagers;
- constituer les dossiers de demandes d'autorisations de séjour et d'établissement et les transmettre à l'autorité compétente, à savoir le Service cantonal de la population;

- fournir aux administrations publiques les données qui leur sont nécessaires (registres des contribuables, registre civique, registre cantonal des personnes, écoles, etc.);
- traiter les mutations courantes sous forme électronique et en transmettre le résultat au registre cantonal des personnes, dans le cadre de l'automatisation du transfert d'informations.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction CH	6.00	5.80	6.40	5.90
Section SICH et qualités données	5.40	5.40	5.40	4.40
Section Admin. et finances	2.00	2.00	2.00	2.00
Section population	20.40	20.40	20.40	18.40
Section soutien et expertise	8.10	8.10	7.80	6.80
Total service	41.90	41.70	42.00	37.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.10

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Direction CH	6	5.80	6	5.90
Section SICH et qualités données	6	5.40	5	4.40
Section Admin. et finances	2	2.00	2	2.00
Section population	22	20.40	20	18.40
Section soutien et expertise	10	8.10	9	6.80
Total service	46	41.70	42	37.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Le service accueille un apprenti rattaché au SPEL depuis le 11.08.2025

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	6	3
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	–
Total service	7	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	1
Démission	1
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	6	2.25	13	5.74
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	6	2.25	13	5.74

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Le 1^{er} avril, les formulaires de contact permettent aux habitantes et habitants de poser des questions ou d'envoyer des documents par le biais d'un menu déroulant contenant un certain nombre de sujets, tels que l'annonce d'arrivée, le changement d'adresse et bien d'autres prestations.

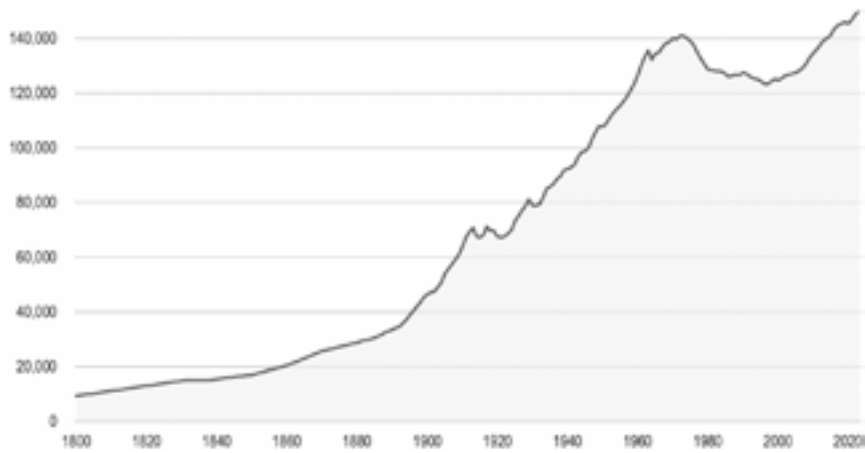
Le 14 avril débute l'ouverture de la prestation dématérialisée des renouvellements des permis C, permettant aux administrées et aux administrés de solliciter un renouvellement de leur permis d'établissement arrivant à échéance. Ces données sont communiquées par une plateforme sécurisée pour toute personne souhaitant annoncer ses changements sans déplacement physique.

Le 1^{er} décembre s'ouvre l'encaissement préalable de la prestation. Afin de simplifier la gestion financière et appliquer la recommandation issue de l'audit financier, les administrées et les administrés sont tenus de payer la prestation sollicitée avant sa délivrance.

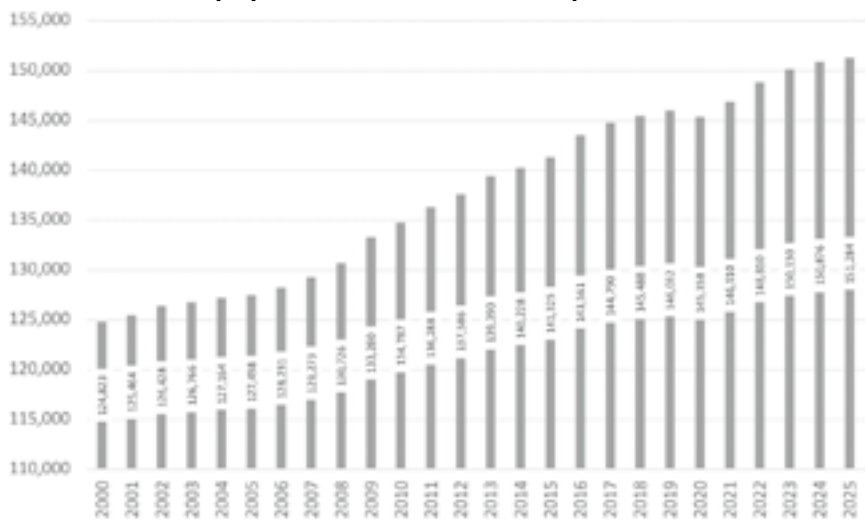
Principales activités 2025**Evolution démographique et statistiques****Evolution démographique**

Au 31 décembre, 151'284 personnes figuraient dans le registre des habitantes et habitants de la Ville de Lausanne, toutes catégories confondues, soit une augmentation de 408 habitantes et habitants par rapport à 2024.

Evolution de la population lausannoise depuis 1803



Evolution de la population lausannoise depuis 2000 (au 31 décembre)



Depuis l'an 2000, l'augmentation de la population, à fin 2025, est de 21.20%.

Statistique de la structure de la population lausannoise

Pyramide des âges



Population lausannoise, selon le type de résidence

au 31 décembre	2023	2024	2025	Différence 2024/2025
En résidence principale	146'200	147'027	147'550	+523
En résidence secondaire	3'930	3'849	3'734	-115
Total	150'130	150'876	151'284	+408

Répartition de la population, selon les origines et la nationalité

selon origines/nationalité	2023	2024	2025	Différence 2024/2025
Vaudois et Vaudois	50'440	50'625	50'710	+85
— dont Lausannoises et Lausannois	24'711	25'203	25'532	+329
autres cantons	35'908	35'718	35'559	-159
Total population suisse	86'348	86'343	86'269	-74
Total population étrangère	63'782	64'533	65'015	+482
Total	150'130	150'876	151'284	+408

Population étrangère résidant à Lausanne, par pays/continents

au 31 décembre	2024	%*	2025	%*	Différence 2024/2025
France	14'293	9.47	14'708	9.72	+415
Portugal	7'398	4.90	7'279	4.81	-119
Italie	6'501	4.30	6'437	4.25	-64
Espagne	6'005	3.97	6'187	4.08	+182
Reste de l'Europe	13'372	8.86	13'275	8.78	-97
Population étrangère européenne	47'569	31.52	47'886	31.64	+317
Afrique	6'528	4.32	6'694	4.43	+166
Asie	5'792	3.84	5'866	3.89	+74
Amériques	4'449	2.95	4'374	2.89	-75
Océanie	102	0.06	96	0.06	-6
Apatrides	7	-	7	-	0
Non déterminée	86	0.05	92	0.06	+6
Population étrangère non européenne	16'964	11.25	17'129	11.33	+165
Population étrangère totale	64'533	42.77	65'015	42.97	+482

* pourcentage de la population étrangère par rapport à la population globale vivant à Lausanne (respectivement 150'876 et 151'284).

Population étrangère résidant à Lausanne, par permis

au 31 décembre	2023	2024	2025	Différence 2024/2025
Population en résidence principale:				
— Permis B	26'391	26'944	27'508	+564
— Permis C	31'503	31'468	31'480	+12
— Permis F	1'309	1'246	1'262	+16
— Permis L	1'237	1'239	1'317	+78
— Cas en suspens auprès des autorités cantonales ou fédérales	1'577	1'771	1'551	-220
— Procédures de refus/recours	184	206	206	0
Total population résidante	62'201	62'874	63'324	+450
Dispensés par le DFAE ¹	203	204	191	-13
Permis Ci ²	12	9	9	0
Total population diplomatique	215	213	200	-13
Requérant.e.s d'asile	216	232	206	-26
Permis S (statut de protection)	678	745	802	+57
Total en résidence principale	63'310	64'064	64'532	+468
Population en résidence secondaire:				
— Permis B	117	124	119	-5
— Permis C	258	245	269	+24
— Permis F	-	1	2	+1
— Permis G (frontalier)	75	74	61	-13

au 31 décembre	2023	2024	2025	Différence 2024/2025
— Permis L	6	3	3	0
— Demandes en cours	13	17	24	+7
— Dispensés par le DFAE	3	5	5	0
— Requérant·e·s d'asile	–	–	–	0
Total en résidence secondaire	472	469	483	+14
Total de la population étrangère	63'782	64'533	65'015	+482

¹ Membres ou personnel des missions diplomatiques et consulaires dispensés de formalités
² Conjoints ou enfants des personnes dispensées par le DFAE, exerçant une activité lucrative

Naissances et décès au sein de la population lausannoise

	2023	2024	2025	Différence 2024/2025
Naissances	1'565	1'448	1'487	+39
Décès	1'028	1'011	1'027	+16
Solde naturel	537	437	460	+23

Relations avec les administrées et administrés

Les relations avec la population lausannoise sont réparties selon 4 axes principaux, à savoir par courriers postaux et par courriers électroniques, sur rendez-vous aux guichets, sur présentation à la réception. Les appels téléphoniques permettent également de renseigner les administrées et administrés sur les modalités d'annonces et de traitement des demandes d'autorisation de séjour.

	2024	2025	Différence 2024/2025	En pourcentage
Nombre d'opérations de mise à jour	270'665	247'522	-23'143	-8.55%
Nombre d'e-mails	48'251	61'860	+13'609	+28.20%
Nombre de courriers postaux	56'284	50'759	-5'525	-9.81%

Malgré l'ouverture externe de l'agenda du service à toute la population, le nombre de rendez-vous sollicité par les citoyennes et citoyens a légèrement diminué tout comme le temps d'attente.

	2024	2025	Différence 2024/2025
Nombre d'entretiens effectués aux guichets	27'740	23'486	-4'254
Temps d'attente moyen	5'02"	4'37"	-0'25"

Depuis 2019, le CH délivre des déclarations de résidence dont les demandes sont effectuées en ligne.

	2023	2024	2025	Différence 2024/2025
Déclarations de résidence délivrées par internet	7'862	8'651	9'297	+646

Service de l'économie (ECO)

Principales missions du service

- mise en œuvre et appui en matière d'économie, de promotion économique et d'initiatives entrepreneuriales;
- production de la statistique publique communale et analyse;
- gestion administrative et coordination des manifestations;
- gestion des établissements et des terrasses;
- gestion des commerces permanents et des marchés;

- gestion des cinémas;
- gestion des procédés de réclame;
- gestion des ports de petite batellerie, des infrastructures nautiques et des rives du lac;
- perception des taxes de séjour;
- perception de l'impôt sur les divertissements;
- gestion des décès;
- gestion du centre funéraire de Montoie.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction ECO	5.80	5.80	5.80	4.75
Etablissements & Commerces	6.00	6.00	6.00	5.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	6.50	5.50	6.30	5.30
Lac	2.00	2.00	2.00	2.00
Manifestations & Marchés	9.70	8.70	10.30	8.70
Off. Commerces & manif.	1.90	1.90	1.90	1.00
Off. prest. funéraires Isnois	19.00	18.80	18.80	18.80
Office appui économ. et stat.	4.50	4.50	4.50	4.50
Total service	55.40	53.20	55.60	50.05

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.20

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Direction ECO	7	5.80	6	4.75
Etablissements & Commerces	6	6.00	5	5.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	6	5.50	6	5.30
Lac	2	2.00	2	2.00
Manifestations & Marchés	10	8.70	10	8.70
Off. Commerces & manif.	2	1.90	1	1.00
Off. prest. funéraires Isnois	21	18.80	21	18.80
Office appui économ. et stat.	5	4.50	5	4.50
Total service	59	53.20	56	50.05

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	—	—
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	1
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	4	1

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	4

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	5	1.69	6	2.64
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*	2	*
Total service	7	1.69	8	2.64

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2025**Office d'appui économique et statistique (OAES)**

En 2025, en matière de statistique publique, eu égard à une actualité économique agitée entre autres par les questions liées aux tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis notamment aux importations en provenance de la Suisse, une attention particulière a été consacrée aux questions conjoncturelles. L'office a par ailleurs assuré les mises à jour du portail statistique officiel de la Ville et des divers documents de référence diffusés au public (relevé mensuel du chômage, portrait statistique, etc.) et effectué les travaux de préparation pour la reprise de la production des données mensuelles sur l'aide sociale (Revenu d'insertion), suite à la reprise des livraisons des fichiers par l'autorité cantonale.

L'office a poursuivi sa mission en matière de statistique analytique en compilant divers rapports notamment à l'intention de la Municipalité (situation économique générale, aspects démographiques, commerce de détail, etc.) ou des services (notation Standard & Poor's, petite enfance, etc.) avec une mention particulière pour l'analyse comparative de la statistique de la fréquentation hôtelière à l'intention de l'Unité de développement et de promotion de la Ville (UDPV) ainsi qu'une infographie dédiée aux femmes de Lausanne et une participation à la publication «Une journée en ville» du groupe City Statistics de l'Office fédéral de la statistique.

En matière de coordination statistique, conformément aux dispositions statutaires de la Conférence des offices romands et tessinois de statistique (CORT), l'office en a assuré la

présidence pour la deuxième année avec les tâches d'organisation et représentation qui en découlent. L'office a assuré aussi la vice-présidence de la Commission statistique de l'Union des villes suisses (UVS) et la représentation de la CORT auprès du Comité de la Conférence suisse des offices statistiques régionaux (CORSTAT). L'office a également pu satisfaire les exigences de l'Office fédéral de la statistique (OFS) en matière contractuelle de manière à remplir les conditions du contrat-cadre de l'OFS, facilitant ainsi l'obtention d'autres données des enquêtes fédérales. Grâce à l'important travail consenti par le Service d'organisation et informatique (SOI), l'office a aussi pu faire avancer l'informatisation du Registre communal des entreprises par le biais d'un lien en temps réel avec le Registre fédéral.

L'année 2025 a encore marqué les 60 ans d'institution de la statistique lausannoise intervenue le 7 décembre 1965, lors de l'adoption par le Conseil communal de la réponse de la Municipalité à une motion de M. Bernard Meizoz et consorts. Par la même occasion, l'office a également élaboré la réponse de la Municipalité au postulat de Mme Anaïs Timofte suggérant la création d'un bureau de prospective. A cette occasion, répondant à l'invitation de la Conseillère fédérale Mme Baume-Schneider, la Municipalité a formellement adhéré à la Charte de la statistique publique de la Suisse.

En appui aux démarches du service pour le suivi des affaires économiques, l'office a participé aux prestations d'appui au tissu des entreprises lausannoises. L'édition 2025 du Prix entreprises formatrices, organisée par l'office en partenariat avec Economie Région Lausanne (ERL), a distingué 6 entreprises pour leurs efforts en faveur de l'apprentissage. L'office a aussi travaillé étroitement avec l'UDPV en matière d'accompagnement des démarches de planification urbanistique (Plaines-du-Loup, Près-de-Vidy, place de l'Europe et rue Centrale, place Chauderon et rue des Terreaux, Pôle gare, etc.), afin d'assurer la prise en considération des contraintes qui déterminent la viabilité économique des sites et ainsi promouvoir une vie aussi animée que possible des périmètres à aménager.

Office des autorisations commerciales et des manifestations (OACM)

A — Etablissements, commerces, cinémas, procédés de réclame

Etablissements

	2024	2025
Demandes de préavis pour licence	248	232
Licences délivrées ou renouvelées	435	407
Changements d'enseigne	63	52
Manifestations	1'185	1036
— dont ouverture de billetterie	126	115
Autorisations de diffusion de musique	142	113
Refus des heures de prolongation (rappels, avertissements, retraits) ¹	4	2
Dossiers de mise en conformité des locaux	74	87
Demande de préavis pour fumeurs	–	–

¹ Selon les directives municipales en matière de refus des heures de prolongation après l'heure de police fixée à 3h00 (art 5. RME)

Durant l'année, 8 établissements ont été déclarés en faillite, soit 8 cafés-restaurants. De plus, par décisions du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine (Police cantonale du commerce), 8 établissements ont été fermés temporairement et 2 magasins ont été privés de vente de boissons alcooliques, pour diverses infractions.

Nombre d'établissements par catégorie de licences (au 31 décembre)

Catégorie	Genre de licences	Etablissements exploités au 31 décembre 2024	Créations	Réouvertures	Changements de catégorie (en +)	Fermetures	Changements de catégorie (en -)	Etablissements exploités au 31 décembre 2025	Ecart
A	Hôtel avec restauration	29	-	-	-	1	-	28	-1
	Hôtel sans restauration	3	-	-	-	1	-	2	-1
B	Café-restaurant	479	9	22	1	23	-	488	+9
D	Café-bar	23	-	1	1	3	-	22	-1
E	Buvette	34	-	-	-	1	-	33	-1
F	Discothèque avec restauration	4	-	-	-	1	-	3	-1
	Discothèque sans restauration	10	2	-	-	-	-	12	+2
G	Night-club avec restauration	1	-	-	-	-	-	1	-
	Night-club sans restauration	4	-	-	-	1	-	3	-1
H	Salon de jeux avec boissons alcooliques	2	-	-	-	-	-	2	-
	Salon de jeux sans boissons	-	-	-	-	-	-	-	-
	Salon de jeux avec restauration	2	-	-	-	-	-	2	-
	Salon de jeux avec boissons sans alcool	-	-	-	-	-	-	-	-
J	Tea-room	51	3	1	-	1	1	53	+2
K	Bar à café	4	-	-	-	-	1	3	-1
L	Café-restaurant (bateaux)	13	-	-	-	1	-	12	-1
	Autorisation spéciale de jour sans boissons	2	-	-	-	-	-	2	-
	Autorisation spéciale de jour avec boissons	11	-	-	-	-	-	11	-
	Autorisation spéciale de jour – Sauna	2	-	-	-	-	-	2	-
	Autorisation spéciale de nuit – Sauna	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autorisation spéciale de jour – article 66 LADB	2	-	-	-	-	-	2	-
M	Traiteur	13	3	-	-	-	-	16	+3
	Débit de boissons alcooliques à l'emporter	297	5	5	-	37	-	270	-27
	Totaux	987	22	29	2	70	2	968	-19

Capacités des établissements ouverts (au 31 décembre)

	2024		2025	
	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité
Etablissements de jour ¹	644	80'206	650	75'821
Etablissements de nuit ²	20	6'678	20	6'732
Totaux	664	86'884	670	82'553

¹ Etablissements de jour au bénéfice des licences d'hôtel, de café-restaurant, de café-bar, de buvette, de salon de jeux, de tea-room et de bar à café, ainsi que ceux au bénéfice d'autorisations spéciales (bateaux non compris). Ouverture les samedis, les dimanches et les jours fériés de 6h30 à 24h, les autres jours de 5h à 24h, avec possibilité de prolongation jusqu'à 1h du dimanche soir au jeudi soir et jusqu'à 2h le vendredi et le samedi soir, moyennant le paiement d'une taxe

² Etablissements de nuit au bénéfice des licences de discothèque, de night-club et autorisation spéciale. Ouverture de 17h à 3h, avec possibilité d'ouverture anticipée entre 14h et 17h ou prolongée entre 3h et 6h, moyennant le paiement d'une taxe et pour autant qu'ils respectent les prescriptions fédérales, cantonales et communales relatives à l'exploitation des établissements. L'heure de 5h à 6h est gratuite

Les capacités sont exprimées en nombre de personnes autorisées à l'intérieur d'un établissement, personnel compris.

Commerces

Les autorisations de dérogation à l'horaire des magasins délivrées au 31 décembre, conformément à l'article 12 du règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins (RHOM), se présentent comme suit:

	2024	Avec alcool (2024)	2025	Avec alcool (2025)
Magasins d'alimentation, magasins-traiteurs, laboratoires	301	118	304	110
Boulangeries-pâtisseries-confiseries	20	1	18	1
«Shops» de station-service	15	-	14	-
Magasins de tabac et journaux	29	15	29	14

Magasins de glaces	6	-	5	-
Kiosques	20	-	17	-
Galeries d'art	8	-	8	-
Total	399	134	395	125

Durant l'année, 46 autorisations de dérogation à l'horaire des magasins ont été délivrées, dont 15 à des commerces qui vendent de l'alcool.

La statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique a recensé en 2021 (dernier relevé disponible) 1'108 établissements de commerce de détail (catégorie NOGA 47) occupant 6'509 personnes pour 4'972 emplois en équivalents plein-temps.

Autorisations

	2024	2025
Tabacs	464	387
Jeux et appareils automatiques	808	743
Commerces d'occasions	135	128
Ventes aux enchères	1	4

Autorisations de procédés de réclame délivrées en 2025

	2024	2025
Permanent	188	157
De durée limitée	29	18
Décoration	2	3
Total	219	178

Au 31 décembre, 178 autorisations ont été délivrées pour la pose de 423 procédés de réclame (visuels).

Le montant total de la taxe perçue pour les procédés de réclame eux-mêmes s'est élevé à CHF 51'549.-. Le total des taxes perçues en sus pour l'occupation du domaine public et assimilé de ces procédés s'est élevé à CHF 201'536.-.

Terrasses et étalages – Anticipations professionnelles (au 31 décembre)

	2024	2025
Nombre de terrasses d'établissements publics (avec taxe d'anticipation), dont	656	672
— sur domaine public	304	315
— sur domaine privé	352	357
Étalages de magasins	274	282

121 autorisations pour l'exploitation de terrasses, ainsi que 66 autorisations pour des anticipations commerciales (dont 52 avec consommation), ont été délivrées ou renouvelées durant l'année.

Lausanne compte 672 terrasses d'établissements, soit 315 installées sur le domaine public et 357 sur le domaine privé. Cela représente une occupation du domaine public de 10'475 m².

Le montant total de la taxe perçue pour l'occupation du domaine public et assimilé pour les terrasses des établissements s'est élevé en 2025 à CHF 604'992.- et, pour les anticipations commerciales des magasins, à CHF 67'088.-.

Cinémas

	2024	2025
Nombre de spectatrices et spectateurs	694'227	631'784
Nombre de salles de cinéma	23	23

Les cinémas lausannois comptent au total 4'450 places au 31 décembre. Les films projetés en première vision sont au nombre de 394 (421 en 2024). La baisse du nombre de spectatrices et spectateurs est de 9.0%.

B — Manifestations et marchés

Manifestations

Catégories	2024				2025			
	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.
Sports	369	603	7.40	7.80	405	822	7.70	10.03
Soirées/fêtes/repas de soutien	335	372	6.70	4.80	287	297	5.46	3.62
Manifestations sur le domaine public et assimilé	1081	2304	21.60	29.90	1193	2550	22.69	31.12
Bienfaisance/utilité publique	945	1004	18.90	11.95	1048	1119	19.94	13.65
Spectacles/concerts	618	866	12.40	11.30	738	934	14.04	11.40
Conférences	253	490	5.10	6.40	334	409	6.35	4.99
Expositions	82	480	1.60	7.35	66	584	1.26	7.13
Stands d'information/récoltes de signatures	632	643	12.60	8.40	627	633	11.93	7.72
Centres socioculturels	133	278	2.70	3.60	155	279	2.95	3.40
Manifestations diverses	552	656	11.00	8.50	404	568	7.68	6.93
Total	5000	7696	100%	100%	5257	8195	100%	100%

En 2023, le seuil de 5'000 autorisations délivrées par le Bureau des manifestations et des marchés avait été franchi pour la première fois. En 2024, ce chiffre était maintenu. En 2025, ce chiffre a encore augmenté pour atteindre un total de 5'257 manifestations.

En outre, en 2025, 421 permis temporaires pour la vente de boissons alcooliques à consommer sur place lors de manifestations ont été délivrés aux différentes organisatrices et organisateurs, contre 510 en 2024

Marchés

	Nombre d'autorisations annuelles au 31 décembre	
	2024	2025
Maraîchers (y compris fleurs)	58	57
Charcutiers	15	15
Epiciers	52	51
Fromagers	13	14
Boulangers	14	15
Poissonniers	1	1
Étalagistes (brocante, vêtements, etc.)	56	54
Artisans	36	39

Parallèlement aux 246 titulaires d'une autorisation annuelle au 31 décembre 2025, 260 autorisations ont été délivrées en 2025 pour des participations journalières aux différents marchés. Ces autorisations permettent de participer à un nombre défini de marchés (entre 1 et 10 participations).

Activité et contrôles (unité marchés)

L'organisation des marchés situés au centre-ville a été impactée par la suite des travaux d'assainissement de la dalle du parking de la Riponne. Certains marchands étaient toujours momentanément déplacés à la rue Centrale, à la place Pépinet ou à la place du Tunnel pour ce qui concerne le marché non-alimentaire. Cette situation a provoqué un changement d'habitude de la clientèle qui s'est concentrée principalement à la rue Centrale au détriment de la place de la Riponne.

Par ailleurs et sur décision municipale, la gratuité de la taxe d'occupation du domaine public, pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025, a été accordée aux participantes et participants des marchés non-alimentaires de Rumine et des étalagistes du marché Central, fortement impactés par les travaux précités. Pour les mêmes raisons, une exonération de cette même taxe a aussi été appliquée en faveur des bénéficiaires d'emplacements de ventes de mets à l'emporter (food trucks) situés à la place de la Riponne.

Impôt sur les divertissements

Encaissement net (en CHF)	2024	2025
Cinémas	1'669'562.25	1'458'477.20
Dancings	933'739.40	1'110'988.70
Cafés-restaurants	55'664.25	56'341.30
Spectacles	2'824'457.15	3'321'261.00
Sports	95'337.40	98'331.80
Divers	2'106'360.00	2'261'215.70
Total	7'685'120.45	8'306'615.70

Les principales catégories soumises à l'impôt sur les divertissements enregistrent une augmentation, sauf pour les cinémas où une baisse est constatée.

Taxes de séjour

Taxes communales (en CHF)	2024	2025
Catégories 1 à 5*	5'787'571.20	6'239'667.80
Catégorie 6 à 7	505'795.65	583'694.10
Total	6'293'366.85	6'823'361.90

* Catégories 1 à 5 = hôtels (répartis entre les catégories 1 à 5, selon le nombre d'étoiles ou sans étoile), auberges de jeunesse et assimilés, beds & breakfast, chambres d'hôtes, gîtes ruraux, hébergements et campings

Le produit net de cette taxe est réparti à raison de 50% au Fonds pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL), de 25% à l'Association Lausanne Tourisme, le solde de 25% restant en main de chaque commune.

Ports

Au 31 décembre 2025, les ports de petite batellerie d'Ouchy et de Vidy comptent le nombre de places suivant:

Places/Amarrages	Vidy	Ouchy	Vieux-Port d'Ouchy	Total
2.50	368	374	-	742
2.75	250	122	-	372
3.00	52	18	-	70
3.50	43	73	-	116
4.25	9	26	-	35
Places visiteur-euse-s	22	8	14	44
Bouées	*9	-	26	35
Places à terre	183	124	-	307
Total	936	745	40	1'721

* dont 5 bouées de marquage pour les clubs nautiques et d'aviron

Parmi les places d'amarrage et à terre, 1'004 sont attribuées à des Lausannoises et Lausannois et 497 à des personnes dites hors Lausanne, soit celles qui, ayant obtenu leur amarrage lorsqu'elles étaient domiciliées à Lausanne, ont ensuite quitté la commune. 10 places sont utilisées par les bateaux techniques ou de sécurité.

1'764 nuitées (1'805 en 2024) ont été enregistrées sur les 44 places prévues pour les visiteuses et visiteurs.

Office des prestations funéraires lausannois (OPFL)

L'activité de l'Office a été conditionnée par une légère augmentation du nombre de décès dans le canton de Vaud (5'857 en 2025 contre 5'699 en 2024). Il a traité 72% des décès du canton de Vaud (75% en 2024).

Globalement, les cérémonies, les dépôts de corps, les inhumations et les crémations ont légèrement baissé par rapport à l'année 2024, malgré un nombre de décès légèrement supérieur dans le canton de Vaud.

Les études et démarches en vue de la rénovation du Centre funéraire de Montoie (préavis N° 2020/47 «Rénovation du Centre funéraire de Montoie – Demande de crédit d'investissement») se poursuivent. Toutes les demandes d'autorisation de construire ont été déposées. Elles n'ont fait l'objet d'aucune opposition. Une procédure juridique liée à l'adjudication des travaux relatifs à l'isolation des toitures des chapelles a retardé les premiers travaux.

Décès enregistrés

	Personnes domiciliées à Lausanne	Personnes domiciliées hors Lausanne	Total
Inhumations	123	42	165
Crémations	776	2'694	3'470
Transferts hors Lausanne	79	457	536
Corps légués aux instituts d'anatomie*	1	44	45
Corps en attente	-	2	2
Total des décès enregistrés	979	3'239	4'218
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées à Lausanne			824
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées hors Lausanne			155
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées à Lausanne			786
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées hors Lausanne			2'453
Total des décès enregistrés			4'218

* Département des neurosciences fondamentales (DNF)

Les crémations représentent le 82,75% de la totalité des dossiers enregistrés.

Cimetières lausannois

Emplacements occupés au 31.12.2025	Bois-de-Vaux	Montoie	Vers-chez-les-Blanc	Montheron	Total général des cimetières lausannois
Tombes à la ligne corps adultes	7'876	-	171	28	8'075
Tombes à la ligne petits enfants	697	-	3	-	700
Tombes à la ligne grands enfants	76	-	-	-	76
Tombes à la ligne cinéraires	1'363	2'638	109	14	4124
Tombes à la ligne cinéraires (dalles)	863	1'612	-	-	2'475
Tombes à la ligne cinéraires enfants	6	-	-	-	6
Petites concessions corps	3'139	-	28	-	3'167
Grandes concessions corps	574	-	-	-	574
Grandes concessions corps sylvestres	27	-	-	-	27
Petites concessions cinéraires	395	397	9	-	801
Petites concessions cinéraires (dalles)	10	-	-	-	10
Grandes concessions cinéraires	139	111	-	-	250
Niches en columbariums (petites)	870	277	-	-	1'147
Niches en columbariums (grandes)	38	11	-	-	49
Caveau collectif pour cendres	1	2	1	-	4
Total	16'074	5'048	321	42	21'485

Etat des emplacements concessionnés et niches (au 31 décembre 2025)

Cimetière du Bois-de-Vaux	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions corps	549	3'139	775	10	4'473
Grandes concessions corps	134	389	124	2	649
Grandes concessions corps (sp)	21	185	16	6	228
Grandes concessions corps sylvestres	-	27	48	-	75
Petites concessions cinéraires	469	395	55	1	920
Petites concessions cinéraires dalles	78	10	31	-	119
Grandes concessions cinéraires	111	139	33	-	283
Niches en columbariums (petites)	542	870	3	3	1'418
Niches en columbariums (grandes)	1	38	-	1	40
Total	1'905	5'192	1'085	23	8'205

Cimetière de Montoie	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions cinéraires	99	397	6	2	504
Grandes concessions cinéraires	120	111	–	1	232
Niches en columbariums (petites)	610	277	–	1	888
Niches en columbariums (grandes)	37	11	–	–	48
Total	866	796	6	4	1'672

Cimetière de Vers-chez-les-Blanc	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions pour corps	9	27	5	2	44
Petites concessions cinéraires	11	9	–	–	20
Total	20	37	5	2	63

2'028 (2'104 en 2024) abonnements pour le nouvel entretien floral ont été acquittés et honorés et 140 commandes pour des plantations de rosiers et bordures végétales ont été réalisées.

Pompes funèbres officielles – activités réalisées du 1^{er} janvier au 31 mars 2025

Nature de l'intervention	Pendant les heures	Hors des heures + week-end	Total
Conventions (avant 31.7.2018)	55	–	55
Indigents	22	–	22
Total	77	–	77

Au 31 décembre, le nombre de conventions d'obsèques futures s'élève à 589 (657 en 2024). Cette diminution s'explique par l'exécution de 55 conventions et 13 demandes de remboursement, dont 6 sont en attente des coordonnées des héritières et héritiers via la Justice de Paix.

Centre funéraire de Montoie

Les cendres de 539 personnes ont été versées dans les caveaux collectifs du Jardin du Souvenir (474 en 2024). La majorité l'ont été en présence de la famille.

Le nombre des cérémonies funèbres célébrées au Centre funéraire montre une légère baisse (885 en 2025 contre 915 en 2024). Le nombre de dépôts de corps dans les chambres mortuaires connaît également une baisse (1'267 en 2025 contre 1'364 en 2024).

L'espace confessionnel musulman, qui a ouvert le 1^{er} avril 2016 et peut accueillir environ 350 tombes, compte, au 31 décembre 2025, 204 sépultures.

Convois funèbres

Le nombre de convois funèbres s'élève à 621, dont 27 ont été réalisés par les Pompes funèbres officielles en tant que concessionnaire communal. Ces 27 convois ont été à la charge de la Commune, conformément à la législation cantonale.

Service de l'eau (EAU)

Principales missions du service

— approvisionner en eau potable Lausanne et 20 communes alimentées au détail, 5 communes alimentées partiellement au détail (zones industrielles), ainsi que 33 communes ou associations intercommunales alimentées en gros, ce qui représente au total un bassin de population d'environ 380'000 habitantes et habitants. L'infrastructure exploitée pour l'alimentation en eau potable comprend 4 usines de traitement, plus de 100 captages, 20 stations de pompage, 964 kilomètres de réseau d'eau potable et plus de 24'000

- compteurs. Le système est piloté informatiquement par un système de supervision et de gestion automatique;
- entretenir et exploiter le réseau d'évacuation des eaux claires et usées sur le territoire lausannois. Le système d'évacuation comprend 365 km de collecteurs, 68 km de rivières, 30 km de ruisseaux sans nom et 20 stations de pompage, de relevage et déversoirs d'orage;
 - exploiter la STEP de Vidy et épurer l'eau de Lausanne et de 15 communes environnantes. Cette exploitation se fait sur mandat d'EPURA S.A., propriétaire des installations et qui gère le projet de modernisation et de renouvellement de la chaîne de traitement;
 - contrôler la qualité de l'eau par un laboratoire accrédité qui effectue la majeure partie des analyses physico-chimiques, microbiologiques et de micropolluants sur l'eau potable et les eaux usées;
 - coordonner les projets de renaturation, d'aménagement ou d'amélioration de la qualité des cours d'eau, identifier les pollutions et les prévenir, sensibiliser la population et les différentes actrices et acteurs à la préservation de l'eau en tant que milieu naturel et ressource;
 - contrôler les bornes hydrantes et les installations privées d'alimentation en eau potable et d'évacuation (postes de mesure, séparateurs à graisses, séparateurs à hydrocarbures, dépotoirs, bassins de rétention, infiltration des eaux, etc.);
 - mener un projet de solidarité internationale pour favoriser l'accès à l'eau et à l'assainissement de populations défavorisées.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contrôle de l'eau	11.80	11.50	13.80	12.80
Direction (EAU)	10.30	10.40	10.25	10.25
Etudes et constructions	19.10	17.10	19.10	17.00
Innovation & Relations clients	30.00	28.10	29.95	28.70
Production & Epuration	71.50	64.90	71.50	68.50
Réseaux & Ingénierie	80.10	74.60	81.10	71.20
STEPACT	12.50	9.80	14.50	10.30
Total service	235.30	216.40	240.20	218.75

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	4.90

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Contrôle de l'eau	13	11.50	14	12.80
Direction (EAU)	13	10.40	13	10.25
Etudes et constructions	18	17.10	18	17.00
Innovation & Relations clients	30	28.10	31	28.70
Production & Epuration	67	64.90	70	68.50
Réseaux & Ingénierie	76	74.60	73	71.20
STEPACT	10	9.80	11	10.30
Total service	227	216.40	230	218.75

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Contrôle de l'eau	3	3
Production & Epuration	–	1
Total service	3	4

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	20	25
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	–
Total service	22	25

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	3
Décès	–
Démission	7
Départ à la retraite	7
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	1
Total service	20

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	4	0.71	5	0.62
Auxiliaires mensualisé·e·s	46	27.44	48	26.17
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*	2	*
Total service	52	28.15	55	26.79

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants

L'année écoulée a été caractérisée par une météo moins pluvieuse que l'année précédente, avec des consommations d'eau dans la moyenne des cinq dernières années (+1,4%), légèrement au-dessus de 32 millions de mètres cubes.

La découverte du 1,2,4-triazole dans le Léman, à une concentration dépassant la norme, constitue un événement marquant. L'eau distribuée, bien que sans risque pour la santé selon l'OFCO, ne respecte pas les exigences légales. Le Service de l'eau met tout en œuvre sur les plans juridique et technique afin de trouver les meilleures solutions pour remédier à ce problème.

Des crédits ont été obtenus pour agrandir le laboratoire et créer une salle d'analyse des microplastiques.

Le réseau de distribution continue à faire l'objet d'investissements importants, à la fois pour le renouvellement ciblé des conduites à risques et pour son extension dans les nouveaux quartiers. Ce sont ainsi près de 10 km de conduites qui ont été posés par les équipes du service.

A la STEP de Vidy, le traitement des eaux usées s'est poursuivi sans l'étape de traitement biologique. La mise en service de ce dernier, prévu courant 2025, a été reportée en raison de malfaçons détectées sur la tuyauterie.

Principales activités 2025

Direction

Ressources humaines (RH)

Le service a été présent pour la seconde année consécutive au Forum EPFL sur le stand de la Ville le 9 octobre.

La séance d'information à l'attention de tout le service a eu lieu le 24 mars. Un des sujets particuliers évoqués a été la campagne de la Ville concernant le harcèlement. Le service sera formé spécifiquement en 2026.

ISO 9001 – Systèmes de management de la qualité

L'audit de surveillance de la norme 9001 a eu lieu les 3 et 4 novembre. Il a été passé avec succès, sans déviation.

ISO 14001 – Management environnemental

L'audit de surveillance lié aux aspects environnementaux a été passé avec succès, sans déviation, en même temps que l'audit ISO 9001.

ISO 22000 – Management de la sécurité des denrées alimentaires

Cette certification couvre l'ensemble de la filière eau potable du service. L'audit de surveillance de troisième année s'est déroulé avec succès les 17 et 18 novembre. L'auditeur a relevé deux déviations mineures. Il a formulé des remarques dans le but de l'amélioration continue. Il a également souligné le haut niveau de maturité du système de management de la sécurité alimentaire et la gestion professionnelle des multiples données à disposition.

Santé et sécurité

Statistique des accidents professionnels 2025

26 accidents professionnels (AP) ont eu lieu au sein du service (20 en 2024, 19 en 2023). Il y a eu 16 accidents professionnels bagatelle avec une absence entre 0 et 3 jours et 10 accidents professionnels qui ont engendré 463 jours d'absence (455,9 jours d'absence en 2024). Parmi ceux-ci, 6 AP ont engendré 47,5% des jours d'absence (entre 15 à 108 jours pour le cas le plus élevé), les 20 autres accidents ont engendré 246,1 jours d'arrêt de travail, soit une moyenne de 12,3 jours d'arrêt de travail par accident professionnel. On recense également 1 AP de 2024 qui a continué en 2025 pour un total de 35,5 jours d'absence.

Statistique des accidents non-professionnels 2025

Il y a eu 20 accidents non-professionnels (ANP) (42 en 2024). 10 ANP ont entraîné 128,7 jours d'arrêt de travail (331,1 en 2024). Parmi ceux-ci, 4 ANP ont engendré 38,2% des jours d'absences (entre 20 à 36 jours pour le cas le plus élevé). Les 6 autres accidents ont engendré 79,4 jours d'arrêt de travail, soit une moyenne de 13,2 jours d'arrêt de travail par accident non-professionnel.

Formations-instructions Santé et sécurité au travail (SST) 2025

88 formations SST ont été organisées par le responsable sécurité du service. Au total, 367 personnes les ont suivies.

Etat d'avancement des projets sécurité

- introduction des 1/4 heures sécurité dans les différentes divisions (en cours);
- début de refonte de la documentation/réglementation SST pour le mandat des entreprises tierces;

- protection auditive sur mesure pour les collaboratrices et collaborateurs exposés au bruit >85 Db (en projet, collaborations avec SUVA);
- participations aux différents groupes de travail menés par le DSST, chargés de finaliser la nouvelle organisation SST de la Ville.

Environnement

Le Service de l'eau a défini en 2024 pour la première fois des objectifs environnementaux. L'atteinte de ces objectifs a été passée en revue au printemps 2025 et de nouveaux objectifs ont été définis. Cela permet de cibler des améliorations possibles pour réduire les impacts environnementaux significatifs des activités du service. Parmi ceux-ci figure notamment l'identification et la résolution de cas de pollution des cours d'eau, ou la meilleure quantification de nos émissions de carbone. Le service a également organisé pour la première fois une revue *assainissement* pour réunir toutes les collaboratrices et collaborateurs travaillant sur l'évacuation des eaux claires/usées et l'épuration de eaux usées.

Communication

Pour la journée mondiale de l'eau 2025, le service a ouvert le réservoir de Sauvabelin aux visites. Le rapport annuel 2024 a été distribué en octobre. Il s'agit de la deuxième édition avec la nouvelle agence de graphisme.

Le matériel pédagogique pour les animations en classes a été remis au goût du jour et a pu être testé dès la rentrée d'automne par les trois animatrices.

Le réservoir de Montalègre, situé chemin de Bellevue, a été remis à neuf et inauguré le 4 juillet.

Un nouveau type de fontaine à boire a été inauguré le 1^{er} octobre, reprenant le modèle de fontaines historiques à gueule de lion existant encore en 3 exemplaires en ville.

L'usine de Bret étant en travaux depuis la mi-2025, l'usine de Saint-Sulpice a été ouverte aux visites scolaires et de groupes et un parcours de visite a été constitué.

Les visites des 4 usines ouvertes aux écoles et au public (ainsi qu'aux spécialistes pour la STEP) se répartissent comme suit:

- STEP: 54 groupes, soit 931 personnes;
- Lutry: 16 groupes, soit 220 personnes;
- Bret: 12 groupes, soit 197 personnes;
- Saint-Sulpice: 5 groupes, 104 personnes.

Animations en classes:

- La vie dans les tuyaux: 53 classes;
- Du nuage à la STEP: 28 classes.

A cela, il faut encore ajouter les visites du chantier de la STEP assurées par l'équipe STEPAct qui ont concerné 15 groupes (217 personnes) et celles relatives au réseau d'évacuation et à ses ouvrages particuliers, soit 2 visites pour les étudiantes et étudiants des hautes écoles (UNIL 80, EPFL 75).

Solidarité internationale eau

Durant l'année 2025, le *Projet Communautaire pour l'Accès à l'Eau et l'Assainissement (phase 3) (PCAEA3)* a permis la mise en place de 22 km de réseau d'eau, la construction de 5 bornes fontaines et de toilettes dans une école à Nouakchott, capitale de la Mauritanie. Des campagnes de sensibilisation à l'eau et à l'hygiène ont eu lieu dans 14 établissements scolaires ainsi qu'auprès des ménages dans les quartiers défavorisés de Nouakchott. La collaboration avec les autorités locales et les actrices et acteurs du secteur de l'assainissement ont permis d'aménager un premier site de dépotage pour les boues de vidange.

L'année 2025 marque la fin de ce projet PCAEA3 qui a duré 3 ans. La clôture administrative aura lieu en 2026 une fois que l'audit financier aura été réalisé. D'important jalons ont été franchis, notamment: 145 km de conduites posées; 1'504 branchements au réseau d'eau potable subventionnés pour les familles; 6 écoles raccordées au réseau et 10 écoles équipées en toilettes et lave-mains. Au total, environ 90'000 personnes ont bénéficié des actions du projet.

Le 6 octobre à Montpellier, la Ville de Lausanne a signé le contrat de partenariat pour le *Projet Régional pour l'Accès à l'Eau et à l'Assainissement (PREA 2025–2029)*. Cette nouvelle phase

du partenariat réunit la Région de Nouakchott, plus de 120 communes suisses dont Lausanne, l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et plusieurs collectivités françaises autour d'un objectif commun: garantir un accès équitable, durable et sécurisé à l'eau potable et à l'assainissement pour les habitantes et habitants les plus vulnérables de la capitale mauritanienne.

128 communes sont associées au fonds *Solidarité Internationale Eau*: Belmont-sur-Lausanne, Bourg-en-Lavaux, Bournens, Boussens, Bussigny, Chavannes-près-Renens, Cheseaux-sur-Lausanne, Cossonay, Crissier, Cuarnens, Denges, Dizy (dès 2025), Eau de Fribourg, Echandens, Ecublens, Epalinges, Estavayer, Etagnières, Gollion (dès 2025), Hautemorges, Jouxten-Mézery, Jussy, La Chaux, Lausanne, Le Mont-sur-Lausanne, Lonay, Lutry, Martigny – Sinergy, Moiry, Montricher, Morges, Nyon, Paudex, Pomy, Préverenges, Prilly, Pully, Renens, Romanel-sur-Lausanne, Romanel-sur-Morges, Saint-Sulpice, Senarclens (dès 2025), Villaz, Yens (dès 2025) ainsi que les associations suivantes: l'Association intercommunale pour l'alimentation en eau potable du Vallon de la Morges (AVM)¹, l'Association Intercommunale des Eaux du Boiron (AIEB)², l'Association intercommunale La Menthue³, la SAGEP, la Société Anonyme de Gestion des Eaux du Nord Vaudois (Sagenord)⁴, l'Association intercommunale Vy de Mauraz⁵ (dès 2025) et la Compagnie des eaux Worben⁶. La somme des contributions des communes suisses solidaires en faveur du partenariat public et solidaire avec Nouakchott pour l'année 2025 est estimée à 345'000 francs.

1 Hautemorges, Chigny, Clarmont, Echichens, Vaux-sur-Morges et Vufflens-le-Château.

2 Denens, Lully, Lussy-sur-Morges, Tolochenaz et Villars-sous-Yens.

3 Orzens, Ursins, Essertines-sur-Yverdon, Démoret, Donneloye, Cronay, Belmont-sur-Yverdon, Suchy, Montanaire.

4 Chamblon, Champvent, Chavornay, Cheseaux-Noréaz, Cuarny, Ependes, Method, Montagny-près-Yverdon, Orges, Pomy, Suscévaz, Treycovagnes, Valeyres-sous-Montagny, Valeyres-sous-Ursins, Villars-Epeney, Vugelles-La Mothe, Yverdon-les-Bains, ainsi que l'association Intercommunale du Vallon de la Baumine (AIVB) et l'association des communes de la Région de Grandson (ACRG).

5 Chavannes-le-Veyron, Cossonay, Cuarnens, Dizy, Gollion, La Chaux, Lussery-Villars et Senarclens.

6 Aegerten, Bellmund, Brügg, Bühl, Epsach, Hagneck, Hermrigen, Ipsach, Jens, Meienried, Merzligen, Mörigen, Orpund, Scheuren, Schwadernau, Studen, Sutz-Latrigen, Täuffelen-Gerolfingen, Walperswil, Worben.

Innovation et relations clientèle

Les volumes d'eau livrés à la clientèle alimentée au détail, c'est-à-dire mesurés aux compteurs d'eau des bâtiments, ont été de 21'400'844 m³ (+5% par rapport à 2024), soit 11'722'351 m³ sur le territoire lausannois (55%) et 9'678'493 m³ (45%) sur les autres communes. L'année 2025 a vu le périmètre d'alimentation du Service de l'eau s'agrandir avec la reprise de l'alimentation au détail de la Commune de Cugy.

Au niveau des conditions climatiques, l'année 2025 a présenté une faible pluviométrie durant les mois de février à avril, de fortes chaleurs en juin et août entrecoupées d'un mois de juillet plutôt pluvieux. La fin de l'année a quant à elle été conforme au standard. De ce fait, la demande en eau potable s'est avérée plus importante qu'en 2024, suivant un profil très similaire à celui de l'année 2023.

Pour les communes alimentées en gros, le volume facturé a augmenté par rapport à 2024 pour s'élever à 5'067'164 m³ (+12%).

Les volumes d'eau taxés pour l'évacuation et l'épuration sur le territoire lausannois ont été de 11'625'233 m³ (+9% par rapport à 2024), un chiffre en lien direct avec la consommation d'eau potable sur le territoire lausannois et le profil météo de l'année écoulée.

L'activité de taxation unique des volumes et des points de puisages des bâtiments transformés ou nouvellement raccordés a généré des recettes de CHF 8'477'186.– pour l'eau potable (–8% par rapport à 2024). Ce chiffre, très similaire à celui de l'année 2023 et dont la variabilité est relativement élevée au fil des années, est fortement impacté par l'évolution des grands projets réalisés tant sur Lausanne que dans sa périphérie (par exemple Métamorphose).

Les taxes uniques en lien avec l'évacuation de l'eau sont en hausse de +20% à CHF 2'355'165.–. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des taxes relatives au 1^{er} janvier 2024 (passage de CHF 25.–/m² à CHF 30.–/m²) dont l'effet est en augmentation par rapport à 2024.

Suivi des communes

La reprise du réseau d'eau potable de la Commune de Cugy est effective depuis le 1^{er} janvier, portant ainsi à 20 le nombre de communes alimentées au détail par le Service de l'eau sans compter Lausanne.

L'intégration de la commune de Morrens en tant que commune au détail s'est déroulée en collaboration avec cette dernière. Morrens rejoindra donc le réseau lausannois au 1^{er} janvier 2026.

D'autres études régionales actuellement en cours pourraient déboucher sur des regroupements ou des modifications de statut de certaines communes alimentées.

Postes de mesure

En fin d'année, le parc des compteurs passe à un total de 25'167, dont plus de la moitié a un diamètre de 20 mm. 582 compteurs ont été ajoutés au parc suite à la reprise de l'alimentation au détail de la Commune de Cugy. Au total, 1'070 compteurs neufs ont été remplacés, dont 375 redimensionnés (diminution du diamètre). Une partie des échanges a été effectuée par l'équipe Compteurs (625). Ce chiffre reste bas par rapport aux standards, notamment du fait du remplacement de compteurs de gros diamètre et d'absences longue durée au sein de l'équipe. Durant 5 mois, l'équipe Compteurs a été renforcée par un collaborateur des Services industriels de Lutry dans le cadre du partenariat existant.

Le projet de pré-étude en lien avec l'éventuelle mise en place de la télérelève démarré en 2024 s'est poursuivi en 2025 avec la réalisation d'un projet pilote, principalement avec l'objectif d'évaluer les performances et la fiabilité de plusieurs technologies en matière de transmission de données. Des premiers enseignements en ont été tirés. Le volet économique de cette pré-étude constitue la prochaine étape sur 2026 et devrait permettre d'obtenir une vision précise des enjeux relatifs à un éventuel déploiement d'une solution de télérelève pour l'eau.

Raccordements en eau potable et évacuation des eaux des biens-fonds

327 affaires Goéland *Raccordements* ont été ouvertes en 2025, à la suite de parutions de mises à l'enquête publique ou de réception d'annonces de travaux, soit une diminution de 2% par rapport à l'année 2024. Le nombre d'affaires Goéland *Branchements* est en diminution par rapport à l'année 2024 (-16%) avec 314 affaires ouvertes.

Les inspectrices et inspecteurs chargés des dossiers d'évacuation des eaux ont traité 474 demandes de permis de construire et réalisé 285 vérifications finales de travaux. 74 séparateurs à graisse ont été contrôlés en sus.

La gestion des eaux pluviales, les mises en séparatif et les contrôles des parcelles lausannoises ont permis de réduire de plus de 9 hectares la surface imputable selon la clé de répartition CISTEP, soit une diminution d'environ 0.7% par rapport à 2024.

En 2025, l'équipe en charge du contrôle de l'évacuation des eaux des chantiers a réalisé 75 contrôles (+44% par rapport à 2024) sur 24 chantiers, résolvant ainsi 9 cas de pollutions.

Contrôle de l'eau

Le laboratoire a poursuivi ses contrôles systématiques de l'eau:

- dans les réseaux d'eau potable pour s'assurer qu'elle ne contient ni substances toxiques, ni germes pathogènes, ni substances gênantes (sans risque pour la santé mais qui peuvent provoquer des goûts, une odeur ou une coloration désagréables);
- à la station d'épuration des eaux usées (STEP de Vidy) pour garantir le bon fonctionnement de la chaîne de traitement;
- sur les plages, les cours d'eau et dans les piscines lausannoises;
 - 3'132 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 35'708 paramètres analysés de type physico-chimique (y compris les micropolluants) et microbiologique pour le domaine de l'eau potable;
 - 202 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 1'684 paramètres analysés pour l'exploitation et pour le projet de reconstruction de la STEP;

- 138 échantillons ont été prélevés pour les cours d'eau et ont donné lieu à 3'387 paramètres analysés;
- 437 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 2'175 paramètres analysés pour les plages et les piscines de Lausanne.

Les résultats des analyses de l'eau potable remplissent les conditions de qualité exigées par la loi sur les denrées alimentaires. Aucune non-conformité pour les paramètres physico-chimiques et les micropolluants analysés, sauf pour le 1,2,4-triazole, présent dans tout le réseau à une concentration dépassant la valeur du seuil à 100 ng/l). Selon l'OFCO cette substance ne présente pas de risque pour la santé à ces concentrations 13 non-conformités microbiologiques mineures ont été constatées, sans risque pour la santé. Les actions adéquates ont été mises en place immédiatement.

En plus des contrôles de l'eau sur le réseau du Service de l'eau, de nombreux mandats d'analyses ont été réalisés pour 68 autres distributeurs d'eau du canton de Vaud (représentant environ 178 communes), afin de réaliser des prestations d'analyse et de conseil (autocontrôle analytique), et d'autres clients internes et externes de notre service:

- 5'329 échantillons ont été analysés et ont donné lieu à 55'363 paramètres analysés dans le cadre des mandats pour les communes (clientèle externe);
- 517 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 5'079 paramètres analysés pour la clientèle abonnée des communes au détail et en gros;
- 408 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 3'376 paramètres analysés pour divers projets au sein du service (clientèle interne);
- 65 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 1'168 paramètres analysés pour les achats d'eau.

Dans le domaine de l'eau, les micropolluants connaissent une évolution continue. Cette année, le laboratoire du Service de l'eau a développé des méthodes pour l'analyse de plusieurs nouveaux paramètres pour répondre aux problématiques actuelles. Ainsi, la liste des PFAS analysés a été augmentée de 3 nouvelles molécules. 2 nouvelles molécules ont été ajoutées à la méthode de suivi des toxines des cyanobactéries. Le laboratoire a pris en charge le suivi régulier des ressources de plusieurs communes du canton de Vaud pour des paramètres tels que les métabolites du chlorothalonil et plus récemment le 1,2,4-triazole.

Pour l'entité chimie majeure, le laboratoire a validé la méthode de dosage des anions et cations par la chromatographie ionique avec une nouvelle méthode de profil d'exactitude. Cette analyse permet de quantifier de manière fiable les ions dits majeurs dans l'eau.

Au cours de l'année, une nouvelle entité intitulée «Projet biologie/microbiologie» a été créée dans le but de développer et structurer le suivi des organismes aquatiques, en soutien à l'entité des analyses microbiologiques. Les activités ont porté principalement sur la biologie aquatique, avec la mise en place de méthodes de suivi des cyanobactéries planctoniques dans les colonnes d'eau des eaux brutes des usines ainsi que des cyanobactéries benthiques sur les plages de Lausanne.

L'entité d'analyse microbiologique a acquis un compteur de colonies pour les germes mésophiles aérobies afin d'améliorer la précision et la fiabilité des résultats, et a optimisé la méthode d'analyse des légionelles pour répondre aux exigences de la clientèle, permettant désormais d'atteindre une limite de quantification de 1'500'000 UFC/L.

Le déploiement du nouveau Système de Gestion de l'Information de Laboratoire (LIMS) a bien progressé au cours de l'année 2025. À compter du 1^{er} janvier 2026, il sera procédé à la migration de la base de données vers cette nouvelle plateforme.

Le 1^{er} octobre, le laboratoire du service a réussi son audit de réaccréditation selon la norme ISO/IEC 17025. Cet audit confirme 25 années d'accréditation ininterrompue, témoignant de la solidité et de la rigueur des pratiques du laboratoire.

Etudes et constructions

Préavis N° 2018/48 «Réfection de l'usine de Saint-Sulpice» et Préavis N° 2022/09 «Construction de la nouvelle usine de production d'eau potable "Saint-Sulpice II" – Demande de crédit complémentaire au préavis N° 2018/48»

Pour rappel, le projet a été modifié à la suite des oppositions reçues lors de la première mise à l'enquête publique en été 2022 puis a fait l'objet d'une enquête publique complémentaire en hiver 2023. La commune de Saint-Sulpice a transmis son retour d'enquête formel au Canton en été 2023. En 2024 et 2025, le Canton s'est attelé à rédiger l'autorisation de construire, qui doit répondre à chaque opposition. L'obtention du permis de construire est attendue début 2026.

Préavis N° 2019/54 «Diagnostic des ouvrages d'eaux usées du réseau lausannois»

En 2025, les diagnostics des stations de pompage/relevage «Ouchy» et «Bellerive» ont été terminés, et celui de l'ouvrage du «Capelard» s'est poursuivi.

Des sondes ont été posées et raccordées à la supervision à la suite de l'étude de métrologie des débits réalisée sur l'ouvrage du «dessableur de la Vuachère».

Préavis N° 2019/55 «Réservoir et station de pompage de Montalègre»

Après trois années de travaux, la nouvelle cuve et la nouvelle station de pompage du réservoir de Montalègre ont été mises en service et inaugurées. L'ouvrage offre une capacité de stockage agrandie et des équipements modernes répondant aux normes actuelles. Le nouvel aménagement paysager sur les deux cuves, comprenant une nouvelle promenade et un parc, a été ouvert au public.

Une maquette numérique de l'ouvrage (BIM) «tel que construit» est en cours de réalisation, elle sera disponible durant le premier trimestre 2026.

Préavis N° 2023/41 «Travaux urgents sur les ouvrages techniques d'évacuation des eaux usées»

Dans le cadre de ce préavis, plusieurs travaux ont été réalisés en 2025:

- Vuachère: Les sondes de débit ont été installées en début 2025. L'équipe de projet a avancé les études de l'installation du système «dégrilleur + pont dessableur», et a obtenu la validation de la mise en œuvre par étapes;
- Flon Ouest: réfection du revêtement de la préfosse;
- Ouchy;
 - Installation d'une pompe immergée dans la préfosse permettant de minimiser le déversement lors de travaux de maintenance;
 - Installation d'une 2^e pompe immergée dans la fosse principale, permettant d'abaisser le niveau d'eau dans la fosse si nécessaire;
 - Installation de sondes de mesures en amont et en aval des pompes P1 et P2 ainsi qu'un débitmètre sur le refoulement P1.

Préavis N° 2024/10 «Renouvellement des membranes d'ultrafiltration sur l'usine de production d'eau potable de Sonzier»

L'usine de production d'eau potable de Sonzier a été mise en service en juillet 2013 et traite les eaux des sources du Pays-d'Enhaut à l'aide d'une étape de filtration membranaire.

L'ensemble des membranes d'ultrafiltration de l'usine de Sonzier doivent être remplacées après 12 années de filtration. Les 210 membranes ont été achetées et livrées. Le montage et la mise en service sont prévus courant 2026.

Des optimisations de l'automatisme doivent être réalisées avant leur montage.

Préavis N° 2024/11 «Réfection du revêtement du réservoir des Dailles (1^{re} cuve) et travaux connexes

Le chantier a commencé en février par les travaux préparatoires suivis des travaux d'étanchéité de la dalle de couverture. Les travaux de réfection des revêtements, commencés en avril, se sont terminés en novembre.

Préavis N° 2024/19 «Mise à niveau 2025–2045 de l'usine d'eau potable de Bret – Demande de crédit»

Dans le cadre de l'entretien des installations de traitement de Bret, le préavis à 12 millions de francs a été adopté par le Conseil communal le 18 mars pour les travaux suivants:

- réfection des revêtements des cuves et filtres;
- réfection des étapes de filtration;
- mise à niveau des installations d'électricité et de chauffage-ventilation;
- remise en état de la façade de l'ancienne usine;
- changement des fenêtres du bâtiment datant de 1985;
- remise en état des surfaces en enrobés en fin de travaux et amélioration de l'évacuation des eaux pluviales (en appliquant le principe d'infiltration/rétention de ces eaux).

Les lots de travaux de génie civil et de procédés (FAS et CAG) ont été adjugés. Les travaux ont débuté début novembre dans les ouvrages de traitement. Ils sont planifiés sur une durée d'environ 3 ans avec une fin estimée en 2028 à l'intérieur des installations.

Préavis N° 2025_01 «Lutte contre les Microplastiques Lutry»

Les travaux d'aménagement des locaux destinés au futur laboratoire d'analyse des microplastiques se sont déroulés conformément au planning établi pour une mise en service au cours du 1^{er} trimestre 2026. Une ouverture dans un mur porteur a été créée pour faciliter l'accès au laboratoire. Une cloison intérieure a été construite pour délimiter les espaces de travail, et des travaux de peinture et de pose d'un faux-plafond ont été réalisés. La pose de l'installation électrique et des portes et fenêtres a été effectuée à la fin de l'année. Le mobilier et les équipements de laboratoire seront livrés en janvier 2026.

Préavis N° 2025_23 «Préavis renaturations»

L'évaluation de la qualité des cours d'eau, mise en place depuis 2019 au Service de l'eau, a démontré que 30% des cours d'eau lausannois présentent une qualité structurelle insuffisante. Leur fort degré d'aménagement anthropiques les empêche d'accueillir une biodiversité riche et d'être résilients face aux crues.

Comme prévu dans le programme de législation, le service a lancé le projet «Rivières vivantes: plan des renaturations des cours d'eau» ciblant, par une analyse multicritères, des tronçons à fort potentiel d'amélioration, proposant des mesures de revitalisation et planifiant leur réalisation.

Une première analyse des cours d'eau a fait ressortir plusieurs tronçons prioritaires dont trois ont déjà fait l'objet d'avant-projets financés par un compte d'attente: le Ruisseau de Vennes, le Riolet et la Bressonne. Une douzaine d'autres tronçons ont été identifiés et seront priorisés grâce à des études de faisabilité et une collaboration avec le Canton (DGE-EAU).

Le préavis a été rédigé en collaboration avec les services des Parcs et domaines (SPADOM) de l'Urbanisme (URB) et, pour certains sujets, de Mobilité et aménagement des espaces publics (MAP) et du Bureau du climat et durabilité (BCD).

Cours d'eau

Entre 2019 et 2025, le suivi de la qualité des cours d'eau a été réalisé sur 10 stations biologiques et 18 stations chimiques. En 2024, un rapport complet basé sur ces 5 années de suivi a été rédigé. Les bassins versants urbanisés de la Vuachère, de la Louve et de la Chamberonne sont de qualité médiocre et les bassins versant forestiers de la Chandelar, du Talent et de la Bressonne sont de bonne qualité. Grâce à cette vue d'ensemble sur 5 années de la qualité des cours d'eau lausannois, il est possible de prioriser les tronçons à renaturer et/ou dépolluer.

Un nouveau projet de renaturation devrait se réaliser dans la partie amont du Riolet. Le dossier de mise à l'enquête a été créé et va être soumis à l'autorité cantonale.

Le projet de renaturation de la Vuachère a fait l'objet d'adaptations, en étroite collaboration avec la Ville de Pully et le Canton, pour aboutir à une proposition alliant les qualités hydrauliques et environnementales ainsi qu'à la faisabilité du financement.

Concernant le projet de gestion des crues de la Chamberonne et ses 3 sous-projets (galerie de Broye, renaturation de la Chamberonne et île *Leusonna*), les différentes mises à l'enquête de

2024 ont fait l'objet d'oppositions qui ont été traitées en 2025. Des mandataires ont également été engagés sur appels d'offres pour appuyer la maîtrise d'ouvrage dans la conduite de ces projets.

Deux études d'avant-projet de renaturation de cours d'eau se sont achevées en 2025 avec l'évaluation du rapport coût/bénéfice en matière de protection contre les crues pour le ruisseau de Vennes (outil EconoMe) et la décision de rétablir le lit de la Vuachère sur son tracé naturel dans le parc Denantou.

Dans ce cours d'eau, d'importants travaux forestiers de sécurisation ont été entrepris dans le quartier de la Gottettaz, avec l'évacuation par hélicoptère de 25 tonnes de chablis et de souches avant la reconstruction d'un seuil et la stabilisation des berges.

Ouvrages visitables

Des sondages géotechniques des berges du Petit-Flon ont été réalisés au nord du stade de la Tuilière pour le dimensionnement d'un ouvrage de régulation des débits et la rétention des crues. Cette rétention permettra de lutter contre l'érosion et de réduire le volume des eaux mélangées déversées au lac lors des orages.

Le soutènement de la galerie de la Vulpillère à Puidoux, ouvrage d'acheminement de l'eau potable produite à Bret, a été réparé par injection de coulis de ciment, la pose de drains rayonnants et de deux collecteurs d'évacuation des eaux de drainage. Le soutènement renforcé est à nouveau étanche, ce qui supprime le mélange d'eaux souterraines dans les eaux de Bret.

Le collecteur des Jumelles, construit en 1958, achemine les eaux mélangées produites par un bassin versant de 12 hectares dans le secteur de Chauderon-Beaulieu. Des travaux d'assainissement du soutènement et de l'armature sur 170 m de long à 23 m de profondeur ont été réalisés tout en le maintenant en fonction.

Dans le voûtage de la Vuachère à Montchoisi, un barrage temporaire a été installé pour dévier les eaux de la rivière sur 160 m et réparer le fond de la cunette incisé linéairement par l'érosion sur près de 60 cm de profondeur.

La galerie de Mauvernay creusée entre la plaine du Chalet-à-Gobet et l'EHL pour le passage d'une conduite de captage, a été nettoyée de la boue qui l'encombrait sur 550 m de longueur en prévision du remplacement de la conduite existante. Le gabarit extrêmement réduit de cet ouvrage a rendu ces travaux particulièrement difficiles.

Dans le voûtage de la Louve, un projet est en cours pour construire un barrage pivotant au droit de la vitrine des escaliers du parking de la Riponne et utiliser ainsi une partie du voûtage pour la rétention des crues.

Une étude de variante a permis de déterminer la méthode de réparation de la galerie de Jor, dernier tronçon des galeries d'aménées des eaux du Pays-d'Enhaut. Les études se poursuivent avec l'établissement de l'avant-projet d'ouvrage.

Entretien des immeubles d'exploitation du service

Parmi les nombreux travaux réalisés au cours de l'année (curage, réfection de maçonnerie, élagage, etc.), les objets suivants sont mentionnés :

- Remplacement de la crépine de la conduite d'eau brute de l'usine de Lutry par une crépine adaptée aux opérations de curage des moules Quagga. Ces travaux réalisés en 2 phases (une au printemps et une en automne) ont nécessité l'intervention d'une entreprise spécialisée en plongée profonde;
- Travaux de curage de la conduite d'eau brute de l'usine de Lutry. Le changement de la crépine a donné l'occasion de curer la conduite. Cette intervention a été précédée par l'amélioration du dispositif de lancement des éponges de raclage;
- Travaux d'entretien et d'amélioration des accès à la galerie d'aménée des eaux du Pays-d'Enhaut au droit de la fenêtre de Flumy (tronçon Gleyrette-Pierra Devan).

Exploitation des ouvrages de relevage des eaux usées

Les travaux effectués entre 2023 et 2025 dans les stations UNOL, Ouchy, Bellerive et de la Vuachère ont amélioré les conditions de sécurité et d'opérations de maintenance. Les travaux de curage et de planification des entretiens se poursuivent à bon rythme et donnent

satisfaction. La maintenance actuelle pose les bases de réflexion sur les futurs travaux à entreprendre pour la modernisation et l'amélioration de ces installations. La collaboration avec la STEP et les autres services se poursuit de manière constructive afin d'assurer une bonne coordination entre les actions menées sur le réseau et l'exploitation de la STEP.

Les missions de l'unité comportent aussi l'exploitation des ouvrages de relevage de la commune de Saint-Sulpice avec laquelle des réflexions sont en cours pour les rénover et les fiabiliser.

Réseaux et ingénierie

Parmi les nombreux chantiers réalisés dans le domaine de l'eau potable, il convient de relever plus particulièrement:

- le chemin de Boisy, la finalisation du chantier TRAM et axes forts (lot 9), l'équipement du plan de quartier PPA Pulse Chatelard à Cheseaux, la ceinture du futur dépôt des transports publics de Morges (MBC) à Préverenges, la Route de Neuchâtel à Vernand, la fin du chantier à la route d'Oron, et la route du Chalet Marin (Chalet à Gobet);
- l'extension du réseau séparatif sur l'avenue de Valmont, la rue du Simplon et dans le quartier des Fleurettes;
- le gainage des collecteurs aux avenues Dalcroze et Saint-Paul, ainsi qu'au chemin Villardin et dans le Flon-Morand.

Réseau de distribution d'eau potable

Cette année, 73 chantiers ont été réalisés, correspondant à un total de 9'664 m de conduites principales traités, soit:

- 7'750 m remplacés;
- 2'673 m d'extension;
- 417 m de branchements communs remplacés;
- 296 m d'extension de branchements communs (diminution de la longueur qui s'explique par la reprise/mutation de branchements communs par le réseau principal);
- 160 m de renouvellement par tubage de branchements privés sur le domaine public et de branchements communs;
- 418 m de réhabilitation par gainage.

Le service est intervenu sur une soixantaine de manifestations pour la pose de compteurs, robinets, fontaines ou raccordements, sans compter la Fête fédérale de gymnastique, pour un total de 1'315 heures.

Interventions d'urgence

Le service de piquet a été appelé à 260 reprises. Dans 131 cas, il s'agissait d'une intervention à réaliser dans l'urgence, à la suite d'une fuite ou d'une rupture. 41 appels concernaient des problèmes signalés au niveau de bornes hydrantes, 8 des mises hors service/remises en service pour travaux dans des immeubles en dehors des heures de travail, 6 des problèmes de qualité de l'eau, 68 des problèmes divers (robinets bouchés, baisse de pression dans l'immeuble, bruit d'eau, etc.), 3 des dysfonctionnements en lien avec l'évacuation des eau, et 3 pour problèmes sur une fontaine.

Le nombre de défaillances sur le réseau de transport et de distribution a atteint 109 cas. Cette valeur reste en dessus du point d'attention fixé à 100 en 2010 mais reste stable en comparaison avec les années précédentes (110 en 2024 - 116 en 2023). Il semble qu'une tendance à la baisse soit observée ces 3 dernières années, qu'il s'agira de vérifier et de consolider ces prochaines années. A noter également l'accroissement de la taille du réseau par la reprise de Cugy au 1^{er} janvier 2025.

Ecoute de réseau

L'auscultation classique avec des méthodes acoustiques a permis le contrôle de 5 zones de pression ainsi que les secteurs de Bussigny, de l'EPFL et de Villars-Sainte-Croix. Ces auscultations ont été complétées en 2025 en testant une méthode innovante de recherche de fuite grâce à des images satellite. Un total de 21 fuites a pu être détecté, dont 15 avec cette nouvelle méthode, qui se répartissent comme suit:

- 10 sur des conduites principales;
- 11 sur des installations de branchements privés sur le domaine public ou des branchements communs.

Ces défauts ont ainsi pu être réparés avant qu'ils ne provoquent des dégâts. Par ailleurs, 66 fuites sur des branchements sur le domaine privé ont été identifiées et signalées aux propriétaires de ces installations afin qu'ils puissent les traiter.

Les opérateurs écoute de réseaux sont intervenus à 121 reprises pour positionner précisément des fuites apparentes (corrélacion acoustique), ce qui a permis de limiter au strict minimum la taille des fouilles nécessaires à leur réparation.

Ils sont également intervenus à 1'309 reprises pour des interventions diverses demandées par le réseau (affaissement, eau sur la chaussée, arrêt et remise d'eau, etc.).

Equipe Bornes hydrantes (BH)

Le service gère 4'776 BH dont 2'184 se situent sur le territoire lausannois et 2'592 sur les zones alimentées au détail et les conduites d'amenées. 1'030 BH ont été contrôlées, ce qui a entraîné 112 révisions importantes. De plus, il a fallu intervenir à 25 reprises pour des BH accidentées.

Les mesures de débit selon les prescriptions de l'ECA ont été réalisées sur 186 BH.

Enfin, 23 parties supérieures ont été changées suite à une extension de garantie portant sur l'aspect terni de ces organes (décoloration prononcée).

Sources

Un projet pilote est actuellement mené avec le Canton pour définir une méthodologie de délimitation de l'aire d'alimentation d'un captage et évaluer les mesures agricoles à mettre en place afin de protéger la qualité des eaux souterraines, en particulier face aux produits phytosanitaires. Les captages de la Râpe et de la Proveyse à Thierrens ont été retenus comme sites d'étude.

D'autre part, un mandat a été confié au centre de recherche sur l'environnement alpin (CREALP) afin d'analyser la sensibilité du débit des sources du Pays d'Enhaut face au changement climatique.

Technique réseaux

Des réflexions d'extension et optimisation de la distribution d'eau dans la région de Montheron ont été menées, ainsi que de multiples modélisations du réseau d'eau potable, afin de dimensionner les conduites, de déterminer les conditions hydrauliques ou de valider la faisabilité de certains arrêts de conduite. L'entité a participé aux réflexions et projets de plusieurs réaménagement de l'espace public, en lien avec la problématique du ruissellement et de la gestion des eaux (Riponne, Chauderon, Vallée de la Jeunesse, m3, PA2 Métamorphose).

L'élaboration et mise à jour des modèles hydrauliques du réseau d'évacuation et du ruissellement de surface reste une tâche importante, menée en parallèle avec le monitoring du réseau d'évacuation par sondes, permettant d'affiner la compréhension et le calage des flux d'eau.

En parallèle des études engagées en vue de la mise à jour du Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE), les réflexions sur l'actualisation du Plan Directeur de la Distribution d'Eau potable (PDDE) ont été amorcées. La première phase du développement du logiciel de gestion patrimoniale du système d'évacuation (MEDIREV) s'est achevée, avec la mise en place des modules d'évaluation de l'état structurel des collecteurs inspectés, de prévision d'état structurel des collecteurs non inspectés et de simulation de l'état futur, la consolidation de l'outil de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable et la calibration de l'outil d'analyse multicritères pour la priorisation du renouvellement du réseau d'évacuation.

Réseau d'évacuation

La réalisation de 20 chantiers et interventions a pu être menée, portant sur:
 — le remplacement de 1'714 m de collecteurs (y compris mise en séparatif);
 — la réhabilitation de 401 m de canalisations par gainage.

Bases de données réseaux

Le nombre de demandes de plans est en légère diminution. Pour le réseau d'eau potable, 4'289 demandes ont été enregistrées (-3,7%), tandis que 1'330 demandes ont été comptabilisées (-7,8%) pour le réseau d'évacuation, situé quant à lui exclusivement sur le territoire de la commune de Lausanne.

Production et épuration

Centre d'exploitation et de gestion (CegeL)

La production annuelle est supérieure de 7.1% à celle de 2024 et supérieure de 1.4% à la moyenne de celle des 5 dernières années, soit 32'090'162 m³. Le jour d'adduction maximum a été atteint le 13 août avec un volume de 131'516 m³.

La répartition de la production entre les différentes usines et les sources est donnée dans le tableau ci-dessous. Comme en 2024, la production de l'usine de Bret a été ralentie à cause de travaux sur les lignes de traitement.

Usine de Lutry	Usine de Saint-Sulpice	Usine de Bret	Usine de Sonzier	Autres sources
9'156'782 m ³	11'930'453 m ³	2'658'651 m ³	5'379'676 m ³	2'964'599 m ³
29%	37%	8%	17%	9%

Usines et Stations d'eau potable

Préavis N° 2024/12 «Augmentation de la capacité de l'usine de potabilisation de Lutry»

Les appels d'offres ont été lancés et les travaux sont en cours d'adjudication. Ils débuteront dans le courant de l'année 2026 avec une mise en service de la nouvelle ligne planifiée pour début 2027.

Préavis N° 2022/21 «Installation de panneaux photovoltaïques et réduction de la consommation énergétique des réservoirs et des usines d'eau potable du Service de l'eau»

A la suite des installations photovoltaïques mises en service en 2024 (sur les usines de Bret et Sonzier et sur les réservoirs de Grangettes, Orme et Crissier) le travail s'est poursuivi avec la mise en service des installations sur les réservoirs des Dailles et de Petite-Croix. L'installation du réservoir de la Croix-sur-Lutry est en attente du permis de construire et celle de l'usine de Lutry est en cours d'adjudication. Les pompes 170 et 132 situées dans les réservoirs de la Croix-sur-Lutry et de Petite Croix ont été remplacées, offrant ainsi un meilleur rendement. Un premier test a été mené sur la recherche de fuite afin de tester un système innovant de pré-localisation des fuites.

Station d'épuration des eaux usées

Les précipitations cumulées s'élèvent à 1'205 mm, similaires aux 1'268 mm de l'année précédente et se situent très légèrement au-dessus de la moyenne attendue de 1'000 à 1'200 mm par an.

Les installations de la STEP de Vidy ont traité 34.7 millions de m³ d'eaux usées (+4.14% par rapport à 2024). Le nombre d'habitantes et habitants effectivement raccordés se monte à 265'846 en 2025.

La STEP de Vidy fonctionne depuis fin 2021 sans traitement biologique, les anciennes installations ayant dû être démolies pour faire place aux nouvelles, en cours de construction.

La performance du traitement des eaux usées est ainsi en deçà des exigences légales, en accord avec la DGE, qui a accordé une dérogation sous condition de la mise en place d'un traitement primaire renforcé et d'un suivi analytique accru.

Les résultats moyens d'épuration exprimés en concentrations sont: $DBO_5 = 42.2 \text{ mgO}_2/\text{l}$, $DCO = 106.0 \text{ mgO}_2/\text{l}$, Phosphore = 0.32 mg/l et les matières en suspension = 16.0 mg/l .

La quantité de débris captés en entrée de STEP (dégrillage moyen et fin) atteint 614 tonnes, en augmentation de 9.84% par rapport aux 559 tonnes captées en 2024.

Pour ce qui est du sable, 229 tonnes ont été captées en 2025, en légère diminution de 6.15% par rapport aux 244 tonnes de l'année précédente.

La STEP de Vidy a réceptionné et traité 274 tonnes de graisses de restaurant, en nette diminution de 63.0% par rapport à 2024 (740 tonnes).

Quant aux boues extérieures, 15'304 tonnes de boues déshydratées digérées et non digérées ont été livrées à la STEP, soit une augmentation de 13.04% par rapport aux 13'539 tonnes réceptionnées en 2024.

L'incinération des boues a permis d'injecter 12'853 MWh thermiques dans le réseau du chauffage à distance (CAD) de la Ville (-7.0% par rapport aux 13'823 MWh fournis en 2024).

En ce qui concerne la digestion des graisses et des boues, 2'452'327 Normo-mètres cubes (Nm^3) de biométhane ont été injectés dans le réseau de gaz naturel de la Ville, en augmentation de 18.5% par rapport aux 2'075'351 livrés en 2024. Ce volume correspond à 26'770 MWh thermiques (+18.49% par rapport aux 22'592 MWh fournis en 2024).

Les résultats analytiques du traitement des fumées montrent que le nombre des moyennes horaires respectant les normes en monoxyde de carbone (CO) s'élève à 98.49% du total des heures d'incinération, soit 1.49 point en dessus de la limite minimale de 97% fixée par la loi (donc conforme). Pour ce qui est des oxydes d'azote (NOx), il s'élève à 91.1%, soit 5.9 points en dessous de la limite inférieure de 97% exigée par l'ordonnance sur la protection de l'air (donc non-conforme).

Epura S.A. et chantier de la nouvelle STEP

Les travaux du bâtiment du traitement biologique se sont achevés en fin d'année à l'exception de ceux d'un prestataire. Celui-ci a livré des installations affectées de défauts qui n'ont pas permis la mise en service/eau de ce bâtiment.

Depuis 2022 un dossier technico-économique d'une filière de traitement des micropolluants était en cours d'analyse auprès de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) en vue de la validation technique et l'octroi de subventions. En septembre, l'OFEV a communiqué sa décision d'octroi des indemnités (subventions) pour les mesures servant à l'élimination des composés traces organiques (micropolluants) selon la loi et l'ordonnance sur la protection des eaux. La planification de la réalisation de cette dernière étape de traitement des eaux usées peut dès lors démarrer.

Le projet de l'ouvrage de la nouvelle ligne d'incinération a été achevé et la demande de permis de construire a été déposée durant le printemps. L'autorisation de construire est attendue en 2026 et l'ouvrage complet prévu d'être mis en service à la fin de la décennie.

Le bureau d'architectes lauréat du concours, entouré de tous les bureaux d'ingénieurs spécialisés et des collaborateurs délégués par le Service de l'eau, a achevé l'avant-projet visant la construction d'un nouveau bâtiment administratif du Service de l'eau et de la rénovation du bâtiment actuel. La demande de permis de construire est prévue d'être déposée durant l'année 2026.

Pour de plus amples informations relatives à l'activité d'Epura S.A., il convient de se reporter au site www.epura.ch

© Florian Aeby | Ville de Lausanne

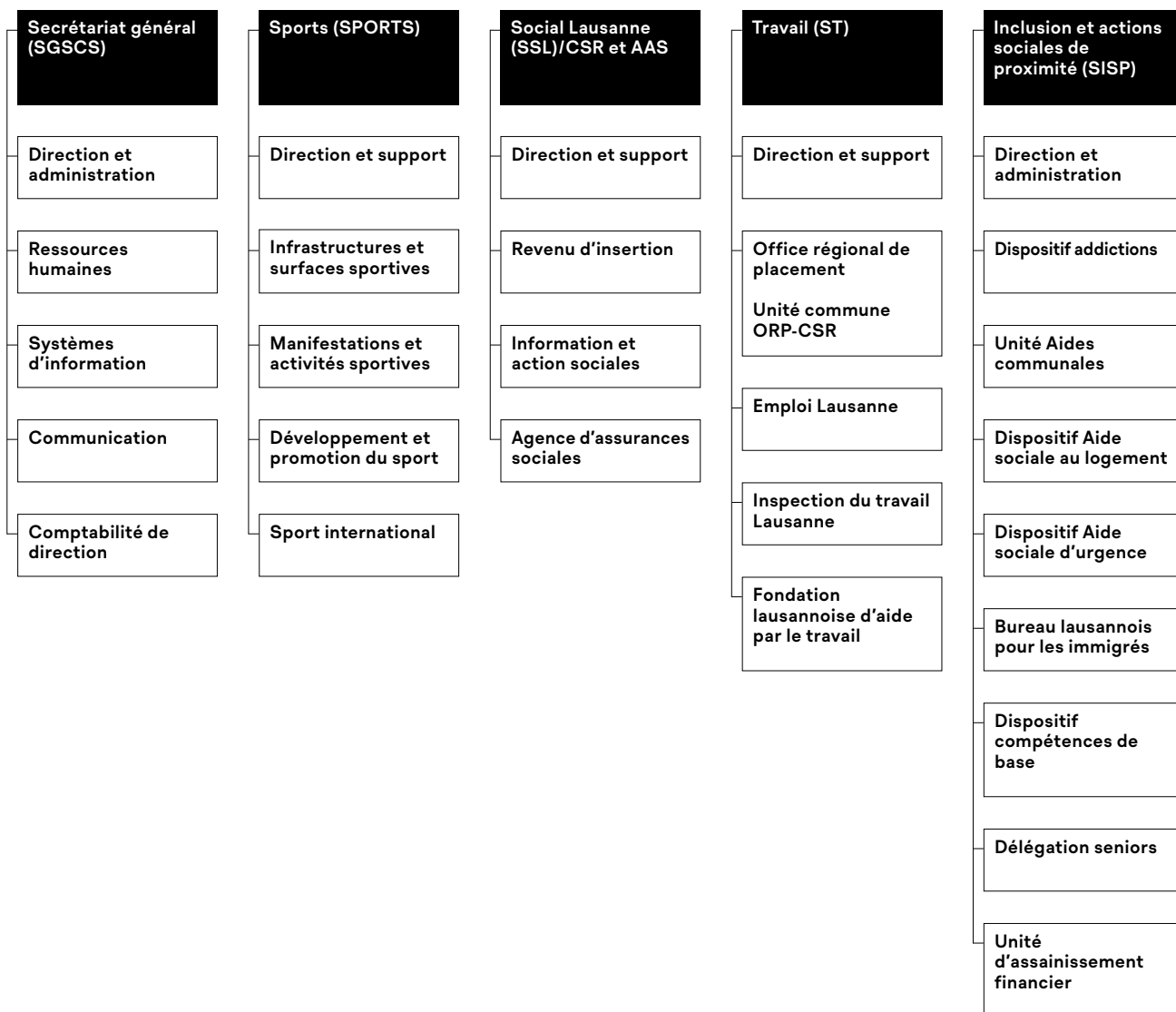


Direction des sports et de la cohésion sociale



Direction des sports et de la cohésion sociale (SCS)

Directrice



En 2025, la direction a poursuivi ses efforts pour que les personnes qui ont droit à des aides mais ne les demandent pas puissent y accéder, notamment en pérennisant la permanence sociale à la Bourdonnette et en repensant le guichet d'accueil de l'agence d'assurances sociales de Chauderon 7. Le travail essentiel de contrôle et de prévention afin d'assurer de bonnes conditions de travail dans les entreprises lausannoises s'est poursuivi.

La direction a continué à faire bouger la population. Lors de sa 6^e édition, le programme Été sportif a proposé plus de 100 activités gratuites et ouvertes à toutes et tous avec une offre de cours renouvelée. Lausanne a été, en juin, la Capitale suisse du sport avec 65'000 gymnastes et 300'000 spectatrices et spectateurs lors la Fête fédérale de gymnastique. L'accueil de l'équipe d'Espagne, championne du monde en titre durant l'Euro de football féminin, et de la Coupe du monde de basketball U19 ont également participé d'un été très sportif.

Le dispositif Vélo14 a trouvé son public avec plus de 560 bons distribués et plus de 320 vélos achetés. Les bons de transport continuent à soutenir la mobilité et l'autonomie avec plus de 11'000 abonnements achetés avec rabais par des seniors, des jeunes en formation ou des personnes au bénéfice des prestations complémentaires AVS/AI. Avec les bons de transports offerts aux enfants et adolescents, c'est environ 35% de la population lausannoise de plus de 10 ans qui peut bénéficier de 50 ou 100% de rabais sur son abonnement.

Dans le domaine des addictions, le dispositif de réduction des risques a été renforcé et une stratégie municipale qui réunit de nombreux services a été élaborée pour répondre à la crise du crack, mieux accompagner les personnes consommatrices et retrouver un espace public apaisé. 1'700 adultes sont inscrits au projet pilote Cann-L, et environ 18% de la consommation estimée à Lausanne a été soustraite au marché noir. Ces résultats confirment la pertinence du modèle de vente régulée de cannabis mis en œuvre avec Cann-L. La prolongation de ce projet pilote a été demandée à l'Office fédéral de la santé publique. Le dialogue autour de la politique des drogues a été renforcé avec la création de la Commission consultative de la politique des 4 piliers.

Le dispositif d'hébergement d'urgence renforcé et annualisé (239 places) poursuit sa mission en offrant abri et accompagnement aux personnes précarisées. Pour faire face à une sollicitation croissante, l'accueil de jour (l'Espace et la Soupe populaire) a été renforcé et restructuré.

Après 5 ans de mise en œuvre du plan d'actions seniors, un bilan positif a été dressé avec, sur 31 mesures, 26 initiées ou mises en œuvre. En 2025, par exemple, un projet de mentorat informatique dans le cadre de la lutte contre la fracture numérique ou le renouvellement des soirées de préparation à la retraite ont rencontré un grand succès. L'intégration et l'inclusion restent au cœur des actions de la direction, avec notamment le renforcement de la lutte contre le racisme et les stéréotypes.

Ces événements marquants, mais également l'accompagnement au quotidien des publics de la direction, ont pu se réaliser grâce à l'engagement et le professionnalisme des équipes et des partenaires de la direction. Toutes et tous sont ici chaleureusement remerciés.

Secrétariat général (SGSCS)

Direction et administration

- apporter un appui sur les enjeux stratégiques;
- préparer et suivre les affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction;
- mener des projets stratégiques ou transversaux;
- coordonner l'administration transversale de la direction et du service;
- assurer le secrétariat de la Directrice et du Secrétariat général;
- assurer la gestion du Fonds du 700^e anniversaire de la Confédération.

Ressources humaines

- assurer et coordonner la gestion RH de la direction;
- assurer et coordonner la gestion RH du secrétariat général et du service de l'inclusion et des actions sociales de proximité (SISP).

Systèmes d'information

- piloter les systèmes d'information de la direction.

Communication

- assurer et coordonner la communication interne et externe des services et de la direction.

Comptabilité de direction

- produire une comptabilité de direction conforme au Recueil d'organisation financière (ROCF) et assurer le suivi des pièces comptables transmises par les services;
- coordonner l'élaboration du budget et des comptes des services de la direction;
- assurer la gestion comptable du Service de l'inclusion et des actions sociales de proximité (SISP) et du Secrétariat général;
- assurer la gestion comptable du personnel de la direction.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité SCS	5.90	6.10	6.10	6.10
Direction SCS	11.30	10.60	10.90	10.70
Total service	17.20	16.70	17.00	16.80

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-0.20

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité SCS	7	6.10	7	6.10
Direction SCS	13	10.60	13	10.70
Total service	20	16.70	20	16.80

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Le service a accueilli deux apprenti·e·s (rattaché·e·s au SPEL) en 2024, ainsi qu'en 2025

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	1
mouvements 2024		
	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	2	2

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	-	-	1	0.40
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	0	0.00	1	0.40

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

Durant l'année 2025, les différentes unités du Secrétariat général ont pleinement joué leur rôle de soutien aux services de la direction, que ce soit dans les missions quotidiennes ou dans les situations particulières ou stratégiques. On peut relever par exemple la mise en place et le suivi de la première année de Vélo14 ou l'engagement sur le dossier transverse de la stratégie drogues et espaces publics.

Principales activités 2025

Direction du service

La direction du service a apporté un soutien important au SISP notamment dans le cadre de l'élaboration de la stratégie addiction ou l'évolution et le suivi de certaines prestations délivrées par le SISP. La secrétaire générale a assuré l'intérim à la tête du SISP durant une partie de l'année et a accompagné les ajustements dans l'organisation de ce service.

Ressources humaines

L'unité RH du SISP et du SGSCS a apporté un soutien intense et diversifié par la pluralité des fonctions concernées aux entités du SISP, que cela soit pour des recrutements, ou pour le développement de ce service. Des permanences RH ont également été tenues au sein des différents sites du SISP, assurant un soutien de proximité très apprécié tant par les collaboratrices et collaborateurs que par leur hiérarchie.

Par ailleurs l'unité a également accompagné les équipes dans le cadre de nombreux projets développés par le SPEL (sensibilisation au harcèlement, référentiel de compétences, nouveaux entretiens de collaboration...).

Systèmes d'information

L'unité des systèmes d'information a, entre autres, conçu et développé une nouvelle solution performante de gestion documentaire «ProDoc» pour le personnel du CSR de Lausanne. Elle a également développé un nouveau module fonctionnel permettant de gérer les inscriptions aux hébergements d'urgence de transition dans la solution existante ACDURG utilisée par le dispositif aide sociale d'urgence.

L'unité a réalisé 15 projets/activités agile et 16 lots d'évolutions. Les services les plus demandeurs sont le SSL et le SISP.

Communication

Plusieurs projets majeurs ont fait l'objet de communications soutenues auprès de la population et de publics cibles particuliers. Les nouvelles soirées de préparation à la retraite à destination de l'ensemble de la population ont fait l'objet d'une communication dédiée, bien relayée par les médias locaux. Dans le domaine du sport, la Fête fédérale de gymnastique a permis de mettre en lumière le sport populaire et associatif. Le séjour de l'équipe féminine d'Espagne lors de l'Euro 2025 a été l'occasion de souligner la thématique de l'égalité femmes/hommes dans le sport. L'annonce du Grand départ suisse du Tour de France femmes a fait l'objet d'un événement commun avec les villes d'Aigle et de Genève. En automne, la stratégie «drogue et espace public» a fait l'objet d'une conférence de presse très suivie, avec des médias venus de toute la Suisse.

D'autres sujets ont fait l'objet de mises en valeur: l'intégration de l'école de natation de Mon-Repos au sein du Lausanne Aquatique, les contrôles et prévention effectués par l'Inspection du travail ou la Semaine d'actions contre le racisme sur le thème du travail. Un bilan positif du projet CANN-L a été communiqué pour la 2^e année après l'ouverture du lieu de vente.

Enfin, le projet qui vise à renforcer et coordonner la communication interne au sein de la direction se poursuit.

Finances de direction

Une nouvelle Responsable financière de direction a débuté son activité en 2025. L'unité finances de la direction a accompagné les services tout au long de l'exercice comptable 2025. Le réseau des responsables financiers de service s'est réuni régulièrement afin de renforcer la coordination et l'échange d'informations au sein de la Direction. L'unité a également soutenu les services dans les premiers travaux pour assurer la transition vers le modèle comptable MCH2.

Les différentes étapes de l'année financière ont été menées dans le respect des délais et des consignes à la satisfaction de l'ensemble des partenaires.

Au niveau de la gestion financière du SISP, une importante consolidation des processus et des outils de suivi comptable et financier a été entreprise sur la base de l'expérience acquise lors des deux premières années d'existence du service.

Fonds de la Direction SCS

Les fonds de la Direction des sports et cohésion sociale (SCS) interviennent à titre subsidiaire, lorsque les régimes d'aide ordinaires (Revenu d'insertion (RI), Assurance invalidité (AI), Prestation complémentaire (PC) etc.) ne peuvent entrer en matière. Ils interviennent de manière ponctuelle pour résoudre une problématique spécifique.

Le Fonds lausannois du 700^e anniversaire de la Confédération (F700) a pour but de soutenir financièrement sous forme de don ou de prêt des personnes dont la situation ne peut pas être suffisamment améliorée par le recours aux régimes sociaux existants. En 2025, 156 demandes ont été acceptées. Les «besoins urgents» représentent 78 cas, (pour un total de CHF 20'056.– montant moyen CHF 257.–). Ces dons, d'un montant maximum de CHF 300.–, sont octroyés dans le délai de deux jours ouvrables. Ils ont pour but de couvrir les besoins vitaux des personnes sur une courte période, le temps que la situation se stabilise (par exemple, en attendant un premier versement du RI).

Le Fonds d'action sociale (FAS) a pour but d'éviter une aggravation indésirable et inéluctable de la situation des personnes requérantes. Les frais liés au logement représentent des cas les plus fréquents avec 26 demandes pour un total de CHF 86'855.– (72'514.– de don et 14'341 de prêts) pour un montant moyen de 3'340.–.

Le Fonds Grumbach a pour but de venir en aide aux personnes âgées habitant Lausanne en difficulté financière. Il intervient à bref délai sur demande du Service social Lausanne, cas échéant en complément d'autres institutions, pour venir en aide financièrement aux personnes âgées lausannoises dont la situation ne peut pas être suffisamment améliorée par le recours aux aides sociales existantes, ou pour éviter une péjoration de la situation de la personne.

	F700			FAS			Grumbach		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Demandes	235	178	170	32	68	67	12	15	26
dont acceptées	222	165	156	32	68	68	7	9	20
Dons	216	161	150	29	65	65	7	9	20
Dons en CHF	98'010.–	98'510.–	116'160.–	63'810.–	86'500.–	111'730.–	10'720.–	8'680.–	20'560.–
Prêts	8	4	6	3	3	3	–	–	–
Prêts en CHF	17'560.–	7'490.–	18'100.–	8'090.–	9'150.–	9'150.–	–	–	–

Service des sports (SPORTS)

Principales missions du service

Direction

- conception et mise en œuvre de la politique municipale en matière de sport;
- représentation de la Ville dans des instances ou institutions sportives;
- direction et administration du service, comptabilité et ressources humaines;
- soutien financier aux associations et clubs sportifs lausannois;
- support informatique en faveur du service et élaboration, direction et suivi de projets informatiques et graphiques;
- élaboration, développement et gestion des pages intranet et des sites web du service;
- planification et direction des actions de communication du service.

Infrastructures et surfaces sportives

- mise à disposition de la population, gestion et entretien des surfaces sportives extérieures et intérieures à l'exception des salles de gymnastique gérées par la direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers;
- mise à disposition de la population, exploitation et entretien des piscines de Bellerive-Plage, Mon-Repos (couverte), Parc de Montchoisi et de quartier

(Bellevaux, Boisy, Montétan et Vieux-Moulin), ainsi que des patinoires du Parc de Montchoisi et de la Pontaise;

- étude, réalisation, entretien et transformation des installations sportives du Service des sports;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du volet «sports» du projet Métamorphose.

Manifestations sportives

- encouragement, soutien et organisation de manifestations sportives d'importance régionale, nationale et internationale;
- appui aux manifestations sportives et culturelles lausannoises (montage/démontage, mise à disposition de matériels spécifiques).

Développement et promotion du sport

- promotion et développement du sport associatif, du sport pour toutes et tous et du sport-santé;
- promotion de l'égalité des genres et de l'inclusion dans le sport et mise en œuvre des actions propres à développer la pratique sportive des femmes;
- promotion du sport et des activités physiques auprès des élèves des écoles lausannoises (sports passion) et du personnel de l'administration communale.

Sport international

- accueil et suivi des fédérations internationales sportives ou liées au sport établies à Lausanne et valorisation, au sein de la Fondation Lausanne Capitale Olympique, de Lausanne en tant que capitale olympique et capitale administrative du sport mondial;
- coordination avec les partenaires institutionnels (Confédération et Canton de Vaud).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (SPORTS)	14.90	14.15	16.70	14.50
Manif. et activités sportives	7.00	7.00	7.30	7.30
Piscines et patinoires	27.81	23.06	24.61	22.01
Sport international	1.70	1.70	1.70	1.70
Surfaces sportives	23.80	23.00	24.00	22.70
Unité technique	14.50	13.50	13.50	12.50
Total service	89.71	82.41	87.81	80.71

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-1.90

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Administration (SPORTS)	17	14.15	17	14.50
Manif. et activités sportives	8	7.00	8	7.30
Piscines et patinoires	28	23.06	26	22.01
Sport international	2	1.70	2	1.70

Surfaces sportives	25	23.00	24	22.70
Unité technique	14	13.50	13	12.50
Total service	94	82.41	90	80.71

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Administration (SPORTS)	1	-
Total service	1	0

Le service a accueilli deux apprenti-e-s (rattaché-e-s au SPEL) en 2024, ainsi qu'en 2025

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	11	6
Nombre de transfert(s)		
	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	11	7

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	6
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	11

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	75	22.89	92	26.87
Auxiliaires mensualisé-e-s	5	2.57	16	6.22
Auxiliaires payé-e-s au forfait	107	*	97	*
Total service	187	25.46	205	33.09

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

L'année sportive 2025 a été riche en événements festifs et populaires. Le développement du sport pour toutes et tous s'est poursuivi grâce à de nouveaux programmes et de nouvelles initiatives, comme avec le Sunday Trainings qui a proposé 3 cours collectifs gratuits.

Dans le cadre de l'évolution du Service des sports, engagée afin de répondre de manière efficiente aux missions actuelles et aux enjeux futurs de la politique sportive communale, une nouvelle organisation a été mise en place. Les anciennes unités ont été regroupées en quatre domaines: Infrastructures et Surfaces sportives, Manifestations sportives, Développement

et promotion du sport. Le Sport international dépend depuis 2022 de la Fondation Lausanne Capitale Olympique.

Durant l'année 2025, on soulignera en particulier les événements et réalisations suivantes:

- le nouveau record d'inscriptions à plus de 36'000 pour la manifestation des 20KM de Lausanne lors de cette 43^e édition;
- la Fête Fédérale de Gymnastique qui s'est déroulée du 12 au 22 juin sur l'ensemble du territoire lausannois. 65'000 gymnastes, 300'000 visiteuses et visiteurs ont participé à ce rendez-vous sportif, festif et ont partagé de belles émotions lors de la plus grande manifestation sportive de Suisse;
- la FIBA U19 Basketball World Cup s'est déroulée du 28 juin au 6 juillet à la Vaudoise aréna. Au total, 58 matchs ont attiré plus de 75'000 spectateurs et spectatrices;
- l'accueil de l'équipe de foot féminine d'Espagne le 29 juin, dans le cadre de l'EURO 2025 qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes le long de l'avenue de Cour pour former une haie d'honneur vivante et haute en couleurs à l'arrivée de la sélection espagnole à leur hôtel lausannois. L'organisation d'un entraînement public de l'équipe espagnole le 30 juin au Stade Juan-Antonio-Samaranch. L'entraînement a rassemblé près de 700 personnes dont une centaine de jeunes footballeuses de Lausanne et région. L'entraînement s'est terminé par une session de photos et de dédicaces.

Du côté des infrastructures, les éléments suivants sont à souligner:

- la rénovation du centre lausannois de badminton;
- le développement de l'avant-projet du stade d'athlétisme au Stade Pierre-de-Coubertin;
- l'analyse globale du patrimoine sportif, visant à évaluer l'état de vétusté des constructions, par le programme signa-terre;
- la fréquentation des patinoires par les écoles lausannoises reste élevée notamment à Montchoisi et à la Pontaise.

Chiffres clés

Manifestations et activités sportives	2023	2024	2025
20KM de Lausanne – participant.e.s	22'193	27'365	36'626
Panathlon Family Games – enfants	6'900	5'700	2'940
Course capitale olympique – participant.e.s	1'200	2'400	1'600
Triathlon de Lausanne – participant.e.s	2'183	2'260	2'500
Christmas Run – participant.e.s	3'167	3'547	4'180
Tournoi de volley interservices - équipes	39	annulé*	annulé*
Volontaires Sportifs Lausannois			
— volontaires actives et actifs	1'314	1'635	1'848
— nombre de manifestations bénéficiaires	24	22	25
Cours été sportif (urbain training, seniors en forme)			
— cours	107	115	149
— inscriptions	2'923	4'162	4'927
Nouveaux projets soutenus par le fonds du sport pour toutes et tous	10	10	13

* Annulé en raison de la météo

	2022/2023	2023/2024	2024/2025
Sports-Passion (sport scolaire facultatif)			
— élèves	3'310	3'213	3'238
— disciplines proposées	44	42	44

Piscines et patinoires	2023	2024	2025
Bellerive-Plage			
— nombre de jours d'exploitation	121	122	121
— nombre d'entrées	232'090	178'056	204'772

Parc de Montchoisi (piscine)			
— nombre de jours d'exploitation	117	124	121
— nombre d'entrées	62'111	56'568	62'532
Mon-Repos			
— nombre de jours d'exploitation	*85	*98	313
— nombre d'entrées	*47'450	*48'896	151'023
Parc de Montchoisi (patinoire)			
— nombre de jours d'exploitation	79	99	106
— nombre d'entrées	31'869	45'380	49'510
Patinoire de la Pontaise			
— nombre de jours d'exploitation	92	90	90
— nombre d'entrées	7'660	10'436	9'206
Vaudoise arena (piscine)¹			
— nombre de jours d'exploitation	330	330	330
— nombre d'entrées	325'000	366'000	367'409

* Travaux nécessitant la fermeture de l'installation

¹ Pour les chiffres de fréquentation de l'ensemble des infrastructures de la Vaudoise aréna, se référer à son rapport de gestion.

Principales activités 2025

Direction

En 2024, la direction du service a entamé, avec un soutien externe, une réflexion approfondie sur le fonctionnement du service, laquelle a abouti en 2025 à une évolution organisationnelle qui permet de répondre à ses missions ainsi qu'aux besoins actuels et futurs de la politique sportive communale. Le présent rapport de gestion est articulé autour de cette nouvelle organisation.

En 2025, le Service des sports a soutenu financièrement 90 associations et club sportifs lausannois ainsi que 35 manifestations sportives, sous différents angles (aides au loyer, formations, soutien de la relève, ...). 12 projets ad hoc ont été soutenus via le Fonds pour le développement de l'activité physique et du sport pour toutes et tous.

L'unité informatique, hors maintenance du parc informatique et support quotidien à ses utilisatrices et utilisateurs, contribue à l'élaboration, au développement et au suivi des sites web du Service des sports. En 2025, l'équipe multimédia a mis l'accent sur la production de contenus multimédias, notamment pour la campagne sur les patinoires ainsi que pour les réseaux sociaux des manifestations organisées ou soutenues par le Service des sports.

La nouvelle unité communication assure, depuis la fin de l'année, la communication interne et externe du Service des sports. A ce titre, elle gère les réseaux sociaux du service, planifie et coordonne ses actions d'information et de communication, en étroite collaboration avec les autres entités, la Direction SCS et le Bureau de la communication de la Ville.

Infrastructures et surfaces sportives

Le domaine «Infrastructures et Surfaces sportives», regroupe désormais les unités *Infrastructures et projets*, *Surfaces sportives* et *Piscines et patinoires*.

Ce nouveau domaine vise à garantir une vision globale et cohérente des infrastructures sportives, tant en matière de suivi des installations que d'exploitation. Il permet de renforcer la coordination entre les unités, de supprimer les fonctionnements en silos et de favoriser les synergies opérationnelles, tout en optimisant la gestion des ressources humaines et financières.

Piscines et patinoires

Avec ses 6 piscines de plein air, Lausanne est la ville de Suisse romande avec la plus grande offre de baignade. Pour les piscines de plein air, la saison estivale s'est caractérisée par:

— Bellerive-Plage: l'accueil de 204'772 personnes est en augmentation de 26'716 par rapport à 2024. Bellerive-Plage a été au cœur d'animations et de

manifestations dont l'édition 2025 de la Fête Fédérale de Gymnastique avec une journée à plus 14'000 entrées, et des cours d'aquagym gratuits pour la population;

- Parc de Montchoisi: la piscine a accueilli 62'532 personnes du 10 mai au 7 septembre, soit près de 16% de plus que la fréquentation moyenne annuelle (54'004) depuis 1985;
- Piscines de quartier à Bellevaux, Boisy, Montétan et Vieux-Moulin: elles ont été ouvertes du 31 mai au 7 septembre. La fréquentation a fortement augmenté (+26%) par rapport à 2024, malgré les conditions météorologiques difficiles de fin de saison. Des cours d'aquagym gratuits pour la population ont été organisés à Boisy et Vieux-Moulin. Des cours de natation y ont été aussi organisés ainsi qu'à Montétan;
- Piscine couverte Mon-Repos: 151'023 personnes ont fréquenté l'établissement en 2025. Cela représente une baisse de 19% par rapport à la fréquentation moyenne depuis 2005. La différence étant surtout notable les premiers mois de l'année, on peut penser que certaines personnes ont gardé leurs habitudes, prises pendant les travaux, à la Vaudoise aréna en début d'année avant de revenir progressivement à Mon-Repos. Cette hypothèse devra être vérifiée en 2026.

L'ouverture des patinoires du Parc de Montchoisi et de la Pontaise (installations de plein air) a eu lieu mi-novembre pour Montchoisi et début décembre pour la Pontaise.

La fréquentation des écoles lausannoises reste élevée:

- à Montchoisi: 11'984 élèves (soit 25% de la fréquentation totale) contre 13'722 élèves en 2024 et 7'529 en 2023;
- à la Pontaise: 4'950 élèves, soit plus de 50% de la fréquentation totale, contre 5'539 en 2024 et 5'382 en 2023.

Durant l'année 2025, le Service a travaillé sur l'élaboration d'une stratégie en lien avec les patinoires à Lausanne.

Surfaces sportives

En dehors des horaires scolaires, soit dès 18h en semaine, 13h les mercredis après-midi et toute la journée les week-ends, les centres omnisports des Bergières, de Grand-Vennes, de la Vallée de la Jeunesse et du Vieux-Moulin permettent entraînements, compétitions et événements variés, organisés par les clubs et sociétés sportives, dans les principales disciplines sportives de salle.

Répartis dans toute la ville, y compris dans ses zones foraines, les centres sportifs du Chalet-à-Gobet, de Chavannes, de Grand-Vennes, de Praz-Séchaud, de la Tuilière et de Vidy, ainsi que le Stade olympique de la Pontaise accueillent la pratique sportive lausannoise de plein air, qu'elle soit libre ou associative:

- En 2025, le Chalet-à-Gobet a enregistré des chiffres de fréquentation des vestiaires de Mauvernay équivalents à ceux de l'an dernier;
- Vidy, «Espace Fair-Play», zone multisports en libre accès dédiée aux sports urbains, accueille 2 terrains de basket 3×3, 2 terrains de basketball et 4 terrains de beachvolley. Une surface de plus de 1'000 m² équipée de modules de street, une rampe d'half-pipe de 9 m de large et une rampe offerte par le CIO permettent la pratique de l'ensemble des sports à roulette. 3 stations de casiers connectés complètent cette offre;
- Le Stade olympique de la Pontaise a accueilli, outre Athletissima (50^e anniversaire), les matches du FC Stade Lausanne Ouchy dans la deuxième catégorie du championnat national (Challenge League).

En plus des centres omnisports, l'unité surfaces sportives gère 31 terrains de football, 1 terrain de rugby, 1 terrain de baseball, 1 terrain de football américain et 1 terrain de hockey-sur-gazon répartis de la manière suivante:

Centres sportifs	Terrains	Equipes	Sportifs/ sportives	dont femmes	Entraîne- ments/ semaine (heures)	Matches/ semaine
Tuilière	9	105	1'575	180	300	53
Chavannes	12	81	1'215	60	225	41
Vidy (y. c. stades de Coubertin et Samaranch)	7	44	660	75	150	22
Praz-Séchaud	1	15	225	0	39	8
Grand-Vennes	2	17	255	160	42	9
Total	31	262	3'930	475	756	133

Infrastructures et projets

Les missions et activités menées par l'unité «Infrastructures et Projets» ont couvert des projets à différentes échelles et étapes de développement tels que:

- Des interventions ciblées, notamment: travaux de renforcement au Centre Sports & Études ou la rénovation du système de circulation d'eau des douches de la piscine de Mon-Repos;
- Des études de faisabilité, notamment: exploitation des terrains de football du Centre sportif de Chavannes, modernisation des 4 piscines de quartier, mise en conformité séparatif du réseau d'eau claire et usée de la piscine et patinoire de Montchoisi ou assainissement énergétique du centre sportif de la Vallée de la jeunesse;
- Divers appels d'offres;
- Collaborations étroites avec Métamorphose, les clubs et les manifestations concernant la rénovation du Stade de Coubertin;
- L'accompagnement d'études en lien avec le développement dans le secteur du stade et du centre sportif de la Tuilière;
- Accompagnement du club de Curling et du club nautique en vue d'une nouvelle infrastructure dédiée au Curling.

Manifestations et activités sportives

2025 a vu une augmentation de la participation dans la plupart des manifestations. Outre la Fête fédérale de gymnastique et la FIBA U19 basketball World Cup mentionnés dans les événements marquants, le Service des sports a activement contribué à la tenue des événements suivants:

- les 20KM de Lausanne, les 3 et 4 mai, la 43^e édition a enregistré un nouveau record absolu de participation et d'inscriptions (36'626, +46% par rapport à 2023). Pour contenir cette importante augmentation, il a fallu instaurer des quotas de dossards par catégorie pour la première fois;
- la 12^e édition de la Course Lausanne Capitale Olympique, le 23 juin, s'est déroulée en collaboration avec Athletissima dans le cadre de leur 50^e anniversaire: 1'600 personnes ont participé à la course lors de la journée olympique mondiale. Le départ a été donné par Thomas Bach et Kirsty Coventry devant la Maison Olympique et l'arrivée a été festive grâce à un «after run» organisé sous les tentes de la Fête fédérale de gymnastique;
- la Course des Plaines-du-Loup a été organisée en collaboration avec Métamorphose le samedi 27 septembre dans le cadre de l'inauguration du nouvel écoquartier. Un grand jeu de type course d'orientation a été proposé permettant aux habitantes et habitants du quartier et autres personnes intéressées de découvrir le quartier de manière ludique avec un carnet de route, des énigmes et des défis à réaliser. Plus de 500 personnes y ont participé;
- la Christmas Run a eu lieu le samedi 13 décembre en soirée. Cette 17^e édition s'est tenue pour la deuxième année consécutive à la place de l'Europe, permettant d'offrir une expérience festive et de profiter des

illuminations et de l'ambiance de Noël. Un concours de déguisement, un spectacle de slackline, des jeux de lumières sur les arches du Grand Pont, une médaille multifonction offerte à tous les participantes et participants faisaient partie des nouveautés. Une collaboration a été faite avec Bô Noël pour l'after run. 4'180 personnes étaient inscrites soit une hausse de participation de 17% par rapport à 2024;

- les Panathlon Family Games® ont été organisés en partenariat avec Lausanne Région, le Panathlon Club Lausanne ainsi que les associations et clubs sportifs lausannois. Cette 14^e édition s'est tenue les 17 et 18 mai sur le site des Pyramides de Vidy et des infrastructures sportives de Vidy. Familles et enfants ont pu découvrir plus de 40 disciplines sportives;
- le Triathlon de Lausanne: la 31^e édition, les 30 et 31 août, a rassemblé plus de 2'500 triathlètes amatrices et amateurs, un record. Les parcours sont désormais établis et appréciés de toutes et tous.

D'autres événements sportifs importants (3×3 Basket, Athletissima, ...) ont également été soutenus par le Service.

Tous les événements listés ci-dessus ainsi que de nombreuses autres manifestations n'auraient pas pu se dérouler sans la participation active de nombreux bénévoles du programme des «Volontaires du Sport Lausannois (VSL)». Nous en profitons donc pour les remercier grandement pour leur contribution.

L'unité «Manifestations et activités sportives» a également contribué à l'organisation et à la tenue des programmes:

- Sports Passion: 44 activités sportives, réparties durant l'année, ont été proposées aux élèves des écoles lausannoises;
- Sport Bien-Être: propose au personnel de l'administration communale 10 activités physiques régulières.

Avec son groupe «support opérationnel», le domaine a appuyé l'organisation (montage/démontage des infrastructures, manutention, transports, etc.) d'événements sportifs et culturels. Ses collaboratrices et collaborateurs ont également assuré l'exploitation de la patinoire de la Pontaise durant ses 90 jours d'ouverture.

Développement et promotion du sport

En 2025, les activités du Domaine Développement et promotion du sport ont été marquées par la conception et la mise en œuvre d'initiatives visant à l'encouragement de l'activité physique au sein de la population et à la promotion du sport associatif, telles que:

- Le programme MiniMove Lausanne, projet pilote porté par le Service des sports en collaboration avec le SEP et QJF et réalisé par la Fondation IdéeSport, est destiné aux enfants de 0 à 4 ans. Il vise à encourager le mouvement dès la petite enfance tout en valorisant les infrastructures sportives le week-end. Il a proposé 17 matinées actives de novembre 2024 à mars 2025, le dimanche de 9h à 11h30 dans les salles de gym du Collège du Belvédère. La saison 2024–2025 a comptabilisé 4'575 inscriptions, avec une moyenne de 269 personnes par matinée, dont 48% de filles et de femmes. Les 7 premières sessions de la saison 2025–2026 ont comptabilisé 1'981 participations avec une moyenne de 283 personnes par matinée;
- Programme Été sportif 2025: du 23 juin au 21 septembre, la 6^e édition a proposé plus de 180 cours collectifs gratuits et encadrés dans les parcs et espaces publics de Lausanne, en collaboration avec les associations Urban Training, Nouvelles Perspectives, Pro Senectute Vaud (PSVD), PEPS et le Cercle des Armes de Lausanne. L'offre a été élargie avec de nouveaux cours d'aquagym, des séances de condition physique sur les équipements de

- fitness urbain, des initiations à l'escrime ainsi que des initiations aux bancs actifs. La participation est à plus de 80% féminine;
- Sunday Trainings: durant l'hiver, le Service des sports, en collaboration avec l'association Urban Training, a organisé 3 matinées sportives intitulées «Sunday Training» aux Halles sportives de Beaulieu. De 9h à 12h, trois cours collectifs gratuits d'une heure chacun ont rythmé ces matinées, réunissant près de 1'000 participantes et participants (dont 87% de femmes). Cette offre a été reconduite pour l'hiver 2025–2026 avec un dimanche par mois de novembre 2025 à mars 2026. Les cours de novembre et décembre 2025 ont comptabilisé près de 540 inscriptions (dont 85% de femmes);
 - Camps multisports: pour cette 3^e édition, 2 camps de jour ont été organisés du 30 juin au 4 juillet et du 11 au 15 août 2025. Destinés aux enfants lausannois de 8 à 12 ans, ces camps visent à promouvoir un mode de vie actif durant les vacances estivales. Au total, 97 enfants (51 garçons et 46 filles) y ont participé, s'initiant aux disciplines proposées aux Halles sportives de Beaulieu ainsi qu'à d'autres sports tels que le judo, le disc golf, la capoeira et la danse urbaine. Trois ateliers extra-sportifs ont également été proposés: prévention des addictions avec Cool & Clean, sensibilisation au handicap avec la RTS, et une rencontre avec une athlète d'élite en collaboration avec Vaud Générations Champions;
 - Street workout: 12 initiations gratuites et encadrées de street workout, dont 6 exclusivement réservées aux femmes ont enregistré 121 participations. Ces sessions, organisées pour la 3^e année consécutive, visent à encourager l'accès des femmes à des espaces publics traditionnellement occupés majoritairement par des hommes;
 - Forum des clubs sportifs lausannois: la 4^e édition s'est tenue le 1^{er} octobre aux Halles nord de Beaulieu. Plus de 120 personnes représentant 65 clubs et associations sportives ont participé à cet événement portant sur le thème de l'intégrité dans le sport;
 - Cérémonie des Mérites Sportifs Lausannois: le 24 novembre au Casino de Montbenon, 316 athlètes (174 femmes, 142 hommes) issus de 30 clubs sportifs ont été récompensés pour leurs performances aux niveaux national ou international. A cette occasion, le Prix Sport & Egalité de la Ville de Lausanne a été décerné à Vanessa Udriot pour son engagement exemplaire en faveur de l'égalité dans le sport lausannois, en particulier dans des disciplines urbaines. Le Panathlon Club Lausanne a également remis son prix du Fair-Play Jean Passet à la jeune Bianca Bonriposi, âgée de 10 ans;

Sport international

Les activités liées au sport international ont été confiées à la Fondation Lausanne Capitale Olympique (FLOC), qui garde un lien fonctionnel avec le Service des Sports¹.

En matière d'événements internationaux, hors manifestations sportives, 2025 fut une année record avec plus de 25 événements soutenus par la FLOC, que ce soit des congrès, assemblées générales ou autres symposiums qui se sont déroulés à Lausanne. Ces événements ont généré des milliers de nuits d'hôtels et de repas et ont permis des collaborations très positives avec d'autres services de la Ville.

La Fondation a continué son travail de renforcement des liens avec les fédérations et organisations sportives internationales, avec plus de 100 rencontres durant l'année.

¹ La FLOC édite son propre rapport d'activité, qui peut être consulté pour plus d'exhaustivité.

Les rencontres avec des fédérations sportives internationales qui n'ont pas leur siège en Suisse ont aussi été riches et couronnées de succès avec l'arrivée et l'installation officielle de 2 nouvelles fédérations, l'ISMF (International Ski Mountaineering Federation) ainsi que l'IFAF (International Federation of American Football) à Lausanne au sein de la Maison du Sport International.

Le travail de sensibilisation et de reconnaissance des acteurs du sport international auprès des instances fédérales a porté ses fruits, puisque le Conseil Fédéral et l'administration fédérale ont publié la stratégie État Hôte en y incluant, pour la première fois, un paragraphe entier mettant en avant le sport international et son importance pour la Suisse tant au niveau de l'image, de l'économie que de la diplomatie sportive.

La FLOC a organisé la journée Lausanne, Capitale olympique, qui aura lieu aux Jeux Olympiques de Milan-Cortina, afin d'y représenter les intérêts de la capitale olympique.

Service social Lausanne (SSL)

Principales missions du service

Direction et support

- coordonner les domaines du service;
- gérer les subventions cantonales reçues pour la délivrance des prestations;
- gérer les projets du service;
- assurer la gestion RH du service;
- proposer un support juridique, statistique et administratif.

Revenu d'insertion (Centre social régional, CSR)

- garantir le minimum vital à la population lausannoise en situation d'indigence;
- instruire les dossiers d'indépendants pour tout le canton;
- effectuer des enquêtes et gérer les indus.

Information et action sociales (Centre social régional, CSR)

- informer sur les prestations sociales et orienter;
- proposer un appui social à la population lausannoise confrontée à des difficultés pour une aide, un soutien et des conseils;
- proposer des mesures d'insertion socioprofessionnelle;
- faciliter l'accès à la formation des jeunes de 18-25 ans.

Agence d'assurances sociales (AAS)

- accompagner et soutenir la population dans toute démarche administrative en lien avec les assurances sociales;
- constituer les dossiers de prestations d'assurance-vieillesse et survivants (AVS), d'assurance-invalidité (AI) et d'affiliation AVS, gérer les demandes de remboursements de frais de maladie, procéder à l'encaissement des cotisations AVS des étudiantes et étudiants du canton de Vaud;
- contrôler que l'ensemble des Lausannoises et Lausannois soient couverts par l'assurance-maladie de base et traiter les demandes de subsides aux primes;
- verser les allocations familiales (AF), les allocations en cas de service militaire, service civil ou de protection civile (APG) en faveur des personnes sans activité lucrative du canton de Vaud;
- verser les PC Familles et la rente-pont (prestations cantonales) et les prestations transitoires pour chômeuses et chômeurs âgés (prestation fédérale).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
AAS – Direction domaine	2.10	2.10	2.10	2.10
AAS – Section CRD PC	25.30	22.80	27.20	21.30
AAS – Unité AMAL	12.30	8.90	12.30	10.90
AAS – Unité ASO	10.30	9.50	10.50	10.50
AAS – Unité AVS/AI	10.30	10.30	10.30	10.30
AAS – Unité PFM	8.80	8.60	9.60	9.60
Action sociale	33.55	32.75	34.05	30.55
Direction domaine RI	3.00	3.00	3.00	2.80
Direction domaine social	2.45	2.40	2.45	2.40
Direction domaine support	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction SSL	3.20	3.00	3.20	3.00
Enquête	5.90	4.50	5.90	3.50
Finances	4.40	1.40	4.40	1.20
Info sociale – SSL	12.05	10.10	11.80	10.00
Insertion	6.30	4.70	6.20	4.70
Organisation & documentation	1.80	1.50	1.70	1.50
Réception RI	15.50	14.50	15.50	14.50
Recouvrement	8.10	7.80	8.10	7.00
Revenu insertion	78.00	68.70	78.00	73.00
RH – SSL	4.70	4.30	4.80	3.80
Stats & mobilité	1.60	0.80	1.50	0.80
Unité commune	12.95	8.20	12.70	8.40
Unité de soutien	9.80	7.90	9.80	8.30
Unité Jad	9.30	6.70	8.58	7.90
Unité juridique	2.20	2.20	2.20	2.20
Total service	285.90	248.65	287.88	252.25

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	1.98

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
AAS – Direction domaine	3	2.10	3	2.10
AAS – Section CRD PC	27	22.80	25	21.30
AAS – Unité AMAL	10	8.90	12	10.90
AAS – Unité ASO	12	9.50	13	10.50
AAS – Unité AVS/AI	12	10.30	12	10.30
AAS – Unité PFM	9	8.60	10	9.60
Action sociale	42	32.75	39	30.55
Direction domaine RI	3	3.00	3	2.80
Direction domaine social	3	2.40	3	2.40
Direction domaine support	2	2.00	2	2.00
Direction SSL	3	3.00	3	3.00
Enquête	5	4.50	4	3.50
Finances	2	1.40	2	1.20
Info sociale – SSL	13	10.10	12	10.00
Insertion	7	4.70	7	4.70
Organisation & documentation	2	1.50	2	1.50
Réception RI	18	14.50	18	14.50
Recouvrement	9	7.80	8	7.00
Revenu insertion	80	68.70	83	73.00
RH – SSL	6	4.30	5	3.80

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025		
	nb	ept	nb	ept	
Stats & mobilité		1	0.80	1	0.80
Unité commune		10	8.20	10	8.40
Unité de soutien		11	7.90	11	8.30
Unité Jad		8	6.70	9	7.90
Unité juridique		3	2.20	3	2.20
Total service		301	248.65	300	252.25

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Direction domaine RI	1	-
Direction domaine social	1	1
Total service	2	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	32	29
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	32	31

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	25
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	2
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	32

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	35	14.12	28	12.65
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	35	14.12	28	12.65

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants

Evolution du recours aux prestations du Service social Lausanne

Après plusieurs années de diminution, puis une stabilisation en 2024, le recours à l'aide sociale a globalement augmenté en 2025, qu'il s'agisse de l'accueil, des prestations financières ou du conseil en permanence.

A l'Agence d'assurances sociales (AAS), une forte diminution de la fréquentation au guichet est constatée alors que la majorité des prestations fournies sont stables ou en augmentation. La création de la nouvelle unité Accueil, soutien et orientation explique en partie cette situation. Cette unité propose un accueil professionnel par un interlocuteur ou une interlocutrice unique capable de mener une analyse globale qui permet de limiter la multiplication des démarches et les interactions inutiles. En complément, d'importants efforts ont été déployés afin d'inciter à l'utilisation de moyens alternatifs au passage au guichet pour les remises de simples documents (ex. courrier ou formulaires de contact). Ainsi 30'000 documents ont été remis par voie électronique via formulaire de contact.

Stratégie SSL pluriannuelle

Une stratégie SSL 2025-2028 a été établie, et sa mise en œuvre a démarré. Parmi les mesures principales, le développement de permanences socio-administratives a débuté et une analyse organisationnelle du Centre régional de décisions PC Familles-Rente pont a été effectuée. Celle-ci permettra la mise en place en 2026 de mesures organisationnelles concernant notamment l'accueil et les processus de remboursement de frais. Des démarches de simplification des processus de gestion des dossiers RI ont aussi été lancées.

Favoriser l'accès aux aides sociales

La permanence mise en place à la Bourdonnette, s'est poursuivie en 2025, grâce à un financement de la Ville, offrant la possibilité à la population de consulter des assistantes sociales et assistants sociaux dans leur quartier.

Protection des collaboratrices et collaborateurs

Un dispositif de prévention et soutien a été mis en place, dont l'objectif est de renforcer la protection des équipes en cas de comportements violents ou harcelants, tout en assurant la continuité de la délivrance des prestations.

En la collaboration avec la Cellule de gestion et de prévention de la violence de la police judiciaire de Lausanne (CGPV), ce dispositif constitue un véritable espace de coordination et de prise de décisions, permettant d'harmoniser les pratiques, d'adopter une posture commune et de centraliser le suivi des situations sensibles.

L'ensemble des cadres a participé à une formation d'une demi-journée afin de découvrir ce nouveau dispositif et comprendre son fonctionnement, s'initier à la gestion de la menace et d'adopter les bons réflexes pour faire face à d'éventuels comportements à risque.

Chiffres clés

Accueil aux guichets	2023	2024	2025
Réception centralisée du CSR de Lausanne	77'798	81'766	85'309
Réception de l'Agence d'assurances sociales	54'535	55'358	43'114

CSR de Lausanne	2023	2024	2025
Revenu d'insertion			
Nombre de dossiers RI payés en moyenne par mois	3'849	3'930	4'036
Montant versé comme aide financière (RI) en millions	85.5	87.8	90.0
Nombre de dossiers d'indépendants analysés pour tout le canton	205	194	181
Nombre d'enquêtes réalisées	114	88	79
Pourcent des aides versées indument avec décision de restitution	1.1	0.9	1.0
Information et action sociales			
Nombre de personnes reçues en permanence à l'Unité info sociale	5'084	5'419	5'427
Nombre de dossiers sans droit RI ayant reçu une aide financière ponctuelle	233	322	284
Nombre de jeunes adultes en difficulté orientés au SSL	559	604	573
Nombre de personnes suivies à l'Unité insertion	307	319	271

Agence d'assurances sociales	2023	2024	2025
Accueil, soutien, orientation			
Bilans en assurances sociales	–	–	2'250
AVS/AI			
Factures envoyées aux étudiantes et étudiants pour leur affiliation	21'022	21'088	21'200
Demandes PC AVS/AI déposées	1'133	1'127	1'124
Assurance-maladie			
Dossiers révisés et demandes de subsides transmis à l'OVAM	5'882	6'043	6'175
Allocations familiales			
Allocations familiales pour personnes sans activité lucrative versées			
— allocation pour enfant de 0 à 16 ans	*7'286	*7'255	*7'444
— allocation de formation professionnelle	2'070	2'186	2'297
— allocation cantonale de naissance	334	346	344
Centre régional de décisions			
Dossiers PC familles ouverts au 31 décembre	2'905	2'774	2'745
Dossiers Rente-pont ouverts au 31 décembre	1'270	1'280	1'349
Nouvelles demandes Prestations transitoires pour chômeuses et chômeurs âgés déposées	147	143	173

* avec prise en comptes des allocations en droit acquis

Organisation

Le Service social Lausanne est la région d'action sociale du canton de Vaud pour la Ville de Lausanne. Il se compose du Centre social régional (CSR) de Lausanne et de l'Agence d'assurances sociales (AAS).

Le CSR de Lausanne est chargé d'appliquer la loi sur l'action sociale vaudoise (LASV). Il délivre à Lausanne le revenu d'insertion (RI) et propose un appui social et des mesures d'insertion socioprofessionnelle. Les tâches qui lui sont attribuées sont financées par une subvention cantonale de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), calculée en fonction du nombre de dossiers RI financés.

L'AAS accomplit les tâches d'une agence d'assurances sociales pour le compte de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (CCVD). Outre les tâches habituelles d'une agence, certaines activités complémentaires lui ont été déléguées par la CCVD.

Elle comprend également l'antenne Lausanne de l'Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM) qui mène l'entier de l'activité liée au domaine de l'assurance-maladie.

Les tâches de l'AAS sont financées par des subventions, principalement cantonales, versées par différents partenaires:

- la DGCS, pour les tâches AAS du Centre régional de décisions (CRD) PC Familles & Rente-pont;
- l'OVAM, pour les tâches effectuées par l'antenne OVAM Lausanne;
- la CCVD, pour les tâches déléguées et les tâches fédérales;
- le Service des curatelles et tutelles professionnelles Lausanne, pour le recrutement des curatrices et curateurs volontaires.

Principales activités 2025

Direction et support

La direction du SSL a finalisé la mise en place des revues de direction mensuelles, permettant un meilleur pilotage du service pour les prestations, les finances et les RH. Ceci s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue inscrite dans la stratégie.

La nouvelle solution informatique «ProDoc», développée par l'unité des systèmes d'information du Secrétariat général, a été mise en place en mars 2025 pour remplacer «Dossiers SSL»,

devenue obsolète. Elle permet de créer des dossiers en quelques clics à l'aide d'une interface connectée à la solution cantonale MAORI. Chaque semaine, plus 250 utilisatrices et utilisateurs génèrent et stockent plus de 1'500 nouveaux documents.

Au niveau du support, le service a piloté et finalisé deux procédures d'appel d'offre: l'une portant sur les prestations d'interprétariat, l'autre sur la protection de site incluant la mise à disposition d'agents de sécurité.

Réflexion sur la gouvernance des régions d'action sociale

Au niveau cantonal, la démarche initiée en 2024 pour définir une nouvelle gouvernance des régions d'action sociale a continué en 2025. Elle a abouti à la rédaction d'un projet de loi impliquant un alignement territorial entre l'action sociale et le domaine médico-social. Le SSL est partie prenante de ces réflexions et participe activement aux discussions en cours. Cette nouvelle gouvernance cantonale n'a pas d'impact sur la gouvernance de la région «Ville de Lausanne» (SSL).

Domaine revenu d'insertion (RI)

Le revenu d'insertion (RI) est une prestation financière. Il a pour but de venir en aide aux personnes dépourvues des moyens nécessaires à la satisfaction des besoins indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine. Il est subsidiaire à l'aide des parents si ceux-ci sont dans l'aisance, aux prestations des assurances sociales fédérales, cantonales ou communales et aux gains que la requérante ou requérant pourrait réaliser lui-même en recherchant un emploi.

Evolution de la demande du RI – Dépenses et moyenne mensuelle du nombre de dossiers



Pour la 2^e année consécutive, le nombre de dossiers a augmenté en 2025. La moyenne annuelle est de 4'036 dossiers payés, valeur presque identique à celle de 2021 (4'035). Le nombre de dossiers ayant reçu un paiement en décembre 2025 était de 4'248, soit 3.1% de plus qu'en décembre 2024 (4'119). Avec une hausse de 2.9% pour la même période, le nombre de personnes est passée de 6'085 à 6'259. Les dépenses suivent une évolution similaire, atteignant 90 millions pour le total de l'année 2025, soit une hausse de 2.5% par rapport à 2024. La composition démographique des bénéficiaires du RI reste stable au niveau de l'âge, du sexe et de la composition des ménages. Ainsi, près de 8% des bénéficiaires sont âgés de 18 à 25 ans, 43% ont entre 26 et 49 ans et 22% plus de 50 ans. 27% sont mineurs. La moitié des bénéficiaires sont des femmes. Si 74% des dossiers sont composés d'une seule personne, les familles monoparentales sont la 2^e catégorie la plus représentée (18%). Les couples avec enfants composent 5% des ménages.

RI et dossiers d'indépendants

Ouvert depuis janvier 2021, le Centre cantonal de compétence Indépendant RI (CCI-RI) effectue l'instruction des dossiers, dont l'analyse de la viabilité de l'entreprise, et rend un préavis quant

au droit RI pour l'ensemble des dossiers des personnes exerçant une activité indépendante dans le canton de Vaud. Il réalise également la révision des dossiers après 6 mois et offre une permanence téléphonique de soutien au personnel des CSR et des CRD du canton.

Bien que globalement le nombre de demandes ait légèrement diminué par rapport à 2024, le nombre de rendez-vous à la suite d'une analyse complète est en faible augmentation en passant de 110 en 2024 à 112 en 2025. La qualité des dossiers transmis s'améliore et les dossiers remplissent plus souvent les critères pour une analyse complète.

Le nombre de sollicitations à la hotline a diminué, passant de 139 sollicitations en 2024 à 97 en 2025. Cette baisse et l'amélioration de la qualité des dossiers peut s'expliquer par l'apprentissage continu et le support apporté par le CCI-RI depuis 2021.

Enquêtes

En 2025, l'Unité enquêtes a ouvert 95 enquêtes (104 en 2024). 79 enquêtes ont été restituées dont 42 purement administratives et 7 uniquement de terrain, les autres étant mixtes.

Aides versées indûment

Le nombre de décisions de restitution reste stable par rapport à 2024, avec 214 décisions en 2024 et 215 en 2025. En revanche, le montant total réclamé est en hausse, passant de CHF 949'000.– en 2024 à CHF 1'065'000.– en 2025.

Domaine information et action sociales (DIAS)

Permanence et appui social

Toutes les personnes domiciliées à Lausanne et confrontées à des difficultés sociales peuvent trouver une aide, un soutien et des conseils auprès de l'Info sociale.

L'unité Info sociale informe les Lausannoises et les Lausannois sur les prestations sociales auxquelles elles et ils ont droit et les oriente vers les bonnes aides.

Une évolution de la fréquentation de l'unité est constatée depuis 4 ans, avec une augmentation de 13% des entretiens de permanence depuis 2022. En 2025, plusieurs mois ont connu des pics de fréquentation allant jusqu'à 533 permanences par mois. Les assistantes sociales et assistants sociaux de l'unité font régulièrement des entretiens en anglais, espagnol, portugais ou italien. Les personnes peuvent également venir accompagnées pour la traduction.

Par ailleurs, une augmentation des aides casuelles RI est à relever au sein de l'unité, ainsi qu'une complexification des situations. Les partenaires orientent souvent les Lausannoises et Lausannois vers l'unité pour des avances sur prestations ou pour des aides ponctuelles.

Prise en charge des jeunes

Le dispositif jeunes adultes en difficulté (JAD) a pour but de faciliter l'accès à la formation certifiée des jeunes adultes et d'éviter le recours au revenu d'insertion.

En 2025, sur les 573 (604 en 2024) jeunes orientés au SSL, 210 (220 en 2024) ont été reçus à l'unité JAD. Sur l'année, 305 personnes au total ont débuté un suivi à l'unité, tenant compte des jeunes transférés d'autres unités ainsi que des mineurs proches de la majorité notamment et des médiations. 170 jeunes ont démarré une mesure d'insertion sociale de transition (223 en 2024) et 58 (57 en 2024) ont entamé une formation certifiée (CFC ou école).

La complexification des dossiers, constatée dès 2023, se confirme, ce qui rend plus difficile les entrées en mesure d'insertion sociale de transition et en formation.

De plus en plus de jeunes doivent être aidés par du RI en attendant l'obtention d'une bourse d'étude.

Elaboration d'un projet professionnel

L'unité Insertion accompagne des bénéficiaires pour élaborer, valider et mettre en œuvre un projet de formation ou un projet professionnel au sens plus large en collaboration étroite avec les assistantes et assistants sociaux du SSL et les conseillères et conseillers en placement de l'unité commune Office régional de placement (ORP)-CSR. Une des prestations destinées aux

bénéficiaires de l'unité commune ORP-CSR permet d'évaluer la faisabilité d'un projet de formation proposé par les bénéficiaires avant leur réalisation.

Les fins de suivi positives sont constituées de formations courtes ou longues et de reprises d'emploi; les suivis permettent également d'identifier différents freins, entre autres en lien avec la santé des personnes.

Un éclairage sur les sorties vers l'emploi, plus fréquentes ces dernières années, démontre que sur 141 fins de suivis en 2025, 26 personnes ont pu retrouver une activité professionnelle après une validation de projet par l'unité Insertion. Ces reprises d'emploi ont pu se concrétiser suite à la finalisation d'une formation courte, d'un stage ou d'une mesure d'insertion socio-professionnelle qui ont renforcé l'employabilité des bénéficiaires.

Les types de projets qui ont pu être concrétisés avec l'accompagnement par les conseillères en insertion sont variés, par exemple: auxiliaire de santé, formatrice ou formatrice d'adultes, logisticien ou logicienne, auxiliaire de laboratoire, manutentionnaire-livreur, auxiliaire de l'enfance avec article 32, chauffeur poids lourd, assistante ou assistant administratif Prolog emploi, etc.

Domaine agence d'assurances sociales (DAAS)

Accueil, soutien et orientation

L'unité Accueil, soutien et orientation, composée de conseillères et conseillers en assurances sociales, est la porte d'entrée de l'agence pour toutes nouvelles demandes de prestations. A la suite des travaux menés en 2024 et de la finalisation du cursus de formation indispensable, la population a pu être accueillie dès le mois de mars 2025. Le bilan complet effectué lors de chaque entretien permet de lutter efficacement contre le non-recours. Les entretiens de qualité et les connaissances élargies du domaine ont permis d'initier une demande de prestations (65% des cas), voire plusieurs demandes de prestations (15%). Pour les 20% restant, l'analyse de la situation démontrait que tout était en ordre au niveau des assurances sociales. Les personnes ont été réorientées auprès de partenaires pouvant potentiellement apporter une réponse complémentaire au besoin évoqué.

Affiliation à l'AVS des personnes aux études

Sur la base des données collectées auprès des 85 établissements vaudois d'enseignement, 21'200 factures de cotisations AVS ont été envoyées aux jeunes de plus de 21 ans en formation. Au terme du traitement effectué sur délégation de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS, 12'533 personnes ont bénéficié d'une dispense partielle ou totale grâce aux cotisations versées par le biais d'une activité lucrative exercée en parallèle de leurs études.

Rentes et prestations complémentaires à l'AVS/AI

Si les demandes de rentes sont en baisse, ces dernières pouvant être déposées directement auprès des Caisses de compensation compétentes, les demandes d'estimations sont en augmentation (549 en 2025 et 507 en 2024). Un constat qui démontre l'efficacité des différentes actions d'information au public, telle que la tenue de la soirée d'information sur la préparation à la retraite destinée aux Lausannoises et Lausannois âgé·e·s de 57 à 64 ans qui a eu lieu en février 2025 à Beaulieu.

En matière de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, les demandes déposées à l'agence restent stables: elles s'élevaient à 1'124 pour l'année 2025 et à 1'106 pour l'année précédente.

Assurance-maladie

L'unité a pour mission de compléter les demandes de subsides à l'assurance-maladie, d'enregistrer les modifications des demandes existantes et transmettre ces informations à l'antenne lausannoise de l'Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM), en charge du traitement des dossiers. Elle a également pour mission de vérifier que chaque nouvelle personne domiciliée à Lausanne (naissance ou arrivée de l'étranger) soit assurée. En collaboration avec le CSR, elle gère certaines prestations en faveur de personnes sorties du RI (remboursement casuel de la franchise LAMal) et des bénéficiaires du RI (double affiliation LAMal et dispositif LAMal annuel

pour favoriser une prime la plus basse). Elle offre enfin un soutien à toute la population lausannoise pour opérer un choix judicieux en matière de couverture d'assurance-maladie.

Une légère hausse des demandes de subsides est constatée (+2.1%), sans être proportionnelle à l'augmentation significative des primes d'assurance-maladie observée en 2025.

Allocations familiales

Sur délégation de la CCVD, l'unité gère les allocations familiales (allocation pour enfant de 0 à 16 ans, allocation de formation professionnelle et allocation cantonale de naissance) en faveur des personnes sans activité lucrative pour l'ensemble du Canton de Vaud. On observe une augmentation de 2.6% du nombre d'allocation octroyées.

Centre régional de décisions (CRD)

Prestations complémentaires Familles (PC Familles)

Les PC Familles ont pour but de garantir la sécurité matérielle des familles de condition modeste qui travaillent. La compétence du CRD du Grand-Lausanne s'étend, en sus de Lausanne, aux régions d'action sociale de l'Ouest lausannois, de l'Est lausannois et de Prilly-Echallens.

Le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 2025 est stable par rapport à 2024. Ce chiffre est toutefois provisoire puisqu'au moment de la rédaction du rapport, tous les dossiers n'étaient pas finalisés.

Rente-pont

La rente-pont a pour but de couvrir les besoins vitaux des personnes ayant atteint l'âge de 62 ans révolus pour une femme et 63 ans révolus pour un homme (ou, pour les personnes remplissant les conditions d'accès au RI, 60 ans révolus pour une femme et 61 ans révolus pour un homme), n'ayant pas droit ou ayant épuisé leur droit aux indemnités de chômage, évitant ainsi l'anticipation de la rente AVS et LPP. Cette prestation est relativement stable depuis plusieurs années (env. +5% par rapport à 2024).

Prestations transitoires pour chômeuses et chômeurs âgés (LPtra)

Ce sont des prestations destinées aux personnes de 60 ans et plus qui ont épuisé leurs indemnités de chômage. Elles doivent couvrir leurs besoins vitaux, au plus tard jusqu'à ce qu'elles atteignent l'âge de référence de la retraite. Selon les statistiques publiées le 11 juin 2025 par l'Office fédéral des assurances sociales portant sur la période du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2024, Vaud est le canton qui compte le plus grand nombre de bénéficiaires LPtra (15.1% du total national). Cette gestion est assurée par le CRD du Grand-Lausanne sur délégation de la CCVD.

Service du travail (ST)

Principales missions du service

Office régional de placement

- proposer un poste adéquat à chaque demandeuse et demandeur d'emploi;
- conseiller les demandeuses et demandeurs d'emploi sur les possibilités de mesures actives telles que des cours ou des programmes d'emplois temporaires;
- prospecter les entreprises afin de les inciter à annoncer leurs postes disponibles au Service public de l'emploi.

Emploi Lausanne

- organiser dans des métiers variés des programmes d'emplois temporaires dans le but d'augmenter les qualifications des demandeuses et demandeurs d'emploi;
- proposer des mesures adaptées aux bénéficiaires de l'assurance-chômage, du revenu d'insertion et de l'assurance-invalidité;
- entretenir un réseau de places d'accueil en étroite collaboration avec les services de la Ville, des institutions à but non lucratif et un réseau d'entreprises privées.

Inspection du travail Lausanne (ITL)

- veiller, par une politique d'information préventive et par des contrôles, au respect par les entreprises lausannoises de la bonne application de la loi sur le travail et ses ordonnances attachées ainsi que l'ordonnance sur la prévention des accidents;
- renseigner les personnes qui habitent ou travaillent à Lausanne dans le domaine du droit du travail (public et privé).

Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T.)

- faciliter l'insertion professionnelle par le financement d'une formation, d'un perfectionnement ou l'acquisition de matériel professionnel.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration ST	11.10	11.00	11.50	10.40
Emploi Lausanne	47.05	42.20	46.75	41.00
FLAT	1.35	1.20	1.35	1.30
Inspection du travail	7.75	7.45	7.75	7.45
Office régional de placement	104.80	64.50	104.25	72.80
Unité commune ORP-CSR	24.60	13.00	24.60	15.80
Total service	196.65	139.35	196.20	148.75

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-0.45

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Administration ST	12	11.00	12	10.40
Emploi Lausanne	50	42.20	49	41.00
FLAT	2	1.20	2	1.30
Inspection du travail	9	7.45	9	7.45
Office régional de placement	68	64.50	78	72.80
Unité commune ORP-CSR	14	13.00	17	15.80
Total service	155	139.35	167	148.75

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Administration ST	1	1
Emploi Lausanne	1	1
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	11	25
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	1
Total service	14	26

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	3
Décès	-
Démission	7
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	11

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	16	0.33	16	0.37
Auxiliaires mensualisé-e-s	12	4.13	12	4.21
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*	-	*
Auxiliaires payé-e-s à la journée	6	*	-	*
Total service	34	4.46	28	4.59

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

En raison de l'augmentation du nombre de demanduses et demandeurs d'emploi, le nombre de dossiers traités par chaque conseillère et conseiller en personnel (CP) de l'office régional de placement a été particulièrement élevé cette année, malgré l'engagement de ressources en personnel supplémentaires.

La campagne annuelle de l'Inspection du travail s'est axée sur la protection des travailleuses enceintes dans les crèches et centres de vie infantine. Dans ce cadre, l'organisation en cas de situation d'urgence ainsi que la durée du travail et du repos ont été abordées. Les entreprises visitées ont réservé un bon accueil aux inspectrices et inspecteurs. Si les risques pour les femmes enceintes ou allaitantes étaient majoritairement connus, les mesures visant à y pallier font souvent défaut. Environ un tiers des entreprises visitées n'avaient pris aucune mesure particulière visant à ne pas exposer les femmes enceintes ou allaitantes à des activités pénibles ou dangereuses.

Avec une prestataire externe (hygiéniste du travail), l'Inspection du travail Lausanne a conduit une campagne portant sur les nuisances olfactives dans les magasins de cosmétiques. Si les valeurs mesurées restent globalement dans les normes de la méthodologie de mesure choisie, les pollutions de l'air et les odeurs peuvent avoir un impact sur la santé des travailleuses et travailleurs. Il a principalement été recommandé aux entreprises de se doter de moyens de ventilation adéquats et d'informer les travailleuses et travailleurs sur les composés des produits.

En juin 2025, l'ITL a été invitée par le SECO à présenter ses campagnes dans le cadre de la journée nationale sur l'inspection du travail. Lors de rencontres avec des représentants de la Commission fédérale pour la santé et la sécurité au travail (CFST) et du SECO, les organes fédéraux ont salué le travail effectué par l'Inspection du travail Lausanne.

L'année écoulée a constitué une période de consolidation pour Emploi Lausanne. Cette phase a permis de stabiliser l'organisation et de maintenir un haut niveau de qualité dans les prestations délivrées.

La collaboration avec l'Assurance invalidité (AI) s'est poursuivie, avec une progression d'un tiers du nombre de personnes suivies, passant à 40 pour l'année 2025. Dès le 1^{er} janvier, un nouveau dispositif de formations en compétences de base a été mis en œuvre. Dans les ateliers, un travail continu est mené afin de rester plus proche du marché du travail.

Chiffres clés

Office régional de placement	2023	2024	2025
Effectifs et taux de demandeurs-euses d'emploi et chômeurs-euses, moyennes annuelles			
Demandeurs d'emploi	5'610	6'225	7'062
Chômeurs	3'389	3'884	4'569
Taux de demandeurs d'emploi	7.3	8.2	9.1
Taux de chômage	4.4	5.1	5.8

Personnes en demande d'emploi selon diverses caractéristiques, moyennes annuelles			
Total	5'610	6'225	7'062
dont bénéficiaires du RI inscrits auprès d'un ORP	752	630	750
Selon le sexe			
— Hommes	3'004	3'378	3'836
— Femmes	2'607	2'847	3'227
Selon l'origine			
— Suisses	2'559	2'792	3'074
— UE-27	1'826	2'112	2'468
— Hors UE	1'226	1'321	1'520
Selon l'âge			
— Moins de 20 ans	74	79	93
— 20 à 29 ans	1'115	1'281	1'443
— 30 à 39 ans	1'856	2'095	2'411
— 40 à 49 ans	1'319	1'415	1'654
— 50 à 59 ans	967	1'043	1'130
— 60 ans et plus	280	311	332
Selon la formation			
— Ecole obligatoire	1'527	1'645	1'850
— Degré secondaire II – Formation professionnelle	1'432	1'472	1'641
— Degré secondaire II – Formation générale	393	451	465
— Degré tertiaire – Formation professionnelle supérieure	365	430	460
— Degré tertiaire – Hautes écoles spécialisées et pédagogiques	475	497	577
— Degré tertiaire – Hautes écoles universitaires	1'413	1'728	2'066
— Non renseigné	6	3	3
Selon la durée de chômage			
— 0 à 12 mois	4'957	5'503	6'126
— 13 à 24 mois	445	574	754
— Plus de 24 mois	209	147	183

Office régional de placement	2023	2024	2025
Branches économiques rassemblant le plus de demandeurs-euses d'emploi, moyennes annuelles			
Total	5'610	6'225	7'062
Hôtellerie et restauration	529	639	736
Santé et action sociale	647	635	688
Activités de services administratifs et de soutien	441	461	499
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	352	430	491
Bâtiment et génie civil	402	406	445
Commerce de détail	403	382	442
Enseignement	333	359	407
Arts, spectacles et activités récréatives	268	284	304
Autres activités de services	167	209	260
Administration publique, assurances sociales	197	203	226
Commerce de gros	188	200	225
Trafic et transports	169	177	223
Autres branches	1'514	1'840	2'116
Entrées et sorties de personnes en demande d'emploi, effectifs annuels			
Entrées	8'642	9'120	9'200
Sorties	8'306	8'199	8'685

Emploi Lausanne	2023	2024	2025
Mesures d'insertion (assurance chômage, aide sociale, assurance invalidité)			
Nb mesures	1'146	1'168	1'107
Nb participant-e-s	1'003	1'033	970
Nb jours de formation	57'345	60'679	60'890
Satisfaction des bénéficiaires			
Mesures assurance-chômage	89%	89%	87%
Mesures aide sociale	95%	*n/a	100%
Stages (assurance chômage, aide sociale, assurance invalidité)			
Nb stages	71	99	89
Nb participant-e-s	57	74	59
Nb jours de stage	1'972	3'039	2'687

* en attente des données cantonales

Inspection du travail	2023	2024	2025
Nombre de contrôles	450	406	414
Sollicitations de la permanence	2'464	2'699	2'474

Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T)*	2023	2024	2025
Nombre de personnes qui se sont adressées à la F.L.A.T.	149	177	146
Nombre de demandes déposées	48	41	58
Nombre de projets soutenus	25	20	14
Nombre de projets refusés/annulés	24	21	36

* FLAT 2025: Sous réserve de modifications de l'organe de révision

Organisation

Le Service du travail met en œuvre la politique de la Ville de Lausanne dans les domaines de l'emploi et de la protection des travailleuses et travailleurs. Il se compose de l'Office régional de placement de Lausanne, de l'Unité commune ORP-CSR de Lausanne, d'Emploi Lausanne, de la Fondation lausannoise d'aide par le travail et de l'Inspection du travail Lausanne.

L'ORP de Lausanne est chargé d'appliquer à Lausanne la loi fédérale sur l'assurance-chômage. Les charges de fonctionnement de l'ORP sont financées par le Fonds fédéral de compensation de l'assurance-chômage.

Subordonnée à l'ORP de Lausanne, l'Unité commune ORP-CSR, en étroite collaboration avec le Service social Lausanne, applique la loi cantonale sur l'emploi qui permet un suivi socioprofessionnel des bénéficiaires du revenu d'insertion proches du marché du travail. Ce dispositif est financé en totalité par le Canton de Vaud.

Emploi Lausanne organise les mesures d'insertion professionnelles et socioprofessionnelles proposées par la Ville de Lausanne. Ses activités font l'objet de financements par la Confédération, le Canton de Vaud, l'Office cantonal AI, ainsi que d'autres instances, soit par des subventions, soit par des facturations de prestations.

L'Inspection du travail Lausanne (ITL) est chargée d'appliquer la loi sur le travail (LTr) et l'ordonnance sur les accidents (OPA) sur le territoire de la Commune de Lausanne. Les activités de l'ITL dans les domaines de la santé et de la sécurité au travail sont en partie subventionnées par la CFST.

La Fondation lausannoise d'aide par le travail est une fondation de droit privé dotée d'un capital propre pour financer les prestations qu'elle octroie. Elle est rattachée à l'administration communale.

Principales activités 2025

Direction et administration

Durant l'année 2025, des changements structurels et d'évolution de personnel ont été apportés au sein de l'unité RH afin de faire face à l'augmentation du volume d'activité tout en garantissant la qualité des prestations.

Les activités de l'URH ont une nouvelle fois été directement et fortement impactées par l'évolution de la conjoncture économique et ses conséquences sur le taux de chômage. Ces dernières se sont traduites notamment par une augmentation du personnel accompagnant les personnes en difficulté sur le marché de l'emploi, avec un taux d'entrée de 15% et une augmentation de l'effectif du personnel du service de 8.3%.

L'unité Support est constituée de 3 entités, soit Administration-Comptabilité-Intendance (ACI), Informatique et Télécoms (SSTLUit) et Documentation et Archivage (DocAr).

L'unité ACI a poursuivi la gestion comptable et financière du service. Quelques besoins de traitements particuliers des imputations comptables ont pu être améliorés, en collaboration avec le Service des finances. De plus, l'unité ACI a maintenu son effort dans le domaine de l'analyse des coûts des entités du service et de leur projection budgétaire. Un outil de calcul des points d'équilibre budgétaires d'Emploi Lausanne a notamment été mis en place.

L'unité SSTLUit a assuré sa mission de support informatique pour la direction SCS. Elle a mené à bien en particulier, l'introduction, pour tous les services soutenus, de la gestion d'impression «Follow You», induisant le décommissionnement des imprimantes individuelles.

En collaboration avec le SOI, l'unité DocAr, a mis en place un registre des activités de traitement de données personnelles. Cet outil permettra de s'assurer que les unités du service maîtrisent et suivent les bonnes pratiques et les dispositions légales en matière de protection des données personnelles.

Office régional de placement (ORP) et Unité commune (UC)

Suite aux retours de l'enquête de satisfaction du personnel, l'ORP a mis en place divers groupes de travail pour traiter de la charge de travail. Cette initiative a suscité une forte participation des CP et des CAD et a débouché sur des propositions intéressantes. Notamment un projet pilote de «CP volants» pour palier certaines absences, ainsi que l'intégration réussie d'une apprentie au sein de l'ORP. Par ailleurs, un plan de formation interne pour l'accueil des nouvelles personnes a été lancé, avec des ateliers animés par la direction de l'ORP.

Deux secteurs de l'ORP ont participé à un projet pilote visant à tester un modèle d'accompagnement différencié pour les clientes et les clients, qui permet un suivi plus ciblé et personnalisé. Le déploiement global de ce modèle auprès de tous les ORP vaudois est effectif depuis décembre 2025.

L'Unité commune a observé, entre mai et juin, une forte augmentation des orientations des bénéficiaires vers le dispositif. Des mesures d'allègement de la charge de travail du personnel ont été prises jusqu'à ce que de nouvelles ressources aient pu être engagées. Sur l'ensemble de l'année 2025, le nombre moyen de suivis professionnels à l'Unité commune s'est élevé à 750, soit une augmentation de 16% par rapport à 2024. Au cours de l'année, l'objectif minimum de 40% de sorties des bénéficiaires vers l'emploi a été largement dépassé et s'est établi à 48% en moyenne annuelle.

Emploi Lausanne

Le développement de l'offre de prestations se poursuit, notamment par l'augmentation progressive de la capacité d'accueil des ateliers de peinture et d'isolation périphérique, afin de répondre aux besoins des prescripteurs.

Voici quelques exemples de prestations effectuées cette année: travaux de peinture pour le SPSL (plafond des garages à Vigie 2, locaux des ambulanciers) ainsi que pour le SPADOM (volets du domaine du Clos des Abbayes, dans le Dézaley), refonte du site web d'Insertion Vaud, réalisation de capsules vidéo de sécurité pour les SIL-C-FOR! et pour le marketing des SIL concernant les panneaux solaires, ou encore développement d'une nouvelle plateforme «Lausanne participe» pour le Secrétariat général LEA.

Avec un tout nouveau bus 100% électrique, le programme DiversCités a marqué une étape importante vers une mobilité plus durable. Ce véhicule moderne remplace l'ancien bus thermique et a été spécialement aménagé pour répondre aux besoins spécifiques des activités de DiversCités (ex. arrachage de plantes envahissantes, entretien de nichoirs et des compostes dans les jardins familiaux).

L'engagement et le professionnalisme des collaboratrices et collaborateurs ont été reconnus par les partenaires d'Emploi Lausanne. Les retours des mandants sont très positifs. Ils soulignent en particulier la diversité des activités proposées, la proximité avec le marché du travail, ainsi que la capacité à offrir aux participantes et participants des activités fondées sur des projets concrets, porteurs de sens et favorisant l'insertion durable.

Cette reconnaissance s'est traduite par une augmentation des commandes de l'ensemble des mandants pour 2026: SECO (+4 places), DGEM (+14 places) et DIRIS (+7 places), confirmant la confiance accordée à Emploi Lausanne et la qualité des prestations fournies.

Inspection du travail (ITL)

En 2025, les contrôles se sont entre autres axés sur les EMS, les cabinets de physiothérapie et d'ergothérapie, les boulangeries et les boulangeries-confiseries. En fin d'année, l'ITL a mené une action visant à contrôler la sécurité (passages, risques de chute, voies d'évacuations) ainsi que les espaces de stockage dans les magasins ayant pignon sur rue.

L'ITL a mené un total de 414 contrôles dont 79 ont été déclenchés à la suite de réception de dénonciations formelles. Au nombre de 61 en 2023 et 74 en 2024, les dénonciations des conditions de travail sont en hausse depuis plusieurs années (+30% depuis 2023).

Plus d'une trentaine de décisions faisant suite à un premier avertissement ont été rendues et 4 situations ont été dénoncées aux autorités pénales. L'ITL constate un durcissement et une complexification des affaires où quelques dossiers mobilisent d'importantes ressources sur plusieurs mois ou années. Les employeuses et employeurs restent en majorité coopératifs et s'engagent à prendre les mesures nécessaires en matière de santé et sécurité au travail.

Au total, 2'474 personnes ont sollicité la permanence de l'Inspection du travail. Les consultations de personnes travaillant dans les banques, assurances ou agences immobilières ont

significativement augmenté par rapport à 2024, passant de 98 à 179 sollicitations. La santé, l'hôtellerie-restauration et le commerce restent les domaines les plus représentés.

L'ITL a procédé à 3 approbations de plans de locaux industriels et à une trentaine d'examens de plans, réalisés sur demande d'entreprises souhaitant soumettre facultativement leurs plans de construction ou transformation des locaux. Une quinzaine d'analyses supplémentaires ont été réalisées sur des projets mis à l'enquête et pour lesquels ni les architectes ni les maîtres d'ouvrage n'avaient sollicité un examen préalable facultatif. Des infractions à la LTr ou à l'OPA ont été constatées et portées à l'attention des architectes et plusieurs d'entre eux ont exprimé leur satisfaction d'avoir pu être informés proactivement par l'Inspection du travail.

Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T.)

La Fondation Lausannoise d'aide par le Travail (F.L.A.T.) a pour but de venir en aide aux Lausannoises et Lausannois qui rencontrent des difficultés à trouver un travail, ou qui sont en formation, voire déjà en emploi. La F.L.A.T. intervient notamment en aidant au financement d'une formation, d'un perfectionnement ou pour l'acquisition de matériel professionnel. Administrée par la Ville de Lausanne, mais étant juridiquement indépendante, la F.L.A.T. édite son propre Rapport d'activité annuel disponible sur Internet.

Durant cette année, 146 personnes se sont adressées à la F.L.A.T. 58 demandes ont été déposées dont 23 remplissaient les critères pour être présentées aux instances de la Fondation. 14 demandes ont été acceptées et 9 refusées, lors des 10 séances organisées à cet effet. Les aides sous forme de prêts ont été favorisées pour un montant de CHF 41'883,00.– (CHF 39'845.– en 2024), les dons se montent à CHF 19'267.– (CHF 17'740.– en 2024) pour un montant total de CHF 61'150.– contre CHF 60'535.– en 2024.

La Fondation a également fait l'objet d'une étude externe concernant sa place actuelle au sein de la cartographie des aides octroyées afin de redéfinir ses buts et missions. Les résultats seront connus en 2026.

Inclusion et actions sociales de proximité (SISP)

Principales missions du service

Direction et administration

- contribuer à la définition et la mise en œuvre des politiques sociales communales;
- assurer le soutien des dispositifs du service dans le déploiement de leurs prestations;
- favoriser leur collaboration ainsi qu'au sein de l'administration communale et cantonale;
- apporter le soutien administratif aux entités du service au niveau de la gestion des ressources humaines et de la gestion financière.

Dispositif addictions

- réduire les risques liés à la consommation de drogues;
- favoriser l'insertion sociale et l'accompagnement socio-sanitaire des personnes concernées par l'addiction.

Unité des aides communales

- délivrer la subvention aux abonnements tl auprès de certains publics (Plan climat), assurer la remise de sacs poubelle taxés et de bons pour l'achat de

- vélos musculaires aux jeunes âgés de 14 ans (vélo14), ainsi que la prise en charge de courses de loisirs pour personnes à mobilité réduite;
- traiter les demandes d'aide individuelle au logement (AIL) et d'allocation communale de naissance (ACN).

Dispositif d'aide sociale au logement (DASL)

- venir en aide aux Lausannoises et Lausannois financièrement ou socialement défavorisés qui connaissent des difficultés à trouver et/ou à conserver leur logement.

Dispositif d'aide sociale d'urgence

- couvrir les besoins vitaux des personnes vivant à Lausanne en situation de grande précarité, au travers de l'accueil social de jour, l'hébergement d'urgence et l'aide alimentaire.

Bureau lausannois pour les immigrés (BLI)

- contribuer à la définition de la politique communale en matière d'intégration des étrangères et étrangers et représenter le centre de compétences communal en matière d'intégration et de prévention du racisme;
- assurer la primo-information des personnes migrantes arrivant à Lausanne, conseiller le public sur les questions liées à la migration et soutenir les associations en matière de gestion de projets en lien avec la thématique;
- assurer une permanence de conseil et d'information en matière de racisme pour les incidents ayant eu lieu sur le territoire communal;
- assurer l'information sur la procédure de naturalisation, analyser et traiter les demandes.

Dispositif compétences de base

- faciliter la formation de base des Lausannoises et Lausannois en situation de précarité socio-économique et ne bénéficiant pas d'autres mesures de formation.

Délégation aux seniors

- assurer la mise en œuvre et le développement du plan d'action municipal de la politique sociale communale de la vieillesse, conformément à la démarche «Villes Amies des Aînées et Aînés»;
- garantir le lien entre les différents partenaires internes et externes (associations, institutions, etc.) actifs auprès de la population de seniors.

Unité d'assainissement financier (Unafin)

- Conseiller et accompagner les ménages privés connaissant une situation de surendettement dans la gestion et l'assainissement de leurs dettes;
- Déployer des actions de prévention du surendettement;
- Être un centre de compétences en matière de gestion des dettes, notamment en proposant des formations.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Aides communales	3.60	3.40	3.20	3.20
Bur. Lausannois pr les immigrés	9.10	9.30	9.45	9.30
Délégation seniors	0.70	0.70	0.70	0.70

Direction SISP	2.90	2.60	3.80	2.80
Disposit. aide sociale urgence*	14.50	14.40	24.30	23.00
Disposit. aide sociale logement**	26.25	25.85	26.15	25.85
Dispositif addictions	1.40	1.40	6.20	6.20
Dispositif compétences de base	0.60	0.60	0.40	0.00
Unité assainissement finances	6.50	6.40	6.40	6.40
Total service	65.55	64.65	80.60	77.45

* Regroupement de: Dispositif aide sociale d'urgence, Etape Saint-Martin et l'Espace

** Regroupement de: Dispositif aide sociale logement, Action sociale logement et Gérance

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	15.05

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Aides communales	5	3.40	4	3.20
Bur. Lausannois pr les immigrés	13	9.30	11	9.30
Délégation seniors	1	0.70	1	0.70
Direction SISP	3	2.60	3	2.80
Disposit. aide sociale urgence*	19	14.40	30	23.00
Disposit. aide sociale logement**	30	25.85	30	25.85
Dispositif addictions	2	1.40	9	6.20
Dispositif compétences de base	1	0.60		0.00
Unité assainissement finances	9	6.40	9	6.40
Total service	83	64.65	97	77.45

* Regroupement de: Dispositif aide sociale d'urgence, Etape Saint-Martin et l'Espace

** Regroupement de: Dispositif aide sociale logement, Action sociale logement et Gérance

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	10	25
	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	11	25

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	8
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	10

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	34	11.57	41	7.32
Auxiliaires mensualisé·e·s	21	8.38	34	12.77
Auxiliaires payé·e·s au forfait	5	*	1	*
Total service	60	19.95	76	20.08

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

L'essai-pilote de vente de cannabis «Cann-L» compte 1'700 personnes inscrites après 2 années d'ouverture de son point de vente. Ce projet-pilote associant la Ville et Addiction Suisse autour d'une approche axée sur la réduction des risques permet l'étude scientifique des effets sur la santé et sur le marché noir d'une régulation de la vente de cannabis. L'expérience devrait se poursuivre 2 ans de plus, sous le contrôle de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

La Ville de Lausanne a accueilli pour la première fois en Suisse la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) les 26 et 27 mai, à l'occasion de la réunion de son Comité directeur. Plus de 30 villes européennes, des personnalités engagées en Suisse et le grand public ont échangé sur le racisme structurel dans les domaines du logement, de l'emploi, de l'éducation et de la santé.

Les 5 et 12 février 2025, le SISF a organisé 2 soirées de préparation à la retraite qui ont suscité un fort intérêt. Plus de 1'250 Lausannoises et Lausannois s'y sont inscrits. Animées par des spécialistes de l'administration communale, d'institutions et d'associations partenaires, ces soirées ont eu pour objectif de permettre aux seniors de demain d'anticiper leur transition vers la retraite, de disposer d'une première base d'informations fiables et de les inciter à entreprendre proactivement les démarches essentielles.

L'unité d'assainissement financier (UnAFin) a noué des partenariats innovants avec les SIL ainsi que le Corps de Police, dans l'intention de mieux diffuser les possibilités de bénéficier du soutien gratuit, confidentiel et professionnel apporté par les assistantes sociales spécialisées en matière de gestion des dettes. Ces actions ont permis d'instaurer une information systématique visant à éviter la péjoration de certaines situations financières présentant des risques de surendettement.

Chiffres clés

	2023	2024	2025
Dispositif addictions			
ECS Vallon – nombre de passages	32'476	28'870	26'664
ECS Riponne – nombre de passages	–	36'819	61'757
Contacts au Passage	37'936	37'742	33'235
Contacts Fleur de Pavé	9'237	9'962	10'688
Petits jobs de ramassage par SYSTM	682	1'124	1'608
Projet pilote Cann-L – Participantes et participants	–	1'200	1700
Sport-Ouverte – Personnes accueillies	3'475	4'422	3'851
Aides communales			
AIL – Ménage bénéficiaires	427	414	390
ACN – Allocations octroyées	243	371	459
Sacs poubelle – Nombre de bénéficiaires	2'076	1'954	2'027
Transports de loisirs – Remboursement de frais – Nombre de courses	50'001	55'139	56'387
Subvention transports publics – Abonnements achetés	8'713	9'814	11'165
Subvention – vélo14 – Bons distribués		*70	577
Dispositif aide sociale au logement (DASL)			
Nouvelles demandes	706	756	716
dont risques d'expulsion	241	413	336

Appuis sociaux logement	582	536	542
Parc de logement (appartements et hôtels conventionnés)	582	577	582
Aide sociale d'urgence			
Personnes hébergées	2'161	2'388	2'467
Nuitées dans les hébergements d'urgence	52'385	73'684	89'581
Accueil de jour – l'Espace – Entrées	53'561	62'275	75'976
Aide alimentaire – Kilos de nourriture distribués (CARL)	773'000	792'000	816'000
Repas servis (soupe populaire) (Mère Sofia)	108'325	122'088	136'688
Bureau lausannois pour les immigrés (BLI)			
Naturalisations – Sollicitations au guichet	835	1'059	900
Projets soutenus par le fonds lausannois d'intégration (FLI)	38	32	35
Cours (Vidy Plage) – Participantes et participants	95	91	109
Permanence info-racisme – Incidents signalés	60	56	90
Rendez-vous citoyens – Participantes et participants	403	491	557
Dispositif compétences de base (CIFEA)			
Heures de cours conventionnées	145'720	145'621	145'772
Unité d'assainissement financier (UNAFIN)			
Nouveaux dossiers ouverts durant l'année	285	267	294
Action de prévention – nombre de participant-e-s	814	1'120	669
Permanence téléphonique Parlons Cash! (nombre d'appels)	892	841	900

* depuis 01.11.2024

Principales activités 2025

Direction et administration

La direction du service s'est notamment impliquée dans l'identification et la mise en œuvre d'actions visant à renforcer la communication et la cohésion interne du service, enjeux particulièrement importants tenant compte de la diversité des entités du SISF.

Elle a piloté la mise à jour de la vision et de la stratégie du dispositif de développement des compétences de base des adultes. Elle a également accompagné le développement du monitoring statistique de certaines des entités du service.

Dispositif addictions

La prise en charge des personnes consommatrices de crack et la régulation d'un espace public profondément modifié par les travaux sur la place de la Riponne ont nécessité le renforcement de la coordination entre acteurs sociaux, médicaux et sécuritaires pour faire face à un défi multifactoriel alimenté par une offre de cocaïne abondante. Dans ce contexte particulièrement complexe, les 3 mesures complémentaires visant à réduire les risques socio-sanitaires et nuisances occasionnées par les consommations dans l'espace public ont été évaluées par Unisanté et continuent leur développement: les prestations de petits jobs pour renforcer le pouvoir d'agir des personnes, l'équipe d'intervention sociale de rue avec 3 nouveaux postes dont une responsable et l'Antenne ECS à la Riponne. Un important travail sur les instances de coordination internes et externes (cantonales, autres villes) a été réalisé par le dispositif. Ces différents éléments, ainsi que la stratégie municipale «Drogues et espace public» a fait l'objet d'un rapport-préavis déposé en fin d'année 2025, présentant à la fois la vision du dispositif addiction (socio-sanitaire) et la vision sécuritaire en lien avec ces thématiques.

La prestation de ramassage des déchets liés aux consommations confiée à Macadam, de la Fondation Mère Sofia, reste stable (564 petits jobs effectués par 94 personnes en 2025, contre 570 jobs et 93 personnes en 2024).

L'association SYSTMD a poursuivi ses prestations réalisées par des pairs à un rythme soutenu (1'608 contre 1'124 en 2024). En 2025, 300 jours de ramassage des déchets pour les tournées du matin et 152 jours pour les tournées de l'après-midi ont été assurés (345 en 2024 et 358 en 2023), donnant à ce travail de sensibilisation auprès des pairs un fort impact sur la propreté de l'espace public. Les animations proposées le mardi et le jeudi après-midi (par exemple: tennis de table, jeux de société, cuisine) ont touché jusqu'à 110 personnes sur la semaine.

L'équipe de «Rel'aids», de la Fondation Le Relais, va à la rencontre sur le terrain d'une population en situation de précarité, confrontée à des problèmes de consommation de drogues. En 2025, à Lausanne, l'équipe est entrée en contact avec 193 personnes (254 en 2024) et a mené 340 accompagnements individuels ou familiaux (395 en 2024).

Les ECS, gérés par la Fondation ABS, offrent aux consommatrices et consommateurs de drogues un espace propre et sécurisant, du matériel adapté et un encadrement professionnel. La fréquentation de l'Antenne de la Riponne, reste forte avec une moyenne de 197 actes de consommation par jour en 2025 (196 en 2024). L'ECS du Vallon continue à encadrer un nombre élevé d'actes de consommation avec une moyenne quotidienne de 74.

Par ailleurs, les prestations d'appuis socio-éducatifs se sont poursuivies au Passage et à la Terrasse, permettant de maintenir le lien social tout en réduisant les risques liés à la consommation de produits stupéfiants. Les prestations d'aide à la survie, telles que les prestations d'hygiène (douches, lessives) ont été très demandées et un total de 368 nouvelles personnes ont été inscrites au Passage (327 en 2024).

La fréquentation des ateliers et activités favorisant l'insertion sociale de personnes en difficulté et souffrant de dépendances des associations l'Eveil et Sport'Ouverte a été, en moyenne, de 23 ateliers par mois en 2025 contre 21 en 2024 pour l'Eveil et de 3'851 personnes accueillies en 2025 contre 4'422 en 2024 pour Sport'Ouverte.

L'association Fleur de Pavé, qui soutient les personnes exerçant la prostitution afin de diminuer les risques liés à cette activité, a dénombré 10'688 contacts, en augmentation par rapport à 2024 (9'962).

Unité Aides communales

Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2024, la subvention Vélo14 offre aux jeunes de 14 ans, sous forme de cartes électroniques, un bon d'une valeur de CHF 300.– pour l'achat d'un vélo musculaire. En 2025, 577 bons ont été distribués, et 343 bons ont été utilisés auprès des magasins partenaires pour une valeur totale de CHF 101'189.–. Les bons restent valables jusqu'à la veille des 16 ans du titulaire.

11'165 abonnements annuels Mobilis zones 11–12 (+1 zone offerte pour les habitantes et habitants des zones foraines) ont été achetés grâce à la subvention «rabais tl» en progression de 13,8% par rapport à 2024. Cette subvention a été octroyée à 3'797 personnes à la retraite (hors PC) (3'355 en 2024), à 1'653 jeunes en formation (1'521 en 2023), 5'538 bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI (4'787 en 2024) et 177 (151 en 2024) habitants et habitantes des zones foraines ne faisant pas partie des catégories précitées. En 2025, 855 cartes prépayées 3 zones (743 en 2024) ont été vendues au prix de 2 zones par le bureau Info Cité à 331 habitantes et habitants des zones foraines (310 en 2024). Le montant total des subventions versées en 2025 s'élève à CHF 4'259'000.– (CHF 4'136'000.– en 2024).

Les courses de loisirs subventionnées sont destinées aux Lausannoises et Lausannois à mobilité réduite et dans l'incapacité d'emprunter sans aide les transports publics. En 2025, 56'387 courses (55'139 courses en 2024) au bénéfice de 2'267 usagères et usagers (2'166 en 2024) ont été financées pour un montant de CHF 1'117'000.– (CHF 1'096'000.– en 2024).

L'aide individuelle au logement (AIL) vient en aide aux familles qui ont au moins un enfant à charge en apportant une aide financière lorsque la charge locative est trop importante par rapport aux ressources du ménage. En 2025, 390 ménages en ont bénéficié (414 en 2024) pour un montant total (part canton et commune) de CHF 800'000.– (CHF 823'000.– en 2024), montant dont la moitié sera prise en charge par le Canton.

L'allocation communale de naissance (ACN) est une aide destinée aux parents de condition modeste afin de faire face aux premières dépenses générées par la naissance d'un enfant. En

2025, 1'447 naissances et accueils en vue d'adoption ont été enregistrés à Lausanne. Une allocation a été octroyée à 32% de cet effectif (26% en 2024) pour un montant de CHF 494'650.– (CHF 417'290.– en 2024).

Chaque naissance d'un enfant donne droit à une distribution unique et gratuite de sacs poubelles taxés (8 rouleaux de 35 litres ou 16 rouleaux de 17 litres). En 2025, 1'336 familles, soit 92%, sont venues chercher les sacs qui leur sont offerts représentant 13'520 rouleaux (12'752 en 2024). Les personnes souffrant d'incontinence (au sens de LAMal) ont également droit à une remise par année de 5 rouleaux de 35 litres ou 10 rouleaux de 17 litres. En 2025, 691 personnes ont bénéficié de cette prestation (677 en 2024) représentant 4'715 rouleaux (4'605 en 2024).

Dispositif d'aide sociale au logement (DASL)

Le DASL œuvre prioritairement au maintien du logement en cas de risque d'expulsion et à la recherche d'un logement durable sur le marché libre ou subventionné. Son action repose sur différentes offres: hébergement en urgence en hôtel, logement provisoire dans des chambres ou appartements meublés ou une sous-location dans un logement social pour une durée indéterminée à des personnes qui, sans cette sous-location, n'accéderaient pas à un logement.

En 2025, le DASL a reçu 716 nouvelles demandes (756 en 2024). Il s'agit de 144 demandes pour un accès au logement de personnes vivant dans un logement précaire (147 en 2024). De plus, il y a eu 236 situations d'urgence pour une orientation en hôtel (196 en 2024, soit 20% d'augmentation). Il y a eu également 389 situations de ménages en risque de perte de logement, (413 en 2024), réparties entre 200 résiliations de bail et 189 avis d'expulsion de la Justice de Paix et du Tribunal des baux, dont 108 avec comme motif, un défaut de paiement de loyer.

Le dispositif de recherche de logement «Infolog» maintient son rôle essentiel d'information universelle. 339 personnes ont participé à une séance d'information (344 en 2024) et 147 d'entre elles ont souhaité bénéficier par la suite des ateliers personnalisés.

Au 31 décembre, le parc de logement du DASL compte 582 objets, sous contrat avec 60 gérances. Il se compose de 439 logements sociaux et 143 logements meublés (Le Patio, des logements communautaires et des logements provisoires).

En 2025, 540 sous-locataires ont bénéficié d'un suivi social, dont 69 nouveaux ménages. En cours d'année, 90 foyers ont quitté le parc de logement du DASL dont deux tiers pour une solution pérenne: dans le marché libre (32) ou subventionné (20) ou dans leur réseau personnel (11).

Aide sociale d'urgence

Hébergements d'urgence et hébergement d'urgence de transition

Depuis l'annualisation des hébergements d'urgence, le dispositif d'aide sociale d'urgence propose, chaque nuit de l'année, 239 lits: 206 lits dans 5 hébergements d'urgence et 33 lits dans le cadre d'hébergements d'urgence de transition à l'attention de travailleuses et travailleurs précaires et de personnes particulièrement vulnérables notamment en raison de leur âge ou de leur état de santé.

En 2025, 2'467 personnes distinctes ont fréquenté les hébergements d'urgence et de transition de la Ville pour un total de 89'581 nuitées. Les hommes représentent 81% des personnes hébergées, les femmes 15% et les enfants 4%. A relever que 19 personnes accueillies dans l'hébergement de transition pour travailleuses et travailleurs précaires ont pu obtenir un permis de séjour et ainsi régulariser leur situation.

Lors de leurs permanences dans les hébergements d'urgence en 2025, les infirmières et les infirmiers de Médecins du monde ont prodigué des conseils et premiers soins lors de leur passage hebdomadaire dans chacun des lieux.

Le Plan Grand Froid a été déclenché à 3 reprises en 2025, en collaboration et avec l'engagement de la PCi: du 12 au 16 janvier, du 21 au 24 novembre et du 27 au 31 décembre. Un abri additionnel de 50 places a été ouvert lors des épisodes de novembre et de décembre.

L'Espace, accueil de jour (Saint-Martin)

En 2025, l'Espace a comptabilisé 75'976 entrées dans le cadre de sa prestation d'accueil proposée les matins et après-midis du lundi au vendredi, soit une moyenne quotidienne de 292 personnes accueillies. Au 31 décembre 2025, 3'880 personnes y disposaient d'une adresse postale et 202 d'une consigne à bagages. 4'350 entretiens ont été réalisés par les intervenantes et intervenants socio-éducatifs de l'Espace pour un suivi socio-administratif.

La permanence infirmière proposée une fois par semaine à l'Espace, en partenariat avec Point d'eau Lausanne, a été fréquentée par 650 personnes. Depuis octobre, une permanence psychosociale en collaboration avec l'association APPE (Accueil Psy Social Précarité Exclusion) est proposée. En 3 mois, 88 consultations en lien avec la précarité sociale et les problèmes de santé mentale y ont été réalisées.

Aide alimentaire

Le SISF soutient la Centrale alimentaire de la région lausannoise (CA-RL) en charge de récolter des denrées alimentaires et d'hygiène pour les redistribuer gratuitement à 40 associations membres qui offrent quotidiennement de l'aide alimentaire et des repas aux personnes dans la précarité. En 2025, la CA-RL a distribué 816 tonnes de nourriture, soit près de 3% de plus qu'en 2024, ce qui constitue un record sans précédent.

Depuis mars 2025, la Soupe populaire (Fondation Mère Sofia) propose des repas de midi 5 fois par semaine contre 4 auparavant. Ce sont en tout 136'688 repas chauds qui ont été servis en 2025 dont 45'464 les midis (du mercredi au dimanche) et 91'224 les soirs (7 jours sur 7).

L'Echelle (Fondation Mère Sofia) propose un suivi administratif et la distribution d'un colis de première nécessité à des personnes résidant à Lausanne qui rencontrent des difficultés temporaires. Chaque mois, ce sont 320 familles qui bénéficient des colis alimentaires. En 2025, 1'654 entretiens ont été réalisés et l'Echelle a distribué 6'272 colis dans ses locaux de la rue Saint-Martin ainsi que 5'280 colis dans les maisons de quartier, en collaboration avec la Fondation pour l'Animation Socioculturelle Lausannoise (FASL).

Bureau lausannois pour les immigrés (BLI)

Information et conseil

Les *Rendez-vous citoyens* du BLI visent à informer la population lausannoise – en particulier celle issue de la migration – sur ses droits politiques et les diverses façons de participer à la vie sociale et politique locale. En 2025, 7 rendez-vous ont eu lieu. En vue des élections communales de mars 2026, la focale a été mise sur l'enjeu de la participation politique des personnes issues de la migration. Au total, ces événements ont rassemblé 557 personnes. Le bus citoyen est par ailleurs allé à la rencontre de la population au travers de 15 haltes dans différents quartiers de la ville durant l'année.

Intégration sociale

En février, le BLI a organisé une soirée de préparation à la retraite, en collaboration avec la délégation seniors, avec une séance d'information suivie de 9 ateliers spécifiquement destinés aux personnes sans passeport suisse (France, Espagne, Portugal, Italie, pays d'Amérique du Sud, pays des Balkans en albanais et en bosnien/croate/serbe ainsi que 2 groupes pour toutes les autres nationalités, un en anglais et un en français) co-animés par des experts de différents pays. 350 personnes ont participé à cette soirée.

En décembre, la Journée internationale des migrantes et des migrants a fait l'objet d'une soirée de célébration au Casino de Montbenon placée sous l'angle de la participation citoyenne des personnes issues de la migration, réunissant environ 80 personnes.

Pôle de compétence et d'expertise en matière d'intégration et de prévention du racisme

La permanence info racisme offre soutien et informations à toute personne confrontée à une situation à caractère raciste sur le territoire lausannois. En 2025, 90 cas ont été signalés, contre 56 en 2024.

En collaboration avec Unisanté, le BLI a élaboré la «Déclaration de Lausanne», document regroupant des recommandations pour lutter contre le racisme dans le domaine de la santé. Elle a été remise symboliquement au Président de l'ECCAR afin qu'elle puisse circuler au sein des villes européennes engagées dans la lutte contre le racisme.

Né du travail d'étudiantes et étudiants de l'Unil, un écran multimédia «Lausanne coloniale» a été inauguré au sein de l'exposition permanente du Musée Historique Lausanne. Ce dispositif interactif permet de reconsidérer d'une manière inédite de nombreux objets des collections du MHL afin de faire connaître l'impact durable de l'héritage colonial.

Semaine d'actions lausannoises contre le racisme (SACR)

La 19^e édition de la SACR s'est tenue du 17 au 23 mars 2025. Elle a porté sur le racisme dans le monde du travail avec comme objectif de rendre visible ce phénomène, de sensibiliser et de réfléchir collectivement aux moyens de lutter contre toutes les formes de discrimination raciale dans le milieu professionnel. Cette semaine d'actions a rassemblé des employées et employés, des entreprises, des associations, des syndicats, des organisations patronales, ainsi que des chercheuses et chercheurs d'emploi autour d'activités telles que des tables rondes, des expositions, des ateliers et des conférences.

Soutien des associations

La Fête Diver'cité a célébré sa 5^e édition à la Maison de quartier sous-gare. L'événement, organisé par le BLI, a réuni plus de 400 personnes autour d'une vingtaine d'activités et spectacles (danse, créations, cuisine, musique) dans une ambiance conviviale.

Intégration professionnelle

Le Prix Diversité-Emploi-Formation récompense une entreprise qui contribue à l'intégration professionnelle des personnes migrantes. En 2025, ce prix a été remis à l'entreprise lausannoise RDR architectes SA pour son engagement en faveur de l'intégration professionnelle de jeunes migrantes et migrants.

Naturalisations

Le pôle naturalisation a reçu 780 dossiers sur l'année, soit une moyenne mensuelle de 65 dossiers. Durant l'année, le bureau a traité 950 dossiers. La Municipalité a accordé une promesse de bourgeoisie selon le régime du nouveau droit à 1'316 requérantes et requérants dont 301 enfants.

Dispositif compétences de base (DCB)

Le dispositif coordonne la Communauté d'Intérêt pour la Formation Élémentaire des Adultes (CIFEA) constituée de 5 associations: CEFIL de la fondation Le Relais, Espace Femmes d'Appartenances, Corref, Français en Jeu et Lire et Ecrire. En 2025, la CIFEA a offert plus de 145'772 heures de cours conventionnées pour le dispositif. Les différentes formations proposées gratuitement aux adultes vivant à Lausanne leur permettent de développer leurs compétences de base en vue de favoriser leur inclusion sociale et renforcer leur pouvoir d'agir.

Le dispositif inclut également la prise en charge de la garde des enfants des apprenants et apprenantes pendant les heures de cours. A ce titre, une réflexion a été entreprise conjointement avec l'ensemble des partenaires concernés pour en développer l'accessibilité.

Afin de renforcer la visibilité et l'attractivité du dispositif auprès de ses publics-cibles, des capsules vidéo ont été produites en collaboration avec les partenaires et le programme 5D du Service du travail. Ces vidéos seront diffusées en 2026.

Délégation aux seniors

L'année 2025 a permis de dresser un bilan de la politique seniors, et des 31 mesures adoptées par le Conseil communal en janvier 2019. Ces actions s'inscrivent dans une approche transversale impliquant de nombreux services communaux et partenaires associatifs, et visent à avoir un impact significatif et durable sur la vie quotidienne des seniors. Sur les 31 mesures, 26 sont initiées ou mises en œuvre, dans des domaines aussi variés que: Urbanisme, espace public et mobilité; Logement; Culture et bibliothèques; Lutte contre la fracture numérique; Information et participation sociale. Ce premier bilan témoigne de l'engagement de la Municipalité à construire une ville plus solidaire, où chaque génération trouve sa place, avec des avancées significatives dans les domaines clés de l'urbanisme, de la mobilité, du sport, de la culture, du numérique et de la communication. La dynamique partenariale et transversale engagée constitue un levier essentiel pour poursuivre et renforcer cette politique en faveur des seniors.

En début d'année, un colloque organisé avec la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) a présenté le projet «Intégration et participation sociale des seniors dans les quartiers lausannois» mené avec des étudiantes et des étudiants dans les quartiers des Faverges, des Plaines-du-Loup et de Prélaz-Valency. Plus de 100 personnes ont assisté au colloque, ce qui a permis des échanges riches entre les publics étudiants, professionnels ainsi que les habitantes et habitants.

2 cérémonies des nouveaux seniors, organisées en juin et en novembre, ont rassemblé plus de 600 personnes. Ces événements ont marqué le passage de la vie professionnelle à la retraite, tout en valorisant le travail des associations partenaires et encourageant l'engagement des nouveaux seniors dans la vie sociale, culturelle et associative.

Une conférence consacrée aux activités physiques et sportives, organisée en mars, a mis en évidence l'importance du mouvement pour le maintien de la santé et de l'autonomie.

Par ailleurs, la délégation aux seniors a poursuivi la lutte contre la fracture numérique avec un projet de mentorat informatique, en partenariat avec Caritas Vaud et la Maison de quartier des Faverges. Elle a également organisé en collaboration avec la responsable de prévention de la police judiciaire 3 conférences sur la prévention des arnaques en tout genre.

En décembre, la projection du film *Un air de famille* à la salle du Capitole, organisée avec le Service de la culture et la Cinémathèque suisse, a réuni 600 personnes.

La nomination de la déléguée aux seniors à la vice-présidence de la commission seniors de l'Union des villes suisses survenue courant 2025 permettra de renforcer la visibilité de la Ville de Lausanne au sein des instances nationales.

Unité d'assainissement financier (Unafin)

L'UnAFin a connu une activité importante dans toutes les prestations. Pour la prestation Gestion de Budget Spécialisé destinée aux Lausannois et Lausannoises, UnAFin a ouvert 294 nouveaux dossiers, ce qui représente une augmentation de 10% par rapport à 2024 (267).

Dans le cadre de la prestation Horizon destinée aux bénéficiaires de l'aide sociale (RI) et en étroite collaboration avec le SSL, l'UnAFin a pu réaliser 122 bilans des dettes et entretiens de conseil en 2025. Pour assurer l'accompagnement des Lausannois et Lausannoises en matière d'assainissement, les assistantes sociales ont ainsi réalisé près de 900 entretiens durant l'année.

Porte d'entrée du dispositif, et en collaboration avec Caritas et CSP, UnAFin a consacré 300 heures pour assurer la prise en charge des appels à la permanence téléphonique cantonale PARLONS CASH!

L'UnAFin a pu répondre présente aux différentes sollicitations du réseau pour réaliser des actions de prévention et de formation, ainsi que participer à des événements du SISF et d'autres services de la Ville afin d'assurer la promotion des prestations en matière de prévention et de lutte contre le surendettement.

© Mathilde Imesch | Ville de Lausanne

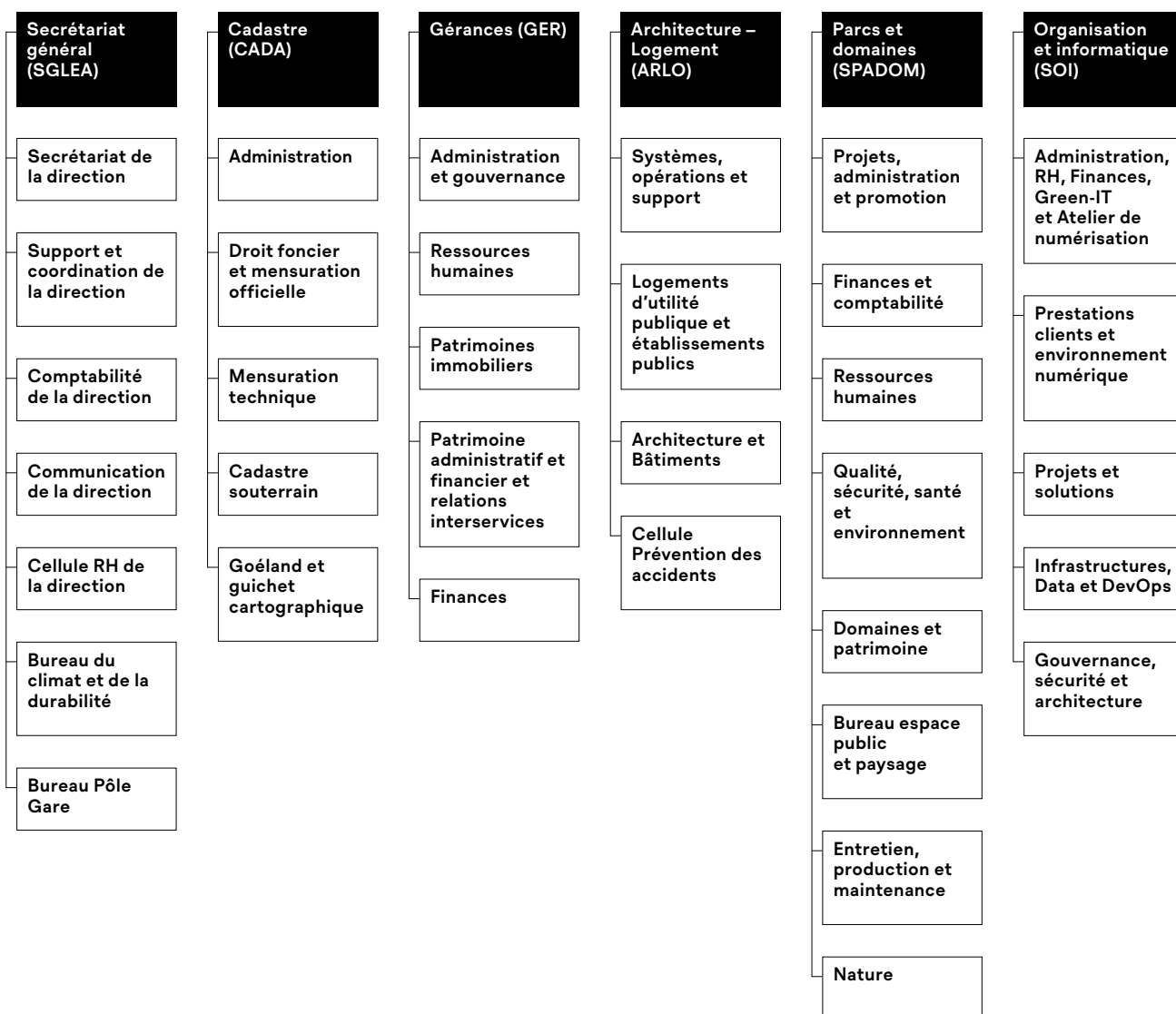


Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture



Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA)

Directrice



En 2025, l'augmentation de l'arborisation en milieu urbain a pu être confirmée par l'analyse de nouvelles données mesurées depuis le ciel. Inscrite au Plan climat comme mesure emblématique de l'adaptation de la ville face aux changements climatiques, cette augmentation de l'arborisation doit permettre de recouvrir 30% de la zone urbaine de la commune d'ici l'an 2040. Cette couverture arborée, appelée canopée, atteint désormais 24,3%, soit 2 points de plus qu'en 2019 et 4,3 de plus qu'en 2012.

En ce qui concerne la transformation de la gare de Lausanne, après les pièces maîtresses déjà en travaux que sont le parking des Epinettes et les ancrages du front sud destinés à soutenir toute la future plateforme ferroviaire, le projet a franchi un jalon essentiel avec l'autorisation de construire du futur sous-sol de la place de la Gare délivrée aux CFF par l'Office fédéral des transports (OFT). Ce sous-sol, étroitement coordonné avec la future place de la Gare, mise à l'enquête publique fin 2024 par la Ville, permettra de créer une interface multimodale sous et sur la place de la Gare, regroupant les arrêts de bus, les stations de métros m2 et m3 et une future vélostation. La Ville de Lausanne a salué cette étape importante et s'est coordonnée avec les CFF pour garantir une bonne accessibilité et une offre en stationnement adéquate pour tous les modes de transports pendant les travaux. De plus, dans le cadre de l'accompagnement des chantiers et dans l'optique d'en diminuer les impacts négatifs, les palissades de chantiers ont été habillées de signalétique pour faciliter l'orientation vers les différents modes de transport, et d'un nouvel embellissement artistique mettant à l'honneur deux artistes vaudois, Dan Scher et Caroline Tschumi.

Durant cette année, la Direction a confirmé son engagement en matière d'agriculture urbaine. Forte des résultats probants obtenus depuis 2018, la Municipalité a adopté un nouveau préavis proposant une série de mesures pour les années 2025–2030. Les 4 axes plébiscités sont: le jardinage urbain, les arbres fruitiers en ville, le soutien accru à ses fermières et fermiers et la suite du développement des filières locales pour renforcer le lien ville-campagne.

La Ville de Lausanne a également poursuivi sa transition écologique en lançant l'assainissement énergétique du 2^e lot de son patrimoine bâti. La Municipalité a sollicité en ce sens un crédit d'investissement de CHF 48.4 millions. Ce programme ambitieux permettra d'assainir 23 bâtiments, réduira les émissions de CO₂ d'au minimum 75% en moyenne et garantira des loyers maîtrisés et un soutien pour protéger les locataires.

Après une procédure d'appel d'offres sur invitation, le camping de Vidy a trouvé ses nouveaux exploitants qui assureront en douceur sa transition dès 2026 pour le porter avec expérience et durabilité. C'est finalement la société Camping Lodge AG, active depuis 2020 dans la para-hôtellerie de plein air et reconnue pour ses campings modernes, durables et intégrés à leur environnement, qui a remporté les faveurs de la Ville. A l'automne, la Municipalité a adopté un préavis pour l'octroi d'un droit de superficie (DDP) d'une durée de 40 ans en faveur de la future société Camping Lodge Lausanne SA, étape déterminante pour la rénovation du camping, qui doit encore être validé par le Conseil communal.

La Municipalité a décidé de renouveler, paritairement avec le Canton de Vaud, les aides à la pierre en faveur de deux projets distincts. Trois immeubles situés aux adresses rue de la Borde

45–49 et chemin des Crêtes 26–28 ont été démolis en faveur d'un nouvel immeuble comprenant 105 logements d'utilité publique aux standards énergétiques actuels, projet qui a fait l'objet d'un préavis qui sera soumis à l'approbation du Conseil communal début 2026. De plus, grâce à une décision de renouvellement, l'assainissement énergétique des immeubles situés route de Clochatte 16 A–B–C sera poursuivi.

Du côté des vignobles, plusieurs distinctions, gages de qualité et d'engagement des équipes vigneronnes, ont été décernées cette année. Citons notamment le Grand Prix du Vin Suisse où les vins des Domaines de la Ville de Lausanne ont obtenu une belle reconnaissance pour le Clos des Moines La Baronnie du Dézaley nommé dans la catégorie «Chasselas» et désigné meilleur Chasselas bio du concours.

Secrétariat général (SGLEA)

Principales missions du service

Le SGLEA est constitué de 7 unités:

- secrétariat de direction;
- support et coordination de direction;
- communication de direction;
- comptabilité de direction;
- cellule ressources humaines de direction;
- bureau du climat et de la durabilité (BCD);
- bureau Pôle Gare (BPG).

En tant que Secrétariat général, et dans la continuité, les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines de la conduite de la direction, du soutien administratif, de la communication, de la comptabilité et de la cellule des ressources humaines pour l'ensemble de la direction.

Les cinq premières unités précitées soutiennent et accompagnent les services de la direction dans leurs missions respectives. De plus, elles contribuent à la coordination des activités à l'échelle de la direction LEA.

Le BCD porte et développe au sein de l'administration un grand nombre d'enjeux de politique publique, comme la qualité de l'environnement et du climat, la durabilité, la participation citoyenne ou encore la promotion de la santé. Par ses compétences, ses prérogatives et ses responsabilités, ce bureau interagit avec toutes les directions de l'administration communale.

Le BPG, quant à lui, a la responsabilité de représenter la Ville de Lausanne et ses intérêts dans le périmètre Pôle Gare, constitué de plusieurs projets complexes et multi-acteurs. Interlocuteur indispensable à la coordination et au bon développement des projets du périmètre, ce bureau garantit notamment la qualité urbaine, que ce soit dans l'aménagement d'espaces publics que dans l'accompagnement de chantiers.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SGLEA	9.30	7.90	9.80	10.20
Bureau Climat et Durabilité	12.00	10.90	9.70	10.20

Bureau Pôle Gare	4.70	4.70	4.70	3.80
Comptabilité Dir. LEA	6.50	6.80	6.50	6.00
Total service	32.50	30.30	30.70	30.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2023 au 31 décembre 2024
Total service	-1.80

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Administration SGLEA	10	7.90	12	10.20
Bureau Climat et Durabilité	13	10.90	13	10.20
Bureau Pôle Gare	6	4.70	5	3.80
Comptabilité Dir. LEA	8	6.80	7	6.00
Total service	37	30.30	37	30.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2024	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	3	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	1
Total service	6	6

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	3

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	2	0.01	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	2	0.85	-	-
Auxiliaires payé·e·s au forfait	1	*	-	*
Total service	5	0.86	0	0.00

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2025 aura principalement été marquée pour le SGLEA par l'arrivée d'un second bureau au sein du service, à savoir le Bureau Pôle Gare, et par le transfert de l'Unité Prévention des accidents dus aux chantiers (PREVACC) au Service d'architecture et de logement, ce rattachement lui donnant désormais une meilleure visibilité et un soutien métier pour remplir ses missions.

Le service a pu répondre également aux exigences de la mise en place du réseau financier de la Ville avec l'arrivée de son responsable financier de direction (RFD).

Dorénavant, le service bénéficie d'unités qui contribuent au bon fonctionnement des services de la direction LEA, notamment par ses compétences de communication, d'accompagnement en termes de ressources humaines ou encore administratives et comptables, mais également de 2 bureaux qui portent de nombreux projets transverses. Pour exemples, le BCD a notamment pris en charge le dossier lié à l'assainissement des sols et à la pollution aux dioxines, tandis que le BPG s'est également affairé au projet d'aménagement de la place de la Gare.

En tant que secrétariat général, le service donne non seulement de la visibilité aux affaires des bureaux transverses mais aussi aux projets développés au sein de la direction LEA.

Principales activités 2025

Support et coordination de direction

Les missions de cette unité comprennent le soutien à la conduite de la direction, l'accueil, la réception, la réponse téléphonique, le soutien administratif, d'importants travaux de secrétariat, la prise de notes de séances, certaines prestations logistiques transversales à la directrice telles que la préparation des séances du Conseil communal, la préparation des séances hebdomadaires de la Municipalité (854 objets soumis et adoptés durant l'année, composés de 225 affaires courantes, 269 adjudications et mandats et 360 permis d'abattage ou élagage), ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs de la direction (gestion du courrier entrant et sortant, numérisation, organisation et préparation de séances). Elle supervise également la coordination générale des procédures, des ordres du jour, des activités et des communications (internes et externes) au niveau de la direction. De plus, cette unité traite tous les événements particuliers; elle a ainsi la charge de la coordination administrative interne et externe à la direction. Durant l'année écoulé, elle a également participé à divers groupes de travail transverses de l'administration communale.

Convivialité et espace public: politique publique des édicules

Après un appel d'offre lancé en début d'année, l'édicule du Bois-de-Beaulieu a retrouvé une nouvelle exploitation sous le nom de «La Riguenette», et a rencontré très rapidement un vif succès auprès de la population du quartier.

L'édicule de la Maladière (terminus de la ligne 1 des tl), à vocation culturelle, a quant à lui accueilli l'Association 13 Vitrine qui y a organisé plusieurs expositions de mars à octobre.

Début décembre, l'édicule de Rumine (classé en note *2*) a été la proie des flammes et devra être réhabilité.

Communication de direction

Tout au long de l'année 2025, la Cellule communication a défini, mis en place et accompagné les différentes stratégies de communication des projets de la direction LEA et de ses services.

La mise en valeur des activités de la direction est au cœur de ses missions. A travers les différents canaux de la Ville et les outils à disposition, elle a fourni des prestations de communication aux différents services et partenaires sur des thématiques centrales aux projets de la direction comme le Plan climat, l'Objectif canopée, les travaux de la gare de Lausanne, l'assainissement énergétique ou le logement. Les supports utilisés incluaient entre autres les communiqués de presse, les réseaux sociaux ou le journal communal. Elle a également continué à entretenir les relations et les liens à l'externe et à l'interne avec les membres de la presse, le Bureau de la communication de la Ville et le réseau des conseillères et conseillers, chargées et chargés de communication des différentes directions.

Comptabilité de direction

Les principales tâches en 2025 ont été les suivantes:

- établissement, pour l'ensemble de la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- passation des écritures et validation des factures dans différents logiciels comptables, ceci dans le respect des règles administratives et de leur évolution;
- établissement des décomptes TVA;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion financière et comptable du Fonds communal pour le développement durable (FDD).

En 2025, la comptabilité de direction a également:

- apporté activement son soutien à la rédaction de la partie financière des préavis, rapports-préavis et notes à la Municipalité élaborées par les services de la direction;
- participé, pour la partie financière, à différents groupes de travail, notamment sur des projets menés par le Service des parcs et domaines (SPADOM) et le Bureau Pôle Gare;
- apporté des soutiens personnalisés aux services de la direction et une collaboration avec le Service des finances (SFIN).

Par ailleurs, le Responsable financier de direction a été engagé au 1^{er} novembre 2025, dans le cadre de la redéfinition des métiers de la finance de la Commune de Lausanne.

Ressources humaines (RH)

L'Unité RH de la direction se compose d'une responsable des ressources humaines de la direction (RRHD) à 90%, d'une responsable des ressources humaines (RRH) à 80% de service pour le SGLEA, le Service du cadastre (CADA) et le Service d'architecture et du logement (ARLO) et d'une assistante RH (ARH) à 50% pour le SGLEA et CADA. En dehors de la gestion courante du personnel, la RRH de service (SGLEA, CADA et ARLO) a contribué notamment aux résultats suivants:

- 20 campagnes de recrutement dont celles plus particulièrement ayant abouti à l'engagement d'un Responsable du bureau Pôle Gare et à celui du Responsable financier de direction (RFD) ou encore de plusieurs architectes cheffes et chefs de projet en lien avec la politique d'assainissement énergétique;
- soutien, appui et conseil RH aux cheffes et chefs de service et leurs cadres;
- gestion des dossiers RH sensibles (absences longue durée, cas disciplinaires, etc.);

- déploiement du nouveau référentiel de compétences et accompagnement des cadres comprenant la mise à jour des descriptions de poste;
- déploiement du nouveau formulaire entretien de collaboration et accompagnement des cadres et du personnel;
- déploiement et suivi du projet «lutte contre le harcèlement»;
- participation active à des groupes de travail pilotés par le SPEL sur la création d'une formation e-learning pour cadres sur les entretiens de collaboration, sur le guide FSI et sur le «kit harcèlement»;
- participation en tant que service pilote pour tester les nouvelles fonctionnalités de l'outil Alfresco;
- soutien pour le suivi des mesures décidées à la suite de l'enquête de satisfaction du personnel.

Dans ses tâches de coordination et de soutien RH de la direction LEA, en lien direct avec sa conseillère municipale, la RRHD a contribué notamment aux résultats suivants:

- soutien, remplacement et appui aux responsables RH des services de la direction et recrutement d'une RRH au SOI;
- coordination du déploiement du nouveau référentiel de compétences au sein de la Direction;
- coordination du déploiement du nouveau formulaire entretien de collaboration au sein de la Direction;
- participation au comité de pilotage du projet défi «Mixité» et lancement du projet dans la Direction, participation au comité de pilotage du projet accessibilité universelle piloté par EIQ;
- coordination du déploiement et suivi du projet «lutte contre le harcèlement» dans la Direction;
- interface avec le SPEL pour toutes les consultations RH (règlements, management RH, apprentissage, formation);
- accompagnement au niveau RH du Service des gérances pour le lancement du projet de regroupement du personnel d'intendance;
- suivi des dossiers sensibles RH LEA, des procédures administratives;
- gestion des mesures salariales (primes et doubles annuités) pour la Direction;
- suivi du quota formation de la Direction;
- soutien et appui RH, à la demande de la directrice, auprès de la SILL S.A.

Bureau du climat et de la durabilité (BCD)

Créé en 2024, le BCD s'est consolidé en 2025 en clarifiant sa structure, ses missions et ses objectifs.

Dorénavant, l'approbation des projets du BCD est sous la responsabilité d'un comité de pilotage et la conduite de projets revient aux divers cheffes et chefs de projets.

Le BCD agit dans 5 thématiques, à savoir:

- la promotion de la santé;
- la protection de l'environnement;
- l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques;
- la transition écologique et sociale;
- la participation.

Au cours de l'année 2025, l'Unité de prévention des accidents dus aux chantiers (PREVACC) a été transférée du BCD au Service d'architecture et du logement (ARLO) afin d'assurer une cohérence thématique plus uniforme.

Les trois lignes de service que le BCD poursuit dans le cadre de ces thématiques sont les suivantes: la conduite de projet, l'accompagnement des services de l'administration avec une expertise spécifique dans les 5 thématiques et le suivi de dossiers complexes de la Direction.

Parmi les grands dossiers et projets gérés par le BCD, se trouvent, entre autres, la gestion de la plateforme «Lausanne participe» et la coordination de toutes les démarches participatives de la Commune, la gestion du Fonds communal pour le développement durable (FDD), le suivi du Plan climat, la gestion de la pollution des sols aux dioxines, l'assainissement du bruit routier, la labellisation «Commune en santé» de la Ville de Lausanne, etc.

Les accomplissements majeurs de l'année 2025 sont exposés dans les chapitres suivants.

Adaptation et sensibilisation aux changements climatiques

En 2025, la population et les associations concernées ont été mobilisées lors d'ateliers participatifs organisés dans le cadre de l'élaboration du plan de mesures d'adaptation du territoire lausannois aux changements climatiques. Environ 110 personnes ont participé à ces ateliers, en leur nom propre ou en représentation d'associations, afin d'évaluer le degré d'urgence des mesures proposées selon les différentes parties prenantes. Ces résultats sont intégrés dans le plan de mesures d'adaptation aux changements climatiques, en cours de finalisation, en tant que baromètre des aspirations. Ce dernier est mis en regard avec les aspects technico-économiques au moment de la planification des mesures.

En parallèle et pour la première fois, le BCD a proposé une activité spécifique pour les enfants dans le cadre de la brochure de sensibilisation à l'environnement développée par le Secrétariat général de la Direction enfance, jeunesse et quartiers. Une cinquantaine d'élèves de 8P et 9P venant de 4 classes différentes ont participé à une balade sur le thème de l'adaptation aux changements climatiques. Elles et ils ont découvert la structure végétalisée de la place des Saugettes, la désimperméabilisation de la place Jacqueline-Veuve (boulevard de Grancy 19), ainsi que les projets de réaménagement et d'arborisation de l'avenue des Acacias. Plusieurs balades seront reproposées en 2026 avant d'être pérennisées si elles sont jugées pertinentes.

Le BCD poursuit sa mission d'alimenter la Ville de Lausanne en connaissances, lui permettant de mieux prendre en compte les enjeux climatiques. A ce titre, le BCD, en collaboration avec le Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics, a mandaté une nouvelle étude sur les revêtements de surfaces extérieures pour comparer leur empreinte carbone, leur aptitude à réduire la surchauffe estivale et leur perméabilité. Son but est de permettre aux concepteurs des projets de requalification du domaine public et aux projets sur les parcelles privées communales, de mieux répondre à la nécessité d'adapter la ville aux conséquences des changements climatiques, tout en minimisant l'empreinte carbone des projets. La synthèse de l'étude a été rendue publique sur le site web de la Commune afin de servir à d'autres collectivités publiques ainsi qu'aux privés.

Finalement, les indicateurs de suivi du Plan climat ont été partagés pour la deuxième année consécutive. Si le travail de décarbonation de la ville s'inscrit dans la durée, il est satisfaisant de constater que les émissions directes de gaz à effet de serre sur le territoire lausannois ont diminué d'environ 15% depuis l'année de référence 2019.

Observatoire de l'environnement

Une étape importante a été franchie en 2025 pour l'Observatoire de l'environnement. En effet, le préavis N° 2025/15 «Consolidation de l'Observatoire de l'environnement» a été adopté par le Conseil communal et, par conséquent, cet outil de suivi des conditions environnementales locales est pérennisé au sein du BCD.

Ainsi, la Commune se dote d'un outil d'aide à la décision pour les politiques publiques locales et d'un moyen de promotion de la santé et de sensibilisation du public. Ce dispositif est un élément nécessaire pour un suivi de la qualité environnementale à Lausanne afin de lutter notamment contre les changements climatiques. Il confirme le rôle du BCD dans ses prestations transverses et son expertise dans ses thématiques spécifiques de protection de l'environnement, promotion de la santé ou adaptation aux changements climatiques.

Alors que la qualité de l'air extérieur tend à s'améliorer, la qualité de l'air intérieur reste peu étudiée. Pourtant, cette pollution spécifique est considérée comme un problème important de santé. Touchant un échantillon d'une quarantaine de personnes, deux sessions d'ateliers se sont déroulées en 2025. Centré sur la mise en lien de mesures de la qualité de l'air intérieur (composés organiques volatils (COV), CO₂ et particules fines) et des gestes quotidiens pouvant l'influencer directement, ce projet innovant est accompagné d'analyse qualitative afin d'identifier

l'impact des différents dispositifs proposés et les ressentis subjectifs et sensibles de ces polluants par les personnes participantes. Un bilan de ce projet sera établi début 2026.

Promotion de la santé

En décembre 2025, la Commune a été labellisée pour la deuxième fois «Commune en santé», avec la distinction maximale de 3 étoiles. Avec 100 mesures validées, le bilan montre une belle progression et un engagement fort dans ce domaine. Cet engagement se formalise notamment par l'adoption de 5 principes directeurs qui orientent la politique communale en la matière: une population capable d'agir en faveur de la santé globale, davantage d'égalité sociale en matière de santé, des cadres de vie et des environnements physiques favorables à la santé, des modes de vie sains et actifs et une santé mentale renforcée.

Le BCD a également inauguré un appel à projets en faveur de la promotion de la santé, doté de CHF 70'000.–. Destinés à des projets portés par l'administration, 2 appels à projets sont prévus entre 2025 et 2026. Le premier a été lancé en avril 2025 et a recueilli 10 propositions de projets parmi lesquels 4 ont été soutenus.

Le processus «Commune en santé» et l'appel à projets ont été menés en concertation avec le groupe de travail interdirections de promotion de la santé qui s'est réuni à 3 reprises.

Et si...?

Le travail sur la transition écologique et sociale dans le cadre de la démarche «Et si...?» s'est poursuivi durant l'année 2025 avec la création du «Kit pour sauver le monde... ou presque!». Inauguré au mois de janvier lors d'une conférence au Théâtre de Vidy avec Cyril Dion, ce kit propose tout le matériel pour organiser une rencontre avec son voisinage afin d'imaginer ensemble des actions locales, concrètes et collectives en faveur de la durabilité, du climat, de la biodiversité et de la vie de quartier.

Afin de questionner les habitudes de consommation de manière ludique, 6 «Visites du futur imparfait», balades-spectacles à travers différents quartiers de la ville, ont été organisées entre février et octobre. Apportant un œil critique sur notre société, mais toujours sur le ton de l'humour, ces visites menées par le comédien Yvan Richardet ont connu un franc succès et ont été suivies par 240 personnes.

Marché aux jouets

Lancé en 2014, le Marché aux jouets a fêté ses 10 ans le 29 novembre. Cet événement ludique et durable permet de prolonger la vie des jouets en donnant la possibilité à des enfants de tenir un stand pour les vendre ou les échanger. Ce sont ainsi 600 stands qui ont été tenus depuis le lancement de la manifestation. Le succès annuel de la manifestation marque l'intérêt de la population pour la seconde main et une consommation plus durable.

Participation

Depuis l'adoption du préavis N° 2023/11 «Stratégie municipale pour la participation 2023–2026», la Ville de Lausanne poursuit la mise en œuvre des 5 axes: professionnaliser la participation, déployer des projets participatifs innovants, mobiliser largement les publics et quartiers, ancrer et développer la participation numérique et participer activement aux «réseaux de la participation».

En coordination avec la Fautière suisse de participation et Coord 21, une nouvelle formation en matière de participation a été développée et proposée afin de renforcer la qualité des démarches participatives. Elle a été suivie par 48 collaboratrices et collaborateurs de différentes Villes, dont 25 pour Lausanne. Les Villes de Vevey, Fribourg, Yverdon, Bienne et Nyon y ont participé.

Dans le déploiement de projets participatifs innovants, le BCD accompagne les services pour cadrer et concevoir des démarches participatives adaptées pour diverses politiques publiques et grands projets, tels que l'aménagement transitoire de la place de la Riponne, entre autres. Le BCD a accompagné en tout plus d'une vingtaine de démarches participatives en 2025.

Finalement, une nouvelle version de la plateforme de participation en ligne est planifiée pour 2026.

Economie circulaire – Manifestations vaisselle réutilisable

Piloté par le BCD, le groupe de travail interservices a permis d'élaborer la directive d'obligation de la vaisselle réutilisable dans les manifestations se déroulant sur le territoire communal et au sein de l'administration. La directive est entrée en vigueur le 1^{er} septembre et prévoit 2 ans de mise en conformité. À la suite de la consultation de plusieurs focus-groupes de manifestations, le BCD déploie un train de mesures d'accompagnement permettant de faciliter la mise en œuvre de ladite directive.

Construction circulaire

La 3^e étape du plan Construction circulaire est en cours avec l'élaboration de la directive Construction circulaire à l'usage des services de l'administration. Cette phase succède à la création de la ressourcerie des matériaux de construction à Beaulieu et à la formation du personnel des services constructeurs de l'administration communale.

Fonds communal pour le développement durable (FDD)

Les activités relatives au FDD sont notamment: le conseil, la réception et l'analyse des demandes, la préparation des quatre séances annuelles du comité de pilotage, les réponses aux porteuses et porteurs de projets, le suivi des projets et des budgets.

Le FDD a financé 8 projets en 2025 pour un montant total de CHF 1'933'488.–, regroupant l'ensemble des projets et préavis validés par la Municipalité et le Conseil communal.

Bureau Pôle Gare (BPG)

L'année 2025 a été marquée par l'adoption du projet d'aménagement des espaces publics du Quartier des Fleurettes et la levée des oppositions par le Conseil communal via le rapport-préavis N° 2024/50 «Léman 2030 – Projet d'aménagement des espaces publics» auquel a succédé l'entrée en force du permis de construire le 10 juillet.

Au sujet du quartier de la Rasude, sur la base du rapport des Commissions fédérales des monuments historiques, un collège d'experts a adapté le projet du plan d'affectation. Il a ensuite été présenté publiquement puis mis à l'enquête du 19 novembre au 18 décembre par le Service de l'urbanisme, avant que des visites du site soient organisées.

En parallèle ont eu lieu les séances de conciliation ayant trait aux oppositions au projet d'aménagement des espaces publics de la place de la Gare et des rues connexes mis à l'enquête à la fin 2024.

Concernant le projet d'agrandissement et de modernisation de la gare de Lausanne, la Ville s'est fortement impliquée dans les 5 procédures d'approbation des plans de modifications de projet qui ont pour objectif de lever les charges au permis de construire délivré par l'Office fédéral des transports (OFT) en 2019. L'étroite coordination avec les CFF a permis d'une part de limiter les effets potentiels sur les projets d'espaces publics communaux adjacents à la gare que sont les espaces publics de la place de la Gare et du quartier sous-gare et, d'autre part, de garantir la qualité générale du projet et de garantir le respect des accords conclus.

Avec la reprise des travaux du chantier de l'interface multimodale de la place de la Gare en mai, les aménagements transitoires de la place de la Gare ont été entièrement démantelés pour l'installation de chantiers des CFF. Les chantiers du sous-sol de la place de la Gare ainsi que de la pointe de l'avenue Louis-Ruchonnet 1 avancent selon le planning. La Commune s'est fortement impliquée sur le suivi global du chantier des CFF pour en minimiser les impacts.

En parallèle, de nombreuses mesures d'amélioration de l'ensemble du périmètre du chantier CFF ont été proposées et conduites par la Ville puis réalisées par les CFF. Un appel à projet auprès d'artistes a permis un embellissement des palissades de chantier et l'ensemble des usagers et usagers de la gare profite d'une signalétique claire en surface et dans les passages inférieurs.

Dans le quartier sous-gare, la place Jacqueline-Veuve (boulevard de Grancy 19) a été réaménagée en une place piétonnière à l'issue d'une installation d'un chantier privé. Munie de quelques assises et d'une végétalisation renforcée, elle accueille le marché et offre un espace apaisé et convivial au cœur du quartier. Des mesures de mobilité adaptées en lien avec le chantier de la gare ont été également concrétisées.

En 2025, la Délégation municipale Pôle Gare s'est réunie 4 fois, le COPIL (comité de pilotage de l'agrandissement de la gare de Lausanne) 2 fois, le CODIR 5 fois et le CODIR restreint 1 fois; ce qui a permis un travail assidu sur le dossier de la gare et sur les projets d'espaces publics conduits par la Commune, de développer une vision globale des différents projets conduits au sein du périmètre Pôle Gare, d'échanger sur l'avancement général et du reporting global et financier du projet.

Service du cadastre (CADA)

Principales missions du service

Le Service du cadastre est constitué de 5 unités:

- administration;
- droit foncier et mensuration officielle;
- mensuration technique;
- cadastre souterrain;
- Goéland et guichet cartographique.

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines:

- de la coordination des procédures à incidences spatiales;
- du droit foncier;
- des mensurations officielles et techniques;
- du cadastre des conduites souterraines;
- du traitement et de publications de géodonnées informatiques.

Par la mise à disposition de l'outil Goéland, le service s'occupe aussi des références territoriales. Cet outil, développé, maintenu et mis à disposition par le Service du cadastre (CADA), joue un rôle fédérateur au sein de l'administration. Il s'agit d'une solution de gestion du savoir de l'administration permettant notamment de conduire et de documenter les processus administratifs. Le service forme aussi 3 apprentis géomaticiens.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration CADA	2.75	2.70	2.75	2.70
Cadastre souterrain	10.90	9.90	9.00	7.90
Droit foncier et mens. off.	5.50	5.50	5.50	4.50
Goéland et guichets cartogr.	7.80	7.80	8.20	7.80
Mensuration technique	6.25	5.65	6.35	5.55
Total service	33.20	31.55	31.80	28.45

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-1.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Administration CADA	3	2.70	3	2.70
Cadastre souterrain	10	9.90	8	7.90
Droit foncier et mens. off.	6	5.50	5	4.50
Goéland et guichets cartogr.	8	7.80	8	7.80
Mensuration technique	6	5.65	6	5.55
Total service	33	31.55	30	28.45

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Droit foncier et mens. off.	4	3
Total service	4	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	3	-
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	3	-

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	3

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	-	-	1	0.17
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	-	*	*
Total service	-	-	1	0.17

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

Extension du périmètre de relevé du cadastre souterrain

Depuis le 1^{er} janvier 2025, l'Unité cadastre souterrain est en charge du relevé en fouille ouverte de l'ensemble du réseau d'eau potable (à l'exception des conduites d'aménées de Lavaux et du Pays d'En-Haut). Ces travaux étaient jusque-là effectués par 2 bureaux privés sur mandats du Service de l'eau.

Servitudes intéressant la Commune de Lausanne

Débutée fin 2023, la numérisation et mise à disposition sur le guichet cartographique interne des servitudes intéressant la Commune de Lausanne ont été finalisées en 2025. L'intégralité des assiettes de servitudes qui concerne la Commune en tant que propriétaire, ou autorité publique, est désormais disponible en ligne. Cette géodonnée, additionnée aux autres déjà présentes sur le guichet cartographique, permet une analyse géospatiale plus aisée pour tous les projets à incidence spatiale.

SORA v2

Dès 2024, à la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation européenne en matière de drone, toute organisation souhaitant utiliser des drones professionnels, notamment en milieu urbain, doit obtenir de l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) une autorisation spécifique «SORA» (Specific Operation Risk Assessment, ou plus simplement une autorisation d'exploitation) afin d'opérer des drones.

Le Service du cadastre a obtenu cette autorisation durant l'été 2024. Celle-ci étant toutefois très contraignante dans l'opérationnel, le service a travaillé en 2025 avec un bureau spécialisé afin d'obtenir une nouvelle autorisation permettant d'opérer des drones de manière plus pragmatique et rationnelle tout en respectant le cadre légal. Cette nouvelle autorisation a été délivrée en mai 2025.

Stratégie Géospatiale

Le service a initié une démarche visant à l'établissement d'une stratégie géospatiale au sein de l'administration. L'objectif étant d'établir avec les services producteurs et utilisateurs de géodonnées, ou de géoservices, une gouvernance claire des données et outils géospatiaux pour en maximiser le potentiel.

Principales activités 2025

Administration

L'Unité administrative du service constitue le point d'entrée pour la Direction LEA, le Secrétariat général LEA, ainsi que pour le Service du cadastre. L'unité propose un accueil et des prestations de qualité à la population lausannoise, ainsi qu'aux différents partenaires internes ou externes de la Commune, plus particulièrement dans le domaine de la géomatique. Cette unité de 2 personnes assure le soutien administratif pour le CADA et le SGLEA, favorisant une collaboration active et efficiente, notamment grâce à la mutualisation de l'accueil et de l'économat. Elle a également dirigé et mené à bien, durant l'année écoulée, la réorganisation de l'ensemble des bureaux afin de permettre l'aménagement de 2 salles de conférence supplémentaires et d'offrir de meilleures conditions de confort aux collaboratrices et collaborateurs.

Droit foncier et mensuration officielle

L'Unité droit foncier et mensuration officielle assure principalement 3 rôles: celui de spécialiste du droit foncier, celui de bureau de géomètre exclusif pour la Commune de Lausanne et celui d'autorité publique.

En tant que spécialiste du droit foncier:

- participation active au projet de développement du quartier Malley-Gazomètre sur les communes de Prilly et Renens notamment en matière de recherche de solutions foncières en lien avec le développement du Plan d'affectation;
- participation à la mise en place d'un cadre conventionnel avec les différents acteurs gravitant autour du pôle Chauderon, notamment dans le cadre du projet de développement du métro m3 (projet remanié en 2024);
- accompagnement du Service de l'urbanisme dans le cadre de l'étude et de l'élaboration des différents plans d'affectation pour les aspects fonciers, notamment dans le cadre du remplacement du Plan général d'affectation (PGA) et de l'élaboration du Plan d'affectation communal (PAcom) des territoires forains;
- négociations foncières (cessions de terrains, servitudes, etc.) dans le cadre des divers projets communaux, notamment le développement des cheminements de mobilité active;
- mise en œuvre de la stratégie de valorisation des parcelles communales «hors-ligne» laissée en jouissance à des tiers, décidée en 2023 avec l'Unité d'amélioration des prestations et d'innovation et une délégation municipale;
- membre de la Commission immobilière de la Commune;
- membre de la Commission d'information foncière cantonale du métro m3 (CIFm3).

Pour le rôle de géomètre de la Ville, il s'agit notamment de:

- établissement des extraits cadastraux légaux pour les besoins de la Commune, tels que plans pour les enquêtes publiques, plans de servitude pour le Registre foncier, plans pour mentions ou autres plans spéciaux;
- établissement des dossiers pour la mise à jour du plan du Registre foncier pour tous les biens-fonds communaux lors de nouvelles constructions ou de modifications de limites de parcelles;
- diffusion d'une base de plan cadastral à jour aux services communaux pour leurs besoins;
- détermination des lisières de forêts avec l'inspecteur cantonal dans le cadre de projets de la Ville ou dans le cadre de l'élaboration de plans d'affectation;
- établissement de diverses cartes ou plans sur demande des services communaux.

Pour le rôle d'autorité publique, il s'agit notamment de:

- gestion et diffusion des limites des constructions et des périmètres d'implantation nécessaires à l'implantation des nouvelles constructions;
- analyse et autorisation, conformément à la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), toutes les demandes de fractionnement de parcelles sur le territoire communal;
- participation à l'analyse des demandes de permis de construire en collaboration avec l'Office des permis de construire, notamment pour les aspects géométriques et fonciers (environ 530 affaires traitées);
- autorisation pour les réalisations d'ancrages dans le domaine public ou privé communal;
- contrôle de l'implantation des nouvelles constructions sur tout le territoire communal (environ 25 contrôles d'implantation et 40 contrôles de niveau de dalle de rez-de-chaussée effectués);
- recensement des sondes géothermiques forées dans le sous-sol lausannois (mesures sur place et recensement sur le guichet cartographique interne à l'administration, une trentaine de chantiers en 2025);
- attribution et gestion des adresses de bâtiments, notamment dans le cadre de la démarche de féminisation des noms de rues;
- gestion du répertoire et taxation des empiètements immobiliers sur le domaine public;

- suivi de la mise à jour permanente des nouvelles constructions sur le plan du registre foncier pour tout le territoire communal par délégation du Canton (en 2025, 48 rappels aux propriétaires, 32 mises en demeure).

Mensuration technique

L'Unité mensuration technique réalise des missions pour les besoins communaux tels que: levés topographiques, implantations, suivis de chantiers, acquisition d'images et vidéos par drone, mutations cadastrales, rétablissements de points limite, abornements, contrôles de stabilité d'ouvrages (murs, ponts, tunnels, etc.), relevés laser-scanner, modélisations 3D, etc.

Pour l'année 2025, quelques opérations particulières peuvent être listées à titre d'exemples:

- acquisition d'images par drone et modélisation 3D d'environnements construits (Plaines-du-Loup / PA2, Prés-de-Vidy, projets de constructions en collaboration avec ARLO), suivi de l'état sanitaire des arbres;
- acquisition de vidéos par drone à des fins de communication;
- mesures de déformations de la conduite de dérivation des eaux de la Louve dans le tunnel Tridel, ainsi qu'une conduite de transport d'eau pour le compte du Service de l'eau (EAU);
- suivis de chantiers: place de la Riponne, Maison de quartier des Plaines-du-Loup, Estacade avenue de Béthusy, Malley (Usine-à-Gaz);
- clôture des chantiers des Plaines-du-Loup, réservoir de Montalègre et mise à jour du cadastre après travaux;
- relevé laser-scanner 3D de l'Orangerie de l'établissement horticole du SPADOM;
- implantation et pose de gabarits;
- gestion du réseau de points fixes (PFP3) du territoire communal;
- contrôles de stabilité (tl, chantiers, ouvrages d'art et bâtiments communaux).

Cadastre souterrain

Mise à jour des réseaux et diffusion

L'Unité cadastre souterrain mesure, en fouilles ouvertes, la position de toutes les conduites (nouvelles et en service) situées sur le domaine public communal ou sur les propriétés communales, ainsi que les conduites appartenant aux services gestionnaires de la Commune de Lausanne, sur le domaine public et privé.

Pour répondre à une demande du Service de l'eau (EAU), le périmètre d'intervention a été étendu au 1^{er} janvier 2025, pour l'eau potable, à l'ensemble du réseau (excepté les conduites d'amenées du Lavaux et du Pays-d'Enhaut). Il s'agit de la troisième extension du périmètre.

- périmètre d'intervention – communes de Lausanne, Epalinges, Renens, Prilly, Jouxens- Mézery, Romanel-sur-Lausanne et Le Mont-sur-Lausanne, ainsi que l'ensemble du réseau d'eau potable (sauf exceptions);
- 4'100 interventions des équipes de terrain (4'100 en 2024), 37'000 points déterminés en planimétrie et en altimétrie (38'000 en 2024);
- une part de 8% de ces interventions est liée à l'extension du périmètre de levé pour le Service de l'eau (EAU);
- mise à jour des bases de données dans un délai généralement inférieur à une semaine;
- 1'600 commandes de géodonnées, semi-automatisées depuis cette année, délivrées généralement dans un délai d'une demi-journée (1'700 en 2024).

Dématérialisation des plans graphiques et amélioration des données

- numérisation du solde des plans de détail du réseau de chauffage à distance (CAD) et contrôle, en collaboration avec le Service patrimoine des Services

- industriels (PAT), ce qui a permis à l'ensemble des données d'être numérisées (58% par CADA et 42% par PAT);
- numérisation du réseau d'eau potable de la commune de Morrens et mesures complémentaires sur le terrain préalablement à la reprise du réseau par EAU au 1^{er} janvier 2026;
- amélioration continue des bases de données des réseaux de distribution et d'assainissement;
- reprise des données de SISOL-Synthèse-Electricité et mise à niveau des données dans LIDS-Electricité.

Méthodes d'acquisition des données

L'utilisation d'une nouvelle solution d'acquisition des données par photogrammétrie terrestre, en complément aux méthodes d'acquisition classiques par mesures à l'aide des différents systèmes Satellites (GNSS) ou mesures tachéométriques, dont les tests avaient été initiés en 2023, a été validée en fin d'année par la Municipalité. Le Service du cadastre pourra ainsi déployer cette solution dès 2026.

Goéland et guichets cartographiques

L'application Goéland est une solution web largement utilisée au sein de l'administration communale et mise à disposition du personnel sans coût de licence. Elle a été intégralement développée au sein du Service du cadastre, également en charge de la maintenance de l'application et des serveurs des guichets cartographiques externes et internes. L'interaction entre ces derniers et Goéland assure une disponibilité et une mise à jour continue de l'information administrative et géographique acquise par les services de la Ville.

Goéland fonctionne grâce à une infrastructure d'une dizaine de serveurs physiques sur une plateforme libre de virtualisation. Tous les composants serveurs s'appuient sur des briques logicielles standards éprouvées sous licence libre telle que Linux, Nginx, Postgres/PostGIS.

Durant l'année 2025, plus de 2'200 employées et employés de l'administration communale ont utilisé cette application. A fin 2025, 459'564 affaires (434'011 en 2024) sont traitées par plus de 30 services ayant collaboré pour plus de 2'154'937 prises de positions documentées (2'033'420 en 2024). Le volume documentaire atteint 2'264'773 documents électroniques indexés dans Goéland (2'142'991 en 2024), documents consultés plus de 17,7 millions de fois en interne.

Les réalisations marquantes de cette unité pour 2025 sont les suivantes:

En lien avec les systèmes d'informations géographiques (SIG):

- rédaction et transmission d'une note d'intention à la Direction LEA pour la stratégie géospatiale, menée en collaboration avec le SOI;
- finalisation de la migration de la solution de maintien de données MO vers rmDATA et développement de nouveaux outils QGIS pour la mensuration technique;
- maintien opérationnel, adaptation des produits standards et sécurisation des flux de données spatiales;
- conceptualisation et mise en production de projets QGIS (SPE, SPSL) accompagnées de la formation des utilisatrices et des utilisateurs, ainsi que la numérisation des espaces verts;
- mise en place de solutions de visualisation pour les réseaux (EAU, SIL) et réalisation de l'inventaire du parc immobilier de la Ville;
- automatisation des commandes de données via Extract et développement d'un flux FME pour la livraison standardisée (NORMAT2) au Canton de Vaud;
- lancement des analyses et discussions autour des solutions 3D pour les besoins d'urbanisme.

En lien avec le guichet cartographique de la Commune de Lausanne:

- migration du guichet cartographique interne sur l'infrastructure sécurisée du SOI;
- conversion du «Plan de Ville officiel» en SIG pour gestion dans QGIS avec export vers Illustrator;
- création d'un fond tuilé WMTS «Plan de Ville officiel»;
- évolution des couches MO «Couverture du sol» et «Objets divers»;
- publication des servitudes publiques sur le guichet cartographique public;
- ajout des couches «Espaces frais» et «Servitudes» de passages et de canalisations.

En lien avec le développement de l'outil Goéland:

- collaboration avec le SOI et transmission d'informations concernant la mise en œuvre de la 1^{re} étape de la note municipale «Avenir de la solution Goéland»;
- conception et déploiement d'une solution métier centralisée dédiée à l'inventaire et à la gestion géospatiale durable du patrimoine arboré de la Ville;
- création d'outils pour la gestion fine des types d'affaires, des nomenclatures et des transferts de rôles entre actrices et acteurs et autres interfaces d'administration;
- refonte de la gestion des droits (signatures électroniques, groupes de sécurité, profils multiples et délégation de droits);
- mise en œuvre de plusieurs nouveaux types d'affaires génériques;
- migration de toutes les VM de production dans l'infrastructure sécurisée du SOI;
- mise à jour critique du module de gestion des clubs sportifs pour garantir la continuité opérationnelle en attendant la migration vers la solution cible du SOI prévue pour 2026;
- développement de passerelles pour récupérer les données des formulaires Jaxforms «Annonce travaux» et génération automatiquement les affaires correspondantes dans Goéland;
- réalisation de vidéos de formation Goéland et promotion active de leur usage auprès des nouvelles collaboratrices et collaborateurs;
- publication en ligne des enquêtes publiques pour le Service du cadastre;
- numérisation et indexation de plus de 2'500 plans de mutation.

Service des gérances (GER)

Principales missions du service

Administration et gouvernance

- conduite et coordination des différents domaines du service;
- consolidation de la gouvernance du service et rationalisation de l'organisation;
- suivi des recommandations du Contrôle des finances de la Ville;
- représentation de la Commune dans des conseils d'administration de sociétés immobilières;
- support technique et logistique des applications informatiques métier;
- supervision de l'informatique du service dans sa globalité;
- suivi et maintenance du logiciel de gestion immobilière.

Ressources humaines

- gestion du personnel administratif et d'exploitation et accompagnement du développement organisationnel et managérial.

Patrimoines immobiliers

- gestion des immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL S.A.);
- gestion des immeubles du Fonds Edouard et Hortense Pache;
- gestion des immeubles du patrimoine financier de la Ville;
- gestion des places de parc du domaine privé communal et application du plan de mobilité de l'administration communale lausannoise (PML);
- administration et réindexation des droits de superficie distincts et permanents (DDP), ainsi que du suivi de l'évolution des contrats;
- gestion des immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville;
- exploitation technique et nettoyage des locaux de l'administration communale;
- soutien aux services communaux dans la recherche de solutions de location.

Finances

- enregistrement de toutes les écritures comptables du service ainsi que celles liées aux activités de gérance immobilière dans le cadre de la gestion de ses bâtiments et de ceux de services tiers;
- enregistrement de toutes les écritures liées aux activités de gérance immobilière ainsi que la gestion de la trésorerie des parcs immobiliers de la SILL S.A. et du Fonds Edouard et Hortense Pache dans le cadre de ses mandats de gestion immobilière;
- établissement des budgets et réalisation des boucllements intermédiaire et annuel des comptes de fonctionnement;
- contrôle des incidences financières des notes à la Municipalité, des préavis et des rapports-préavis.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Concierges	4.04	3.57	3.54	3.12
Direction	5.00	5.00	7.60	7.60
Finances	9.80	9.00	8.00	7.20
Intendance	30.00	29.83	30.00	29.23
Pat admin & rel. interservices	11.90	9.90	11.70	11.30
Patrimoines immobiliers	20.70	18.50	16.10	15.10
Total service	81.44	75.79	76.94	73.54

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-4.50

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Concierges	22	3.57	19	3.12
Direction	5	5.00	8	7.60
Finances	12	9.00	10	7.20
Intendance	66	29.83	62	29.23
Pat admin & rel. interservices	11	9.90	13	11.30
Patrimoines immobiliers	19	18.50	16	15.10
Total service	135	75.79	128	73.54

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Direction	2	1
Intendance	2	2
Total service	4	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	18	11
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	18	11

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	7
Décès	1
Démission	6
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	18

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	26	0.48	21	0.61
Auxiliaires mensualisé-e-s	16	8.03	8	2.13
Auxiliaires payé-e-s au forfait	4	*	4	*
Total service	46	8.51	33	2.74

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

L'année 2025 aura été marquée par la mise en place de la nouvelle organisation du service à la suite de la résiliation du mandat de gérance par la CPCL. Le Service des gérances a procédé à plusieurs déménagements internes qui ont permis de réunir les équipes de gérance avec une meilleure proximité et des locaux adaptés aux besoins du service. D'autre part, des nouveaux postes ont été créés afin de mieux répondre aux différents défis futurs. Ainsi, plusieurs postes ont été mis au concours: chef de domaine des patrimoines immobiliers, juriste, cheffe d'unité gestion immobilière, contrôleuse de gestion.

Finalement, une proposition de compensation financière du 2^e volet de la résiliation du mandat de la CPCL a été validé par la Municipalité.

Principales activités 2025

Administration, ressources humaines et gouvernance

Plusieurs faits marquants sont à relever:

- engagement d'un chef de domaine des patrimoines immobiliers au 1^{er} juillet 2025;
- création du poste de juriste et engagement au 1^{er} octobre 2025;
- création du poste de contrôleuse de gestion et engagement au 1^{er} janvier 2026;
- engagement de la cheffe d'unité gestion immobilière au 1^{er} décembre 2025;
- réaménagement des locaux et accompagnement du personnel dans ce changement.

Informatique

Hormis les tâches courantes liées aux applications métiers du service, les activités suivantes ont été développées en 2025:

- en collaboration avec le SOI et le prestataire, l'amélioration et la mise à niveau du logiciel Abalmmo et des composants ont été mis en place de manière échelonnée pendant l'année 2025, chaque instance installée a nécessité préparation, tests et déploiement, puis assistance et aide aux utilisatrices et utilisateurs, définitions de listes et rapports, spécifications et implémentation de besoins spécifiques;
- en collaboration avec le SOI, la poursuite de l'amélioration des outils de communication du service, en particulier ceux liés à l'éditique.

Domaine patrimoines immobiliers

Le domaine des patrimoines immobiliers est en charge de la gestion immobilière, du PML, des DDP, de l'accueil et de la coordination avec les locataires lors de travaux.

Patrimoine immobilier financier Ville (PIF)

L'unité est en charge de la gestion complète des mandats de tiers et du Patrimoine financier, qu'il s'agisse de location et de technique, y compris de l'établissement et du suivi des budgets annuels sur la base des options et décisions prises par les mandants.

Société Immobilière Lausannoise pour le Logement S.A. (SILL S.A.)

- le parc compte 663 logements et 88 nouveaux baux à loyer ont été établis en 2025, dont 42 pour des logements, la diminution par rapport à l'année précédente s'explique par la mise en valeur de la pièce urbaine B qui avait eu lieu en 2024;
- en termes de vacance, seuls 3 logements ont connu un mois de vacance durant l'année, dont aucun à ce jour;
- toutes les adaptations de loyer, à la hausse comme à la baisse, ont été effectuées conformément aux instructions de la propriétaire;
- la grande majorité des demandes des locataires des Plaines-du-Loup ont pu être résolues et/ou sont sous contrôle et le parc est géré à la pleine satisfaction de la propriétaire;
- tous les dossiers locataires et immeubles ont été numérisés et introduits dans Abalmmo.

Fonds Edouard et Hortense Pache (FDPA)

Le parc compte 13 logements, et 6 nouveaux baux à loyer ont été établis dont un local commercial.

Tous objets confondus, ces deux parcs totalisent 1'135 biens.

Patrimoine immobilier financier Ville (PIF)

Le Patrimoine immobilier financier est composé de 2'596 objets dont 247 sont gérés pour des services tiers. Il est composé de 758 logements, de 1'069 places de parc, de 427 objets commerciaux et de 342 autres objets (dépôts, garderies, jardins, etc.).

Au cours de l'année, 219 nouveaux baux à loyer ont été établis, tous objets confondus, soit près de 40% de plus que l'année précédente, 48 concernent des logements.

Plusieurs faits marquants sont à relever:

- frais sécuritaires – coûts significatifs en lien avec les phénomènes d'incivilités, de déprédations, de squat ou d'intrusion, etc., notamment sur les sites de la place de la Riponne 10, Malley, route Aloys-Fauquez 1, place de la Palud 5–7–10, rue de la Madeleine 1, etc. Des places de parc ont également dû être supprimées, notamment à Malley;
- places de parc – plusieurs actions menées, conformément aux décisions municipales en lien avec les mesures PSAF III. La révision des loyers des places de parc s'inscrit dans une démarche d'alignement progressif sur les prix pratiqués actuellement sur le marché. Cette revalorisation des places a été appliquée de manière graduelle;
- séances d'information aux locataires – plusieurs séances d'information ont pu être organisées avec des locataires pour les informer des futurs travaux de rénovation des immeubles de l'avenue du Temple 22, de l'avenue d'Echallens 15, de la route Aloys-Fauquez 54 et de l'avenue de Chailly 59;
- café de l'Hôtel de Ville – après la résiliation des locataires, un appel à manifestation d'intérêt pour une nouvelle exploitation temporaire a été lancé et a permis trouver un nouveau gérant qui a réouvert en décembre et ce grâce notamment à une étroite collaboration avec le Service d'architecture et du logement et le Patrimoine administratif;
- rue César-Roux 5 – les locataires qui le souhaitaient ont réintégré leur logement et tous les appartements ont pu être loués;
- place de la Riponne 10 – plusieurs locataires ont subi d'importantes nuisances et des demandes d'indemnités sont en cours de traitement;
- place de la Navigation 10 – l'ancienne garderie a été relouée à un bureau de designer dès le 1^{er} novembre 2025;
- projet de réaménagement des espaces publics de l'Ancien-Stand (SPADOM) – plusieurs places de parc ont dû être résiliées et des propositions de places de substitution ont été adressées aux locataires, en collaboration avec le Service des parcs et domaines;

- la numérisation des dossiers locataires et des immeubles est actuellement en cours.

Plan de mobilité (PML)

Pour le compte du PML, 1'204 baux sont gérés et 240 nouveaux baux à loyer ont été enregistrés sur l'année.

Le transfert de la gestion des places de parc de GER au SALV a été repoussé à avril 2026 à la demande du SALV.

Parcelles en droit distinct et permanent de superficie (DDP)

En 2025, 165 DDP ont été indexés et une vingtaine ont été créés, prolongés ou modifiés.

La numérisation de 90% du parc a été effectuée et introduite dans Abalmmo et sera terminée dans les premières semaines de l'année 2026.

Secteur accueil et information (SAI)

En 2025, l'accueil du service a reçu 3'511 personnes à la réception, répondu à 13'453 appels et réceptionné 39'968 courriels.

Domaine technique des patrimoines administratif et financier et relations interservices

Administration et secrétariat du domaine

Outre les prestations courantes, le secrétariat a mené à terme les actions suivantes:

- gestion immobilière – analyse de baux, conventions, recherches de locaux (BAVL, MAP, ST, SPSL), examen des notifications de hausse de loyer, soutien aux services communaux dans les démarches administratives avec les bailleurs;
- monitoring énergétique – extraction données énergétiques manquantes;
- organisation de formations – monitoring énergétique et technique, information sur l'OIBT;
- établissement de conventions avec les utilisateurs: Théâtre 12, Fondation de l'Opéra de Lausanne, Cathédrale 6, association Pyxis;
- suivi et traitement des demandes de prestations internes via la plate-forme;
- gestion des surfaces locatives;
- soutien au secrétariat de direction du service et aux autres unités du service.

Technique des patrimoines administratif et financier (TPAF)

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis, tout en absorbant les divers et imprévus.

Plusieurs faits marquants sont toutefois à relever:

- chemin de l'Ancien-Stand 18, UAPE de l'Ancien-Stand et chemin de l'Ancien-Stand 24, CVE de l'Ancien-Stand – suite à l'assainissement énergétique des immeubles par le propriétaire, réorganisation des différents secteurs à la demande du SCAJE soit le déplacement de la nurserie et d'une partie des trotteurs à l'UAPE et le déplacement des écoliers de l'UAPE chez les trotteurs du Centre de vie enfantine (CVE). Les locaux ont dû être aménagés en conséquence (adaptation des sanitaires par exemple);
- chemin de Boissonnet 43, Centre de la petite enfance (CPE) de Boissonnet – modification des canalisations des écoulements de la terrasse;
- chemin des Bossons 35, CVE des Plaines-du-Loup – divers travaux de mises en conformités des locaux demandés par le SCAJE, l'USST et l'OFCO;
- chemin du Camping 3, Camping de Vidy – participation à l'appel d'offres, analyses et choix du futur exploitant; état de situation et accompagnement avec le futur repreneur;

- place de la Cathédrale 2–4, Musée Historique de Lausanne – réalisation d'une étude dendrologique en vue des futurs travaux d'assainissement de l'isolation des combles;
- place de la Cathédrale 6, Association Pyxis – expertise des menuiseries extérieures en vue de la future réalisation de travaux d'assainissement énergétique;
- chemin de Champrilly 21A, CVE de Valency – représentation du MO dans le cadre des travaux de rénovation – suivi du problème de gestion de la production de chauffage et E.C. (sondes géothermies);
- place Chauderon 9 – réaménagement des locaux de GER; projet d'aménagement du Bureau lausannois pour les familles pour QJF;
- allée Ernest-Ansermet 3, Casino de Montbenon – audits sécurité et PEIK sur l'entier de l'immeuble, y compris la Brasserie de Montbenon – remplacement de l'éclairage (LED) des salles Paderewski et des Fêtes – en cours, étude du remplacement de la cuisine de la salle des Fêtes;
- rue Haldimand 8 – réaménagement complet de nouveaux locaux pour la cellule ARC;
- rue du Maupas 47 – travaux de rafraîchissement et remplacement des revêtements des sols dans différents locaux du rez-de-chaussée;
- parc Mon-Repos 1, Villa Mon-Repos – suivi et collaboration pour les travaux importants de rénovation des 1^{er} et 2^e étage;
- avenue de Montchoisi 35 – appui au bureau d'architectes pour l'aménagement d'un CVE et d'une UAPE de 69 places y compris suivi financier;
- chemin de Montelly 13, Centre de vie infantine (CVE) de Montelly – rénovation du secteur nurserie Sud pour répondre aux directives du SCAJE; installation d'un système de détection d'incendie;
- parc du Loup 9, Maison de Quartier des Plaines-du-Loup – suivi de mise en exploitation avant la reprise et la livraison du bâtiment;
- le Planemard 15, Ecole à la montagne (EM) Le Planemard – création d'une chambre froide et remplacement des armoires de congélation - modification des sanitaires du personnel de cuisine selon les demandes de l'OFCO – compartimentage anti-feu des installations d'extraction des hottes de la cuisine;
- rue du Port-Franc 18 – remplacement du revêtement de sol extérieur du patio - réaménagement des bureaux au 3^e étage – début des travaux de réaménagement des bureaux du rez-de-chaussée;
- chemin de la Prairie 5C, APEMS de Malley – réaménagement de la place de jeux;
- avenue Charles-Secrétan 2, APEMS de Béthusy antenne de Mon-Repos – travaux d'aménagement pour l'accueil d'un groupe de 12 enfants scolarisés en 1–2P;
- avenue de Sévelin 34, Les Docks – remplacement de la régulation MCR de l'installation de ventilation;
- Vallée-de-la-Jeunesse 1 – suivi du projet d'assainissement énergétique de l'enveloppe;
- chemin de Vers-chez-Bonjour 8–10, Ecole à la montagne (EM) Les Chevalleyres – remplacement de l'installation du monte-plats entre la cuisine et le réfectoire;
- rue Charles-Vuillermet 5, CVE de la Cité – création d'une terrasse et divers travaux de mise en conformité selon demandes du SCAJE;
- APEMS des Aubépines, APEMS de Riant-Pré antenne Vennes, APEMS de Boissonnet, APEMS de Malley, APEMS de Chailly et APEMS du Vanil – divers travaux de mise en conformité des locaux demandés par le SCAJE, l'ECA, l'OPC et l'OFCO;
- avenue de Beaumont 4–6–8 – suite à des problèmes d'humidité, suivi des travaux d'assainissement des locaux du rez-de-chaussée;
- chemin du Devin 21 – suivi de l'assainissement énergétique de la villa;

- chemin des Fougères 18 – mise en conformité des eaux pluviales et des eaux usées;
- rue Grand-Pré 3-5 – suivi pour la mise en conformité de la détection incendie et de l'éclairage de secours des bâtiments;
- rue de la Madeleine 28 – remise en état des pieds de façade à la suite d'un affaissement;
- place de la Palud 10 – amélioration des prescriptions feu du café de l'Hôtel de Ville et du théâtre et assainissement des locaux de stockage du café de l'Hôtel de Ville;
- chemin de Renens 16 – restauration des fenêtres patrimoniales (note *1*);
- place de la Riponne 10 – suivi pour la création d'un CrossFit, étude pour la création d'un local à poubelles;
- gestion des plans – mise à jour continue des plans des bâtiments des Patrimoines administratif et financier.

Secteur intendance

L'année a été marquée par:

- place Chauderon 4 – installation de serrures antipaniques sur les portes d'entrée côté cours, remplacement des tableaux de rappel de détection incendie;
- place Chauderon 9 – suivi des travaux de modernisation des sanitaires, remplacement des sources lumineuses et commandes dans l'ensemble des bureaux;
- place Chauderon 16, Tour Galfetti – suivi des dégâts d'eau dans le local des archives de la Bibliothèque par la pose de déshumidificateurs;
- rue du Port-Franc 18 – mise en place des mesures de régulation des températures et suivi de l'évolution (économies d'énergie);
- rue du Signal 46, Cantine de Sauvabelin – 19 locations effectives , 5 locations annulées.
- interventions et dépannages sur les sites de la place Chauderon 4-7-9-11, rue du Port-Franc 18, rue du Maupas 34, avenue de Sévelin 46, rue Centrale 7, rue Jean-Jacques Mercier 1 et rue des Terreaux 33; place Chauderon 9 – participation à la reprise du remplacement de l'ascenseur N° 1; Site de Chauderon – participation au concept de sûreté;
- gestion des badges – environ 1'000 mutations traitées y compris gestion des portes.

Finances

L'année 2025 a été caractérisée par l'amélioration continue et la mise en production décalée d'éléments essentiels au fonctionnement des logiciels Abalmmo et BDOC dans le cadre de la conduite administrative, locative, technique et comptable des immeubles, biens-fonds et droits de superficies en gérance. A fin 2025, l'unité a rattrapé l'établissement de tous les décomptes chauffage des années précédentes.

Comptabilité

Outre les traitements courants pour le service, l'année 2025 a été marquée par:

- l'utilisation de nouveaux modules Abalmmo (décompte de chauffage, gestion des honoraires, etc.) et l'amélioration de l'outil BDOC (éditique), mises en production échelonnées selon les spécificités de chaque nouvel outil, les formations des collaboratrices et collaborateurs et divers travaux d'adaptations des outils;
- l'utilisation du nouvel ERP de gestion des finances communales, Abacus, pour les comptes administratifs du service, la gestion des investissements et l'interfaçage des éléments Abalmmo;

- le travail du suivi et du nettoyage des comptes débiteurs, qui se poursuivra en 2026;
- le rattrapage de tous les décomptes de chauffage des saisons précédentes, reportés en raison de la mise en place du nouveau logiciel de gestion immobilière et manque de documents des autres régies ou fournisseurs;
- la maîtrise des remontées des données Abalmmo à Abacus;
- la clôture des exercices antérieurs 2019–2024;
- la remontée de version du logiciel Abalmmo;
- la réorganisation de l'équipe comptabilité et la mise en place des procédures de contrôles.

Service d'architecture et du logement (ARLO)

Principales missions du service

Le Service d'architecture et du logement est constitué de 3 domaines:

- systèmes, opération et support;
- logements d'utilité publique et établissements publics;
- architecture et bâtiments.

Il accomplit les missions suivantes:

- gestion des opérations de planification et de construction des bâtiments communaux;
- développement et mise en œuvre de la stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine immobilier de la Ville et de tiers;
- mise en place de la politique communale du logement et de l'habitat et garantir sa mise en œuvre;
- mise en cohérence des différentes politiques publiques autour du bâti (développement durable, assainissement énergétique, accessibilité universelle, accompagnement des locataires, politique de prix, préservation du patrimoine, etc.);
- accompagnement de la rénovation de logements et la création de logements d'utilité publique sur tout le territoire lausannois;
- pilotage et mise en œuvre la politique des établissements publics;
- gestion de l'attribution des logements subventionnés et contrôlés;
- prévention des accidents liés au domaine public, en application de l'obligation légale régie par le Règlement cantonal de prévention des accidents dus aux chantiers .

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Architecture & Bâtiments	27.30	23.90	26.50	24.70
Cellule Prévention accidents	–	–	2.00	2.00
Direction ARLO	2.20	1.60	2.20	1.80
Log. util. publ. & Etabl. Publ	14.00	14.00	14.00	13.00
Syst., Op. et Supp.	7.80	7.80	8.60	8.60
Total service	51.30	47.30	53.30	50.10

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	2.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Architecture & Bâtiments	26	23.90	27	24.70
Cellule Prévention accidents	-	-	2	2.00
Direction ARLO	2	1.60	2	1.80
Log. util. publ. & Etabl. Publ	16	14.00	15	13.00
Syst., Op. et Supp.	9	7.80	10	8.60
Total service	53	47.30	56	50.10

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Architecture & Bâtiment	1	2
Total service	1	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	3	4
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	3	6

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	3

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	1	0.58	1	1.00
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	1	0.58	1	1.00

* information indéterminée car à la tâche

Formation

En 2025, un 2^e apprenti dessinateur a rejoint le service. Une apprentie employée de commerce a également rejoint le Domaine du logement. Le service a accueilli 3 jeunes écoliers pour des

stages «découverte» du métier de dessinateur en architecture d'une durée de 3 jours et 10 autres en partenariat avec le Service du cadastre.

Evènements marquants

Avec le doublement, voire plus, des projets à traiter liés aux 50 objets d'assainissements énergétiques et au programme scolaire, il a été nécessaire de revoir l'organisation du service et plus particulièrement celle du Domaine architecture et bâtiment. Cette refonte a permis la mise en place d'une organisation de suivi par processus qui renforce l'agilité en décloisonnant la structure hiérarchique et permet une meilleure répartition des charges. Les principes de cette nouvelle organisation ont été validés pour une mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2026.

Mi-mai, le service a passé avec succès l'audit de surveillance de ses activités de gestion des projets de construction selon les exigences de la norme ISO 9001. Aucune déviation n'a été identifiée.

Début juillet, la Cellule prévention des accidents dus aux chantiers (PREVACC) a été transférée du SGLEA à ARLO. Cette cellule est directement rattachée à la direction du service.

Principales activités 2025

Concours

Le service et la conseillère municipale ont participé en tant que membres professionnels du jury du concours du collège de Béthusy, concours de projets d'architecture et d'ingénierie civile pour l'extension du collège. Le concours pour le nouveau collège de Beau-Rivage, concours de projets d'architecture, d'ingénierie et du paysage pour la réalisation d'un nouveau bâtiment de 18 classes, d'une antenne administrative et une salle de gymnastique simple VD2 a été lancé.

Développement durable

Le service est très sensible à la construction durable et les thématiques connexes (matériaux biosourcés, réemploi, énergies renouvelables, etc.) sont intégrées dans les pratiques et les processus. Le réemploi est déployé dans les projets, en particulier celui de l'Auberge de Sauvabelin, et les nouvelles réalisations intègrent les matériaux biosourcés.

Le service est impliqué dans plusieurs structures et missions, à savoir le COPIL Biodiversité. Il coordonne les assainissements énergétiques et est invité au COPIL Lausanne rénove. Il accompagne en tant qu'expert métier l'élaboration des directives de construction circulaire pour la Ville de Lausanne et est répondant pour la Direction LEA pour l'accessibilité universelle.

Systemes, opérations et support (SOS)

Juridique et marchés publics (JMP)

L'unité renseigne, conseille et accompagne les services maîtres de l'ouvrage pour les questions juridiques et administratives. Plus de 120 adjudications ont été élaborées en 2025 et 2 recours ont été déposés.

- le premier, contre la décision d'adjudication des travaux d'étanchéité pour la rénovation du centre funéraire de Montoie, a été admis par le Tribunal demandant d'adjudger ces travaux à l'entreprise recourante;
- le second concernait la décision d'adjudication des travaux d'assainissement des bétons pour la rénovation des bâtiments de l'Expo 64 à la Vallée de la Jeunesse. A la suite du constat que les offres déposées n'étaient plus valables au moment de l'adjudication, la Municipalité a ainsi révoqué sa décision et interrompu la procédure.

Statistiques (STAT)

Logements vacants

L'enquête annuelle, effectuée auprès de 191 gérances conformément aux instructions du Canton, a permis de dénombrer 476 logements vacants (à louer et à vendre) au 1^{er} juin 2025. Ce résultat se traduit par un taux de vacance provisoire de 0.58%, soit une augmentation de 0.04 points de pourcentage par rapport au taux consolidé de 0.54% pour l'année 2024. Au niveau cantonal, le taux de pénurie est de 0.89% pour l'année 2025, soit une baisse de 0.07 points de pourcentage par rapport au taux de 0.96% pour l'année 2024.

Registre cantonal des bâtiments (RCB) et statistique de la construction (BauStat)

Sur la base du registre cantonal vaudois des bâtiments (RCB), le parc de logements lausannois totalise, en décembre 2025, 82'700 logements compris dans 8'920 bâtiments, recensés et mis à jour par l'Unité statistiques. Ce résultat se traduit par une progression de 0.31%, soit 257 logements supplémentaires par rapport à 2024. Le parc de logements d'utilité publique totalise 11'067 logements, représentant 13.38% du parc lausannois.

Logements d'utilité publique et établissements publics (LUP ET EP)

Office communal du logement (OCL)

Unité logements à loyers modérés (LLM)

En 2025, 2'969 dossiers d'inscription ont été réceptionnés (état au 30 novembre), le volume est stable par rapport à 2024 (2'938 dossiers). Sur ce total, 2'436 attestations d'inscription ont été établies et 200 demandes ont fait l'objet d'un refus.

Depuis le 1^{er} juin 2025, la liste des logements LLM disponibles est accessible par QR code ou lien internet uniquement aux usagères et usagers disposant d'une attestation délivrée par l'unité. La possibilité d'obtenir une liste papier au guichet demeure. Ainsi, la fréquentation du guichet a diminué, avec une moyenne de 772 passages par mois (contre 875 en 2024), soit environ 38 passages quotidiens.

Les gérances partenaires ont transmis 785 dossiers de candidates et candidats retenus pour l'attribution d'un logement, en vue de l'obtention de l'autorisation nécessaire à l'établissement du bail. Au final, ce sont 335 baux qui ont été conclus.

La commission de dérogation a reçu, analysé et traité 24 demandes au cours de l'année.

L'année a été marquée par le développement et la mise en production du remplacement du logiciel métier (Cogitas) pour l'unité LLM. La mise en œuvre de ce nouveau logiciel (Galion) a représenté une charge de travail importante. Un formulaire en ligne (Jaxforms) a également été mis en place, permettant aux usagères et usagers de déposer leurs demandes d'inscription ou de renouvellement de manière dématérialisée.

Contrôle des conditions d'occupation

Les contrôles des conditions d'occupation ont porté sur 1'346 logements en 2025, soit presque le double de l'année précédente (713 logements). Dans la grande majorité des cas, les conditions d'occupation étaient respectées. Lorsque celles-ci ne l'étaient plus, 197 baux ont été résiliés, dont 125 en raison de revenus dépassant les plafonds autorisés, 61 pour sous-occupation notoire et 11 pour non-respect du devoir d'information et de révision. À la suite de ces résiliations, 144 conventions de prolongation de bail ont été établies. Par ailleurs, 49 audiences se sont tenues devant la Commission de conciliation et 15 réclamations contre des décisions de l'OCL ont été traitées par le service.

Unité communale de préservation du parc locatif

Les collaboratrices et collaborateurs de l'unité assurent le suivi des dossiers relevant de la Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL), notamment dans le cadre de l'analyse des demandes de permis de construire. En 2025, 650 dossiers, comprenant les volets «travaux» et «aliénations», ont été transmis à l'unité.

Chaque préavis adressé à la Direction générale du territoire et du logement a été assorti de conditions visant à garantir un contrôle du revenu locatif pour des durées de 3, 5 ou 10 ans. Ces exigences contribuent à préserver l'accessibilité du parc locatif et à assurer la conformité des projets avec les objectifs de la LPPPL.

L'unité a par ailleurs été sollicitée par différents services communaux pour apporter son expertise sur des questions liées à la LPPPL et a contribué à l'élaboration d'une stratégie visant à lutter contre la soustraction de logements du parc locatif par le biais de plateformes de location de courte durée de type Airbnb.

Politique du logement et de l'habitat (PLH)

Assistance et coordination aux locataires

En 2025, le nombre de sollicitations est resté stable, avec près de 50 nouvelles demandes d'aide. Les dispositifs d'accompagnement ont pu être étendus aux immeubles préemptés, permettant d'adapter les loyers aux capacités financières des ménages à bas revenus.

Projet pilote «Echange d'appartements face à la pénurie de logements»

Jusqu'en août 2025, l'Unité PLH a conduit un projet pilote d'échange d'appartements, mené en partenariat avec la SILL S.A. et avec le soutien de la Confédération dans le cadre du programme fédéral «Habitat et logement durables» (2023–2024).

Basé sur la participation volontaire, ce projet visait à optimiser l'utilisation du parc locatif tout en améliorant la qualité de vie des ménages concernés. Il a permis à des seniors en situation de sous-occupation de déménager dans des logements plus petits et adaptés au vieillissement à domicile, et à des familles en suroccupation d'accéder à des logements correspondant à leurs besoins. Pour certains seniors occupant déjà un logement de taille adéquate, des travaux d'adaptation ont été réalisés afin de favoriser le maintien à domicile. Le projet a permis d'améliorer 7 situations, dépassant les objectifs initiaux fixés entre 4 et 6 cas.

Soutien au logement étudiant

Depuis 2008, la Ville soutient la Fondation Solidarité Logements pour les Étudiants tant financièrement que par la mise à disposition facilitée d'environ 145 chambres étudiantes. En 2025, la Commune a renouvelé son soutien à la Fondation par une subvention de CHF 42'000.–. Dès 2026, ce soutien sera formalisé par deux subventions pluriannuelles de cinq ans, pour un montant total de CHF 35'000.– par an.

Soutien aux coopératives et développement d'habitats innovants

Également depuis 2008, la Ville soutient l'Association écoquartier à hauteur de CHF 30'000.– par an. Ce soutien a été renouvelé pour la période 2026–2029 afin d'assurer la continuité de l'accompagnement participatif et durable des écoquartiers du projet Métamorphose, notamment aux Plaines-du-Loup (étape 2) et dans les futurs quartiers des Jardins de Vidy, Vidy La Romaine et Malley-Gazomètre.

L'Unité PLH a également poursuivi l'accompagnement des attributions de logements à parts sociales sur le site de Pra-Roman (Coopérative de l'habitat associatif – Codha) ainsi que le contrôle des attributions de logements à loyers régulés, sur la base des critères fixés dans les actes constitutifs de DDP.

Suivi des immeubles préemptés

Malgré l'absence de nouvelles préemptions en 2025, l'Unité PLH a assuré le suivi des 16 immeubles préemptés jusqu'en 2024, gérés par des gérances externes ou par le Service des gérances. Elle a pris en charge la remise en location de 18 logements en partenariat avec les gérances concernées. Les démarches de reconnaissance cantonale ont abouti à la reconnaissance de 7 immeubles préemptés représentant 114 logements à loyer abordable. À la fin de l'année 2025, l'ensemble des immeubles préemptés avait obtenu cette reconnaissance. Le recensement global fait état de 11'067 logements d'utilité publique sur le territoire communal.

Implication dans les Conseils d'administration et de fondation œuvrant pour des logements d'utilité publique

La Commune est représentée par 4 collaboratrices et collaborateurs dans 30 sociétés afin de promouvoir et contrôler les logements d'utilité publique. La Commune a renouvelé, avec le Canton, les aides à la pierre en faveur de deux projets de logements d'utilité publique: la reconstruction du site des Bordes-Crêtes par la SCHL, comprenant 105 logements (34 LLM et 71 LLA) dont le préavis doit encore être adopté par le Conseil communal, et l'assainissement énergétique des immeubles de la route de la Clochette 16 A–B–C appartenant à la FLCL.

Etablissements publics en mains communales

L'année 2025 a été marquée par plusieurs projets et événements importants concernant les établissements publics communaux.

- le restaurant La Vaudaire, à Vidy, a été fermé de janvier à avril afin de permettre la réalisation de travaux d'entretien et d'amélioration;
- le projet de l'Auberge de Sauvabelin, accepté par le Conseil communal en mars 2025 (préavis N° 2024/53), attend la délivrance du permis de construire;
- validation en novembre 2025 pour la poursuite du projet de transformation de l'Hostellerie des Chevreuils à Vers-chez-les Blanc en établissement psychosocial médicalisé, en collaboration avec la Fondation Praz-Soleil;
- validation du choix d'un nouvel exploitant, Camping Lodge AG pour le Camping de Vidy à l'issue d'un appel d'offres. La reprise, prévue sous la forme d'un DDP de 40 ans, fait l'objet du préavis N° 2025/46 qui sera soumis au Conseil communal début 2026;
- fermé en juin 2025 par ses exploitantes actives depuis 29 ans, le Café de l'Hôtel de Ville a quant à lui rouvert en décembre 2025 à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt pour une nouvelle exploitation temporaire;
- une trentaine d'établissements publics communaux ont enfin bénéficié de nouvelles pages web, améliorant leur visibilité et ouvrant de nouvelles perspectives de collaboration.

Architecture et bâtiments (ARBA)

Les prestations fournies comprennent pour l'essentiel:

- la gestion des opérations de planification et de construction des bâtiments communaux;
- le pilotage et la gestion des constructions;
- le développement et la mise en œuvre de la stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine immobilier communal et de tiers;
- la mise en cohérence des différentes politiques publiques autour du bâti;
- le pilotage des affaires de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL) en tant que délégué maître d'ouvrage(DMO).

Les affaires traitées sont de nature variée dans le type de programme et la complexité des projets. Il peut s'agir de la construction d'un nouvel équipement, de la transformation d'un bâtiment à haute valeur patrimoniale (comme le cinéma Capitole), de la construction ou de la rénovation d'une école et de la mise en conformité technique et énergétique d'un immeuble locatif.

Le nombre d'affaires sous gestion en 2025 a été le suivant:

Type de patrimoine	Phase du projet					
	Etudes de faisabilité	Appel d'offre	Etudes	Réalisation	Mise en service	Total
Financier	10	2	12	–	–	24
Administratif	4	4	6	2	4	20
Total Ville	14	6	18	2	4	44

Assainissement énergétique

En 2025, 8 dossiers de demande d'autorisation ont pu être déposés mais aucun permis de construire n'a encore été délivré. Un bilan a été fait à ce sujet, notamment à propos de la durée de traitement et des charges émises par les services techniques. Un autre élément important à prendre en compte est l'augmentation des contraintes patrimoniales pour les bâtiments classés en note *3*. Une rencontre avec la DGIP-DMS au Canton a permis de formuler des principes d'intervention pour ces objets. Dans le cadre de cette mission, le domaine a :

- obtenu le crédit d'investissement pour le 2^e lot d'assainissement de 23 objets du patrimoine financier de GER (Préavis N° 2025/26 «Octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 48'400'000.– pour le 2^e lot d'assainissement énergétique et réorientation de la stratégie»;
- démarré la planification des appels d'offres pour les objets du préavis N° 2025/26;
- lancé les études préliminaires sur 7 objets du préavis N° 2025/26;
- poursuivi le pilotage de la phase d'étude des objets du Préavis N° 2023/01 «Octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 74'680'000.– pour la mise en place d'une stratégie d'assainissement et pour une première étape, premier lot, d'assainissement énergétique et de rénovation des bâtiments de la Ville de Lausanne»;
- déposé les dossiers de demandes d'autorisation de construire pour 8 objets du préavis N° 2023/01 et accompagné GER dans les premières séances d'information aux locataires;
- mené les réflexions avec le BCD-Plan Climat, sur une réorientation de la stratégie d'assainissement de manière à inclure dans un 3^e lot les objets du Patrimoine administratif et ainsi tenir compte des grands consommateurs de ce patrimoine;
- état du financement des affaires traitées des patrimoines administratifs et financiers.

A la fin de l'année, le portefeuille géré s'élevait à CHF 577'412'850.– et le nombre d'affaires y relatif est de 109. Les mandats actifs sont au nombre de 90.

Affaires en portefeuille	2024 en CHF	2025 en CHF
Crédits à voter		54'047'000.–
Crédits votés		370'319'804.–
Total		424'366'804.–

L'augmentation significative du portefeuille financier est liée au démarrage des grands projets tels que les collèges du Vélodrome, de Montriond et de La Sallaz. Les crédits d'investissement y relatifs seront votés dès 2026.

Répartition de l'ensemble des mandats

Mandats	Nb	2024 en CHF	Nb	2025 en CHF
Externes – bureaux privés	55	310'036'804.–	63	301'205'000.–
Internes – ARLO	23	24'420'400.–	27	23'193'400.–
Total	78	334'457'204.–	90	324'398'400.–

Le nombre d'affaires traitées a augmenté en 2025. Concernant l'état d'avancement des projets, 80% se trouvent dans la phase d'études préliminaires ou en phase d'études de projet, les 20% restants sont en cours de réalisation ou d'achèvement, y compris la phase de gestion des travaux de garantie.

Les dépenses et les montants engagés par le domaine pour les études et réalisations des projets s'élèvent à CHF 29'430'000.– pour l'année 2025. La diminution du montant des dépenses s'explique par la fin des travaux des grands projets et le nombre significatif de projets en phase d'études.

Patrimoine de la CPCL

Conformément au mandat de «Délégué à la maîtrise d'ouvrage», une analyse portant sur 24 bâtiments a été réalisée incluant des futurs travaux d'assainissement énergétique et technique. Une stratégie de rénovation a été établie avec la Direction de la CPCL avec une priorisation des travaux. Un chiffrage de tous les bâtiments à rénover dans les 10 ans a été mis à jour et intégré dans le plan des investissements 2026–2035, que la CPCL a validé fin 2025.

Type de patrimoine	Phase du projet					
	Etudes de faisabilité	Appel d'offre	Etudes	Réalisation	Mise en service	Total
Tiers (CPCL)	-	8	4	2	14	24

Cellule Prévention des accidents

La cellule se compose de deux chargés de sécurité, spécialisés dans les domaines de la construction et de la sécurité des chantiers. Elle intervient en amont lors de l'examen des plans de construction par l'inscription de charges au permis de construire et, dans le cadre de ses missions quotidiennes, par la validation des plans d'installation ainsi que par le contrôle des dispositifs de sécurité, principalement orientés vers la protection du public.

En 2025, le nombre de chantiers (sur la voie publique, constructions, rénovations, etc.) sur le territoire communal a été très important (326 analyses de dossiers soumis à un permis de construire et 662 annonces de travaux non soumis à l'obtention d'un permis de construire, mais impactant le domaine public), avec une légère diminution des accidents, avec un cas mortel à déplorer.

En complément de ses missions habituelles, la cellule constitue un acteur majeur dans l'accompagnement et le suivi de travaux de génie civil, tels que le chantier de la gare, le tram T1, les travaux du parking de la Riponne, entre autres, ainsi que dans le cadre des travaux liés à l'extension du réseau du chauffage à distance (CAD).

Tableau contrôle des grues et accidents

Années	2023	2024	2025
Contrôle de grues	27	25	24
Accidents sur les chantiers nécessitant l'intervention de Police Secours	12	17	14

Service des parcs et domaines (SPADOM)

Principales missions du service

- mise en œuvre d'une politique d'agriculture urbaine, de nature, du paysage et d'aménagement de l'espace public;
- entretien du patrimoine vert (360 ha de parcs, 1'900 ha de forêts, 770 ha de terres exploitées par l'agriculture, 35 ha de vignes et 5 cimetières) dans une recherche de cohérence et de consensus entre les besoins du public et les aspects écologiques, esthétiques et économiques;
- application des règlements de protection des arbres sur l'ensemble du territoire communal;
- préservation de l'attractivité sociale, culturelle et esthétique des espaces verts;
- mise à disposition de compétences professionnelles dans le cadre d'études d'aménagements verts et de groupes de travail internes à l'administration communale.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Agriculture & Gest. Territoire	2.40	2.40	2.40	2.40
Arbres	1.80	1.80	1.80	1.80
Ateliers	21.80	20.80	25.00	23.00
Bureau Esp. Public & Paysage	10.95	10.05	12.55	12.15
Cimetières	32.25	32.25	31.25	31.25
Conduite des Parcs	2.00	2.00	4.00	4.00
Direction – RH – Admin	22.10	21.60	22.80	22.20
Entretien bâtiments & Infrastructure	2.00	2.00	–	–
Etablissement horticole	10.80	10.80	9.80	8.80
Forêts	15.65	15.65	19.55	18.35
Nature	4.70	4.70	4.70	4.60
Parcs – sect. Est	45.40	43.40	43.90	41.70
Parcs – sect. Ouest	40.90	40.90	40.90	39.90
Parcs – sect. Sud	51.20	49.40	49.40	48.15
Police des chiens & Projets	2.00	2.00	–	–
QSSE	1.80	1.80	1.80	1.80
Vignobles	*10.00	10.00	11.00	10.00
Total service	267.75	271.55	280.85	270.10

* Poste 8557 gelé 01.09.2024

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	13.10

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Agriculture & Gest. Territoire	3	2.40	3	2.40
Arbres	2	1.80	2	1.80
Ateliers	21	20.80	23	23.00
Bureau Esp. Public & Paysage	11	10.05	13	12.15
Cimetières	34	32.25	33	31.25
Conduite des Parcs	2	2.00	4	4.00
Direction – RH – Admin	25	21.60	26	22.20
Entretien bâtiments & Infrastructure	2	2.00	–	–
Etablissement horticole	11	10.80	9	8.80
Forêts	17	15.65	20	18.35
Nature	7	4.70	6	4.60
Parcs – sect. Est	44	43.40	43	41.70
Parcs – sect. Ouest	42	40.90	41	39.90
Parcs – sect. Sud	51	49.40	50	48.15
Police des chiens & Projets	2	2.00	–	–
QSSE	2	1.80	2	1.80
Vignobles	10	10.00	10	10.00
Total service	286	271.55	285	270.10

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Ateliers	–	1
Bureau Esp. Public & Paysage	1	–
Cimetières	2	2
Direction – RH – Admin	3	3

Etablissement horticole	2	–
Forêts	4	2
Parcs – sect. Est	2	3
Parcs – secteur Ouest	2	3
Parcs – secteur Sud	3	3
Vignobles	2	2
Total service	21	19

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	19	15
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	19	15

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	10
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	1
Total service	19

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	13	0.51	16	0.76
Auxiliaires mensualisé·e·s	17	5.14	11	4.31
Auxiliaires payé·e·s au forfait	1	*	1	*
Total service	31	5.65	28	5.07

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

En 2025, l'Unité vignobles a été réorganisée et est désormais dirigée par un seul responsable en charge de la gestion des 2 vignobles en Lavaux et à La Côte. Le Service des parcs et domaines (SPADOM) a ensuite vécu au rythme de la Fête fédérale de gymnastique: fourniture de bois des forêts communales pour les infrastructures, aménagement d'un gigantesque camping pour accueillir les gymnastes à l'Etablissement horticole et remise en état des terrains de sports utilisés pour les compétitions. Au mois de septembre, la première étape du quartier des Plaines-du-Loup a été finalisée avec l'inauguration des espaces publics notamment, aménagés par le SPADOM.

Principales activités 2025 pour le service

Mars	— le domaine des Saugealles est désormais sociétaire de la Fromagerie du Haut-Jorat. Cette adhésion marque une étape importante pour le domaine, dont le lait de ses vaches peut désormais intégrer la fabrication du célèbre Gruyère AOP;
Mars	— 13 ^e édition de la Fête de la forêt; — la couverture arborée, appelée canopée, atteint désormais 24.3%. Ce chiffre est le résultat du vol Lidar effectué en 2024;
Mai	— 5 ^e Marché aux plantons organisé par la Ville en collaboration avec ProSpecieRara; — 6 ^e édition du #LausannePlogging au parc Mon-Repos; — vins d'été et producteurs d'ici, les Domaines de la Ville organisent un événement alliant vins estivaux et spécialités locales dans les serres de l'Établissement horticole de Lausanne; — 7 ^e édition du Concours nature en ville; — Lausanne fête la Nature en ville à la Maison de quartier de la Pontaise;
Juin	— 77 ^e Fête fédérale de gymnastique, le SPADOM s'est investi pleinement pour que la fête soit belle, par l'aménagement du camping de l'Établissement horticole, la remise en état des terrains de sport, la fourniture de bois, une sculpture en bois d'une gymnaste; — inauguration du jardin Enrique-Henriette-Favez à Ouchy;
Juillet	— inauguration du réservoir de Montalègre et de son jardin public. Aménagement d'une nouvelle promenade et un d'un nouveau parc;
Septembre	— la Ville se joint au projet Water Lover Challenge et propose, à son échelle, une collecte solidaire de ramassage de mégots au bord du lac; — 13 ^e édition du Marché d'automne en collaboration avec ProSpecieRara, avec comme invité d'honneur Prométerre;
Octobre	— 25 ^e édition d'«Un arbre, un enfant»;
Décembre	— 223 ^e Mise des Vins à l'Hôtel de Ville.

Administration, finances, communication, projets et ressources humaines (RH)

Administration

L'Unité administrative soutient la direction et les divisions du service en matière de correspondance, de suivi décisionnel, d'organisation et d'optimisation des processus. Elle gère également les activités et le suivi administratif découlant des adjudications dont la quantité a régulièrement augmenté au cours des 3 dernières années, les réponses à donner au public et le suivi administratif des requêtes en abattage. Elle a aussi la charge de la gestion administrative des refuges de la Ville. Au printemps 2025, l'unité a repris la gestion des deux refuges Charlotte-Olivier, en sus de celui des Saugealles dont elle assure la gestion depuis sa construction.

Finances et comptabilité

L'Unité finances et comptabilité assure le suivi des dépenses et des recettes, accompagne les divisions pour les analyses financières, l'élaboration du budget et pour le bouclage des comptes. Le suivi des crédits d'investissement est aussi centralisé à l'Unité finances et comptabilité. Depuis un an, l'unité assume la gestion des terres. Cela inclut la gestion des stocks, le traitement des commandes internes ainsi que de la facturation correspondante. Elle assure également un suivi rapproché des activités liées à la commercialisation des Vins de Lausanne et des manifestations organisées par le service.

Projets

L'Unité projets est la mise en pratique du principe de transversalité du service puisque toutes les divisions peuvent faire appel à elle pour mener certains de leurs projets stratégiques ou opérationnels, nécessaires à la concrétisation du programme de législature. En 2025, plusieurs projets de réorganisation internes ont été conduits par cette unité.

Promotion et événements

La mission de l'Unité promotion et événements est de mettre en valeur les projets, les produits et les événements du service. Qu'il s'agisse d'élaborer des stratégies de promotion, d'organiser des conférences de presse, de rédiger des communiqués, des publications sur les réseaux sociaux, de créer des flyers, de gérer la logistique des événements, elle œuvre étroitement avec toutes les divisions du service. Elle est aussi chargée de la communication interne du service. En 2025, elle a documenté le suivi de nombreux chantiers de plantations au centre-ville.

Ressources Humaines

L'Unité ressources humaines a géré les affaires du personnel du service, incluant notamment le suivi de situations problématiques de santé et la gestion de l'absentéisme tout en assurant la coordination de 20 apprenties et apprentis, 36 stagiaires et 29 auxiliaires.

L'unité a également géré plusieurs projets RH tels que la mise en œuvre du nouveau référentiel de compétences et du nouveau processus des entretiens de collaboration et la gestion de la relève et des talents.

Qualité, santé, sécurité et environnement

L'Unité qualité, santé, sécurité et environnement (QSSE) veille à la qualité des prestations et à l'amélioration continue en proposant et en organisant la formation continue du personnel en matière de sécurité et de santé au travail. Cette unité réalise également des audits et soutient la direction et les divisionnaires dans les domaines QSSE. En 2025, elle a réalisé le bilan environnemental du service et a fixé des objectifs de réduction des impacts avec la direction. L'unité participe également à l'organe de coordination de santé et sécurité au travail de la Commune.

Domaines et Patrimoine

Agriculture

L'année 2025 rapproche encore un peu plus de l'échéance donnée par le préavis sur la politique d'agriculture urbaine adopté en 2018 et le passage à l'agriculture biologique pour l'entier des parcelles mises à disposition des locataires (2030). Des avenants aux différents baux à ferme rappelant les délais de reconversion ont été établis. La rénovation globale du bâtiment principal de la ferme de Rovéréaz a débuté et se terminera en 2026. Le but de ces transformations est de mettre à disposition de l'exploitation maraîchère biologique de Rovéréaz un bâtiment aux normes et pouvant accueillir des locaux de transformation, de stockage, de vente et d'accueil de la population sur cette ferme aux portes de Lausanne. La poursuite de la politique agricole urbaine est assurée au travers de l'adoption du second préavis sur la politique d'agriculture urbaine.

En 2025, un nouveau plantage a été créé à Primerose. Situé sous-gare, ce site devient ainsi le 10^e plantage associatif lausannois. Le plantage d'Aoste, quant à lui, a fait peau neuve: la terre a été remplacée, les parcelles et les espaces communs ont été réaménagés. Les plantages au cœur du quartier des Plaines-du-Loup ont été remis à l'Association Les Champs du Loup. Au total, la ville compte 27 plantages.

La réalisation des jardins de poche s'est poursuivie avec 6 nouveaux projets et l'agrandissement de 6 projets existants.

La cartographie des fruitiers en libre accès pour le glanage a été mis en ligne. Une subvention pour la création de toitures potagères est désormais disponible pour les propriétaires privés.

La Ville a lancé au mois de novembre un programme de subventions pour encourager la création de toitures potagères.

Vignobles

L'année 2025 a été marquée par un magnifique millésime, malgré les précipitations soutenues de fin août à mi-septembre.

Il s'agit du premier millésime certifié bio-Suisse sur l'ensemble des 5 domaines.

La nouvelle organisation des Vignobles s'est mise en place, permettant de travailler avec efficacité, en mettant en avant une volonté qualitative commune. Les vinifications sont maintenant suivies par le même conseil œnologique en Lavaux et à La Côte.

La qualité du millésime 2024 est appréciée et reconnue par de nombreuses médailles lors des différents concours.

La Ville se lance dans les bouteilles réutilisables BottleBack. Deux vins nature sont commercialisés avec ce système et trois vins en bouteilles de 50 cl réutilisables ont été vendus à l'occasion de la 77^e Fête fédérale de gymnastique. Un travail important a été réalisé concernant le positionnement des références afin de valoriser la Sélection historique et ses célèbres étiquettes, d'une part, et de sélectionner des vins mettant en avant les cépages, d'autre part.

Bureau Espace public et Paysage

Réalisation d'études et de projets dans les espaces publics

Pour le BEPP, l'année 2025 a été marquée par:

- la fin de la réalisation des espaces publics de l'écoquartier des Plaines-du-Loup;
- d'importantes plantations au centre-ville intégrant des fosses à impluvium, ainsi que le long du tram t1;
- la réfection de la fontaine du parc de Milan;
- la poursuite des plantations liées à l'Objectif canopée, en particulier sur le domaine public;
- la poursuite de la transformation des préaux scolaires;
- le calage du projet d'espace public de la phase 2 de l'écoquartier des Plaines-du-Loup;
- la mise en œuvre des premiers projets en lien avec le Plan biodiversité;
- le développement du projet pour les places de l'Europe et du Tunnel.

Lausanne Jardins

La division a œuvré à:

- la pérennisation des lignes de bains olympiques et de nombreux jardins de Lausanne Jardins 2024;
- la mise en place des bases et de la gouvernance de l'édition Lausanne Jardins 2029.

Bâtiments et Ouvrages

L'entretien des ouvrages se poursuit: les travaux sont terminés à l'Hermitage, et engagés à La Sallaz et au Bois-de-Vaux. L'intégration de l'équipe bâtiments au BEPP a permis la mise en place d'une nouvelle organisation tout en assurant le suivi des projets déjà lancés et des nouvelles demandes.

Entretien, Production et Maintenance

Production et aménagement bois — Équipe paysagère

Outre les travaux de maçonnerie courants et les travaux nécessitant l'emploi de machines lourdes, l'équipe paysagère a achevé la réalisation complète de la section 17 du cimetière de Bois-de-Vaux I.

L'équipe s'est aussi occupée de la gestion, de la mise en place et du chargement des terres en stock pour les différents besoins du service.

Production et aménagement bois — Menuiserie

L'équipe de menuiserie a poursuivi son engagement pour l'entretien du mobilier urbain et des places de jeux.

Elle a notamment géré la création des bancs LGBTQ+ installés en ville. Des réalisations spécifiques ont aussi été menées pour les refuges: travaux sur la charpente du refuge des Saugailles et fabrication de toilettes sèches pour le refuge de la Fontaine des Meules.

Equipe maintenance et gestion de l'espace public

En collaboration avec le BEPP, l'équipe a effectué d'importants travaux de mise en conformité, dont la mise aux normes de la fontaine du parc de Milan.

L'année a également été marquée par la mise en réseau de plusieurs fontaines ornementales, permettant une amélioration significative du suivi technique, une meilleure gestion de la qualité de l'eau et une réaction plus rapide en cas d'alarmes ou de dysfonctionnements.

Etablissement horticole

L'établissement horticole a poursuivi la production de plantes vivaces et d'arbres de pépinière issus de semis afin de soutenir le verdissement de la ville.

Des arbres fruitiers et des fleurs destinées aux décorations florales lors des manifestations officielles de la Commune ont également été cultivés.

Durant l'année, 51 arbres majeurs ont été revitalisés: il s'agissait de déposer des micro-organismes, des extraits fermentés et du compost dans le sol afin d'y développer l'activité microbienne.

L'établissement horticole a également accueilli 60 classes dans le cadre des activités de la Direction école, jeunesse et quartiers, autour du thème de l'environnement. Ce ne sont pas moins de 25 ateliers écoresponsables qui ont été proposés au public lausannois, ainsi que 2 ateliers dédiés au Passeport vacances, permettant une sensibilisation élargie à la nature, au jardinage et à la gestion écologique.

Parcs et cimetières

Afin de contribuer à l'objectif Canopée et dans le but d'augmenter le volume de la couronne des arbres d'avenue, les équipes d'entretien ont appliqué une taille de conversion à certains arbres historiquement taillés en tête de chat.

Les équipes d'entretien ont planté à l'automne des plantes vivaces à bulbe pour assurer une floraison au printemps.

Le secteur ouest a repris la gestion opérationnelle des deux refuges Charlotte-Olivier (anciennement refuges de Sauvabelin) à la suite de leur transfert du SALV au SPADOM.

Dans le cadre de la Fête fédérale de gymnastique, les équipes d'entretien ont participé à la préparation du camping, à l'entretien et la remise en état des terrains de sport.

Certains terrains de sports et une partie du gazon de la piscine de Bellerive ont été entretenus par des robots de tonte, ce qui a permis de réduire les interventions et de limiter le tassement du sol.

Les surveillants des espaces verts ont assuré la surveillance des espaces urbains sous gestion du SPADOM et ont poursuivi leurs activités de contrôle et de prévention, notamment contre le littering.

Les équipes des cimetières ont entretenu les tombes sous contrat et poursuivi leur fleurissement avec des plantes vivaces.

L'équipe aménagements et inhumations a procédé à la désaffectation des sections 46 et 47 de Bois-de-Vaux II.

Nature

Projets biodiversité

La mise en œuvre des mesures du Plan biodiversité de la Ville se poursuit afin d'atteindre les cibles annoncées dans la stratégie.

Pour l'axe planification territoriale, la Division nature a participé activement à l'élaboration des PACom pilotés par le Service de l'urbanisme (URB). Un règlement communal biodiversité est en

cours de rédaction. Ce dernier vise à renforcer et préciser les dispositions de protection générale du patrimoine naturel présentes dans le Règlement du plan général d'affectation (RPGA) et sa modification (MPGA), ainsi que dans le Plan d'affectation communal des territoires forains (PACom TF) et les futurs PACom du territoire urbain.

L'inauguration de la toiture de la caserne de la Vigie en janvier est venue clore le projet de subventionnement des toitures végétalisées de la Ville: un programme qui a permis la végétalisation en toitures d'une surface équivalente à 4 terrains de football depuis 2015.

De gros chantiers en faveur des biotopes humides ont vu le jour en 2025 afin de cibler les mesures phares de l'axe 7 du Plan biodiversité. L'étang du Bourget situé à Vidy a été curé et réaménagé afin de favoriser notamment la reproduction de la faune et le développement de la flore caractéristique de cet endroit.

Un recensement de la faune ailée a été mené et a permis d'identifier 344 bâtiments abritant des hirondelles, des martinets et des chauves-souris. Cet inventaire constitue une étape cruciale pour préserver la faune ailée urbaine et préparer le futur plan d'action communal.

Territoire et constructions

L'ensemble du territoire communal est concerné par le Plan biodiversité, conformément au 2^e pilier de la stratégie lausannoise. L'Unité territoire et constructions y participe durablement en intégrant le paysage, le patrimoine arboré, la pleine terre et les milieux naturels dans l'analyse des demandes de permis de construire. Durant l'année, 292 demandes de permis de construire et 18 demandes préalables ont été traitées.

Arbres et Forêts

Arbres

L'Objectif canopée s'est poursuivi avec 1'520 plantations réalisées sur l'année civile dans les parcs, rues et avenues de la ville, via la mobilisation de tous les corps de métier du SPADOM (pépiniéristes, jardinières et jardiniers, machinistes, architectes paysagistes, notamment).

L'Unité arbres a traité 456 affaires d'abattage (parmi lesquelles 298 requêtes privées), concernant au total 905 arbres. Parmi ce total, 63% concernaient des abattages sécuritaires ou sanitaires, et 33% étaient requis en lien avec un permis de construire. Toutes les autorisations d'abattage délivrées étaient assorties d'une obligation de compensation, conformément au cadre légal cantonal.

La mise sur pied du futur règlement communal sur le patrimoine arboré a passé des jalons majeurs positifs en obtenant en juin l'examen préalable positif du service cantonal compétent. Ce visa préliminaire a été suivi en fin d'année par la finalisation du règlement et de ses directives d'application, permettant d'envisager une soumission prochaine au Conseil communal par voie de préavis.

Le SPADOM a réalisé l'inventaire des arbres remarquables sis sur territoire communal, tel qu'exigé par la loi cantonale.

Les activités de pépinière ont poursuivi leur essor au sein de l'établissement horticole, notamment via la réhabilitation de la pépinière de la Bourdonnette et la mise en terre de nombreux jeunes semis sur le terrain de Romanel. La pépinière urbaine de l'avenue d'Echallens s'est également installée sur l'espace public, permettant de placer ces futurs arbres d'avenue à proximité directe du futur chantier de requalification de l'espace public.

Forêts

Les équipes forestières ont achevé la construction de deux sentiers didactiques pour le Parc Naturel du Jorat (sentier «Paroles de brigandes», sentier «Bufo le crapaud»), inaugurés tous deux le 17 mai à l'occasion de Festi'Jorat.

L'Unité forêts a fourni du bois en circuit court pour plusieurs constructions et réalisations publiques, notamment pour la construction d'un nouveau rural à Rovéraz (300 m³) puis pour la construction des structures provisoires pour la Fête fédérale de gym (300 m³).

Préavis

Rapport-préavis N° 2025/13 «Réponse aux postulats de M^{me} Séverine Graff – Lavons nos bouteilles pour un vin lausannois plus durable et de M^{me} Constance Von Braun – Vins Lausannois – peu importe le flacon, pourvu qu'il soit lavable et durable».

Rapport-préavis N° 2025/14 «Réponse au postulat de M. Samuel de Vargas – Un coup de neuf pour la Vuachère et de M^{me} Denise Gemesio – Pour sécuriser le chemin des écoliers des Fiches Nord en direction de l'EP de Coteau-Fleuri».

Préavis N° 2025/19 «Une politique d'agriculture urbaine 2025–2030 pour renouer les liens entre la ville et la campagne».

Préavis N° 2025/34 «Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2026».

Service d'organisation et d'informatique (SOI)

Principales missions du service

- garantir à la Municipalité, au personnel de l'administration communale et à la population lausannoise un système d'information sûr, transverse, ouvert, agile et efficace, tout en réduisant l'impact environnemental et l'obsolescence;
- mettre en place une stratégie digitale pour la Ville de Lausanne et sa population;
- encadrer et accélérer la numérisation responsable des services de la Ville avec une cyberadministration performante;
- fournir un portail numérique pour les citoyennes et citoyens leur donnant accès à des prestations numériques de qualité;
- gérer les données de l'administration communale dans le but de soutenir la prise de décision, tout en garantissant la qualité et la conformité légale avec la protection des données;
- permettre l'accès aux données non sensibles à la population et à l'économie.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction SOI	12.10	10.90	15.60	15.10
Gouvernance sécurité & archi.	15.80	14.60	7.90	6.90
Infrastructure, data & devops	30.65	29.00	34.90	34.70
Prest. clients & Env. numérique	13.40	13.40	26.40	24.50
Projets & Solutions	20.50	18.50	20.50	18.60
Total service	92.45	86.40	105.30	99.80

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	12.85

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Direction SOI	14	10.90	18	15.10
Gouvernance sécurité & archi.	15	14.60	7	6.90
Infrastructure, data & devops	31	29.00	37	34.70
Prest. clients & Env. numérique	14	13.40	25	24.50
Projets & Solutions	20	18.50	20	18.60
Total service	94	86.40	107	99.80

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Direction SOI	1	–
Infrastructure, data & devops	3	4
Prest. clients & Env. numérique	5	4
Total service	9	8

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	6	19
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	7	20

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	2
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	6

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	–	–	–	–
Auxiliaires mensualisé-e-s	12	6.26	17	7.41
Auxiliaires payé-e-s au forfait	–	*	–	*
Total service	12	6.26	17	7.41

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Le service a poursuivi son travail de mise en œuvre d'une gouvernance informatique au sein de l'administration. En 2024 et début 2025, les deux premières phases ont permis de valider la démarche générale, d'activer le Comité de pilotage informatique (COPILINF) et de définir et valider une méthodologie générale de priorisation des projets. Enfin, une directive municipale sur la gouvernance informatique a été adoptée en 2025 en remplacement du règlement informatique datant de 2018. En outre, la Municipalité a également entériné le principe de mise en place des responsables de systèmes d'information (RSI) dans les directions.

Plusieurs fonctions IT au sein du service, et plus particulièrement celles de son Centre de services, étaient confiées à du personnel externe par l'intermédiaire de sociétés de services. En 2025, le SOI a proposé d'internaliser les collaboratrices et collaborateurs du support informatique du Centre de services, permettant ainsi de diminuer le budget de fonctionnement du service, de réduire le turn-over des postes concernés en évitant de devoir former continuellement du nouveau personnel et enfin de rendre ces postes plus attractifs par de meilleures conditions salariales. L'internalisation des ressources du Centre de services s'est effectuée progressivement au cours de l'année 2025.

Principales activités 2025

Prestations clients et environnement numérique

Centre de services

Une solution de réinitialisation du mot de passe en libre-service par l'utilisatrice ou l'utilisateur a été implémentée en 2025. Par ailleurs, la plateforme de support a été migrée vers la version la plus récente. Cette solution garantit le traitement de plus de 46'000 requêtes adressées au Centre de services. Elle permet également la gestion des actifs (inventaires du matériel informatique, licences, contrats, etc.). Il s'agit d'un composant essentiel du catalogue de prestations, ce dernier étant en cours de construction.

Environnement numérique

En septembre 2025, la Municipalité a validé le choix d'une variante technologique pour le futur poste de travail numérique et collaboratif de la Ville. La variante choisie consiste en un déploiement progressif de la solution Microsoft Office 365 accompagnée d'une solution de téléphonie indépendante, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Digital Workplace présenté dans le rapport-préavis N° 2025/47 «Digital Workplace: évolution de l'espace de travail numérique et collaboratif» qui sera soumis en 2026 au Conseil communal pour approbation.

La société Microsoft avait annoncé la fin du support du système d'exploitation des postes de travail Windows 10 pour le 14 octobre 2025. Le SOI a par conséquent débuté le déploiement de Windows 11 sur les postes de travail de la Ville. Celui-ci sera terminé en 2026, des extensions payantes de licences étant mises en place pour les postes de travail ne pouvant être migrés immédiatement.

Solutions d'impression

Débuté en 2023, le déploiement de la fonction «FollowYou» s'est achevé en 2025. Ce projet a consisté à équiper les imprimantes multifonctions de l'administration d'un dispositif permettant au personnel de choisir où et quand imprimer ses documents tout en assurant la confidentialité des impressions. En conséquence, près de 500 imprimantes de proximité ont pu être retirées: quelques-unes ont été mises en stock pour répondre à des besoins ponctuels, les autres ont été dirigées vers la filière de recyclage.

Projets et solutions

Le Pôle projets et solutions (PES) délivre les solutions informatiques en suivant la méthodologie de gestion de projet HERMES, développée par la Confédération et disponible librement en tant que norme ouverte.

Nombre de projets métier	2025
Projets clôturés dans l'année	80
— dont projets de rénovation	14
— dont projets agiles	26
— dont lots d'évolution	25
Projets en cours simultanément, en moyenne	42

Ressources affectées à la gestion de projet	2024	2025
Jours comptabilisés sur projets (personnel SOI)	1'438 = 6.5 ept	1'295 = 5.8 ept
Jours comptabilisés sur projets (personnel externe)	453 = 2.0 ept	327 = 1.5 ept

Gestion et traitement des demandes de logements subventionnés

L'ancienne solution pour gérer et traiter des demandes de logements subventionnés était en fin de vie et ne correspondait plus aux besoins des usagères et usagers et de l'Office communal du logement (OCL) du Service d'architecture et du logement (ARLO). Le projet de remplacement a permis, entre autres, d'améliorer les processus et l'efficacité administrative grâce à cette nouvelle solution évolutive et moderne, fonctionnelle depuis octobre 2025.

Système de gestion des autorisations commerciales

Afin d'optimiser la gestion des licences pour les débits de boisson et les autorisations des établissements et commerces de la Ville, le Service de l'économie (ECO) avait besoin d'un nouveau système informatique répondant aux besoins des usagères et usagers. La mise en production de la nouvelle solution a eu lieu en automne 2025. Les bénéfices sont multiples, notamment la dématérialisation du processus, la connexion avec le nouveau référentiel entreprises/personnes de la Ville pour garantir la pertinence des données, la gestion du processus des demandes d'autorisation, le renouvellement facilité des licences, un processus de facturation automatisé ainsi que la possibilité d'exploiter les données à des fins statistiques.

Préavis Modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne

Le crédit d'investissement accordé en novembre 2021 par le préavis N° 2021/36 «Modernisation du système d'information (SI) de la Ville de Lausanne pour la période 2022-2026» a permis le financement de 14 projets de rénovation en 2025.

Infrastructure, Data et DevOps

La prolongation du préavis RECOLTE a inscrit l'année dans une logique de stabilisation et de continuité. Les efforts se sont concentrés sur la consolidation du socle existant, la maîtrise des capacités et l'accompagnement progressif des évolutions techniques. Les travaux ont permis d'assurer un fonctionnement stable tout en soutenant l'augmentation organique des besoins.

Principales tâches

- stabilisation et adaptation du socle d'infrastructure et des réseaux informatiques;
- consolidation des capacités de calcul, de stockage et d'observabilité;
- progression des pratiques data et DevOps, avec une montée en maturité des outils et méthodes;
- mise en place et montée en charge de la gouvernance des données;
- premières expérimentations internes en matière d'intelligence artificielle.

Infrastructures et hébergement

Les plateformes d'hébergement et les réseaux ont été ajustés selon les besoins. Les capacités de calcul et de stockage ont été renforcées et la couverture des outils d'observabilité a été étendue. Ces travaux ont soutenu la fiabilité et la continuité des services dans un contexte de charge croissante.

Data et DevOps

Les pratiques agiles se sont consolidées et le socle technique commun a gagné en maturité avec l'adoption par d'autres services communaux. Les chaînes d'intégration et d'automatisation ont été renforcées, améliorant la qualité et la cohérence des développements. Ces évolutions ont stabilisé les processus et renforcé la maîtrise du cycle de vie applicatif.

Mise en place du registre communal d'entreprise (MDREF)

MDREF représente l'avancée la plus structurante de l'année. La mise en place du registre communal d'entreprises, l'automatisation des flux externes et la standardisation des modes d'exposition des données ont renforcé la fiabilité et la cohérence de la donnée d'entreprise. Cette étape marque un progrès important dans la gouvernance de la donnée.

Intelligence artificielle

Les premières expérimentations internes ont permis d'accomplir un premier pas dans l'exploration des usages possibles et de mieux cerner les conditions nécessaires à l'intégration progressive de ces technologies dans les processus métier.

L'ensemble de ces initiatives a consolidé le socle technique, renforcé les capacités transversales et soutenu la préparation des évolutions futures du système d'information.

Gouvernance, sécurité et architecture

Protection des données

Pour 13 services de l'administration communale, les travaux d'inventaire des traitements de données personnelles sont terminés et les traitements identifiés ont été validés et publiés sur le site de l'Autorité de protection des données et de droit à l'information (APDI). Pour 7 services, les inventaires de traitements sont également terminés mais ceux-ci ne sont pas encore validés et sont en attente de publication par l'APDI. Par ailleurs, la Municipalité a sélectionné les 10 prochains services qui devront intégrer la démarche d'inventaire des traitements de données personnelles.

Sécurité des systèmes d'information de la Ville

Le SOI a révisé sa Politique générale de sécurité de l'information (PGSI) qui datait de 2019 afin d'intégrer des évolutions récentes de la législation (obligation de signaler les cyberattaques sur les infrastructures critiques) ainsi que l'importance prise par de nouveaux sujets comme la protection des données personnelles, l'utilisation de solutions Cloud et de l'intelligence artificielle. En complément, la Municipalité a également validé la nouvelle Politique de sécurité des systèmes d'information industriels, qui décrit comment la Commune doit protéger ses systèmes d'information industriels contre les risques et menaces de sécurité de l'information.

Programme de formation et de sensibilisation à la sécurité du système d'information et à la protection des données

Le programme de formation a été développé en 2025 et sera déployé dès le début de 2026.

Administration, RH, Finances, Green-IT et Atelier de numérisation

Numérique Responsable – Green IT

Depuis mars 2023, la Commune de Lausanne bénéficie du label Numérique Responsable de niveau 2 et s'est engagée dans une vingtaine d'initiatives pour réduire son empreinte écologique,

économique et sociale vis-à-vis des technologies de l'information et de la communication. Contractuellement, le label arrive à son terme et le SOI prépare activement son renouvellement pour la période 2026–2029 en améliorant ou en adoptant de nouveaux engagements. Le label a permis, entre autres actions, de reconditionner ou recycler environ 3'000 appareils du type tablette ou smartphone.

Atelier de numérisation

En 2025, l'Atelier de numérisation (AN) a poursuivi sa mission de sauvegarde patrimoniale des collections des musées lausannois et sa collaboration avec le mudac (Musée cantonal de design et d'arts appliqués contemporains – Plateforme 10). L'AN a conçu un grand nombre d'images en haute définition pour les besoins des différentes publications et expositions des musées lausannois. Ces images contribuent au rayonnement de la culture lausannoise. L'atelier a aussi répondu à différents mandats des services communaux. Au total, près de 10'000 travaux de numérisation ont été réalisés durant l'année, parmi lesquels 9'749 gravés dans la base de données Museris.

Chiffres clés du SOI à fin 2025

Années	2022	2023	2024	2025
Postes de travail	*6'220	6'337	6'293	6321
— PC	3'188	3'062	2'718	2479
— PC portables et tablettes	3'032	3'275	3'575	3842
Serveurs d'entreprises				
— Serveurs physiques	62	77	78	113
— Serveurs virtuels	868	963	1019	1005
— Création de nouveaux serveurs virtuels	85	95	56	-14
Volume de données				
— Données bureautiques (approximativement)	242 TB	288 TB	314 TB	368 TB
— Nombre de fichiers bureautiques	206 millions	229 millions	246 millions	290 millions
Transformation numérique				
— Prestations informatiques et technologiques ajoutées au catalogue	2	2	2	3
Solutions métier				
— Solutions applicatives	504	503	508	511
— Solutions transverses	58	65	65	69
— Solutions d'infrastructure	126	134	111	116
— Solutions «Métier»	290	281	309	303
— Solutions «Grand public»	30	23	23	23
— Projets menés en parallèle (métier et infrastructure)	145	162	125	152
— Utilisateurs de la cyberadministration	101'220	113'306	125'460	136'349
Infrastructure réseau informatique				
— Prises réseau	27'800	28'134	30'400	29'767
— Bornes Wifi en service	1'108	1'106	1'040	1'047
— Adresses réseau IP délivrées	23'000	22'310	22'074	22'894
Téléphonie				
— Nombre moyen d'appels par jour ouvrable (entrants-sortants-internes)	38'124	33'000	31'228	29'800
— Appareils de mobilité professionnelle	2'654	2'684	2'871	2'246
— Nombre de téléphones installés	3'980	3'719	3'559	3'401
— Nombre de lignes Skype	1'793	1'902	2'078	2'215
Activités du Centre de services				
— Nombre moyen d'incidents par mois	1'326	1'575	1'617	1809
— Nombre moyen de demandes de service par mois	2'175	1'942	2'108	2161

* Ce chiffre a été corrigé: le rapport de gestion de 2022 comprenait également les 643 postes virtuels dans le calcul.

© Jessy Paris Marchetti

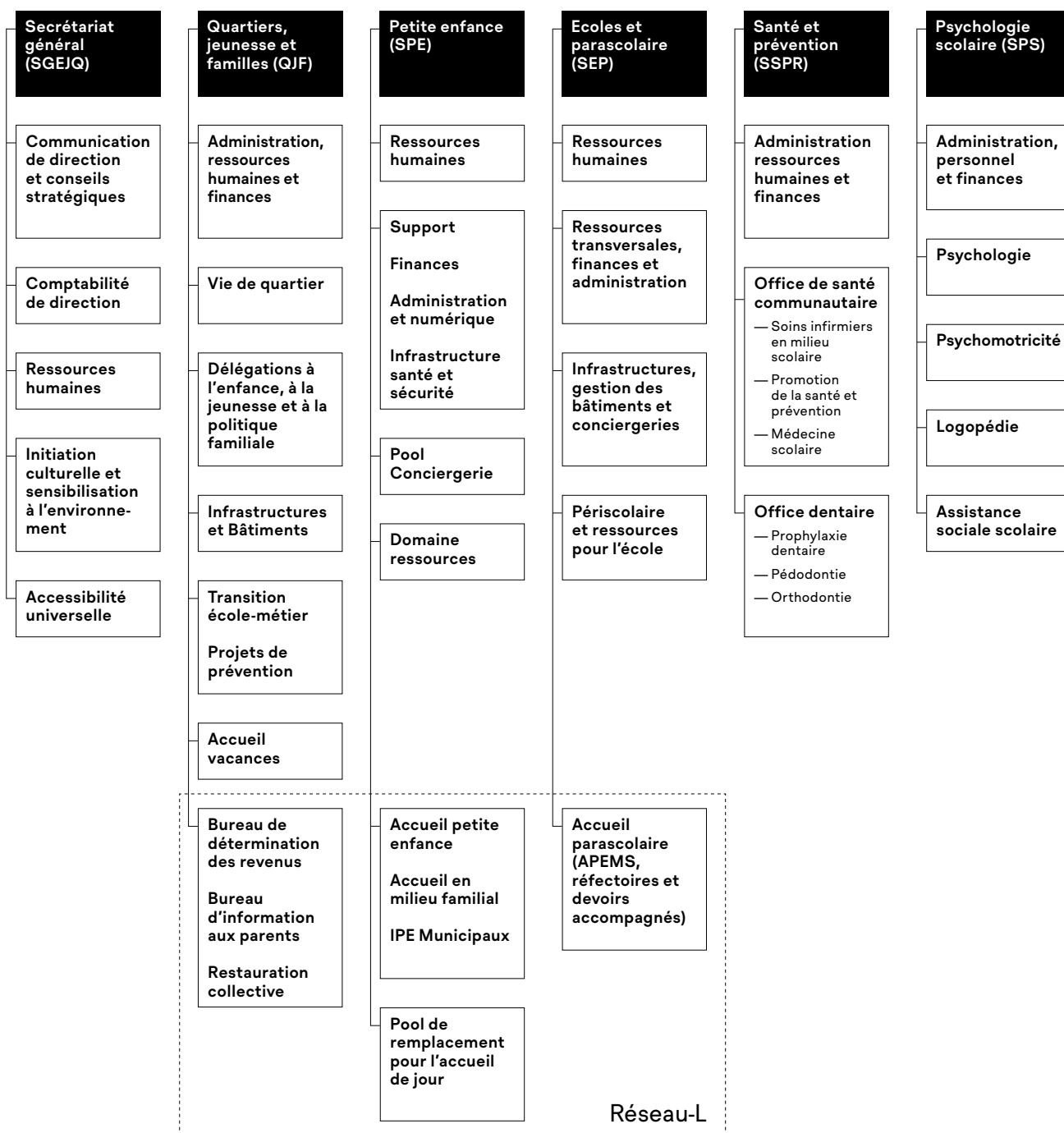


Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers



Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers (EJQ)

Directeur



Les événements à signaler pour la direction sont en grande partie liés aux engagements de législature:

- création de places d'accueil de jour: 93 places préscolaires, 240 places parascolaires dans un contexte de croissance des demandes des familles;
- publication du premier rapport statistique du Réseau-L offrant une perspective d'une décennie sur la progression de la politique de l'accueil de jour à Lausanne;
- création d'un nouveau lieu de rencontres pour le quartier de Bellevaux, né de la fusion des bibliothèques municipale et scolaire, qui offre de nouvelles surfaces pour l'accueil d'enfants et l'animation socioculturelle;
- inaugurations et rénovations de préaux, lieux d'accueil de jour et bâtiments scolaires;
- accueil de la Journée de l'Initiative des villes pour la formation sur le thème de la santé mentale des jeunes.

La bonne collaboration entre les services de la direction pour une politique de l'enfance et la jeunesse cohérente est à souligner. L'objectif de répondre aux besoins de garde des familles dans le domaine préscolaire est en voie d'être atteint, et permet de thématiser le rôle de l'accueil de jour dans un dispositif d'encouragement au développement de la petite enfance. Une réflexion interne a été lancée à ce sujet. Un autre champ de réflexion concerne le dispositif sanitaire et psychosocial pour les 10–16 ans. Sur le plan organisationnel, avec l'arrivée de la D^{re} Sarah Depallens à la tête du service de santé et prévention, l'équipe des cheffes et chefs de service de la direction est au complet.

Secrétariat général (SGEJQ)

Principales missions du service

Direction et administration

- apporter un appui au conseiller municipal sur les enjeux stratégiques;
- préparer et suivre les affaires du Conseil communal et de la Municipalité;
- appuyer les services de la direction en matière de finances, communication interne et externe, rédaction et recherche prospective;
- déployer la politique d'accessibilité universelle;
- offrir des activités culturelles et de sensibilisation à l'environnement aux élèves lausannois.

Ressources humaines de direction et de services

- déployer et coordonner la politique RH de la direction et la gestion des ressources humaines du secrétariat général et du service quartiers, jeunesse et familles.

Systèmes d'information

- piloter les systèmes d'information de la direction.

Communication

- conseiller et coordonner la communication interne et externe des services et de la direction.

Comptabilité de direction

- coordonner l'élaboration du budget, des comptes et du plan des investissements en collaboration avec les services de la direction;
- assumer la responsabilité du contrôle budgétaire, du respect des directives et assurer le suivi des pièces comptables de l'ensemble de la direction;
- assurer la gestion comptable du secrétariat général;
- assurer la gestion comptable du personnel de la direction.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité EJQ	10.60	8.60	10.50	8.80
Direction SG	6.55	6.55	6.95	6.75
Junior Team	1.98	1.78	-	-
Pool de remplacement DEJQ	23.50	14.00	-	-
Unité RH de la Direction	7.15	7.30	6.90	6.90
Total service	49.78	38.23	24.35	22.45

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-25.43

Personnel fixe (sans apprenti.e.s ni aspirant.e.s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité EJQ	10	8.60	10	8.80
Direction SG	9	6.55	8	6.75
Junior Team	3	1.78	–	–
Pool de remplacement DEJQ	17	14.00	–	–
Unité RH de la Direction	8	7.30	8	6.90
Total service	47	38.23	26	22.45

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Direction SG	1	1
Junior Team	6	–
Total service	7	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e.s ni aspirant.e.s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	1
Total service	4	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e.s ni aspirant.e.s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	2
Départ à la retraite	–
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	4

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé.e.s à l'heure	–	–	–	–
Auxiliaires mensualisé.e.s	4	1.84	3	1.57
Auxiliaires payé.e.s au forfait	–	*	–	*
Total service	4	1.84	3	1.57

* information indéterminée car à la tâche/journée

Evénements marquants

— accueil de la conférence d'automne de l'Initiative des villes pour la formation sur la thématique de la santé mentale des jeunes;

- organisation du 1^{er} forum de la ville apprenante en collaboration avec l'Université de Lausanne en lien avec le label de l'Unesco du Réseau mondial des villes apprenantes et participation à la création du réseau européen des villes apprenantes;
- recréation d'un groupe de travail interservice "GT Transition école-métier et formation professionnelle";
- organisation d'une demi-journée de réflexion avec des membres des associations de personnes en situation de handicap et du personnel référent de l'administration;
- offre à plus de 780 classes lausannoises d'activités culturelles et de sensibilisation à l'environnement.

Principales activités 2025

Accessibilité universelle

La Ville s'est procuré du matériel de manifestation destiné à rendre les événements plus inclusifs. Il comprend des rampes amovibles et des passes-câbles, dont les personnes organisant les manifestations peuvent bénéficier via le catalogue des manifestations.

La formation «Accueillir et accompagner les personnes en situation de handicap» a été retirée du catalogue du Centre d'éducation permanente (CEP) par manque d'inscriptions. Le dispositif reste cependant en place, afin que la formation puisse être à nouveau proposée au personnel dans le futur.

La Ville a acquis et met à la disposition de la population un dispositif d'aide à la baignade pour les personnes à mobilité réduite. A proximité d'une spacieuse cabine de change, le «Seatrac» permet aux personnes en chaise roulante, entre autres, de se baigner avec une plus grande autonomie.

Pool de remplacement – Réseau-L

Durant le 1^{er} semestre 2025, le pool de remplacement a poursuivi ses activités de remplacement immédiat de toute personne absente dans les structures d'accueil de jour de la ville de Lausanne.

La phase de déploiement du projet du pool de remplacement arrivant à terme, le dispositif a été transféré au 1^{er} juillet au service de la petite enfance (SPE). Ceci permet à l'équipe d'être intégrée au service recourant le plus au personnel du pool de remplacement.

Initiation culturelle, éducation à l'environnement, prévention des accidents par morsure

Activités culturelles et abonnement culturel

Les activités culturelles se diversifient chaque année davantage, afin d'élargir l'accès à d'autres formes artistiques (jazz, cinéma, musiques actuelles, danse contemporaine). 136 représentations ont été organisées pour 36 propositions de spectacles de théâtre, danse ou musique dévolues à chaque tranche d'âge. Cela correspond à plus de 18'000 entrées dans les lieux culturels de la ville. À cela s'ajoutent de nombreuses animations, allant du cirque au slam, en passant par le dessin, les claquettes et l'improvisation théâtrale, mais aussi des balades thématiques et diverses collaborations avec d'autres services de la Ville.

Un soin particulier est apporté à l'accueil des classes d'enseignement spécialisé, qui se joignent aux classes ordinaires pour assister aux spectacles ou recevoir des animations dans leurs établissements respectifs. Ce nombre augmente chaque année pour atteindre, à l'heure actuelle, 24 classes bénéficiant chacune d'une ou de plusieurs activités.

Le fonctionnement de l'abonnement culturel a été simplifié. Il permet désormais au corps enseignant, aux élèves et à leurs parents (billet combiné) de réserver des places toute l'année pour les spectacles sélectionnés au prix de 8 francs. Les générales d'opéra restent gratuites pour des groupes d'élèves emmenés par leurs enseignantes ou enseignants.

Sensibilisation à l'environnement

Soucieux de proposer un éventail large d'activités liées à l'environnement, le SGEJQ continue de moderniser son offre. Ainsi, la brochure a été revisitée et l'offre s'est étoffée avec un nouveau partenariat externe. L'élargissement de l'offre pour les 1-2P a été bien reçu par le corps enseignant. De nouvelles collaborations avec des services de la Ville ont aussi vu le jour. 711 animations ont été reçues par 372 classes lausannoises, de 1P à 12RAC. L'enseignement spécialisé bénéficie également de ces activités.

Prévention des accidents par morsures PAM

Ce cours, destiné à apprendre aux enfants le comportement à adopter en présence d'un chien, est délivré par une association qui agit en délégation de la Direction cantonale des affaires vétérinaires. A la rentrée, 88 classes de 1 à 4P se sont inscrites. Les restrictions budgétaires décidées par le Canton n'ont pas influencé la prestation cette année.

Unité communication

L'Unité communication a conseillé et accompagné les différents services dans la mise en œuvre des projets de communication de la Direction. Elle a notamment contribué à l'édition du premier rapport statistique sur l'accueil de jour et piloté la refonte de l'agenda des activités de vacances. Elle a poursuivi le travail d'harmonisation de la communication du Réseau-L. L'unité a également assuré une présence de la Direction sur les différents canaux à disposition de la Ville, avec un accent sur le digital. Ainsi, 16 communiqués de presse, 19 communications au Conseil communal, 5 brèves, 124 publications sur les réseaux sociaux et 22 articles du Journal communal ont été publiés.

Comptabilité de direction

La comptabilité de direction a la responsabilité de superviser et coordonner les processus financiers budgétaires et de contrôle pour la direction EJQ. La direction emploie environ 3'000 personnes fixes ou auxiliaires et traite 24'000 factures fournisseurs par année, ce qui représente un tiers du volume total de la Ville. La comptabilité de direction apporte aussi son soutien aux services.

Afin de moderniser les outils de gestion et d'améliorer encore la qualité des informations budgétaires, la comptabilité de direction s'est dotée en mai 2025 d'un poste de contrôleuse de gestion. Elle a également poursuivi le travail d'optimisation des processus entamé en 2024, en déployant l'import d'éléments variables de paie à de nouveaux services et en mettant en place le chargement d'ordres de paiement en lot, afin de réduire les saisies manuelles.

Service quartiers, jeunesse et familles (QJF)

Principales missions du service

Les missions principales du service sont les suivantes:

- favoriser le lien social et la citoyenneté;
- piloter les politiques liées à l'enfance, la jeunesse, les familles et les quartiers;

- proposer des activités pendant les vacances et gérer les 3 écoles à la montagne;
- soutenir la transition école-métier par des mesures adaptées;
- lancer des campagnes de prévention et de sensibilisation;
- participer au pilotage stratégique et opérationnel du Réseau-L, notamment via le Bureau d'information aux parents (BIP) et le Bureau de détermination des revenus (BDR);
- maintenir et gérer le patrimoine des lieux de culte, en veillant à leur bon fonctionnement;
- accompagner le déploiement de la politique de restauration collective au sein des structures d'accueil du Réseau-L;
- encadrer et subventionner des entités partenaires parapubliques et privées, comme la Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bureau Information aux Parents	–	–	3.20	3.00
Délégation enfance	1.70	1.70	1.70	1.70
Délégation jeunesse	8.30	8.10	8.20	8.05
Direction QJF	2.70	2.20	3.10	2.50
Domaine vacances	31.52	31.12	31.52	30.87
Finances et BDR	3.50	3.70	3.70	3.70
Infrastructures et bâtiments	–	–	4.24	3.95
Politique familiale	5.25	5.25	1.60	1.60
Restauration collective	–	–	3.37	2.17
Transition école-métier	1.40	1.40	1.40	1.40
Vie de quartier	19.94	15.99	15.54	11.09
Total service	74.31	69.46	77.57	70.03

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	3.27

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Bureau Information aux Parents	–	–	4	3.00
Délégation enfance	4	1.70	4	1.70
Délégation jeunesse	10	8.10	10	8.05
Direction QJF	3	2.20	3	2.50
Domaine vacances	40	31.12	39	30.87
Finances et BDR	5	3.70	5	3.70
Infrastructures et bâtiments	–	–	12	3.95
Politique familiale	7	5.25	2	1.60
Restauration collective	–	–	3	2.17
Transition école-métier	2	1.40	2	1.40
Vie de quartier	40	15.99	25	11.09
Total service	111	69.46	109	70.03

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Délégation jeunesse	1	1
Domaine vacances	1	1
Restauration collective	-	3
Total service	2	5

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	17	12
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	17	12

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	11
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	3
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	17

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	129	9.21	160	9.61
Auxiliaires mensualisé-e-s	11	3.18	20	7.54
Auxiliaires payé-e-s au forfait	9	*	13	*
Auxiliaires payé-e-s à la journée	137	*	150	*
Total service	286	12.39	343	17.15

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants

- déploiement du Fonds vie de quartier, destiné à soutenir des initiatives citoyennes favorisant la cohésion sociale, la vie de quartier et la participation des résidentes et résidents;
- reconsidération des fondements pédagogiques et du format des centres aérés, afin de renforcer leur complémentarité avec les prestations vacances organisées par les APEMS;
- déploiement des différentes actions de la campagne de sensibilisation «Après l'école, on fait quoi?» au sein des établissements scolaires et auprès des parents;
- finalisation du projet de la Maison de quartier des Plaines-du-Loup, future Maison de la Louve, dont l'ouverture est prévue au printemps 2026;

- déploiement d'un projet pilote visant à renforcer la présence de proximité dans les quartiers nord de Lausanne par le biais du dispositif de travail social hors murs (TSHM);
- finalisation de l'élaboration et l'organisation du futur Guichet Familles lausannois, dont l'inauguration est prévue au printemps 2026;
- consolidation des dispositifs de participation des enfants et des jeunes, en appui aux démarches participatives menées au niveau local;
- développement, en collaboration avec les associations et actrices et acteurs locaux, d'un programme d'animation à la place du Tunnel, dans l'édicule et à ses abords;
- réalisation d'une démarche exploratoire portant sur la qualité de vie de quartier aux Plaines-du-Loup;
- clarification de la place de l'animation socioculturelle dans la politique des quartiers au moyen du rapport-préavis 2025/01;
- conduite, en partenariat avec Unisanté, d'une recherche-action (jusqu'en juin 2026) intitulée «Restauration collective, durabilité et santé des enfants: comment combiner?»;
- mise en place d'une alerte automatique rappelant l'actualisation des inscriptions à l'accueil de jour, avec des résultats très positifs. La procédure d'attribution des places a par ailleurs été révisée pour la rentrée 2025, intégrant désormais l'accueil parascolaire.

Principales activités 2025

Domaine vie de quartier

Créé en 2024, le Domaine vie de quartier pilote la politique des quartiers et assure la gestion des prestations destinées aux églises et communautés reconnues. En partenariat avec la FASL et ses 17 lieux d'animation, ainsi qu'avec d'autres acteurs socioculturels et confessionnels, il soutient l'intégration sociale, la participation citoyenne et les projets locaux.

Budget participatif

Vingt-deux projets ont été soumis au vote de la population à l'été 2025, suscitant 18'630 votes. Treize projets ont été désignés lauréats et se sont partagé une enveloppe de CHF 200'000.–.

Fonds Vie de quartier

Complémentaire au Budget participatif, le Fonds Vie de quartier a été lancé afin de soutenir des projets de plus petite envergure portés par des associations lausannoises. Une commission d'attribution a évalué 17 projets. Huit projets ont été retenus et subventionnés à hauteur des montants sollicités, jusqu'à CHF 5'000.– par projet.

Caravane des quartiers

Deux Caravanes des quartiers ont eu lieu, une Sous-Gare et l'autre à Béthusy. Ces événements ont rassemblé plus d'un millier de personnes de tous âges et horizons, dans un esprit participatif, convivial et inclusif.

La vie de quartiers

L'équipe du domaine a été engagée sur de nombreux projets, en collaboration avec d'autres services de la Ville et avec les partenaires dans les quartiers. Elle a notamment contribué de manière importante au déploiement de la nouvelle politique des préaux.

Les Plaines-du-Loup

La construction de la Maison de la Louve, future Maison de quartier du Plateau de la Blécherette, a franchi des étapes clés avec les premiers aménagements intérieurs. La collaboration avec l'association Cabane des Bossons et l'implication de la population se sont renforcées.

Cultes et Temples

Plusieurs travaux d'entretien courant ou de rénovation ont été réalisés en 2025, notamment en matière de sonorisation, d'étanchéité et d'éclairage, dans divers bâtiments: Bois-Gentil, Sévelin, Saint-François, Saint-Jacques, Saint-Marc, Montriond et Bellevaux.

Accueil vacances (DAV)

Le Domaine accueil vacances (DAV) organise des prestations pour les enfants de Lausanne pendant 13 semaines de vacances scolaires, incluant des camps avec hébergement et des centres aérés. En partenariat avec la FASL et l'Espace des inventions, le DAV propose des activités complémentaires, telles que des accueils libres et des journées d'activités. Les familles sont informées de ces offres 2 fois par an via l'Agenda des vacances.

Le guichet du DAV, appelé Bureau d'accueil vacances, a répondu à environ 490 personnes, fournissant des informations et orientant vers les prestations existantes.

Centres à la montagne

En 2025, les centres de la Barboleusaz, des Chevalleyres et du Planemard ont organisé 94 semaines de camps scolaires, accueillant 2'879 enfants, ainsi que 22 semaines de camps de vacances pour des enfants de 6 à 12 ans, réunissant 829 enfants. Une semaine supplémentaire a été proposée en octobre aux jeunes de 13 à 16 ans au Planemard.

Les centres fonctionnent avec des équipes professionnelles et proposent des repas labellisés «Fait Maison», conformes au plan de restauration collective durable (RCD).

Centres aérés (CA)

Les centres aérés accueillent les enfants de 6 à 12 ans, avec certaines semaines ouvertes aux 4-5 ans. En 2025, l'offre a été proposée durant 12 des 14 semaines de vacances scolaires, représentant 91 offres réparties dans 16 APEMS sur le territoire lausannois.

Au total, 1'418 enfants ont été accueillis en centres aérés.

Au total, 5'126 enfants ont participé en 2025 aux prestations proposées par le DAV.

Passeport vacances

Le DAV assure l'infrastructure administrative du Passeport vacances pour l'Association passeport vacances région lausannoise (APVRL). En 2025, la Ville de Lausanne a enregistré 705 ventes de passeports Traditionnel, soit 43% des 1'612 passeports vendus, malgré une baisse globale de 7% par rapport à 2024. La formule Farniente totalise 193 passeports vendus, représentant 31% des 614 passeports écoulés.

Au total, 174 organisatrices et organisateurs issus de 38 communes ont proposé 209 activités, dont 45 nouveautés, permettant à 2'226 enfants de 9 à 15 ans de découvrir une multitude d'activités. Le système sécurisé d'inscription en ligne, fortement amélioré depuis les dysfonctionnements de 2024, a permis des inscriptions simples et fluides.

Politique familiale – Réseau-L

Le Domaine de la politique familiale regroupe le Bureau lausannois pour les familles (BLF), le Bureau d'information aux parents (BIP), ainsi que la gestion de la restauration collective pré- et parascolaire et de la Junior Team cuisine.

Le BLF facilite l'accès des familles aux services, activités et infrastructures de la Ville de Lausanne, soutient des projets visant à améliorer la qualité de vie des familles lausannoises, coordonne les acteurs publics et privés concernés et assure la production des éditions Grandir à Lausanne.

Famille en fête

La Journée internationale des familles, célébrée le 25 mai 2025 sous le nom «Familles en fête» dans les jardins de Beaulieu, a réuni près de 1'500 personnes. Cet événement convivial a favorisé les échanges entre les familles et une vingtaine d'associations locales, grâce à une offre variée d'activités, dont des ateliers créatifs, des initiations sportives, un marché aux jouets, un vide-dressing pour enfants et une course de super-héros et super-héroïnes.

Appel à projets

Dans le cadre de sa 9^e édition, le BLF a attribué un montant total de CHF 20'000.– pour soutenir des initiatives en faveur des familles lausannoises. En tout, 25 projets ont été déposés et 6 d'entre eux ont été récompensés lors de la cérémonie de remise des prix du 8 décembre.

Grandir à Lausanne

Diffusé 2 fois par an auprès des élèves de la ville et, selon les thématiques, des structures d'accueil préscolaires, le bulletin d'information de la direction EJQ est un outil clé pour les familles. En 2025, il a abordé notamment la transition école-métier, en valorisant les ressources d'orientation et le rôle des familles, puis la transformation des cours d'école en espaces plus verts, inclusifs et favorables au bien-être.

Plateforme familles

La Plateforme familles permet au BLF de mobiliser ses partenaires institutionnels et associatifs autour de thématiques d'actualité. La rencontre d'automne a rencontré un vif succès, réunissant près de 100 participantes et participants lors d'une projection-débat sur les violences intrafamiliales, suivie d'une table ronde avec les réalisatrices du documentaire *L'invisible éléphant* et Philippe Bigler, directeur de Malley-Prairie.

Bureau d'information aux parents (BIP) – Réseau-L

Le BIP assure la gestion de la liste d'attente centralisée (LAC) du Réseau-L pour l'accueil collectif (0–6 ans) et familial (0–12 ans), en lien avec les structures d'accueil et l'accueil en milieu familial (AMIFA). En 2025, il a également accueilli 565 parents pour le BDR. Malgré la baisse de la population lausannoise des 0–4 ans, l'activité reste en hausse, avec notamment 7'245 courriels traités (+17,5%) et 3'409 demandes de place, en légère augmentation par rapport à 2024. Depuis juillet, une alerte automatique rappelant l'actualisation des inscriptions a été mise en place avec des résultats très positifs. La procédure d'attribution des places a par ailleurs été revue pour la rentrée 2025, intégrant désormais l'accueil parascolaire.

Restauration collective – Réseau-L

La restauration collective de la Ville gère plus de 8'000 repas quotidiens et soutient la politique de restauration collective durable (RCD). En 2025, un appel d'offres élargi aux structures municipales a concerné 90 sites, couvrant près de 5'000 repas et goûters par jour, marquant une évolution dans l'organisation avec les prestataires. La collaboration avec les équipes éducatives s'est renforcée, notamment par un projet pilote de rencontres avec les parents, appelé à s'étendre en 2026. Enfin, le BLF conduit avec Unisanté une recherche-action (jusqu'en juin 2026), intitulée «Restauration collective, durabilité et santé des enfants: comment combiner?», afin de mieux comprendre les réalités du terrain, tant pour le personnel encadrant que pour le personnel de cuisine, et de développer des outils concrets renforçant leur rôle auprès des enfants.

Junior Team

La Junior Team de cuisinières et cuisiniers a célébré l'obtention du CFC de ses 2 apprenties et apprentis de 3^e année. Toutefois, au vu des difficultés rencontrées, il a été décidé de geler le projet dans son état actuel à fin 2025, les conditions nécessaires à une formation optimale n'étant pas réunies malgré les efforts engagés. Les 4 apprenties et apprentis en cours de formation ainsi que les 2 aides de maison ont toutes et tous été relogés.

Bureau de détermination des revenus (BDR) – Réseau-L

Le BDR détermine les revenus des ménages bénéficiant de prestations d'accueil de jour préscolaire, afin de définir les coûts à la charge des familles. En 2025, le BDR a traité environ 4'700 décomptes finaux et 1'500 estimations pour les prestations d'accueil de jour préscolaire. La consolidation des optimisations engagées en 2024 a permis de maintenir des délais de traitement performants et de simplifier les démarches pour les familles, tout en garantissant un processus fiable et transparent.

Délégation à l'enfance

La Délégation à l'enfance a pour mission de renforcer la place des enfants dans la vie de la cité et de veiller à leur reconnaissance comme habitantes et habitants à part entière. Elle œuvre à une meilleure prise en compte de leurs besoins, expériences et points de vue dans les politiques publiques.

Pousses Urbaines

Pousses Urbaines consacre sa dernière édition à la question «Les enfants sont-ils un bienfait pour la ville?». Les premiers ateliers ont eu lieu cet automne, impliquant 4 groupes d'enfants-journalistes. La restitution de cette démarche aura lieu le 6 mai 2026 sous la forme d'un mini-festival.

Conseils des Enfants

2 nouveaux Conseils ont été mis en place, à la Sallaz avec la collaboration de L'Escale Des Voisins et à Boisy avec le Terrain d'Aventure de Pierrefleur. 7 Conseils sont actifs à Lausanne (Bossons – Plaines-du-Loup, Bellevaux, Chailly, Prélaz, La Sallaz, les Fiches Nord et Boisy). En 2025, 5 projets créatifs se sont concrétisés.

Hissez Haut!

Plus de 100 enfants (issus d'un APEMS et, pour la 1^{re} fois, d'un centre aéré) ont créé des drapeaux installés sur la place de la Navigation à Ouchy. Le projet s'est déroulé en 3 ateliers et s'est conclu par un vernissage festif où les enfants ont présenté leurs réalisations et partagé leurs impressions.

Labellisation UNICEF «Lausanne Commune amie des enfants»

La labellisation UNICEF «Commune amie des enfants» vise à renforcer l'application de la Convention des droits de l'enfant. Portée par la Délégation à l'enfance et par un Groupe de référence composé de 18 personnes issues de 6 directions municipales, la labellisation arrivera à échéance en fin d'année 2026. Le processus de relabellisation sera lancé en 2026.

Délégation à la jeunesse

La Délégation à la jeunesse met en œuvre la politique jeunesse de la Ville en favorisant la participation et l'intégration des jeunes de 13 à 25 ans. Elle soutient leurs projets, collabore avec les actrices et acteurs du secteur et veille à la transversalité des actions communales liées à la jeunesse.

Elle défend les intérêts des jeunes auprès des autorités et participe à de nombreux groupes de travail, commissions et instances consultatives.

Fonds de soutien aux projets d'adolescentes et adolescents et de jeunes adultes

Présidée par le Directeur EJQ, la Commission d'attribution du fonds de soutien a examiné 17 demandes émanant de collectifs de jeunes et accordé un soutien financier total de CHF 55'690.– à des projets sociaux, culturels ou sportifs.

Par ailleurs, 15 subventions ponctuelles ont été attribuées à des projets, événements ou associations pour un montant global de CHF 69'000.–.

Locaux de musique

Actuellement, 21 locaux sont mis à disposition de jeunes musiciennes et musiciens amateurs, offrant à une quarantaine de groupes un espace pour leurs répétitions à la Blécherette, Pierrefleur, Croix-d'Ouchy, Sévelin et Rouvraie. Malgré une disponibilité restreinte des locaux, il est possible de répondre à une demande qui reste soutenue.

Conseil des jeunes (CDJ)

La Délégation à la jeunesse a accompagné l'association du Conseil des jeunes de Lausanne (CDJ) dans ses activités et travaux, notamment lors des assemblées générales et au sein des commissions. Actif depuis 15 ans, le CDJ offre aux jeunes Lausannoises et Lausannois un espace d'échange, de participation et de développement de projets.

En 2025, le CDJ a notamment organisé le Gala des 18 ans, célébrant l'accès à la majorité, le 10 octobre au Théâtre de Beaulieu, réunissant plus de 600 invitées et invités. Il a également proposé de nombreuses sorties culturelles via la commission «Club Arts Vivants», a accompagné des enfants en situation de handicap lors du cortège de la Fête du bois et a collaboré avec plusieurs services de la Ville, dont le BLI et la Délégation aux seniors.

Travailleuses et travailleurs sociaux hors murs (TSHM)

L'équipe des TSHM intervient auprès des jeunes de Lausanne dans l'espace public, en complémentarité aux actrices et acteurs du travail social. Un étudiant de la Haute école de travail social et de la santé (HETSL) a été accueilli pour une durée de 6 mois.

En complément à un accompagnement personnalisé, gratuit et confidentiel, l'équipe a proposé aux jeunes de s'impliquer dans divers projets, notamment des séjours de rupture dont un chantier participatif ainsi que des petits jobs lors des Garden Parties.

Un projet pilote a démarré dans les quartiers du nord de Lausanne, permettant de garantir une présence accrue sur le terrain et de tisser des liens plus solides avec les actrices et acteurs de quartier.

Permanence Jeunes Borde (PJB)

Située au cœur du quartier de la Borde, la PJB propose aux jeunes un espace de rencontre, d'activités et d'échanges. En complément aux centres aérés et à l'accompagnement social, plusieurs sorties ont été organisées, dont un camp de ski et une visite culturelle à Marseille.

A la suite du décès d'un jeune du quartier, l'équipe s'est mobilisée afin d'assurer une présence renforcée, offrant écoute, veille et accompagnement aux jeunes concernés.

Médiateur sportif

Le médiateur sportif a soutenu la création d'une association de basketball portée par des jeunes neurodivergents et accompagné les clubs d'aviron lausannois dans l'élaboration d'une charte éthique commune. Par ailleurs, le soutien aux sports urbains et le développement de salles de sport en accès libre se sont poursuivis dans plusieurs quartiers, dont une salle entièrement dédiée au football féminin.

Ilot du Tunnel

Après 11 ans d'occupation par la galerie Tunnel Tunnel, l'ancien édicule des TL a changé d'affectation. Depuis mars, QJF assure la gestion de ce bâtiment. À l'issue de travaux de rafraîchissement, son exploitation a été confiée à l'association des habitantes et habitants ainsi que des usagères et usagers du quartier Riponne-Tunnel, avec pour mandat d'animer le lieu dans un esprit d'ouverture à la population et de collaboration avec les commerces.

Rebaptisé La Gare Routière, l'édicule a accueilli tout au long de l'année des animations gratuites destinées à la population du quartier et des environs.

Infrastructures et bâtiments

Les opérations de maintenance et d'entretien des bâtiments communaux se sont poursuivies tout au long de l'année, y compris pour les lieux de culte. Elles ont porté sur les contrôles et révisions techniques, la surveillance des toitures, le traitement des situations urgentes ainsi que diverses interventions visant à améliorer l'efficacité énergétique du patrimoine bâti.

Administration – planification – projets

Prévention

Des actions de sensibilisation ont été menées dans le cadre de la campagne de sensibilisation «Après l'école, on fait quoi?» afin de diminuer le stress généré par la période de fin d'école obligatoire.

Fonds de soutien aux ludothèques lausannoises et Fête du jeu

Les ludothèques lausannoises ont poursuivi le renouvellement de leurs collections et la formation des bénévoles, dans un contexte de fréquentation en hausse. L'événement «Lausanne joue» a rassemblé plus de 2'200 participantes et participants en février 2025. Le projet de transformation du Temple de la Croix d'Ouchy en espace d'accueil de jour combiné avec une ludothèque progresse conformément au calendrier, pour une ouverture prévue au printemps 2027.

Formation professionnelle

Les actions en faveur de la transition école-métier ont été renforcées, grâce à des collaborations accrues avec les partenaires institutionnels, à la pérennisation des places LIFT, à la participation à des événements dédiés aux métiers et aux formations et au déploiement de la campagne «Après l'école, on fait quoi?». Dans le cadre de cette campagne, des actions ont été menées dans les 7 établissements primaires et secondaires (EPS) lausannois. Au total, plus de 4'000 élèves et 4'200 parents ont été touchés. La création d'un poste de responsable de la transition école-métier renforce l'ancrage communal de cette politique.

Fonds d'aide à la formation post-obligatoire

En 2025, le Fonds a examiné 24 demandes et accordé 8 aides financières pour un montant total de CHF 15'800.–, afin de soutenir les jeunes dans la prise en charge de frais liés à leur formation.

Service de la petite enfance (SPE)

Principales missions du service

- garantir en tout temps la qualité des prestations fournies et en évaluer l'efficacité;
- proposer et développer la politique d'accueil de jour de l'enfance préscolaire du Réseau-L et la coordination avec le Service des écoles et du parascolaire (SEP) de l'accueil des 1P et 2P;
- assurer la conduite et la coordination avec le SEP du pool de remplacement pour l'accueil de jour interne aux structures de la ville;
- participer à la conduite du Réseau-L et veiller à sa direction et au contrôle des prestations sur le plan opérationnel;
- gérer les 18 centres de vie infantine (CVE) municipaux et un espace récréatif;
- accompagner les institutions pour l'enfance (IPE) et les jardins d'enfants du Réseau-L;

- assumer la gestion du régime d'autorisation et de surveillance de l'accueil en milieu familial (AMIFA);
- développer des places d'accueil en lien avec le programme de législature (PL).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
CVE Ancien-Stand	29.12	29.31	29.12	28.78
CVE Bellevaux	24.10	24.44	24.35	24.59
CVE Bergières	35.41	36.01	35.66	33.26
CVE Borde	18.25	18.06	19.25	18.56
CVE Bourdonnette	28.43	28.14	29.63	31.29
CVE Cité	29.20	32.55	30.30	30.25
CVE Colline	8.35	8.40	9.40	9.35
CVE des Diablerets	10.75	11.00	11.70	13.05
CVE Grancy	11.35	10.73	23.20	18.60
CVE Grangette	27.28	27.09	27.48	27.72
CVE Jardins de Prélaz	24.55	23.20	24.70	23.30
CVE la Maille	20.50	9.95	20.50	12.50
CVE Montchoisi	12.00	–	12.00	–
CVE Montelly	31.19	30.19	31.19	29.69
CVE Montoie	15.40	14.91	15.40	12.70
CVE Petit-Vennes	12.80	11.00	13.20	14.00
CVE Plaines du Loup	19.55	15.85	18.70	17.95
CVE Sallaz	7.05	6.85	7.05	7.70
CVE Valency	24.03	23.42	24.93	24.63
ER Grenette	4.52	3.29	4.72	3.99
Pool B	–	–	23.25	14.25
Préscolaire – Chauderon	25.22	8.20	19.92	10.50
SPE Chauderon	44.82	17.02	39.72	18.30
Total service	463.87	389.61	495.37	424.95

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	31.50

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
CVE Ancien-Stand	38	29.31	37	28.78
CVE Bellevaux	33	24.44	33	24.59
CVE Bergières	52	36.01	45	33.26
CVE Borde	26	18.06	27	18.56
CVE Bourdonnette	37	28.14	42	31.29
CVE Cité	44	32.55	40	30.25
CVE Colline	12	8.40	12	9.35
CVE des Diablerets	16	11.00	20	13.05
CVE Grancy	14	10.73	24	18.60
CVE Grangette	39	27.09	40	27.72
CVE Jardins de Prélaz	34	23.20	34	23.30
CVE la Maille	13	9.95	17	12.50
CVE Montchoisi	–	–	–	–
CVE Montelly	40	30.19	39	29.69
CVE Montoie	23	14.91	20	12.70

CVE Petit-Vennes	18	11.00	22	14.00
CVE Plaines du Loup	20	15.85	24	17.95
CVE Sallaz	10	6.85	11	7.70
CVE Valency	31	23.42	32	24.63
ER Grenette	7	3.29	10	3.99
Pool B	-	-	18	14.25
Préscolaire - Chauderon	11	8.20	14	10.50
SPE Chauderon	20	17.02	22	18.30
Total service	538	389.61	583	424.95

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
CVE Ancien-Stand	3	3
CVE Bellevaux	3	4
CVE Bergières	4	5
CVE Borde	4	5
CVE Bourdonnette	4	2
CVE Cité	3	3
CVE Colline	1	-
CVE des Diablerets	2	2
CVE Grancy	2	2
CVE Grangette	3	1
CVE Jardins de Prélaz	3	4
CVE la Maille	1	2
CVE Montelly	3	4
CVE Montoie	1	2
CVE Petit-Vennes	2	1
CVE Plaines du Loup	*2	2
CVE Sallaz	2	1
CVE Valency	2	3
ER Grenette	2	-
Total service	47	46

* dont 1 stagiaire ASE

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	1
Total service	82	110

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	49
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	12
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	3
Licenciement fin droit trait. 24 mois	6
Licenciement juste motif immédiat	1
Licenciement invalidité totale	-
Licenciement reconversion externe	1
Total service	79

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé.e.s à l'heure	205	29.85	195	24.32
Auxiliaires mensualisé.e.s	57	19.90	71	26.11
Auxiliaires payé.e.s au forfait	3	*	7	*
Total service	265	49.75	273	50.44

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

- création du poste de responsable de domaine RH;
- reprise du pool de remplacement de l'accueil de jour pour les structures de la Ville;
- ouverture de l'IPE Ma crèche sous les étoiles et de l'extension du CVE de Grancy;
- inaugurations du CVE Valency et du CVE de la Cité après travaux;
- mois d'activité autour de l'accueil préscolaire à l'Esplanade du Flon: quinzaine de l'accueil de jour familial en collaboration avec le Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ) – semaine Dans la tête d'une éducatrice – inclusion, retour d'expérience du Brésil (avec l'association du CVE des Collonges) – atelier de sensibilisation pour le personnel au Mois de fierté;
- jubilés 20 ans du CVE Jardins de Prélaz, 20 ans du CVE de la Cité, 10 ans du CVE des Diablerets pour les structures communales. 20 ans du CVE de Chailly et 20 ans du CVE de la Forêt (IPE subventionnées rattachées à la Fondation La Pouponnière et l'Abri);
- mise en place d'un projet pilote de Café parents de 2 mois (septembre–octobre) à l'Espace récréatif de la Grenette;
- lancement du projet Culture des tout-petits dans sa première version.

Principales activités 2025

Domaine Support

Infrastructures

Diverses interventions ont été réalisées dans les locaux préscolaires gérés par le SPE:

- création de nouveaux bureaux à Agassiz 5 et réorganisation des locaux communs (salles de réunion et cafétéria);
- dans le cadre de la rénovation de la Vallée de la Jeunesse, transfert de la Maison de l'enfance dans le bâtiment réaménagé des Télégraphes au Flon;
- transformations internes au CVE de l'Ancien Stand, avec déplacement de la nurserie afin de poursuivre l'exploitation des 114 places durant les travaux de rénovation énergétique du quartier;
- reprise et rénovation des locaux libérés par une garderie privée à l'avenue Tissot 3, permettant l'extension du CVE de Grancy – création de 34 places;
- démarrage du chantier de transformation d'un bâtiment, en vue de la création d'une garderie de 69 places à Montchoisi 35;
- rénovation intérieure du CVE de Montelly dans l'attente de la rénovation du bâtiment, installation d'une détection incendie centralisée;
- transformation des locaux du Rôtillon 4 dans le cadre du transfert des écoliers de Piccolo Mondo;
- participation au lancement de la commission d'étude COMET du CVE des Bergières pour une réalisation annoncée pour 2030;

- suivi des dossiers de rénovation/transformation en préparation Clos-de-Bulle, Clochette, Madeleine, Sous-Bois;
- réaménagement de la nurserie du CVE de la Grangette selon les normes du SCAJE;
- construction d'une terrasse de nurserie conforme aux règles du patrimoine au CVE de la Cité;
- travaux pour la mise aux normes ECA aux CVE de Bellevaux et de Petit-Vennes;
- poursuite des travaux au CVE de Valency, car plusieurs problèmes sont encore ouverts, dont la géothermie.

Santé et sécurité

Le SPE poursuit sa stratégie en matière de prévention en santé et sécurité, tant pour les usagers et usagers que pour le personnel. Un local d'allaitement a été aménagé à Agassiz 5 et la révision des plans d'évacuation incendie des CVE a été réalisée à 70%, en collaboration avec le DSST.

La participation du service à la démarche d'identification des dangers professionnels a permis de mieux cibler les besoins du personnel d'intendance. Enfin, le SPE a rejoint le GT Sécurité alimentaire lancé par EJJQ.

Développement durable

Un dispositif d'élimination des documents confidentiels a été mis en place à Agassiz 5.

Finances

L'entrée en vigueur de la nouvelle directive Abaclick a nécessité un accompagnement auprès des structures d'accueil de jour, en collaboration avec la comptabilité de direction. Un report de 6 mois a permis la réalisation des adaptations, permettant le bon fonctionnement des structures d'accueil de jour tout en respectant le nouveau cadre établi. Dans un esprit d'économie circulaire, la question des achats de proximité et de seconde main a nécessité une attention particulière.

D'autres actions ont aussi pris place:

- le service a accompagné l'ouverture de «Ma Crèche sous les Etoiles» (61 places) et l'ouverture de la Garderie «Le Petit Monde» EVAM (projet suspendu pour raison budgétaire);
- une convention a été établie pour mise à disposition de locaux à l'Association «I work U play», active dans le domaine de la conciliation vie privée – vie professionnelle;
- une nouvelle convention de mise à disposition de locaux pour la Fatière des Réseaux d'Accueil de Jour des Enfants (FRAJE) favorise les interactions du Réseau-L avec la faitière cantonale;
- la formation et l'organisation de suppléance du personnel détenant la fonction de Visa métier ABACUS a amélioré le suivi des factures fournisseurs au sein des structures d'accueil;
- le processus de facturation des prestations d'aide à l'intégration dans les lieux collectifs d'accueil de jour (AILA), qui sont en très forte augmentation, a été formalisé en intégrant les directives de l'OSPES;
- le SPE a participé à une analyse des besoins et des prestations internes et externes concernant la fourniture de repas dans les structures d'accueil EJJQ.

Administration et numérique

Intégration numérique pour le personnel éducatif

L'ensemble du personnel éducatif des centres de vie infantine municipaux bénéficie désormais de licences informatiques et d'accès à un espace de travail numérique propre. Cet investissement sécurise le traitement des dossiers et facilite l'accès aux ressources collaboratives et permet de traiter des situations d'enfants dans un environnement sécurisé.

Registre des activités de traitement des données

L'inventaire des traitements des données du service a été réalisé en collaboration avec la juriste responsable de la protection des données du SOI. Conformément à l'art. 19 de la loi sur la protection des données personnelles, l'ensemble des fiches a été déclaré et inscrit au registre public de l'Autorité de protection des données et de droit à l'information (APDI).

ERP (Entreprise resources planning)

Un analyste d'affaires a cartographié les capacités métier pour définir les bases et les orientations du futur ERP collaboratif du Réseau-L. La pertinence de démarrer avec la mise en œuvre d'un *portail parent* a rapidement été mise en évidence.

En parallèle, un état des lieux des ressources et besoins informatiques a permis de planifier la modernisation des outils des IPE en cohérence avec les futurs projets du Réseau-L.

Domaine Ressources humaines

La Ville de Lausanne prévoit la possibilité de créer un poste de chef de domaine RH dans le cas où les services atteignent un seuil critique en volumétrie. La création de ce poste stratégique en 2025 au sein du SPE, service parmi les trois plus grands de la Ville, impose une restructuration RH programmée jusqu'à fin 2026. Le domaine RH poursuit son expansion avec la mise au concours d'un nouveau poste de conseil RH afin d'absorber le transfert du Pool B au sein du service.

Le SPE s'est lancé dans la mise en œuvre d'un outil de gestion des temps, en étroite collaboration avec le Service des écoles et du parascolaire (SEP), sur les années 2026 et 2027. Les enjeux majeurs de ce projet sont notamment la volumétrie ainsi que les particularités liées au temps de travail des équipes éducatives, divisé entre le temps en présence des enfants et le temps hors présence des enfants. Les horaires coupés ainsi que l'annualisation du temps de travail constituent également un point d'attention.

Domaine Accueil petite enfance

Référente enfants, famille et pédagogie

L'année 2025 a vu l'arrivée au 1^{er} août de la 1^{re} référente enfants famille et pédagogie, une 2^e personne débutera au 1^{er} janvier 2026. La création de ces postes à temps partiel permet d'avoir des personnes sur le terrain en soutien aux directions d'institutions sur les questions liées aux enfants, leurs familles et les concepts pédagogiques. Le Pool B y est rattaché hiérarchiquement.

Pool B

Sur décision du Copil stratégique, le SPE a repris dès le 1^{er} juillet 2025 le pilotage et la gestion du Pool B en étroite collaboration avec le SEP. Le projet pilote entre dans une phase d'affinement qui s'étendra sur toute l'année 2026, portant spécifiquement sur la définition des secteurs d'intervention et l'harmonisation des conditions de travail. Pour faire face à la complexité de la gestion quotidienne, l'équipe de coordination, responsable de l'affectation des missions, a été temporairement augmentée. La montée en puissance du dispositif se poursuit via le recrutement de nouveaux poolistes sur les EPT actuellement vacants.

Accueil en milieu familial (AMIFA)

L'année a été consacrée à la poursuite de la restructuration de l'AMIFA. Les coordinatrices ont œuvré en étroite collaboration avec le personnel du CVAJ pour maintenir un partenariat de travail efficient et de qualité. Le second semestre a été dédié à la préparation de la reprise en interne de la gestion des contrats de placement et du suivi des débiteurs, effective au 1^{er} janvier 2026. Une secrétaire a été recrutée et a pris ses fonctions le 1^{er} décembre pour accompagner cette nouvelle charge de travail. L'activité d'accueil est directement impactée par une diminution du nombre d'enfants disponibles pour placement, rendant la tâche des coordinatrices plus

complexe. La faible demande exprimée par la liste d'attente dans certains quartiers a mené au refus de nouvelles candidatures d'accueillantes en milieu familial. Un projet de collaboration renforcée entre les accueillantes et les IPE (en partenariat avec le CVAJ) est à l'étude.

Cellule socio-éducative

Le travail de la cellule socio-éducative est resté très soutenu en raison de nombreuses et constantes demandes. L'intervenante dans le domaine famille a intégré un groupe de travail avec des personnes du Canton, pour réfléchir à un dispositif de repérage et de soutien dans le cas d'abus et de maltraitance. Elle a été beaucoup sollicitée pour soutenir les directions d'institutions sur la thématique de la maltraitance.

La 2^e intervenante travaille en étroite collaboration avec la coordinatrice à l'inclusion sur une réorganisation des tâches auprès des enfants et des familles. Elle est beaucoup sollicitée pour un soutien de supervision en individuel et ou équipe.

Inclusion

En 2025, la coordinatrice à l'inclusion a fait face à une forte augmentation des demandes d'intervention. Reconnue pour la qualité de son travail, elle soutient les directions d'institutions dans leurs projets d'inclusion. Elle participe activement à la coordination cantonale et collabore étroitement avec son homologue du SEP, ainsi qu'avec la cellule socio-éducative pour réorganiser les tâches et les missions auprès des enfants et de leurs familles.

IPE Municipaux

Certains des IPE fonctionnent à flux tendu sur la gestion du personnel éducatif depuis plusieurs années. En effet, le recrutement reste problématique avec un manque récurrent de candidates et candidats. Les directions se retrouvent fréquemment sous tension pour trouver des remplaçantes ou remplaçants, malgré la création du Pool B. Certaines institutions – selon les quartiers – se retrouvent avec des places vacantes, ce qui est une nouveauté. Les directions travaillent au plus près de la liste d'attente centralisée (LAC) pour proposer une place aux familles. Toutefois, les places vacantes ne permettent pas de réduire le personnel éducatif, car il faut répondre aux normes cantonales d'encadrement. Divers ajustements administratifs ont été demandés aux directions, avec de nouveaux processus et la consolidation de ceux entrés en vigueur auparavant.

Jardin d'enfants (JE)

19 jardins d'enfants (JE) pour un total de 218 places accueillent à temps d'ouverture restreint des enfants dès 2^{1/2} ans. 9 JE de quartier sont exploités par des comités de parents bénévoles. Le renouvellement des membres est parfois problématique et le fort recours à la prestation JE par des enfants à besoins spécifiques fragilise ces structures. Le JE des Galopins a été municipalisé en septembre 2025 par un rattachement au CVE des Plaines-du-Loup, permettant ainsi de maintenir la prestation tout en créant une synergie entre l'accueil à la journée et à la demi-journée.

Réseau-L

Culture des tout-petits

En 2025, le service a pu mettre sur pied un appel à projets sur invitation afin de proposer une brochure «Offres culturelles» à destination des enfants âgés de 0 à 4 ans, fréquentant les lieux d'accueils du Réseau-L. Grâce au concours d'un jury interservices, 3 partenaires culturels ont été retenus en plus de la proposition historique du Petit Théâtre. Les offres proposées se déroulent sur 9 dates, en dehors des places au Petit Théâtre, et ont toutes été complètes en quelques jours.

Le travail avec les 3 musées de la Ville de Lausanne apporte aussi aux enfants un éveil esthétique, qu'ils peuvent prolonger ensuite avec le personnel éducatif.

Mois des fiertés

Lors du Mois des fiertés, en juin, le service a élaboré avec la médiation culturelle de Bibliomédia, 3 ateliers découvertes de la mallette pédagogique des familles Arc-en-ciel.

Ces ateliers étaient ouverts au personnel éducatif du Réseau-L pour réfléchir à comment bien accueillir les familles fréquentant les lieux d'accueils préscolaire du Réseau-L, au plus près de leurs besoins. Ces ateliers ont aussi permis de pouvoir parler librement des questions de genre. La mallette peut être louée à Bibliomédia.

En septembre, le coordinateur de la Ville de Nyon a donné une conférence « Instauration d'une culture inclusive en accueil collectif de jour » qui abordait la thématique LGBTQI+ et les questions liées au racisme. La conférence a rencontré un large succès.

Pilotage du Réseau-L

Dans le cadre de l'adaptation de son développement, le Réseau-L a créé un poste spécifique de répondante opérationnelle du Réseau-L. Il vise à soutenir et renforcer les missions transverses du Réseau-L, notamment sur les questions financières et administratives.

Taux d'occupation entre janvier à décembre 2025

Total taux d'occupation sur 11 mois sans le mois le plus bas. Places offertes au 1^{er} octobre 2025.

Catégorie A – Centre de vie infantine municipaux

Mandant	Taux d'occupation sur 11 mois	Nombre de places offertes et financées (au 01.10.2025)		
		Préscolaire	Jardin d'enfants	Total
CVE de Bellevaux	80.92%	44	12	56
CVE de Grancy*	73.69%	47	-	47
CVE de la Borde	83.98%	44	10	54
CVE de la Bourdonnette	91.48%	71	15	86
CVE de la Cité*	85.66%	61	-	61
CVE de la Colline	78.75%	27	-	27
CVE de la Grangette	93.24%	54	10	64
CVE de la Sallaz	76.00%	22	4	26
CVE de l'Ancien-Stand	80.09%	66	-	66
CVE de Montelly	82.72%	74	-	74
CVE de Montoie	83.83%	34	-	34
CVE de Petit-Vennes	89.40%	44	-	44
CVE de Valency*	73.79%	73	-	73
CVE des Bergières	78.00%	76	-	76
CVE des Diablerets	87.86%	34	-	34
CVE des Jardins de Prélaz	92.07%	44	-	44
CVE Plaines-du-Loup*	88.78%	49	15	64
CVE de la Maille*	54.00%	44	-	44
Moyenne/Total des places offertes	*84.49%	908	66	974

Catégorie B – Garderie et centres de vie infantine de quartier, privées conventionnées

Mandant	Taux d'occupation sur 11 mois	Nombre de places offertes et financées		
		Préscolaire	Jardin d'enfants	Total
Centre de la Petite Enfance	87.93%	96	20	116
Chenille	89.83%	50	-	50
Clos-de-Bulle*	70.72%	61	-	61
Collonges	80.65%	51	-	51
Crèche de Bérée	86.22%	44	-	44
Crèche sous les étoiles*	19.58%	61	-	61
CVE de Cour	89.39%	44	-	44
CVE de la Madeleine	91.51%	44	-	44
CVE d'Entre-Bois	89.94%	43	-	43
Les Koalas	72.96%	22	-	22
Maillefer	90.48%	27	-	27
Malley-Prairie	86.01%	69	-	69

MiniWatts	70.36%	44	-	44
Planète Bleue	83.21%	21	-	21
Servan**	78.73%	57	-	57
Tournesols	89.26%	29	-	29
Zig Zag Zoug	86.97%	44	14	58
Moyenne/Total des places offertes	*85.30%	807	34	841

Catégorie C – Garderies et crèches d'entreprise en partenariat privées conventionnées

Mandant	Taux d'occupation sur 11 mois	Nombre de places offertes et financées		
		Pré-scolaire	Jardin d'enfants	Total
Béthanie	93.82%	22	-	22
Bois-Gentil	94.60%	22	-	22
Crèche de Montchoisi	94.56%	22	-	22
Crèche du Centenaire	69.39%	34	-	34
Croq'cinelle	80.28%	44	-	44
Croquignole	80.77%	37	-	37
CVE de Beaumont I	83.75%	72	-	72
CVE de Beaumont II	89.32%	60	-	60
CVE La Forêt	87.23%	39	-	39
CVE Les Falaises	90.48%	39	-	39
Espace Enfance Vinet	83.71%	37	-	37
Garderie de Sébeillon	78.25%	44	-	44
Grattapaille	78.47%	66	-	66
IPE de Marterey	91.87%	41	-	41
La Case	87.53%	98	-	98
Mandarine	78.78%	19	-	19
Piccolo Mondo	84.98%	44	-	44
Polychinelle	81.07%	149	-	149
Pouponnière Chailly	89.01%	88	-	88
Primavera*	85.10%	39	-	39
Tivoli	77.36%	44	-	44
Moyenne/Total des places offertes	84.78%	1'060	0	1'060

Catégorie D – Garderies et crèches privées conventionnées en partenariat avec l'Etat de Vaud

Mandant	Taux d'occupation sur 11 mois	Nombre de places offertes et financées		
		Pré-scolaire	Jardin d'enfants	Total
CVE Carambole	76.90%	56	-	56
CVE La Fourmi	84.31%	76	-	76
Fondation Myosotis Pomme d'Happy	97.88%	12	-	12
Moyenne/Total des places offertes	86.36%	144	0	144

Total moyenne et nombre de places pour le SPE	Nombre de places offertes et financées		
	Pré-scolaire	Jardin d'enfants	Total
Total moyenne et places offertes SPE	2'919	100	3'019

* taux sans les IPE qui ont ouvert ou ont été en phase d'agrandissement dans les 2 ans
 ** taux sans l'IPE qui a été en travaux (limitation du nombre de place durant les travaux)

Service des écoles et du parascolaire (SEP)

Principales missions du service

- assurer l'organisation générale de l'école obligatoire et la planification scolaire, en étroite coordination avec les directions des établissements scolaires;
- assurer l'organisation générale et la planification de l'accueil parascolaire, mettre en œuvre la journée continue de l'écolier, pour les élèves de la 1P à la 11S (APEMS, accueil parascolaire 7–8P, réfectoires) et assurer les devoirs accompagnés pour la scolarité obligatoire;
- assurer l'information aux parents au sujet de la scolarité à Lausanne et mettre en place un guichet centralisé destiné à les accueillir, les conseiller et les orienter;
- gérer les inscriptions à l'école, aux prestations parascolaires et aux devoirs accompagnés, les bases de données des enfants/élèves, la facturation des prestations aux parents et aux communes partenaires, les transferts entre communes, etc.;
- mettre à disposition les infrastructures scolaires nécessaires pour la scolarité obligatoire et l'accueil parascolaire et en assurer l'entretien, l'équipement et l'utilisation;
- assurer le soutien administratif et organisationnel des établissements scolaires: engager et gérer le personnel administratif et des bibliothécaires scolaires, assurer la gestion fiduciaire et la gestion informatique;
- assurer l'organisation, la chancellerie et le soutien logistique du Conseil d'établissement et des Commissions d'établissements, soutenir les Conseils des élèves;
- mettre en place une politique coordonnée et équitable des camps et sorties scolaires pour l'ensemble des classes lausannoises;
- organiser les activités périscolaires: manifestations et fêtes scolaires, appuyer les activités pédagogiques, gérer les fermes pédagogiques;
- coordonner la politique relative aux préaux scolaires, en termes de statuts et d'usages durant et hors périodes d'enseignement, et participer à la coordination pour la sécurité sur le chemin de l'école;
- gérer l'attribution des bons pour les transports scolaires (abonnements tl);
- contribuer aux projets de prévention et collaborer à la gestion de prestations destinées à soutenir la scolarisation des élèves ayant des besoins particuliers: Centre de ressources pour élèves allophones (CREAL), Appart' (Maison des jeunes), soutien scolaire (Centre vaudois d'aide à la jeunesse);
- participer à la coordination régionale des directions d'établissements lausannois (CRL).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration établis. scol.	34.91	29.85	33.82	29.95
Administration SEP	64.40	48.86	81.53	49.77
APEMS Beaulieu/Prélaz	72.60	73.04	79.53	77.40
APEMS Entrebois/Pierrefleur	73.34	70.37	86.76	81.49
APEMS Mon-Repos/Floral	109.59	101.78	117.66	114.54

APEMS Sallaz/Coteau Fleuri	87.40	85.85	99.86	92.64
Conciergeries	116.20	115.59	116.34	114.80
Total service	558.44	525.34	615.51	560.59

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	57.07

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Administration établis. scol.	40	29.85	39	29.95
Administration SEP	64	48.86	65	49.77
APEMS Beaulieu/Prélaz	146	73.04	142	77.40
APEMS Entrebois/Pierrefleur	125	70.37	137	81.49
APEMS Mon-Repos/Floréal	181	101.78	194	114.54
APEMS Sallaz/Coteau Fleuri	146	85.85	151	92.64
Conciergeries	187	115.59	185	114.80
Total service	889	525.34	913	560.59

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
APEMS Beaulieu/Prélaz	1	3
APEMS Entrebois/Pierrefleur	3	2
APEMS Mon-Repos/Floréal	2	2
APEMS Sallaz/Coteau Fleuri	4	5
Conciergeries	5	4
Total service	15	16

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	116	138
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	3
Total service	117	141

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	6
Convention de départ	2
Décès	2
Démission	54
Départ à la retraite	21
Fin de contrat	9
Licenciement juste motif ordinaire	5
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	4
Licenciement fin droit trait. 24 mois	13
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	116

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	620	32.51	602	33.84
Auxiliaires mensualisé·e·s	40	10.73	73	17.46
Auxiliaires payé·e·s au forfait	28	*	31	*
Total service	688	43.24	706	51.30

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

2025 s'inscrit dans la continuité du programme de législature: création de places et consolidation de l'accueil parascolaire, poursuite de la stratégie de mise aux normes, de rénovation et d'assainissement des bâtiments scolaires et parascolaires et développement d'avant-projets pour plusieurs nouvelles écoles ont occupé les équipes. Une fête scolaire a fait son retour à Sauvabelin. Sur les plans RH et administratif, plusieurs processus ont été optimisés.

Principales activités 2025

Organisation des établissements scolaires et des classes à la rentrée 2025

Cette année, 14'907 élèves ont fait leur rentrée dans les classes lausannoises. Elles et ils sont répartis dans 786 classes.

Répartition des élèves 1–6P et classes spéciales (situation à novembre 2025)

Établissement	1P	2P	3P	4P	5P	6P	ACC	MO	CRPS1–6	CRPS3–6	Total
Beaulieu	139	151	153	144	144	136	8	–	–	–	875
Coteau-Fleuri	146	139	159	159	158	156	7	–	18	–	942
Entre-Bois	122	134	129	153	123	128	8	–	–	–	797
Floréal	197	207	197	216	180	185	7	–	–	–	1'189
La Sallaz	190	185	193	192	202	214	–	–	–	–	1'176
Mon-Repos	182	191	176	174	197	176	22	–	–	–	1'118
Pierrefleur	142	172	167	173	159	124	9	–	–	–	946
Prélaz	152	149	143	172	118	138	10	10	–	27	919
Totaux	1'270	1'328	1'317	1'383	1'281	1'257	71	10	18	27	7'962

Répartition des élèves 7P–11S et classes spéciales (situation novembre 2025)

Établissement	7P		9		10		11		RAC1	ACC	MO	OESS	Total	
	7P	8P	9VG	9VP	10VG	10VP	11VG	11VP	RAC2	CERT	7–11	7–11		7–11
Belvédère	168	175	105	71	105	66	114	68	106	–	84	24	–	1086
Bergières	197	205	103	80	94	90	105	78	–	–	32	7	–	991
Béthusy	179	188	80	106	98	106	99	115	–	14	75	–	–	1'060
CF Ramuz	125	187	95	53	86	55	111	45	39	–	19	–	–	815
l.-de-Montolieu	190	244	103	66	125	65	100	68	–	–	23	–	9	993
Elysée	183	173	62	103	79	93	63	114	39	–	53	–	18	980
Villamont	183	191	100	101	92	108	86	118	–	–	41	–	–	1'020
Total	1'225	1'363	648	580	679	583	678	606	184	14	327	31	27	6'945

Classes régulières

Degré(s)	Élèves	Classes	Moyenne
1-2P	2584	136	19.0
3P	1046	54	19.4
2-3P	1106	56	19.8
4P	37	2	18.5
1-4P	525	27	19.4
3-4P	1249	67	18.6
5P	1224	63	19.4
6P	65	3	21.7
5-6P	1225	65	18.8
7P	1363	66	20.7
8P	648	33	19.6
9VG	679	35	19.4
9VP	583	27	21.6
10VG	678	34	19.9
10VP	606	27	22.4
11VG	575	26	22.1
11VP	597	27	22.1
Total	14'198	723	

Classes spéciales

Degré(s)	Élèves	Classes	Moyenne
RAC 1	145	7	20.7
RAC 2	39	2	19.5
CERT	14	1	14.0
ACC 5-6	71	9	7.9
ACC 7-8	104	11	9.5
ACC S	223	21	10.6
MO 3-6	41	4	10.3
MO 7-11	18	2	9.0
CRPS 1-6	27	3	9.0
CRPS 3-6	18	2	9.0
CRPS 7-8	9	1	9.0
CRPS 9-11	9	1	9.0
Total	709	63	

Légende

ACC	classe d'accueil primaire/secondaire
CERT	classe certificative (12 ^e année)
MO	classe à effectif réduit (MO: mesures ordinaires de pédagogie spécialisée)
CRPS	classe régionale de pédagogie spécialisée spécialisée
RAC	classe de raccordement (12 ^e année)
VG	voie générale
VP	voie pré-gymnasiale

Infrastructures et bâtiments**Constructions, agrandissements, projets en lien avec les nouveaux quartiers**

De nouvelles études et projets ont été engagés afin d'accompagner la croissance démographique et répondre aux besoins scolaires et parascolaires dans les quartiers en cours de densification:

- développement de la phase d'avant-projet pour la 1^{re} des 2 constructions scolaires prévues aux Prés-de-Vidy (école des Jardins de Vidy). Cette étape permettra la mise à disposition de 18 salles de classe primaires, d'un accueil parascolaire et de 2 salles de gymnastique;
- développement de la phase d'avant-projet pour le 2^e des 4 bâtiments scolaires prévus aux Plaines-du-Loup (école du Vélodrome). Cette étape permettra la mise à disposition de 33 salles de classe secondaires, d'un accueil parascolaire et de 3 salles de gymnastique;
- développement de la phase d'avant-projet pour l'extension du collège de la Sallaz, permettant l'implantation de 5 salles de classe, d'un accueil parascolaire de 84 places ainsi que d'une salle de rythmique polyvalente;
- organisation d'un concours d'architecture et publication des lauréats pour le site de Béthusy, en vue de l'implantation de 2 nouvelles salles de gymnastique, d'un accueil parascolaire de 90 places ainsi que d'une bibliothèque d'établissement.

Parallèlement, 3 procédures de sélection de mandataires et de projets ont également été engagées afin de:

- procéder à la rénovation et à l'assainissement complets du collège de Montriond, ainsi qu'à l'implantation d'un nouveau pavillon destiné à l'accueil parascolaire;
- définir l'implantation de 30 nouvelles salles de classe et de 2 salles de gymnastique sur le site de Grand-Vennes;
- décharger les sites de l'Elysée et de la Croix d'Ouchy par l'implantation d'un pôle de 18 salles de classe 7-8P et d'une nouvelle salle de gymnastique en bordure du chemin de Beau-Rivage.

Dans l'intervalle, afin de répondre aux besoins démographiques et en attendant l'arrivée de ces constructions définitives, des installations à caractère provisoire ont été installées ou

complétées sur les sites des Bergières (dans l'attente de l'école du Vélodrome), de Béthusy et de Grand-Vennes.

Assainissement, rénovation et amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments existants

- collège de la Barre: les travaux techniques d'assainissement du grand mur de soutènement ainsi que la réfection du préau sud ont été achevés. De nouveaux préaux couverts et les surfaces de dégagement ont été mis à disposition des élèves en fin d'année;
- collège de Béthusy: développement de la phase d'avant-projet en vue de l'assainissement énergétique des bâtiments B, C et D.

Installation d'affichages numériques frontaux (ANF) et rénovation des réseaux informatiques des établissements scolaires

La rénovation des réseaux informatiques, destinée à accompagner la transition de l'école vers l'éducation numérique et répondre aux orientations cantonales, se poursuit. Un appel d'offres a permis d'identifier un mandataire pour accompagner ce déploiement sur les prochaines années. L'ensemble des collèges primaires sont désormais équipés d'ANF mobiles, permettant de desservir plusieurs classes. Le développement se poursuit désormais sur l'ensemble des collèges secondaires lausannois avec l'installation d'affichages fixes.

Autres travaux d'entretien et optimisation des infrastructures

Outre l'entretien courant des bâtiments scolaires et parascolaires, certaines interventions plus importantes ont eu lieu cette année:

- remplacement complet de l'alimentation en eau froide du collège des Figuiers;
- remplacement des menuiseries et vitrages de la salle de gymnastique à Floréal;
- réfection des cloisons et des sanitaires à Chailly;
- assainissement des classes du bâtiment F à Grand-Vennes;
- rénovation des sanitaires du bâtiment principal à La Sallaz;
- rénovation de salles de classe, de l'ascenseur et mise en place de mesures PMR aux Bergières;
- rénovation des salles de classes et des groupes sanitaires à l'Eglantine;
- réaffectation de l'appartement du concierge en salles de classe à Montchoisi;
- réfection de la piste d'athlétisme, protection solaire de l'atrium et changement des pompes de chauffage à l'Elysée;
- travaux d'isolation et d'étanchéité de la toiture-terrasse à Malley;
- travaux de désamiantage et création d'un local de conciergerie à Beaulieu;
- réfection des groupes sanitaires à la Pontaise;
- fusion des bibliothèques scolaire et municipale à Entre-Bois, agrandissement de l'APEMS et création d'un nouvel espace pour le centre socioculturel;
- réaffectation de l'appartement du concierge en accueil parascolaire et espace ressources à Coteau-Fleuri;
- transformation de l'ancien appartement du maître-nageur en accueil parascolaire aux Bergières;

En outre, à l'occasion des rénovations de classes, les équipements et le mobilier sont changés, adaptés, modernisés ou recyclés. En 20 ans, plus de 2'000 plateaux de pupitres d'élève ont été renouvelés.

Politique des préaux scolaires

Cette année a marqué la mise en place d'une nouvelle signalétique harmonisée pour tous les préaux scolaires lausannois sous forme de totems et panneaux expliquant à la population le statut des préaux scolaires, ce qui est permis et ce qu'il faut respecter.

En 2025, 7 préaux scolaires supplémentaires ont été réaménagés dans les collèges de Chailly, Entre-Bois, Grand-Vennes (avec le soutien des Fondations Radix et Federer), Montoie (partie ouest), La Barre (cour sud), Cour et Pontaise, toujours conformément aux 4 axes de la politique

municipale des préaux scolaires (réaménagements, prise en compte des besoins des enfants et des quartiers, enjeux climatiques, participation). Une attention particulière a été accordée à la participation des enfants et des jeunes (observations, recensement des besoins, plantations participatives), notamment grâce à l'expertise de la Délégation à l'enfance du service QJF.

D'autres collèges ont bénéficié d'améliorations partielles: arborisation dans une douzaine de sites (Plan canopée), peinture au sol, assises, installation de nouveaux couverts à Valency.

La Ville est régulièrement sollicitée pour faire visiter ses préaux ou présenter sa politique à d'autres Communes ou Cantons. Deux balades thématiques ont été organisées en collaboration avec l'Eprouvette (Unil) pour faire découvrir au public la politique des préaux.

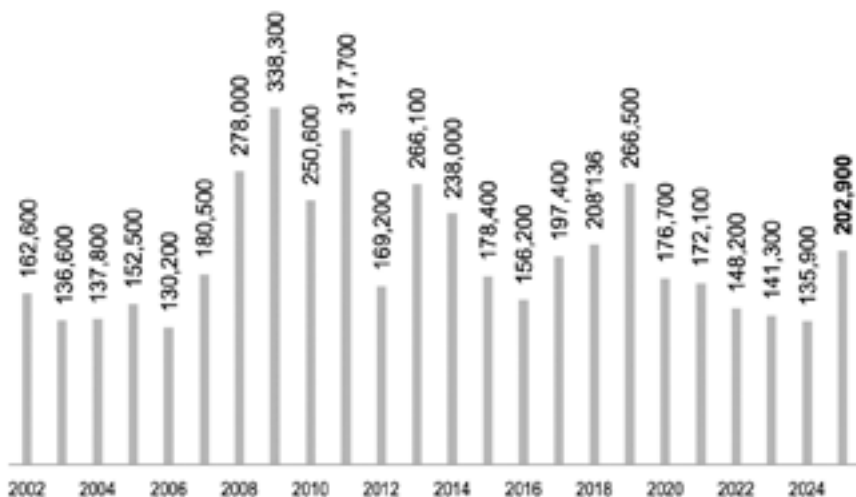
Cette politique tire sa force d'une excellente collaboration interservices, coordonnée au sein d'une plateforme qui s'est réunie 2 fois cette année, avec pour thèmes l'évaluation de la signalétique pilote avant son déploiement et un premier bilan de la politique municipale en matière de préaux scolaires.

Prévention des incivilités et du vandalisme, cohabitation avec le voisinage

Les coûts liés aux actes de vandalisme et incivilités constatés sur les sites scolaires se sont montés à CHF 202'900.–. Tous les sites ne sont pas affectés, ni tous de la même manière. Les collèges du centre-ville sont également impactés par les problématiques liées à la toxicomanie. Les actions conjointes coordonnées permettent souvent de désamorcer les tensions, notamment par le biais de la plateforme incivilités, organisées par la délégation à l'Observatoire de la sécurité (9 séances en 2025).

Bâtiments scolaires

Evolution des frais liés aux actes de vandalisme (2002–2025 total CHF 4'742'300.–)



Accueil parascolaire

La stratégie de déploiement et de renforcement de la qualité de l'accueil parascolaire lausannois se poursuit selon les 6 axes présentés par la Municipalité dans le rapport-préavis 2023/35 «Consolidation et développement de l'accueil parascolaire», à savoir:

- développer les prestations, sur les plans quantitatif et qualitatif;
- accompagner la professionnalisation du personnel;
- renforcer la gouvernance du domaine parascolaire;
- réviser le concept pédagogique;
- renforcer les collaborations avec les parents, écoles et autres partenaires;
- aménager et mettre aux normes les lieux d'accueil.

Augmentation de l'offre d'accueil, en particulier pendant les vacances scolaires

Le nombre de places proposées pendant les vacances scolaires a pu être augmenté de plus de 250 places pour la rentrée 2025. Sur les 34 APEMS, 12 sont actuellement en mesure d'accueillir

les enfants pendant les vacances scolaires. Ce projet a permis à la Ville de proposer de nouvelles conditions de travail au personnel qui était jusqu'alors engagé uniquement pendant les semaines scolaires. Ce changement de rythme a permis aux équipes de revisiter leur concept pédagogique, de diversifier les activités récréatives au sein et à l'extérieur des structures et de renforcer les liens.

Avec près de 800 places Vacances (contre 3'850 en période scolaire), l'offre demeure insuffisante. La priorité de l'accueil est donc réservée aux plus jeunes enfants, en particulier les enfants scolarisés en 1-2P et leur fratrie.

Transfert des 1-2P du Service la petite enfance au Service des écoles et du parascolaires

En application de la volonté municipale, le transfert des enfants scolarisés en 1-2P a débuté en août 2024 et s'est poursuivi en 2025. Un tiers des quelques 1'200 enfants concernés est désormais accueilli au sein des APEMS. Les équipes des APEMS ont été renforcées et se diversifient, en particulier grâce au personnel issu du SPE. Ainsi, pour une grande partie d'entre eux, la transition a donc été harmonieuse. Les transferts se poursuivront pendant les prochaines années.

Augmentation de l'offre pour les 7-8P et 9-11S

L'accueil des jeunes entre 10 et 16 ans se consolide dans les 9 espaces d'accueil parascolaire 7P-11S (+ 90 places), notamment grâce à la présence de professionnelles et professionnels de l'éducation ou de l'animation socioculturelle. Les équipes observent une fidélisation des jeunes, qui identifient les équipes éducatives comme ressources, à la périphérie de la vie scolaire.

Le projet pilote de l'établissement secondaire de Béthusy lié à la question du sommeil des jeunes a également des incidences sur l'organisation du parascolaire. La durée de la pause de midi a été réduite, ce qui met l'équipe face à de nouveaux défis. Cette dimension devra être intégrée dans l'évaluation qui sera faite avant de généraliser ce projet.

Consolidation des directions, professionnalisation de l'accueil

Accompagner l'élargissement des prestations, de l'offre et du public (le parascolaire va désormais de la 1P à la 11S) requiert un renforcement des compétences, du professionnalisme et de l'encadrement des équipes, dans la perspective de proposer aux enfants et aux jeunes des journées harmonieuses – avec des transitions entre le temps scolaire, les devoirs accompagnés et les moments de jeux, de détente ou d'autres activités. Les taux de travail des directions ont été réévalués, leur formation a été renforcée. Les compétences avérées des directions permettent aux équipes de réfléchir continuellement à l'accueil proposé et de prendre soin de l'ensemble des enfants accueillis.

Nouveau Concept d'accueil parascolaire – vernissage et Semaine du parascolaire

La semaine du parascolaire a été l'évènement majeur de l'année 2025. Après plus de 2 ans de travail en collaboration avec les directions, les équipes, les familles et les enfants, le SEP a eu le plaisir de vernir son nouveau concept d'accueil lors de la semaine événementielle du parascolaire. Le vernissage du concept s'est fait en présence de son «parrain», le Pr. Philippe Meirieu, le 3 juin 2025 sous les applaudissements de quelques 600 collaboratrices et collaborateurs du domaine parascolaire.

Le concept d'accueil parascolaire se veut un trait d'union entre les réflexions pédagogiques et les pratiques et actions éducatives au sein des structures. Il se décline en 10 axes permettant de refléter l'engagement de la Ville en faveur des enfants et de leur participation à la société. Les missions de l'accueil parascolaire se retrouvent dans ce concept, qui s'appuie sur des valeurs éducatives partagées et fortes.

Au cours de la semaine, un grand nombre d'activités et événements ont été proposés dans les différentes structures. Les parents, les enfants et toutes les personnes intéressées ont pu assister à des spectacles, des fêtes, des visites guidées, des expositions photos, des petits-déjeuners, des soirées cinéma et bien plus encore.

La semaine s'est terminée sur un colloque romand, coorganisé avec la plateforme romande de l'enfance Pro Enfance, qui a permis de s'interroger sur le sens et les missions des tiers lieux que sont les structures parascolaires et qui a permis de réunir une centaine de personnes au Musée Olympique de Lausanne. Les interventions d'un important nombre d'expertes et d'experts et de politiques pourront certainement soutenir les réflexions pendant les années à venir.

Collaboration avec les écoles et les familles

Les travaux liés au concept d'accueil parascolaire ont permis de renforcer les collaborations entre les établissements scolaires et les structures d'accueil, que ce soit au travers de divers projets de terrain ou de manière plus institutionnelle.

Le nouveau concept a également été l'occasion d'impliquer les familles dans l'accueil parascolaire, en particulier dans le cadre d'ateliers participatifs. Concrètement, les séances d'information se généralisent, tout comme les moments informels, qui sont autant d'occasion de recueillir les avis, intérêts et besoins – en particulier pour l'accueil des enfants les plus jeunes, pour qui le passage du Centre de vie enfantine à l'école et à l'APEMS est une transition importante.

Processus de mise aux normes des structures existantes

Grâce à la collaboration avec nos partenaires internes et externes, un important travail de mise aux normes des lieux d'accueil est en cours: installation de vestiaires, de lavabos, d'éviers ou de WC supplémentaires, guides d'évacuation et exercices incendies, etc. Sauf élément inattendu, toutes les structures devraient être parfaitement aux normes en février 2027.

Devoirs accompagnés (DAC)

Au 31 décembre 2025, 1'540 élèves étaient inscrites et inscrits exclusivement aux devoirs accompagnés au moins 1 fois par semaine, sans autre prestation d'accueil parascolaire l'après-midi.

Établissements primaires	Nombre d'élèves
Entre-Bois	118
Floréal	101
Mon-Repos	95
Prélaz	137
La Sallaz	95
Beaulieu	85
Coteau-Fleuri	85
Pierrefleur	68
Total	784

Établissements primaires et secondaires	Nombre d'élèves
Belvédère	92
Bergières	107
Béthusy	91
Elysée	109
Villamont	176
CF Ramuz	98
Isabelle-de-Montolieu	83
Total	756

Ressources transversales

Administration et guichet centralisés pour les parents

Selon des modalités propres à la ville, le SEP accueille, conseille et oriente les parents des presque 15'000 élèves des 15 établissements scolaires lausannois lors de l'inscription à l'école ou au parascolaire, de demandes d'aides individuelles et pour toute autre démarche administrative. Par ailleurs, le secrétariat est également chargé des prestations suivantes: contrôle de la scolarité obligatoire, gestion des élèves, coordination des enclassements et gestion des demandes de dérogation aux zones de recrutement. Le domaine ressources et administration assure la facturation et le suivi des écolages.

Transports scolaires – octroi de bons de transports

Pour l'année scolaire 2025–2026, 15'338 bons Mobilis ont été établis. Au total, 10'670 élèves ou jeunes ont profité de cette offre, soit une baisse de 278 bons par rapport à 2024–2025.

— 4'058 bons ont été consommés sur les 4'398 émis pour les élèves

bénéficiant d'un abonnement Mobilis à titre gratuit, soit un taux de recours

- de 92% pour les élèves de 5P et plus, habitant à plus d'1 km de leur lieu de scolarisation;
- 1'970 bons ont été consommés sur les 3'166 émis pour les élèves bénéficiant d'un abonnement Mobilis à un tarif réduit de 50%, soit un taux de recours de 62% pour les élèves de 7P et plus, habitant à moins d'1 km de leur lieu de scolarisation;
- 4'636 bons ont été consommés sur les 7'774 émis à destination des jeunes de Lausanne de 11 à 20 ans non scolarisés dans l'enseignement obligatoire public, pour leur permettre de bénéficier d'un abonnement Mobilis avec une réduction de 50%, ce qui représente un taux d'utilisation de 59%.

Le coût annuel de cette prestation communale est de l'ordre de CHF 3.1 millions, soit en baisse de CHF 100'000.– par rapport à l'année passée.

Relations avec les établissements scolaires – Conférence régionale des directions d'établissements lausannois (CRL)

Cette coordination réunit de manière régulière les directions d'établissements scolaires avec la cheffe du SEP. Elle facilite les collaborations et permet de coordonner les questions dont la portée est à la fois cantonale et communale, que ce soit en termes de gestion des infrastructures, de gestion des bibliothèques scolaires, d'actions à destination des élèves ayant des besoins particuliers, de questions RH, etc.

Les collaborations entre la DEJQ et la CRL se renforcent, en particulier autour des questions d'éducation et d'accompagnement socio-éducatif. Un nouveau groupe de travail a vu le jour pour accompagner la planification scolaire et la réorganisation qui devra probablement accompagner l'arrivée des nouveaux collèges au sud et au nord de la ville.

Accueil des élèves allophones

La Ville comptait 41 classes d'accueil pour 482 élèves, de 8 à 16 ans, allophones issues et issus de la migration à la fin de l'année 2025, ce qui représente une trentaine d'élèves supplémentaires par rapport aux statistiques de fin 2024. Le Centre de ressources pour élèves allophones (CREAL) a pour mission de gérer ces classes qui sont hébergées dans les bâtiments scolaires et de coordonner l'accueil de l'ensemble des élèves allophones. Les classes d'accueil sont ouvertes au fur et à mesure de l'année, en fonction de l'évolution des besoins et de l'arrivée des enfants à scolariser.

Domaine périscolaire

Site internet: portail Scolarité à Lausanne

Le portail internet rencontre toujours un vif succès, notamment au moment de la rentrée scolaire. En 2025, plus de 495'000 pages ont été visitées sur la plateforme dédiée à la scolarité à Lausanne.

Fêtes scolaires et événements

Les traditionnelles fêtes scolaires ont débuté le 3 juin par la fête des élèves 6P, qui a été organisée pour la première fois sur un nouveau site à Sauvabelin. Les classes 1–2P ont défilé le 18 juin et les élèves 3–5P étaient à l'honneur le 25 juin. Les cortèges sont partis de l'Esplanade de Montbenon pour rejoindre le Parc de Milan, en passant par les avenues Marc-Dufour et de la Dent-d'Oche.

Le SEP a également accompagné et facilité l'organisation de manifestations scolaires, notamment le 75^e anniversaire de Montoie et la fin des travaux de rénovation, célébrés le 12 juin, ainsi que l'inauguration du collège des Plaines-du-Loup qui a eu lieu le 26 septembre.

Enfin, le domaine organise au printemps la soirée d'information destinée aux parents des futures et futurs élèves 1P de Lausanne au Casino de Montbenon. Cette édition, fruit d'une collaboration entre la DEJQ et les 8 établissements primaires lausannois, a réuni plus d'un millier de

parents autour de divers stands d'information et d'une séance de présentation de la journée de l'enfant scolarisé à Lausanne, conduite par le Conseiller municipal.

Camps et sorties scolaires hors cadre

En application de la loi sur l'enseignement obligatoire, la Ville met en place un dispositif permettant d'offrir de manière équitable à l'ensemble des élèves lausannois un grand nombre d'activités et encourageant ainsi le corps enseignant à y souscrire. 23 voyages d'étude, 83 camps sportifs ont ainsi été financés en 2025, alors que les écoles à la montagne ont accueilli 167 classes, grâce aux équipes du service QJF. Du matériel de ski est à disposition des élèves qui partent en camp d'hiver et qui n'ont pas d'équipement. Cette année, plus de 1'500 élèves issus de 142 classes ont bénéficié de ce service.

Enfin, 1'200 élèves se sont rendus aux fermes pédagogiques du Chalet de la Ville et de Malapalud pour y découvrir un milieu de vie et un métier en pleine mutation. A ces offres s'ajoutent celles des activités culturelles et de sensibilisation à l'environnement proposées par le SGEJQ.

Les classes de 3P à 6P sont accueillies pendant 12 semaines dans une des 5 piscines publiques de la Ville.

Enfin, tous les élèves lausannois des classes 1P à 11P ainsi que les APEMS peuvent profiter des patinoires de Montchoisi, de la Pontaise et de la Vaudoise aréna. Cette offre rencontre toujours un vif engouement.

Corps de musique soutenus par le Service

La Banda des écoles lausannoises a présenté son concert de Noël le 8 décembre. Le Corps des Fifres et Tambours s'est également produit en public à plusieurs reprises. Ces 2 formations musicales, composées de jeunes musiciennes et musiciens, ont également participé aux défilés des fêtes scolaires.

Sécurité sur le chemin de l'école

La coordination entre différents services de la Ville – notamment le SEP, le Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics et la police via sa brigade de prévention routière – a permis de sécuriser des points critiques par le biais de mesures d'aménagement, d'information et de prévention. Un dispositif de suivi des doléances, impliquant les services concernés et les directions d'établissements, assure une prise en charge continue et adaptée des préoccupations liées à la sécurité sur le chemin de l'école. Une quarantaine d'interventions ont été comptabilisées cette année pour cette coordination.

Pédibus

Une dizaine de lignes Pédibus sont actives à Lausanne. Différentes présentations Pédibus ont été organisées dans le courant de l'année. Des séances d'information à l'intention des parents ont été mises sur pied dans les établissements scolaires au moment de la rentrée scolaire.

Dans le cadre de la semaine de la mobilité, le défi «Au fil des pas» a été reconduit pour la 2^e année et proposé aux classes de 1P à 4P (plus de 5'400 élèves), afin de les encourager à marcher le plus possible pendant une semaine.

Service de santé et prévention (SSPR)

Principales missions du service

Le SSPR compte 2 offices: l'Office de santé et l'Office dentaire. Il témoigne de la volonté de coordination des programmes, projets et actions de promotion de la santé et prévention destinés aux enfants, aux jeunes et à leurs familles. Ses missions sont les suivantes:

- soutenir l'enfant en regard de sa santé, dans le contexte scolaire, pour l'accompagner durant son parcours de formation;

- assurer la mise en œuvre des programmes cantonaux et communaux de prévention et de santé;
- développer et participer à l'élaboration des programmes/projets de santé communautaire et à leur priorisation;
- assurer la coordination avec les autres acteurs cantonaux, communaux et institutionnels;
- décider des offres de prestations et de leur priorisation dans le domaine de la promotion de la santé, en lien avec le développement de l'enfant ainsi que de la prévention dans le contexte de la santé scolaire;
- offrir son expertise aux établissements scolaires et aux structures de garde des enfants, comprises et soutenues dans la loi sur l'accueil de jour des enfants.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Assistant-e-s dentaires	6.30	6.00	6.30	6.00
Cabinet d'orthodontie	7.75	6.45	*7.65	6.55
Direction et secrétariat	8.10	7.40	*8.20	8.20
Médecins scolaires	0.78	0.00	0.78	0.43
Pédodontistes	6.40	6.00	6.40	6.00
Prophylaxistes dentaires	1.10	1.10	1.10	1.10
Sect. Santé Comm. + Projets PSPS	17.40	17.60	17.40	15.10
Total service	47.83	44.55	47.83	43.38

*DRHM 35.10 – Gestion des postes dès 01.07.2025

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Assistant-e-s dentaires	8	6.00	8	6.00
Cabinet d'orthodontie	8	6.45	9	6.55
Direction et secrétariat	9	7.40	10	8.20
Médecins scolaires	–	–	7	0.43
Pédodontistes	7	6.00	9	6.00
Prophylaxistes dentaires	2	1.10	2	1.10
Sect. Santé Comm. + Projets PSPS	26	17.60	23	15.10
Total service	60	44.55	68	43.38

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	6	15
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	7	15

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	20	1.59	12	1.65
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	0.52	11	3.08
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	1	*
Total service	23	2.11	24	4.73

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Au vu de l'absence prolongée de la cheffe de service puis de la fin de son contrat, l'intérim mis en place dès le mois d'août 2024 a été poursuivi jusqu'au 1^{er} octobre 2025, date de l'entrée en fonction de la nouvelle cheffe de service.

L'Office de santé, avec le soutien du Canton, a pu accéder au programme informatique cantonal, afin de débiter l'informatisation des dossiers des élèves lausannois. Cela permettra une meilleure transmission des données entre infirmières, Établissements ou Communes en cas de déménagement des familles. Il donnera aussi la possibilité au service d'extraire des données concernant l'activité des infirmières auprès des élèves.

Sur le plan des ressources humaines, l'équipe des infirmières est actuellement au complet, pour couvrir les besoins des élèves selon la dotation prévue à cet effet. Grâce à un renfort ponctuel avec du personnel auxiliaire mensualisé, un gros travail a été effectué afin de pouvoir recruter des médecins spécialistes pédiatriques pour tous les établissements scolaires de la Ville de Lausanne.

L'Office dentaire a poursuivi la réorganisation de ses activités de pédodontie afin d'optimiser son efficacité. Sur le plan préventif, il a démarré un projet pilote visant à renforcer l'action des prophylaxistes dans les classes, par un second passage pour les écoles présentant le plus de besoins concernant la prévention en santé bucco-dentaire.

Personnel

Personnel fixe

Diverses réorganisations au sein du service ont nécessité des engagements dans les 2 Offices, dont l'entrée en fonction de la nouvelle cheffe de service.

L'Office de santé peut compter sur le soutien du Canton via la Direction générale de la santé, au travers d'une convention qui assure l'essentiel des salaires des infirmières en milieu scolaire, même si la Commune consolide l'effectif par 3 EPT, ce qui améliore l'accompagnement de la santé des élèves, notamment pour les situations de vulnérabilités psychosociales. Il a dû composer avec des absences de longue durée d'infirmières en milieu scolaire et a essayé au maximum de laisser les infirmières dans les mêmes établissements scolaires, dans le but d'améliorer le travail en réseau.

La démission d'une des deux infirmières responsables a entraîné la mise au concours de ce poste, avec une nouvelle responsable du secteur secondaire qui entrera en fonction en janvier 2026.

A la suite du départ d'un médecin scolaire, sa fonction a pu être reprise au sein de l'équipe des médecins scolaires du service, avec l'engagement de plusieurs médecins scolaires pédiatres et une équipe complète dès le 1^{er} novembre 2025. Ainsi, 9 pédiatres expérimentées ont pu être engagées, afin de compléter l'équipe pour un total de 12 médecins scolaires (dont la cheffe de service) toutes au bénéfice d'un FMH de spécialiste en pédiatrie.

Concernant l'Office dentaire, le cabinet d'orthodontie fonctionne durant l'année 2025 avec une orthodontiste supplémentaire à taux partiel, dans l'attente de repourvoir l'entier de l'équipe d'orthodontistes. Les cabinets de pédodontie ont dû faire face à la situation de 3 médecins dentistes en arrêt maladie prolongé ou congé maternité. Grâce à une réorganisation du cabinet d'orthodontie et d'un remplacement partiel des arrêts prolongés en pédodontie, l'accueil et le suivi des traitements des patientes et des patients ont pu être assurés.

Personnel auxiliaire – stagiaires – apprentie et apprenti

En sus du personnel fixe, le SSPR fait appel à du personnel auxiliaire:

- environ 10 infirmières auxiliaires ont pu être engagées afin de compléter l'équipe de postes fixes et ainsi avoir une équipe au complet pour la rentrée 2025–2026 malgré quelques absences maladies prolongées;
- 2 dentistes pédodontistes ont démissionné. 3 dentistes ont été engagés avec un auxiliaire médecin dentiste en complément. Le remplacement des pédodontistes et orthodontistes n'est pas aisé, tant le marché du travail est tendu dans ces spécialités.

Chaque année scolaire, le service accueille et forme une apprentie ou un apprenti employé de commerce engagé par le centre de formation du SPEL, conformément à un contrat de partenariat. Dans le cadre du service, leur formation est placée sous la responsabilité de l'assistante de la cheffe de service.

Formation continue du personnel pour l'année 2025

Les infirmières en milieu scolaire ont pu bénéficier de sessions de formation continue tout au long de l'année. 3 ont validé la formation CAS en santé publique. De plus, la plupart des infirmières ont bénéficié de plusieurs jours de formation continue.

Les médecins dentistes et orthodontistes ont, pour la majorité, bénéficié de la formation continue à hauteur de 50 heures par année civile. Les professionnelles de l'office dentaire ont ainsi rempli toutes leurs obligations de formation continue durant cette année.

L'équipe administrative et les 2 infirmières responsables ont également bénéficié de plusieurs jours de formation continue.

Supervisions des infirmières en milieu scolaire

Les infirmières prennent part environ 6 fois par an à des supervisions par des psychologues, afin de les soutenir, aussi sur le plan émotionnel, dans la gestion de leurs activités professionnelles et notamment des situations médico-psychosociales complexes.

Principales activités

Office de santé

L'Office de santé a pour principale mission de promouvoir la santé physique et psychique des enfants scolarisés dans les établissements lausannois. Il compte avec les compétences de médecins pédiatres et infirmières en milieu scolaire, pour la plupart formés en santé communautaire et santé publique.

Les activités de santé scolaire développées dans le cadre de l'Office de santé font l'objet d'une subvention institutionnelle du Canton de Vaud. Les prestations concernées sont définies dans le cadre d'une convention établie entre le Canton de Vaud (représenté par la Direction générale de la santé, Office du Médecin cantonal) et le SSPR. Cette convention, renégociée tous les 5 ans depuis 2006, a été renouvelée aux mêmes conditions que précédemment. Un avenant annuel précise les éventuelles modifications: engagement financier, postes subventionnés, modalités de paiement, etc.

Activités du service en appui externe, collaboration avec l'unité PSPS

Hors périodes d'absence, les 2 infirmières responsables ont pris part, à un rythme hebdomadaire, aux séances à visée collaborative organisées à l'Unité de Promotion de la santé et prévention en milieu scolaire PSPS. Des réunions régulières ont eu lieu pour améliorer les synergies et harmoniser les pratiques entre les services de santé scolaire du Canton et de la Ville de Lausanne.

Direction générale de la santé, service du médecin cantonal, SPE, SEP

L'adjoint médical, en fonction jusqu'au mois d'octobre, a continué à prendre part aux séances du comité de pilotage vaccination avec l'une des infirmières responsables et aux séances de travail placées sous l'égide du médecin cantonal. Il a également continué à prendre part à divers groupes de travail: santé mentale et migration, besoins sanitaires en milieu scolaire, besoins sanitaires des enfants migrants, école et santé mentale, etc. et a participé à des réunions avec les responsables du SPE pour améliorer les collaborations avec les institutions en charge de l'accueil de jour préscolaire.

Les 2 cheffes de service a.i. ont participé aux réunions de la CRL ou de sa délégation et il a été défini des rencontres régulières au moins une fois par trimestre.

Formation aux premiers secours pour le corps enseignant et professionnelles et professionnels des établissements scolaires

Les 2 infirmières responsables gèrent et supervisent ces formations données aussi avec le concours d'infirmières en milieu scolaire, selon un protocole bien établi. En collaboration avec la CRL, une réorganisation avec des formations délocalisées dans les écoles a permis d'améliorer l'accessibilité pour le corps enseignant, afin d'augmenter le nombre de professionnelles et professionnels formés en premier secours.

En 2025, 9 sessions de formation d'une durée d'une demi-journée ont été organisées. Elles ont permis d'assurer la formation de 152 professionnelles et professionnels, principalement des membres du corps enseignant, mais aussi des membres des équipes du parascolaire (APEMS). Cela représente un nombre inférieur aux recommandations cantonales et la modalité de la formation fait l'objet d'une attention particulière et devrait aboutir à une meilleure acceptation de la part des directions d'établissements.

Programmes de santé

Dépistage visuel

Le dépistage visuel est maintenu en ville de Lausanne à 3 reprises au cours de la scolarité obligatoire, en 3P, 7P et 9P. 3'502 enfants ont fait l'objet d'une mesure de dépistage visuel au cours de l'année scolaire 2024-2025. Pour 282 enfants, un contrôle visuel médical a été recommandé, un nombre relativement stable, à 8%, ce qui justifie largement cette mesure de dépistage.

Intégration scolaire

Pour l'année scolaire 2024–2025, 417 enfants scolarisés en ville de Lausanne ont été concernés par l'élaboration d'un document intitulé «Besoins de santé particuliers». Les mesures définies dans ces documents visent à permettre un accueil de qualité des enfants connus pour un problème de santé et sont partagées avec les membres du corps enseignant en accord avec les parents.

Entretiens proposés aux enfants avec leurs parents en 2P

Pour l'année 2024–2025, les infirmières du secteur primaire ont réalisé 795 entretiens pour ces enfants accompagnés de leurs parents. Dans le cadre de ces entretiens, diverses thématiques sont abordées, telles que la qualité de l'intégration de l'enfant dans le contexte scolaire, ses besoins fondamentaux (sommeil, alimentation, activités, hygiène bucco-dentaire, etc.), l'usage des écrans ou des partages avec les parents concernant les besoins psycho-affectifs de leur enfant ou l'éducation sans violence.

Entretiens de santé et visites médicales pour les enfants nouveaux arrivants

Le SSPP propose des entretiens de santé par l'infirmière en milieu scolaire pour les enfants nouveaux arrivants. Cette prestation se révèle particulièrement pertinente pour les enfants arrivés en contexte de migration forcée, les mineurs non accompagnés, les enfants sans permis de séjour ou avec une situation précaire. Pour les enfants sans suivi médical, ces entretiens de santé par l'infirmière sont, selon les besoins identifiés, complétés d'une visite médicale par le médecin scolaire ou d'une orientation dans le réseau médical local.

Projets de promotion de la santé et prévention en milieu scolaire (PSPS)

Pour l'année 2025, 23 projets ont été déployés et ont donné lieu à des mesures de facturation: 11 projets au primaire et 12 au secondaire.

Les dépenses acquittées en 2025 pour les projets PSPS ont été de CHF 59'958.– dont CHF 19'986.– à charge de la Ville de Lausanne.

Vaccinations – Doses administrées (année scolaire 2024–2025)

vaccin Boostrix	288 doses
vaccin Boostrix-Polio	100 doses
vaccin Engerix B	153 doses
vaccin HPV	796 doses

Consultations infirmières

Le nombre des visites et entretiens réalisées par les infirmières scolaires au cours de l'année scolaire 2024–2025 est de 15'318.

Le repérage et l'orientation d'enfants en situation de souffrance psychique, de négligence voire de maltraitance, constituent un volet important qui requiert de plus en plus de temps et d'attention de la part des infirmières en milieu scolaire.

Les infirmières en milieu scolaire et médecins scolaires constatent une augmentation progressive des sollicitations pour des situations médico-psychosociales complexes.

Office dentaire

La mission de l'Office dentaire est de promouvoir la santé bucco-dentaire, prévenir les maladies bucco-dentaires et, si nécessaire, prodiguer des soins dentaires et orthodontiques aux enfants scolarisés en ville de Lausanne.

Prestations proposées par l'Office dentaire

L'offre de prestations de l'Office dentaire se décline selon 3 axes, prévention primaire, dépistage et soins:

- consultations individuelles et détartrage dentaire pour toutes les patientes et patients du cabinet d'orthodontie, effectués par l'hygiéniste au cabinet;

- prophylaxie collective: éducation à la santé bucco-dentaire, dans les classes primaires des établissements scolaires, effectuée par 2 collaboratrices spécialistes en santé bucco-dentaire;
- soins conservateurs dispensés par les médecins-dentistes (pédodontistes) des 7 cabinets dentaires de l'Office dentaire, dédiés exclusivement aux soins aux enfants d'âge scolaire;
- soins orthodontiques réalisés par les médecins-dentistes orthodontistes du cabinet dentaire du groupe orthodontique de Montbenon;
- dépistage dentaire scolaire annuel, effectué par les médecins-dentistes de l'Office dentaire pour les élèves des établissements scolaires lausannois, les élèves d'institutions spécialisées, ainsi que les élèves de Belmont-sur-Lausanne;
- contrôle dentaire obligatoire avec ou sans radiographie selon l'appréciation du professionnel, pour les enfants scolarisés en 1P, avec possible rattrapage en 2P pour les enfants n'en ayant pas bénéficié en 1P. Effectuée au cabinet dentaire par les médecins dentistes de l'Office dentaire, cette prestation est financée par le Canton.

Afin d'augmenter l'impact de santé publique de cette prestation, les infirmières en milieu scolaire s'assurent que les enfants identifiés comme devant bénéficier de soins dentaires soient effectivement soignés. Le principe de ce renforcement des prestations via une augmentation du taux d'activité des infirmières en milieu scolaire a été validé par la Direction générale de la santé. Un poste supplémentaire d'infirmière en milieu scolaire est financé à cette fin par le Canton depuis le 1^{er} octobre 2022.

Les traitements sous Méopa sont les nouvelles prestations proposées aux parents par l'Office dentaire depuis 2024 qui se sont poursuivies en 2025.

Prophylaxie – éducation à la santé bucco-dentaire

Il a été effectué une optimisation du système de programmation des séances de prophylaxie pour un horaire par établissement scolaire sur le même principe que les dépistages scolaires. Pour l'année scolaire 2024-2025, les 2 prophylaxistes (1.1 EPT) sont intervenues dans 340 classes, soit auprès de 8'282 élèves. Elles sont également intervenues dans l'établissement de Belmont-sur-Lausanne (13 classes) pour 246 enfants. Elles ont aussi proposé leurs prestations dans les écoles spécialisées du CPHV, CTJE, École des Jordils, Fondation Verdeil-Rovéréaz pour 20 classes et 133 élèves.

Dans le cadre d'un projet pilote visant à renforcer les messages de prévention auprès des populations les plus atteintes dans leur santé bucco-dentaire, un second passage a été effectué dans 11 classes, dont 207 enfants ont pu bénéficier.

Demandes d'aides financières individuelles

Sur l'année 2025, 99 demandes de réductions d'honoraires ont été examinées. Le montant total des aides individuelles accordées correspond, en référence aux devis établis, à la somme globale de CHF 77'648.30, soit CHF 59'555.55 pour financer des soins de pédodontie et CHF 18'303.07 pour les soins d'orthodontie.

Contrôles dentaires 1P

L'introduction des contrôles dentaires obligatoires pour les enfants de 1P, effectués en présence de l'adulte de référence pour l'enfant, permet de renforcer la prise de conscience de l'importance de l'hygiène bucco-dentaire et des soins dentaires éventuellement nécessaires chez l'enfant. En effet, la présence des parents lors de ce contrôle complet permet de les sensibiliser à l'état dentaire de leurs enfants, en leur permettant de visualiser les caries les plus importantes. L'objectif de santé publique vise la disparition de cas en catégorie IV.

Sur les 1'407 enfants concernés, 832 ont été vus au cabinet dentaire pour ce contrôle dentaire, dont 51 ont bénéficié de radiographies dentaires complémentaires. Ces chiffres sont en augmentation car ce sont 50 enfants supplémentaires, comparativement à l'année précédente, qui ont bénéficié de ce contrôle dentaire.

Une attention particulière a été portée à l'état de santé bucco-dentaire des enfants à leur entrée à l'école: la surreprésentation des enfants en catégorie III reste un point de vigilance.

Elèves prévus	Déjà suivis dans le privé	Contrôlés	Radios	Catégorie			
				I	II	III	IV
1'407	177	832	51	625	23	127	56

Sur les 832 enfants contrôlés par l'Office dentaire, 183 enfants présentaient des caries sévères de stade 3 et 4. Les parents ont été informés de ce problème de santé et plus de 50% ont pu être soignés dans notre Office, qui propose des tarifs préférentiels et des aides individuelles si nécessaires. L'année suivante, les infirmières ont pu contacter les parents de ces enfants atteints sévèrement dans leur santé bucco-dentaire, afin de souligner l'importance de soins pour ces caries qui invalident ces enfants.

Dépistage dentaire scolaire annuel

	Nombre de classes	Effectif	Abs.	Dépistages	Catégorie			
					I	II	III	IV
Classes primaires	423	6'634	258	6'376	3'671	1'049	1'451	205
Classes secondaires	362	6'896	503	6'393	4'375	998	970	50
Institutions spécialisées	49	354	50	304	195	34	63	12
Belmont-sur-Lausanne	16	315	14	301	190	21	85	5
Total	844	14'076	760	13'286	8'347	2'208	2'397	334

Catégorie I: Sans carie, ni obturation 63.04%
 Catégorie II: Sans carie, avec obturations 15.72%
 Catégorie III: Avec caries 19.21%
 Catégorie IV: Bouches négligées 2.03%

Ces résultats illustrent un pourcentage élevé d'enfants (plus de 20%) souffrant de plusieurs caries et soulignent ainsi l'importance des actions de l'Office dentaire, avec notamment le passage des prophylaxistes dans les classes, le contrôle des 1P avec les parents et le dépistage annuel auprès des élèves afin de pouvoir proposer une prévention primaire et secondaire aux enfants et adolescents lausannois.

Service de psychologie scolaire (SPS)

Principales missions du service

- offrir aux enfants lausannois et à leurs familles des consultations, des évaluations et des suivis thérapeutiques en psychologie, logopédie et psychomotricité en milieu scolaire dans le but d'une reprise évolutive dans leur développement;
- travailler en étroite collaboration avec les partenaires de l'école, en particulier le corps enseignant et les directions des établissements scolaires lausannois et offrir des prestations indirectes et de conseil;
- conseiller et accompagner les familles lausannoises pour favoriser leur intégration psychosociale, culturelle, financière, juridique et personnelle, dans le but d'une scolarité harmonieuse de leurs enfants;
- gérer l'accueil et le traitement des demandes d'interventions et des prestations de logopédie indépendante conventionnée (LIC), par délégation cantonale.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Assistants sociaux – SPS	6.00	5.70	6.30	6.30
Direction et secrétariat SPS	4.05	4.05	4.45	4.25
Logopédistes	18.95	19.25	19.05	19.05
Psychologues	18.10	18.70	18.30	18.20
Psychomotricien-ne-s	8.55	8.55	8.45	8.65
Total service	55.65	56.25	56.55	56.45

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.90

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Assistants sociaux – SPS	9	5.7	9	6.30
Direction et secrétariat SPS	6	4.05	6	4.25
Logopédistes	27	19.25	26	19.05
Psychologues	27	18.7	26	18.20
Psychomotricien-ne-s	12	8.55	12	8.65
Total service	81	56.25	79	56.45

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	5	3
	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	5	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	1
Démission	1
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	5

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	14	0.07	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	7	1.83	10	2.82
Auxiliaires payé·e·s au forfait	1	*	1	*
Total service	22	1.90	11	2.82

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

Les demandes de consultation auprès des 4 professions en milieu scolaire sont en augmentation chez les jeunes enfants dans leurs premières années d'école et à l'adolescence. Afin de répondre de manière coordonnée et proportionnée, cette évolution nécessite des collaborations toujours plus importantes avec les établissements scolaires et avec les autres partenaires fonctions ressources dans les écoles lausannoises. Il y a également une augmentation de la mobilisation en urgence des cadres et des psychologues, pour des cellules de crise en cas d'événement critique qui touche les établissements scolaires. Des ajustements des modalités d'intervention thérapeutique continuent, de manière à répondre au mieux à l'afflux de nouvelles demandes de consultations. La mise en place de supervisions des équipes éducatives du parascolaire se poursuit et se développe avec satisfaction.

Principales activités 2025

Administration – Personnel – Finances

Le virage numérique amorcé en 2024 s'est poursuivi avec le passage pour tout le personnel à la téléphonie par ordinateur. Chaque personne bénéficie ainsi d'un numéro de téléphone unique quel que soit son lieu de travail dans la ville, ce qui constitue un confort pour les utilisateurs.

Peu de départs à relever cette année: une logopédiste a présenté sa démission et malheureusement une collaboratrice est décédée brusquement au printemps, ce qui a constitué un événement marquant pour tout le monde. Le rajeunissement de l'âge moyen du personnel se poursuit avec l'arrivée de jeunes collaboratrices et collaborateurs. Les frais et le temps de travail dévolus à la formation et à l'encadrement de ce personnel débutant sont importants. 2 psychologues ont terminé leur formation continue de 7 ans consacrée à une spécialisation en psychothérapie et couronnée par l'obtention d'un master of advanced studies. Une secrétaire a été nommée assistante de la cheffe de service et a débuté une formation ad hoc. 7 stagiaires universitaires ou des hautes écoles et 1 apprenti sont en formation dans le service.

Assistance sociale scolaire

L'équipe des 9 assistantes sociales scolaires a ouvert 332 nouveaux dossiers en 2025, ce qui est en légère augmentation. Actuellement, 1'048 suivis d'enfants scolarisés à Lausanne sont en cours. Les nouvelles demandes pour des situations de grande précarité de familles avec de jeunes enfants scolarisés en 1–2P (4–6 ans) sont croissantes. De même pour des adolescentes et les adolescents dont le mal-être se manifeste, notamment par d'importantes lacunes scolaires et des ruptures de parcours, certains jeunes quittant l'école sans solution de formation. Dans un objectif de lutte contre la précarité, les assistantes sociales scolaires poursuivent avec les familles leur travail de détection des non-recours aux aides sociales et aux ressources existantes.

Psychologie, psychomotricité et logopédie en milieu scolaire (PPLS)

Prestations

Les prestations directes aux enfants et aux adolescentes et adolescents lausannois représentent 2'283 dossiers ouverts dans les 3 professions à fin 2025. Les mesures préventives de 12 séances ainsi que les prises en charge thérapeutiques de groupe continuent de se développer dans chaque équipe, afin de répondre au mieux à la population dans des délais acceptables. Différentes rencontres en groupe sont également proposées aux parents. Il y a une augmentation des demandes, surtout chez les jeunes enfants en difficulté avec les premiers apprentissages en début de scolarité et chez les adolescentes et adolescents en secondaire. L'anxiété forte de certains jeunes les conduit à ne plus se rendre à l'école. Le refus scolaire anxieux est un trouble psychologique en augmentation dans tout le canton, ce qui préoccupe fortement les établissements scolaires et nécessite un important travail de collaboration entre les milieux scolaire, des soins et du socio-éducatif.

Les prestations indirectes d'expertise et de conseil des psychologues, logopédistes et spécialistes de psychomotricité délivrées à l'école sont également en augmentation: animation d'ateliers lors de journées pédagogiques, participation à des soirées de parents, renforcement des collaborations pluridisciplinaires, développement de pistes d'accompagnement pour le corps enseignant confronté à des élèves autistes, etc. Les liens entre les cadres du SPS et les 15 directions scolaires restent une priorité, afin de cerner ensemble les enjeux et les besoins prioritaires pour les enfants et les jeunes à Lausanne. Les collaborations se poursuivent également avec le domaine du parascolaire, avec un développement cette année de supervisions d'une logopédiste et d'une psychomotricienne, en complément à celles mises en place de manière régulière à raison de 2 matinées par semaine par un psychologue.

Prévention

Les actions de prévention en milieu scolaire se multiplient dans le but que le corps enseignant soit doté de connaissances et d'outils pédagogiques efficaces pour prévenir les difficultés scolaires de leurs élèves et repérer le plus rapidement possible les difficultés qui nécessitent une mesure thérapeutique spécifique. Ainsi, des permanences et des rencontres avec le corps enseignant se sont développées, pour favoriser des regards croisés sur les situations d'élèves et formuler des propositions de réponse à mettre en place en classe. Les thématiques qui semblent particulièrement utiles au corps enseignant sont liées aux écrans et à l'acquisition de repères développementaux chez les enfants et les adolescentes et adolescents, concernant leurs fonctions exécutives et l'apprentissage de la lecture. Les résultats du programme de prévention des difficultés en lecture «Histoire de mots», qui a été mis en place en 2024–2025 dans 3 classes lausannoises de 3P, sont d'ailleurs prometteurs et ce programme cantonal va se généraliser.

Logopédie indépendante conventionnée

Par délégation cantonale, toutes les prestations de logopédie pour les enfants et les adolescentes et adolescents lausannois de 0 à 20 ans sont administrées par le SPS. Les temps d'attente pour une prestation de logopédie sont importants. Un manque de logopédistes sur le marché du travail, ainsi qu'un recours à la logopédie pour des difficultés de plus en plus diverses en sont les causes principales. Les enfants scolarisés avec des difficultés d'apprentissage consultent la plupart du temps en logopédie scolaire. Les enfants préscolaires (2–4 ans), en formation postobligatoire (16–20 ans) et ceux qui ont besoin de logopédie spécialisée et intensive consultent dans les cabinets indépendants conventionnés. Les logopédistes en cabinet ont été rencontrés en septembre. La majorité des situations en attente concernant des enfants préscolaires, orientés par les pédiatres pour un développement insuffisant du langage oral. Il s'agit souvent d'enfants qui ne fréquentent pas de structure collective de garde et peu stimulés à la maison. Les prestations de logopédie spécialisée pour des enfants avec autisme sont également saturées. La mise sur pied d'une offre d'accompagnement parental, en individuel ou en groupe de parents, en présentiel ou en visioconférence, a contribué à donner aux parents des informations et des pistes utiles à appliquer à la maison en attendant une consultation en logopédie, notamment dans les situations de bégaiement ou d'autisme.

Événements critiques et cellules de crise

En 2025, 19 situations ont nécessité le déclenchement du dispositif cantonal GRAFIC (groupe d'accompagnement et de formation en cas d'incident critique en milieu scolaire) et d'une cellule de crise dans les établissements scolaires de Lausanne. Les cadres et les psychologues scolaires sont ainsi sollicités par les directions scolaires, pour organiser le soutien psychologique, soutenir la communication et intervenir auprès d'élèves impactés par un événement grave sortant du commun, lié à la mort et souvent médiatisé. Le parascolaire a parfois été aussi concerné et des psychologues sont intervenus dans des APEMS également. Citons, entre autres, des décès d'élève, d'enseignant, un féminicide touchant des parents d'une élève, une tentative de meurtre dont des élèves ont été témoins, des tentatives de suicide, des accidents graves d'élève ou d'autres mises en danger. Ces situations ont mobilisé 44 psychologues pour un total de près de 200 heures d'intervention, ce qui est bien supérieur à 2024 et prend de plus en plus de place dans le travail spécifique des psychologues scolaires et des cadres.

© Ville de Lausanne

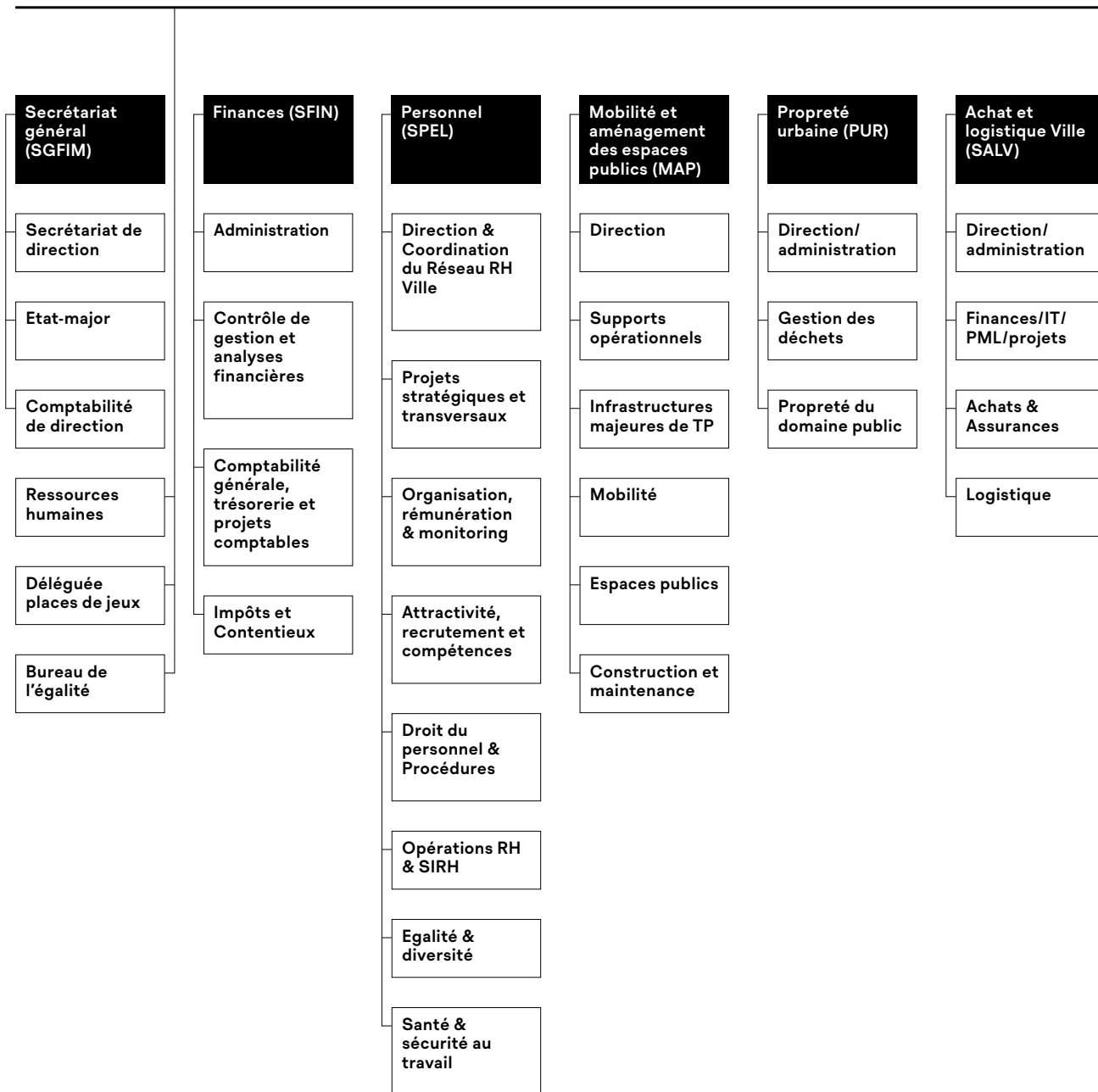


Direction des finances et de la mobilité



Direction des finances et de la mobilité (FIM)

Directrice



La première phase de déploiement des Vélobox a été lancée en fin d'année 2025. Au total, 1'048 places de stationnement vélo seront déployées d'ici 2026.

Du côté de la mobilité, les efforts pour apaiser la ville ont continué avec 14 km de zones 30 et d'axes limités à 30 km/h déployés en 2025.

Fin 2025, 22 nouveaux lieux lausannois portaient des noms en hommage à des femmes remarquables. Il y en avait seulement 3 en début de législature.

4 places de jeux ont été rénovées et 6 projets sont en cours en vue d'une réalisation en 2026 et 2027.

Le Conseil communal a adopté, fin septembre 2025, le préavis «Rénovation/transformation du Centre intercommunal de gestion des déchets (CID) de Malley» et a alloué un crédit de CHF 22'500'000.–.

La campagne des entretiens de collaboration s'est tenue sur la base de nouveaux formulaires intégrant le référentiel de compétences actualisé.

En 2025, S&P Global Ratings a confirmé la notation de crédit à long terme de la Ville à «AA-», assortie d'une perspective stable. Cette notation reflète la très bonne qualité de crédit de la Ville et traduit un faible risque de défaut à long terme. Pour rappel, elle était encore à «A+» début 2023.

Le parc véhicules de la Ville est électrique à 31% à fin 2025. L'ensemble des véhicules renouvelés en 2025 l'a été par des alternatives non émettrices. Les sites ont été largement équipés de bornes de recharge, en étroite collaboration avec les SIL.

Secrétariat général (SGFIM)

Principales missions du service

Direction et administration

- appui sur les enjeux stratégiques;
- préparation et suivi des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction;
- contacts avec la presse, en appui des services de la direction;
- communication interne et externe de la direction;
- direction de projets stratégiques ou transversaux;
- coordination administrative transversale au sein de la direction;
- secrétariat de la directrice.

Places de jeux

- planification, conception et gestion des places de jeux;
- déléguée du Bureau de la prévention des accidents à la sécurité pour la Ville;
- conseil auprès des différents services de la Ville pour l'aménagement et la sécurité des places de jeux.

Comptabilité de direction

- établissement, pour la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- responsabilité, entre autres, du contrôle budgétaire, du respect des règles administratives, de la passation des écritures, de l'enregistrement des factures et de la gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion administrative et comptable de la subvention annuelle de CHF 80.– par habitante et habitant (subvention80);
- tenue de la comptabilité des sociétés Gedrel S.A. et Parking-Relais lausannois S.A.

Bureau de l'égalité

- développement et mise en place de la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les diverses politiques publiques menées par la Ville.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits, accompagnement des services lors de réorganisations et gestion de la conduite du changement;
 - responsabilité de la gestion des ressources humaines des services suivants: SGFIM, SFIN, SALV et SPEL.
-

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bureau de l'égalité	1.20	0.80	1.20	0.80
Comptabilité FIM	5.60	5.20	5.35	5.30
Direction FIM	5.20	5.20	6.40	4.40
Places de jeux	0.80	0.80	0.80	0.80
Ressources humaines	4.00	4.40	4.00	4.40
Total service	16.80	16.40	17.75	15.70

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	0.95

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Bureau de l'égalité	1	0.80	1	0.80
Comptabilité FIM	6	5.20	6	5.30
Direction FIM	6	5.20	5	4.40
Places de jeux	1	0.80	1	0.80
Ressources humaines	5	4.40	5	4.40
Total service	19	16.40	18	15.70

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Comptabilité FIM	1	1
Total service	1	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	-
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	1	0

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	2	0.12	2	0.15
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	0.58	2	1.03
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*		*
Total service	5	0.70	4	1.18

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2025

Etat-major

Le Secrétariat général a veillé à la bonne coordination des dossiers transversaux au sein de la direction et apporté un appui stratégique général. Il a mené des projets d'importance comme le déploiement de Vélobox sur l'ensemble du territoire communal. Il a accompagné les services dans leurs projets de communication avec notamment une soixantaine de communiqués et brèves, près de 130 publications sur les réseaux sociaux et plus de 40 communications internes à la Ville. Le Secrétariat général a continué d'apporter son soutien au propriétaire du parking de la Riponne, INOVIL SA, dans la communication autour de son chantier. Il a répondu, avec le soutien des services, à 192 courriers/courriels (210 en 2024) et à 79 demandes médias (83 en 2024). Enfin, il a coordonné une dizaine d'interviews médias.

Comptabilité de direction

L'application subvention80 a migré sur une nouvelle plateforme afin de répondre aux normes techniques définies par le SOI. La mise en production a eu lieu en décembre.

Le versement de la subvention80 pour l'année 2024 a démarré en mai 2025 pour atteindre un taux de versement de 92% en fin d'année. Le droit à la subvention80 pour la période 2023 s'est éteint au 31 décembre 2025, avec un taux de versement de 96.6% (97% pour 2021, 96.5% pour 2022).

Ressources humaines

En parallèle de ses missions usuelles, l'équipe a participé au déploiement du nouveau formulaire d'entretien de collaboration. Des ateliers ont été organisés pour le suivi de l'enquête de satisfaction.

Déléguée aux places de jeux

Les places de jeux de la Bourdonnette, de la promenade de Druey, du collège de Cour et de Primerose ont été rénovées et plusieurs projets sont en préparation pour une réalisation en 2026 (espace sur le toit des tl à la Borde et espace de sports urbains au Pré-des-Druides par exemple). La place de jeux itinérante L'Akabane a été déplacée à 2 reprises et des bancs actifs pour les seniors ont été installés au parc de Valency et aux Plaines-du-Loup. Divers travaux de sécurisation et de maintenance de jeux et de revêtements de chute ont été effectués. De plus, la Municipalité a adopté le préavis 2025/38 pour un montant de CHF 3'900'000.– pour la rénovation de 14 places de jeux et espaces de sports urbains d'ici 2031.

Bureau de l'égalité

Le projet de féminisation des noms de rue s'est poursuivi avec le chemin et les refuges Charlotte-Olivier, la rue Sophie-Mercier et la place Violette-Taillens. Des noms de lieux en hommage à Jacqueline Veuve, Lolette Payot et Mère Sofia ont également été décidés en 2025 et seront en vigueur dès le 1^{er} mars 2026.

Le livre «100 femmes qui ont fait Lausanne» a été réimprimé. Sur lausanne.ch, 25 portraits du livre sont complétés de documents d'archives.

Le bureau de l'égalité a financé 12 promenades sur les Lausannoises remarquables, guidées par Floriane Niklès.

Une conférence de Pauline Ferrari sur le masculinisme a été proposée et financée lors du Festival Histoire et Cité.

Enfin, 3 soirées sur la prévoyance professionnelle, pour les femmes, ont été à nouveau proposées, en collaboration avec le Canton.

Service des finances (SFIN)

Principales missions du service

Administration

— secrétariat de la Commission permanente des finances.

Contrôle de gestion et analyses financières

- gestion des processus de réalisation du budget et du plan des investissements;
- préparation des préavis relatifs au budget et aux comptes;
- suivis budgétaire, de trésorerie et des investissements à l'intention de la Municipalité;
- collaboration à la notation financière de la Ville;
- gestion du suivi financier des cautionnements, des subventions et des participations analyses techniques et financières diverses.

Comptabilité générale

- gestion du processus et bouclage des comptes;
- gestion du plan comptable, du logiciel informatique, supervision de la comptabilité de la Ville;
- gestion de la trésorerie et de la dette;
- soutien à l'implémentation du système de contrôle interne.

Contentieux – Impôts

- recouvrement des créances de la Ville et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des montants dus aux Services industriels et à l'Office d'impôt;
- gestion de la caisse communale;
- tenue à jour des rôles spéciaux d'impôts des contribuables lausannoises et lausannoises et relations avec l'Administration cantonale des impôts et l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannoises;
- suivi des dossiers de répartitions intercommunales d'impôts et contrôle des domiciles secondaires;
- organisation et gestion du bureau d'information fiscale en collaboration avec l'Office d'impôt.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contentieux & impôts	19.60	19.50	19.60	19.00
Coordinat. & analyses financ.	3.80	3.80	6.40	5.50
Cpta Gén. trésorerie projets	25.10	23.30	24.50	24.60
Direction – SFIN	1.90	1.90	1.90	1.60
Total service	50.40	48.50	52.40	50.70

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	2.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Contentieux & impôts	21	19.50	20	19.00
Coordinat. & analyses financ.	4	3.80	6	5.50
Cpta Gén. trésorerie projets	25	23.30	26	24.60
Direction – SFIN	2	1.90	2	1.60
Total service	52	48.50	54	50.70

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	4	6

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	4

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	4	0.36	4	0.34
Auxiliaires mensualisé·e·s	24	13.12	13	5.37
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	28	13.48	17	5.71

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Toutes les tâches d'analyses financières ont été centralisées au sein de l'unité «contrôle de gestion et analyses financières»; de même, les missions de veille légale, de mise à jour des directives ainsi que le suivi du système d'information financier ont été regroupés au sein de l'unité Comptabilité générale.

Principales activités 2025

Dette communale

En 2025, 82 opérations d'emprunt à court terme (d'une durée inférieure à un an) ont été réalisées dans le cadre du périmètre établi en 2023 (banques, assurances, collectivités publiques, sociétés détenues en majorité par des collectivités publiques, caisses de pensions de collectivités publiques, fonds de compensation AVS et fonds supplétifs LPP).

Par ailleurs, 100 millions de dette à court terme ont été convertis en dette à long terme, dans le but de réduire les risques de volatilité tout en tirant parti de la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Information fiscale (BIF)

En collaboration avec l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois, le bureau d'information fiscale a ouvert ses portes du 10 février au 14 mars 2025. Une équipe de six personnes (4 personnes de la taxation cantonale et 2 de la commune) a rempli 3'431 déclarations d'impôt. Ce service gratuit est très apprécié de la population lausannoise.

Impôt sur les chiens

Au 31 décembre 2025, 4'663 chiens étaient inscrits au rôle. L'émolument communal frappant l'inscription de tout nouveau chien a permis la facturation de 674 bordereaux, générant CHF 14'200.– de recettes.

Frontalières et frontaliers

Les éléments traités en 2025 correspondent aux salaires 2024:

	2023	2024
Nombre frontalières et frontaliers	9'120	9'656
Employeurs	1'297	1'362
Impôts (en CHF)	16'253'442	16'707'715

Résidences secondaires

En 2025, 286 procédures (questionnaires) ont été engagées (320 en 2024, 337 en 2023, 368 en 2022, 445 en 2021). 98 nouvelles domiciliations fiscales ont été forcées pour la période fiscale 2024 et 126 dossiers sont encore en examen auprès de l'Administration cantonale des impôts. A titre d'exemple, les domiciliations fiscales forcées ayant une décision de taxation pour la période fiscale 2023 (93% des dossiers ont été facturés jusqu'à fin 2025) ont généré une recette de CHF 397'352,20.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les taxations établies et l'impôt communal facturé, sur la base des cas dont le rôle a été forcé:

Périodes fiscales forcées	Périodes fiscales taxées (en CHF)				
	2020	2021	2022	2023	2024
2020	511'753	495'321	429'406	378'908	281'382
2021		624'424	679'163	610'562	282'482
2022			525'259	391'795	275'344
2023				397'352	256'789
2024					231'935

* selon l'année, un certain nombre de dossiers sont encore à taxer par l'Office d'impôt

Office du contentieux

Le nombre d'affaires, factures et ordonnances pénales en cours de recouvrement s'élevait à 69'937 à la fin de l'année 2025, représentant un montant de près de CHF 13,3 millions.

La cellule chargée du recouvrement des actes de défaut de biens a encaissé

CHF 570'925,88 dans le cadre de la récupération des actes de défaut de biens anciens. Le montant total encaissé entre le printemps 2014 et la fin de l'année 2025 s'élève quant à lui à CHF 5'283'165,64.

Le total des opérations liées à des actes de défaut de biens s'élève à 83'159 affaires à fin 2025, pour un montant de CHF 44,7 millions.

Service du personnel (SPEL)

Principales missions du service

Direction

- pilotage centralisé des processus de gestion des ressources humaines au sein de toute l'administration;
 - lancement et supervision des projets stratégiques et transversaux du service;
- coordination du réseau RH Ville, décentralisé dans les services communaux (env. 100 personnes);
- coordination et participation aux rencontres régulières entre la délégation municipale aux affaires du personnel (DMAP) et les partenaires sociaux;
- gestion du service et conduite du personnel.

Organisation, rémunération & monitoring (ORM)

- pilotage du système de rémunération du personnel communal et des mécanismes salariaux;
- expertises et contrôles des notes à la Municipalité relatives à des mesures particulières ou exceptionnelles de rémunération individuelle;
- expertises et audits dans le domaine de la réorganisation des services de l'administration;
- développement et gestion du monitoring RH de la Ville;
- analyses statistiques et gouvernance des données RH.

Attractivité, Recrutement et compétences (ARCO)

- pilotage global du développement du personnel (formation continue et développement des compétences) et de l'apprentissage (plus de 200 apprenties et apprentis à la Ville);
- développement du marketing RH et de la marque employeur;
- stratégie, politique, et pilotage des processus d'attractivité et de recrutement.

Droit du personnel et procédures (DPP)

- répondant des services de la Ville pour les questions juridiques relevant du personnel;
- expertise et appui dans le déroulement de procédures relatives à la gestion du personnel;
- gestion des dossiers litigieux;
- responsable de la cohésion et de la mise à jour du cadre réglementaire.

Opérations du personnel & SIRH (OPSYS)

- gestion administrative du personnel et des postes (de l'engagement jusqu'à la fin d'emploi);

- gestion des processus paie et contrôles des salaires, assurances sociales et imposition à la source;
- gestion déléguée des allocations familiales;
- appui aux services sur l'application du cadre réglementaire et sur les outils liés à la gestion des temps de travail et des absences;
- maintenance du SIRH et mise à jour des systèmes et applications utilisés afin de répondre aux contraintes réglementaires;
- développement du système d'information RH (SIRH) afin de faciliter la gestion des RH.

Egalité & diversité (EGADIV)

- développement et promotion de la politique d'égalité entre femmes et hommes au sein de l'administration (sensibilisations, égalité salariale, mixité, conciliation des vies, harcèlement sexuel);
- développement et coordination de mesures favorisant la diversité du personnel et l'inclusion de toutes et de tous, en collaboration avec les personnes expertes dans les thématiques du handicap, LGBTIQ+ et racisme;
- gestion des places prioritaires en garderie et des places d'accueil d'urgence réservées au personnel de l'administration.

Santé & sécurité au travail (DSST)

- collaboration avec Unisanté pour les prestations de médecine du travail (visites d'embauche, examens d'aptitude à la conduite professionnelle, examens périodiques et travail de nuit, suivi vaccinal en lien avec les risques professionnels, protection maternité, ergonomie, campagnes de prévention, etc.);
- expertise et appui dans la gestion des absences de courte et longue durée;
- coordination et conseil en matière de sécurité au travail;
- consultation sociale d'entreprise.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Attractivité, Recrut. et Comp.	7.90	6.90	8.80	8.40
Direction SPEL	2.00	2.00	2.00	2.00
Dossiers transitoires	0.00	1.00	-	-
Droit du personnel & procédure	5.00	5.00	5.00	5.00
Egalité et diversité	2.00	2.40	2.00	2.30
Etat-major	3.60	2.80	7.50	6.60
Opérations RH & SIRH	18.50	16.20	13.10	11.40
Organisation, rém & monitoring	7.70	7.30	7.40	7.40
Santé et sécurité au travail	10.75	9.35	10.95	10.15
Total service	57.45	52.95	56.75	53.25

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-0.70

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Attractivité, Recrut. et Comp.	8	6.90	10	8.40
Direction SPEL	2	2.00	2	2.00
Dossiers transitoires	1	1.00	-	-
Droit du personnel & procédure	6	5.00	6	5.00
Egalité et diversité	3	2.40	3	2.30
Etat-major	4	2.80	7	6.60
Opérations RH & SIRH	17	16.20	12	11.40
Organisation, rém & monitoring	9	7.30	9	7.40
Santé et sécurité au travail	11	9.35	12	10.15
Total service	61	52.95	61	53.25

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Centre de formation	26	24
Total service	26	24

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	12	13
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	1
Total service	14	14

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	8
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	12

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	4	0.16	2	0.05
Auxiliaires mensualisé-e-s	8	3.36	10	4.35
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*	-	*
Total service	12	3.52	12	4.40

* information indéterminée car à la tâche

Administration du personnel de la ville

Tableau des effectifs/postes

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2025

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (C-B)	écart en % (D/C)
	A	B	C	D	E
Culture et développement urbain	321	256.18	267.48	11.30	4.2%
Secrétariat municipal	93	78.80	81.55	2.75	
Secrétariat général	34	29.20	33.70	4.50	
Service de la culture	62	45.50	46.80	1.30	
Service bibliothèques et archives de la Ville	75	53.93	54.63	0.70	
Service de l'urbanisme	49	41.30	43.30	2.00	
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	8	7.45	7.50	0.05	
Sécurité et économie	1314	1213.28	1279.17	65.89	5.2%
Secrétariat général	41	31.50	31.50	0.00	
Corps de police	699	650.03	682.90	32.87	
Service de protection et de sauvetage	246	225.45	226.97	1.52	
Service du contrôle des habitants	42	37.50	42.00	4.50	
Service de l'économie	56	50.05	55.60	5.55	
Service de l'eau	230	218.75	240.20	21.45	
Sports et cohésion sociale	674	575.96	668.01	92.06	13.8%
Secrétariat général	20	16.80	17.00	0.20	
Service des sports	90	80.71	87.81	7.11	
Service social de Lausanne	300	252.25	286.40	34.15	
Service du travail	167	148.75	196.20	47.45	
Inclusion et actions sociales de proximité	97	77.45	80.60	3.15	
Logement, environnement et architecture	643	552.19	578.89	26.70	4.6%
Secrétariat général	37	30.20	30.70	0.50	
Service du cadastre	30	28.45	31.80	3.35	
Service des gérances	128	73.54	76.94	3.40	
Service d'architecture et du logement	56	50.10	53.30	3.20	
Service des parcs et domaines	285	270.10	280.85	10.75	
Service d'organisation et informatique	107	99.80	105.30	5.50	
Enfance, jeunesse et quartiers	1778	1'177.85	1'317.18	139.33	10.6%
Secrétariat général	26	22.45	24.35	1.90	
Service quartiers, jeunesse et familles	109	70.03	77.58	7.55	
Service des écoles et du parascolaire	913	560.59	615.51	54.92	
Service de psychologie scolaire	79	56.45	56.55	0.10	
Service de la petite enfance	583	424.95	495.37	70.42	
Service de santé et prévention	68	43.38	47.83	4.44	
Finances et mobilité	687	647.76	670.22	22.46	3.4%
Secrétariat général	18	15.70	17.75	2.05	
Service des finances	54	50.70	52.40	1.70	
Service du personnel	61	53.25	56.75	3.50	
Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics	143	132.35	142.40	10.05	
Service de la propreté urbaine	310	299.73	299.50	-0.24	
Service achat et logistique Ville	101	96.03	101.43	5.40	
Direction des services industriels	610	573.41	627.40	53.99	8.6%
Secrétariat général	43	38.90	41.90	3.00	
Services partagés	74	60.31	67.08	6.76	
Service commercial	114	104.45	111.30	6.85	
Service patrimoine	134	129.15	141.68	12.53	
Service production et solutions énergétiques	61	59.10	64.10	5.00	
Service réseaux	184	181.50	201.35	19.85	

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (C-B)	écart en% (D/C)
	A	B	C	D	E
Total Ville au 31.12.2025	6'027	4'996.63	5'408.35	411.72	7.6%
Total ville au 31.12.2024	5'951	4'913.34	5'327.25	413.91	7.8%
Variation	76	83.29	81.10	-2.20	
Répartitions Femmes/Hommes	Femmes	Hommes	Total	Plein temps	Temps partiel
Effectifs au 31.12.2025	2'997	3'030	6'027	2'997	3'030
Effectifs au 31.12.2024	2'928	3'023	5'951	3'011	2'940
Variation	69	7	76	-14	90
En% au 31.12.2025	49.7%	50.3%		49.7%	50.3%
En% au 31.12.2024	49.2%	50.8%		50.6%	49.4%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes au 31.12.2025

Tableau des effectifs/postes selon le sexe

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2025

	nb pers. physiques*		% pers. physiques*		total ept occupés*		% ept occupés*	
	F	H	% F	% H	F	H	% F	% H
Culture et développement urbain	195	126	60.7%	39.3%	148.93	107.25	58.1%	41.9%
Secrétariat municipal	48	45	51.6%	48.4%	39.35	39.45	49.9%	50.1%
Secrétariat général	20	14	58.8%	41.2%	15.80	13.40	54.1%	45.9%
Service de la culture	40	22	64.5%	35.5%	28.70	16.80	63.1%	36.9%
Service bibliothèques et archives de la Ville	53	22	70.7%	29.3%	37.18	16.75	68.9%	31.1%
Service de l'urbanisme	31	18	63.3%	36.7%	25.40	15.90	61.5%	38.5%
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	3	5	37.5%	62.5%	2.50	4.95	33.6%	66.4%
Sécurité et économie	391	923	29.8%	70.2%	324.22	889.07	26.7%	73.3%
Secrétariat général	15	26	36.6%	63.4%	10.80	20.70	34.3%	65.7%
Corps de police	221	478	31.6%	68.4%	187.15	462.88	28.8%	71.2%
Service de protection et de sauvetage	43	203	17.5%	82.5%	31.05	194.41	13.8%	86.2%
Service du contrôle des habitants	34	8	81.0%	19.0%	29.60	7.90	78.9%	21.1%
Service de l'économie	26	30	46.4%	53.6%	22.55	27.50	45.1%	54.9%
Service de l'eau	52	178	22.6%	77.4%	43.07	175.68	19.7%	80.3%
Sports et cohésion sociale	447	227	66.3%	33.7%	365.46	210.50	63.5%	36.5%
Secrétariat général	11	9	55.0%	45.0%	8.30	8.50	49.4%	50.6%
Service des sports	26	64	28.9%	71.1%	19.36	61.35	24.0%	76.0%
Service social de Lausanne	240	60	80.0%	20.0%	197.05	55.20	78.1%	21.9%
Service du travail	104	63	62.3%	37.7%	89.15	59.60	59.9%	40.1%
Inclusion et actions sociales de proximité	66	31	68.0%	32.0%	51.60	25.85	66.6%	33.4%
Logement, environnement et architecture	235	408	36.5%	63.5%	167.60	384.59	30.4%	69.6%
Secrétariat général	28	9	75.7%	24.3%	21.90	8.30	72.5%	27.5%
Service du cadastre	3	27	10.0%	90.0%	2.80	25.65	9.8%	90.2%
Service des gérances	95	33	74.2%	25.8%	50.45	23.09	68.6%	31.4%
Service d'architecture et du logement	28	28	50.0%	50.0%	23.40	26.70	46.7%	53.3%
Service des parcs et domaines	56	229	19.6%	80.4%	47.85	222.25	17.7%	82.3%
Service d'organisation et informatique	25	82	23.4%	76.6%	21.20	78.60	21.2%	78.8%
Enfance, jeunesse et quartiers	1'395	383	78.5%	21.5%	902.18	275.67	76.6%	23.4%
Secrétariat général	19	7	73.1%	26.9%	16.30	6.15	72.6%	27.4%
Service quartiers, jeunesse et familles	67	42	61.5%	38.5%	44.42	25.61	63.4%	36.6%
Service des écoles et du parascolaire	663	250	72.6%	27.4%	382.30	178.29	68.2%	31.8%
Service de psychologie scolaire	71	8	89.9%	10.1%	50.20	6.25	88.9%	11.1%
Service de la petite enfance	509	74	87.3%	12.7%	367.27	57.68	86.4%	13.6%
Service de santé et prévention	66	2	97.1%	2.9%	41.68	1.70	96.1%	3.9%

	nb pers. physiques*		% pers. physiques*		total ept occupés*		% ept occupés*	
	F	H	% F	% H	F	H	% F	% H
Finances et mobilité	185	502	26.9%	73.1%	156.08	491.68	24.1%	75.9%
Secrétariat général	16	2	88.9%	11.1%	13.70	2.00	87.3%	12.7%
Service des finances	33	21	61.1%	38.9%	29.90	20.80	59.0%	41.0%
Service du personnel	46	15	75.4%	24.6%	38.95	14.30	73.1%	26.9%
Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics	40	103	28.0%	72.0%	34.00	98.35	25.7%	74.3%
Service de la propreté urbaine	31	279	10.0%	90.0%	24.80	274.93	8.3%	91.7%
Service achat et logistique Ville	19	82	18.8%	81.2%	14.73	81.30	15.3%	84.7%
Direction des services industriels	149	461	24.4%	75.6%	123.01	450.40	21.5%	78.5%
Secrétariat général	15	28	34.9%	65.1%	12.90	26.00	33.2%	66.8%
Services partagés	45	29	60.8%	39.2%	32.51	27.80	53.9%	46.1%
Service commercial	43	71	37.7%	62.3%	36.95	67.50	35.4%	64.6%
Service patrimoine	24	110	17.9%	82.1%	21.65	107.50	16.8%	83.2%
Service production et solutions énergétiques	6	55	9.8%	90.2%	4.90	54.20	8.3%	91.7%
Service réseaux	16	168	8.7%	91.3%	14.10	167.40	7.8%	92.2%
Total Ville au 31.12.2025	2'997	3'030	49.7%	50.3%	2'187.47	2'809.17	43.8%	56.2%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes au 31.12.2025

Variation de l'effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé selon le sexe

	31.12.2024			31.12.2025			Variation	
	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H
Culture et développement urbain	189	128	317	195	126	321	3.2%	-1.6%
Sécurité et économie	381	923	1'304	391	923	1'314	2.6%	0.0%
Sports et cohésion sociale	437	216	653	447	227	674	2.3%	5.1%
Logement, environnement et architecture	229	409	638	235	408	643	2.6%	-0.2%
Enfance, jeunesse et quartiers	1'371	355	1'726	1'395	383	1'778	1.8%	7.9%
Finances et mobilité	185	540	725	185	502	687	0.0%	-7.0%
Direction des services industriels	136	452	588	149	461	610	9.6%	2.0%
Total Ville au 31.12	2'928	3'023	5'951	2'997	3'030	6'027	2.4%	0.2%

Variation de l'effectif pour l'ensemble du personnel par type de contrat selon le sexe

	2024			2025			Variation	
	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H
Employé.e-s fixes*	2'928	3'023	5'951	2'997	3'030	6'027	2.4%	0.2%
Auxiliaires	1'424	885	2'309	1'407	996	2'403	-1.2%	12.5%
Apprenti.e-s, stagiaires apprenti.e-s et aspirant.e-s*	91	179	270	92	173	265	1.1%	-3.4%

* Au 31.12

Evènements marquants

Le lancement du programme cHRysalide, dédié au renouvellement du SIRH, constitue une étape majeure pour le service et pour la gestion RH de la Ville. Ce projet structurant prépare l'avenir de la fonction RH et nécessite l'implication de l'ensemble des domaines du service et plus largement du réseau RH.

Les fondements de la politique et de la stratégie de gestion des compétences ont été définis et partagés avec les cheffes et chefs de service, dans une optique de renforcement de l'employabilité et des parcours professionnels.

Par ailleurs, le projet de gouvernance en matière de santé et sécurité au travail développe une approche structurée et durable visant à garantir des conditions de travail saines et responsables.

Enfin, le lancement du défi mixité a défini les paliers 2024–2027 et plusieurs actions de sensibilisation ont été mises en place. Il s'agit d'un travail de fond, indispensable pour construire une administration inclusive, représentative et performante.

Principales activités 2025

Direction

A travers son Etat-major et ses 6 domaines, le service du personnel a mis en œuvre de nombreux projets structurant reposant sur des échanges réguliers avec les 7 responsables RH de direction (RRHD) et l'ensemble des cheffes et chefs de service. Ceci afin de proposer à la Municipalité des évolutions majeures visant une modernisation de la gestion RH.

Coordination du Réseau RH Ville

Deux réunions avec l'ensemble de la Communauté RH ont eu lieu, notamment une conférence sur le bien-être numérique comme enjeu stratégique de la fonction RH. Deux sessions de formation de base pour le nouveau personnel RH ont été organisées.

Projets Stratégiques & Transversaux (SIRH)

Le projet cHRysalide a été officiellement lancé. Il vise le remplacement de l'outil de gestion RH PeopleSoft par le logiciel Abacus pour la gestion de la paie, gestion des postes, gestion de la rémunération, gestion de l'administration du personnel et portail employé.

Organisation, rémunération & monitoring (ORM)

Organisation & rémunération (OR)

L'unité a traité 315 demandes de mesures individuelles, 23 demandes organisationnelles et 977 fixations de salaire initial. Elle a notamment conduit l'adaptation des dispositifs de rémunération des fonctions dites «feux bleus», ainsi que la révision des bases réglementaires correspondantes. Elle a par ailleurs mis en œuvre de nouveaux mécanismes de détermination de salaire dans le cadre de la mobilité volontaire et contribué activement à la structuration d'un réseau de postes standardisés dans les domaines de la finance et de la comptabilité.

Monitoring et gouvernances de données (MGD)

Au cours de l'exercice, l'unité a traité 62 demandes, émanant pour moitié des domaines du Service du personnel et, pour l'autre moitié, des services de la Ville ainsi que de l'Office fédéral de la statistique. Ces sollicitations ont porté principalement sur la mise à disposition de données, d'indicateurs et de statistiques.

Dans ce cadre, l'unité a apporté un soutien significatif par la création de tableaux de bord relatifs à la mixité du personnel, ainsi que pour la définition d'une nomenclature, la collecte et le chargement des données liées aux catégories d'encadrement. Elle a par ailleurs poursuivi le développement et l'automatisation du Cockpit RH, offrant de nombreux indicateurs pertinents à l'attention des cheffes et chefs de service et des membres du réseau RH.

Attractivité, Recrutement et compétences (ARCO)

Gestion de projets

Une nouvelle équipe de gestion de projet transverse a été mise en place, issue de la réorganisation du domaine, et dédiée aux projets structurants liés à l'attractivité, au recrutement et au développement des compétences.

Un important travail a notamment été mené dans le champ de l'apprentissage, en cohérence avec les constats de l'étude «la place de l'apprentissage dans les communes» menée par Lausanne Région. Les travaux ont porté sur la clarification des rôles et responsabilités, tant au sein de l'unité Développement et Formation que du réseau apprentissage, ainsi que sur la structuration progressive des processus et des bases de données.

Parallèlement, les premiers jalons du projet de gestion de la relève ont été posés.

Recrutement & Marketing RH

L'unité Recrutement & Marketing RH a assuré la publication de plus de 630 offres d'emploi. Le nombre total de publications des offres d'emploi est resté stable cette année par rapport à 2024. Le nombre de republications est également resté stable (14% en 2024 et 13% en 2025).

Les canaux de publication des offres d'emploi ont été élargi avec les plateformes ucv.ch et letempsemploi.ch et grâce au produit Ultimate de JobCloud, permettant une meilleure visibilité des postes dans des secteurs en pénurie. Grâce à ces efforts, le cap de 1,5 millions de vues tous canaux confondus a été dépassé. Le nombre de candidatures reçues et traitées par les équipes RH a également augmenté, dépassant les 60'000 dossiers de candidature pour 2025.

L'unité a organisé avec succès la 2^e participation de la Ville au Forum EPFL, permettant à la Ville de se positionner comme employeuse attractive auprès des étudiantes et étudiants de l'école polytechnique.

Développement et Formation

En 2025, l'unité Apprentissage et l'unité Développement du personnel ont fusionné en une seule unité nommée Développement et Formation, afin de renforcer la cohérence des actions dans ces domaines connexes. Les activités opérationnelles liées à l'apprentissage se sont poursuivies, avec 226 apprenties et apprentis en formation, tous niveaux confondus, et 79 nouveaux contrats signés pour la rentrée.

La participation de la Ville au Salon des Métiers, organisée comme chaque année, a rencontré un excellent accueil. L'arrivée d'une nouvelle cheffe d'unité constitue par ailleurs une force importante pour accélérer les projets engagés.

En matière de formation continue, l'année 2025 a permis la validation d'une stratégie de développement des compétences structurée autour de 4 niveaux complémentaires, visant à assurer un déploiement cohérent de la politique de formation. En parallèle, le déploiement du nouvel entretien de collaboration, fondé notamment sur le référentiel des compétences, constitue un levier essentiel pour analyser les besoins de formations au travers d'un diagnostic issu de l'évaluation des compétences.

Droit du personnel et procédures (DPP)

Au 31 décembre 2025, le domaine a traité 221 fins de rapports de travail/service litigieux, répartis comme suit: 103 licenciements/résiliations de contrat, 6 suppressions de poste, 35 conventions de départ, 28 conventions de transfert, 3 transferts internes, 4 licenciements AI et 2 reconversions AI, 19 clôturés sans suite, 21 dossiers sont encore en cours.

La Commission paritaire a été saisie à 11 reprises, 10 fois par des collaboratrices ou collaborateurs contestant leur licenciement et 1 fois par un collectif de personnes, représentées par le Syndicat SUD.

Le domaine a traité 16 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, dont 7 sont encore en cours.

Il a également traité 58 cas de mise en demeure, dont 7 sont encore en cours.

Le domaine a procédé à la révision, création ou abrogation de 30 instructions administratives ainsi que 16 directives RH municipales. 29 instructions administratives sont encore en cours d'élaboration ou modification.

Les juristes ont par ailleurs répondu à plus de 1'854 sollicitations juridiques.

Opérations RH & SIRH (OPSYS)

Administration RH

Le volume des activités a été proche de celui de l'année précédente, tout type de contrat confondu.

Les améliorations apportées au traitement administratif des dossiers des apprenties et apprentis sont à relever.

Contrats fixes	2024	2025
Engagements	817	802
Fins d'emploi	660	703
Chg taux	797	805
Chg rém hors Annuité 1.1.	667	724
Transferts	404	545
<hr/>		
Contrats auxiliaires	2024	2025
Engagements	1287	1327
Réembauche	646	551
Prolongation	805	826
Chg taux	564	351
Chg rém hors Augm. 1.1.	109	121

Salaires & Assurances

En matière de salaire, l'unité Salaire et Assurances a contribué à la mise en conformité des normes déclaratives de salaires au travers de l'intégration de la norme SwissDec 5.0.

En tant que caisse déléguée pour le versement des allocations familiales, l'unité a versé en 2025 des allocations pour un peu plus de 1800 bénéficiaires, pour un montant de près de CHF 1'160200.-.

Gestion des temps

Deux mises à jour majeures de guide ATT ont été réalisées au SPE et au SEP et 153 personnes du personnel de nettoyage du SPE ont pu aussi être intégrées dans l'outil.

Unité SIRH

Outre sa participation active au projet de transformation cHRysalide, l'unité SIRH a accompagné la transition vers la nouvelle solution de numérisation des dossiers du personnel Alfresco. Pour terminer, le travail d'implémentation de la fonctionnalité d'intégration d'éléments variables de paie en masse s'est poursuivi, simplifiant les saisies pour de nombreux services.

Egalité & Diversité (EGADIV)

Le déploiement de la campagne de prévention du harcèlement au travail s'est poursuivi. En 2025, 17 ateliers de sensibilisation destinés aux cadres ont été menés, ainsi que 22 sensibilisations du personnel (théâtre-forum). Une nouvelle communication a été déployée au sein de la direction FIM avec la pose d'autocollants «ça va?» dans les toilettes rappelant notamment les ressources à disposition du personnel en cas de harcèlement. Cette communication est déployée au fur et à mesure dans les directions.

La Journée Osez tous les métiers (JOM) a permis à quelques 400 enfants de découvrir les métiers de l'administration selon le principe croisé, c'est-à-dire en s'intéressant à un métier exercé majoritairement par des personnes de l'autre genre.

Enfin, le personnel a pu participer à trois ateliers sur la communication inclusive, deux événements des Midis de la diversité (sur les discriminations vécues par des femmes en situation de handicap dans le monde professionnel et sur le racisme au travail), une sensibilisation sur l'inclusion de personnes trans et/ou non-binaires dans l'administration.

Santé & Sécurité au travail (DSST)

Prévention santé & Médecine du travail

Gestion préventive des absences

Des indicateurs permettant d'observer chaque mois l'évolution des absences des services ont permis d'identifier 563 cas d'absence de courte durée répétée, occasionnant des discussions avec les cadres et des entretiens BEST dans l'ensemble des services.

Médecine du travail

Durant l'année 2025, la collaboration entre le DSST et Unisanté pour les prestations en médecine du travail obligatoires s'est poursuivie. Le DSST a également poursuivi la collaboration avec l'Institut de médecine du travail pour l'évaluation de situations particulières et complexes de collaboratrices et collaborateurs faisant l'objet d'un suivi individuel DSST.

Consultation sociale

Sur 2025, 179 personnes sont passées par la Consultation sociale, dont 39 y faisant appel pour la première fois. Il y a eu 11 personnes soutenues par le Fonds de secours, dont 2 à deux reprises, pour un montant de paiements de CHF 23'395.15.

Il a aussi été fait appel à d'autres fonds, comme le Fonds d'action sociale (FAS) pour des frais type loyer/décompte de chauffages. De nombreux plans de recouvrements ont également été négociés afin de temporiser et d'éviter les mises aux poursuites.

Gestion administrative des accidents

Assurances-accidents LAA: 1'453 déclarations d'accident ont été vérifiées et transmises aux assureurs AXA et SUVA cette année.

Ergonomie

Pour 2025, 44 annonces ont fait l'objet d'une visite de poste.

Réinsertion professionnelle

En 2025, 591 situations individuelles ont été annoncées, soit en moyenne 49 situations par mois. Au 31 décembre 2025, 243 situations individuelles font encore l'objet d'un suivi par les conseillères et conseillers DSST et les gestionnaires de dossiers.

Collaboration avec l'OAI: en 2025, 37 situations individuelles ont fait l'objet d'un dépôt d'une demande auprès de l'OAI; de nombreuses mesures professionnelles, favorisant le maintien et le retour en emploi, financées par cet assureur, ont été mises en place.

Sécurité au travail (SST)

L'année a marqué une étape déterminante avec la formalisation de la gouvernance SST et la clarification des responsabilités en matière de santé et de sécurité au travail. La Municipalité a validé le projet de Manuel santé et sécurité au travail pour consultation auprès des parties prenantes ainsi qu'un nouvel organigramme de coordination SST. Cette version comprend une politique SST, des objectifs et des indicateurs transversaux.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les activités opérationnelles principales relatives à la sécurité réalisée en 2025:

Chiffres – clés (extrait)	Nombre
Portfolios des dangers disponibles des services	44
Portfolios des dangers en cours de finalisation	4
Analyses des dangers pour maternité/allaitement	75
Guides d'évacuation	23
Formations mesures d'urgences RAMA: (683 participant-e-s)	40
Formation RS et DéSé VdL	17
Formation accueil nouveau RS	4
Commissions de sécurité et GT	6
Interventions auprès des services	*367

* Ce chiffre comprend les conseils, les évaluations, les accompagnements et les rapports de mise en conformité pour les thèmes principaux traités suivants: visites de sécurité, analyses de risques spécifiques, analyses d'incidents, analyses des besoins en premiers secours, substances chimiques, travaux en hauteur ou en espaces.

Mobilité et aménagement des espaces publics (MAP)

Principales missions du service

Direction

- pilotage du service;
- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé;
- gestion du système qualité;
- pilotage des investissements et des recettes liées aux projets;
- gestion du budget annuel de fonctionnement;
- gestion de la communication.

Supports opérationnels

- gestion du secrétariat et rédaction des courriers ainsi que des documents en relation avec les autorités politiques;
- gestion de la publicité visible depuis le domaine public (hormis celle liée aux commerces) et de la signalétique urbaine;
- gestion et maintenance des technologies de l'information métiers du service: conception et gestion du système d'information sur le territoire en répondant aux objectifs du service en matière d'indicateurs;
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail.

Mobilité

- planification de la mobilité urbaine;
- définition et mise en application de la politique du stationnement sur le domaine public;
- gestion du trafic par le biais de la programmation de la signalisation lumineuse;
- coordination des chantiers communaux et interventions sur le domaine public visant à appliquer une stratégie garantissant l'accessibilité en ville, à minimiser les impacts pour les usagères et usagers et les riveraines et riverains et maîtriser l'enveloppe financière globale interservices;
- production de la brochure Observatoire de la mobilité lausannoise;
- gestion et maintenance de l'ensemble des infrastructures de la régulation lumineuse, des caméras de télécirculation, des horodateurs, des bornes

- escamotables et des compteurs de trafic permanents, suivi et développement de ces équipements ainsi que de leurs centrales de surveillance;
- accompagnement de projets majeurs menés par des partenaires (Canton de Vaud, CFF, etc.) sur le territoire communal;
- promotion de la mobilité active (marche et vélo).

Espaces publics

- conception des aménagements urbains en répondant aux objectifs de qualité de l'espace public, de mobilité, d'accessibilité et de rôle social de l'espace rue;
- analyse des projets de construction privés soumis par l'Office des permis de construire;
- vérification de la conformité des aménagements autorisés dans les espaces frappés par les limites des constructions.

Construction et Maintenance

- gestion et maintien du patrimoine des aménagements urbains (espaces publics) et portuaires;
- direction générale ou locale des travaux de génie civil;
- développement, entretien et conformité de tous les ouvrages d'art sis sur le domaine public;
- réalisation de nombreuses interventions d'entretien constructif spécifiques du domaine public (pavage, entourage d'arbres, maintenance d'ouvrages, réfections localisées et travaux de sécurisation).

Projets d'infrastructures majeures de transports publics

- représentation et défense des intérêts de la Ville dans le cadre du développement des projets d'infrastructures majeures de transports publics pilotés par les partenaires externes (Canton, transports publics lausannois, CFF);
- vérification de l'adéquation desdits projets avec les enjeux supérieurs de la politique communale lausannoise;
- coordination des partenaires afin de faciliter le déroulement des projets (de la conception à la mise en service);
- direction/accompagnement des chantiers en vue d'assurer l'accessibilité globale de la ville et le fonctionnement local des quartiers impactés.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Cellule RH MAP	3.10	2.70	3.10	2.70
Communication	4.20	4.20	4.20	4.20
Coordination projets majeurs	4.00	4.00	4.00	3.00
Direction (MAP)	7.40	6.85	7.00	6.95
Entretien du patrimoine	6.80	6.50	5.60	5.50
Espaces publics	18.00	15.10	17.50	15.50
Exploitation (MAP)	7.00	7.00	7.00	7.00
Génie civil (MAP)	9.80	7.80	10.00	8.80
Inspection chantiers et mob. urb	6.00	6.00	6.00	6.00
Mobilité (MAP)	14.00	12.70	17.70	15.50
Réalisation	7.90	7.60	9.70	8.60
Section Construction	35.60	32.60	34.60	32.60
Supports opérationnels	16.70	15.80	16.00	16.00
Total service	140.50	128.85	142.40	132.35

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	1.90

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Cellule RH MAP	3	2.70	3	2.70
Communication	5	4.20	5	4.20
Coordination projets majeurs	4	4.00	3	3.00
Direction (MAP)	7	6.85	7	6.95
Entretien du patrimoine	7	6.50	6	5.50
Espaces publics	18	15.10	19	15.50
Exploitation (MAP)	7	7.00	7	7.00
Génie civil (MAP)	8	7.80	9	8.80
Inspection chantiers et mob. urb	6	6.00	6	6.00
Mobilité (MAP)	14	12.70	17	15.50
Réalisation	8	7.60	9	8.60
Section Construction	33	32.60	33	32.60
Supports opérationnels	19	15.80	19	16.00
Total service	139	128.85	143	132.35

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Génie civil (MAP)	1	–
Supports opérationnels	2	2
Total service	3	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	10	14
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	11	15

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	2
Décès	–
Démission	6
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	1
Total service	10

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	–	–	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	1.68	8	3.75
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	1	*
Total service	3	1.68	9	3.75

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

Les cours de vélo pour les Lausannoises et Lausannois ont rencontré un beau succès.

Un nouveau règlement clarifiant les conditions d'accès aux zones piétonnes a été validé par la Municipalité, et la campagne Mollo a renforcé la sensibilisation aux bons comportements dans les espaces où différents modes de déplacement se cumulent.

S'agissant de l'espace public, la requalification de l'Ouest de l'avenue d'Echallens offre désormais une nouvelle porte d'entrée au parc de Valency.

La rue de l'Académie a bénéficié d'une rénovation complète.

L'aménagement transitoire de la place du Tunnel a été finalisé.

Le projet de requalification de la place Chauderon a, pour sa part, fait l'objet d'un mandat d'études parallèles en vue de son futur réaménagement.

Enfin, la nouvelle place de quartier de Montelly a été inaugurée.

Le Service s'est doté, en collaboration avec les autres services constructeurs, de principes communs de coordination des chantiers et 14 panneaux indiquant les places disponibles dans les parkings publics ont été posés en ville.

Principales activités 2025

Direction

La Direction, appuyée par son comité de direction, a assuré le pilotage stratégique et opérationnel du Service et également apporté son appui à la Direction des finances et de la mobilité dans le cadre de plusieurs négociations et dossiers transversaux.

Communication

L'unité a accompagné l'ensemble des projets du service par l'élaboration de plus d'une quinzaine de plans de communication et l'organisation de trois présentations publiques sous forme de permanences. Elle a aussi produit une vingtaine de communiqués de presse ou brèves, près de soixante courriers ou courriels, une quarantaine de publications sur les réseaux sociaux ainsi qu'une vingtaine de visuels destinés aux différents supports de la Ville.

Au niveau événementiel, l'unité a collaboré avec l'association PRO VELO afin de proposer des cours de vélo à la population lausannoise dès mai 2025. À la même période, avec le Bureau Mobil'homme (BMH), a été organisé le défi intercommunal « Un mois sans ma voiture », encourageant la réduction de l'usage de ce moyen de transport. L'année a aussi été marquée par la campagne de cohabitation « Mollo », lancée en septembre et menée dans 6 quartiers de la ville afin de rappeler les règles de partage de l'espace entre piétonnes, piétons et cyclistes. Comme chaque année, un programme riche et varié a été proposé à l'occasion de la Semaine de la mobilité.

Supports opérationnels

Finances et qualité

L'unité appuie la direction du service dans le pilotage de 24 crédits d'investissements et de 8 comptes d'attente, pour un montant à disposition de CHF 129 millions.

La revue des procédures de mise à l'enquête entamée se poursuivra courant 2026. Le responsable qualité assure le pilotage de la démarche qualité du service avec l'appui opérationnel de l'équipe administrative.

Administration

En 2025, l'unité administrative a traité 263 décisions municipales et a répondu à 1'548 demandes écrites de la population, tout en assurant la gestion d'un grand nombre de documents administratifs. Les réponses à la population sont majoritairement adressées dans un délai de 30 jours. Elle a aussi rédigé 3 rapports-préavis adoptés en Municipalité.

L'Office de la signalétique urbaine (OSU) a plus particulièrement mené à bien:

- la coordination technique pour l'installation de nouvelles plaques de rue à la suite des nouvelles dénominations en l'honneur de personnalités féminines;
- la fabrication et la pose d'une plaque commémorative dédiée à Henri Roorda;
- la réalisation d'un projet pilote de signalétique touristique le long de la ligne t1 24;
- la coordination de la rénovation de l'ensemble des vitrines d'information officielles.

Informatique et géomatique

L'unité assure le pilotage du système d'information géographique (SIG) du service, ainsi que la gestion et l'évolution des solutions logicielles métiers. L'année 2025 a été marquée par plusieurs projets structurants. L'unité a ainsi conçu et piloté la mise à disposition du réseau viaire sur le territoire communal.

Enfin, la modernisation de la base de données dédiée à l'entretien du patrimoine communal (ponts, tunnels, murs de soutènement, etc.) a été finalisée et permet désormais une meilleure structuration, fiabilité et exploitation des informations techniques.

Santé et sécurité au travail

Dans le cadre de la prévention et de l'amélioration des conditions de travail, une animation a été organisée sur différents sites du service pour sensibiliser aux bonnes pratiques posturales, renforcer la compréhension des principes d'équilibre et de sollicitation musculaire, ainsi que promouvoir des techniques simples favorisant la réduction des troubles musculosquelettiques. Parallèlement, une participation active aux groupes de travail du DSST a été assurée. Ces réunions ont apporté de précieuses contributions opérationnelles à l'avancement des projets structurants la sécurité et la santé au sein de la direction FIM.

Inspection des chantiers et gestion des dégâts au mobilier urbain

En 2025, l'unité Inspection des chantiers a délivré 2'100 permis d'occupation du domaine public, ce qui représente une baisse de 3% par rapport à 2024. Les chantiers ont toutefois été tendanciellement plus longs et de plus grande ampleur.

Enfin, 427 cas d'accidents qui ont endommagé du mobilier (hausse de 8% par rapport à 2024) et 60 cas de vandalisme ont été recensés.

Infrastructures majeures de transports publics

En 2025, la division a poursuivi le pilotage des mandataires et le suivi des travaux du tram t1, tout en accompagnant le développement du projet des métros m2 et m3. Elle a également été associée aux échanges avec le LEB dans le cadre de la préparation du dossier de la procédure d'approbation des plans (PAP) pour la future transformation de la gare de Chauderon.

Tramway t1

L'année 2025 a vu la réalisation de la plateforme du tram s'étendre sur l'ensemble du tracé lausannois. De la frontière communale jusqu'en périphérie du chemin de Boston, les travaux de réaménagement de la voirie sont terminés (hormis quelques revêtements de chaussée dans le secteur de Malley).

Le secteur compris entre le chemin de Boston et la place de l'Europe est également terminé à plus de 80%.

La préparation des travaux de réaménagement de la place selon l'image présentée au printemps 2025 est également en cours de finalisation.

Métros m2/m3

La collaboration entre les partenaires du projet (Canton, t1, Ville de Lausanne) s'est accentuée, permettant l'aboutissement de la préparation du dossier pilote de la PAP du métro m3.

Ce dossier a été soumis à la consultation de l'ensemble des services des entités partenaires (consultation élargie) en vue de recueillir les remarques et compléments avant l'envoi du dossier définitif à l'OFT, prévu au printemps 2026.

La Ville a soumis au Conseil communal un préavis proposant le cautionnement des t1 pour deux emprunts dans le but d'assurer l'avancement du projet.

Gare LEB de Chauderon

Le processus de développement du projet de renouvellement de la gare du LEB a fait l'objet de diverses coordinations en vue d'aboutir à des solutions techniques et des accords entre les partenaires (LEB, projet du métro m3, Ville de Lausanne). Ces différents échanges ont contribué à fluidifier l'évolution de la constitution du dossier de la PAP qui a été soumis à l'enquête par OFT.

Mobilité

Planification de la mobilité urbaine

Le projet de «Ville Modérée» continue d'avancer avec 10 nouveaux kilomètres de zones 30 sur axe réalisés en 2025. Plusieurs projets, zones 30 sur axes et zones de rencontre, ont vu leur étude débuter en 2025 et seront déployés en 2026.

L'amélioration de la sécurité routière se poursuit avec l'intégration désormais systématique dans les processus internes des instruments de sécurité de l'infrastructure (audit, inspection, assainissement des points noirs).

Des études mobilité des projets clés du centre-ville ont été menées; fermeture de la rue Centrale, accompagnement de l'arrivée du tram, places du Tunnel et de la Riponne.

La Division a apporté son expertise dans le cadre des projets PALM pour les aspects mobilité et a accompagné le Service de l'urbanisme dans les plans d'affectation de Beaulieu, Sévelin, Sébeillon ainsi que pour le PACOM.

Aux Plaines-du-Loup et Pré-de-Vidy, la division mobilité travaille avec le bureau Métamorphose pour le développement de l'écoquartier et participe aux études de requalification des routes incluses dans le projet (Plaines-du-Loup, Vélodrome).

Du côté des transports publics, l'équipe participe aux études des interfaces des futurs arrêts du m3 de la Blécherette et de Chauderon, de même qu'à celles des BHNS (Morges, Léman, ...). La prolongation de la ligne 13 et une potentielle offre pour l'hypercentre sont par ailleurs à l'étude. La relocalisation de la gare routière du Vélodrome est également pilotée par la division mobilité.

Stationnement

En 2025, plus de 1'000 places bleues ouvertes aux macarons sont devenues payantes dans une dizaine de quartiers, facilitant ainsi le stationnement des habitantes et habitants et permettant plus de disponibilité pour les activités économiques. La durée du stationnement payant en périphérie du centre de la ville a été prolongée de 2 à 3h. Celle-ci a concerné environ 5'000 places et nécessité la reprogrammation de plus de 200 horodateurs ainsi que l'adaptation d'environ 1'000 panneaux de signalisation.

Coordination des chantiers

La Municipalité a adopté la Charte de coordination des chantiers, qui formalise la gouvernance politique et opérationnelle de l'ensemble des interventions coordonnées sur le domaine public.

La Délégation municipale aux chantiers a arbitré la réalisation des chantiers du crédit-cadre 25–26 et d'autres présents sur des secteurs spécifiques et sensibles.

La planification retenue pour l'année 2026 a été présentée au groupe acteurs économiques.

Accessibilité et exploitation

Des chantiers d'envergure de la Ville ou de tiers ont été suivis; le tram (tl), la Riponne (INOVIL SA), Rumine, Grey, Collonges pour les plus conséquents. Parallèlement, de nombreuses interventions ont été menées sur le territoire lausannois:

- rénovation de la signalisation lumineuse de l'avenue d'Echallens, au carrefour avec le chemin de Montétan dans le cadre du réaménagement du secteur;
- remplacement de l'installation au carrefour Caroline/Bessières;
- modification des carrefours Béthusy-Ruffly, Oron-Feuillère et Vennes-Nord afin notamment d'améliorer la priorisation des bus;
- renouvellement des passages piétons Echallens-trémie et Chailly-Coudrette en priorisant les bus et en adaptant le temps de vert pour piétonnes et piétons à l'aide de caméras;
- mise en service des premiers carrefours du tram;
- déploiement de 14 écrans permettant de renseigner en direct sur le remplissage des grands parkings.

Mobilité active

Une convention sur 5 ans pour le vélo en libre-service a été signée avec 27 communes, l'UNIL et l'EPFL, confiant le pilotage de la procédure à la Ville de Lausanne. Un appel d'offres public, en coordination avec Lausanne Région et Région Morges, a été élaboré pour désigner le prestataire. Les vélos arriveront en 2026.

612 places pour les vélos, 3.4 km d'aménagements cyclables et 2.3 km de liaison (notamment aux rues du quartier des Plaines-du-Loup interdites à la circulation qui sont ouvertes aux vélos) ont été créés.

Deux projets dédiés à la mobilité active ont été mis à l'enquête:

- la passerelle de Bois-Gentil – En-Bugnon, entre la commune du Mont et Lausanne;
- la liaison Martinet Provence, nouveau tronçon de la Voie verte d'agglomération.

Selon le déroulé des procédures, le démarrage des chantiers de ces ouvrages est prévu pour 2027.

Enfin, 95 assises ont été installées dans les différents secteurs de la ville. Deux marquages podotactiles ont été effectués pour rejoindre la piscine de Bellerive et les locaux de la Fondation Suisse des Aveugles depuis des arrêts de bus, ceci pour une longueur cumulée d'environ 350 mètres linéaires.

Espaces publics

Requalifications et nouveaux espaces publics

Le projet de requalification de l'avenue de Cour et du chemin de Contigny a franchi une étape décisive avec l'obtention du permis de construire, qui donnera lieu à la réalisation d'un cheminement écolier ludique, sécurisé et végétalisé. Le secteur de Boisy est en cours de transformation, en coordination avec les Services industriels. Le réaménagement de la rue de l'Académie, au cœur de la Cité, a été réalisé. La place du Tunnel, après son réaménagement transitoire, a fait l'objet de deux études d'évaluation menées avec des adolescentes neurodivergentes et avec les enfants du Collège de la Barre.

L'ancienne trémie de l'avenue d'Echallens a été remplacée par une pépinière et par un marquage ludique et du mobilier. La fresque réalisée en 2022 dans les rues Pré-du-Marché et Clos-de-Bulle, conçue avec le Collège Saint-Roch et l'artiste Julia Widmann, a été rafraîchie en 2025 en utilisant une peinture plus pérenne. Dans le secteur des Plaines-du-Loup, l'avancement des planifications urbanistiques et du futur m3 a motivé l'élaboration d'une image directrice pour la rue des Plaines-du-Loup, qui servira de base à la requalification de cet axe structurant.

Ville modérée

Durant l'année écoulée, le développement des zones modérées s'est étendu, en coordination avec les divisions «Mobilité» et «Construction & Maintenance». 4 km supplémentaires de zones 30 ont été mis en place. Le chantier France Ouest–Vallombreuse, encore en cours, permettra d'ajouter près de 800 m supplémentaires en 2026. Les études nécessaires aux autres zones 30 programmées en 2026 se poursuivent.

Accompagnement des grands projets de transports publics

L'année 2025 a permis d'avancer les études liées au développement des bus à haut niveau de service (BHNS). Les dossiers des périmètres PP6a (avenue de Morges) et PP8 (Rumine–Léman) sont en cours de finalisation en vue de leur transmission aux services de l'État, pour examen préalable.

Concernant le PP9 (Echallens Est), l'approbation du préavis d'étude par le Conseil communal permet la poursuite concrète du développement du projet. Le chantier de l'avenue d'Echallens Ouest et du carrefour Montétan–Valency s'est achevé à l'été 2025, offrant un espace reconfiguré, sécurisé pour les cyclistes et performant pour les transports publics.

Espaces publics en lien avec le métro m3

Au pôle Chauderon, le projet avance de manière significative. Le développement des 4 niveaux de la future station métro/LEB a été validé, et le concours de mandats d'études parallèles a été lancé pour une désignation du lauréat en septembre 2026.

Construction et maintenance

Infrastructures urbaines et Génie civil

Les 2 sections ont mené à bien divers projets dont:

- finalisation des travaux coordonnés interservices de la rue Académie;
- réalisation de travaux coordonnés interservices comprenant l'aménagement d'une zone modérée et la réfection de la chaussée d'une portion de la route du Pavement Nord;
- réalisation de la campagne d'améliorations cyclables, section Sallaz-Oron à la route d'Oron; la finalisation complète des aménagements est prévue pour 2026;
- travaux de mise en conformité LHand des arrêts bus à Ours;
- travaux coordonnés avec les Services industriels, mise aux normes de 2 quais tl et réfection de la chaussée de la route de Cojonnex, entre les chemins de la Vuillette et du Praz-d'Eau;
- démarrage des travaux d'aménagement de la zone modérée France – Vallombreuse.
- démarrage des travaux d'aménagement de la voie verte d'agglomération – Nœud Marc-Dufour dont la fin est prévue pour l'été 2026;
- démarrage des travaux de réaménagement de la voirie dans le cadre des travaux coordonnés interservices de la requalification du chemin de Boisoy dont la fin est prévue au printemps 2027;
- la réalisation de travaux de sécurisation aux abords d'écoles dans le cadre de la campagne 2025 y relative;
- la réalisation des travaux d'aménagement de microplacettes à l'avenue de Cour, avenue du Grammont et l'avenue de Béthusy;

- la construction de l'arrêt de bus «Chalet des Enfants» sur la route des Planches, dans le cadre du prolongement de la ligne tl n° 54.

La campagne annuelle de maintenance du patrimoine routier 2025 a permis de réfectionner différents axes notamment les routes de Signal, d'Oron, de Cojonnex ainsi que les chemins de la Forêt, Levant, Chasseron et des Aubépinés. L'entier des surfaces réfectionnées représente 15'670 m² dont 14'850 de chaussée, 500 de trottoirs et 320 d'arrêts de bus.

Environ 70% des revêtements mis en place sur chaussée sont phonoabsorbants, soit env. 10'865 m².

Entretien du patrimoine

La section a mené un ensemble d'actions pour la surveillance, l'entretien et la restauration des ouvrages d'art du domaine public. L'année a été marquée par la mise en place de la nouvelle stratégie d'entretien qui a conduit à la refonte de la base de données des ouvrages. Cet outil est au cœur de la planification et la gestion du patrimoine ouvrage du service. A ce titre, 312 inspections ont été menées, dont 32 sur des ouvrages majeurs comme les ponts, les passerelles, les encorbellements et les murs de grande hauteur, renforçant ainsi la connaissance et la fiabilité des infrastructures stratégiques.

La section a continué à apporter un appui important dans le cadre des travaux d'assainissement de la dalle de la Riponne. Elle a également œuvré dans le développement des phases d'études préalables à la réalisation de nouvelles infrastructures, telles que la passerelle Bois-Gentil, la passerelle Bonne-Espérance ou encore l'estacade du Bugnon.

Parmi les principaux chantiers de réhabilitation entrepris figurent les encorbellements de l'avenue de Béthusy et de la route de l'Abbaye, l'assainissement de la dalle Caroline et du pont de Montheron, la sécurisation des escaliers Arlaud et la restauration du mur du quai de Belgique.

Enfin, la campagne annuelle d'assainissement des garde-corps a porté cette année sur le traitement de 8 garde-corps patrimoniaux du domaine public et l'ajout de plusieurs mains-courantes, témoignant de l'engagement de la section pour la préservation du patrimoine lausannois et l'amélioration de l'accessibilité.

Serrurerie & Signalétique & Marquage

Au total, 930 interventions ont été réalisées, dont 275 dédiées à la signalétique. Les ateliers de serrurerie ont assuré l'entretien et la réparation des infrastructures métalliques, comprenant portes, serrures, barrières, WC publics, mâts de drapeau, poubelles et autres mobiliers urbains.

Plusieurs projets d'envergure ont rythmé l'année:

- mise en place et remplacement de signalisation adaptée dans les nouvelles zones modérées;
- mise en place de signalisation verticale dans le cadre des transformations des places de parc de zone bleue en zone blanche payante et ouverte au macaron;
- installation de mâts pour radars pédagogiques;
- fourniture et collage d'environ 2'000 stickers sur panneaux existants dans le cadre du changement de stationnement de 2h à 3h;
- installation de nouvelles plaques pour honorer des femmes ayant marqué l'histoire de Lausanne.

Travaux de signalétique, signalisation et marquage

Les ateliers ont fabriqué près de 1'375 panneaux, balises et flèches, majoritairement liés à la signalisation routière, tout en participant à l'entretien des zones urbaines. Les équipes de marquage ont poursuivi leurs interventions, plus de 680 cette année, notamment pour la mise en place des Vélobox et le suivi des chantiers relatifs au chauffage à distance.

Travaux (UTx)

L'unité a réalisé un total de 815 interventions de maintenance courante, un chiffre qui témoigne de l'importance des efforts déployés pour garantir la qualité et la pérennité des infrastructures. En parallèle des opérations de maintenance, l'unité a été impliquée dans plusieurs projets

d'envergure dépassant le cadre traditionnel de l'entretien. Parmi ces projets, il convient de souligner l'achèvement de la rénovation du mur du quai de Belgique, un projet lancé en 2015. La valorisation des matériaux se poursuit, avec plus de 1'600 mètres de bordures reconditionnées et réintroduites dans le stock, après des travaux de correction de la géométrie et de sablage sur un linéaire de 2'400 mètres.

Service de la propreté urbaine (PUR)

Principales missions du service

Direction et secrétariat

- pilotage stratégique et opérationnel du service;
- gestion du secrétariat pour l'ensemble du service;
- gestion de la communication interne et externe;
- soutien, conseil et suivi en matière de gestion financière (budget, comptes, investissements, etc.);
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail;
- management de la qualité et de l'amélioration continue et des aspects environnementaux;
- soutien et conseil en matière juridique.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement du personnel, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits.

Délégué à la propreté du domaine public

- identification et localisation des points noirs liés à la propreté, définition des plans d'actions et des mesures correctives;
- relations avec les associations de quartier, les commerçants et la population;
- communication, sensibilisation et médiation, information et coordination entre les différents services.

Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)

- collecte des déchets;
- gestion et recyclage des déchets;
- déchèteries fixes et mobiles, écopoints;
- centre de compactage;
- transfert route/rail.

Propreté du domaine public (PDP)

- entretien, nettoyage et déneigement du réseau piétonnier;
- entretien et nettoyage des WC publics;
- ramassage des déchets, ramassage des feuilles mortes et vidange des poubelles;
- enlèvement des tags et graffitis présents sur la voirie publique, sur les ouvrages qui lui sont rattachés ainsi que sur les immeubles privés placés sous convention avec la Ville;
- information, sensibilisation et surveillance de la propreté de la voie publique, cas échéant prise de sanctions.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration	13.70	13.60	13.70	14.00
CID	121.50	121.50	121.50	121.50
Entretien Secteur Centre	25.00	25.00	27.97	27.90
Entretien Secteur Est	19.00	19.00	19.00	19.00
Entretien Secteur Ouest	23.30	23.00	25.00	25.00
Entretien Secteur Sud	29.00	29.00	29.00	29.00
GPEP	4.80	4.80	4.80	4.80
GPGD	4.00	4.00	4.00	4.00
Propreté Domaine Public	5.00	5.00	5.00	5.00
Secteur Technique 1	19.00	19.00	20.00	20.00
Secteur Technique 2	23.20	22.53	22.53	22.53
UVTD – TRIDEL	48.00	45.00	-	-
Zones foraines	7.00	7.00	7.00	7.00
Total service	342.50	338.43	299.50	299.73

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-43.00

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Administration	18	13.60	18	14.00
CID	123	121.50	123	121.50
Entretien Secteur Centre	25	25.00	29	27.90
Entretien Secteur Est	19	19.00	19	19.00
Entretien Secteur Ouest	23	23.00	25	25.00
Entretien Secteur Sud	29	29.00	29	29.00
GPEP	5	4.80	5	4.80
GPGD	4	4.00	4	4.00
Propreté Domaine Public	6	5.00	6	5.00
Secteur Technique 1	19	19.00	20	20.00
Secteur Technique 2	25	22.53	25	22.53
UVTD – TRIDEL	45	45.00	-	-
Zones foraines	7	7.00	7	7.00
Total service	348	338.43	310	299.73

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Administration PUR	2	2
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	58	20
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	58	20

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	53
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	58

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	54	5.26	46	3.95
Auxiliaires mensualisé·e·s	55	27.05	55	20.39
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	109	32.31	101	24.34

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Depuis le 1^{er} juillet 2025, Tridel SA a repris la gestion du personnel en direct afin d'assurer la pleine autonomie de l'exploitation de l'usine. Ce sont donc 46 personnes qui ont quitté la Ville.

L'opération «nettoyage dans les quartiers» a rencontré un vif succès dans les quartiers de Montelly, Saint-Roch, Chailly, Pontaise et dans les zones foraines.

Principales activités 2025**Direction et secrétariat****Administration et secrétariat**

Le service a répondu à 158 courriers portant sur diverses plaintes et requêtes, un courrier pouvant traiter plusieurs points, notamment la collecte des déchets, les dépôts sauvages, le littering ou le nettoyage du domaine public.

Communication

La 6^e édition du #LausannePlogging s'est tenue le samedi 17 mai au parc Mon-Repos. En juin, il a été possible de rencontrer les équipes de nettoyage lors de leurs «portes ouvertes». Sur la place St-François, véhicules et outils ont pu être testés par la population.

Lors de la Fête fédérale de gymnastique, puis à la fin de l'été, une campagne d'affichage sur le littering a été déployée dans toute la ville. En septembre, la population lausannoise a été invitée à venir approfondir ses connaissances sur la thématique du littering.

Tout au long de l'année, ces actions de sensibilisation ont été relayées par de multiples canaux de communication. Vidéos, quiz et photos ont mis en lumière le travail conséquent et les problématiques liées à la propreté et aux déchets.

Enfin, en décembre, une nouvelle édition du calendrier officiel des déchets a été distribuée par la Poste afin d'accompagner les ménages lausannois durant l'année 2026.

Finances

L'année a été consacrée à la consolidation du pilotage financier transversal du service, avec un accent particulier sur l'exploitation opérationnelle de l'ERP Abacus déployé les années précédentes.

Le suivi budgétaire a été renforcé par une analyse plus fine des coûts par missions, activités et prestations, permettant une meilleure compréhension des postes de dépenses et des écarts à la planification.

Sécurité et santé au travail

Toutes les fonctions du service ont été analysées afin d'évaluer les risques et de proposer des mesures d'amélioration. En collaboration avec le DSST, le tableau des dangers particuliers du service a été complété.

Délégué à la propreté du domaine public

Le domaine public sur tout le territoire communal a fait l'objet de 30 contrôles de qualité généraux et de 12 contrôles spécifiques à certaines prestations des 2 divisions.

Un projet déposé auprès du Fonds durabilité de la Fête fédérale de gymnastique a permis d'obtenir des financements pour acquérir 13 nouveaux totems de tri adaptés à un usage en contexte événementiel. Cet équipement peut être mis à disposition lors des futures manifestations pour lesquelles des prestations seront sollicitées.

La cinquième édition du Lausanne Plogging a eu lieu le samedi 17 mai. Les participantes et participants ont ramassé 26 kg de déchets et 1'800 mégots.

Projets

La 2^e phase de rénovation et modernisation des toilettes publiques (préavis N° 2020/28) s'est poursuivie avec la rénovation d'un édicule supplémentaire. Les WC publics de la Vaudaire, situés sur la promenade de Vidy, ont été entièrement reconstruits avec la mise en place de 5 cabines autonettoyantes.

Les travaux de remplacement des infrastructures des écopoints et de création d'installations de tri centralisé sur certaines places (préavis N° 2018/54) se sont achevés en mars 2025 avec la mise en place d'un nouvel écopoint en surface sur la placette de Montelly.

Le préavis N° 2025/18 pour le projet de rénovation et transformation du Centre intercommunal de gestion des déchets (CID) de Malley a été adopté par le Conseil communal le 30 septembre 2025. Le développement du projet avec les mandataires a pu ainsi se poursuivre tout au long de l'année et la demande d'autorisation de construire sera déposée auprès des autorités au début 2026.

Propreté du domaine public

Organisation PDP

La nouvelle organisation des secteurs, mise en œuvre au printemps 2024, est un succès. Les équipes ont rapidement retrouvé leur pleine efficacité grâce à des tournées de nettoyage optimisées. Cette réorganisation permet de garantir, sur l'ensemble du territoire communal, un niveau de propreté constant, conforme aux attentes de la population.

Opérations spéciales

Une nouvelle édition de l'opération de «nettoyage des quartiers» a rencontré un vif succès. La synergie entre les secteurs a permis cette année, de choyer les quartiers de Montelly, Saint-Roch, Chailly, Pontaise et les zones foraines à proximité de l'Ecole hôtelière.

En parallèle, les équipes ont joué un rôle essentiel dans le maintien de la propreté urbaine lors de la Fête fédérale de gymnastique en juin 2025, contribuant à offrir un accueil exemplaire aux participantes et participants et au public pour cet événement d'envergure.

Enfin, une formation continue destinée aux conductrices et conducteurs de machines et balayeuses de l'ensemble du Canton a été organisée sur les pistes du TCS. Dans ce cadre, un concours a été proposé, et un conducteur de PDP s'est classé à la première place.

Tags et graffitis

Le partenariat proposé par la Ville dans sa lutte contre la présence de tags et de graffitis se poursuit. Plus de 2000 tags ont été nettoyés sur l'ensemble du territoire (privé et public).

Enlèvement des tags sur le domaine public (2023–2025)

Nombre de tags enlevés	2023	2024	2025
Public	1'292	1'581	1'851
Privé	336	474	487
Nombre total de prestations	1'628	2'055	2'338

Groupe propreté des espaces publics (GPEP)

Le GPEP a consacré près de 4'300 heures de missions de contrôle et de prévention contre le littering. Le groupe a renforcé sa présence lors d'actions de sensibilisation, en particulier lors de la journée portes ouvertes, du Street Marketing, du plogging, de l'opération de nettoyage dans les quartiers et de l'accueil des nouvelles et nouveaux habitants. Un stand dédié à la prévention a également été déployé lors de la présence de la déchèterie mobile à la rue Saint-Roch. Par ailleurs, la collaboration avec le Groupe propreté et gestion des déchets (GPGD) s'est poursuivie avec 1'275 heures dédiées à la surveillance des écopoints et des déchèteries mobiles.

Enfin, l'application de la loi communale a donné lieu à 330 amendes d'ordre pour le littering, à savoir 81 pour des mégots jetés sur la voie publique, 120 pour dépôts d'ordures ménagères dans une corbeille de rue, 104 pour mélange de déchets soumis au tri sélectif ou abandon dans une infrastructure inappropriée, 10 pour crachats sur la voie publique et 15 pour absence de ramassage des souillures de chiens ou de mictions.

Parallèlement à la lutte contre le littering, le GPEP a dénoncé à la Préfecture 4 infractions pour nourrissage de pigeons et salissure du domaine public dans le cadre de la Loi sur la faune, 22 infractions au Règlement communal sur la gestion des déchets (RGD) et a établi 53 avertissements pour dépôts non conformes de déchets ménagers sur la voie publique.

Centre intercommunal de gestion des déchets

Collecte en porte à porte (en tonnes)

Tonnes collectées par type de déchet	2024	2025	Écart 2025/2024	Écart 2025/2024 (%)
Ordures ménagères	21'483,89	21'048,67	-381,71	-1,8%
Papier-carton	9'239,52	9'007,04	-253,52	-2,7%
Biodéchets	7'624,09	7'510,46	-172,53	-2,3%
Verre	5'574,14	5'144,33	-430,90	-7,7%
Total	43'921,64	42'710,49	-1'238,65	-3%

Collecte des déchets, service en porte à porte

Ce ne sont pas moins de 17 camions poubelles qui parcourent la ville chaque jour pour vider entre 4'500 et 6'000 conteneurs. Les ordures ménagères et le papier-carton sont ramassés deux fois par semaine, car le volume reste important pour une ville comme Lausanne. Les biodéchets et le verre font l'objet d'une tournée hebdomadaire. Une réelle baisse de quantité de déchets collectés peut être observée, entre -1.8 et -7.7%, sur les ménages et les entreprises privées. La Ville offre un service important de proximité sur ces 4 types de déchets produits régulièrement par les ménages.

Véhicules

30 véhicules circulent en ville pour gérer les déchets, entre les 17 collectes quotidiennes en porte-à-porte, les camionnettes pour les manifestations, les déchets médicaux, la vidange des écopoints ou l'enlèvement des déchets sauvages. Un investissement a été consenti pour renouveler 2 camions poubelles et s'équiper d'un camion-grue dédié aux conteneurs enterrés. Ces trois camions électriques permettront de limiter les émissions polluantes en ville.

Groupe au service de la propreté et gestion des déchets (GPGD)

Il y a eu une augmentation de 20% des analyses de dossiers de demandes de permis de construire par le GPGD (422 au total). L'autre tâche principale de ce groupe consiste en la surveillance des points de collecte. 4'641 sacs non conformes ont été ouverts pour dénoncer les contrevenants et pour vérifier que les emplacements des déchèteries mobiles ne soient pas envahis de déchets avant le déploiement de l'infrastructure mobile. Les nouvelles caméras de surveillance permettent de mieux cibler les actions du GPGD.

Expérience de collecte du flaconnage

Depuis l'automne 2025, 10 écopoints ont été transformés pour accueillir la collecte des flaconnages en libre-service. Les premières semaines montrent une participation stable à ce nouveau service, environ 20 kg de flaconnage par conteneur ont été collectés et ceci deux fois par semaine. Pour être recyclés, les déchets devront contenir exclusivement des flaconnages de plastique. Pour nous assurer du succès de cette prestation, une enquête sera menée en 2026 pour récolter les retours de la population.

Manifestations et Fête fédérale de gym

Si le CID a soutenu 185 (2024: 215) manifestations en conseils, fournitures de conteneurs et vidanges des déchets, le grand exercice était la Fête fédérale de gymnastique. 1'400 conteneurs répartis sur la ville ont été collectés durant les deux week-ends de la Fête, soit 200 m³ de PET, 9.33 tonnes de verre et 34 tonnes de déchets incinérables.

Quartier des Plaines-du-Loup

Le nouveau quartier des Plaines-du-Loup a été équipé de points de collecte centralisés avec des conteneurs enterrés de grande capacité. Cette solution a permis d'éviter l'installation de multiples locaux à conteneurs, des va-et-vient quotidiens vers la rue de la Plaine-du-Loup ou le chemin des Bossons. Les 6 points de collecte centralisés, mis en service en 2025, permettent aux habitantes et habitants de se débarrasser de manière indépendante de leurs déchets, sans contrainte d'horaires, en libre-service. Ce système de collecte est systématiquement installé dans les nouveaux quartiers où leur construction est facile à mettre en place, ce qui n'est pas le cas en zone urbaine où le sous-sol est très densément occupé.

Taxe de base

Le compte des déchets devant couvrir ses frais, ses ressources financières sont le revenu de la taxe au sac et de la taxe de base. La taxe de base est facturée aux Lausannoises et Lausannois via le volume de leur bâtiment. Ainsi, le CID a envoyé 10'600 factures aux propriétaires des immeubles pour un montant de plus de 12 millions de francs et la prise en compte des 46 millions de m³.

Déchèteries fixes et de proximité

En fonction de l'avancement des travaux de Métamorphose aux Plaines-du-Loup, il a été décidé de repousser la fermeture de la déchèterie du Vélodrome. Les 4 autres déchèteries fixes, Bourdonnette, Vallon, Perraudettaz et Malley, ont reçu près de 194'800 visiteuses et visiteurs en 2025, soit plus de 1'000 personnes par jour.

Parallèlement, les 29 déchèteries de proximité, qui tournent mensuellement dans tous les quartiers de la ville, ont collecté près de 1'520 tonnes de déchets durant l'année. Ces déchets ont été déversés par près de 40'000 passages de la population qui semble apprécier ce service de proximité.

GEDREL S.A.

La direction du service assure la gestion administrative de la société GEDREL S.A., périmètre de gestion des déchets qui compte 12 communes actionnaires, dont la Ville de Lausanne. Les travaux de secrétariat ont représenté 331 heures (288.5 en 2024), intégralement facturées à la société. La gestion comptable a été assurée par la comptabilité de direction, laquelle facture

directement ses prestations à GEDREL S.A. La ligne info-déchets a recensé 6'648 appels contre 6'156 en 2024.

Deux représentants du service participent aux séances de la cellule financière afin de consolider les tonnages collectés par chaque commune et de gérer la rétrocession des montants encaissés, générés par la vente des sacs taxés.

Entre 2024 et 2025, le Contrôle des finances de la Ville a effectué un audit de la société GEDREL S.A. Quelques mesures mineures ont été demandées et seront mises en place rapidement.

Quant aux actions de sensibilisation, elles se poursuivent à un rythme régulier. Ainsi, pour 2025, ce sont 84 classes qui ont bénéficié de ces animations contre 83 en 2024.

Parmi celles-ci, les visites de la déchèterie de Malley et l'usine d'incinération ont été privilégiées respectivement par 21 et 34 classes lausannoises.

En 2025, comme en 2024, GEDREL a soutenu les communes actionnaires pour l'achat de vaisselle réutilisable. En termes de sponsoring, le périmètre a également apporté une contribution pour la patinoire éphémère de la Commune de Froideville.

Achat et logistique Ville (SALV)

Principales missions du service

Direction/Administration

- direction du service et gestion du personnel des 5 sites (Malley, Sera-Biasini anciennement Vallon, Vigie, Boussens et Chablais);
- développement d'une politique d'achat responsable, durable et économique pour la Ville;
- présidence de la Commission d'achat Ville (CAV);
- coordination des projets;
- gestion du plan mobilité Lausanne (PML);
- administration et développement de la plateforme informatique de commande LausaShop;
- contrôle de gestion.

Plan de mobilité Lausanne (PML)

- responsable de la bonne application du règlement PML dans les services;
- renseignements, informations relatives aux bonnes pratiques en matière de mobilité douce (déplacements pendulaires et professionnels);
- négociation et suivi de la bonne exécution des contrats commerciaux avec les CFF, Mobilis, TL, Mobility, Europcar, concessionnaire e-bike;
- conseil aux services en matière d'acquisitions de vélos électriques, subventions pour transports publics;
- validation des demandes d'autorisation de location de places de parc communales.

Achat et approvisionnement

- achats de matériel pour les réseaux électricité, eau, gaz, chauffage à distance et multimédia;
- achats de matériels divers pour tous les services de la Ville (matériel CAV);
- gestion de l'approvisionnement des services au travers de la plateforme LausaShop;
- coordination de l'achat des véhicules à l'usage des services.

Assurances choses et patrimoine

- gestion et suivi des contrats pour l'ensemble des services de la Ville;

- traitement des annonces de sinistres/ouverture de dossiers;
- soutien technique et juridique/instruction des dossiers;
- contacts et pourparlers avec les assureurs;
- constats/établissement de rapports;
- calculs de dommages et demandes de prétentions pour le compte des services;
- négociation et entretien avec les partenaires internes ou externes;
- défense des intérêts de la Ville et vérification de la justification de l'indemnité des assureurs.

Magasin

- réception et stockage des marchandises sur les sites de Malley et UTX;
- gestion de stocks de maintenance pour les réseaux anciens;
- préparation des marchandises en fonction des commandes des services et des chantiers;
- formation des conducteurs et conductrices d'élévateurs pour toute l'administration.

Transports Légers & Prestations

- livraison, auprès de tous les services de la Ville, des marchandises commandées sur la plateforme centralisée LAUSASHOP;
- gestion du garde-meubles communal;
- prestations diverses de déménagement, transport et manutention pour l'ensemble de la Ville;
- Entreposage du matériel non inventorié des services de la Ville à Bousens.

Transports Lourds & Manifestations

- manutention, livraison et évacuation du matériel de réseaux, du bois du matériel de manifestations;
- curage des fosses d'évacuation et de traitement des réseaux de chaussées et à déchets;
- mise à disposition du matériel de manifestations;
- coordination et mise en œuvre du service hivernal Ville.

Garage, atelier mécanique et carrosserie

- entretien du parc des véhicules et engins des SIL, du Service de l'eau, du Service des parcs et domaines, du Service de la propreté urbaine et du Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics;
- réparation des bennes à ordures et des machines agricoles, travail de carrosserie;
- gestion d'un pool de véhicules à disposition des services;
- participation partielle au processus d'achat des véhicules légers de la Ville.

Autres prestations de service

- conciergerie;
 - entretien des bâtiments, locaux et installations techniques (sites de Malley, Sera-Biasini et Bousens);
 - atelier de gestion des drapeaux;
 - électricité: entretien et développement des installations;
 - sanitaire.
-

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Achats & approvisionnement	7.90	7.70	8.70	8.70
Assurances choses & patrimoine	1.00	1.00	1.00	1.00
Direction (SALV)	12.90	12.90	12.10	11.90
Garage Chablais	3.00	3.00	3.00	3.00
Garage Vigie	4.00	4.00	4.00	4.00
Prestations/T. légers	13.00	13.00	11.00	11.00
Sevices Généraux	6.63	5.63	6.63	4.93
Stock et Magasins	13.30	11.80	10.60	10.60
Unité garage Vallon	18.50	15.50	18.40	17.30
Unités transports lourds	27.00	26.00	26.00	23.60
Total service	107.23	100.53	101.43	96.03

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-5.80

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Achats & approvisionnement	8	7.70	9	8.70
Assurances choses & patrimoine	1	1.00	1	1.00
Direction (SALV)	14	12.90	13	11.90
Garage Chablais	3	3.00	3	3.00
Garage Vigie	4	4.00	4	4.00
Prestations/T. légers	13	13.00	11	11.00
Sevices Généraux	8	5.63	7	4.93
Stock et Magasins	12	11.80	11	10.60
Unité garage Vallon	16	15.50	18	17.30
Unités transports lourds	27	26.00	24	23.60
Total service	106	100.53	101	96.03

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Direction (SALV)	1	1
Garage Vigie	1	1
Stock et Magasins	6	5
Unité garage Vallon	1	1
Unités transports lourds	2	2
Total service	11	10

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	12	10
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	12	10

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	7
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	12

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	1	0.04
Auxiliaires mensualisé·e·s	8	1.48	12	5.79
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	8	1.48	13	5.83

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants

La première année pleine de l'application des nouvelles directives du plan de mobilité lausannois a montré des résultats probants en termes de report modal vers des solutions de mobilité active et d'utilisation de solutions de transports publics.

Durabilité, économie circulaire, mutualisation et standardisation sont plus que jamais les leit-motifs du service, tant en achats et approvisionnement qu'en soutien logistique.

Principales activités 2025**Direction/administration/RH**

L'année 2025 a été marquée par de nombreux départs à la retraite et donc une vaste campagne de recrutement tout particulièrement dans les achats, le transport lourd et les ateliers mécaniques. Dans un marché tendu, le service a pu se réjouir de l'arrivée de nouvelles et nouveaux collègues.

Les descriptifs de postes ont été remis à jour et le service a testé avec succès les nouveaux formulaires pour les entretiens annuels de collaboration.

L'accent a été mis sur les formations, par équipes, notamment pour les managers de terrain, mais aussi individuelles pour ajuster les compétences aux besoins actuels et futurs.

Plan de mobilité (PML)

Les dispositions réglementaires du Plan de mobilité (PML), entrées en vigueur au 1^{er} mars 2024, ont été consolidées en 2025 avec un objectif inchangé: réduire la dépendance à la voiture individuelle et favoriser durablement la marche, le vélo, les transports publics (TP) et les solutions partagées.

Sur le volet pendulaire, les subventions ont continué de soutenir le transfert modal vers le vélo et les TP. Dans le prolongement des améliorations introduites en 2024 (augmentation et harmonisation des aides), 2025 a mis l'accent sur la lisibilité des dispositifs, la simplification des démarches et une information plus accessible au personnel. Parallèlement, la politique de

stationnement a poursuivi sa réorientation: les indemnités de stationnement restent limitées aux cas prévus (rotation, horaires spéciaux, situations particulières). L'accompagnement des changements a été renforcé, notamment via l'«offre mobilité» proposée aux personnes renonçant à une place de parc.

Pour les déplacements professionnels, la dynamique engagée en 2024 s'est confirmée: la restriction de l'usage du véhicule privé s'accompagne d'un recours accru aux alternatives. L'offre interne a été consolidée au travers des pools de véhicules de service et du développement des pools vélos sur plusieurs sites, afin d'offrir une solution simple, disponible et compétitive pour les trajets urbains.

Achats et approvisionnement

L'année écoulée a été marquée par le renforcement de l'équipe, ainsi que le développement et la consolidation de la collaboration avec les services internes et d'autres administrations.

Les équipes ont continué à travailler sur l'amélioration du bilan écologique de la Ville. Ces efforts se sont traduits par l'acquisition de véhicules propres, et la pondération de plus en plus importante des achats durables dans les appels d'offres menés.

Principales réalisations en 2025 au niveau des achats:

- acquisition de 19 véhicules légers électriques pour un montant de CHF 838'877.– TTC; et de 16 véhicules spéciaux électriques pour un montant de CHF 3'868'184.–;
- 20 marchés menés en procédure ouverte, 5 marchés menés en procédure sur invitation, 36 en procédure en gré à gré de plus de CHF 5'000.–;
- accompagnement de projets stratégiques de la Ville;
- plus de 15 accompagnements d'appels d'offres spécifiques à certains services;
- contribution à l'économie circulaire par la réutilisation dans les différents services de la Ville de mobilier d'occasion (administratif ou de bureau) d'excellente qualité;
- réalisation et présentation du préavis N° 2025/32 «Autorisation d'achats pour l'exercice 2025».

Assurances choses et patrimoine

L'année 2025 a été marquée par un appel d'offres sur invitation sur l'assurance RC dirigeants, ainsi que la recherche, la mise en place et l'élaboration du cahier des charges pour le remplacement de la solution informatique liée aux assurances en collaboration avec le SOI. Cette année a également été marquée par le nombre record de déclarations de vols (matériel informatique et pièces du Musée romain de Lausanne-Vidy).

Les charges sinistres pour les branches responsabilité civile se déclinent comme suit:

- préjudices causés à des tiers (risque RC générale de la commune): 57* cas (44 cas en 2024, 33 en 2023, 23 en 2022, 42 en 2021);
- distribution d'eau: 31* cas; préjudices causés à des tiers annoncés (33 cas en 2024, 32 en 2023, 30 en 2022, 21 en 2021);
- nombre de sinistres enregistrés sur les véhicules à moteur: 265* cas, charge de préjudice à des tiers occasionnés avec les véhicules (228 cas en 2024, 224 en 2023, 255 en 2022, 183 en 2021);
- nombre de cas de dommages aux véhicules et engins communaux à charge de la Ville, après déduction des prestations d'assurances ou de tiers responsable (risque casco): 189 cas* (159 cas en 2024, 166 en 2023, 225 en 2022, 177 en 2021).

* Etat au 16.12.2025

Magasins

- l'unité supporte au quotidien les services de la Ville, en gérant 6'000 articles actifs inventoriés, générant en moyenne 1'000 réceptions et 5'000 expéditions par mois;

Transports légers & Prestations

- les livraisons de matériel sous responsabilité de la Commission d'Achat de la Ville (CAV) ont bénéficié à 470 sites clients, avec plus de 3'200 articles différents livrés en 2025;
- l'unité a accompagné la hausse importante des besoins des clients internes SISF et PUR relatifs au stockage des biens des entreprises et particuliers après expulsion, en augmentant la dotation en conteneurs de près de 10%.
- les missions de récupération, de stockage et de mise à disposition de mobiliers de seconde main ont permis de couvrir deux tiers des besoins des services en mobiliers de bureau, confirmant, outre les bienfaits durables, les économies substantielles que cette gestion circulaire permet.

Transports lourds & Manifestations

- l'unité a répondu à plus de 6'000 demandes de prestations émanant de l'ensemble des services communaux, en croissance de 10% par rapport à 2024;
- elle a permis la tenue sur le territoire lausannois de 340 manifestations (+12% vs 2024). L'accessibilité à celles-ci pour les personnes à mobilité réduite a en outre été facilitée par l'acquisition d'un kit «PMR» mis à disposition des associations organisatrices;
- elle a assuré le pilotage général du service hivernal. Dans le contexte d'un hiver relativement doux, 28 interventions (pour 39 l'année précédente) ont été assurées par 165 personnes nécessitant 331 tonnes de sel (contre 431 l'année précédente) afin de garantir la praticabilité du réseau routier et piétonnier.

Garages et Pool

- les 5 ateliers mécaniques (poids lourds, machines communales, carrosserie, véhicules légers et machines agricoles) ont accompli les missions d'entretien préventif et de réparation des véhicules sous leur responsabilité, avec près de 2'700 interventions effectuées en 2025 au bénéfice de 20 services de la Ville;
- la validation par le Conseil communal du préavis relatif à la modernisation et le compactage des garages de Sera-Biasini 27 afin d'accueillir l'atelier «machines agricoles» actuellement situé à la Bourdonnette, permettra sa mise en œuvre en 2026;
- le parc du «Pool Ville» de véhicules légers est constitué de 43 véhicules dont 45% sont désormais en motorisation électrique ou hybride. Le pool a confirmé son succès avec plus de 3'700 réservations effectuées en 2025 par 36 services distincts représentant un taux d'occupation de 72%.

Sécurité

- refonte et modernisation des zones fumeurs du site de Sera-Biasini en cohérence avec les exigences spécifiques du site en termes de sécurité (zone à risque d'explosion);
- afin de répondre à l'évolution des normes, le Magasin Grande Hauteur de Malley a été réhabilité;
- les systèmes GEBOA pour travailleurs isolés ont été déployés sur les sites de Boussens et de Malley, améliorant la protection du personnel lors de leurs interventions solitaires.

© Mathilde Imesch | Ville de Lausanne

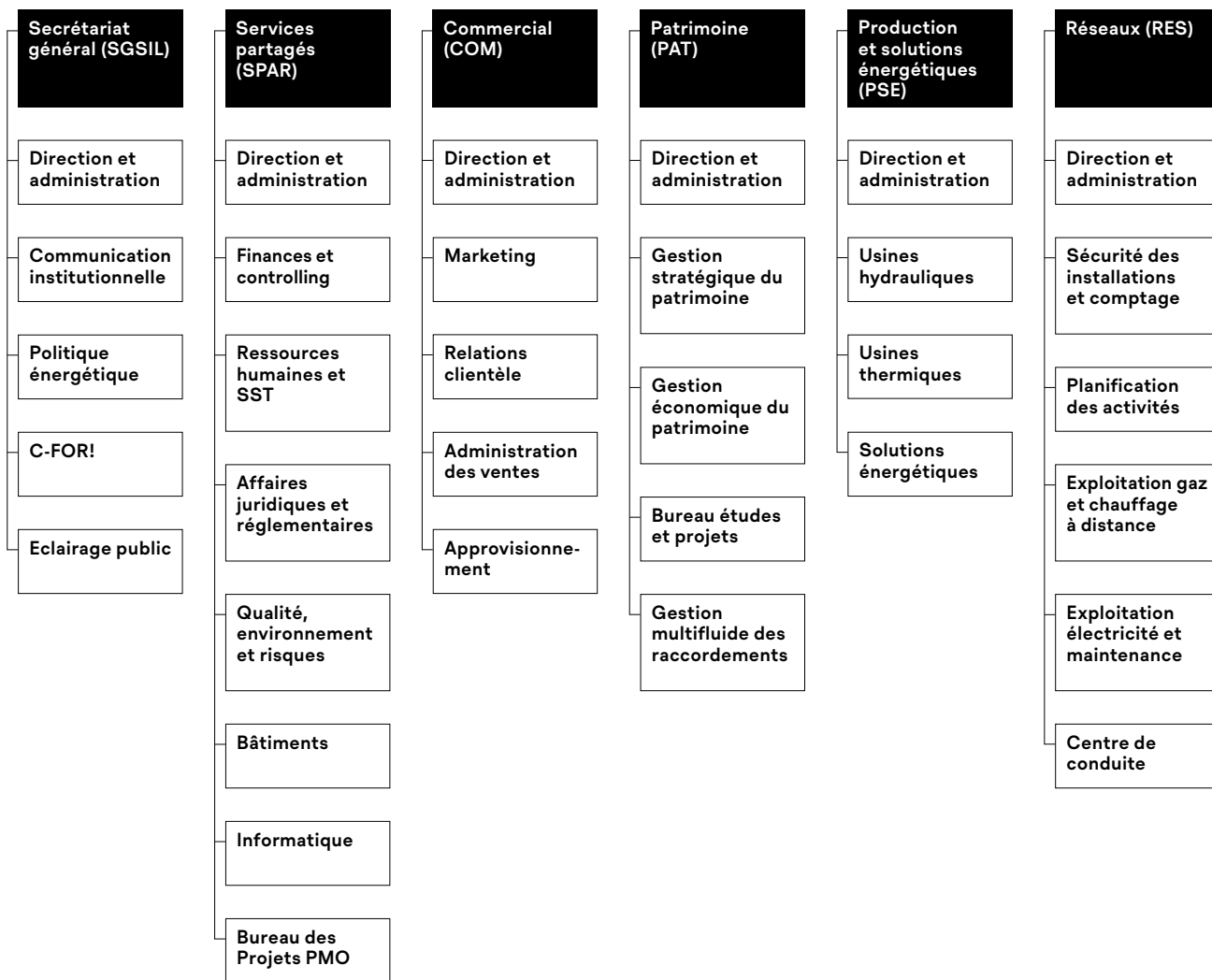


Direction des services industriels



Direction des services industriels (SIL)

Directeur



Nouvelle illumination de la Cathédrale

L'éclairage extérieur de la Cathédrale datant des années 60–70 a été entièrement renouvelé et inauguré officiellement le 29 novembre par le directeur des SIL et la Conseillère d'Etat en charge du patrimoine, dans le cadre des festivités du 750^e anniversaire de la consécration de l'édifice. Le projet a été mené avec le Canton, à qui appartient le bâtiment et qui participe à la moitié du financement des coûts externes. Conçu par Jean-Yves Scœntinck du bureau l'Acte lumière, cette illumination magnifie l'architecture de l'édifice tout en respectant la biodiversité nocturne et en réduisant de plus 60% la consommation d'électricité. Elle débute par un scénario adapté au crépuscule, passe à un éclairage de plein feu pour la soirée puis à un feu réduit avant de s'éteindre complètement à minuit et demi. Durant la période de nidification, de mi-mars à mi-septembre, l'éclairage du côté nord de la cathédrale, en liaison avec des zones plus naturelles et plus calmes, est réduit pour favoriser la présence des martinets et des chauves-souris. Un scénario festif est prévu pour les fêtes de fin d'année et pour les fêtes de la Cité et un scénario liturgique pour la période de Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, les dimanches de l'Avent et pour Noël. Le portail Montfalcon se distingue par une projection lumineuse pour ces moments particuliers, déclinée en deux versions, festive et liturgique.

Non ferme à l'accord sur l'électricité avec l'Union européenne (UE)

Les SIL et la Ville de Lausanne se sont fermement opposés à l'accord sur l'électricité mis en consultation dans le cadre du paquet Suisse-UE – ce qui reflète malheureusement une position minoritaire à ce stade parmi les gestionnaires de réseau et les villes suisses, qui ont tout de même nuancé leurs prises de position suite aux interventions lausannoises – tout en étant favorables à des relations bilatérales stables et solides avec l'UE. L'accord sur l'électricité est déséquilibré et contient trop d'éléments négatifs pour être accepté en l'état:

- il met en danger la transition énergétique, puisque les nouveaux investissements pour l'augmentation des productions renouvelables ne pourront plus être répercutés de manière sûre dans l'approvisionnement de base, sans compter qu'il ne garantit pas à long terme la légalité des subventions fédérales destinées à soutenir les énergies renouvelables;
- il présente un risque élevé pour les consommateurs qui pourront se trouver piégés par des prix de l'énergie qui explosent s'ils choisissent d'exercer leur éligibilité par un contrat dont ils maîtrisent mal les enjeux;
- il entraîne des surcoûts d'organisation et de coordination du fait de l'obligation de séparation juridique, organisationnelle et décisionnelle de l'exploitation des réseaux des autres secteurs d'activité;
- il est très défavorable financièrement pour les communes qui disposent encore de services industriels intégrés à l'administration, qui enregistreraient des pertes fiscales à la suite du transfert d'activités dans une société anonyme;
- il implique un retour à une sécurité d'approvisionnement basée sur les importations qui va ralentir l'augmentation des capacités de production indigène, ce qui est particulièrement risqué pour une ressource aussi stratégique.

Les SIL et la Ville continuent à œuvrer pour que cet accord, dont le rejet ne met pas en danger le reste du paquet, soit refusé.

Secrétariat général (SGSIL)

Principales missions du service

Direction du service et administration

- collaborer activement et collégalement au Comité de direction des SIL;
- mettre en œuvre les politiques publiques placées sous la direction des SIL;
- soutenir les services dans leurs rapports avec la Municipalité, le Conseil communal et d'autres parties prenantes;
- assurer le secrétariat du directeur et les coordinations transversales pour les SIL;
- assurer la bonne application de la gestion qualité, environnement, et santé et sécurité au travail.

Communication institutionnelle

- définir et mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle, développer les relations avec les médias et assurer la communication interne;
- développer la visibilité et la notoriété des SIL et d'équiwatt.

Politique énergétique

- développer le programme d'efficacité énergétique équiwatt;
- assurer la gestion du Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE);
- coordonner les démarches Cité de l'énergie, assurer le suivi de la Convention des maires, contribuer au suivi des indicateurs du Plan climat pour les aspects énergétiques;
- coordonner le système d'échange de quotas d'émissions CO₂;
- contrôler les aspects énergétiques en matière de construction selon la loi vaudoise sur l'énergie;
- assurer des prestations énergétiques pour les bâtiments (CECB, audits, études, conseils aux propriétaires et programmes de rénovations groupées);
- développer et exploiter un réseau de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques.

Ateliers et formation (C-FOR)

- former les apprenties et apprentis dans plusieurs filières techniques;
- gérer la production des ateliers et garantir les recettes du centre.

Eclairage public

- développer l'éclairage public lausannois selon les principes du Plan lumière;
- assurer les éclairages festifs de Noël;
- développer des prestations commerciales en matière d'éclairage public et d'illumination.

Partenariats institutionnels

- assurer le suivi des partenariats avec les communes et avec les fournisseurs d'énergies.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
C-FOR	11.70	11.60	11.70	11.60
Communication institutionnelle	3.40	3.20	3.40	3.20
Coord. stratégie & projets	3.70	3.70	-	-
Direction SG	2.80	2.80	2.90	2.90
Eclairage public	9.60	8.20	10.60	9.40
Politique énergétique	13.40	11.00	13.30	11.80
Total service	44.60	40.50	41.90	38.90

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	-2.70

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
C-FOR	12	11.60	12	11.60
Communication institutionnelle	4	3.20	4	3.20
Coord. stratégie & projets	4	3.70	-	-
Direction SG	3	2.80	3	2.90
Eclairage public	9	8.20	10	9.40
Politique énergétique	13	11.00	14	11.80
Total service	45	40.50	43	38.90

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
C-FOR	59	63
Total service	59	63

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	2	4

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	4	0.18	1	0.11
Auxiliaires mensualisé·e·s	1	0.33	2	0.16
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	–	*
Total service	5	0.51	3	0.27

* information indéterminée car à la tâche

Le poste de responsable des partenariats institutionnels rattaché au Service commercial a été transféré au Secrétariat général fin 2025 pour assurer une meilleure transversalité.

Événements marquants

Changer le monde...

Une stratégie de marque employeur a été élaborée pour permettre aux SIL de se démarquer dans des secteurs professionnels asséchés par le dynamisme de la transition énergétique et séduire de jeunes talents. Une campagne de notoriété originale et ambitieuse a été menée sur le thème «Changer le monde, ça commence avec les SIL».

Plus d'apprenties au C-FOR!

Les actions de promotion menées auprès des écoles lausannoises, en collaboration avec la Direction enfance, jeunesse et quartiers (EJQ), ont été intensifiées, avec un accent mis sur l'intégration des filles. Ces efforts ont porté leurs fruits: sur les 19 apprenties et apprentis recrutés en 2025, 14 proviennent du Grand Lausanne (7 en 2024) et 4 sont des filles (1 en 2024).

Principales activités 2025

Communication institutionnelle

Une stratégie de marque employeur a été élaborée avec un message aligné sur les valeurs des SIL et leur mission au service de la transition énergétique et du Plan climat. Une campagne de notoriété (vitrines du site de Chauderon, affichage SGA, communication dans les transports publics, contenus réseaux sociaux) sur le thème «Changer le monde, ça commence avec les SIL» a été menée avant l'été puis reprise au début de l'automne. Un grand nombre d'actions ont aussi été mises en place pour harmoniser tous les supports tels que pages web, newsletter interne, intranet et journée d'accueil des nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs.

En 2025, l'éclairage public a été un moteur de la visibilité des SIL avec plusieurs opérations de communication importantes pour la modification de l'éclairage public dans les zones foraines et dans plusieurs parcs urbains, l'opération Perséides (extinction de l'éclairage et partenariat avec une société d'astronomie amateur), le nouvel éclairage de la Cathédrale (en particulier l'inauguration) et les illuminations de Noël pour la première fois en collaboration étroite avec Bô Noël. Les luminaires en fonte de Saint-François, création du designer Marc Aurel, et l'éclairage rouge dans les bois du Jorat pour préserver au mieux la biodiversité lorsque le Canton impose un éclairage hors de la zone urbaine, en périphérie du parc naturelle du Jorat, sont également des thèmes qui ont été porteurs.

La division assure la communication pour les actions d'efficacité énergétique du programme équiwatt et a également fourni des prestations à la société GEOOL S.A. pour la campagne de prospection géophysique 3D et à la société SI-REN S.A. dans le cadre du projet EolJorat Sud.

Equiwatt 2022–2026

En 2025, les soutiens proposés par équiwatt ont permis d'économiser 654 MWh/an d'électricité et 1'372 MWh/an de chaleur. Au total, cela représente une réduction des émissions de 403 tCO_{2-eq}/an.

Les services de conseils ont permis de continuer à accompagner particulières et particuliers, entreprises, professionnelles et professionnels de l'immobilier et services de la Ville dans leurs démarches pour réduire leur consommation d'énergie:

- 32 entreprises et 48 sites occupés par l'administration lausannoise ont bénéficié d'un audit pour identifier leurs potentiels d'économies d'énergie;
- 101 petits et moyens propriétaires ont profité de conseils personnalisés pour des projets de rénovation de leur bâtiment;
- 21 opérations éco-logements et une opération éco-sociale ont été menées, permettant à plus de 2'300 ménages de recevoir du matériel efficient ainsi que des conseils pour réduire leur consommation d'énergie.

De plus, de nombreuses initiatives ont bénéficié d'un soutien financier. Par exemple:

- 56 entreprises et services de la Ville ont obtenu une subvention pour la rénovation d'équipements;
- 6 propriétaires ont reçu un financement pour l'accompagnement par un expert ou une experte dans leur projet de rénovation;
- 470 ménages ont bénéficié d'une prime pour le remplacement de vieux appareils électroménagers.

Plusieurs projets ont également été menés en 2025 afin de poursuivre l'amélioration des plans d'action existants et renforcer leur adéquation avec les besoins de leur public-cible. C'est le cas notamment du plan éco-logements, du soutien pour l'optimisation des chaufferies, de l'accompagnement auprès des entreprises et du plan d'incitation à la rénovation des bâtiments. L'édition pilote du programme GROUP-IT se poursuit, avec la participation de 66 bâtiments.

Finalement, 3 conférences sur la rénovation énergétique des bâtiments ont été organisées à destination des propriétaires et gérances, réunissant à chaque fois près de 200 personnes.

Système d'échange de quotas d'émission de CO₂ (SEQE)

En 2025, le remboursement de la taxe CO₂ prélevée sur les consommations fossiles du chauffage à distance au titre du SEQE s'est monté à CHF 4'703'972.– (CHF 4'665'545.– en 2024). La somme de CHF 163'341.– a été versée à Epura S.A. comme contribution du four à boues de la STEP, et CHF 4'540'631.– ont été attribués au fonds CO₂. En 2025, 30'000 droits d'émission ont été achetés pour un coût total de CHF 2'080'237.–. L'alimentation nette du fonds CO₂ est donc de CHF 2'460'394.– en 2025.

Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE)

Les nouveaux projets dont le financement a été octroyé par le Fonds pour l'efficacité énergétique en 2025 sont les suivants:

- expertises lors de travaux d'efficacité énergétique au sein de l'administration lausannoise (CHF 100'000.–);
- renouvellement du financement des subventions en faveur des panneaux solaires thermiques (CHF 60'000.–);
- projet «Vinergie» d'optimisation énergétique des caves vinicoles, mené par la HEIG-VD en collaboration avec le Service des parcs et domaines (CHF 89'600.–);
- évaluation de l'efficacité énergétique et de la durabilité des robots aspirateurs pour les émissions «A Bon Entendeur» et «Kassensturz», menée par l'EPFL (CHF 9'000.–);
- amélioration d'un banc de test de micro-éoliennes à but pédagogique, menée par la HEIG-VD (CHF 12'000.–);
- projet d'optimisation des systèmes géothermiques au travers de l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, mené par l'EPFL en collaboration avec les SIL (CHF 92'040.–);
- financement d'un stage pour la réalisation d'un travail de Master EPFL «Étude de scénarios de rénovation des bâtiments à l'échelle du territoire communal» (CHF 15'000.–).

Thermique du bâtiment

En 2025, sur mandat de l'Office des permis de construire du Service de l'urbanisme (OPC), la Section efficacité énergétique a réalisé le contrôle du respect de la législation vaudoise en matière d'énergie de 324 dossiers de construction soumis à permis de construire (365 en 2024) et 13 demandes de travaux dispensés de permis de construire (il s'agit de rénovations de toiture, pour lesquelles l'OPC a modifié la procédure par rapport à 2024: ce type de travaux est désormais dispensé de permis de construire, mais demande la validation de la section efficacité énergétique, ce qui facilite la procédure et réduit drastiquement sa durée). Pour cette même activité, la Commune de Paudex a sollicité la section pour 5 affaires (6 en 2024). Concernant les audits énergétiques, 1 CECB®, 2 actualisations de CECB®, 10 CECB®Plus et 1 audit selon cahier des charges de l'OFEN ont été réalisés, soit 11 audits au total (14 en 2024). En outre, des conseils incitatifs pour 5 propriétaires de villas (3 en 2024) ont été effectués dans le cadre du programme «Chauffez renouvelable» de SuisseÉnergie.

Bornes de recharge publiques

Les SIL exploitent 58 bornes de recharge publiques, réparties entre des places de stationnement réservées aux porteurs de macaron (50 bornes) et des places payantes (8 bornes). Quatre 4 nouvelles stations de recharge comportant chacune 4 bornes sont planifiées en 2026. De plus, la planification 2027-2028 a été validée par la Municipalité, prévoyant 10 stations supplémentaires (40 bornes) chaque année.

En 2025, il fut nécessaire de migrer l'ensemble des bornes de recharge publiques sur un nouveau système de gestion («back-end»), du fait de l'arrêt de la plateforme evpass utilisée jusqu'ici. Cela a demandé un important travail, qui a permis la migration dans les délais sans problème technique majeur pour les utilisateurs.

C-FOR!

Le C-FOR! a poursuivi avec succès la mise en œuvre de son plan stratégique quinquennal, notamment grâce à l'engagement de deux apprentis dessinateurs sur métal dans le cadre de sa nouvelle filière.

Comme les années précédentes, le centre affiche un taux de réussite de 100% aux examens finaux et partiels de ses apprentis. Tout au long de l'année, les actions de promotion menées auprès des 7 écoles lausannoises, en collaboration avec la Direction enfance, jeunesse et quartiers (EJQ), ont été intensifiées. Elles incluent une participation active à l'ensemble des forums métiers ainsi que l'organisation de visites guidées du C-FOR! tout au long de l'année. Plus de 500 élèves de 10^e et 11^e années ont ainsi pu découvrir concrètement les métiers techniques proposés.

Ces efforts ont porté leurs fruits, cinq filles ont rejoint les filières de formation du C-FOR!, représentant une progression notable au regard des objectifs de mixité fixés en collaboration avec le Bureau de l'égalité.

Les partenariats avec les acteurs de la formation ont également été renforcés. La création avec les Transports publics lausannois (TL) d'un stage «WayUp» en fin d'apprentissage a permis à l'ensemble des apprentis sortants d'obtenir un contrat de travail fixe, améliorant significativement leur employabilité.

La Junior Team des électriciens de réseau a été étendue à 12 apprentis dont une apprentie. Le C-FOR! et les SIL confirment ainsi leur position de plus important centre de formation romand dans cette branche.

Les travaux d'agrandissement du C-FOR! ont débuté en septembre, avec la création d'une dalle au deuxième étage, permettant une optimisation future des espaces et de l'organisation et la possibilité de se positionner pour les cours interentreprises pour la formation CFC de monteur réseau en tuyauterie pour le chauffage à distance et le gaz en cours de création au niveau fédéral.

Enfin, le C-FOR! a renouvelé avec succès son Certificat suisse de qualité pour les écoles d'enseignement général et professionnel (QSC), attestant d'une culture d'amélioration continue désormais solidement ancrée.

Eclairage public

La division éclairage public a continué à mettre en œuvre le Plan lumière, sous l'angle de la sobriété énergétique, de la création d'une trame noire et de l'attractivité nocturne.

Le nouvel éclairage extérieur de la Cathédrale a été inauguré en novembre. Cette nouvelle installation permettra de réaliser plus de 50% d'économie d'énergie, tout en améliorant grandement le rendu de l'éclairage. Ce dernier est évolutif au cours de chaque soir (trois scénarios), des périodes festives (un scénario pour les fêtes de fin d'année et pour le Festival de la Cité), du calendrier liturgique (un scénario liturgique), des événements organisés à l'intérieur de la Cathédrale, et des périodes de migration de l'avifaune (un scénario plongeant dans l'obscurité la face nord propice au nichage pendant la période de reproduction).

Dans les zones foraines, 120 luminaires ont été mis hors service et plus de 400 ont été remplacés ou modifiés avec une extinction en cœur de nuit. Un sondage auprès des habitantes et habitants sera réalisé au printemps prochain, pour éventuelles adaptations.

Huit parcs ont été éteints dans le cadre du déploiement de la trame noire: le parc de l'Elysée, la promenade de la Gottettaz, la colline de Montriond, le petit parc de Montétan, le Pré-des-Casernes, l'accès au signal de Sauvabelin, le tour du lac de Sauvabelin et la place de jeux du Devin. Un tronçon de la route de Vidy, à proximité de l'étang aux lucioles du parc Bourget, a également été éteint. Ces situations seront ré-évaluées en 2026, avant adaptations ou démontage des luminaires.

La rénovation des plus de 200 lanternes de la Cité, datant d'avant 1960 et fabriquées dans les ateliers des SIL, s'est achevée. Une collaboration avec le C-FOR! et AFIRO a permis de transformer en LED ces lanternes et de diminuer leur consommation de près de 70%.

Suite au prolongement de la ligne TL 54, un nouvel arrêt de bus à proximité du Chalet-des-Enfants a été créé. Située sur route cantonale, l'aide-à-la-traversée reliant les deux quais a dû être éclairée à la demande du Canton. Afin de limiter les nuisances pour la faune et suite à une étude mandatée auprès d'un bureau d'écologues, un éclairage d'une température de couleur de 1'000 K a été retenu avec un spectre lumineux extrêmement restreint situé dans le rouge. Cette installation unique en Suisse répond entièrement aux exigences d'éclairage normatives, sécurisant la traversée et limitant l'impact sur la biodiversité locale.

Pour renforcer l'attractivité du centre-ville durant les fêtes de fin d'année, les SIL ont travaillé à la mise en œuvre d'un festival lumineux, permettant d'admirer 11 œuvres artistiques réparties sur 9 sites: le portail Montfalcon de la Cathédrale, la tour Bel-Air, les Escaliers du Marché, la place Madeleine, la rue de Bourg, le Pont Bessières, les places Auberjonois et Arlaud, la place de la Louve et l'Hôtel de Ville. Ce dernier a fait l'objet d'un spectacle son et lumière inédit, en collaboration avec les établissements primaires et secondaires de Béthusy, d'Isabelle-de-Montolieu et de C.-F. Ramuz: les élèves ont réalisé des dessins qui ont été animés puis intégrés au spectacle. Des sons ont également été enregistrés en classes de musique puis intégrés à la bande-son.

Les remplacements et chantiers 2025 ont permis la pose et le remplacement de 875 luminaires en accord avec les préconisations du Plan lumière, permettant ainsi de réaliser des économies d'énergie importantes et de réduire drastiquement la pollution lumineuse.

Les économies d'énergies pour 2025 sur l'entier du parc sont de 5,6%. A fin 2025, le parc de luminaires lausannois est composé de 56,3% de LED (50,1% une année plus tôt).

Evolution des chiffres clés demandés par la Commission de gestion

Chauffage à distance SIL

	2022	2023	2024	2025
Nombre de compteurs installés	1'420	1'432	1'445	1'512
Puissance installée [MW]	330	335	341	346.5
Chaleur vendue [GWh]	384.8	370.6	388.1	402.8

Chauffage à distance en gros (CADOUEST)

	2022	2023	2024	2025
Nombre de compteurs installés	109	122	136	156
Puissance installée [MW]	330	335	341	346.5
Chaleur vendue [GWh]	41.0	44.2	44.8	53.2

Gaz au détail

	2022	2023	2024	2025
Nombre de compteurs installés	15'992	15'790	15'348	14'512
Distribution clients finaux SiL [GWh]	1'639	1'558	1'523	1'484
Distributeurs aval [GWh] ¹	187	176	179	179
Total gaz distribué [GWh]	1'826	1'734	1'702	1'664
Chaleur vendue [GWh]	1'578.7	1'390.0	1'375.6	1'445.7

¹ Aubonne, Morges et Rolle

Gaz en gros

	2022	2023	2024	2025
Nombre de communes partenaires	4	4	4	4
Chaleur vendue [GWh]	314.7	302.1	312.2	313.3

Electricité

	2022	2023	2024	2025
Nombre de compteurs installés	126'983	125'038	124'010	125'271
Electricité distribuée (yc pertes) [GWh]	854	823	818	791
Electricité vendue [GWh]	808.8	754.5	705.3	686.8

Aménagement hydroélectrique de Lavey

	2022	2023	2024	2025
Production [GWh]	361	418	436	4323

¹ Arrêt d'usine de 8 semaines pour la réfection de la galerie d'amenée qui a lieu tous les 7 ans

SI-REN S.A.

	2022	2023	2024	2025
Puissance solaire installée [MW]	13.2	15.0	17.2	18.4
Production solaire [GWh]	13.0	12.8	13.6	18.5

Marquage de l'électricité 2024

	Total	En Suisse
Energies renouvelables	98.7%	98.7%
Energie hydraulique	89.9%	89.9%
Autres énergies renouvelables	2.2%	2.2%
— Energie solaire photovoltaïque	1.8%	1.8%
— Energie éolienne	0.4%	0.4%
Courant au bénéfice de mesures d'encouragement ¹	6.6%	6.6%
Energies non renouvelables²	1.3%	1.3%
Energie nucléaire	—	—
Agents énergétiques fossiles	1.3%	1.3%
— Déchets urbains non renouvelables	1.3%	1.3%
Total	100%	100%

¹ Courant au bénéfice de mesures d'encouragement (58.5% d'énergie hydraulique, 14.9% d'énergie solaire, 4.1% d'énergie éolienne, 19.1% de biomasse, 3.4% de déchets urbains renouvelables).

² La part non renouvelable du marquage correspond à la consommation de clients sur le marché libre ayant choisi une offre non renouvelable.

Services partagés (SPAR)

Principales missions du service

Direction du service et administration

- collaborer activement et collégalement au Comité de direction des SIL;
- garantir le niveau de service attendu des services transversaux;
- assurer la coordination avec les services centraux de la Ville;
- assurer la bonne application de la gestion qualité, environnement, et santé et sécurité au travail.

Finances et controlling

- gérer les comptabilités et produire des états financiers;
- coordonner le processus budgétaire et son suivi;
- examiner les marges des prestations et services ainsi que leurs résultats financiers;
- concevoir et réaliser des modèles d'affaires et des analyses financières;
- soutenir les participations.

Ressources humaines

- soutenir les services pour toutes les questions de ressources humaines;
- soutenir les cadres et accompagner le personnel tout au long de leur parcours aux SIL;
- gérer la formation;
- prévenir les accidents;
- coordonner les domaines de la sécurité et de la protection de la santé.

Affaires juridiques et réglementaires

- défendre les intérêts des SIL lors des procédures de consultation et des litiges;
- accompagner les projets ou la direction pour les aspects juridiques et réglementaires;
- participer aux procédures de consultation et vérifier la conformité des SIL.

Bureau des projets (PMO)

- conduire des grands projets en mettant des cheffes et chefs de projet à disposition des services;
- vérifier la conformité et la qualité de la documentation des projets;
- fournir les outils nécessaires à la gestion de projet (directives, modèles, exemples, outils informatiques);
- tenir à jour le portefeuille de projets et en assurer le suivi auprès du CODIR.

Qualité, environnement et risques

- assurer l'amélioration continue de manière transversale et à tous les niveaux de l'organisation;
- surveiller les indicateurs, planifier les audits et contribuer à la résolution des problèmes liés à la qualité;
- participer aux actions permettant de diminuer l'impact de l'entreprise sur l'environnement.

Bâtiments

- fournir la maîtrise d'ouvrage et l'intendance des bâtiments;
- assurer le service de conciergerie et de nettoyage.

Informatique

- mettre en place, exploiter et faire évoluer le système d'information;
- piloter les projets informatiques;
- soutenir les utilisateurs.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Affaires juridiques & règlement.	8.10	7.90	8.10	7.70
Bâtiments	12.63	10.38	12.63	10.06
Direction SP	1.00	1.00	2.00	2.00
Division PMO	–	–	4.20	3.60
Finances & controlling	12.80	12.50	12.50	12.40
Informatique	11.50	10.50	11.50	10.40
Qualité, Environnement & Risques	3.90	3.70	4.70	3.50
Ressources humaines	12.50	10.15	11.45	10.65
Total service	62.43	56.13	67.08	60.31

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	4.65

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Affaires juridiques & règlement.	9	7.90	9	7.70
Bâtiments	20	10.38	19	10.06
Direction SP	1	1.00	2	2.00
Division PMO	–	–	4	3.60
Finances & controlling	13	12.50	13	12.40
Informatique	11	10.50	11	10.40
Qualité, Environnement & Risques	4	3.70	4	3.50
Ressources humaines	12	10.15	12	10.65
Total service	70	56.13	74	60.31

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
Total service	4	4

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	3

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.32	1	0.08
Auxiliaires mensualisé·e·s	16	4.27	20	6.35
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	19	4.59	21	6.43

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants**Stabilisation et développement des relations entre la Suisse et l'Union européenne**

La Ville de Lausanne, par l'entremise des SIL pour l'accord sur l'électricité, a activement participé à la consultation du Département fédéral des affaires étrangères sur le paquet «Stabilisation et développement des relations entre la Suisse et l'UE». La Ville est favorable à des relations bilatérales stables et solides avec l'Union européenne (UE) et soutient à ce titre le paquet, sauf le volet électricité. Elle s'oppose fermement à l'accord sur l'électricité, qui est trop déséquilibré et contient trop d'éléments négatifs pour être accepté en l'état.

Principales activités 2025**Affaires juridiques et réglementaires**

L'année 2025 a été très riche en évolutions législatives avec, comme activité saillante, l'implémentation de la loi sur l'électricité. Les équipes de la division ont été très sollicitées par la mise en œuvre de l'évolution des activités des SIL nécessaires au respect de la nouvelle législation. Notamment l'ensemble de la documentation juridique des SIL les liant à leurs usagères et usagers a été mise à jour.

L'équipe de la division a également été active dans la coordination et la rédaction de diverses prises de position relatives aux très nombreuses consultations législatives de cette année (accord sur l'électricité en particulier). L'évolution législative a entraîné aussi un nombre élevé de modifications des documents de la branche électrique. Au niveau du secteur du gaz, la mise en consultation de la LAPGaz fédérale et la modification du règlement cantonal vaudois sur les conduites de gaz sont aussi à souligner.

Ressources humaines

Les SIL poursuivent le développement des compétences de leur personnel. Deux axes particuliers sont à relever:

- un cursus complet et modulaire en gestion de projet accessible quel que soit le niveau d'expertise dans ce domaine. Ce cursus permet de mettre en place des standards internes en gestion de projet et d'ancrer la culture de la transversalité;
- des formations managériales dédiées aux cadres, avec la mise en place d'un module «Accompagner le changement» et d'un module «Climat de sécurité psychosociale», en complément du «Passeport Leadership». Ces modules complémentaires permettent de renforcer les moyens mis à disposition des cadres pour la gestion des situations managériales complexes.

Par ailleurs, en plus de la marque employeur vouée à améliorer l'attractivité des SIL dans les recrutements, un engagement fort a été mis pour améliorer la mixité des équipes et la valorisation des femmes dans le monde de l'énergie. Après un lancement uniquement en Suisse-allemande, le programme «women in power» de Swisspower a été lancé à Lausanne pour la Suisse romande grâce au fort engagement des SIL et des SIG. Par ailleurs, les équipes des SIL ont organisé plusieurs «cafés recrutement» avec la fondation Pacte. Ces mesures portent leur fruit avec le doublement (de 13% à 28%) des femmes cadres supérieures aux SIL entre 2021 et 2025.

Qualité, environnement et risques

Un audit de surveillance a été réalisé par la société SGS en février 2025. Cet audit, le premier avec cet auditeur, a dû être complété par un audit additionnel en mai 2025. À l'issue de ces démarches, les certifications ISO 9001 (système de management de la qualité), ISO 14001 (système de management environnemental) et ISO 45001 (système de management de la santé et de la sécurité au travail) ont été maintenues. La norme QSC (Quality School Certificate) a également été reconduite à la suite d'un audit réalisé en mai 2025 par la société Procert.

Bâtiments

Les réalisations les plus importantes de l'année 2025 sont l'agrandissement du C-For!, avec la construction d'une nouvelle dalle au 2^e étage, et la rénovation des bureaux à Pierre-de-Plan pour un pilote Flex-desk.

Une importante étape a été franchie avec la finalisation du projet et l'obtention du permis de construire pour la création de bureaux dans la tour de décufrage à Pierre-de-Plan.

Différentes mesures d'économie d'énergie ont été déployées avec l'appui d'équiwatt en lien avec l'éclairage (généralisation des LED) et l'eau chaude sanitaire (décommissionnement des chauffe-eaux électriques).

Bureau de projets (PMO)

En 2025, le PMO a soutenu les SIL en gérant de nombreux projets, parmi lesquels on peut relever les suivants:

- le développement d'une solution et des processus pour la mise en œuvre des communautés électriques locales (CEL);
- la mise en place d'une méthodologie de gestion de produit (Mercury);
- le passage du programme Smart Metering à l'opérationnel par la mise en place d'une structure pérenne;
- la mise en place du nouveau référentiel de compétences et la mise à jour de toutes les descriptions de poste;
- la mise en place d'un projet pilote du concept de Flex-desk à Pierre-de-Plan.

Finances et controlling

L'année a été marquée par l'achèvement du projet de dématérialisation des bons de commande, ouvrant la voie à la poursuite de cette modernisation en 2026 avec l'intégration des factures fournisseurs. La concrétisation des travaux engagés en 2024 sur la dématérialisation du processus budgétaire constitue également une avancée significative, renforçant les capacités de planification à court, moyen et long terme ainsi que la qualité des rapports.

Par ailleurs, de nombreux travaux préparatoires ont été menés autour de la mise en place du modèle comptable MCH2, ceci notamment afin d'anticiper ses impacts financiers et organisationnels.

Informatique

En 2025, les SIL ont dû évaluer leur degré de maturité en ce qui concerne les normes minimales de la Confédération en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Un programme de projets à réaliser pour atteindre en juin 2026 les objectifs minimaux fixés par la Confédération a été défini. Dans ce cadre-là, un nouveau réseau informatique dédié à l'informatique industrielle a déjà pu être mis en service.

Parmi les nombreux projets développés durant l'année, on peut mentionner, en plus de la dématérialisation des bons de commande, l'implémentation des nouvelles exigences liées au second train de mesures du Mantelerlass (gestion des communautés électriques locales, adaptations tarifaires, devoir d'information) et une application d'aide à la gestion de la prospection des bâtiments à raccorder au réseau de chauffage à distance.

Service commercial (COM)

Principales missions du service

Direction du service et administration

- collaborer activement et collégalement au Comité de direction des SIL;
- établir et suivre la mission du service en lien avec la stratégie des SIL;
- assurer la gestion administrative et superviser les activités du service;
- gérer la clientèle partenaire (B2P), les projets particuliers et les manifestations;
- assurer la gestion administrative et commerciale de la société LaZur Energie S.A.;
- assurer la bonne application de la gestion qualité, environnement, et santé et sécurité au travail.

Marketing

- définition de la stratégie marketing et réalisation du plan marketing;
- étude des différents publics, besoins, usages, désirs et aspirations;
- développement des offres de produits, de services et d'expériences pour un marché;
- analyse des parts de marché, ventes, marges bénéficiaires d'un produit ou d'une gamme et ajustements suite aux résultats des ventes;
- définition de la stratégie de communication et réalisation des actions de communication.

Relations clientèle

- accueil et conseil de la clientèle au téléphone et aux guichets;
- support technique au téléphone pour les produits multimédia;
- renseignements sur les factures des SIL et gestion des facilités de paiement;
- acquisition et suivi des clientes et clients énergies et multimédia, gestion des contrats;
- gestion des demandes écrites et des réclamations clients;
- organisation des événements clients;
- traitement des demandes Subvention80.

Administration des ventes

- relevé des compteurs (électricité, gaz, chauffage à distance et eau);
- facturation et encaissement des énergies, du multimédia et de l'eau;
- suivi du paramétrage informatique des données de type commercial pour l'activité de facturation (SAP);

- responsabilité fonctionnelle du CRM et de la structure tarifaire dans le système;
- planification et roadmap des projets IT du Service commercial.

Approvisionnements

- gestion de la couverture des portefeuilles de vente de l'électricité, du gaz et du chauffage à distance, prévisions de production et d'achat, prévisions de vente;
- calcul des prix de revient et des tarifs de vente de l'électricité, du gaz et du chauffage à distance;
- gestion des relations commerciales avec les fournisseurs d'énergie et les partenaires, ainsi que pour l'autoconsommation;
- gestion du commerce des garanties d'origine, des certificats biogaz et des certificats de compensation CO₂;
- certification des productions et produits d'électricité et établissement du marquage annuel de l'électricité;
- gestion des différents modes et systèmes de rétribution pour le courant d'origine photovoltaïque produit sur la zone de desserte des SIL.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration des ventes	35.50	32.20	36.50	32.70
Approvisionnement	7.40	7.40	7.40	7.20
Direction COM	10.00	9.90	10.00	8.70
Marketing	10.75	10.45	13.75	13.45
Relations clientèle	41.80	36.30	43.65	42.40
Total service	105.45	96.25	111.30	104.45

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	5.85

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Administration des ventes	37	32.20	37	32.70
Approvisionnement	8	7.40	8	7.20
Direction COM	10	9.90	9	8.70
Marketing	11	10.45	14	13.45
Relations clientèle	39	36.30	46	42.40
Total service	105	96.25	114	104.45

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
Relation clientèle	*1	*1
Total service	1	1

* Stagiaires MPC

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	9	17
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	9	18

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démision	3
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	9

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	7	0.52	7	0.39
Auxiliaires mensualisé·e·s	31	15.21	29	13.38
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	38	15.73	36	13.78

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants**Mise en œuvre de la loi sur l'électricité (Mantelerlass)**

Suite à l'acceptation par le peuple suisse de la loi sur l'électricité («Mantelerlass» ou acte modificateur unique), de nouvelles fonctionnalités et offres ont été développées afin de renforcer la transparence, l'efficacité énergétique et l'intégration des énergies renouvelables.

Conformément au devoir d'information prévu par la loi, le portail client – dans sa partie authentifiée – permettra désormais à l'ensemble des clientes et clients de disposer d'une comparaison de leur consommation d'électricité d'une année sur l'autre. Les clientes et clients équipés d'un compteur intelligent bénéficient en outre d'un suivi détaillé de leur consommation quotidienne. Par ailleurs, toute la clientèle aura accès à des conseils visant à l'aider à réduire sa consommation et à réaliser des économies d'énergie.

Enfin, la loi a conduit à la mise en place de nouveaux modèles favorisant l'autoconsommation de l'électricité solaire, notamment les communautés électriques locales (CEL), ouvrant la voie à une production et une consommation d'énergie plus locales, collaboratives et durables.

Marché de l'électricité

L'année 2025 a été marquée par une stabilité des prix et une volatilité réduite sur le marché à terme de l'électricité tout en restant à des niveaux plus élevés que ceux observés en moyenne avant le début de la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine.

Marché du gaz

L'année 2025 reste une période charnière pour le marché mondial du gaz, avec des prix qui ont baissé par rapport aux niveaux records observés lors des crises énergétiques récentes, notamment après 2022. Cependant, le marché du gaz reste volatil et marqué par des dynamiques géopolitiques fortes. L'approvisionnement en biogaz européen (molécule et certificats) à moyen terme a pu être assuré pour augmenter progressivement le mix distribué dans les années à venir.

Principales activités 2025

Approvisionnement en électricité

En 2025, la production propre composée de l'aménagement hydroélectrique de Lavey et de la part refoulée de la production des centrales photovoltaïques de SI-REN S.A. a permis de couvrir environ la moitié des besoins annuels en énergie électrique et en garanties d'origine des SIL.

Par ailleurs, la division approvisionnement a poursuivi la couverture des années à venir dans un contexte de marché stable pour assurer la sécurité d'approvisionnement selon la stratégie de gestion mise en place.

Evolution des tarifs d'électricité

Après deux années de hausse des tarifs de l'énergie liées à la crise de 2022, l'année 2025 marque un recul de ceux-ci. En effet, l'approvisionnement ne comprend désormais plus qu'une part très limitée des achats effectués durant la période de crise. Par ailleurs, l'ensemble de la production de Lavey, dont le coût est aujourd'hui nettement inférieur au prix du marché, a profité à l'approvisionnement de base. Ainsi, le tarif simple intégré hors taxes pour 2025 enregistre une diminution moyenne de 5,4%.

Certifications naturemade

Lors de l'audit de contrôle annuel, le respect des directives de certification naturemade de la production électrique des ouvrages de Lavey, de la Rasse et d'un lot de centrales photovoltaïques de SI-REN S.A. de la région lausannoise a été vérifié avec succès. Il en a été de même avec le produit nativa basic, certifié naturemade. Le produit nativa plus, certifié naturemade star, a quant à lui été recertifié pour une période de 5 ans.

Installations photovoltaïques

Le nombre d'installations photovoltaïques raccordées au réseau de distribution des SIL augmente à un rythme soutenu. Il atteint au total environ 3'400 unités à fin 2025 pour une puissance installée totale de 63 MW.

Les SIL soutiennent le développement du solaire par un tarif de reprise du courant excédentaire 2025 qui se situe parmi les plus élevés de Suisse romande pour les centrales d'une puissance allant jusqu'à 30 kW et qui est garanti à 10 ct/kWh au minimum en moyenne annuelle jusqu'en 2033.

Approvisionnement en gaz

L'approvisionnement en gaz naturel a été stable toute l'année. Concernant le biométhane, les SIL disposent de plusieurs contrats à long terme pour recevoir directement la production d'installations en Suisse et en Europe. Ces contrats devraient permettre d'assurer les besoins jusqu'à l'horizon 2030 au minimum.

Tarifs du gaz

Après une année de stabilité, les tarifs ont augmenté en moyenne de 6.7% à partir du 1^{er} octobre 2025. Cette hausse, bien que le prix de l'énergie soit en baisse, s'explique par l'augmentation de la part de biogaz dans l'approvisionnement de 5 points de pourcentage (+33%) à partir de janvier 2026, passant à 20%, soit le niveau le plus élevé de Suisse romande.

Approvisionnement en chaleur

L'usine de valorisation thermique et électrique de déchets TRIDEL a enregistré un rendement élevé.

La production de biométhane sur le site de la STEP de Vidy a également été importante toute l'année, ce qui a permis de limiter les quantités de gaz naturel utilisées pour assurer les pointes de consommation durant la saison froide.

Tarifs du chauffage à distance

Malgré les investissements importants pour le développement du réseau de chauffage à distance en lien avec les objectifs du Plan climat de la Ville, les tarifs du chauffage à distance sont restés stables en 2025.

Multimédia

Les activités multimédia se poursuivent avec une priorité constante donnée à la qualité de service et à la proximité avec la clientèle lausannoise. L'offre demeure orientée vers la couverture des besoins du plus grand nombre, avec une attention particulière portée aux publics les plus fragilisés, notamment les seniors. À ce titre, les bénéficiaires de l'AVS profitent d'un rabais spécifique sur la quasi-totalité des services.

Afin de renforcer la sécurité des personnes concernées et d'apporter une tranquillité d'esprit à leurs proches, la montre d'alarme Mobizen est désormais proposée. Ce dispositif permet, par une simple pression, de déclencher une alerte auprès du centre d'appel de la Croix-Rouge suisse, Curena, qui rappelle immédiatement l'utilisatrice ou l'utilisateur pour évaluer la situation et, le cas échéant, mobiliser les services d'urgence appropriés. Les proches sont simultanément informés en temps réel. La montre fonctionne également en dehors du domicile, assurant une protection continue.

Parallèlement, des ateliers d'accompagnement sont organisés afin de contribuer à la réduction de la fracture numérique. Ces sessions visent à faciliter la prise en main des services internet et mobiles, ainsi que des fonctionnalités de la télévision interactive et numérique, telles que le replay ou les applications.

Enfin, il est à relever qu'en 2026, l'activité multimédia célébrera ses 50 ans au service de la population, marquant un demi-siècle d'engagement en faveur de l'accès aux technologies et aux services numériques pour tous.

Services énergétiques

Dans le cadre de leur stratégie thermique et en cohérence avec les objectifs du Plan climat, les SIL poursuivent le déploiement de solutions de chauffage renouvelables et la sortie progressive des énergies fossiles. Les propriétaires sont informés du décommissionnement à venir de certaines infrastructures gazières et encouragés à adopter des alternatives durables. Une gamme complète de solutions est proposée, incluant le chauffage à distance (CAD), les pompes à chaleur individuelles ainsi que le contracting thermique pour les bâtiments ne pouvant être raccordés au CAD.

Dans ce contexte, 2 séances d'information d'envergure ont été organisées à destination des propriétaires du sud de la ville ainsi que des quartiers Maupas-Valency. Ces rencontres ont permis de présenter les changements majeurs induits par le déploiement du chauffage à distance, d'offrir une meilleure visibilité sur les échéances à venir et d'expliquer les démarches à entreprendre, les alternatives possibles et les soutiens disponibles.

Parallèlement, les autres activités en cohérence avec les objectifs du Plan climat se poursuivent. Le déploiement du solaire photovoltaïque s'intensifie, en particulier sur les toitures des grands bâtiments d'habitation, en étroite collaboration avec Si-REN S.A. Grâce aux communautés d'autoconsommation, les habitants peuvent bénéficier d'une électricité produite localement, renouvelable et proposée à des conditions tarifaires avantageuses.

Enfin, le déploiement des infrastructures de recharge pour la mobilité électrique se poursuit, tant sur le domaine public que dans les parkings d'habitations collectives. Cet engagement est maintenu malgré le ralentissement conjoncturel des ventes de véhicules électriques, confirmant la volonté des SIL d'accompagner durablement la transition énergétique et la mobilité électrique.

Relations clientèle

En 2025, la Division relations clientèle a traité 125'000 demandes via divers canaux (téléphone, lettres, e-mails), stabilisant le délai moyen de traitement à 3 jours. Près de 11'000 personnes se sont rendues aux 2 espaces clientèle de la place de l'Europe et de la place Chauderon, avec un taux de satisfaction de 84%. La migration des produits historiques a touché 750 clientes et clients, générant une force activité de support et d'assistance. Le support technique a répondu à plus de 10'000 appels en 2025.

Facturation

L'activité opérationnelle de la relève, facturation et encaissement s'est déroulée normalement en 2025. Les systèmes ont fait l'objet d'importants développements pour être en conformité avec les nouveautés introduites par l'acte modificateur unique. Il s'agit notamment des nouveaux éléments tarifaires à faire apparaître séparément sur la facture et les dispositions sur la facturation de l'énergie de futures communautés électriques locales (CEL), ainsi que les changements de la structure tarifaire pour l'utilisation du réseau pour faire apparaître le coût du système de comptage.

Engagement dans le sport, la culture et l'innovation

En complément de leurs missions d'énergéticien et d'acteur du multimédia, les SIL renforcent leur engagement en faveur de la vie locale. En 2025, ils ont notamment marqué un engagement accru en faveur du sport féminin en soutenant désormais des équipes de hockey, de football et de volleyball féminines en plus des équipes masculines. Plus largement, ils contribuent activement au dynamisme sportif et culturel en s'associant à plus de 50 événements en tant que sponsor.

Par ailleurs, les SIL participent à la promotion de la culture à travers leur soutien à la musique, à l'art de rue, aux musées et au cinéma, tout en valorisant l'art de vivre par un engagement en faveur de la gastronomie et des festivités locales. Ils s'impliquent également dans des actions caritatives et encouragent les initiatives liées à la formation professionnelle et à l'innovation. Cet engagement global témoigne de leur volonté de jouer un rôle actif dans la dynamique locale et de contribuer durablement au bien-être de la communauté.

LaZur Energie S.A.

La société LaZur Energie S.A., co-entreprise entre les SIL et ewz, exploite les infrastructures énergétiques de la Vaudoise aréna, et développe de nouveaux projets thermiques renouvelables (contracting et de réseaux de chauffage à distance) hors de la commune de Lausanne, en particulier dans les zones de distribution de gaz des SIL. La direction de la société est assurée par un collaborateur du service et le chef du service commercial des SIL assume la présidence du Conseil d'administration.

L'activité 2025 a vu l'obtention du permis de construire de la centrale du chauffage à distance de Belmont-sur-Lausanne. La phase principale des travaux de ce projet se déroulera dès 2026. Un contracting thermique a également été signé sur la commune de Paudex. Enfin, les études techniques et la commercialisation du chauffage à distance de Romanel-sur-Lausanne se sont poursuivies, avec un lancement du projet espéré pour 2026.

Service patrimoine (PAT)

Principales missions du service

Direction du service et administration

- collaborer activement et collégalement au Comité de direction des SIL;
- établir et suivre la mission du service en lien avec la stratégie des SIL;
- assurer la gestion administrative et superviser les activités du service;

- assurer la bonne application de la gestion qualité, environnement, et santé et sécurité au travail;
- gérer les flux administratifs pour les sociétés LFO S.A. et GEOOL S.A.

Gestion stratégique

- définir les stratégies pour les infrastructures des SIL;
- gérer le cycle de vie des infrastructures et planifier les besoins techniques et financiers;
- définir les standards de construction et les stratégies d'exploitation;
- assurer la veille technologique.

Gestion économique

- établir la tarification des infrastructures en fonction des contraintes légales et réglementaires ainsi que des exigences des parties intéressées;
- établir et suivre les budgets liés aux infrastructures;
- administrer la relation contractuelle avec les utilisatrices et utilisateurs des infrastructures;
- garantir l'intégrité des données de consommation d'énergie et transmission aux actrices et acteurs du marché.

Bureau d'études et projets

- étudier, dimensionner et piloter la construction des infrastructures électriques (HT, MT, BT), télécoms, thermiques (chauffage à distance et gaz), y compris travaux génie civil;
- gérer, conduire et piloter les grands projets de la Ville liés aux infrastructures des SIL;
- assurer la saisie, la mise à jour et la disponibilité des informations du système d'information géographique.

Gestion multifluide des raccordements

- traiter et suivre les demandes de raccordement;
- gérer la relation contractuelle du raccordement;
- coordonner la réalisation et la mise en service des raccordements.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction PAT	7.50	7.30	9.40	8.30
Etudes & projets	63.35	60.35	71.35	67.35
Gestion économique	8.83	8.50	9.93	8.10
Gestion multifluides racc. GMR	15.50	13.50	16.50	15.50
Gestion stratégique	33.50	30.30	34.50	29.90
Total service	128.68	119.95	141.68	129.15

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	13.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Direction PAT	8	7.30	9	8.30
Etudes & projets	62	60.35	69	67.35
Gestion économique	10	8.50	9	8.10
Gestion multifluides racc. GMR	14	13.50	16	15.50
Gestion stratégique	31	30.30	31	29.90
Total service	125	119.95	134	129.15

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	7	14
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	7	16

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	7

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	1	0.13	1	0.09
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	1.64	2	1.65
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	4	1.77	3	1.74

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

Centrale de production de chaleur renouvelable à Ouchy

La centrale de production de chaleur renouvelable PAC-Ouchy est primordiale pour le développement du réseau de chauffage à distance. Elle permettra d'améliorer grandement le mix

énergétique en contribuant à l'objectif de le rendre 100% renouvelable et de récupération en 2035 (Plan climat de la Ville de Lausanne). Le principe de fonctionnement de cette centrale enterrée est de valoriser les eaux lacustres profondes via des pompes à chaleur (PAC) centralisées, afin d'en soustraire de la chaleur qui sera ensuite distribuée à 85°C sur le CAD. Cette infrastructure permettra également de fournir du froid en direct aux bâtiments raccordés au réseau de froid à distance (FAD) qui sera déployé dans l'ouest du quartier d'Ouchy si l'intérêt des clientes et clients est confirmé.

Le projet sera réalisé sur plusieurs années. En 2025, ont été réalisés:

- les dimensionnements techniques et environnementaux des équipements process et des bâtiments;
- l'avant-projet de la centrale, d'architecture des futurs bâtiments de surface et d'aménagement paysager des espaces verts;
- la modélisation du projet en 3 dimensions avec un logiciel BIM (Building Information Modeling);
- la préparation du dossier d'autorisation (enquête publique début 2026).

Tramway

En 2025, les travaux de dévoiement des réseaux des SIL dans le cadre du projet du tramway ont pu être terminés. Ces travaux d'ampleur inédite pour les SIL ont commencé en 2021 et ont duré 4 ans. Plus de 12 km de réseau de gaz, 700 m de réseau de CAD (dont 350 m en galerie souterraine) et 22 km de câbles électriques ont été posés à neuf dans le cadre de ce projet. Les SIL ont su relever ce défi et terminer les travaux dans les délais imposés par le projet des tl.

Aménagement hydroélectrique de Lavey

Les processus de retour et de renouvellement des concessions, arrivant à échéance le 31 décembre 2030, se poursuivent avec les différentes parties prenantes. En 2025, la signature d'une Convention entre la Ville et les Cantons de Vaud et du Valais, autorités concédantes, a posé les bases d'une collaboration constructive dans le processus de retour des concessions.

Pour assurer la continuité de la production hydroélectrique au 1^{er} janvier 2031, un processus est mené en parallèle pour l'attribution des nouvelles concessions. Le Consortium constitué par les SIL et les Forces Motrices Valaisannes (FMV) a étudié plusieurs variantes d'optimisation de l'aménagement pour la période 2031–2110. Ces analyses prennent en compte l'évolution possible de l'hydrologie du Rhône dans un contexte de changement climatique, le potentiel de production hivernale ainsi que les aspects techniques et économiques y compris les risques liés aux possibles futurs changements règlementaires du marché de l'électricité.

Le projet de restauration de la migration piscicole au droit du barrage se poursuit. En 2025, les études d'ingénierie pour la réalisation de la passe technique de montaison ont progressé, avec une validation par étapes en coordination avec les autorités cantonales compétentes et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Ce projet, indemnisé par l'OFEV, fera l'objet d'une mise à l'enquête publique et d'une étude d'impact sur l'environnement.

Communication sur les chantiers

L'extension du réseau de chauffage à distance dans le cadre du Plan climat se traduit par une multiplication des chantiers sur le territoire communal. Afin de renforcer le dialogue avec les riverains et les commerçants, les SIL ont engagé en 2025 une médiatrice de terrain, chargée de faciliter les échanges entre la population, les équipes techniques et la Ville, et d'assurer une information claire et régulière sur l'avancement des travaux, leurs contraintes (circulation, stationnement) et leurs objectifs. La médiatrice centralise les questions et les doléances, relaie les préoccupations auprès des services concernés et contribue, par la recherche de solutions, à limiter les nuisances ainsi qu'à favoriser la bonne conduite des chantiers et leur acceptation par les riverains.

Principales activités 2025

Gestion stratégique du patrimoine

La transition énergétique repose largement sur l'électrification des usages comme levier principal de décarbonation des secteurs de la mobilité, du chauffage et de l'industrie grâce à l'utilisation d'énergie électrique renouvelable. Le réseau de distribution d'électricité ne peut pas préserver sa résilience sans adaptation pour répondre à ces nouveaux besoins. Afin d'y répondre, la division a étudié, avec des méthodes de simulation probabiliste, l'évolution des besoins de consommation et de production afin d'identifier les mesures adéquates pour y répondre, que ce soit à l'échelle des quartiers comme des communes. Plusieurs orientations stratégiques ont été présentées à la direction qui a validé une stratégie résolument orientée vers l'optimisation des investissements via l'utilisation de la flexibilité afin d'éviter les renforcements les plus onéreux.

En collaboration avec Romande Énergie et Groupe E, via l'entité collective GRD125kV, la division a réalisé une étude visant à réduire le bilan d'énergie réactive injectée sur le réseau Swissgrid. Les partenaires injectent en moyenne 150 M VAR et ont jusqu'ici supporté des pénalités relativement faibles (environ 200 k CHF par an pour les trois gestionnaires de réseau). Cette année, sans avertissement, Swissgrid a renforcé ses exigences. Après plusieurs échanges, il apparaît que, sans réduction d'injection, ces pénalités pourraient s'élever à un montant situé entre 1,5 M CHF et 6 M CHF par an dès l'année prochaine. Une stratégie visant à réduire la quantité d'énergie réactive injectée a donc été élaborée. Celle-ci prévoit notamment l'installation de plusieurs bobines de compensation. Un appel d'offres sera lancé début 2026 pour un déploiement prévu sur 3 à 4 ans. Pour les SIL, cela impliquera l'installation d'une bobine de compensation au poste de Banlieue-Ouest à Crissier.

Gestion économique du patrimoine

L'évolution du système énergétique guidé par le changement des habitudes de consommation et les adaptations légales a orienté les travaux de la division. Une vision à moyen et long terme sur les tarifs et la structure tarifaire a été proposée afin de guider les choix stratégiques.

L'adaptation des outils de gestion des données de mesure se poursuit afin de répondre aux demandes croissantes en termes de facturation, de planification et d'exploitation des infrastructures.

Bureau études et projets

De nombreux projets d'extension et de renouvellement du réseau électrique ont été réalisés avec la pose d'environ 21'000 mètres de câbles électriques, ainsi que l'entretien, le renouvellement et la construction de nouveaux postes de transformation. Les principaux chantiers ont été les suivants:

- extension du poste de Praz-Séchaud: fin du gros œuvre, fin du second œuvre et début de l'installation des équipements HT et MT;
- rénovation avec automatisation des premiers postes MT permettant la réduction des temps d'intervention et dépannages;
- centrale de production de chaleur PAC-Ouchy: début des travaux de génie-civil pour la mise en place de la ligne d'alimentation d'environ 2'200 m (8'000 kVA) pour les pompes à chaleur;
- renouvellement du PT Batnord (PDP4): première étape du projet de renouvellement de la boucle MT de l'usine de Pierre-de-Plan et remplacement de la génératrice du CAD;
- études des projets qui débiteront en 2026 relatifs au déclassement de la boucle haute tension à l'est (passage du 50 kV au 21 kV);
- renouvellement de la partie MT de la commande de contrôle du poste Boisy.

Le réseau de chauffage à distance des SIL a été étendu de 2'700 mètres dans le cadre des nouveaux raccordements et de l'extension du réseau. Environ 520 mètres de conduites vétustes ont été renouvelés. Les chantiers d'importance réalisés ont été les suivants:

- rue de Genève/place de l'Europe à Lausanne: extension de 350 mètres sur le réseau en galerie 130°C;
- chemin des Croisettes à Epalinges: extension de 200 mètres sur le réseau pré-isolé 90°C;
- rue Beau-Séjour/avenue Gabriel-de-Rumine à Lausanne: extension de 195 mètres sur le réseau pré-isolé 130°C;
- chemin des Croisettes Lot 4 à Epalinges: extension de 251 mètres sur le réseau pré-isolé 90°C;
- chemin du Boisy à Lausanne: assainissement de 150 mètres sur le réseau en caniveau 130°C;
- chemin Guillaume-de-Pierrefleur étape 2 à Lausanne: extension de 220 mètres sur le réseau pré-isolé 130°C;
- chemin des Lys: assainissement de 210 mètres sur le réseau en caniveau 170°C.

	2022	2023	2024	2025
Longueur des conduites de CAD des SIL [km]	115.86	116.41	117.58	120.28
Longueur des conduites de CAD OUEST [km]	16.58	18.02	19.84	20.96

En 2025, les chantiers d'importance réalisés sur le réseau de gaz ont été les suivants:

- adaptation et renouvellement des conduites basse pression dans le cadre de la rénovation de la Grand-Rue et du Vieux-Bourg à Gland;
- pose des nouvelles conduites haute pression dans le cadre de la sécurisation et du bouclage réseau nord-sud sur la commune de Pully;
- renouvellement d'environ 730 mètres de conduites sur le réseau haute-pression;
- renouvellement d'environ 1'600 mètres de conduites sur le réseau basse-pression.

	2022	2023	2024	2025
Longueur des conduites de gaz [km]	760.2	759.4	757.6	756.4

Le réseau de distribution du gaz naturel a en outre été diminué d'environ 1'200 mètres.

Gestion multifluide des raccordements

En 2025, la division a traité:

- 500 demandes de raccordement électriques. Le nombre de demandes est similaire à 2024 et confirme la hausse des demandes annuelle de +40% constaté en 2024;
- 340 demandes de suppression de raccordement gaz (stable);
- 1'100 demandes d'installation spéciales (panneaux solaires, bornes de recharges, pompes à chaleurs, et batteries de stockages). Le nombre de demandes traitées est stable. On constate un doublement des demandes de PAC et d'installations de stockage entre le 1^{er} et 4^e trimestre 2025.

En outre, 36 raccordements au chauffage à distance ont été réalisés en 2025 (+24% par rapport à 2024) et 64 contrats de raccordements CAD ont été signés en 2025 pour des réalisations en 2025, 2026 et 2027. Ils totalisent une puissance de 10.8 MW.

En 2025, tout comme 2024, la division GMR a été fortement sollicitée pour la mise en œuvre des obligations du «Mantelerlass».

Service production et solutions énergétiques (PSE)

Principales missions du service

Direction du service et administration

- collaborer activement et collégalement au Comité de direction des SIL;
- établir et suivre la mission du service en lien avec la stratégie des SIL;
- assurer la gestion administrative et superviser les activités du service;
- assurer la bonne application de la gestion qualité, environnement, et santé et sécurité au travail.

Usines hydrauliques et thermiques

- exploiter les installations dans le respect des normes de sécurité;
- exécuter les plans de maintenance;
- intervenir en cas d'urgence, dans les délais impartis, pour assurer la qualité, la continuité et la disponibilité des infrastructures;
- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de délais et de coûts.

Solutions énergétiques

- traiter et réaliser les demandes techniques de la clientèle selon les contrats conclus, en particulier sous forme de contracting pour des installations de production de chaleur renouvelable et des bornes de recharge pour véhicules électriques;
- exploiter efficacement les projets et infrastructures sous gestion, notamment via la télégestion;

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction PRO	3.60	3.00	3.60	3.40
Solutions énergétiques	17.00	14.90	17.00	16.60
Usines hydrauliques	18.60	17.30	18.50	16.30
Usines thermiques	23.00	21.80	25.00	22.80
Total service	62.20	57.00	64.10	59.10

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	1.90

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Direction PRO	3	3.00	4	3.40
Solutions énergétiques	15	14.90	17	16.60
Usines hydrauliques	18	17.30	17	16.30
Usines thermiques	22	21.80	23	22.80
Total service	58	57.00	61	59.10

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2025	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	2	4
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	1
Total service	2	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	2	0.82	-	-
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	2	0.82	0	0.00

* information indéterminée car à la tâche

Evénements marquants**Travaux dans le lit du Rhône en amont du barrage**

Pour contrer l'exhaussement par sédimentation du lit du Rhône dans la zone de remous du barrage, soit pour la partie riveraine aux Communes de Collonges et d'Evionnaz, les extractions de matériaux se sont réalisées dans le lit entre janvier et mai 2025 par une pelle mécanique hydraulique. Elles font suite à celles réalisées durant la même période en 2023 et 2024.

La présence du gazoduc de Swissgas dans le lit du Rhône juste en amont du barrage a demandé la réalisation de mesures urgentes de protection de la conduite afin d'assurer et de suivre son enfouissement durant la vidange et pendant toute la durée d'ouverture du barrage (arrêt de production). Cet arrêt planifié était nécessaire à la réalisation de travaux de maintenance sur les parties mouillées de l'aménagement dont la galerie d'amenée d'eau. En effet, l'ouverture prolongée du barrage abaisse significativement le niveau du fond du lit consécutivement à la mobilisation des dépôts sédimentaires. Les mesures de protection de la conduite de gaz validées au préalable par l'Inspection fédérale des pipelines ont été la principale

condition à l'obtention de l'autorisation de vidange du barrage par le service de l'énergie et des forces hydrauliques du Canton du Valais.

Principales activités 2025

Usines hydrauliques

Du 3 octobre au 28 novembre 2025 (8 semaines), la vidange du barrage et la mise hors eau de la galerie d'amenée d'eau conjointement à l'arrêt de production ont permis de réaliser d'importants travaux dont la réfection du radier de la galerie sur toute sa longueur ainsi que le remplacement des joints d'étanchéité sur deux des trois vannes de têtes sises en bout de galerie, soit à la jonction des trois conduites forcées et du répartiteur. Cet arrêt est planifié tous les 7 ans afin d'inspecter et réparer la galerie abrasée par la charge sédimentaire des eaux du Rhône. Le volume d'énergie de substitution achetée en prévision de cet arrêt a été de 55 millions de kWh (55 GWh). Le précédent arrêt de production s'était déroulé entre le 26 octobre et le 9 novembre 2018 (2 semaines) pour des travaux de moindre ampleur.

Au regard des conditions hydrologiques de l'année et de la perte précitée due à l'arrêt de production, l'énergie produite par l'usine de Lavey se serait élevée à fin décembre à 378 GWh alors que la production moyenne des dix dernières années est de 400 GWh. Les productions mensuelles ont été globalement équivalentes à celles de la moyenne (à 10 ans) hormis celle d'avril qui a été inférieure de 30% par un moindre apport d'eau dû à la fonte des neiges. Du fait que l'hiver a été caractérisé par un enneigement faible (sec) et par un fort ensoleillement en montagne, les hauteurs de neige ont été nettement inférieures à la moyenne.

Durant les mois d'été, l'ensablement du barrage a été manifeste ainsi que le colmatage des grilles de la prise d'eau causé par le fort charriage ligneux et herbeux du Rhône. Les effets se sont mesurés par la fréquence de nettoyage de la prise d'eau par le dégrilleur, par la sollicitation des astreints au service du piquet barrage et sur le niveau des pertes de charge à travers les grilles nécessitant régulièrement la réduction de la puissance.

La révision du groupe de production N° 2 a été réalisée entre janvier et mai 2025. Les travaux de réparation sur une pale fissurée, sur les 8 que compte la roue turbine, ont occasionné la prolongation de la révision sans induire de perte de production conséquente par le peu d'apport d'eau lié à la fonte des neiges. La révision du groupe N° 1, planifié de janvier à avril 2026, clôturera la campagne de petites révisions sur les trois groupes. Quant à la prochaine campagne de révision avec changement de pales et réfection des manteaux de roues, elle se réalisera de l'hiver 2026–2027 à l'hiver 2028–2029 (de novembre à avril).

L'implémentation par étapes des nouveaux automatismes du contrôle-commande ainsi que la mise en conformité et à la sécurisation de l'infrastructure informatique face aux cybermenaces suit son cours.

Usines thermiques

Le mix énergétique du chauffage à distance pour 2025 s'est établi à 65.4% de chaleur de récupération (TRIDEL pour 52.4% et la STEP pour 2.4%) et renouvelable (4.0% de biométhane d'Épura), ainsi qu'à 34.6% d'énergie fossile (gaz naturel uniquement).

Le projet de relocalisation de la salle de commande, dont l'infrastructure était désormais obsolète, est arrivé à son terme. Cette démarche a permis de concevoir et de mettre en place une salle de commande multifluide (chauffage à distance et électricité), adaptée aux exigences actuelles de l'exploitation. Après la réalisation des adaptations nécessaires à l'automatisation des collecteurs aller-retour de l'usine de Pierre-de-Plan, le transfert opérationnel a pu être effectué. La nouvelle salle de commande multifluide est pleinement opérationnelle depuis le 1^{er} septembre 2025.

Dans le cadre du projet de centrale de production et distribution de chaleur pour le chauffage à distance sur le site logistique de Malley, la construction, débutée en août 2024, s'est poursuivie en 2025 avec la réalisation des parties en béton armé et de la structure en bois et en métal. En ce qui concerne l'installation technique, les éléments lourds et volumineux tels que la chaudière, le vase d'expansion et le silencieux ont également été positionnés.

Les travaux nécessaires aux raccordements des différents fluides (gaz, CAD, eau, électricité et multimédia) ont été réalisés. Une dernière partie de raccordement au bâtiment est prévue

début 2026. La mise en service en deux étapes est prévue courant 2026, afin de pouvoir bénéficier de la possibilité d'abaissement de température du réseau CADOUEST à partir de l'été, puis de la production de 32 MW dès que nécessaire.

En 2025, les degrés-jours de chauffage, qui caractérisent les besoins de chauffage durant l'année, ont augmenté à 3'037.7 soit 25.9 de moins qu'en 2024. Ces 3'037.7 degrés-jours sont inférieurs de 9.5% à la moyenne pluriannuelle depuis 1971.

La chaleur distribuée pour le chauffage à distance, corrigées en fonction des degrés-jours, ont augmenté de 3.8% par rapport à 2024.

Solutions énergétiques

Aux Plaines-du-Loup, les installations ont été optimisées et certaines corrections ont été apportées. D'autre part, la production de chaleur renouvelable de la maison de quartier a été réalisée et sera mise en service en janvier 2026.

En lien avec le Plan climat, la division solutions énergétiques a proposé plusieurs concepts énergétiques pour la rénovation des installations de production de chaleur de bâtiments de la Ville. Elle a aussi pris en charge l'exploitation de la nouvelle centrale de production de froid alimentant Beaulieu S.A. et le Tribunal arbitral du sport, puis a rendu possible un partenariat d'optimisation énergétique pour les consommations des bâtiments en contracting énergétique.

En matière de mobilité électrique, 364 nouvelles places de stationnement en ouvrage pour un total de près de 800 places ont été pré-équipées avec des bornes de recharge du produit Charg'Immo, offrant ainsi des solutions de recharge à domicile aux habitantes et habitants, souvent locataires. De plus, pour l'administration lausannoise, une migration sur une nouvelle plateforme de gestion a occupé les équipes et plusieurs nouveaux sites ont été équipés de bornes électriques (150 bornes actuellement en service).

Concernant le suivi énergétique, les installations et réglages de 300 bâtiments sont suivis à distance et l'équipe d'exploitation a répondu à plus de 2'000 sollicitations de clientes et clients (informations, conseils énergétiques et dépannages).

Service réseaux (RES)

Principales missions du service

Direction du service et administration

- collaborer activement et collégialement au Comité de direction des SIL;
- établir et suivre la mission du service en lien avec la stratégie des SIL;
- assurer la gestion administrative et superviser les activités du service;
- assurer la bonne application de la gestion qualité, environnement, santé et sécurité au travail.

Planification des activités

- établir le calendrier des chantiers et planifier les ressources;
- suivre et coordonner les ressources des chantiers selon le calendrier;
- couvrir les besoins en matériel, ressources et prestations pour pouvoir répondre aux mandats et remplir la mission du service de façon optimale;
- gérer les besoins des renforts en ressources externes; assurer le suivi budgétaire;
- assurer l'expertise technique et logistique avec les partenaires et fournisseurs pour le matériel courant;
- assurer l'application des obligations OIBT des installations techniques SIL.

Sécurité des installations et comptage

- traiter les demandes techniques de la clientèle;
- assurer la pose et annoncer la mise en service du comptage;

- assurer l’infrastructure, la maintenance et l’évolution du comptage électrique et gaz, incluant le déploiement et la supervision des compteurs intelligents;
- assurer le suivi de la conformité des installations électriques intérieures (OIBT) et gaz (SVGW) chez les propriétaires.

Exploitation gaz et chauffage à distance

- réaliser la construction, exploiter, maintenir et dépanner les infrastructures des réseaux gaz et CAD en respectant les exigences de conformité, de sécurité, de qualité, de délais et de coûts;
- gérer la conformité et le comptage de l’énergie des clients CAD;
- exécuter les plans de maintenance définis;
- intervenir en cas d’urgence pour assurer la sécurité, la continuité et la disponibilité des infrastructures des réseaux gaz et CAD dans les meilleurs délais.

Exploitation électricité et maintenance

- réaliser la construction des infrastructures d’électricité et de l’éclairage public et les exploiter en respectant les exigences de conformité, de sécurité, de qualité, de délais et de coûts;
- exécuter les plans de maintenance définis;
- intervenir en cas d’urgence, hors des heures de bureau, pour assurer la sécurité, la continuité et la disponibilité des infrastructures d’électricité et de l’éclairage public dans les meilleurs délais;
- assurer la mise en œuvre des alimentations électriques provisoires pour les chantiers et manifestations.

Centre de conduite

- exploiter et surveiller en continu le fonctionnement du réseau électrique et du site de production de Lavey (en dehors des heures de bureau);
- réceptionner et traiter les appels téléphoniques (exploitation du réseau et autres fluides);
- établir les prévisions de consommation et de production d’énergie à court terme, gérer l’énergie d’ajustement;
- conduire les manœuvres liées aux travaux de construction et de maintenance sur le réseau électrique;
- dépanner les infrastructures d’électricité pour assurer la sécurité, la continuité et la disponibilité de celles-ci dans les meilleurs délais;
- assurer le fonctionnement et la disponibilité du système SCADA Lynx;
- coordonner l’exploitation et les interventions avec les équipes de construction et maintenance.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre de conduite	25	24.8	25.00	24.00
Direction RES	7.40	5.60	7.40	6.40
Exploitation éle/multi	67.75	62.90	68.75	61.90
Exploitation GAZ/CAD	40.80	37.60	40.80	37.80
Planification activités	10.00	9.00	9.00	9.00
Sécurité des inst. et comptage	49.40	42.40	50.40	42.40
Total service	200.35	182.30	201.35	181.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025
Total service	1.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nb	ept	nb	ept
Centre de conduite	25	24.8	24	24.00
Direction RES	6	5.60	7	6.40
Exploitation éle/multi	64	62.90	63	61.90
Exploitation GAZ/CAD	38	37.60	38	37.80
Planification activités	9	9.00	9	9.00
Sécurité des inst. et comptage	43	42.40	43	42.40
Total service	185	182.30	184	181.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2024	31 décembre 2025
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2024	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	18	19
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	1
Total service	21	20

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	9
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	1
Licenciement invalidité totale	-
Total service	18

Auxiliaires

	31 décembre 2024		31 décembre 2025	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.57	4	0.33
Auxiliaires mensualisé·e·s	14	4.88	11	5.63
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	17	5.45	15	5.95

* information indéterminée car à la tâche

Événements marquants

En 2025, les événements marquants du service ont été:

- dans le cadre de la Fête fédérale de Gymnastique, les équipes de RES-EEM ont alimenté en électricité tous les sites de cette manifestation majeure sur la zone de desserte des SIL;
- les dispatcher électricité et les dispatcher de l'usine thermique ont été réunis dans la même salle de commande;
- la barre de 50% de la totalité des compteurs électriques intelligents a été atteinte début décembre, conformément au plan de déploiement;
- la nomination de deux collaborateurs comme responsables METAS du laboratoire d'étalonnage des compteurs CAD permet de poursuivre cette activité suite au départ à la retraite de l'ancien responsable;
- sur un marché de l'emploi tendu, le recrutement pour des postes techniques et de spécialistes reste toujours difficile et implique un recours à des prestataires externes.

Principales activités 2025

Division planification des activités

Les instabilités du marché des matières premières et des composants continuent de peser sur les conditions d'approvisionnement (prix et délais).

Afin de pouvoir garantir la réalisation de projets demandant des équipements particuliers, l'anticipation des commandes est essentielle, certains délais de livraison pouvant aller jusqu'à une année.

La parution de la version 2025 de la Norme suisse sur les installations électriques à basse tension (NIBT) a demandé une mise à niveau des connaissances des collaborateurs concernés.

La charge de travail et certaines difficultés à recruter du personnel qualifié ont eu une incidence sur la réalisation des travaux. Pour assurer ses missions, les renforts externes pour le secteur de l'électricité ont atteint près de 10'500 heures.

Sécurité des installations et comptage

Dans le cadre des obligations légales de suivi et de traitement des documents techniques et conformément aux directives de l'Ordonnance sur les installations à basse tension (OIBT), 11'727 rapports de sécurité ont été traités et validés. Plus de 7'082 demandes de contrôle périodique ont été envoyées aux propriétaires. Les contrôleurs OIBT ont également réalisé 513 vérifications sporadiques, ce qui correspond à l'objectif fixé de 5% des contrôles. En raison de la pénurie de contrôleurs OIBT sur le marché, la majorité des contrôles ont dû être externalisés.

En ce qui concerne les obligations de contrôle de conformité et de comptage pour le gaz, le remplacement de 1'392 compteurs a été effectué, afin de répondre aux obligations légales fixées par l'Institut fédéral de métrologie METAS. Ont également été réalisés 372 déposes définitives de compteurs gaz, 276 contrôles de chaudières remplacées et 48 adaptations d'installations de clientes et clients gaz pour leur permettre d'accéder au marché libre.

Le déploiement des compteurs électriques intelligents s'est poursuivi, avec le passage début décembre de la barre des 50% des 125'284 compteurs à déployer. Au total, plus de 2'800 concentrateurs de données permettant aux compteurs de communiquer ont déjà été posés. En parallèle, les essais et les développements se sont poursuivis permettant ainsi de tester 7 nouveaux modèles de compteurs électriques intelligents indirects (compteurs destinés aux grands consommateurs) sur les systèmes centraux d'acquisition et de gestion.

De plus, et conformément aux obligations légales fixées par METAS, 672 compteurs électriques ayant atteint la fin de leur durée de vie ont été remplacés.

Exploitation électricité et maintenance

L'équipe Manifestations et provisoires a alimenté en électricité 182 manifestations, dont la Fête fédérale de gymnastique (env. 65'000 participantes et participants) et géré 215 montages et

démontages de raccordements provisoires de chantier. Comme chaque année, les provisoires pour les alimentations des festivités de fin d'année ont demandé un fort investissement de cette équipe.

Les collaboratrices et collaborateurs de la division ont également assuré un service de piquet sur les réseaux moyenne et basse tension tout au long de l'année, ceci pour assurer une fourniture en électricité et un service de qualité.

L'équipe des Branchements clients a effectué 220 interventions comprenant des augmentations de puissances, des nouveaux raccordements et des changements de coffrets électriques.

Neuf 9 postes électriques principaux ont été automatisés par l'équipe Réalisation et 4 chantiers ont été effectués en collaboration avec la Junior Team, l'équipe de montage composée d'apprentis électriciens de réseau, supervisée par un formateur du C-FOR!. Quant à l'équipe Réseau aérien, celle-ci a démantelé deux liaisons moyenne tension qui traversaient l'autoroute.

L'équipe Entretien a travaillé notamment à la maintenance des équipements, dont le contrôle de divers relais de protection haute tension au poste de Galicien et à l'inspection annuelle des 4 lignes aériennes 125 kV. Au poste HT de Sébeillon, les insérateurs (système de réglage) sur les 3 transformateurs HT ont été révisés. 122 postes MT/BT et 144 armoires BT ont été contrôlés et entretenus conformément aux objectifs.

L'équipe Grandes stations a œuvré aux postes HT de Boisy et Pierre-de-Plan pour le remplacement du contrôle commande. Au poste de Morand, elle a participé au remplacement des cellules MT. Elle a également participé au chantier de construction du nouveau poste HT sur le site de Praz-Séchaud notamment dans la préparation de l'installation intérieure à isolation par gaz (GIS) 125 kV.

L'équipe Réalisation de l'éclairage public a travaillé en étroite collaboration avec le bureau technique pour réaliser les divers projets d'investissement, le suivi de la maintenance et les travaux de décorations de Noël. Les interventions suite à des candélabres accidentés et les avaries sur le réseau (câble touché par le génie civil) ont aussi été gérés directement par cette équipe.

Exploitation gaz et chauffage à distance

Réseau Gaz

L'étanchéité de la totalité des près de 750 km de réseau de gaz a été contrôlée. Près de 280 fuites ont été réparées ou éliminées. Un accent particulier a été mis cette année sur la réparation des fuites du réseau haute pression. Les fuites les plus faibles, quant à elles, sont maintenues sous surveillance et font l'objet de contrôles réguliers.

Les travaux d'entretien et de rénovation du réseau de gaz ont impliqué le remplacement de conduites en mauvais état ainsi que de vannes défectueuses. Plus de 4'000 vannes (env. 20%) ont également été vérifiées afin d'en assurer le bon fonctionnement en cas de besoin conformément à l'objectif.

Comme ces dernières années, une charge de travail importante a été générée par l'adaptation des réseaux de transport et de distribution dans le cadre du développement des axes forts de transports publics, notamment le tracé du tram. Cette charge devrait diminuer ces prochaines années, le projet touchant à sa fin. Cependant, les travaux liés à l'extension du réseau de chauffage à distance impactent de plus en plus les équipes en charge du réseau de gaz, car celui-ci doit régulièrement être dévoyé pour laisser sa place à celui du CAD. La décision de retrait progressif du gaz au profit du CAD se poursuit; à ce titre, plus de 1'300 m de conduites ont été désaffectées.

Le nombre d'incidents causés par des entreprises tierces sur le réseau de gaz ne cesse de croître. Les atteintes à l'intégrité du réseau restent trop élevées: 23 avaries ont été enregistrées en 2025, contre 21 en 2024, alors qu'avant la période COVID une moyenne d'environ 8 incidents par an était répertoriée. Ces événements ont tous demandé des interventions d'urgence de la part des équipes. Les entreprises fautives ont été invitées à participer à une séance de sensibilisation destinée à leurs collaboratrices et collaborateurs intervenant à proximité de nos réseaux.

Réseau CAD

Les spécialistes du chauffage à distance ont été mobilisés tout au long de l'année, principalement pour effectuer les rénovations prévues sur les installations, les raccordements et les mises en service des nouvelles clientes et clients, ainsi que pour superviser les chantiers en cours. La

réparation de plus de 13 fuites a permis de réduire significativement les pertes d'eau surchauffée. Ces pertes, en hausse ces dernières années, s'expliquent principalement par le vieillissement et l'extension du réseau. Elles s'élèvent, en fin d'année 2025, à 21 m³/j (contre 26 m³/j en janvier 2025).

Le service de piquet a dû intervenir à 30 reprises. Par ailleurs, 150 interventions sur le réseau ont été nécessaires: 97 pour les SIL et 53 pour CADOUEST S.A. Les équipes ont mis en service 83 nouvelles installations, dont 35 pour le seul quartier des Fiches Nord.

Près de 326 compteurs de chaleur (979 appareils) ont été remplacés dans le cadre des opérations de maintenance périodique.

Les études relatives à la mise à niveau du système de comptage du quartier des Fiches Nord, repris en 2023 par les SIL auprès de SILL S.A., ont été finalisées. Les travaux correspondants ont été réalisés sous la supervision des SIL. Le calcul de l'énergie par bâtiment, avec un comptage conforme aux prescriptions des SIL, a pu être mis en service au 1^{er} décembre. Enfin, le mandat d'exploitation du réseau de CADOUEST s'est poursuivi à la satisfaction des deux parties.

Centre de conduite

En 2025, le total de l'énergie distribuée par les SIL s'est élevé à 1'282 GWh, soit une très faible hausse de 0.23% par rapport à 2024. La charge maximale du réseau a atteint la valeur de 230 MW le jeudi 21 novembre 2024 entre 11h et 12h, par une température extérieure de 0.27°C. Avec une valeur de 11.4°C, la température annuelle moyenne a été supérieure de 0.5°C à la moyenne multi annuelle 1981–2010 de l'Institut suisse de météorologie.

Le tableau ci-dessous donne la répartition de cette distribution entre le réseau des SIL et les réseaux avals du SIE, de Pully, de Paudex, de Belmont-sur-Lausanne, de Romanel-sur-Lausanne, de Lutry et de Saint-Maurice:

Energie distribuée dans le réseau SIL (y compris pertes réseau)	818 GWh	63.8%
Energie distribuée vers les réseaux avals	464 GWh	36.2%
Energie totale distribuée au réseau SIL et réseaux avals	1'282 GWh	100.0%

Le tableau ci-dessous donne la répartition entre l'énergie soutirée au réseau amont par les SIL et celle produite par des installations de production raccordées à leur réseau. Les principales installations de production sont Lavey et TRIDEL.

Energie soutirée au réseau amont	738 GWh	57.5%
Energie produite dans le réseau SIL	545 GWh	42.5%
Total	1'279 GWh	100.0%

La division a participé au projet de montée de version du Lynx ainsi qu'à la mise à niveau selon les nouvelles exigences minimales TIC imposées par la Confédération à tous les grands distributeurs d'énergie électrique. Dans ce cadre, le réseau informatique du SCADA Lynx a été séparé du réseau informatique dédié à la bureautique de la Ville.

Des activités ont eu lieu dans le cadre des améliorations de la commande et de la visualisation des postes électriques, la technique secondaire et la mise à jour des images dans le SCADA Lynx des projets de renouvellement du contrôle commande du poste HT/MT de Boisy et de 8 postes MT/BT motorisés.

De plus, 42 nouveaux coffrets de télésignalisation, qui permettent d'assurer la remontée d'information dans le SCADA Lynx, ont été mis en service. Ceci améliore ainsi la conduite du réseau de distribution électrique. 379 fiches de manœuvre ont aussi été traitées et 92 interventions pour travaux réalisées sous tension.

Le service de piquet est intervenu à 72 reprises pour des interruptions de courant non planifiées HT/MT/BT.

SI-REN S.A.

Historique de la société

- SI-REN S.A. a été créée le 10 décembre 2009 et enregistrée au registre du commerce du Canton de Vaud le 16 décembre 2009. Son capital-actions est de CHF 30'000'000.-;
- Le capital de la société a été sollicité par le rapport-préavis N° 2009/27, adopté par le Conseil communal le 27 octobre 2009;
- Le Conseil communal a apporté plusieurs amendements aux conclusions, dont les nouvelles conclusions 1bis et 1ter qui prévoient respectivement «d'obtenir de la Municipalité qu'elle informe le Conseil communal des activités de cette société, même a posteriori, comme si elles étaient le fait des Services industriels», et «de soumettre cette société au contrôle de la Commission de gestion au même titre que l'Administration de la Ville de Lausanne»;
- La Municipalité, pour respecter la demande d'information du Conseil communal, a décidé de rendre compte des activités de SI-REN S.A. via le rapport de gestion des SIL. Elle transmet également le rapport de gestion de la société SI-REN S.A. aux commissaires de gestion et des finances des sous-commissions des SIL.

But de la société (article 2 des statuts)

La société a pour but l'étude, la construction et l'exploitation d'installations de production, ainsi que la fourniture d'énergie dans le domaine des énergies renouvelables en Suisse et à l'étranger. Elle pourra également conduire des projets de recherche fondamentale et appliquée dans tous les domaines des énergies renouvelables, conceptualiser et commercialiser des produits et services dans ce domaine, ainsi que procéder à la réalisation de projets de recherche sous toute autre forme. Elle peut effectuer, elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, toutes opérations en rapport direct ou indirect avec son but, y compris dans le domaine de la propriété intellectuelle, en Suisse et à l'étranger. La société peut acquérir, détenir et aliéner des immeubles. La société peut exercer toutes les activités commerciales, financières – notamment à travers des prises de participation en Suisse et à l'étranger – ou autres en rapport avec son but.

Effectif du personnel

La société compte 7.6 EPT au 31 décembre 2025.

La composition du Conseil d'administration a été modifiée en 2025 avec l'arrivée de M^{me} Sara Gnoni en mars.

Au 1^{er} novembre 2025, Alban Bitz a repris la direction de la société qui avait été gérée par intérim depuis le mois de mars par M. Eric Constantin, chef du Service production et solutions énergétiques des SIL, à la suite du départ de l'ancien directeur en mars 2025.

Principales activités 2025

Plan solaire photovoltaïque

En 2025, les centrales photovoltaïques de SI-REN S.A. ont produit plus de 18.4 GWh (13.6 GWh en 2024) avec 150 installations en service au 31 décembre, totalisant une puissance installée de 18.5 MWc (17.15 MWc en 2024).

Depuis 2012, la production solaire de SI-REN représente 127 GWh.

Le déploiement photovoltaïque s'est poursuivi en 2025: 25 nouvelles centrales solaires ont été réalisées et mises en service pour une puissance cumulée de 1'470 kWc.

La puissance moyenne par centrale en 2025 est de 58.8 kWc (74 kWc en 2024) et confirme cette tendance à la baisse. La moyenne de toutes des centrales est de 123 kWc.

Projet EolJorat Sud

Lancé en 2007, le projet EolJorat Sud compte 8 éoliennes prévues entièrement sur le territoire communal et sur des terrains propriété de la Ville. Le parc EolJorat Sud devrait produire de l'ordre de 55 GWh/an d'électricité.

Le plan partiel d'affectation (PPA) EolJorat secteur Sud, adopté par le Conseil communal le 22 septembre 2015, a obtenu l'approbation préalable du Département cantonal du territoire et de l'environnement le 8 juin 2016. Le projet a fait l'objet de recours auprès de la Cour de droit administratif et public (CDAP) qui a rendu un arrêt le 1^{er} octobre 2019 déboutant les recourants. Ces derniers ont alors porté l'affaire devant le Tribunal fédéral dont l'arrêt, rejetant définitivement le recours, a été rendu le 1^{er} mars 2022.

Les éléments constituant les demandes d'autorisations pour les permis de construire des éoliennes ont été déposés en juin 2024 devant les autorités fédérales et cantonales concernées. Parallèlement s'ouvrait une consultation publique, consultation soutenue par des ateliers d'information proposés par SI-REN S.A. dans la grande salle de Vers-chez-les-Blanc.

Le Canton a accordé le permis de construire du parc en août 2025, décision qui fait l'objet de recours auprès du tribunal cantonal (CDAP).

Le parc étant au bénéfice de la loi pour l'accélération des procédures Windexpress, seule la voie de recours auprès de la CDAP devrait être possible.

Le couplage des 8 éoliennes au réseau électrique des SIL est planifié pour 2029.

Alpine Geothermal Power Production (AGEPP S.A.)

AGEPP S.A. a été créée en 2017. SI-REN S.A. possède 21.72% du capital. Les autres actionnaires sont Holdigaz S.A. (21.72%), Romande Energie Holding S.A. (15.74%), EOS Holding S.A. (19.11%), CESLA S.A. (15.20%), la Commune de Saint-Maurice (4.34%) et la Commune de Lavey-Morcles (2.17%).

La société vise à exploiter l'énergie thermique renouvelable fournie par la géothermie à Lavey. Forte de la réussite d'un forage de presque 3 km de profondeur, elle doit toutefois faire face à l'absence de la ressource attendue à ce stade. En effet, alors qu'une température supérieure à 110°C est bien présente, le débit d'eau thermale projeté de 40 litres par seconde n'est pas atteint.

Les solutions pour pallier cette situation sur la base de l'acquis sont en cours d'évaluation. Suite au refus par l'OFEN d'accorder la subvention attendue de la phase 2 – laquelle aurait permis d'identifier plus précisément la localisation du productible en proximité du puits de forage par le biais d'études sismiques – la société a mandaté la société Géo-Energie Suisse pour examiner l'ensemble des possibilités techniques et stratégiques qui s'offrent à AGEPP. L'objectif est de prendre le recul nécessaire afin d'analyser la situation et obtenir un nouvel avis indépendant sur les options envisageables pour la société, son projet et son forage géothermique. Le résultat de cette étude est attendu pour le mois d'avril 2026.

Palézieux Bio-énergies S.A.

SI-REN S.A. détient 39% du capital de l'installation de biogaz agricole. Conformément aux exigences du biogaz agricole, la famille paysanne Ramseyer en détient 51%, la Commune d'Oron 10%.

En 2025, l'installation de bio méthanisation agricole, avec ses deux moteurs, a produit 1.3 GWh d'électricité nette (1.6 GWh en 2024) et valorisé 0.5 GWh de chaleur (0.6 GWh en 2024) qui ont permis de chauffer l'exploitation agricole, et en partie le collège de Palézieux-Village. Plus de 90% des intrants alimentant les digesteurs sont d'origine agricole.

L'installation bénéficie de la rétribution à prix coûtant pour la vente de l'électricité jusqu'en 2035.

Montéole SAS (parc éolien Monts Bergerons I)

SI-REN S.A. détient depuis 2012 une participation de 51% dans la société Montéole SAS aux côtés d'EOS Holding S.A.

Montéole SAS exploite le parc éolien Monts Bergerons I, situé dans le département de la Somme (région Picardie), en service depuis 2008 et composé de 5 éoliennes Senvion de 2 MW chacune.

L'énergie électrique produite est reprise par un agrégateur. Le contrat actuel comprend les garanties de capacité ainsi que la commercialisation d'une partie de l'énergie sur le marché Day-Ahead.

La production annuelle pour 2025 a été de 16.7 GWh, contre 17.7 GWh réalisés en 2024, et reste inférieure au budget de 19.3 GWh, notamment en raison de ressources de vents plus faibles. Les arrêts liés aux prix négatifs ont représenté une perte d'environ 7% de la production.

La gestion de la flexibilité et de la capacité joue un rôle de plus en plus important dans l'optimisation de la production.

Un projet de repowering du parc est en cours, dont les modalités seront discutées au cours de l'année 2026.

Audit du contrôle des finances de Lausanne (CFL)

SI-REN S.A. a été auditée par le CFL conformément aux normes professionnelles d'audit interne. Les recommandations de l'audit, remises au 1^{er} trimestre 2024, seront toutes implémentées d'ici fin 2026.

LFO S.A.

Historique de la société

- LFO S.A. a été créée le 28 janvier 2013 et enregistrée au registre du commerce du Canton de Vaud le 8 février 2013. Son capital-actions est de CHF 10'000'000.-;
- Le capital de la société a été sollicité par le rapport-préavis N° 2012/27 adopté par le Conseil communal le 13 novembre 2012;
- La Commission de gestion (25^e observation 2013) a demandé que les activités de cette société soient présentées au Conseil communal et fassent l'objet d'un chapitre particulier du rapport de gestion.

But de la société (article 2 des statuts)

La société a pour but l'acquisition, la construction, l'exploitation et la commercialisation de réseaux pour le transport d'information. La société peut:

- exercer toute activité financière, commerciale ou industrielle, mobilière ou immobilière, en rapport direct ou indirect avec son but;
- participer à toutes entreprises ayant un rapport direct ou indirect avec son but.

Effectif du personnel

La société n'a pas de personnel. Elle mandate les équipes des SIL pour la construction et l'entretien des réseaux. Sa direction opérationnelle est assurée sur mandat par un collaborateur spécialisé du Service patrimoine et sa direction financière par un collaborateur des Services partagés.

Principales activités 2025

Clients particuliers

En 2025, LFO SA a conclu de nombreux nouveaux contrats de prestations, ce qui a permis d'améliorer significativement le chiffre d'affaires annuel.

Extension de la fibre optique

En 2025, dans la zone de desserte de LFO SA à Lausanne, 260 unités d'habitation ont été raccordées, ce qui représente plus de 21 nouveaux raccordements FTTH.

Parallèlement, une forte hausse des demandes d'extensions de prises est constatée: 74 unités d'utilisation supplémentaires réparties sur 43 bâtiments déjà raccordés. Ces extensions s'expliquent principalement par:

- la densification ou le rehaussement d'immeubles existants (30 cas);
- un sous-dimensionnement initial, mis en évidence lors d'une demande d'activation de service FTTH.

Indicateurs de déploiement

En 2025, plusieurs indicateurs clés (extension du réseau, raccordements, gestion des contrats) ont été mis en place afin d'analyser et d'anticiper au mieux:

- les tendances d'évolution du parc immobilier lausannois;
- la nécessité «d'industrialiser» les méthodes de traitement de ces demandes (maîtrise des coûts, ressources humaines, agilité des processus).

Smart Metering

Grâce à son réseau de fibre optique et à l'utilisation de cartes SIM, LFO SA assure la connectivité de plus de 5'000 points de collecte de données de consommation. Cette infrastructure permet aux SIL, en tant que gestionnaires du réseau électrique et prestataires de services énergétiques, de recueillir les données de 65'000 compteurs intelligents ainsi que de 179 installations thermiques télécommandées.

Outil d'inventaire

Le nouvel outil d'inventaire a occupé une place centrale dans les activités en 2025. La planification, l'exploitation et la gestion des données des actifs FTTH sont désormais plus robustes et simplifiées.

L'ouverture de cet outil aux partenaires externes (prévue en 2026) améliorera l'efficacité des interventions sur le terrain. L'intégration des centraux et l'extension des processus associés sont également planifiées pour 2026.

Audit du contrôle des finances de Lausanne (CFL)

LFO a été audité au 4^e trimestre 2024 par le CFL, qui a rendu son rapport au mois de mai 2025.

Les recommandations émises sont en cours d'implémentation et permettront également d'améliorer l'efficacité de la société.



Registre des représentations

Avant-propos

Le registre des représentations regroupe des entités et mandats de représentation.

Par la détention de participations financières ou l'octroi de subventions, la Ville a la possibilité d'être représentée au sein des Hautes Directions de personnes morales. Dans ce cadre, le présent registre expose les entités dans lesquelles la Ville est formellement représentée au 31.12.2025, en y détaillant les représentantes et représentants ainsi que les objectifs stratégiques que celle-ci entend poursuivre.

Par ailleurs, la Municipalité établit formellement et communique les objectifs stratégiques qu'elle poursuit et entend atteindre par la détention de participations ou l'octroi de subventions, d'une part en les intégrant de manière systématique au présent registre et, d'autre part, en les communiquant personnellement aux représentantes et représentants de la Ville au moyen de lettres de mission.

Les entités sont réparties selon la typologie du tableau ci-dessous:

Nombre de personnes morales						
direction de tutelle	S.A.	Fondations de droit privé	Associations	Coopératives	Fondation et entreprises de droit public	Total général
1 CD	7	23	19	-	2	51
2 SE	3	3	7	-	-	13
3 SCS	2	8	17	-	1	28
4 LEA	9	6	4	13	-	32
5 EIQ	-	8	5	-	-	13
6 FIM	5	1	5	-	-	11
7 SIL	21	-	4	-	-	25
Total général	47	49	61	13	3	173

Registre des représentations 2025

Registre des représentations de la Ville de Lausanne et des objectifs stratégiques liés aux participations – Etat au 31 décembre 2025

Sociétés Anonymes (S.A.)	362
1. Culture et développement urbain	362
2. Sécurité et économie	364
3. Sports et cohésion sociale	365
4. Logement, environnement et architecture	365
6. Finances et mobilité	368
7. Services industriels	370
Fondations de droit privé	375
1. Culture et développement urbain	375
2. Sécurité et économie	382
3. Sports et cohésion sociale	382
4. Logement, environnement et architecture	385
5. Enfance, jeunesse et quartiers	387
6. Finances et mobilité	389
Associations	389
1. Culture et développement urbain	389
2. Sécurité et économie	395
3. Sports et cohésion sociale	396
4. Logement, environnement et architecture	401
5. Enfance, jeunesse et quartiers	402
6. Finances et mobilité	403
7. Services industriels	404
Coopératives	406
4. Logement, environnement et architecture	406
Fondation et entreprises de droit public	410
1. Culture et développement urbain	410
3. Sports et cohésion sociale	410

Sociétés Anonymes (S.A.)

1. Culture et développement urbain

Beaulieu S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Chef du Service des finances	Le Bot, Louis-Marie
Secrétaire (hors CA)	Conseiller stratégique	Bernard, Fabrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne marche et le développement du site de Beaulieu conformément au préavis N° 2018/60	Gérer et exploiter le complexe immobilier du Palais de Beaulieu et accompagner la Municipalité dans le développement du périmètre des halles nord et du front Jomini

S.I. Conservatoire de Lausanne S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Conseiller municipal EIQ	Payot, David

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne gestion immobilière d'un immeuble dont la mission est d'accueillir une école de musique au sens de la LEM	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir des locaux adaptés à l'enseignement de la musique et des conditions locatives au prix coûtant, tenant compte des besoins de financement, d'entretien et d'amortissement du bâtiment — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne, unique entité finançant le loyer de l'école de musique — Disposer d'un suivi de l'état du bâtiment et des rénovations en cours et futures

S.I. EJMA Lausanne S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya
Vice-Président	Adjoint au chef du Service GER	Salyador, Ahmet

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne gestion immobilière d'un immeuble dont la mission est d'accueillir une école de musique au sens de la LEM	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir des locaux adaptés à l'enseignement de la musique et des conditions locatives au prix coûtant, tenant compte des besoins de financement, d'entretien et d'amortissement du bâtiment — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne, unique entité finançant le loyer de l'école de musique — Disposer d'un suivi de l'état du bâtiment et des rénovations en cours et futures

Vaud-Fribourg TV S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable du Bureau de la communication	Nappey-Barrail, Amélie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir une information locale de qualité	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir un média télévisuel de service public régional, produisant et diffusant des contenus destinés à couvrir l'actualité locale pour en informer la population lausannoise — Assurer un modèle médiatique indépendant des critères politiques ou d'audience, plaçant le critère commercial en second plan

Jaximmo S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur vice-président	Conseiller stratégique	Bernard, Fabrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Gérer et exploiter la société immobilière Jaximmo S.A. afin d'assurer à Lausanne la poursuite et le développement d'activités stratégiques pour la Ville, favorisant son dynamisme économique et touristique ainsi que son attractivité générale

Groupe CGN S.A.

Représentant commun des Villes de Lausanne et Genève

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Spécialiste externe	Munafò, Sébastien (dès le 26.06.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité lacustre et le développement d'une offre pendulaire de qualité	Renforcer l'offre pendulaire
Assurer le développement d'une offre touristique de qualité	Développer une offre touristique en lien avec le marché et les actions de Lausanne Tourisme
Veiller à la bonne intégration des activités de la CGN en lien avec l'aménagement des rives du lac dans les zones d'Ouchy et Bellerive	

Parkings-Relais lausannois S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administratrice	Collaboratrice MAP	Dethier, Daphné
Administratrice	Secrétaire générale FIM	Andreoli, Valentina
Président	Représentant externe	Ischer, Robert
Administratrice, secrétaire générale du CA	Secrétaire générale CD	Frutiger, Morella
Administrateur	Économiste au service des finances	Feniello, Jean-pierre
Administrateur	Responsable BDM	Dekkil, Guillaume

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir une information locale de qualité	<ul style="list-style-type: none"> — Assurer la bonne marche de la société Parking-Relais lausanne S.A., le développement d'offres innovantes, sa viabilité financière et sa bonne gouvernance — Gérer le parking de Vennes, améliorer son niveau de remplissage et de rentabilité financière — Assurer le développement des nouveaux parkings des Plaines-du-Loup, PPA2 — Plus largement construire et/ou maintenir les infrastructures de stationnement qui pourraient à l'avenir être confiées à la société Parking-Relais lausanne S.A. par la Municipalité dans le prolongement de sa politique de mobilité et de soutien au commerce et aux manifestations

2. Sécurité et économie

Biopôle S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du CA	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'activité économique sur les terrains du plan d'affectation cantonal n° 309 «Vennes»	Favoriser l'implantation d'activités à forte valeur ajoutée, principalement dans le domaine biologique et médical, accessoirement dans d'autres technologies, ainsi que de quartiers généraux, y compris à vocation internationale et de tourisme d'affaires

EPURA S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du CA	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon Florent
Administrateur	Chef du Service de l'eau	Apothéloz, Sébastien

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Garantir à la population lausannoise et aux communes de l'entente CISTEP un traitement performant des eaux usées, limitant au maximum l'impact des activités humaines sur le Léman, y compris du point de vue des micropolluants, dans le respect des normes en vigueur et à un coût raisonnable	<ul style="list-style-type: none"> — Maintenir l'intégralité du capital de la société en mains lausannoises — S'assurer que les installations d'incinération permettent l'élimination des boues de la STEP et du périmètre de récolte dans le respect des normes, notamment de qualité de l'air — Offrir une infrastructure performante, durable, répondant aux besoins de l'exploitation et s'intégrant au mieux dans un site sensible — Maîtriser les coûts de construction et d'exploitation et assurer une bonne gestion administrative et financière de la société — S'assurer que l'exploitation des installations soit faite de manière efficiente, dans le respect des normes environnementales et en veillant à la santé et à la sécurité des travailleurs et travailleuses. Veiller à la bonne collaboration avec le Service de l'eau qui assure l'exploitation opérationnelle et les contacts avec les communes de l'entente CISTEP

Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Représentant externe	Français, Olivier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité transalpine	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à l'accessibilité, à la bonne gestion et à la sécurité d'une infrastructure routière stratégique — Mettre en œuvre la coopération régionale

3. Sports et cohésion sociale

Centre sportif de Malley S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Représentante externe	Comisetti, Raphaël
Administratrice	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Administrateur	Représentant externe	Schaer, Claude
Administratrice	Cheffe du Service des sports	Pasche Myriam
Administratrice	Conseillère juridique SMUN	Garcia, Linda

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Aspects financiers	S'assurer du respect des budgets d'investissement et d'exploitation
Développement du CSM	S'assurer du bon développement du CSM
Coordination	S'assurer d'une bonne coordination des activités du CSM avec celles du Service des sports de la Ville de Lausanne

Maison du Sport International S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Administratrice	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement de la société	S'assurer du bon développement de la MSI au sein du réseau olympique
Aspects financiers	Veiller au respect des états locatifs
Coordination	Coordonner les activités des différents acteurs (locataires, copropriétaires, gérance, personnel, etc.) au sein de la MSI

4. Logement, environnement et architecture

Bâtir ABC S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataires – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

La Maison Ouvrière B S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

La Maison Ouvrière C S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

La Vidynette A S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société de Construction S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Le Geai S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société

Logis familial S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

S.I. Tour d'Entrebois A S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté. Projet de rénovation d'une tour d'habitation à Entrebois

Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Economiste au sein du Service des finances	Feniello, Jean-Pierre
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea
Administratrice	Membre du Conseil communal – membre politique	Eggli, Andrea
Vice-président	Membre du Conseil communal – membre politique	Ferrari, Yves
Administrateur	Membre du Conseil communal – membre politique	Noverraz, Pierre
Administratrice	Membre du Conseil communal – membre politique	Perrin, Sarra
Administrateur	Représentant externe – membre politique	Eggenberger, Julien

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements seniors et étudiants	Développer de façon innovante des projets correspondant à ces deux cibles
Plaines-du-Loup	Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et en suivre la mise en œuvre
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté
Approbation des comptes	Examiner les comptes, les approuver

6. Finances et mobilité**CRIDEC S.A. (Centre de ramassage et d'identification des déchets spéciaux)****Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de Service PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer l'élimination des déchets spéciaux et dangereux	Assurer l'élimination des déchets spéciaux et dangereux de la Ville en application des lois fédérales et cantonales et du plan cantonal de gestion des déchets

GEDREL S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer l'exécution des obligations communales	Assurer l'exécution par Gedrel des tâches communales prescrites par la législation vaudoise sur la gestion des déchets et déléguées par la Ville
Soutien aux communes du périmètre	Encourager les communes au recyclage. Fournir documentation et information en matière de gestion des déchets. Veille technique

ISDS Oulens S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de Service PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Déchets spéciaux stabilisés	Assurer le stockage des déchets stabilisés dans l'installation
Conduire la société à cette cessation d'activité	— Terminer le remplissage des sillons dans le respect des normes environnementales — Préparer la société à sa cessation d'activité (remise en état du terrain, vente du matériel, etc.)

Transports publics de la région lausannoise S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur et membre du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Administratrice et membre du comité de direction	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administratrice	Représentante externe	Le Bihan, Suzanne

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement et maintien	Développer et maintenir un réseau de transports publics répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passagers et passagères
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

TRIDEL S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de Service PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la valorisation des déchets lausannois	Assurer la valorisation thermique des déchets
Assurer l'élimination des déchets résiduels	Élimination des déchets résiduels en application des normes OLED
Améliorer le transport des déchets	Favoriser et développer le transport par le rail

7. Services industriels

AGEPP S.A. (via SI-REN S.A.) – sans lettre de mission

Représentant de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Pas d'objectifs stratégiques: les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques dans le cas de participations indirectes.

Cadouest S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois	Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois, en tenant compte de la chaleur disponible fournie par les SIL, et contribuer ainsi à la réduction efficace des émissions de CO ₂ dans l'agglomération lausannoise
Améliorer le rendement financier	A terme, dégager un dividende de cette activité

CIFER S.A.

Représentant de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service réseaux	Regamey, François

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Former des professionnelles et des professionnels qualifiés	<ul style="list-style-type: none"> — Assurer et développer les cours interentreprises pour les apprenties et apprentis électriciennes et électriciens de réseau — Assurer et développer la formation supérieure pour les électriciennes et électriciens de réseau — Assurer et développer les formations continues pour les électriciennes et électriciens de réseau — Garantir la qualité des formations délivrées dans une démarche d'amélioration continue
Construire et exploiter un centre de formation	Construire et exploiter un centre de formation de manière efficace et exemplaire

EOS Holding S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	<ul style="list-style-type: none"> — Poursuivre le développement des nouvelles énergies renouvelables en Europe — Favoriser de manière convergente et commune, les intérêts des actionnaires auprès d'Alpiq — Assurer des revenus à la Ville par le biais du dividende

EOS NER S.A. (via EOS Holding S.A.) – sans lettre de mission**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Pas d'objectifs stratégiques: les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques dans le cas de participations indirectes.

Forces motrices de l'Aboyeu S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la production électrique et la bonne gestion	<ul style="list-style-type: none"> — Produire de l'électricité de source hydraulique — Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL

Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir de l'énergie de réglage et assurer la rentabilité	Mettre à disposition de l'énergie de réglage pour la stabilité du réseau suisse, en dégagant une marge entre le coût du pompage et de production et le prix de vente de l'électricité

Gaznat S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer et optimiser l'approvisionnement en gaz	<ul style="list-style-type: none"> — Assurer au meilleur coût l'approvisionnement en gaz des SIL — Construire et exploiter les réseaux nécessaires au transport du gaz naturel en Suisse romande
Assurer les rendements financiers	<ul style="list-style-type: none"> — Assurer des revenus à la Ville par le biais d'un dividende — Inciter la société à être un acteur de la transition énergétique

LaZur Energie S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise
Administrateur	Chef de division SIL	Blondel, Cédric

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Conclure un contracting pour le Centre sportif de Malley	Réaliser sous forme de contracting les infrastructures techniques du Centre sportif de Malley
Développer une politique énergétique exemplaire	Investir dans de nouveaux projets énergétiquement exemplaires de manière coordonnée et en fonction des activités dans ce domaine menées directement par les SIL
Assurer un retour sur investissement	A terme, assurer un retour sur investissement par le versement d'un dividende

LFO S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Vice-président	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administratrice	Cheffe de la division Marketing SIL	Bettens, Lorraine
Administratrice	Représentante externe	Mandron, Anne

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Créer un réseau de fibre optique et exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décommissionner	<ul style="list-style-type: none"> — Construire, exploiter et commercialiser un réseau de fibre optique — Exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décommissionner — A terme, dégager un dividende de cette activité

Massongex-Bex-Rhône (MBR) S.A.**Représentant de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service production et solutions énergétiques	Constantin, Eric

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Produire de l'électricité de source hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> — Produire de l'électricité à un prix aussi bas que possible tout en assurant la sécurité de l'aménagement. — Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL

netplus.ch S.A.**Représentant de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'offre et réduire les coûts	<ul style="list-style-type: none"> — Proposer une palette complète de Service multimédia selon les attentes du marché et au meilleurs prix — Trouver et exploiter toutes les synergies de coûts entre les partenaires actionnaires

Petrovibri S.A. (Via Gaznat S.A.) – sans lettre de mission

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise

Pas d'objectifs stratégiques: les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques dans le cas de participations indirectes.

RhônEole S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service production et solutions énergétiques	Constantin, Eric
Administrateur	Directeur de la société SI-REN	Bitz, Alban (dès le 01.11.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'énergie éolienne	<ul style="list-style-type: none"> — Développer l'énergie éolienne au coude de la Vallée du Rhône — Maintenir des relations étroites dans le domaine de l'énergie avec les communes valaisannes en amont de Lavey — Développer les compétences et connaissances éoliennes internes pour la Ville

Romande Energie S.A. – (via Romande Energie Holding S.A.) sans lettre de mission

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Pas d'objectifs stratégiques: les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques dans le cas de participations indirectes.

Romande Energie Holding S.A. – (sur mandat de l'Etat de Vaud) sans lettre de mission

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Pas d'objectifs stratégiques: ils sont du ressort de l'Etat de Vaud qui attribue le mandat de représentation.

Securelec-Vaud S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service réseaux	Regamey, François
Administrateur	Chef de la division sécurité des installations de comptage – SIL	Chaveiro, João-Paulo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Maintenir le savoir-faire dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT, NIBT)	Disposer d'un partenaire expert en matière de sécurité et de conseil dans le domaine des installations électriques intérieures, permettant de maintenir le savoir-faire nécessaire aux activités des SIL dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT, NIBT)
Développer l'offre pour assurer la pérennité	Faire évoluer les prestations pour assurer à la société une assise qui garantisse sa pérennité et la qualité de ses collaboratrices et collaborateurs

SI-REN S.A.**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Vice-président	Chef du Service production et solutions énergétiques	Constantin, Eric
Administratrice	Représentante externe	Granat, Judith
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas
Administratrice	Représentante externe	Gnoni, Sara

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer un parc de productions renouvelables locales	Développer un parc de productions renouvelables locales en complémentarité avec les projets menés directement par les SIL

Spontis S.A.**Représentant de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service achats et logistique Ville	Perraux, Luc

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer une plateforme d'achat et de logistique pour les entreprises actives dans le domaine de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> — Standardiser le matériel électrique des actionnaires et définir les meilleures pratiques pour diminuer les coûts — Réaliser des appels d'offres de marché public en foisonnant les besoins des actionnaires pour diminuer les coûts du matériel standardisé par effet de volume — Disposer d'une plateforme de commande efficace pour la planification des chantiers — Développer les activités de la société pour mutualiser les charges fixes

Swisspower S.A.**Représentant de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de la division énergétique SIL	Antille Baptiste

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	Défendre les intérêts de la Ville en matière de stratégie énergétique multifluide et durable (lobbying)

GEOOL S.A.

Représentant de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer une plateforme d'achat et de logistique pour les entreprises actives dans le domaine de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> — Réaliser une à deux centrales de production de chaleur à partir de géothermie hydrothermale pour alimenter des chauffages à distances et contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions directes de gaz à effet de serre des bâtiments — Mutualiser les coûts, les risques et les opportunités avec les partenaires institutionnels et les communes territoriales de l'ouest lausannois — Valoriser les compétences des collaboratrices et collaborateurs spécialisés des SIL — A terme, assurer un retour sur investissement par le versement d'un dividende

Fondations de droit privé

1. Culture et développement urbain

Cinémathèque suisse

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 29.09.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires, notamment celles liées à la diffusion du patrimoine cinématographique — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Ecole de Jazz et de Musique Actuelle de Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil et membre du comité de direction	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre en priorité aux Lausannoises et Lausannois d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Ecole de musique de Lausanne (EML)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe du Service écoles et parascolaire	De Kerchove, Barbara
Membre du Conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre en priorité aux Lausannoises et Lausannois d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Arsenic

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Adjoint à la Cheffe du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Béjart Ballet Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Conseil	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 25.09.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Capitoile

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 18.09.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gestion de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne coordination entre la Ville de Lausanne, la Cinémathèque suisse et la fondation — Veiller à la réussite de la recherche de fonds tiers permettant de concrétiser le financement des travaux du bâtiment Capitole — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation de la Haute Ecole de Musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre en priorité aux Lausannoises et Lausannois d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation de l'Hermitage – Donation Famille Bugnion

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 28.11.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Petit Théâtre de Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Adjoint à la Cheffe du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Théâtre Boulimie

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Adjoint à la Cheffe du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Théâtre Kléber-Méleau

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 05.11.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Ensemble Vocal de Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya (dès le 01.04.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Festival de la Cité

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Adjoint à la Cheffe du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Jean Monnet pour l'Europe

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil exécutif	Secrétaire municipale adjointe	Darbellay, Patrizia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir la mémoire de Jean Monnet et les valeurs européennes	Promouvoir la mémoire de Jean Monnet et les valeurs européennes

Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 06.11.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Conseil	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 11.11.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation pour les musiques actuelles (Les Docks)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Adjoint Musiques actuelles et nouveaux médias	Guex, Tom

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Adjoint Musiques actuelles et nouveaux médias	Guex, Tom

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts des écoles de musique sises sur le territoire de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne affectation des subventions, pour garantir le rôle de la fondation conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation romande pour le cinéma (Cinéforum)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 31.03.2026)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation Sinfonietta de Lausanne**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya (dès le 01.04.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Membre du Conseil	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 10.10.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation lausannoise pour le rayonnement de la BD

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe du Service bibliothèques et archives	Roch, Nadia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne organisation du festival de la bande dessinée BDFIL à Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de la fondation conformément aux buts assignés — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne et à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe du Service bibliothèques et archives	Roch, Nadia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Promouvoir la traduction littéraire auprès du grand public dans le cadre de la collaboration Ville-université — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de la fondation conformément aux buts assignés

2. Sécurité et économie

Fondation pour le commerce lausannois

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président ad interim	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du Conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Conseil	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Assurer la promotion et le développement du commerce et de l'économie lausannois, en vue de soutenir le commerce urbain et l'attractivité de Lausanne

Fondation pour l'innovation et la technologie (FIT)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe de la division gestion stratégique du patrimoine	Vukicevic, Anna

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Apporter un soutien au développement de projets à contenu technologique innovant	Soutien à des projets émanant d'une Haute école suisse, mais également d'autres projets, lesquels ont de grandes chances d'aboutir à la création ou au développement d'entreprises

Fondation d'entraide et de soutien du Corps de la police municipale de Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Commandant du Corps de police	Botteron, Olivier
Membre du Conseil	Membre du Corps de police	Aviles Benitez, Anastasia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Contribuer au resserrement des liens des membres du Corps de police et de leurs familles

3. Sports et cohésion sociale

Académie Internationale des Sciences et Techniques du Sport (AISTS)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Promouvoir la formation des futurs responsables/managers dans le domaine du sport

Centre mondial du cyclisme

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	<ul style="list-style-type: none"> — S'assurer de l'accessibilité du centre pour les sportifs lausannois — S'assurer du bon développement du centre en cohérence avec les acteurs, les manifestations et les projets lausannois

Fondation Centre Sport – Etudes (CSEL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Conseil	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Accueillir des jeunes gens de 15 à 20 ans (filles et garçons) qui se dirigent vers une carrière sportive de haut niveau. Ces jeunes sportives et sportifs poursuivent une formation scolaire ou professionnelle tout en bénéficiant des entraînements sportifs dispensés au sein de leur club, d'un suivi pédagogique, d'un suivi scolaire et de cours de formation. Ils ont la possibilité d'être admis comme internes ou comme externes
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement du CSEL

Fondation Lausanne Capitale Olympique

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Co-présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Conseil	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promotion de Lausanne, Capitale olympique	<ul style="list-style-type: none"> — Attirer à Lausanne et dans le reste du canton le siège de fédérations et d'organisations sportives internationales (FOSI); — Identifier les besoins spécifiques du monde sportif international installé dans le canton de Vaud et à Lausanne pour mieux y répondre et pérenniser la présence des acteurs et actrices concernées; — Développer et promouvoir l'écosystème unique «Lausanne Capitale Olympique» réunissant les acteurs et actrices concernées par le sport international sur sol vaudois et à Lausanne en tant que plateforme de développement pour le monde du sport international; d'animer le réseau des FOSI et de leur personnel en proposant un certain nombre d'activités et de prestations en lien avec leurs pratiques professionnelles ou à caractère récréatif; — Attirer à Lausanne et dans le reste du canton des manifestations et des congrès sportifs internationaux; — Servir de guichet unique, en vue de renseigner ou de faciliter les démarches de toute personne, institution ou organisme s'intéressant ou appartenant aux milieux sportifs internationaux; — Mener tout autre projet susceptible de renforcer le rôle et l'image de Lausanne et du Canton de Vaud dans le monde du sport international.
Héritage des JOJ de 2020	Coordonner les actions et les démarches liées à l'héritage des Jeux olympiques de la jeunesse d'hiver Lausanne 2020, notamment en assurant le rôle d'interface avec le Comité International Olympique (CIO)
Aspects financiers	Suivi budgétaire de la Fondation

Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T.)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Conseil	Cheffe de l'ORP	Lutonda-M'Vuata, Corrine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne utilisation des fonds pour garantir les buts de la Fondation	Etudier les demandes de soutien financier en vue de la reconversion professionnelle
Aspects financiers	Participer aux décisions dans le cadre du budget alloué

Fondation Olympique pour la Culture et le Patrimoine**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le rayonnement du Musée Olympique	Soutenir les manifestations et expositions du Musée Olympique et favoriser les contacts avec la Ville

Fondation Soins Lausanne**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Chef du Service social	Ferrari, Olivier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Soutenir les prestations de maintien à domicile	— Etre engagé aux côtés de l'Etat et des autres associations régionales dans la gestion de l'AVASAD (Association vaudoise des soins à domicile) — S'assurer de la bonne intégration des CMS sur le territoire de la Ville de Lausanne

Fonds Edouard et Hortense Pache**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Conseil	Secrétaire générale SCS	Joly, Christelle
Membre du Conseil	Adjointe administrative – SFIN	Huber, Elisabeth

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Gérer la fondation conformément aux statuts
Aspects financiers	S'assurer de l'équilibre financier du fonds

4. Logement, environnement et architecture

Fondation Val Paisible

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Planification de la rénovation de leurs immeubles et suivi des locataires entrants

Fondation Maisons pour Etudiants – Lausanne (FMEL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Nouveaux projets	Développer et accompagner des projets innovants pour le public-cible visé
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Daniel et Liliane Courvoisier

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea
Membre du Conseil	Responsable du dispositif aide sociale au logement-SISP	Ferret, Rachel
Membre du Conseil	Délégué patrimoine tiers – ARLO	Pitteloud, Eric
Membre du Conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Hubler, Alain
Membre du Conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Philippoz, Roland
Membre du Conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Nicoud, Catherine
Membre du Conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Béguin, Jean-Marc
Membre du Conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Perrin, Charles-Denis
Membre du Conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Christe, Valentin

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Comité de direction	Participer au Comité de direction afin de pouvoir influencer les projets dans le sens de la politique du logement et de l'habitat souhaitée par la Ville de Lausanne
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Pro Habitat

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto
Membre du Conseil	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Solidarité Logement pour les Etudiants (FSLE)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Pas de caution	Initier un projet pilote sur quelques appartements pour permettre l'accès au logement étudiant sans passer par une garantie
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

5. Enfance, jeunesse et quartiers

Fondation de l'espace des inventions

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du Conseil	Chef de Service quartiers, jeunesse et familles	Horat, Simone

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Proposer des expositions d'éveil scientifique comprenant des séances d'accompagnement pour les jeunes Lausannoises et Lausannois
	Concevoir, réaliser et présenter un programme d'éveil culturel pour les enfants de 4 à 10 ans
	Organiser et animer les centres aérés de la Vallée de la Jeunesse et de Sauvablin durant les vacances d'été et d'automne
	Organiser des ateliers sciences dans le cadre des centres aérés urbains lausannois

Fondation Centre de ressources en éducation de l'enfance (CREDE)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe du domaine parascolaire, Service des écoles et du parascolaire	Mühlebach, Claudia
Membre du Conseil	Adjointe au Chef de Service, Service de la petite enfance	Vial, Solange

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Proposer un vaste choix de ressources pédagogiques et de nombreuses formations continues favorisant un travail de qualité auprès des enfants

Ecole supérieure en éducation de l'enfance (ESEDE)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe du domaine parascolaire, Service des écoles et du parascolaire	Mühlebach, Claudia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Contribuer et veiller à la qualité de la formation des futur.es professionnel.es en éducation de l'enfance de niveau supérieur.

Fondation La Pouponnière et l'Abri

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	-	Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

Fondation Malley-Prairie

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Représentant ou Représentante EJQ	Vacant
Membre du Conseil	Responsable de la brigade criminelle de la Police de Lausanne	Metral, Patrick

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du Conseil	-	Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Construction d'un centre œcuménique et de quartier	Participer à la construction sur un terrain de la Ville de Lausanne, assurer l'exploitation et la mise à disposition

Fondation Organopole

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Secrétaire générale EJQ	Kurz, Elsa

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville propriétaire de l'édifice et des orgues — Valoriser les orgues de l'église Saint-François en proposant notamment des événements musicaux tous publics

Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du Conseil, désigné par la Municipalité	–	Gonin, François
Membre du Conseil, désigné par la Municipalité	–	Kaufmann, Alain

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Améliorer la gouvernance de la FASL — Veiller à renforcer un partenariat fluide entre la Ville de Lausanne et la FASL

6. Finances et mobilité

Fondation pour un Centre d'Education permanente

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-Présidente	Cheffe du Service du personnel	Stanimirovic, Vesna
Membre du Conseil	Responsable RH SCS	Roduit, François (démission en 2025)
Membre du Conseil	Chef du Service achats et logistique Ville	Perraux, Luc (dès le 09.12.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Compétences professionnelles du personnel de la Ville de Lausanne (fonctionnaires et employés permanents)	Assurer le développement et le maintien des compétences professionnelles des fonctionnaires de la Commune
Gestion RH dans la fonction publique	Soutenir la recherche en gestion et développement des ressources humaines dans la fonction publique

Associations

1. Culture et développement urbain

Observatoire mondial pour les femmes, le sport, l'éducation physique (UNESCO)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du Comité	Responsable des relations internationales	Duparc, Mélanie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Assurer une bonne coordination entre l'association et les différentes institutions sportives et olympiques de la région — Veiller à ancrer l'observatoire dans l'écosystème du sport international à Lausanne — Promouvoir à l'international les activités de l'Observatoire en faveur de l'égalité des genres dans le sport

Lausanne à table

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Resp. événementiel SPADOM	Kaléas, Christophe
Membre du Comité	Resp. tourisme et promotion de la Ville	Delapierre, Olivier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution — Veiller au développement de l'association en cohérence avec la politique gastronomique et touristique de la Ville

Nexpo

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Syndic	Junod, Grégoire

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Elaborer, avec les parties prenantes, la candidature de Nexpo pour l'organisation de la prochaine Exposition nationale — Veiller à promouvoir les atouts de la Ville de Lausanne et défendre ses intérêts — Veiller à l'utilisation parcimonieuse des ressources

Fête de la musique

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Adjoint administratif au Service de la culture	Guex, Tom
Membre du Comité	Délégué à la jeunesse	Ausloos, Tanguy

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la qualité de l'offre pour le public et à son inscription dans la politique culturelle de la Ville — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Label Suisse**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Adjoint administratif au Service de la culture	Guex, Tom

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la qualité de l'offre pour le public et à son inscription dans la politique culturelle de la Ville — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Lausanne Estivale**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Adjoint à la Cheffe du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la qualité de l'offre pour le public et à son inscription dans la politique culturelle de la Ville — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association Pyxis**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Adjoint administratif au Service de la culture	Gross, Julien

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la qualité de l'offre pour le public et à son inscription dans la politique culturelle de la Ville — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association Pyxis – Exploration numérique**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Adjoint administratif au Service de la culture	Gross, Julien
Membre du Comité	Adjoint administratif au Service de la culture	Guex, Tom

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la qualité de l'offre pour le public et à son inscription dans la politique culturelle de la Ville — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association Pyxis – Café culturel

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Adjoint administratif au Service de la culture	Gross, Julien

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Conférence des villes en matière culturelle (CVC)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Co-président du Comité	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)
Co-président du Comité	Cheffe du Service de la culture	Gattiker, Isabelle (dès le 13.11.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville — Encourager le développement et le renforcement de l'expertise de la CVC dans le domaine de la politique culturelle propre aux communes

Association internationale des Maires francophones (AIMF)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Secrétaire général adjoint	Syndic	Junod, Grégoire

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Bénéficier de l'expertise de l'AIMF pour la mise en œuvre de projets multi-acteurs de coopération décentralisée d'envergure — S'investir en tant que membre du bureau et contribuer à la réflexion globale sur la gouvernance de l'Association et les axes prioritaires selon la programmation stratégique 2024-2028 de l'AIMF — Animer, en tant que Président de la Commission Villes et développement durable, un groupe de travail regroupant des villes du Nord et du Sud qui échangent sur leurs projets et leurs bonnes pratiques dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique — Organiser annuellement une séance de commission/atelier pour favoriser une meilleure connaissance du terrain afin d'identifier des projets de coopération sur le long terme, dans une ville du réseau

Union des communes vaudoises (UCV)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du Comité	Syndic	Junod, Grégoire

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville — Encourager le développement et le renforcement de l'expertise de l'UCV dans les domaines de politiques publiques propres aux communes

Union des villes suisses (UVS)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Syndic	Junod, Grégoire

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de l'agglomération lausannoise — Encourager le développement et le renforcement de l'expertise de l'UVS dans les domaines de politiques publiques propres aux communes à caractère urbain

Lausanne Région**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du bureau de coordination	Syndic	Junod, Grégoire

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller au développement d'une véritable politique d'agglomération — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association Pro Lousonna**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Directrice de musée romain de Vidy	Meylan, Karine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Veiller à la bonne coordination entre l'association et le Musée romain de Vidy

Association Mémoire de Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Adjoint à la Cheffe du Service de la culture	Riou, Yann
Membre du Comité	Directeur du Musée historique de Lausanne	Golay, Laurent

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Veiller à la bonne coordination entre l'association et le Musée historique de Lausanne

Association vaudoise des archivistes

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Archiviste-adjoint	Eggler, Jean-Jacques

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Entretenir un réseau avec les professionnels et professionnelles de la branche

Union mondiale des villes olympiques

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer les échanges entre villes autour de l'héritage olympique et du sport comme outil de politique publique	<ul style="list-style-type: none"> — Promouvoir le rôle du sport dans le développement durable des villes — Faciliter et maintenir un dialogue entre les villes ayant ou étant sur le point d'héberger les Jeux Olympiques — Assurer la bonne marche de l'association dont Lausanne assure la présidence — Animer le réseau Smart Cities and sports

Lausanne Tourisme

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du Comité	Syndic	Junod, Grégoire

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Promouvoir le tourisme à Lausanne — Porter une réflexion sur le périmètre des activités de tourisme post-crise, fixer des objectifs et valider un plan global pour le secteur — Actualiser les modalités de collaboration entre la Ville et Lausanne Tourisme — Mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par le tourisme autour du plan défini pour le secteur

2. Sécurité et économie

Conférence des directeurs des polices municipales vaudoises

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de la population lausannoise — Veiller à garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires

Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de la population lausannoise — Veiller à garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil intercommunal	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du conseil intercommunal	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de la population lausannoise — Veiller à garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du Comité	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de la population lausannoise — Veiller à garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association pour l'eau, le gaz et la chaleur (SVGW) – (anciennement SSIGE)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Chef du Service de l'eau	Apothéloz, Sébastien

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de la population lausannoise — Veiller à garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association vaudoise des contrôles des habitants**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du Comité	Cheffe du Service du contrôle des habitants	Cossy, Nadine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de la population lausannoise — Veiller à garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires

Association des Dirigeants d'Organisations Publiques de Secours (ADOPS)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre fondateur – Secrétaire	Chef de Service SPSL	Schneider, Philippe

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Valoriser les compétences opérationnelles des organisations publiques de secours au sein de la Suisse — Promouvoir leurs professions — Renforcer leurs synergies

3. Sports et cohésion sociale**Fête fédérale de gymnastique 2025****Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam
Membre du Comité	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne organisation de la FFG 2025 — Veiller à la bonne utilisation des subventions

Cann-L**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Comité	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du Comité	Chef de Service SISP	Cruchon, Olivier
Membre du Comité	Commissaire	Dyens, Sébastien
Membre du Comité	Responsable au dispositif Addictions – SISP	Donzallaz, Salomé

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Veiller à la bonne réalisation des activités de l'association, conformément à ses buts statutaires

Association Lausanne-Jeux internationaux des écoliers**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam
Membre du Comité	Délégué activités sportives	Vouilloz, Laurent
Membre du Comité	Gestionnaire accréditations – SPORTS	Lombardet, Constance

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	— Veiller à la réalisation des buts statutaires de l'association — Représenter les intérêts des jeunes sportives et sportifs lausannois

Initiative des villes pour la politique sociale (Union des villes suisses)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Défendre les intérêts de la Ville de Lausanne en matière de politique sociale

Association suisse des Services des sports (ASSA-ASSS)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Défendre les intérêts de la Ville de Lausanne en matière de politique sportive

Association courses cyclistes Lausanne (ACCL)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Vice-présidente du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam
Membre du Comité	Responsable des manifestations sportives	Schaub, Patrice
Membre du Comité	Administratrice d'événements	Kellerhals, Aline

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	— Organiser à Lausanne une étape ou le prologue du Tour de Romandie — S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette étape lausannoise

Association Sportcity**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam
Membre du Comité	Délégué au sport associatif	Rochat, Jérôme
Membre du Comité	Adjointe au Sport international	Honegger, Danielle

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	— Veiller à la réalisation des buts statutaires de l'association — Veiller à la santé financière et structurelle de l'association

Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Vice-président	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam
Membre du Comité	Responsable des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir la course à pied à Lausanne	Organiser, annuellement, diverses courses pédestres populaires dont notamment celles connues sous le nom: «20 km de Lausanne», "Course Capitale Olympique" et "Christmas Run"
Aspects financiers	S'assurer du respect des budgets de fonctionnement de ces manifestations sportives

Association Athletissima**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'Association	Organiser entre autres, annuellement, un meeting international d'athlétisme de la "Diamond League", connu sous le nom: «Athletissima» dans une infrastructure communale, le Stade de la Pontaise
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association 3×3 FIBA WorldTour**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam
Membre du Comité	Responsable des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'Association	Soutenir, annuellement, une manifestation internationale de basket 3×3, connu sous le nom: «Lausanne 3×3 FIBA World Tour»
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association Vélosanne**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam
Vice-président	Responsable des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, une manifestation cyclotouriste, connue sous le nom: «Journée lausannoise du vélo»
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation sportive

Association «Tour de Romandie – épreuve de Lausanne»**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir le cyclisme	Organiser à Lausanne une étape ou le prologue du "Tour de Romandie"
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette étape lausannoise

Association des «Volontaires sportifs Lausannois»**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Encourager, soutenir et développer le volontariat sportif avec pour objectif la constitution et l'animation d'un réseau de volontaires pour le soutien des activités des associations et clubs sportifs lausannois
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette association

Association du Lausanne Marathon

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du Comité	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir le cyclisme	Organiser, annuellement, les différentes épreuves du "Lausanne Marathon"
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation sportive

Association du Triathlon de Lausanne

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Vice-président	Commandant du corps de Police	Botteron, Olivier
Membre du Comité	Chef du Service SPSL	Scherz, Sylvain
Membre du Comité	Cheffe du Service des sports	Pasche, Myriam
Membre du Comité	Responsable des manifestations sportives	Schaub, Patrice
Membre du Comité	Administratrice d'évènements	Kellerhals, Aline

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, une épreuve internationale et/ou une épreuve populaire, connues sous le nom: "Triathlon de Lausanne"
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association Lausanne Inspiration 2020

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Secrétaire générale SCS	Joly, Christelle
Membre du Comité	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael (jusqu'au 31.03.2025)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination et contrôle financier	Organiser des manifestations publiques et gratuites au sein de la Ville alliant sports, culture et intégration
Aspects financiers et organisationnels	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de ces manifestations et de financements suffisants par rapport aux charges. Superviser l'organisation des manifestations

Association des piscines romandes et tessinoises

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef de section	Barascud, Christian

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Représenter les intérêts des piscines lausannoises — Travailler en réseau sur les normes et pratiques professionnelles

4. Logement, environnement et architecture

Association Jorat Parc naturel

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du Comité	Chef du Service SPADOM	Balestra, Etienne
Membre du Comité	Chef de la Division arbres et forêts (SPADOM)	Rudaz, Benjamin

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — S'assurer de la gestion, de la promotion et du développement du Parc naturel du Jorat, dans le cadre d'un développement durable du massif joratois — S'assurer du respect du budget du Parc naturel du Jorat

Forum d'architecture

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Architecte chef de projet	Camagni, Steve

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association des amis de la Tour de Sauvabelin (AATS)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Chef du Service SPADOM	Balestra, Etienne
Membre du Comité	Chef de secteur SPADOM	Senn, David

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

Association Jardin Urbain**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente du Comité	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du Comité	Chef du Service SPADOM	Balestra, Etienne
Membre du Comité	Chef du Bureau espace public et paysage (SPADOM)	Graz, Emmanuel

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé financière et structurelle de l'institution

5. Enfance, jeunesse et quartiers**Maison des Jeunes****Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité (voix consultative)	Cheffe du Service SEP	De Kerchove, Barbara

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Veiller à la bonne utilisation des subventions pour garantir les actions de l'institution, conformément à ses buts statutaires, en cohérence avec la politique socio-éducative de la DEJQ

Groupement des autorités scolaires vaudoises**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Cheffe du Service SEP	De Kerchove, Barbara

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Défendre les intérêts des communes en général, de la Ville de Lausanne en particulier et de la population lausannoise

Gymnase du soir**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Chef du Service QJF	Horat, Simone

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Soutenir et accompagner le fonctionnement de cette institution

Faîtière des Réseaux d'Accueil de Jour des Enfants (FRAJE)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du bureau	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du Comité	Cheffe du Service des écoles et du parascolaire (SEP)	De Kerchove, Barbara

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Relayer auprès du comité les enjeux de la Ville de Lausanne et du Réseau-L en matière d'accueil de jour — Défendre les intérêts communs des réseaux d'accueil de jour auprès d'autres instances (p. ex. autorités cantonales) — Coordonner les interventions de la FRAJE avec celles du Réseau-L — Veiller à la bonne santé structurelle de l'institution — Veiller à la réalisation des buts statutaires de l'institution

Pro-Familia-Vaud (PFV)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Déléguée à la politique familiale	Débaz, Muriel

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de la population lausannoise — Contribuer à soutenir et promouvoir la politique familiale dans le canton — Se tenir à jour des sujets cantonaux et fédéraux — Développer des liens avec les membres de PFV (associations, institutions, communes)

6. Finances et mobilité

OUESTRAIL

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Cheffe de division MAP	Medir Benito, Núria

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville et de la région lausannoise en matière de politique ferroviaire — Entretien d'un réseau avec les différents acteurs romands du rail

ParkingSwiss

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité directeur	Collaboratrice MAP	Dethier, Daphné

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville de Lausanne en tant qu'exploitant de parkings couverts privés et publics — Porter à connaissance de la Municipalité toute information reçue susceptible de s'intéresser en matière de parkings couverts privés et publics

Association les Toupies

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Déléguée égalité	Moret, Joëlle

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	— Représenter la Ville en tant qu'entité subventionneuse de deux des crèches des Toupies (places prioritaires pour le personnel de la Ville)

Conférence des déléguées à l'égalité

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Déléguée égalité	Moret, Joëlle

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Entretien un réseau avec les professionnels de la branche — Représenter les villes romandes et contribuer aux orientations prises par cette association qui regroupe les bureaux de l'égalité aux niveaux fédéral, cantonal et communal

Association des responsables des RH

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Comité	Adjointe à la cheffe du Service SPEL	Crevoisier, Catherine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	— Entretien un réseau avec les professionnels de la branche

7. Services industriels

Distributeurs multi-fluides romands (MULTIDIS)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef des Services partagés	Pichont, Florent

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche électrique romande et à travers elle au sein de l'Association suisse des électriciens (AES)
Assurer la veille technologique	Etre informé des évolutions réglementaires et technique dans le domaine de l'électricité avec une analyse du point de vue des acteurs multfluides

Société des Gaziers de la Suisse romande

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville et assurer la veille législative et réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche gazière romande et à travers elle au sein de l'Association suisse de l'industrie gazière (ASIG) — Etre informé des évolutions réglementaires et technique dans le domaine du gaz — Inciter la société à être un acteur de la transition énergétique

Centre d'essais et de formation

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Responsable de la division exploitation électricité et maintenance	Virchoux, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — S'assurer du maintien d'un cadre de formation continue correspondant aux besoins des SIL — Développer les formations à des tiers pour absorber les coûts d'exploitation du site

Commission d'étude des questions relatives à la haute tension

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Responsable de la division bureau d'études et projets	Bagnoud, Yves-André

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Participer à l'établissement des normes et partager les bonnes pratiques pour le réseau THT

Coopératives

4. Logement, environnement et architecture

Société coopérative d'habitation des employés du rail

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés — Développer et accompagner des projets innovants pour le public-cible visé — Assurer une programmation de logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre — S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'Assemblée générale — S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société et s'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société coopérative Boipac

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de la division Arbres & Forêts	Rudaz, Benjamin

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Etude de nouveaux projets et de nouvelles technologies permettant de valoriser le bois de construction, via des projets de production, stockage, gestion et vente du bois provenant des communes membres	Coopérative en cours de reconfiguration vers l'accompagnement des producteurs de bois et des projets de construction en propre bois des communes membres

Coopérative Cité Derrière

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice ad interim	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société coopérative Tunnel-Riponne**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

L'Habitation Féminine Société Coopérative**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société coopérative Logacop**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société coopérative Le Logement idéal**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société coopérative Avenue Vinet 31**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société coopérative Clair Logis Lausanne B**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté; Projet de rénovation d'une tour d'habitation à Entrebois

Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV)**Représentants de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Chef du Service SPADOM	Balestra, Etienne

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Concourir à la protection et au développement des sites et espaces verts d'intérêt local ou général régional compris dans le rayon de la société	<ul style="list-style-type: none"> — Acquérir des immeubles menacés — Faire inscrire en faveur de la Commune de Lausanne ou en faveur de la commune de situation, des immeubles, des servitudes de restrictions de droit à bâtir ou d'interdiction de bâtir — Par le moyen de subventions, permettre d'indemniser des propriétaires touchés par les mesures de protection de sites et espaces verts — Soutenir des sociétés ou organismes dont le but correspond à celui de la société — Participer au financement de projets d'aménagements d'espaces verts divers.

Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et s'informer de la mise en œuvre
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société Coopérative d'Habitation Unia

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable de la politique du logement et de l'habitat – ARLO	Di Capua, Roberto

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et auditrices et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société coopérative SODEFOR

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Garde-forestier SPADOM	Jeanguenat, Daniel

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien des moyens d'exploitation	Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du camion
Etude de nouveaux projets et de nouvelles technologies permettant de valoriser le bois énergie	
Optimisation de moyen	Coopérative propriétaire d'une déchiqueteuse mobile, utilisée pour la production de plaquettes en bois pour la chaufferie de la Tuilière. La Ville n'a pas suffisamment de besoins pour être propriétaire toute seule d'une telle machine

Fondation et entreprises de droit public

1. Culture et développement urbain

Fondation pour l'enseignement de la musique

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe au Service de la culture	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts des écoles de musique sises sur le territoire de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne affectation des subventions, pour garantir le rôle de la fondation conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Représentant externe	Hirsig, Gérald

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Assurer que les objectifs de prévoyance et ceux de rendement soient remplis — Veiller à la bonne gestion du patrimoine — Veiller à atteindre le niveau de couverture requis et le niveau de rendement nécessaire — Veiller à la prise en compte des critères ESG (environnement, social et gouvernance) dans la gestion du patrimoine

3. Sports et cohésion sociale

Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Représentant externe (ancien Municipal)	Tosato, Oscar

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Opérationnel	Veiller au respect des prescriptions concernant les versements aux bénéficiaires des prestations AVS/AI et à la bonne coordination avec la caisse AVS/AI de Lausanne



Glossaire

AAS	Agence d'assurances sociales
APEMS	Accueil pour enfants en milieu scolaire
ARC	Cellule d'aide à la résolution des conflits
ARLO	Service d'architecture et du logement
AVL	Archives de la Ville
BAVL	Service des bibliothèques et archives de la Ville
BCD	Bureau du climat et de la durabilité
BDR	Bureau de détermination du revenu
BEST	Bien-être et santé au travail
BIP	Bureau d'information aux parents
BJ	Bibliothèque jeunesse
BLF	Bureau lausannois pour les familles
BPG	Bureau Pôle Gare
BVL	Bibliothèques de la Ville
CADA	Service du cadastre
CBD	Centre bandes dessinées
CC	Conseil communal
CD	Direction de la culture et du développement urbain
CDAP	Cour de droit administratif et public
CDJ	Conseil des jeunes
CECB	Certificat énergétique cantonal des bâtiments
CEP	Centre d'éducation permanente
CFL	Contrôle des finances de la Ville de Lausanne
CH	Service du contrôle des habitants
BCH	Bibliothèque de Chauderon
CHUV	Centre hospitalier universitaire vaudois
CY	Bibliothèque de Chailly
COFIN	Commission permanente des finances
COGES	Commission permanente de gestion
COM	Service commercial
CP	Corps de police
CPCL	Caisse de pensions du personnel communal
CPHV	Fondation asile des aveugles
CREAL	Centre de ressources pour élèves allophones
CSR	Centre social régional
CULT	Service de la culture
CVE	Centre de vie enfantine
DSST	Domaine santé et sécurité au travail
(EM-)DIAM	(Etat-Major) Directives d'intervention en cas d'accident majeur
EAU	Service de l'eau
EB	Bibliothèque d'Entrebois
ECA	Etablissement cantonal d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels
ECAL	Ecole cantonale d'art de Lausanne
ECO	Service de l'économie
EGADIV	Egalité & diversité

EJMA	Ecole de jazz et de musique actuelle
EJQ	Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers
EML	Ecole de Musique Lausanne
EPFL	Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
EPT	Equivalent plein-temps
EVAM	Etablissement vaudois d'accueil des migrants
FAJE	Fondation d'accueil de jour des enfants
FIM	Direction des finances et de la mobilité
GER	Service des gérances
HEMU	Haute école de musique de Lausanne
HETSL	Haute école de travail social de Lausanne
LEA	Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
MAP	Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics
MCBA	Musée cantonal des Beaux-Arts
MT	Bibliothèque de Montriond
OAJE	Office de l'accueil de jour des enfants
OFSP	Office fédéral de la santé publique
ORP	Office régional de placement
OMS	Organisation mondiale de la santé
PALM	Projet d'agglomération Lausanne-Morges
PAT	Service patrimoine
PPA	Plan partiel d'affectation
PSE	Service production et solutions énergétiques
PUR	Service de la propreté urbaine
QJF	Service quartiers, jeunesse et familles
RES	Service réseaux
Réseau-L	Réseau d'accueil de jour de l'enfance
SALV	Service achat et logistique Ville
SACR	Semaine d'actions contre le racisme
SCS	Direction des sports et de la cohésion sociale
SE	Direction de la sécurité et de l'économie
SEP	Service des écoles et du parascolaire
SFIN	Service des finances
SGCD	Secrétariat général culture et développement urbain
SGEJQ	Secrétariat général enfance, jeunesse et quartiers
SGFIM	Secrétariat général finances et mobilité
SGLEA	Secrétariat général logement, environnement et architecture
SGSCS	Secrétariat général sports et cohésion sociale
SGSE	Secrétariat général sécurité et économie
SGSIL	Secrétariat général services industriels
SIL	Direction des services industriels
SILL S.A.	Société immobilière lausannoise pour le logement S.A.
SISP	Service inclusion et actions sociales de proximité
SMUN	Secrétariat municipal
SOI	Service d'organisation et d'informatique

SPADOM	Service des parcs et domaines
SPAR	Services partagés
SPE	Service de la petite enfance
SPEL	Service du personnel
SPORTS	Service des sports
SPS	Service de psychologie scolaire
SPSL	Service de protection et sauvetage
SSL	Service social Lausanne
SSPR	Service de santé et prévention
ST	Service du travail
STEP	Station d'épuration
SUVA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
SZ	Bibliothèque de La Sallaz
UNIL	Université de Lausanne
URB	Service de l'urbanisme

Hôtel de Ville
place de la Palud 2
Case postale 6904
1001 Lausanne

T +41 21 315 22 15
secretariatmunicipal@lausanne.ch

www.lausanne.ch